LENINE

œuvres

tome
19

mars-décembre
1913

LÉNINE

les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme • le capitalisme et les impôts • marxisme et réformisme • la correspondance entre marx et engels

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

19

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
19
Mars-décembre 1913

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1967

PRÉFACE

Le tome 19 contient les œuvres écrites par Lénine de mars à décembre 1913, dans la période de nouvel essor du mouvement révolutionnaire en Russie. La majeure partie de ce tome est constituée par des articles publiés dans la presse bolchevique légale : les journaux *Pravda* et *Nach Pout*, et la revue *Prosvéchtchénié*.

Dans ses articles « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », « Pour le 25e anniversaire de la mort de Joseph Dietzgen », « La conception libérale et la conception marxiste de la lutte de classe », « La correspondance entre Marx et Engels », Lénine expose et développe les questions fondamentales de la théorie marxiste.

Les articles « Le programme national du P.O.S.D.R. », « La classe ouvrière et la question nationale », et d'autres, ont pour objet de mettre au point et de fonder en théorie le programme bolchevique sur la question nationale.

Une grande place est occupée dans ce tome par des articles dirigés contre les mencheviks liquidateurs, les trotskistes, les bundistes[1] et les socialistes-révolutionnaires[2], et consacrés aux questions de la lutte pour le renforcement du Parti bolchevique et l'unité de la classe ouvrière. Il s'agit notamment de « Questions litigieuses », « De l'unité ouvrière », « La *Pravda* a-t-elle démontré le séparatisme des bundistes ? », « Un troudovik-lui-aussi », ainsi que des résolutions de la conférence de Poronine, dite conférence « d'été », tenue par le Comité central du P.O.S.D.R. et élargie aux militants du Parti.

Dans ses écrits « Le Premier mai du prolétariat révolutionnaire », « Le succès des grèves en 1912, comparé au passé », « Le rôle des ordres et des classes dans le mouvement de libération », « Les libéraux dans le rôle de défenseurs de la IVe Douma », Lénine révèle la maturation d'une crise politique à l'échelle de toute la Russie ; il montre le rôle dirigeant du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire grandissant et dénonce l'attitude contre-révolutionnaire de la bourgeoisie libérale.

Dans ses articles « La paysannerie se rétablit-elle ou s'appauvrit-elle ? », « La réglementation agraire et les paysans pauvres ». « La question agraire et la situation actuelle en Russie », Lénine dévoile l'appauvrissement et la ruine de la grosse masse de la paysannerie par suite de la politique agraire de Stolypine, et fixe comme objectif au Parti bolchevique et à la classe ouvrière d'entraîner la paysannerie dans la lutte active contre l'autocratie.

Ce tome contient des textes qui permettent de voir comment Lénine dirigeait la fraction bolchevique à la IVe Douma d'Etat : projets de discours — « A propos de la politique du ministère de l'Instruction publique », « A propos de la politique agraire (générale) du gouvernement actuel » ; articles — « Les Sept députés de la Douma », « Matériaux relatifs à la lutte au sein de la fraction social-démocrate à la Douma », et d'autres.

Un groupe d'articles est consacré aux questions de l'économie et de la politique mondiales : « La barbarie civilisée », « Une grande victoire de la technique », « Les armements et le capitalisme », « A qui cela profite-t-il ? », « L'éveil de l'Asie », « Les opportunistes anglais démasqués ». Dans ces articles, Lénine met en lumière des faits caractéristiques montrant le pourrissement du capitalisme, la croissance des armements et la préparation de la guerre impérialiste, l'éveil des peuples coloniaux ; il critique l'opportunisme grandissant au sein du mouvement ouvrier international.

On trouvera dans ce tome neuf textes qui figurent pour la première fois dans les Œuvres de Lénine. Dans son rapport « La Russie d'aujourd'hui et le mouvement ouvrier » et dans les articles « Dialogue », « A l'attention des lecteurs du *Loutch* et de la *Pravda* », « Une mauvaise action ! »,

« La masse ouvrière et les intellectuels ouvriers », « A propos des décisions du Bureau », Lénine démasque les liquidateurs, qui cherchaient à anéantir le Parti social-démocrate clandestin, comme de véritables traîtres à la classe ouvrière. L'article « Sur la scission au sein de la fraction social-démocrate russe à la Douma » est une intervention de Lénine dans la presse socialiste internationale en réponse aux calomnies répandues contre le Parti bolchevique par les liquidateurs et les trotskistes. Enfin, dans ses articles « A propos de la « faim du pétrole » et « Un jugement erroné », Lénine met à nu le rôle contre-révolutionnaire de la bourgeoisie russe et montre comment celle-ci, alliée aux grands propriétaires fonciers féodaux, freinait le développement économique de la Russie.

ПРОСВѢЩЕНІЕ

Ежемѣсячный журналъ.

№ 3.

Мартъ.

СПБ. 1913 годъ.

Page de titre de la revue *Prosvéchtchénié* n° 3, mars 1913, contenant l'article de V. Lénine « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme »

Réduction

LES TROIS SOURCES ET LES TROIS PARTIES CONSTITUTIVES DU MARXISME[3]

La doctrine de Marx suscite dans l'ensemble du monde civilisé la plus grande hostilité et la haine de toute la science bourgeoise (officielle comme libérale), qui voit dans le marxisme quelque chose comme une « secte malfaisante ». On ne peut s'attendre à une autre attitude, car dans une société fondée sur la lutte des classes, il ne saurait y avoir de science sociale « impartiale ». *Toute* la science officielle et libérale *défend*, de façon ou d'autre, l'esclavage salarié, tandis que le marxisme lui a déclaré une guerre implacable. Demander une science impartiale dans une société fondée sur l'esclavage salarié est d'une naïveté aussi puérile que de demander aux fabricants de se montrer impartiaux dans la question de savoir s'il convient de diminuer les profits du capital pour augmenter le salaire des ouvriers.

Mais ce n'est pas tout. L'histoire de la philosophie et de la science sociale montre en toute clarté que le marxisme n'a rien qui ressemble à du « sectarisme » dans le sens d'une doctrine repliée sur elle-même et ossifiée, surgie *à l'écart* de la grande voie du développement de la civilisation universelle. Au contraire, le génie de Marx est d'avoir répondu aux questions que l'humanité avancée avait déjà soulevées. Sa doctrine naquit comme la *continuation* directe et immédiate des doctrines des représentants les plus éminents de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme.

La doctrine de Marx est toute-puissante, parce qu'elle est juste. Elle est harmonieuse et complète ; elle donne aux hommes une conception cohérente du monde, incon-

ciliable avec toute superstition, avec toute réaction, avec toute défense de l'oppression bourgeoise. Elle est le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIXe siècle : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français.

C'est à ces trois sources, aux trois parties constitutives du marxisme, que nous nous arrêterons brièvement.

I

La philosophie du marxisme est le *matérialisme*. Au cours de toute l'histoire moderne de l'Europe et surtout à la fin du XVIIIe siècle, en France, où se déroulait une lutte décisive contre tout le fatras du moyen âge, contre la féodalité dans les institutions et dans les idées, le matérialisme fut l'unique philosophie conséquente, fidèle à tous les enseignements des sciences naturelles, hostile aux superstitions, au cagotisme, etc. Aussi les ennemis de la démocratie s'appliquèrent-ils de toutes leurs forces à « réfuter » le matérialisme, à le discréditer, à le calomnier ; ils défendaient les diverses formes de l'idéalisme philosophique qui de toute façon se réduit toujours à la défense ou au soutien de la religion.

Marx et Engels défendirent résolument le matérialisme philosophique et ils montrèrent maintes fois ce qu'il y avait de profondément erroné dans toutes les déviations par rapport à cette doctrine fondamentale. Leurs vues sont exposées avec le plus de clarté et de détails dans les ouvrages d'Engels : *Ludwig Feuerbach* et l'*Anti-Dühring*, qui, comme le *Manifeste du Parti communiste* [4], sont les livres de chevet de tout ouvrier conscient.

Mais Marx ne s'arrêta pas au matérialisme du XVIIIe siècle, il poussa la philosophie plus en avant. Il l'enrichit des acquisitions de la philosophie classique allemande, surtout du système de Hegel, lequel avait conduit à son tour au matérialisme de Feuerbach. La principale de ces acquisitions est la *dialectique*, c'est-à-dire la théorie de l'évolution, dans son aspect le plus complet, le plus profond et le plus exempt d'étroitesse, théorie de la relativité des connaissances humaines qui nous présentent l'image de la matière en perpétuel développement. Les récentes décou-

vertes des sciences naturelles — le radium, les électrons, la transformation des éléments — ont admirablement confirmé le matérialisme dialectique de Marx, en dépit des doctrines des philosophes bourgeois et de leurs « nouveaux » retours à l'ancien idéalisme pourri.

Approfondissant et développant le matérialisme philosophique, Marx le fit aboutir à son terme logique, et il l'étendit de la connaissance de la nature à la connaissance de la *société humaine*. Le *matérialisme historique* de Marx fut la plus grande conquête de la pensée scientifique. Au chaos et à l'arbitraire qui régnaient jusque-là dans les conceptions de l'histoire et de la politique, succéda une théorie scientifique remarquablement cohérente et harmonieuse, qui montre comment, d'une forme d'organisation sociale, surgit et se développe, par suite de la croissance des forces productives, une autre forme, plus élevée, comment par exemple le capitalisme naît du féodalisme.

De même que la connaissance de l'homme reflète la nature qui existe indépendamment de lui, c'est-à-dire la matière en voie de développement, de même la *connaissance sociale* de l'homme (c'est-à-dire les différentes opinions et doctrines philosophiques, religieuses, politiques, etc.) reflète le *régime économique* de la société. Les institutions politiques s'érigent en superstructure sur une base économique. Nous voyons, par exemple, comment les différentes formes politiques des États européens modernes servent à renforcer la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.

La philosophie de Marx est un matérialisme philosophique achevé, qui a donné de puissants instruments de connaissance à l'humanité et surtout à la classe ouvrière.

II

Après avoir constaté que le régime économique constitue la base sur laquelle s'érige la superstructure politique, Marx réserve essentiellement son attention à l'étude de ce régime économique. L'œuvre principale de Marx, *le Capital*, est consacrée à l'étude du régime économique de la société moderne, c'est-à-dire capitaliste.

L'économie politique classique antérieure à Marx naquit en Angleterre, le pays capitaliste le plus évolué. Adam

Smith et David Ricardo, en étudiant le régime économique, marquèrent le début de la *théorie de la valeur-travail.* Marx continua leur œuvre. Il donna un fondement strictement scientifique à cette théorie et la développa de façon conséquente. Il montra que la valeur de toute marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production.

Là où les économistes bourgeois voyaient des rapports entre objets (échange d'une marchandise contre une autre), Marx découvrit des *rapports entre hommes.* L'échange de marchandises exprime le lien établi par l'intermédiaire du marché entre les producteurs isolés. L'*argent* signifie que ce lien devient de plus en plus étroit, unissant en un tout indissoluble toute la vie économique des producteurs isolés. Le *capital* signifie le développement continu de ce lien : la force de travail de l'homme devient une marchandise. Le salarié vend sa force de travail au propriétaire de la terre, des usines, des instruments de production. L'ouvrier emploie une partie de la journée de travail à couvrir les frais de son entretien et de celui de sa famille (le salaire) ; l'autre partie à travailler gratuitement, en créant pour le capitaliste la *plus-value*, source de profit, source de richesse pour la classe capitaliste.

La théorie de la plus-value constitue la pierre angulaire de la théorie économique de Marx.

Le capital créé par le travail de l'ouvrier opprime l'ouvrier, ruine les petits patrons et crée une armée de chômeurs. Dans l'industrie, la victoire de la grosse production est visible d'emblée ; nous observons d'ailleurs un phénomène analogue dans l'agriculture : la supériorité de la grosse exploitation agricole capitaliste s'accroît, l'emploi des machines se généralise, les exploitations paysannes voient se resserrer autour d'elles le nœud coulant du capital financier, elles déclinent et se ruinent sous le joug de leur technique arriérée. Dans l'agriculture, les formes du déclin de la petite production sont autres, mais le déclin lui-même est un fait incontestable.

Le capital qui bat la petite production conduit à augmenter la productivité du travail et à créer une situation de monopole pour les associations de gros capitalistes. La production elle-même devient de plus en plus sociale :

des centaines de milliers et des millions d'ouvriers sont réunis dans un organisme économique coordonné, tandis qu'une poignée de capitalistes s'approprient le produit du travail commun. L'anarchie de la production grandit : crises, course folle à la recherche de débouchés et, de là, existence non assurée pour la masse de la population.

Tout en augmentant la dépendance des ouvriers envers le capital, le régime capitaliste crée la grande puissance du travail unifié.

Marx a suivi le développement du capitalisme depuis les premiers rudiments de l'économie marchande, l'échange simple jusqu'à ses formes supérieures, la grande production.

Et l'expérience de tous les pays capitalistes, vieux et neufs, montre nettement d'année en année à un nombre de plus en plus grand d'ouvriers la justesse de cette doctrine de Marx.

Le capitalisme a vaincu dans le monde entier, mais cette victoire n'est que le prélude de la victoire du travail sur le capital.

III

Lorsque le régime féodal fut renversé et que la « *libre* » société capitaliste vit le jour, il apparut tout de suite que cette liberté équivalait à un nouveau système d'oppression et d'exploitation des travailleurs. Aussitôt diverses doctrines socialistes commencèrent à surgir, reflet de cette oppression et protestation contre elle. Mais le socialisme primitif était un socialisme *utopique*. Il critiquait la société capitaliste, la condamnait, la maudissait ; il rêvait de l'abolir, il imaginait un régime meilleur ; il cherchait à persuader les riches de l'immoralité de l'exploitation.

Mais le socialisme utopique ne pouvait indiquer une véritable issue. Il ne savait ni expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, ni découvrir les lois de son développement, ni trouver la *force sociale* capable de devenir le créateur de la société nouvelle.

Cependant, les révolutions orageuses qui accompagnèrent partout en Europe, et principalement en France, la chute de la féodalité, du servage, montraient avec toujours plus d'évidence que la *lutte de classe* est la base et la force motrice du développement.

Aucune liberté politique n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une résistance acharnée. Aucun pays capitaliste ne s'est constitué sur une base plus ou moins libre, démocratique, sans qu'une lutte à mort n'ait mis aux prises les différentes classes de la société capitaliste.

Marx a ceci de génial qu'il fut le premier à dégager et à appliquer de façon conséquente l'enseignement que comporte l'histoire universelle. Cet enseignement, c'est la doctrine de la *lutte de classe.*

Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les *intérêts* de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieux régime aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a *qu'un* moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent — et *doivent* de par leur situation sociale — devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.

Seul le matérialisme philosophique de Marx a montré au prolétariat la voie à suivre pour sortir de l'esclavage spirituel où végétaient jusque-là toutes les classes opprimées. Seule la théorie économique de Marx a expliqué la situation véritable du prolétariat dans l'ensemble du régime capitaliste.

Les organisations prolétariennes indépendantes se multiplient dans le monde entier, de l'Amérique au Japon, de la Suède à l'Afrique du Sud. Le prolétariat s'instruit et s'éduque en menant sa lutte de classe ; il s'affranchit des préjugés de la société bourgeoise, il acquiert une cohésion de plus en plus grande, il apprend à apprécier ses succès à leur juste valeur, il retrempe ses forces et grandit irrésistiblement.

« Prosvéchtchénié » n° 3, mars 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte de la revue

UN GRAND SUCCÈS DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE

On sait que la grande république chinoise, fondée au prix de tant de sacrifices par les éléments démocrates avancés des masses populaires d'Asie, a connu dans la dernière période les pires difficultés financières. Les six « grandes » puissances, qui ont la réputation d'être civilisées, alors qu'elles pratiquent en fait la politique la plus réactionnaire, ont formé un consortium (groupement) financier qui a donné un coup d'arrêt à l'obtention d'un emprunt par la Chine !

Le fait est que la révolution en Chine a suscité dans la bourgeoisie européenne non l'enthousiasme pour la cause de la liberté et de la démocratie (si le prolétariat est capable de tels sentiments, les chevaliers du profit ne le sont pas), mais le désir de *mettre à sac* la Chine, d'entreprendre le partage de la Chine, d'arracher des terres à la Chine. Le « consortium » des six puissances (Angleterre, France, Russie, Allemagne, Japon, Etats-Unis d'Amérique) s'est efforcé de pousser la Chine à la banqueroute, afin d'épuiser et de saper la république.

Mais la jeune république, qui bénéficie de la sympathie des masses travailleuses du monde entier, a remporté un grand succès : ce consortium ultra-réactionnaire *s'est écroulé*. Le président des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que son gouvernement ne soutiendrait plus ce consortium et qu'il *reconnaîtrait* officiellement la république chinoise dans un proche avenir. A présent, les banques américaines *ont*

quitté le consortium. L'Amérique accordera maintenant à la Chine le soutien financier dont celle-ci a tellement besoin, en ouvrant le marché chinois au capital américain et en facilitant l'accomplissement des réformes en Chine.

Sous l'influence de l'Amérique, le Japon a modifié lui aussi sa position à l'égard de la Chine. Au début, le Japon ne voulait même pas délivrer de visa d'entrée à Sun Yat-sen. A présent, le voyage de celui-ci a eu lieu, et tous les démocrates du Japon saluent avec enthousiasme l'alliance avec la Chine républicaine ; la conclusion d'une *alliance* avec la Chine est à l'ordre du jour. La bourgeoisie japonaise, comme la bourgeoisie américaine, a compris qu'une politique de paix avec la Chine est plus avantageuse pour elle qu'une politique de pillage et de démembrement de la république chinoise.

L'effondrement du consortium de brigandage marque, bien entendu, une défaite non négligeable pour la politique extérieure réactionnaire que poursuit la Russie.

La « Pravda » n° 68, 22 mars 1913.
Signé : W.

Conforme au texte du journal

LES VIEILLES TÂCHES ET L'IMPUISSANCE SÉNILE DU LIBÉRALISME

Un des cadets[5] les plus en vue, le député Chingarev a fait dernièrement à Pétersbourg une conférence sur le thème : « Nouvelle Douma et vieilles tâches ».

Thème actuel, intéressant, vivant.

Selon l'usage, notre cadet s'en est pris aux octobristes[6]. « Les octobristes, s'est-il exclamé, se sentent gênés d'adhérer à l'aile droite et n'osent pas adhérer à la gauche » (la *Retch*[7] n° 70). Parmi la « gauche », notre courageux cadet (courageux devant un auditoire démocratique) rangeait évidemment les progressistes[8]. Quant au fait que ces amis et alliés politiques les plus proches des cadets sont eux-mêmes octobristes aux 3/4, M. Chingarev l'a passé sous silence.

Il veut que la démocratie considère les cadets comme des gens de « gauche », *malgré* le bloc très étroit que les cadets forment en fait constamment avec les progressistes, lesquels tiennent le *milieu* entre les cadets et les octobristes. En d'autres termes, les cadets veulent prendre au piège la démocratie, alors qu'ils sont pratiquement prisonniers des progressistes notoirement *anti*démocratiques.

« Cet ennui, a dit M. Chingarev à propos de la IVe Douma, fait penser à la situation des voyageurs d'un train immobilisé dans une gare perdue. Pour se distraire et remettre le train en marche, ils ont dû se mettre à déblayer eux-mêmes la voie. Mais malgré tout, pour mettre en marche la lourde machine législative, les forces des seuls voyageurs ne suffisent pas. Trois cadenas bloquent nos réformes :

la loi du 3 juin, la Chambre haute et l'irresponsabilité du pouvoir exécutif. Ces cadenas s'ouvriront-ils dans le calme et la paix, ou bien autrement ? L'histoire le montrera. Les hommes d'aujourd'hui ne peuvent rester complètement indifférents ; ils doivent, tous ensemble, donner un coup de collier » (la *Retch* n° 70).

Comme c'est commode d'en référer à l'histoire ! M. Chingarev et les cadets en réfèrent à l'histoire de la *même* façon que les gens dont Marx disait : ils défendent le knout parce que c'est un knout historique [9].

Bien sûr, « l'histoire montrera *comment* s'ouvriront les cadenas » : c'est une vérité incontestable et stérile. C'est le faux-fuyant de l'impuissance sénile. Ce qu'on demande à un homme politique, c'est de dire *quelle* classe tient les cadenas, *quelles* classes doivent les ouvrir, et avec *quels* moyens.

« L'histoire montrera » ce qu'elle a déjà montré il y a 7 ans et demi, à savoir la stérilité du réformisme libéral et des chimères libérales concernant la paix avec la classe qui tient les « cadenas ».

La « Pravda » n° 71, 26 mars 1913.
Signé : M.

Conforme au texte du journal

À PROPOS DE LA « FAIM DU PÉTROLE »

La question de la « faim du pétrole », du renchérissement démesuré de ce produit et de la collusion criminelle des maîtres de l'industrie pétrolière en vue de gruger les consommateurs a suscité un intérêt tout à fait légitime et une indignation tout à fait compréhensible à la Douma, mais plus encore à l'extérieur de la Douma.

Le duel entre M. le ministre du Commerce et de l'Industrie, qui, sous une forme à peine voilée, *a défendu* les syndicataires (les rois du pétrole) [10] et M. Markov 2, qui a exprimé avec une flamme fougueuse les sentiments offensés des nobles propriétaires fonciers féodaux, ce duel (à la séance du 22 mars de la Douma d'Etat) mérite une attention extrême de la classe ouvrière et de toute la démocratie. Ce duel projette une lumière crue sur tout l'ensemble des relations entre les deux classes « dirigeantes » de la Russie, les deux classes dites « supérieures » (mais en réalité très basses, viles et pillardes) : la classe des propriétaires fonciers féodaux et celle des gros pontes de la finance.

La question du syndicat du pétrole semble à première vue une question particulière. Mais ce n'est pas exact. En fait, elle n'est qu'une des manifestations de la question générale et fondamentale de l'administration de la Russie (ou plus justement du pillage de la Russie) par les deux classes dominantes. Le discours de Markov 2 a été une magnifique réponse au défenseur des « rois » du pétrole, du point de vue de l'*aurochs* [11] frustré dans le partage du butin. Il n'est pas étonnant que, ce faisant, M. Markov 2 n'ait pas su « faire retour sur soi-même », qu'il n'ait pas su se

regarder soi-même (ni regarder ses amis les propriétaires fonciers) dans un miroir. Je vais essayer de rendre ce service à M. Markov 2, et de lui tendre un miroir. Je vais lui brosser son portrait. Je vais montrer que la « querelle » opposant Markov 2 et Khvostov aux rois du pétrole, aux manitous du syndicat de l'essence, aux millionnaires de Bakou, est une querelle *de famille*, une querelle entre *deux* pillards de la richesse nationale. « Querelle d'amants n'est que passe-temps.» M. le ministre et MM. Nobel et Cie, d'une part, MM. Khvostov, Markov et leurs amis du Sénat, du Conseil d'Etat [12], etc., de l'autre, voilà les « *amants* ». Seulement, cette aimable confrérie cause vraiment trop de déboires à des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans ruinés de Russie !

Où est le nœud de la question du pétrole ?

Il se trouve tout d'abord dans le gonflement éhonté des prix du pétrole pratiqué par messieurs les pétroliers, allant de pair avec un *ralentissement* artificiel de la productivité des puits et des raffineries par ces « chevaliers » du profit capitaliste.

Les principaux chiffres concernant ces points ont déjà été cités à la Douma, mais je dois tout de même les reprendre brièvement, afin de rendre parfaitement claire la suite de mon exposé. Le prix du pétrole était de 6 kopecks le poud en 1902. En 1904, il monte à 14 kopecks. Après quoi, le « galop » des prix devient encore plus « endiablé », de telle sorte qu'après la révolution de 1905 le prix du poud atteint 21 kopecks en 1908-1909, et *38 kopecks* en 1912.

Ainsi, les prix ont été multipliés par *plus de six* en 10 ans ! Or, durant cette période, l'extraction du pétrole *a baissé*, passant de 600-700 millions de pouds en 1900-1902 à 500-585 millions de pouds en 1908-1912.

Il vaut la peine de retenir ces chiffres. Ils méritent réflexion. Baisse de l'extraction durant les dix années où la production a progressé le plus impétueusement dans le monde entier, et augmentation des prix de *plus de six fois*.

Prenant la défense des commerçants et des industriels coalisés, M. le ministre du Commerce et de l'Industrie a présenté des arguments d'une pauvreté vraiment incroyable.

La demande en combustible s'accroît, a-t-il dit, la demande de l'industrie automobile et aéronautique en pé-

trole s'accroît, c'est un phénomène « mondial » : voilà la consolation que nous offre et qu'offre au peuple russe M. le ministre.

Bien. Et en Amérique ? demanderons-nous. C'est une question qui s'impose, car chacun sait que l'Amérique est le seul concurrent sérieux de la Russie sur le plan de la production du pétrole. La Russie et l'Amérique fournissaient ensemble, en 1900, plus des 9/10 de l'extraction mondiale du pétrole, et plus des 8/10 en 1910.

S'il s'agit d'un phénomène « mondial », M. le ministre, il doit donc en être *de même* en Amérique ? C'est alors que, afin d'*impressionner* ses auditeurs inattentifs, M. le ministre, défenseur des voleurs de pétrole coalisés, cite des chiffres concernant l'Amérique ... *mais portant sur deux ans seulement* !! Au cours des deux dernières années, le prix du pétrole a doublé en Amérique, et également en Roumanie.

Fort bien, M. le ministre ! Mais pourquoi ne pas poursuivre la comparaison jusqu'au bout ? Si l'on compare, que l'on compare sérieusement. Il ne faut pas jouer avec les chiffres. Il faut prendre pour l'Amérique des chiffres relatifs à *la même période* que celle prise comme référence pour la Russie. N'est-il pas évident que c'est là la condition la plus fondamentale et la plus élémentaire de toute utilisation honnête des statistiques ? !

En Russie, les prix ont augmenté en dix ans de plus de *six fois*, en comparaison de ce prix minimum de 1902 que M. le ministre a lui-même cité. Et en Amérique ? Là, nous ne voyons rien de semblable à une *telle* augmentation des prix. De 1900 à 1910, le prix *a baissé* en Amérique. Au cours des dernières années, il est resté stable.

Que faut-il en conclure ? Prix doublé en Amérique, *sextuplé* en Russie. Quant à l'extraction du pétrole, en 1900 elle était *moindre* en Amérique qu'en Russie ; en 1910, elle y est *trois fois supérieure* ! !

Cela, M. le ministre, défenseur maladroit de la coalition des millionnaires du pétrole, n'a pas jugé bon de le dire. Mais le fait est là. Quels que soient les chiffres que vous preniez, il reste incontestable qu'au cours des dix dernières années le renchérissement est *incomparablement moindre* en Amérique qu'en Russie, tandis que l'extraction

y a augmenté dans des proportions *gigantesques*, en regard de la stagnation honteuse, et même du pas en arrière de la Russie.

Maintenant, nous voyons d'emblée comme il y a peu de vérité et beaucoup de contrevérité dans la référence de notre ministre au phénomène « mondial » du renchérissement. Oui, le renchérissement se produit partout. Oui, il est des causes capitalistes générales qui le suscitent.

Mais ce qui rend la situation *intolérable* en Russie, c'est bel et bien que chez nous le renchérissement est incomparablement plus fort précisément pour le pétrole, tandis que la productivité stagne au lieu de progresser. Si la situation est *absolument intolérable* en Russie, c'est bel et bien parce qu'au lieu d'un ample, libre et rapide développement du capitalisme, nous observons le marasme et le pourrissement. Voilà pourquoi chez nous la même cherté des prix est cent fois plus malfaisante.

La Russie compte 170 millions d'habitants, et l'Amérique 90, soit un peu plus de la moitié. Or, on extrait actuellement en Amérique *trois fois* plus de pétrole que chez nous, et *dix-huit fois* plus de houille. Le niveau de vie, si l'on en juge par le salaire des ouvriers, est *quatre fois* plus élevé en Amérique qu'en Russie.

N'est-il pas évident que M. le ministre profère une contrevérité criante en qualifiant le fléau de phénomène mondial ? Ce fléau pèse quatre fois, sinon dix fois, *plus lourdement* sur la Russie.

Rédigé au plus tôt le 26 mars (8 avril) 1913. Publié pour la première fois le 21 janvier 1940 dans la « Pravda » n° 21

Conforme au texte du manuscrit

LE PROJET DE LOI DES CADETS SUR LE DROIT DE RÉUNION

Parmi les projets de lois sur les libertés soumis par les cadets à la Douma d'Etat, il y a notamment un projet de loi sur le droit de réunion.

Les cadets se considèrent comme un parti démocrate. Ils ne peuvent pas manquer de comprendre qu'un projet de loi sur le droit de réunion soumis à la IVe Douma d'Etat revêt exclusivement un caractère de propagande, c'est-à-dire que le but de son dépôt est la propagande, la diffusion et l'explication des principes de la liberté de réunion.

C'est précisément de ce point de vue qu'il convient de juger le projet de loi cadet : aide-t-il à *expliquer* à la population de Russie la signification de la liberté de réunion, l'importance de cette liberté et les conditions de sa réalisation ?

Non. Le projet de loi a été rédigé par des fonctionnaires libéraux, et *non* par des démocrates. On y trouve une foule de règles bureaucratiques, formalistes et absurdes ; on n'y trouve pas ce qui est indispensable du point de vue de la démocratie.

On interdit les réunions sur les voies ferrées (§ 3), les réunions tenues à moins d'une verste du lieu où siège la Douma d'Etat, etc. (§ 4) ; une déclaration préalable est exigée dans les villes mais non dans les campagnes (§§ 6 et 7) et ainsi de suite : qu'est-ce que cela veut dire ? A quoi bon tout ce bric-à-brac bureaucratique pitoyable, ridicule et indigent ?

Tout cela est copié sur les lois européennes *contre-révolutionnaires* ; tout cela sent à plein nez les époques de méfiance envers la démocratie, d'étouffement de la démocratie ; tout cela est d'une impudente vieillerie. Dans les villes, par exemple, les réunions publiques sont justement annoncées dans les journaux ; pourquoi donc la stupide paperasserie des « déclarations » ? ? C'est à seule et unique fin de démontrer aux autorités que nous autres, les cadets, nous adoptons le point de vue de « l'Etat », nous sommes des « partisans de l'ordre » (c'est-à-dire des ennemis de la démocratie), « nous savons apprécier nous aussi » les chicanes de l'administration.

Quant à ce qui est important et sérieux pour la démocratie actuelle, le projet n'en dit rien. Il importe pour la masse d'avoir un local pour se réunir. Il faut une *loi* suivant laquelle, à la demande d'un certain nombre réduit de citoyens, par exemple, *tous* les bâtiments publics, écoles, etc., *doivent* être mis à la disposition libre et gratuite du peuple qui pourra ainsi s'y réunir le soir et en général aux heures de liberté. C'est ainsi qu'on fait en France, et il ne peut y avoir d'autre obstacle à cette coutume démocratique que la barbarie des Pourichkévitch.

Mais là réside le hic : le projet de loi des cadets sur les libertés est, dans tout son esprit et dans tout son contenu, *non pas* démocratique, mais libéral et fonctionnariste.

La « Pravda » n° 72, 27 mars 1913

Conforme au texte du journal

LA GUERRE BALKANIQUE ET LE CHAUVINISME BOURGEOIS

La guerre balkanique touche à sa fin. La prise d'Andrinople marque une victoire décisive des Bulgares, et le centre de gravité de la question quitte définitivement le théâtre des opérations militaires pour celui des querelles et intrigues des soi-disant grandes puissances.

La guerre balkanique est l'un des maillons de la chaîne des événements mondiaux qui consacrent la faillite du Moyen Age en Asie et en Europe orientale. Création d'Etats nationaux unifiés dans les Balkans, renversement du joug des féodaux locaux, émancipation définitive des paysans balkaniques de toutes nationalités de l'oppression des propriétaires fonciers : telle était la tâche historique qui incombait aux peuples des Balkans.

Cette tâche, les peuples balkaniques auraient pu la mener à bien dix fois plus facilement que maintenant, et avec cent fois moins de sacrifices, par la constitution d'une république balkanique fédérative. Ni l'oppression nationale, ni les querelles nationales, ni l'exacerbation des différences de religion n'auraient été possibles dans le cadre d'une démocratie complète et conséquente. Un développement réellement rapide, ample et libre, aurait été assuré aux peuples balkaniques.

Quelle raison historique a fait que les questions vitales des Balkans ont été réglées par une guerre inspirée par des intérêts bourgeois et dynastiques ? La principale raison est la faiblesse du prolétariat dans les Balkans ; ce sont

ensuite les influences et les pressions réactionnaires de la puissante bourgeoisie européenne. Celle-ci craint la liberté effective, que ce soit chez elle ou dans les Balkans ; elle n'aspire qu'à s'enrichir aux dépens d'autrui ; elle attise le chauvinisme et la haine nationale pour faciliter sa politique de brigandage et entraver le libre développement des classes opprimées des Balkans.

A l'occasion des événements des Balkans, le chauvinisme russe n'est pas moins répugnant que le chauvinisme européen. Et celui des cadets, dissimulé, fardé, badigeonné de phrases libérales, est encore plus répugnant et plus nocif que le chauvinisme grossier des journaux cent-noirs. Ces journaux appellent ouvertement à l'agression contre l'Autriche. Notons en passant que dans ce pays, le plus arriéré d'Europe, une liberté incomparablement plus grande qu'en Russie est assurée aux peuples. Quant à la *Retch* cadette, elle écrivait à propos de la prise d'Andrinople : « Les circonstances nouvelles offrent à la diplomatie russe l'entière possibilité d'être plus persévérante »...

Jolis « démocrates », qui feignent de ne pas comprendre qu'il peut s'agir uniquement de persévérance dans la poursuite d'objectifs chauvins ! Il n'est pas étonnant qu'au cours d'un dîner chez Rodzianko, le 14 mars, Milioukov et Efrémov, Goutchkov, Bennigsen, Kroupenski et Balachov se soient réunis en toute amitié. Nationalistes, octobristes, cadets : ce ne sont que des nuances diverses du répugnant nationalisme et chauvinisme bourgeois, irrémédiablement ennemi de la liberté !

La « Pravda » n° 74, 29 mars 1913. Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

(1)

Разговоръ.

Первый подпрапорщикъ. Я кабинетецъ, какъ мнѣ внимательно, борьбу среди рабочихъ чуть ли „кадетами и самерами". Спаренное слѣдствіе да обыкновенно городовыхъ. Сопоставьте, на мѣрѣ военной кары, отличіе буржуазной и царской каторги. ... И скажу-ка, что? Мнѣ кажется, что борьба приняла двухъ различныхъ формъ, что она буржуазіи всякому, а другой, что результатомъ будетъ всякая скрытая гражданская диктатура.

Второй подпрапорщикъ. Какого не понимаю. Что мнѣ видѣна на свѣтѣ борьба чуть ли только съ двумя, которыя бы не принимали различныя формы? Извѣстно только, что борьба

Première page du manuscrit de V. Lénine « Dialogue ». — Mars-avril 1913
Réduction

DIALOGUE

Premier spectateur. J'observe, avec autant d'attention que je peux, la lutte menée parmi les ouvriers à propos des « Six » et des « Sept » [13]. Je m'efforce de suivre les deux journaux [14]. Je compare, dans la mesure du possible, les réactions de la presse bourgeoise et ultra-réactionnaire... Eh bien, vous savez, il me semble que la lutte prend des formes déplaisantes, qu'elle dégénère en chamailleries, en commérages, et qu'elle finira, en tout état de cause, par une violente démoralisation.

Second spectateur. Je ne vous comprends pas du tout. Où donc a-t-on jamais vu une lutte, à propos de quoi que ce soit de sérieux, qui *ne* prenne *pas* des formes déplaisantes ? C'est justement parce que la lutte doit régler une question sérieuse qu'il est impossible de s'en tirer par une « brouille sans conséquence ». Ceux qui sont habitués à nier et qui continuent de nier les principes de l'édification du Parti ne se rendront pas sans opposer la résistance la plus acharnée. Une résistance acharnée engendre toujours et partout des « formes déplaisantes » ; elle engendre des *tentatives* pour transporter le débat du domaine des principes à celui de la chamaillerie. Et alors ? Voudriez-vous qu'à cause de cela on renonce à lutter pour les principes fondamentaux de l'édification du Parti ?

Premier spectateur. Vous vous écartez un peu de la question que j'ai posée, et vous vous hâtez trop de « passer à l'offensive ». Chaque cercle d'ouvriers, d'un côté comme de l'autre, s'empresse de « pondre » une résolution, et c'est presque une compétition à qui emploiera les termes les plus vigoureux qui s'engage. Tant d'injures détournent de la presse ouvrière les masses ouvrières, qui cherchent la lumière socialiste et qui, peut-être, jettent le journal avec

un sentiment soit de perplexité, soit d'une sorte de honte pour le socialisme... Peut-être même éprouvent-ils une déception durable sur le compte du socialisme. La compétition sur le terrain des invectives crée les conditions de je ne sais quelle « sélection *non* naturelle », qui place au premier rang les « spécialistes de la boxe »... D'un côté comme de l'autre, on encourage la crânerie dans les coups portés à l'adversaire. Est-ce *cela* l'éducation qu'un parti socialiste doit donner au prolétariat ? Cela ne revient-il pas à approuver, ou du moins à tolérer, l'opportunisme, car l'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts *fondamentaux* du mouvement ouvrier à un succès éphémère ? De part et d'autre, on sacrifie les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier à un succès éphémère... Au lieu que l'activité socialiste soit une source de joie, qu'on s'y livre avec ferveur et qu'on la considère avec sérieux, les socialistes détournent les masses du socialisme. On ne peut s'empêcher de repenser à cette formule amère, que le prolétariat viendra au socialisme *malgré* les socialistes.

Second spectateur. Nous sommes tous deux, vous et moi, des spectateurs, c'est-à-dire des gens qui ne participent pas directement à la lutte. Mais des spectateurs qui cherchent à comprendre ce qui se passe sous leurs yeux ont deux façons de considérer la lutte. On peut, quand on regarde en spectacteur, voir uniquement l'aspect, pour ainsi dire, extérieur de la lutte : pour parler au figuré, on peut voir uniquement les poings serrés, les visages convulsés, les scènes monstrueuses ; on peut condamner tout cela, pleurer et gémir à ce propos. Mais on peut aussi, quand on regarde en spectateur, comprendre le *sens* de la lutte en cours, et ce sens, vous m'excuserez de le dire, est quand même plus intéressant et historiquement plus significatif que la suite d'images des prétendus « excès » dans la lutte. Il n'y a pas de lutte sans passion. Il n'y a pas de passion sans excès ; et, pour ma part, je hais par-dessus tout ceux qui, dans la lutte des classes, des partis et des fractions, voient avant toute chose les « excès ». Cela me démange toujours (sauf votre respect) de crier à ces gens-là : « Que m'importe qu'un tel boive s'il sait faire son travail [15] ».

Or, le travail qui s'accomplit ici est grand, historique-

ment grand. C'est le parti ouvrier qui est en train de se forger. L'initiative ouvrière, l'influence des ouvriers sur *leur* fraction, les ouvriers réglant eux-mêmes les questions de leur Parti : c'est cela, le grand sens historique de ce qui se passe, c'est cela, qui n'était qu'un vœu pieux, et qui est en passe de devenir un *fait* sous nos yeux. Les « excès » vous font peur et vous attristent, mais moi, j'observe avec enthousiasme la lutte grâce à laquelle la classe ouvrière de Russie mûrit et devient adulte ; j'enrage seulement de n'être qu'un spectateur, de ne pas pouvoir me lancer au cœur de la mêlée...

Premier spectateur. Et au cœur des « excès », n'est-ce pas ? Et si les « excès » vont jusqu'à des résolutions forgées de toutes pièces, vous proclamerez encore votre « haine » contre ceux qui signalent ces faits, qui s'en indignent et exigent qu'ils cessent coûte que coûte ?

Second spectateur. N'essayez pas de me faire peur, je vous en prie ! Vous n'y parviendrez pas ! Vrai, vous vous mettez à ressembler à ces gens qui sont prêts à condamner la liberté de l'information parce que l'on publie de fausses nouvelles. Je me souviens qu'une fois la *Pravda* fit paraître une information mettant en cause l'honnêteté politique d'un social-démocrate ; elle fut démentie longtemps après. J'imagine ce que cet homme a dû souffrir entre la publication et le démenti ! Mais la liberté de l'information est un glaive qui guérit lui-même les blessures qu'il fait. Il y aura des résolutions forgées de toutes pièces ? On dénoncera les falsificateurs et on les jettera dehors. Un point c'est tout. Il n'y a pas sur scène de batailles sérieuses sans infirmeries à proximité du champ de bataille. Mais se laisser intimider ou énerver par des scènes d'« infirmerie », voilà qui est parfaitement impardonnable. Si tu crains le loup, ne va pas au bois.

En ce qui concerne l'opportunisme, c'est-à-dire l'oubli des buts fondamentaux du socialisme, vous renversez les responsabilités. A vous en croire, ces buts fondamentaux seraient quelque chose comme un « idéal angélique », sans aucun lien avec la lutte « pécheresse » pour la cause du jour, pour l'actualité la plus immédiate. Adopter ce point de vue, c'est faire du socialisme une phrase douceâtre, une berquinade. A chaque lutte pour chaque question

d'actualité, il faut incorporer un *lien indissoluble* avec les buts fondamentaux. Cette façon de comprendre le sens historique de la lutte est la seule qui permette, tout en approfondissant et en accentuant cette lutte, d'en faire disparaître la « crânerie », la « boxe », tout ce mal inévitable partout où il y a foule, tumulte, cris et bousculade, mais qui s'élimine de lui-même.

Vous parlez du parti socialiste qui éduque le prolétariat. Mais ce qui est en jeu dans la lutte actuelle, c'est *précisément* la sauvegarde des principes *fondamentaux* de l'esprit de parti. Chaque cercle ouvrier voit se poser à lui, sous une forme tranchée, implacable et nécessitant une réponse immédiate et directe, la question de savoir *quelle* politique il veut, *l u i*, mener à la Douma, ce qu'il pense, *l u i*, du parti légal et de la clandestinité, s'il juge que la fraction de la Douma est placée *au-dessus* du Parti, ou bien l'inverse. Mais voyons, tout cela c'est l'*a b c* de l'existence du Parti, c'est la question de savoir si le Parti doit être ou ne pas être.

Le socialisme, ce n'est pas un système que l'humanité recevra tout préparé comme un bienfait. Le socialisme, c'est la lutte de classe du prolétariat d'aujourd'hui, qui marche au jour le jour d'un objectif à l'autre, *au nom* de son objectif fondamental, dont *il se rapproche* chaque jour. Le socialisme passe aujourd'hui, dans le pays nommé Russie, par la dernière étape de l'édification du parti ouvrier par les ouvriers conscients eux-mêmes, en dépit des efforts des intellectuels libéraux et des « intellectuels social-démocrates de la Douma » pour *faire échouer* cette édification.

Les liquidateurs visent *l'échec* de l'édification par les ouvriers de leur parti ouvrier : voilà le sens et la portée de la lutte entre les « Six » et les « Sept ». Mais ils ne peuvent y réussir. La lutte est dure, mais le succès est assuré aux ouvriers. Que les faibles ou les apeurés vacillent devant les « excès » de la lutte : demain ils s'apercevront eux-mêmes que, sans en passer par là, il était impossible de réaliser un seul pas en avant.

Rédigé en mars-avril 1913.
Publié pour la première fois le 6 mai 1932 dans la « Pravda » n° 123.
Signé : K-v

Conforme au texte du manuscrit

LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI ET LE MOUVEMENT OUVRIER [16]

COMPTE RENDU DE PRESSE

Il y a quelques jours, l'un des chefs les plus éminents de la social-démocratie russe, le camarade Lénine, a présenté un rapport à Cracovie. Nous publions une analyse de ce rapport, en signalant à l'attention de nos lecteurs galiciens que Lénine est le chef de la tendance dite « bolchevique », c'est-à-dire de la tendance la plus radicale et la plus intransigeante de la social-démocratie russe.

Caractérisant le mouvement ouvrier en Russie, le rapporteur note qu'il présente également une grande importance pour les pays d'Occident ; en effet, il est absolument certain que ces pays connaîtront dans la période des révolutions socialistes des phénomènes semblables à ceux qui se déroulent en Russie. Le rapporteur cite en exemple le calme relatif faisant subitement place à des mouvements de masses. En 1895, il n'y avait eu que 40 000 grévistes en Russie, alors qu'en 1905 il y en eut 400 000 durant le seul mois de janvier ; pour l'année entière, ce chiffre est monté à 3 millions.

La situation politique actuelle en Russie résulte de l'expérience de la révolution et des combats de classe qui ont eu lieu durant cette période. Un Japonais a qualifié la révolution russe de « révolution impuissante devant un gouvernement incapable ». Pourtant, le gouvernement a pleinement tiré profit de l'expérience de la révolution. Il suffit de rappeler l'attitude du gouvernement vis-à-vis des paysans. Au début, au moment où était rédigée la loi

sur les élections à la Ire Douma, il plaçait ses espoirs dans les paysans, en qui il voyait un élément calme et patriarcal. Mais quand il fut devenu clair que le paysan russe, en lutte pour la terre, est de par sa nature même, non pas certes un socialiste comme le pensaient certains utopistes populistes, mais en tout cas un démocrate, le gouvernement fit un coup d'Etat et modifia la loi électorale [17].

La Douma actuelle n'est pas un jouet ; elle est le véritable organe du pouvoir des couches réactionnaires, de la bureaucratie tsariste unie aux propriétaires fonciers féodaux et à la haute bourgeoisie.

Quel a été le rôle des libéraux russes ? A la Ire et à la IIe Douma les libéraux se sont efforcés de tranquilliser le paysan, de le détourner de la voie révolutionnaire pour l'orienter dans la voie dite constitutionnelle. Mais il est évident que le rachat d'une partie des terres des grands propriétaires, proposé par les cadets, n'était qu'une nouvelle tentative pour voler et duper le paysan russe. Elle a échoué, principalement grâce à la tactique des social-démocrates à la Douma, qui ont constamment poussé les paysans vers la gauche.

Pour le libéralisme russe, la grève d'octobre [18] a marqué un tournant. Avant la révolution, les libéraux disaient : « La révolution doit devenir le pouvoir » (Strouvé) ; plus tard ils ont changé de ton, feignant de craindre les excès de la révolution, alors qu'ils savaient pertinemment que les « excès » ne sont commis que par le gouvernement. Les octobristes ont abandonné le libéralisme et se sont ouvertement placés dans le camp du gouvernement, dont ils sont devenus les laquais serviles. Ce fut l'époque où Goutchkov, leader des octobristes, écrivait au prince Troubetskoï que de nouvelles explosions révolutionnaires mettraient en danger le bien-être même de la bourgeoisie.

Telle est la base de classe de la contre-révolution actuelle. Les actes d'arbitraire sont commis ouvertement, le visage de classe du gouvernement est dévoilé. Le gouvernement récompense les actes d'arbitraire contre les éléments révolutionnaires en distribuant éloges et décorations. C'est ainsi que, dernièrement, lors d'une perquisition chez le camarade député Pétrovski, celui-ci fut enfermé illégalement dans une pièce ; après quoi le ministre, interpellé

à ce propos à la Douma, déclara qu'il fallait être reconnaissant à la police de se montrer si zélée.

Mettant à profit l'expérience des combats de classe durant la révolution, Stolypine a entrepris la mise en œuvre de sa fameuse politique agraire qui consiste à scinder la paysannerie en deux couches : une petite-bourgeoisie aisée et des éléments semi-prolétariens. Cette politique nouvelle bafouait les vieux « mots d'ordre patriarcaux » de Katkov et de Pobédonostsev [19]». Mais le gouvernement ne pouvait agir autrement.

Ainsi, en instaurant l'actuel système contre-révolutionnaire, le gouvernement s'appuyait sur les propriétaires fonciers et la bourgeoisie apeurée. Il est vrai que, dès 1906, la « noblesse unifiée [20] » réclamait la dissolution de la Douma, mais à l'époque le gouvernement reculait encore devant le coup d'État, car il attendait les résultats de sa politique agraire auprès des paysans et des changements dans la psychologie de la bourgeoisie effrayée par la révolution.

A présent, ce système contre-révolutionnaire *s'est vidé de sa substance*, il a épuisé ses forces sociales. Les circonstances ont pris une tournure telle qu'aucune réforme n'est possible dans la Russie actuelle. La Douma s'occupe de vétilles ; s'il lui arrive de prendre une décision quelconque, le Conseil d'Etat et la Cour l'annulent ou bien la modifient jusqu'à la rendre méconnaissable. *Il n'existe pas de possibilités de réformes dans la Russie d'aujourd'hui.* On voit donc clairement ce qu'a de démagogique la tactique des cadets, qui déposent à la Douma différents projets « de principe » portant sur toute sorte de libertés ; ils les déposent précisément parce qu'ils savent que la Douma ne peut en aucun cas les adopter. « Dieu merci, nous avons une constitution ! », s'exclamait Milioukov. Mais il ne peut y avoir aucune réforme sous le régime actuel, bien que la situation intérieure de la Russie soit si lamentable que le retard de ce pays, même en comparaison de l'Asie, crève les yeux. La presse des octobristes elle-même écrit : « il est impossible de continuer à vivre ainsi. »

De là découlent clairement les tâches du prolétariat, pour qui *une nouvelle révolution est imminente.* Le climat politique se réchauffe. En 1910, la statistique officielle faisait état de 40 000 grévistes seulement ; leur nombre a at-

teint 680 000 en 1912, dont 500 000 engagés dans des grèves politiques.

De là découle clairement la tactique de la social-démocratie russe. Elle doit renforcer son organisation, sa presse, etc. ; c'est l'a b c de la tactique socialiste, en premier lieu de la social-démocratie allemande, mise au point depuis longtemps en Occident. Mais la première tâche du P.O.S.D.R. consiste à éduquer les masses *en vue de la révolution démocratique*. En Occident, cette tâche n'existe plus ; un objectif tout différent est à l'ordre du jour : mobiliser, c'est-à-dire rassembler, éclairer et organiser les larges masses en vue de l'abolition du régime capitaliste.

Si nous portons toute notre attention sur la question de la révolution imminente en Russie et sur les tâches de la social-démocratie dans cette révolution, nous comprendrons ce qui fait le fond des débats avec ceux qu'on appelle les « liquidateurs » dans le camp des social-démocrates russes. Le courant liquidateur n'est nullement une invention d'une partie des social-démocrates russes ; les premiers liquidateurs furent les « populistes » qui, dès 1906, formulèrent dans la revue *Rousskoïé Bogatstvo* [21] le mot d'ordre : « à bas la clandestinité, à bas la république ! » Les liquidateurs voudraient anéantir le parti clandestin et fonder un parti légal. C'est une chose ridicule, surtout quand on pense que les « progressistes » eux-mêmes (un mélange d'octobristes et de cadets) n'ont pas osé demander leur légalisation. Dans ces conditions, les mots d'ordre liquidateurs constituent bel et bien une trahison ! Certes, le parti clandestin doit utiliser toutes les possibilités légales : la presse, la Douma, et même la loi sur les assurances [22], mais uniquement afin de propager l'agitation et l'organisation ; l'agitation doit, par essence, rester révolutionnaire. *Il faut combattre l'illusion qu'une constitution existe en Russie, et opposer aux mots d'ordre réformistes le mot d'ordre de la révolution, de la république !*

Tel a été le contenu du rapport du camarade Lénine. Un auditeur lui ayant demandé ce qu'il pensait de la question nationale, le rapporteur a répondu que la social-démocratie russe reconnaît pleinement le droit de chaque nation à la « libre disposition », le droit de décider de son sort et même de se séparer de la Russie. Car la révolution russe

et la cause de la démocratie ne sont nullement liées (comme ce fut le cas en Allemagne) à celle de l'unification, de la centralisation. La question dont dépend la démocratisation de la Russie n'est pas la question nationale, mais la question agraire.

En même temps, le camarade Lénine souligne la nécessité d'une unité totale de l'armée révolutionnaire du prolétariat des différentes nationalités dans la lutte pour la démocratisation intégrale du pays. Ce n'est qu'à partir de là qu'une solution de la question nationale est possible, comme c'est le cas en Amérique, en Belgique et en Suisse. Le rapporteur polémique contre les idées de Renner sur la question nationale, et prend vigoureusement position contre le mot d'ordre de l'autonomie nationale culturelle. Certains en Russie affirment que l'évolution future de la Russie suivra la voie autrichienne, la voie du lent pourrissement. Mais nous devons nous garder de toute lutte nationale au sein de la social-démocratie : elle réduirait à néant le grand objectif du combat révolutionnaire ; à cet égard, la lutte nationale en Autriche doit nous servir d'avertissement[23]. Nous devons prendre pour modèle la social-démocratie du Caucase, qui a mené sa propagande simultanément dans les langues géorgienne, arménienne, tatare et russe.

Publié le 22 avril 1913 dans le journal « Naprzód » n° 92. Inédit en russe

Conforme au texte du journal. Traduit du polonais

DES DÉPUTÉS QUI ONT FAIT LEURS HUMANITÉS

A la séance de nuit du 2 avril, répliquant aux députés ouvriers qui réclamaient un débat à propos de l'interpellation sur les événements de la Léna [24], l'octobriste L. Lioutz a déclaré :

« Dans deux jours aura lieu l'anniversaire des événements de la Léna. Visiblement, les social-démocrates s'efforcent de *bouder* les sentiments des ouvriers afin de les inciter à je ne sais quels excès... »

Le verbe français « bouder », que traduit le russe « boudirovat », signifie : être fâché, faire la tête. Mais M. Lioutz fait sans doute dériver ce mot de « boudorajit », à moins que ce ne soit de « vozboudit »*. Quels n'ont pas été les rires de MM. les députés bourgeois et de la presse bourgeoise lorsque, à la Ire Douma, un paysan utilisa le mot « prérogatives » dans le sens de « barrières » ** ! Pourtant, l'erreur était d'autant plus excusable que les diverses « prérogatives » (c'est-à-dire les droits exceptionnels) des classes dominantes forment bel et bien des barrières dans la vie russe. Mais la culture de M. Lioutz n'a pas excité *** le rire de ses amis lettrés ni de leur presse.

La « Pravda » n° 83, 10 avril 1913.
Signé : B.

Conforme au texte du journal

* « boudorajit » : agiter, mettre en effervescence ; « vozboudit » : exciter. (*N.R.*)

** barrières : en russe « rogatki », mot à la sonorité voisine de « prérogativy », prérogatives. (*N.R.*)

*** Lénine forge ici le verbe « vozboudirovat » en agglomérant « vozboudit » (exciter) et « boudirovat » (bouder). (*N.R.*)

« À QUI CELA PROFITE-T-IL ? »

Il existe un adage latin, « cui prodest », qui signifie : « à qui cela profite-t-il? » Quand on ne voit pas immédiatement quels groupes politiques ou sociaux, quelles forces, quels gens importants soutiennent certaines propositions, mesures, etc., il faut toujours poser la question : « A qui cela profite-t-il ? »

L'important n'est pas de savoir *qui* se fait le défenseur direct d'une certaine politique : en effet, avec le noble système actuel du capitalisme, n'importe quel richard peut toujours « embaucher », acheter ou recruter pour défendre n'importe quelle opinion le nombre voulu d'avocats, d'écrivains, et même de députés, de professeurs, de popes et ainsi de suite. Nous vivons à une époque marchande, où la bourgeoisie ne se gêne pas pour faire le commerce de l'honneur et de la conscience. Il existe en outre des benêts qui, par irréflexion ou par une habitude aveugle, défendent les opinions régnantes dans un certain milieu bourgeois.

Non, en politique l'important n'est pas tant de savoir *qui* se fait le défenseur direct de certaines opinions. L'important est de savoir *à qui profitent* ces opinions, ces propositions et ces mesures.

Par exemple, l'« Europe », les Etats qui se disent « civilisés » sont actuellement engagés dans une course d'obstacles effrénée pour les armements. Sur tous les tons, dans des milliers de journaux et à des milliers de tribunes, ce ne sont que cris et clameurs en faveur du patriotisme, de la culture, de la patrie, de la paix, du progrès : et tout

cela pour justifier de nouvelles dépenses, se chiffrant par dizaines et par centaines de millions de roubles, pour fabriquer des moyens d'extermination en tout genre, canons, « dreadnoughts » (cuirassés du type le plus récent), etc.

Toutes ces phrases des « patriotes » nous donnent envie de dire : Chers spectateurs, ne croyez pas aux phrases, voyez plutôt *à qui* cela *profite* ! !

Dernièrement, la célèbre firme anglaise « Armstrong, Whitvers et Cie » a publié son bilan annuel. Cette firme produit principalement toute sorte d'articles d'armement. Le bilan s'élève à la somme de 877 000 livres sterling, soit *environ 8 millions de roubles*, et les dividendes sont de *12 1/2* % ! ! Environ 900 000 roubles sont affectés aux réserves de capital, etc., etc.

Voilà où vont les millions et les milliards extorqués aux ouvriers et aux paysans pour l'armement. Des dividendes de 12 1/2 %, cela signifie un capital *doublé* en 8 ans. Et encore toutes les rémunérations des directeurs, etc., ne sont pas comptées dans ce prix. Armstrong en Angleterre, Krupp en Allemagne, Le Creusot en France, Cockrill en Belgique, mais combien sont-ils dans tous les pays « civilisés » ! Et leurs innombrables fournisseurs ?

Voilà *à qui profitent* l'exacerbation du chauvinisme et les bavardages sur le « patriotisme » (patriotisme du canon), sur la défense de la culture (avec les moyens de destruction de la culture), et ainsi de suite ?

La « Pravda » n° 84, 11 avril 1913.
Signé : V.

Conforme au texte du journal

EN ANGLETERRE

(LES TRISTES FRUITS DE L'OPPORTUNISME)

Le Parti travailliste anglais[25] (qu'il faut distinguer des *deux* partis socialistes d'Angleterre, le Parti socialiste britannique[26] et le Parti travailliste indépendant[27]) est l'organisation ouvrière la plus opportuniste et la plus imprégnée de l'esprit de la politique ouvrière libérale.

Une liberté politique complète règne en Angleterre, et les partis socialistes y ont une existence parfaitement légale. Mais le « Parti travailliste » ne fait que représenter sur le plan parlementaire des organisations ouvrières, partiellement non politiques et partiellement libérales ; c'est une sorte de mélange qui ressemble à ce que souhaitent nos liquidateurs qui couvrent d'injures la « clandestinité ».

L'opportunisme du Parti travailliste anglais s'explique par les conditions historiques spécifiques de la seconde moitié du XIXe siècle en Angleterre, époque où l'« aristocratie ouvrière » participait dans une certaine mesure au partage des bénéfices particulièrement élevés du capital anglais. De nos jours, ces conditions commencent à appartenir au passé. Le « Parti travailliste indépendant » lui-même (c'est-à-dire les opportunistes *socialistes* d'Angleterre) s'aperçoit que le « Parti travailliste » s'est enlisé dans le marais.

Nous trouvons dans le dernier numéro du *Labour Leader*[28], organe du « Parti travailliste indépendant », l'information instructive que voici. Le budget du ministère de la Marine vient en discussion devant le Parlement anglais.

Les socialistes déposent une proposition de *réduction* de ce budget. Bien entendu, la proposition est torpillée par la bourgeoisie qui vote *pour* le gouvernement.

Et les députés du « Parti travailliste » ?

15 d'entre eux votent pour la réduction, c'est-à-dire contre le gouvernement ; 21 *sont absents* ; 4 votent *pour le gouvernement*, c'est-à-dire contre la réduction ! !

Sur ces quatre, deux tentent de se justifier en disant que dans leur circonscription électorale les ouvriers trouvent leur gagne-pain précisément dans l'industrie qui produit les articles d'armement.

Voilà un exemple concret de *trahison* du socialisme, de *trahison* de la cause ouvrière ; c'est à cela que conduit l'opportunisme. Comme nous l'avons déjà signalé, la condamnation de cette trahison s'étend de plus en plus largement parmi les socialistes d'Angleterre. Grâce à l'exemple des fautes d'autrui, les ouvriers russes doivent, eux aussi, apprendre à discerner tout ce qu'ont de funeste l'opportunisme et la politique ouvrière libérale.

La « Pravda » n° 85, 12 avril 1913.
Signé : W.

Conforme au texte du journal

LES EUROPÉENS CIVILISÉS ET LES SAUVAGES ASIATES

Le social-démocrate anglais bien connu Rothstein rapporte dans la presse ouvrière allemande un fait instructif et typique qui s'est produit dans l'Inde anglaise. Cette histoire nous montre, mieux que tous les raisonnements, pourquoi la révolution grandit si rapidement dans ce pays qui compte plus de 300 millions d'habitants.

Le journaliste anglais Arnold, éditeur d'un journal à Rangoon, grande ville (plus de 200 000 habitants) d'une des provinces de l'Inde, avait publié un article intitulé : « La justice britannique bafouée ». L'article dénonçait un juge anglais de l'endroit, Andrew. Arnold fut condamné pour cet article à un an de prison, mais il poussa l'affaire plus loin et, ayant des relations à Londres, il « atteignit » l'instance suprême dans cette capitale. De lui-même, le gouvernement de l'Inde se hâta de « réduire » la peine à 4 mois, et Arnold se retrouva en liberté.

Quelle était donc l'origine de cette affaire ?

Un colonel de l'armée anglaise, Mac Cormick, avait une maîtresse, et celle-ci avait pour servante une Indienne de onze ans, nommée Anna. Le brillant représentant de la nation civilisée attira Anna chez lui, la viola et l'enferma à son domicile.

Or, il se trouva que le père d'Anna, étant à l'article de la mort, envoya chercher sa fille. C'est ainsi que le village apprit toute l'histoire. La population était hors d'elle d'indignation. La police fut obligée de délivrer un mandat d'arrêt contre Mac Cormick.

Mais le juge Andrew le libéra sous caution puis, après avoir bafoué à plusieurs reprises la loi de la façon la plus éhontée, il acquitta Mac Cormick ! Le brillant colonel affirmait, comme font toujours dans ces circonstances les messieurs de bonne famille, qu'Anna était une prostituée, et il produisit cinq témoins pour le prouver. Quant aux huit témoins cités par la mère d'Anna, le juge Andrew ne voulut même pas les interroger !

Lorsque le journaliste Arnold fut jugé pour diffamation, le président du tribunal, « sir » (c'est un titre de noblesse) Fox, ne l'autorisa pas à faire déposer des témoins pour vérifier les faits.

Il est clair pour tout le monde que de telles choses arrivent en Inde par milliers et par millions. Seules des conditions absolument exceptionnelles ont permis au « diffamateur » Arnold (fils d'un journaliste londonien influent !) de sortir de prison et d'ébruiter l'affaire.

N'oubliez pas que ce sont leurs « meilleurs » hommes que les libéraux anglais placent à la tête de l'administration de l'Inde. Récemment, le vice-roi de l'Inde, le chef des Mac Cormick, des Andrew et des Fox, était John Morley, écrivain radical connu, « sommité de la science européenne », « homme très honorable » aux yeux de tout libéral européen et russe.

L'esprit « européen » s'est désormais réveillé en Asie : les peuples d'Asie sont devenus conscients et veulent la démocratie.

La « Pravda » n° 87, 14 avril 1913.
Signé : W.

Conforme au texte du journal

CALCULS DE MARCHANDS

Les magnats millionnaires, les pontes de notre grande industrie, sont groupés dans le « Conseil des congrès des représentants de l'industrie et du commerce ». Ce conseil des congrès publie un organe périodique : *Promychlennost i Torgovlia* [29]. Les articles pesants, grandiloquents et pour la plupart mal écrits de cette revue sont consacrés à la défense des intérêts de nos Gros-Requins [30].

Ce qui les mécontente surtout, c'est l'injustice de la représentation dans les zemstvos [31] et de l'imposition au titre des zemstvos. Ce pauvre Gros-Requin est sans cesse victime des méchancetés du grand propriétaire féodal ! Voici un tableau instructif, concernant la répartition des conseillers dans les zemstvos de district (*Promychlennost i Torgovlia*, 1913, n° 3) :

	Nombre de conseillers	%
Pour le 1er collège électoral (propriétaires fonciers nobles)	5 508	53,4
Pour le 2e collège électoral (entrepreneurs du commerce et de l'industrie, etc.) . . .	1 294	12,6
Pour les 1er et 2e collèges réunis	290	2,8
Pour les collectivités rurales	3 216	31,2
Total pour 34 provinces à zemstvos . .	10 308	100,0

Effectivement, l'injustice de la représentation dans les zemstvos est flagrante. La conclusion qui résulte de ce tableau est évidente et incontestable : en Russie, les zemstvos sont entièrement remis aux mains des grands propriétaires féodaux.

Ces chiffres intéressants incitent tout homme instruit à réfléchir aux conditions qui donnent lieu à une telle inégalité dans la représentation.

Mais il serait bien entendu ridicule d'attendre des Gros-Requins et de leurs plumitifs à gages qu'ils soient capables de penser aux questions politiques générales et de s'intéresser à la science politique. Une seule chose intéresse le Gros-Requin : il paie « beaucoup », alors que le noble paie « peu ». L'écrivain à la solde de Gros-Requin cite les sommes des impôts perçus au titre des zemstvos (par quote-parts) dans les 34 provinces : 24,5 millions de roubles pour le 1er collège électoral, 49 millions de roubles pour le 2e collège électoral et 45,5 millions de roubles pour les collectivités rurales. Il divise ces sommes par le nombre des conseillers et définit de la sorte la « valeur de chaque cens » ! ! Il ressort que le cens du noble « vaut » 4 500 roubles, celui du marchand 38 000 roubles et celui du paysan 14 000 roubles.

Voilà comment raisonnent les défenseurs salariés des marchands : ils considèrent en toute tranquillité le droit électoral comme une marchandise. Comme si, en payant les impôts au titre des zemstvos, les contribuables *achetaient* de la sorte le droit de se faire représenter par des conseillers !

Il est bien vrai que l'inégalité de cette imposition est criante. Seulement, tout le fardeau de cette inégalité repose non pas sur les industriels, mais sur les *paysans* et les ouvriers. Si les paysans paient 45,5 millions de roubles sur leurs terres misérables, épuisées par les labours, tandis que les grands propriétaires en paient 24,5 millions, cela veut dire tout simplement que l'on prélève sur la masse des « moujiks », en plus de tout le reste, un *tribut* se chiffrant par dizaines de millions de roubles au titre de l'imposition pour les zemstvos !

Cela, les Gros-Requins ne le voient pas. Ils ne veulent qu'une chose : que les nobles ne soient pas seuls à jouir de privilèges et que les marchands en soient, eux aussi, « équitablement » pourvus.

La « Pravda » n° 90, 20 avril 1913.
Signé : V. F.

Conforme au texte du journal

UNE GRANDE VICTOIRE DE LA TECHNIQUE

William Ramsay, chimiste anglais de renommée mondiale, a découvert un procédé permettant d'obtenir directement du gaz à partir des couches de houille. Ramsay est déjà en pourparlers avec un propriétaire de mines de charbon pour la mise en œuvre pratique de l'opération.

Ainsi, un des grands problèmes de la technique contemporaine est sur le point d'être résolu. La révolution qui résultera de sa solution sera considérable.

Actuellement, pour utiliser l'énergie contenue dans le charbon, on transporte celui-ci à travers tout le pays et on le fait brûler dans une infinité d'entreprises et d'immeubles isolés.

La découverte de Ramsay représente une révolution technique gigantesque dans cette branche, la plus importante peut-être, de la production des pays capitalistes.

Ramsay a découvert un moyen de transformer directement en gaz le charbon à l'endroit même où il se trouve, sans l'extraire à la surface du sol. Un procédé analogue, mais beaucoup plus simple, est utilisé parfois dans l'extraction du sel : celui-ci n'est pas directement amené à la surface, mais dissous dans l'eau, et c'est la solution que l'on fait monter ensuite dans des tuyaux.

Le procédé Ramsay transforme les mines de charbon en des sortes d'énormes appareils de distillation pour la production du gaz. Le gaz met en mouvement des moteurs qui permettent de *doubler*, par rapport aux anciennes machines à vapeur, la proportion utilisable de l'énergie contenue dans la houille. A leur tour, les moteurs à gaz ser-

vent à transformer l'énergie en électricité, que la technique actuelle est capable de transporter aux distances les plus grandes.

Cette révolution technique réduirait le coût du courant électrique à *un cinquième*, et peut-être même à *un dixième*, du coût actuel. Elle économiserait la masse énorme de travail humain maintenant employée à l'extraction et au transport de la houille. Elle permettrait de mettre en valeur les gisements de charbon même les plus pauvres qui restent inexploités de nos jours. Les frais d'éclairage et de chauffage des maisons subiraient une diminution extraordinaire.

La révolution industrielle résultant de cette découverte sera prodigieuse.

Mais ses conséquences pour toute la vie sociale sous le régime actuel, capitaliste, seront bien différentes des conséquences qu'une telle découverte aurait en régime socialiste.

Sous le capitalisme, la « libération » du travail des millions de mineurs employés à l'extraction du charbon engendrera inévitablement un chômage massif, un accroissement énorme de la misère, une aggravation de la condition ouvrière. Quant aux bénéfices de la grande invention, ils seront empochés par les Morgan, les Rockefeller, les Riabouchinski, les Morozov, avec leur suite d'avocats, de directeurs, de professeurs et autres laquais du capital.

Sous le socialisme, l'application du procédé Ramsay, en « libérant » le travail de millions de mineurs, etc., permettra de réduire immédiatement, et pour *tous* les ouvriers, la journée de travail, qui passerait de 8 heures à 7 heures, par exemple, sinon moins encore. L'«électrification » de toutes les fabriques et des chemins de fer rendra plus saines les conditions de travail ; elle délivrera des millions d'ouvriers de la fumée, de la poussière et de la crasse et accélérera la transformation des ateliers sales et répugnants en laboratoires propres, clairs, dignes de l'homme. L'éclairage électrique et le chauffage électrique de chaque maison affranchiront des millions de « serves domestiques » de la nécessité d'anéantir les 3/4 de leur existence dans une cuisine nauséabonde.

La technique du capitalisme accroît de jour en jour son *avance* sur les conditions sociales qui condamnent les travailleurs à l'esclavage du salariat.

La « Pravda » n° 91, 21 avril 1913.
Signé : I.

Conforme au texte du journal

QUELQUES MOTS A PROPOS DE BILANS ET DE FAITS

L'anniversaire de la *Pravda* fournit à chaque ouvrier conscient (disons plus : à chaque démocrate conscient) l'occasion de réfléchir au *bilan* de l'activité du journal des démocrates et des marxistes conséquents.

La question du bilan se rattache tout naturellement à celle de savoir si, dans leur masse, les ouvriers russes d'avant-garde sont aux côtés de la *Pravda*. En effet, alors que pour des abonnés bourgeois l'importance d'un journal se mesure à sa vente (et peu importe où il se vend, peu importe s'il rassemble une certaine classe, et laquelle), pour un marxiste et un démocrate conséquent, un journal est important en tant qu'organe d'*éducation* et de *rassemblement* des classes qui sont effectivement à l'avant-garde.

Il ne nous est pas indifférent de savoir où et comment se vend notre journal. Ce qui nous importe le plus, c'est de *savoir* s'il sert réellement à éduquer et à rassembler la classe d'avant-garde de la Russie, c'est-à-dire la classe ouvrière.

Pour *savoir* cela, il faut rechercher des *faits* susceptibles de fournir une réponse à cette question.

Les faits sont choses différentes pour les différentes gens. Les journalistes bourgeois mentent sans vergogne et ne produisent pas un seul fait *exact*, clair et vérifiable.

Les journalistes bourgeois ont des imitateurs : les politiciens ouvriers libéraux, les liquidateurs. L'un de ceux-ci, qui n'est pas « n'importe qui » mais F. D. en personne, écrivait dans le n° 57 (143) du *Loutch* [32] :

...« Il est impossible de nier un fait que nous constatons avec une fière émotion (que ces gens-là sont donc émotifs !) dans notre activité quotidienne : notre journal (le *Loutch*) est réellement l'organe d'au moins 9/10 des ouvriers conscients et avancés de Russie. »

Ce Khlestakov, ou ce Nozdrev[33], mérite qu'on se moque de lui, et la *Pravda* l'a déjà fait. Mais railler ne suffit pas. Les ouvriers doivent apprendre à démêler *eux-mêmes* les faits et à les vérifier, afin de ne plus permettre aux Nozdrev de les duper et de duper leurs camarades moins évolués.

Comment faut-il donc chercher et vérifier les faits ? Le plus sûr serait de connaître la diffusion de la *Pravda* et du *Loutch* parmi les *ouvriers* (et non parmi les intellectuels libéraux, presque tous liquidateurs). Or ces faits manquent.

Cherchons-en d'autres.

Prenons les données concernant les *groupes ouvriers* qui soutiennent bénévolement la *Pravda* et le *Loutch* par leurs collectes. Ces données sont *publiées* par les deux journaux. Ce sont des *faits*. Chacun peut les vérifier, chacun peut, en les étudiant, démasquer les Nozdrev si nombreux dans le journalisme.

Une fois déjà, la *Pravda* (cf. le n° 80 de 1912) * a fourni ces faits, portant sur un semestre, le premier de 1912, et personne n'a pu les réfuter. Donnons-les à présent pour *toute* l'année 1912 et pour le début de 1913 :

Années	Nombre de collectes de groupes ouvriers pour		
	La *Pravda*	Le *Loutch*	Le journal ouvrier de Moscou
1912 1er trimestre	108	7	—
» 2e »	396	8	—
» 3e »	81	9	—
» 4e »	35	65	5
1913 1er »	309	139	129
» 10 jours d'avril	93	28	43
Total . .	1 022	256	177

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 18, pp. 175-178. (*N.R.*).

Tout lecteur peut vérifier ces chiffres en prenant la *Pravda* et le *Loutch*, et rectifier ce compte s'il y trouve des erreurs.

Voilà bel et bien des *faits* qu'il est utile de distinguer des vantardises et des mensonges de messieurs F. D. et autres « loutchistes ».

N'est-il pas vrai que ces faits confirment à merveille les 9/10 revendiqués de façon nozdrévienne par le *Loutch* ?

Ces « neuf dixièmes », les partisans du *Loutch*, parmi lesquels figurent notoirement et ouvertement les bundistes et les « cadres » des Lettons, n'ont même pas rassemblé, en plus de *six mois* d'existence du *Loutch* (4e trimestre de 1912 et 1er trimestre de 1913, plus 10 jours d'avril), la *moitié* de ce qu'ont rassemblé la *Pravda* et le futur journal de Moscou. Eh bien, n'est-ce pas un procédé à la Nozdrev, de transformer une *minorité* notoire en « neuf dixièmes » ?

Les ouvriers sont entourés de toutes parts par un tel océan de mensonges contenus dans les journaux bourgeois, qu'ils doivent coûte que coûte lutter pour la vérité, apprendre à discerner le mensonge et à le rejeter. Les opinions erronées des liquidateurs du parti ouvrier doivent être *réfutées* avec calme. Mais le mensonge effronté à la Nozdrev, qui déprave sans vergogne les ouvriers, doit être stigmatisé, et les menteurs doivent être chassés du milieu ouvrier.

Les ouvriers veulent l'unité d'action. Ils ont raison. Sans unité d'action, pas de salut pour les ouvriers.

Mais réfléchissez : *comment* l'unité est-elle possible sans que la minorité se soumette à la majorité ? Chacun peut comprendre que sans cela il n'y a pas d'unité possible.

Donc, à supposer même que les liquidateurs ne soient pas des liquidateurs du Parti, il faut absolument que les ouvriers sachent quelles *opinions* ont pour elles la majorité. S'ils ne le savent pas, les ouvriers ne peuvent pas réaliser l'*unité d'action* (car il arrive souvent que les ouvriers, qu'ils soient ou non membres du Parti, ont à agir en commun).

Les ouvriers ne peuvent pas édifier *leur* parti sans lutter impitoyablement contre tout mensonge le concernant. Or, pour démasquer le mensonge, il faut rechercher des faits *exacts*, les vérifier et réfléchir à la signification de ce qu'on a vérifié.

Les ouvriers conscients, adversaires du courant liquidateur, ont conquis une primauté incontestable dans la création de la presse ouvrière. Ils ont conquis une majorité incontestable, écrasante. C'est avec indignation et mépris qu'ils accueilleront tout mensonge répandu à propos de cette serieuse et importante question.

La « Pravda » n° 92, 23 avril 1913.
Signé : K. P.

Conforme au texte du journal

LA SIGNIFICATION DES TRANSFERTS DES PAYSANS

On sait qu'après 1905 le gouvernement, à la suite de sa « nouvelle » politique agraire en Russie d'Europe, a déployé des efforts particuliers pour développer les transferts de paysans vers la Sibérie. Les propriétaires fonciers voyaient dans ces transferts un moyen, pour ainsi dire, d'entrouvrir la soupape et d'« émousser » les contradictions agraires dans le centre de la Russie.

Qu'en est-il résulté ? Les contradictions se sont-elles émoussées ou bien se sont-elles accentuées tout en se transférant sur une scène plus vaste ?

Citons tout d'abord les chiffres globaux relatifs aux transferts de paysans vers la Sibérie.

Ces chiffres sont les suivants : de 1861 à 1885, environ 300 000, soit 12 000 par an ; de 1886 à 1905, environ 1 520 000, soit environ 76 000 par an ; de 1906 à 1910, environ 2 516 075, soit environ 500 000 par an.

La progression est énorme pour une période de contre-révolution. Sans aucun doute, il devait en résulter *pour un temps* une « détente » de l'atmosphère dans le centre de la Russie.

Mais pour *combien* de temps, et *à quel prix* ?

La réponse à cette question est fournie par les chiffres qui montrent une *chute* de la vague des transferts à partir de 1909, et une *augmentation* étonnante du nombre des paysans émigrés qui reviennent. Voici ces chiffres :

Années	Nombre des paysans déplacés (en milliers)	Pourcentage des retours
1905	39	10
1906	141	4
1907	427	6
1908	665	6
1909	619	13
1910	316	36
1911*	183	60

* Chiffres pour 11 mois

Ainsi, messieurs les apôtres officiels des transferts n'ont réussi à détendre l'atmosphère que pendant *quatre* ans à peine (1906-1909). C'est ensuite une *nouvelle crise* qui commence : il n'est pas douteux, en effet, que l'énorme diminution du nombre des paysans transférés, jointe à l'incroyable augmentation du nombre des « retours » (36 % et 60 %), représente une crise, et qui plus est une crise d'une gravité exceptionnelle, s'étendant sur un territoire incomparablement plus vaste.

36 et 60 % de paysans qui reviennent, cela veut dire que la crise s'aggrave à la fois en Russie et en Sibérie. Ceux qui reviennent en Russie, ce sont les plus malheureux des paysans pauvres, ceux qui ont tout perdu et se sont aigris. En Sibérie, il a fallu que la question agraire prît une acuité extrême pour qu'il se soit avéré impossible, malgré les efforts désespérés du gouvernement, d'y installer des centaines de milliers de paysans.

Ainsi, les chiffres cités montrent d'une façon incontestable que la lutte contre la crise agraire de 1905 en Russie par le moyen des transferts a eu pour seul résultat d'*ajourner* la crise pour un temps très court, et ce au prix d'une crise incomparablement plus aiguë et plus étendue dans la période que nous vivons.

Une confirmation intéressante de cette conclusion, tirée des données arides de la statistique gouvernementale, est apportée par l'opuscule de M. Komarov, ancien fonctionnaire de l'administration forestière, qui a servi l'Etat pendant 27 ans et a particulièrement bien connu le problème des transferts en Sibérie : « La vérité sur les transferts de paysans » (St-P. 1913. Prix 60 kop.).

Ce petit livre a été composé principalement à l'aide des chroniques que l'auteur écrivit (sous un pseudonyme) dans le journal *Novaïa Rouss* [34] en 1908-1910 et qui racontent, sur un ton « enjoué et bon enfant », l'histoire d'« un pillage, ou plus exactement d'une destruction des terres et forêts sibériennes par l'Etat, en comparaison de laquelle le pillage des terres bachkires, autrefois, n'est que pure bagatelle ».

L'auteur se place au point de vue du fonctionnaire bien pensant, poussé au désespoir par le « tohu-bohu des transferts » (c'est ainsi que s'intitulaient ses chroniques du journal), par les pillages, par la ruine et la paupérisation des Sibériens de souche et des nouveaux arrivants, par « la dévastation complète de ce qu'on nomme une économie forestière rationnelle », par l'exode des paysans revenant en Russie et par la formation d'une armée de la « Russie errante », grosse de « centaines de milliers » d'hommes, enfin par la stupidité intégrale, le fonctionnarisme borné, le système de délations, le pillage des biens publics et *l'incohérence* qui ont présidé à toute l'opération.

Bien que ces chroniques soient écrites sur un ton « enjoué et bon enfant », ou plutôt *justement à cause de cela*, leur lecture produit une impression d'une force extraordinaire : celle d'une suffocation, d'une asphyxie par la vieille bureaucratie féodale. Une politique agraire nouvelle, bourgeoise, menée avec de tels moyens et de tels procédés, dirigée par de tels éléments sociaux et se déroulant dans une telle atmosphère, ne peut produire d'autre résultat qu'une faillite.

Voici le tableau du voyage en Sibérie de Stolypine, le premier ministre, et de M. le directeur général de l'Agriculture et de l'Organisation agraire, Krivochéine, en août 1910. Discours prononcé sur la plate-forme du wagon ministériel en gare de « Taïga »... « Tout marche à merveille, donc tout est parfait ».

« Ce voyage de mascarade, écrit notre vieux fonctionnaire, ressemblant fort à l'expédition de la Grande Catherine à travers la Nouvelle-Russie, et dans lequel le rôle de Potemkine était attribué, sur ordre de Pétersbourg, à M. Schuman, directeur des transferts et de l'organisation agraire dans la province de Tomsk, ... m'a incité définitivement à quitter le service et à publier la présente brochure. »

Pauvre fonctionnaire bien pensant : c'en était trop pour lui !

Voici un tableau du tohu-bohu des transferts au moment du plus fort afflux des nouveaux arrivants :

« Les lots de terre ne sont pas prêts, les routes pour y parvenir ne sont pas tracées, les bureaux du service des transferts sont encore en construction... Les arrivants jettent leur dévolu sur des terres relevant des maisons forestières et se mettent à les occuper, ils s'emparent de terres à redevances, de secteurs réservés destinés autrefois à créer des propriétés de nobles en Sibérie, etc., après quoi, naturellement, on commence à expulser les occupants illicites, et c'est une succession de scènes pénibles et souvent cruelles qu'il serait superflu de décrire. » Les fonctionnaires chargés des transferts sont obligés de « déchiqueter des exploitations forestières à peine organisées ». « Ils les prenaient par lambeaux, ils prenaient ce qui leur tombait d'abord sous les yeux, cherchant seulement à installer les gens quelque part, à se débarrasser de ces dizaines de visages éreintés, épuisés, de ces hommes qui restaient plantés au bureau des transferts, stationnaient des heures entières dans l'antichambre de la direction, se ruaient en foule, on ne sait pourquoi, à la direction provinciale et, d'une manière générale, ne laissaient de répit à aucun organisme administratif. »

« Des centaines de millions de roubles » sont dilapidées et englouties en pure perte. « La conclusion qui s'impose, écrit l'auteur, est celle-ci : il est indispensable de confier l'entreprise de transferts aux mains du futur zemstvo de Sibérie. » « Honnête » et naïf fonctionnaire russe qui s'imagine qu'un tel « habit de Jocrisse » peut se ravauder avec... un zemstvo.

Voici un tableau de l'exploitation forestière : les nouveaux arrivants, par « une chance inespérée », ont été autorisés à vendre du bois ; ils ont vendu 300 déciatines d'arbres séculaires pour bois d'œuvre à 17 roubles la déciatine. Même aux prix sibériens, la déciatine de bois d'œuvre coûte au pis aller 200 roubles environ. Autre tableau : des émigrés vendent à l'entrepreneur Jogolev 25 000 traverses de chemin de fer à 4 kopecks la pièce. Jogolev paie 5 kop. pour la coupe, 25 kop. pour le transport, 10 kop. pour la livraison par bateau, et reçoit du trésor public *80 kopecks par traverse*... Et voilà le capitalisme octobriste de l'époque de l'accumulation primitive, qui s'accommode obstinément des Pourichkévitch et de la « pourichkévitchaillerie » de la vie russe !

Voici la longue série des tableaux de l'organisation agraire. Le district de Minoussinsk est l'« Italie sibérienne ». Ses habitants de souche ancienne ont reçu 4 déciatines chacun et « ont été initiés aux droits sacrés de la propriété ». On leur a retiré la jouissance de dizaines de milliers de déciatines des meilleures terres.

« Dans la dernière période, cette Italie, grâce à l'organisation générale de l'économie de l'Etat, est assidûment fréquentée par ce que la langue officielle nomme les « récoltes insuffisantes »...

...« Dans le district de l'Iénisséï existe le fameux canal de l'Ob-Iénisséï : il a paisiblement englouti en un certain nombre d'années pas mal de millions du Trésor, ce qui n'a pas contribué, malgré tout, à lui donner un aspect décent pour le transport des marchandises, car il a été creusé précisément là où il ne fallait pas... »

« La zone de paysans émigrés de Kourinsk... a été constituée avec des terres appartenant aux allogènes, auprès des sauneries de l'Altaï. Et, si les allogènes ont trouvé l'existence amère après la confiscation de leurs terres, les nouveaux arrivants l'ont trouvée tout à fait salée : l'eau était absolument impropre à la consommation. Le creusement de puits ne donna aucun résultat. Alors l'administration se mit à forer le sol, et les forages aboutirent à une eau encore plus salée. A présent, les nouveaux colons vont chercher l'eau à l'Iénisséï, à 7-8 verstes du village, de sorte que « tout est parfait »...

Une pinède de grand prix a été entièrement dévorée par le bombyx du pin. Lorsque l'invasion eut commencé, le garde forestier fut obligé de *rédiger une requête* pour obtenir des crédits. Pendant que duraient la correspondance et les pourparlers avec Pétersbourg, la forêt fut anéantie... « Toute la prétendue organisation forestière, écrit le vieux forestier, est réduite à néant. »

Cependant, dans le monde des fonctionnaires, les dénonciations rendent la vie impossible aux éléments tant soit peu honnêtes (p. 118), et les « autorités supérieures » coupent la parole à des forestiers ayant jusqu'à 35 ans de service, s'ils osent dire la vérité, en leur criant : « Silence ! » (p. 121). « Une période de bassesse et de muflerie », s'indigne le brave M. Komarov, qui fait dater le début de cette « période » au moment où un « bon » chef a été remplacé par un mauvais chef.

L'auteur tire la conclusion de ses tableaux en écrivant :

« Même si tous mes récits ont un air d'anecdotes, ce n'en sont pas moins des anecdotes de la réalité, auxquelles la vie russe constitutionnelle (si l'on peut dire) nous a habitués ; mais toute la vraie

réalité russe n'est-elle pas une anecdote continuelle, d'assez mauvais goût d'ailleurs ? »

A propos des paysans transférés qui reviennent, M. Komarov tourne en dérision l'affirmation d'un certain médecin « courageux », selon lequel il n'y en aurait pas plus de 6 %. Nous avons cité plus haut les chiffres exacts en la matière.

« Je ne sais pas ce qu'il en est des autres, écrit M. Komarov, mais les propriétaires fonciers russes s'intéressent énormément, eux, à cette question (le nombre de paysans qui reviennent). Et cela se comprend : ceux qui reviennent appartiennent à une espèce à laquelle l'avenir réserve un rôle effrayant. Ceux qui reviennent ne sont pas des hommes qui sont restés toute leur vie des ouvriers agricoles et ont perdu l'habitude de ce qui leur donnait, comme à l'Antée mythologique une force incroyable, gigantesque. Ceux qui reviennent étaient hier des propriétaires ; ce sont des hommes qui n'ont jamais imaginé que la terre et eux pouvaient exister séparément. Et ces gens-là, qui se sentent avec raison blessés au plus profond d'eux-mêmes parce qu'on n'a pas su les installer, mais seulement les ruiner et les transformer, eux anciens propriétaires et cultivateurs, ainsi que tous les leurs, en gens de rien, ces gens-là sont redoutables pour tout régime d'Etat quel qu'il soit. Et les meilleurs esprits, devenus clairvoyants depuis 1905, tiennent compte de ce fait. »

Au printemps de 1910, l'auteur a rendu visite dans la Russie d'Europe à un maréchal de la noblesse [35], homme aux opinions conservatrices, pour qui il éprouve respect et confiance.

« Oh oui, nous en tenons compte, et comment ! m'a-t-il dit : ce n'est pas sans raison que nous avons tous été comme balayés des villages vers les villes. Les moujiks ont des regards de bêtes féroces. Les jeunes sont presque tous des voyous, et par-dessus le marché il y a ceux qui reviennent de chez vous, de Sibérie, et qui n'ont rien à perdre.

Je compris particulièrement bien ce cher Piotr Fédorovitch, poursuit l'excellent M. Komarov, lorsque vint me voir, parmi d'autres venant s'informer au sujet du « beau pays sibérien », un de mes amis d'enfance oubliés ; autrefois, nous avions joué ensemble et, plus tard, fait le coup de poing de compagnie. Hélas, ce n'était plus mon ancien camarade de pugilat, mais un moujik de belle prestance arborant une barbe grisonnante en éventail et une large calvitie. La conversation roula bon train, nous évoquâmes le passé, et je lui touchai un mot de 1905. Il faut vous dire que notre district fut, à cette époque, un de ceux où les incendies des propriétés des nobles et le pillage de leurs biens sévirent le plus cruellement. Aussi, ce fut un reproche tout à fait naturel que j'adressai à mon ami, à peu près sous cette forme, s'il me souvient bien :

— Vous avez fait un gâchis de tous les diables ici en 1905 ! Vous pouviez tout de même vous arranger autrement mieux...

Disant cela, je ne pensais nullement, bien entendu, à la théorie de la question agraire de messieurs les social-démocrates et socialistes-révolutionnaires, théorie qui, pour quiconque a un peu de connaissances en économie politique, semble tout à fait inacceptable, et j'obtins cette réponse :

— Ça, tu l'as bien dit !... Tu as parfaitement raison... Il fallait faire autrement.

— C'est bien mon avis, fis-je sur un ton conciliant, heureux de voir que nous nous étions compris.

— C'est juste, très juste... On s'est drôlement mal débrouillé... On n'aurait dû laisser filer personne...

— Comment ça ?

— Ben, comme qui dirait, faire place nette, quoi... Tous à la même enseigne...

Il avait, en disant ces mots, un visage doux et souriant, et de sympathiques rides en patte d'oie autour de ses yeux clairs, débonnaires, qui souriaient avec une naïveté enfantine...

Mais j'avoue sincèrement qu'un frisson me parcourut l'échine et que mes cheveux se dressèrent sans doute sur ma tête : si les débonnaires sont ainsi, que faut-il attendre des autres, ceux qui sont revenus après avoir vendu leurs lopins de terre et qui sont déshérités à tout jamais ? !...

Ah, cette « mise sur les forts », offerte à la Russie par feu le premier ministre et par messieurs les octobristes, que de réalités épouvantables elle peut nous apporter avec le temps, à la suite du désordre de l'affaire des transferts en Sibérie » (p. 75).

Cet entretien entre un excellent intellectuel à l'humeur paisible et un petit moujik doux, débonnaire, naïf, robuste et chauve nous servira de conclusion.

La « Pravda » nos 96 et 99 ; 27 avril et 1er mai 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LES « VIÉKHISTES » ET LE NATIONALISME

(NOTE] BIBLIOGRAPHIQUE)

C'est une ennuyeuse revue que la *Rousskaïa Mysl* [36]. Une seule chose est digne d'intérêt dans cette publication. C'est là qu'écrivent les libéraux « *viékhistes* », collaborateurs et partisans du fameux livre de reniement *Viékhi* [37], dans lequel les anciens champions de la liberté déversaient des seaux d'ordures sur *la lutte des masses pour la liberté*, représentant les masses démocratiques des ouvriers et des paysans comme un troupeau mené par les « intellectuels », procédé rebattu de tous les ultra-réactionnaires.

La volte-face de la « société cultivée » libérale russe, devenue ennemie de la révolution et de la démocratie, n'est pas un phénomène fortuit ; elle était inévitable après 1905. La bourgeoisie fut prise de peur devant l'action indépendante des ouvriers et l'éveil des paysans. Voulant sauvegarder sa situation de classe exploiteuse, la bourgeoisie, la plus riche surtout, décida : plutôt la réaction que la révolution.

Ce sont ces intérêts de classe égoïstes du sac d'écus qui ont engendré le large et profond courant *contre-révolutionnaire* au sein du libéralisme, un courant hostile à la démocratie et favorable à tout impérialisme, nationalisme et chauvinisme, ainsi qu'à tout obscurantisme.

Les ouvriers conscients ne seront pas étonnés par ce reniement et cette trahison des libéraux, car ils n'ont jamais eu à leur sujet une tellement bonne opinion. Mais il est utile d'observer ce que prônent les renégats libéraux,

d'observer avec *quelles idées* ils veulent combattre la démocratie en général et la social-démocratie en particulier.

« Les milieux intellectuels russes, écrit dans la *Rousskaïa Mysl* M. Izgoïev, étaient et sont aujourd'hui encore dans leur masse persuadés que la question principale de la vie européenne est la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour le socialisme... »

M. Izgoïev qualifie cette idée de « préconçue et erronée », et il montre comment se forme et grandit parmi les Polonais d'Allemagne, dans leur lutte contre les Allemands pour faire reconnaître leur nationalité, une nouvelle couche sociale intermédiaire, une « classe moyenne démocratique ».

Lorsqu'il parle des « intellectuels », Izgoïev désigne en fait les socialistes et les démocrates. Cela *déplaît* à ce libéral que l'on considère la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie comme la question principale. Les libéraux s'efforcent d'attiser et de grossir la lutte nationale pour *détourner l'attention* des questions *sérieuses* de la démocratie et du socialisme.

En fait, parmi les « questions de la vie européenne », le socialisme occupe la 1re place, et la lutte nationale la 9e. En outre, cette dernière est d'autant plus faible et inoffensive que la démocratie est appliquée d'une manière plus conséquente.

Il est tout bonnement ridicule de comparer la lutte du prolétariat pour le socialisme, phénomène mondial, avec la lutte d'une des nations opprimées de l'Europe orientale contre la bourgeoisie réactionnaire qui l'opprime (d'ailleurs, à chaque occasion favorable, la bourgeoisie *polonaise* s'allie volontiers à la bourgeoisie *allemande* contre le prolétariat).

« Prosvéchtchénié » n° 4, avril 1913.
Signé : V.

Conforme au texte de la revue

LES LIBÉRAUX ET LA LIBERTÉ DES SYNDICATS

Le congrès de l'industrie du sous-sol [38] s'est prononcé en faveur de la liberté des syndicats. Un des plus grands journaux de la bourgeoisie libérale, la *Kievskaïa Mysl* [39], écrit à ce propos :

« Cette proclamation du droit des ouvriers à s'organiser, ce soutien apporté à leur revendication de la liberté de coalition, constituent le mérite principal du congrès.

Depuis que le mouvement ouvrier a repris en Russie, après la pause de 1908-1909, et que des répressions plus violentes et plus fréquentes se sont abattues sur lui, la revendication de la liberté de coalition devient de plus en plus la revendication des *masses* de la classe ouvrière. Mais, jusqu'à présent, la revendication de la liberté de coalition n'était reconnue comme mot d'ordre d'actualité que dans le milieu ouvrier. La société libérale affichait à son égard une complète indifférence. Aujourd'hui, un congrès rassemblant un bon nombre d'industriels est obligé d'apporter un soutien moral aux revendications de la classe ouvrière. »

Nous voyons clairement ici comment les libéraux se servent de leur presse à grande diffusion, organisée en vue du profit, pour *tronquer* les revendications et les mots d'ordre de la classe ouvrière. Les libéraux savent pertinemment que les ouvriers ont des « *mots d'ordre d'actualité* » différents, non tronqués. Les libéraux cherchent à *imposer* aux ouvriers leur propre étroitesse libérale, et à présenter celle-ci comme l'opinion de la « masse » des ouvriers : c'est le procédé éculé qui consiste à rejeter sur les masses, que l'on prétend peu évoluées, la responsabilité du refus de la bourgeoisie libérale de prendre en considération les sources profondes des privilèges politiques et de l'absence de droits politiques ! C'est le procédé des féodaux « libé-

raux » qui, il y a un demi-siècle, affirmaient que l'abolition *complète* des privilèges des propriétaires fonciers *n'était pas* le « mot d'ordre d'actualité » pour les « masses ».

Fait caractéristique, les libéraux se trahissent eux-mêmes. La revendication du congrès est incomplète, disent-ils. Pourquoi ? Ecoutez donc :

« En se prononçant pour le droit de coalition, le congrès n'a pas pu se dissimuler que l'exercice de ce droit suppose inévitablement l'existence de toute une série de conditions juridiques. Accorder la liberté aux organisations professionnelles est impossible là où n'existe pas la liberté d'association en général. La liberté de la presse ouvrière ne peut être créée que là où la presse libérale et démocratique est libre. La liberté de coalition ne peut être réalisée là où règne l'arbitraire administratif et où les masses populaires sont empêchées de participer aux élections des institutions législatives. C'est la nécessité de réaliser ces conditions que le congrès aurait dû signaler, s'il avait voulu rester conséquent. »

Ainsi, le congrès est inconséquent. Et en quoi consiste son inconséquence ? En ceci qu'il n'a pas énuméré *un certain nombre* de réformes, répond le libéral.

Bien. Mais vous, messieurs, avez-vous *tout* énuméré ?

Bien sûr que non ! Vous vous êtes approchés tout près des « *conditions* » que « suppose » l'« *exercice* » des différentes libertés, mais vous n'avez pas indiqué ces conditions. Vous vous êtes arrêtés avant d'en parler. Vous craignez aujourd'hui le mot d'ordre des « masses de la classe ouvrière » : non pas *des réformes*, mais « *la réforme* ». Votre point de vue est au fond celui de Strouvé. Strouvé acceptait ce mot d'ordre au printemps qui *précédait* le 17 octobre, mais il ne l'accepte plus maintenant, car toute la bourgeoisie, même la plus libérale, a viré à droite.

Une situation analogue s'est présentée au moment de l'abolition du servage. Les démocrates conséquents Dobrolioubov et Tchernychevski se moquaient avec raison du *réformisme* des libéraux, simple voile recouvrant toujours le désir de tronquer l'activité des masses et de sauvegarder un petit morceau des privilèges des grands propriétaires, comme le rachat des terres, etc.

C'est en vain que les libéraux s'efforcent de rejeter l'indigence de leur réformisme sur les « masses de la classe ouvrière » !

La « Pravda » n° 101, 4 mai 1913 — *Conforme au texte du journal*

À L'ATTENTION DES LECTEURS DU « LOUTCH » ET DE LA « PRAVDA »

Le *Loutch* et la *Pravda* ont publié l'un et l'autre à maintes reprises des lettres d'ouvriers réclamant aux rédactions de ces journaux un exposé calme et clair de ce qui fait le fond des divergences. C'était une exigence légitime et naturelle, et il vaut la peine de voir comment les deux rédactions y ont répondu.

Sous le titre « Questions litigieuses » *, les articles explicatifs demandés ont paru dans la *Pravda*. Quel en est le contenu ? Ces articles exposent et expliquent les *décisions du Parti* sur les questions en litige. Par la plume de l'auteur de ces articles, la *Pravda* déclare : pour juger où se trouve la vérité et qui a raison dans le débat, il faut chercher des faits et des documents dans l'histoire du Parti, écarter tout ce qui est personnel et accessoire, et comprendre les racines sociales du débat. Ce qui est en cause, dit la *Pravda* à propos du débat avec les liquidateurs, « ce n'est pas le mauvais vouloir de certains individus, mais la situation historique du mouvement ouvrier ** ». Ceux qui veulent sérieusement s'orienter dans la discussion doivent prendre la peine de comprendre cette situation historique.

« Il est indispensable de comprendre, dit la *Pravda*, quelle est l'origine *de classe* du désaccord et de la désagré-

* Voir le présent tome, pp. 149-158. (*N.R.*).
** Ibid., p. 156. (*N.R.*).

gation et quels intérêts *de classe*, provenant d'un milieu non prolétarien, alimentent la discorde parmi les amis du prolétariat * ».

Voilà la façon sérieuse de poser la question. Elle répond directement à ce que demandent les ouvriers : qu'on les aide à s'orienter dans le débat sérieux entre la *Pravda* et le *Loutch*. En suivant cette voie, les ouvriers prendront connaissance des *faits* de la vie du Parti ; ils s'habitueront à distinguer dans ce débat entre ce qui est sûr et se rapporte aux principes, et ce qui est fortuit et se rapporte aux détails ; ils rechercheront les racines *de classe* du désaccord.

Il se peut qu'un ouvrier qui aura pris connaissance des faits, relu les documents, etc., en fin de compte ne soit pas d'accord avec la *Pravda* : c'est une affaire qui concerne alors ses propres conceptions et son expérience. Mais en tout cas, s'il suit la voie indiquée par la *Pravda*, il apprendra beaucoup de choses et il se fera une idée de l'ensemble du débat.

Voilà comment la *Pravda* répond à l'exigence des ouvriers qui veulent être mis au courant des différends actuels. Et comment agit le *Loutch* ?

En même temps que paraissent dans la *Pravda* les articles sur les « questions litigieuses », le *Loutch* publie une interminable chronique consacrée au même thème. On n'y trouve pas un seul *fait* ; l'auteur n'imagine même pas que le débat puisse avoir un contenu social quelconque ; il ne livre pas un seul document à l'information de son lecteur.

Toute cette interminable chronique, qui s'étire sur deux numéros, est un ramassis de médisances et d'allusions personnelles. On y informe le lecteur ouvrier de l'« irritabilité » et des « traits d'esprit charmants » d'un marxiste, des allures de « surhomme » d'un autre, du « cynisme » d'un troisième. Toutes les discussions sont expliquées par des « règlements de comptes personnels », par des « querelles de préséance », par la « lutte pour le pouvoir » dans le Parti. Et, en sous-main, on glisse une insinuation digne de la presse officielle : tout vient de la faute

* Voir le présent tome, pp. 156-157. (*N.R.*).

de certains « maîtres en révolution », qui craignent de perdre leur influence si les larges masses ouvrières interviennent dans l'affaire.

Encombrer les cerveaux de médisances, de commérages, d'attaques personnelles, et fuir ainsi la nécessité d'expliquer son propre point de vue : tel est le but de l'auteur et du journal qui a inséré son œuvre. Mais si c'était simplement de la médisance, il n'y aurait que demi-mal. C'est la médisance d'un renégat aigri : voilà le hic. Lisez ce qu'il écrit au début du second article à propos des « actions provoquées et provocatrices », à propos de la « dictature dans le Parti de surhommes qui jugent les masses avec cynisme » ; lisez comment il maltraite les militants dévoués de 1905 : ce sont des « maîtres en actions révolutionnaires », coupables d'agissements « inadmissibles dans n'importe quel milieu tant soit peu cultivé ». Mais on croirait lire la *Zemchtchina* [40] ou les *Viékhi* !...

Et tout cela s'écrit non dans le *Novoïé Vrémia* [41], mais dans un journal qui se considère comme ouvrier ; tout cela est présenté en réponse à ce que demandaient les ouvriers : que l'on expose sérieusement son point de vue ! Et, après tout cela, le *Loutch* ose protester contre les formes violentes de la polémique et se poser en modèle de bonnes manières pour faire honte à la *Pravda*.

Nous conseillons de la façon la plus pressante aux ouvriers qui croient encore qu'à l'opposé de la *Pravda*, le *Loutch* est un journal favorable à l'union et à la cessation des chamailleries internes, de lire la chronique en question et de la comparer avec l'analyse de ces mêmes questions dans la *Pravda*.

La « Pravda » n° 102, 6 mai 1913.
Signé : Un lecteur de la « Pravda » et du « Loutch »

Conforme au texte du journal

POUR LE 25e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE JOSEPH DIETZGEN

Il y a vingt-cinq ans, en 1888, mourait l'ouvrier tanneur Joseph Dietzgen, un des grands écrivains et philosophes social-démocrates d'Allemagne.

Joseph Dietzgen est l'auteur des ouvrages suivants (pour la plupart traduits en russe) : *La nature de l'activité cérébrale de l'homme* (paru en 1869), *Excursions d'un socialiste dans le domaine de la théorie de la connaissance*, *L'acquis de la philosophie*, etc. Le jugement le plus exact sur Dietzgen et sa place dans l'histoire de la philosophie et du mouvement ouvrier a été formulé par Marx, dès le 5 décembre 1868, dans une lettre à Kugelmann :

« Il y a longtemps déjà, écrivait Marx, Dietzgen m'a envoyé le fragment d'un manuscrit sur « La faculté de réflexion » qui, malgré une certaine confusion dans les notions et des répétitions trop fréquentes, contient de nombreuses idées excellentes et, en tant que produit de la réflexion personnelle d'un ouvrier, dignes d'admiration. »

Car telle est la signification de Dietzgen : c'est un ouvrier venu par ses propres moyens au matérialisme dialectique, c'est-à-dire à la philosophie de Marx. Un trait extrêmement précieux du portrait de l'ouvrier Dietzgen est qu'il ne se prenait pas pour le fondateur d'une école.

Dès 1873, alors que peu de gens comprenaient Marx, J. Dietzgen parlait de lui comme du *chef d'une tendance*. Il soulignait que Marx et Engels « possédaient la formation philosophique indispensable ». Et en 1886, longtemps après la parution de l'*Anti-Duhring* d'Engels, une des principa-

les œuvres philosophiques du marxisme, Dietzgen parlait de Marx et d'Engels comme des « fondateurs reconnus » du mouvement.

Il faut avoir ces faits présents à l'esprit pour juger tous les adeptes de la philosophie bourgeoise, c'est-à-dire de l'idéalisme et de l'agnosticisme (y compris du « machisme »), qui tentent de se raccrocher précisément à cette « *certaine confusion* » qu'on trouve chez J. Dietzgen. Dietzgen lui-même se serait moqué de tels admirateurs et les aurait repoussés.

Pour devenir conscients, les ouvriers doivent lire J. Dietzgen, mais *sans oublier* un seul instant que son exposé de la doctrine de Marx et d'Engels *n'est pas toujours fidèle*, et que c'est chez eux seulement que l'on peut *apprendre* la philosophie.

J. Dietzgen écrivait à une époque où le matérialisme le plus répandu était un *matérialisme* simplifié et vulgarisé. C'est pourquoi il a surtout insisté sur les changements historiques du matérialisme, sur son caractère *dialectique*, c'est-à-dire sur la nécessité de se placer au point de vue du développement, de comprendre la relativité de chaque connaissance humaine, de comprendre les liaisons multiples et l'interdépendance de tous les phénomènes de l'univers, d'étendre l'optique matérialiste du domaine de l'histoire naturelle à celui de l'histoire humaine.

En mettant l'accent sur la relativité de la connaissance humaine, J. Dietzgen tombe souvent dans la confusion et fait des concessions mal venues à l'idéalisme et à l'agnosticisme.

L'idéalisme en philosophie constitue une apologie plus ou moins ingénieuse du cléricalisme, doctrine qui met la foi au-dessus de la science ou à côté de la science ou qui, en général, fait une place à la foi. L'agnosticisme (un terme dérivé du grec : « a », *privatif*, et « gnôsis », *connaissance*) est un flottement entre le matérialisme et l'idéalisme, c'est-à-dire, dans la pratique, entre la science matérialiste et le cléricalisme. Parmi les agnostiques figurent les adeptes de Kant (les kantiens), de Hume (les positivistes, les réalistes, etc.) et les « machistes » contemporains. C'est pourquoi certains des philosophes les plus réactionnaires de la bourgeoisie, obscurantistes notoires et défen-

seurs déclarés du cléricalisme, ont tenté d'« utiliser » les erreurs de J. Dietzgen.

Mais, tout bien pesé, J. Dietzgen est un matérialiste. C'est un ennemi du cléricalisme et de l'agnosticisme. « Nous avons en commun avec les matérialistes qui nous ont précédés, écrivait J. Dietzgen, uniquement le fait que nous reconnaissons la matière pour la prémisse ou la base première de l'idée. » Cet « uniquement », c'est cela le *fond* du matérialisme philosophique.

« La théorie matérialiste de la connaissance, écrivait J. Dietzgen, revient à reconnaître que l'organe humain de la connaissance ne rayonne aucune lumière métaphysique, mais qu'il est un morceau de la nature qui reflète les autres morceaux de la nature. » C'est bien là la théorie matérialiste du *reflet* de la matière éternellement mouvante et changeante dans la connaissance de l'homme, théorie qui provoque la haine et la terreur, les calomnies et les falsifications de toute la philosophie officielle et professorale. Et avec quelle profonde passion d'authentique révolutionnaire J. Dietzgen fustigeait et flétrissait les « laquais diplômés du cléricalisme », les professeurs idéalistes, réalistes, etc. ! « Entre tous les partis, écrivait avec raison J. Dietzgen à propos des « partis » philosophiques, c'est-à-dire du matérialisme et de l'idéalisme, le plus infâme est le parti du milieu. »

A ce « parti infâme » se rattachent la rédaction du *Loutch* et M. Semkovski (*Loutch* n° 92). La rédaction a émis une « petite réserve » : « Nous ne partageons pas, voyez-vous, le point de vue philosophique général », mais l'exposé des idées de Dietzgen est « correct et clair ».

C'est une contrevérité flagrante. M. Semkovski a sans vergogne falsifié et mutilé J. Dietzgen ; il en a extrait *précisément la « confusion »* et il a passé sous silence *le jugement de Marx sur Dietzgen*. Or, aussi bien Plékhanov, le socialiste qui connaît le mieux la philosophie du marxisme, que les meilleurs marxistes d'Europe, *ont pleinement souscrit à ce jugement*.

M. Semkovski dénature à la fois le matérialisme philosophique et Dietzgen ; il profère des absurdités aussi bien sur la question de l'« existence d'un ou de deux mondes » (c'est selon lui une « question fondamentale » ! Instruisez-

vous, mon cher, lisez au moins le *Ludwig Feuerbach* d'Engels), que sur la question du monde et des phénomènes (selon lui, Dietzgen réduisait le monde réel aux seuls phénomènes ; c'est une calomnie cléricale et professorale contre J. Dietzgen).

Mais il est impossible d'énumérer toutes les falsifications de M. Semkovski. Que les ouvriers qui s'intéressent au marxisme sachent que la rédaction du *Loutch* est une *association de liquidateurs* du marxisme. Les uns cherchent à liquider la clandestinité, c'est-à-dire le parti du prolétariat (Maïevski, Sédov, F. D., etc.), d'autres l'idée de l'hégémonie du prolétariat (Potressov, Koltsov, etc.), d'autres encore le matérialisme philosophique de Marx (M. Semkovski et Cie), d'autres l'internationalisme du socialisme prolétarien (les bundistes Kossovski, Médem, etc., partisans de l'« autonomie nationale culturelle »), d'autres la théorie économique de Marx (M. Maslov avec sa théorie de la rente et sa sociologie « nouvelle »), et ainsi de suite.

La falsification révoltante du marxisme par M. Semkovski et par la rédaction qui le couvre n'est qu'un des échantillons les plus voyants de l'« activité » de cette littéraire « association de liquidateurs ».

La « Pravda » n° 102, 5 mai 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du journal

LA BOURGEOISIE ET LA PAIX

La conférence des parlementaires français et allemands qui s'est tenue à Berne dimanche dernier, 11 mai (28 avril de l'ancien calendrier), nous rappelle une fois de plus ce qu'est l'attitude de la bourgeoisie européenne vis-à-vis de la guerre et de la paix.

L'initiative de la convocation de la conférence est venue des représentants alsaciens-lorrains et suisses. Les députés socialistes de France et d'Allemagne se sont présentés au grand complet. Parmi les députés bourgeois, on a pu voir d'assez nombreux radicaux et « radicaux-socialistes » français (démocrates petits-bourgeois, en réalité complètement étrangers, et pour la plupart même hostiles au socialisme). D'Allemagne, les députés bourgeois sont venus en nombre insignifiant. Les nationaux-libéraux (quelque chose d'intermédiaire entre les cadets et les octobristes, dans le genre de nos « progressistes ») se sont contentés d'envoyer un message. *Deux* membres du parti du « centre » (parti catholique petit-bourgeois d'Allemagne, qui aime jouer à la démocratie) avaient promis leur participation... mais... ont préféré s'abstenir !

Parmi les socialistes en vue, Greilich, vétéran de la social-démocratie suisse, et August Bebel ont prononcé des discours à la conférence.

Une résolution a été adoptée à l'unanimité ; elle condamne le chauvinisme et déclare que les deux peuples, français et allemand, veulent la paix dans leur écrasante majorité et exigent que les conflits internationaux soient réglés par des tribunaux d'arbitrage.

Il est absolument certain que la conférence a été une imposante manifestation en faveur de la paix. Mais ce serait une erreur considérable de faire confiance aux nobles discours du petit nombre de députés bourgeois qui ont assisté à la conférence et ont voté la résolution. S'ils voulaient sérieusement la paix, ces députés bourgeois auraient dû *condamner* franchement l'augmentation des effectifs en Allemagne (l'armée allemande doit être accrue de 140 000 hommes ; cette nouvelle proposition du gouvernement sera sans nul doute adoptée par les partis bourgeois d'Allemagne en dépit de la protestation énergique des socialistes) et de même condamner la proposition gouvernementale française de porter le service militaire à trois ans.

Cela, messieurs les députés bourgeois n'ont pas osé le faire. Encore moins étaient-ils capables de réclamer résolument la formation d'une milice populaire, c'est-à-dire le remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple tout entier. Cette mesure, qui ne sort pas du cadre de la société bourgeoise, est la seule capable de démocratiser l'armée et de faire avancer tant soit peu *sérieusement*, fût-ce d'un seul pas, la question de la paix.

Non, la bourgeoisie européenne s'accroche fiévreusement à la clique militaire et à la réaction, par peur du mouvement ouvrier. Le nombre insignifiant des démocrates petits-bourgeois est incapable de vouloir fermement la paix, et encore moins capable de l'assurer. Le pouvoir est entre les mains des banques, des cartels et du grand capital en général. L'unique garantie de paix réside dans le mouvement organisé et conscient de la classe ouvrière.

La « Pravda » n° 103, 7 mai 1913 *Conforme au texte du journal*

L'ÉVEIL DE L'ASIE

Y a-t-il longtemps que la Chine passait pour le modèle des pays figés depuis des siècles dans une stagnation totale ? Aujourd'hui, pourtant, la vie politique bouillonne dans ce pays, l'activité sociale et l'élan vers la démocratie y sont à leur faîte. A la suite du mouvement russe de 1905, la révolution démocratique s'est étendue à toute l'Asie : Turquie, Perse, Chine. Dans l'Inde anglaise, l'effervescence grandit.

Il est intéressant de noter que le mouvement révolutionnaire démocratique a maintenant gagné les Indes hollandaises, l'île de Java et les autres colonies de la Hollande, dont la population atteint le chiffre de 40 millions d'habitants.

Ce mouvement démocratique est animé en premier lieu par les masses populaires de Java, au sein desquelles le courant nationaliste a pris naissance sous le drapeau de l'Islam. Ensuite, le capitalisme a créé une intelligentsia locale, formée d'Européens acclimatés, partisans de l'indépendance des Indes hollandaises. Enfin, la population chinoise, assez nombreuse à Java et dans les autres îles, y a porté le mouvement révolutionnaire.

Le marxiste hollandais van Ravesteyn, qui décrit cet éveil des Indes hollandaises, indique que le despotisme et l'arbitraire traditionnels du gouvernement hollandais trouvent maintenant en face d'eux une résistance et une protestation résolues parmi les masses de la population autochtone.

Les phénomènes habituels de la période pré-révolutionnaire commencent à se produire : syndicats et partis surgissent avec une étonnante rapidité. Le gouvernement les interdit, mais cela ne fait qu'augmenter la colère et provoquer un nouvel essor du mouvement. Ainsi, le gouvernement hollandais a récemment dissous le « Parti indien », parce que dans ses statuts et son programme il était question d'aspiration à l'*indépendance*. Les « Derjimordas » [42] hollandais (approuvés, soit dit en passant, par les cléricaux et les libéraux réunis : voilà le pourrissement du libéralisme européen !) avaient vu en lui l'aspiration criminelle à se séparer de la Hollande! Bien entendu, le parti dissous a ressuscité sous un autre nom.

Une union nationale des autochtones est née à Java ; elle groupe déjà 80 000 membres et organise des meetings de masse. L'essor du mouvement démocratique est irrésistible.

Le capitalisme mondial et le mouvement russe de 1905 ont définitivement réveillé l'Asie. Des centaines de millions d'opprimés longtemps maintenus dans l'hébétude sortent de la stagnation médiévale et s'ouvrent à une vie nouvelle et à la lutte pour les droits élémentaires de l'homme, pour la démocratie.

Les ouvriers des pays avancés suivent avec intérêt et enthousiasme cette puissante montée du mouvement mondial de libération, qui se lève dans tous les continents et prend les formes les plus diverses. La bourgeoisie d'Europe, effrayée par la force du mouvement ouvrier, s'est jetée dans les bras de la réaction, du militarisme, du cléricalisme et de l'obscurantisme. Mais la relève de cette bourgeoisie qui est un véritable cadavre vivant est assurée par le prolétariat des pays européens et par la jeune démocratie des pays d'Asie, sûre de ses forces et faisant confiance aux masses.

L'éveil de l'Asie et le début de la lutte pour le pouvoir engagée par le prolétariat d'avant-garde d'Europe marquent l'ère nouvelle de l'histoire universelle qui a commencé avec le XXe siècle.

La « Pravda » n° 103, 7 mai 1913.
Signé : F.

Conforme au texte du journal

LES SÉPARATISTES EN RUSSIE ET LES SÉPARATISTES EN AUTRICHE

Parmi les différents représentants du marxisme en Russie, les marxistes juifs, ou plus exactement une partie d'entre eux, ceux qu'on appelle les bundistes, suivent une politique de *séparatisme*. L'histoire du mouvement ouvrier nous apprend qu'en 1903 les bundistes *ont quitté le Parti*, lorsque la majorité du parti de la classe ouvrière eut rejeté leur prétention à être reconnus comme les « uniques » représentants du prolétariat juif.

Cet abandon du Parti fut une manifestation de séparatisme profondément nuisible au mouvement ouvrier. En fait, partout des ouvriers juifs ont adhéré et continuent d'adhérer au Parti sans passer par le Bund. A côté des organisations *distinctes* (isolées, séparatistes) des bundistes, il y a *toujours* eu des organisations groupant *l'ensemble* des ouvriers, qu'ils soient juifs, russes, polonais, lituaniens, lettons, etc.

L'histoire du marxisme en Russie nous apprend encore qu'en 1906, lorsque le Bund rejoignit à nouveau le Parti, celui-ci posa comme condition la fin du séparatisme, c'est-à-dire l'union à la base entre les ouvriers marxistes de *toutes* les nationalités *sans* exception. Cette condition *ne fut pas* respectée par les bundistes, malgré la confirmation qui en fut faite *tout spécialement* par une décision du Parti en décembre 1908 [43].

Telle est, brièvement, l'histoire du séparatisme bundiste en Russie. Malheureusement, les ouvriers connaissent

mal cette histoire et n'y réfléchissent guère. Dans la pratique, elle est surtout familière aux marxistes de Pologne, de Lituanie (particulièrement à Vilno en 1907), de Lettonie (à la même époque à Riga), de la Russie du Sud et de la Russie de l'Ouest. On sait, entre autres, que les marxistes du Caucase, y compris *tous* les mencheviks caucasiens, ont pratiqué chez eux à la base, jusqu'à ces tout derniers temps, *l'unité* et même la fusion des ouvriers de toutes les nationalités et qu'ils réprouvent le séparatisme des bundistes.

Notons également que le bundiste en vue Médem a avoué, dans son livre bien connu *Les formes du mouvement national* (St.-P. 1910), que les bundistes n'ont jamais appliqué l'unité à la base, c'est-à-dire qu'ils ont toujours été des séparatistes.

Au sein du mouvement ouvrier international, la question du séparatisme s'est posée avec une acuité particulière en 1910, au congrès de Copenhague [44]. Ceux qui agissaient en séparatistes étaient les *Tchèques* d'Autriche : ils avaient rompu l'unité qui existait auparavant entre les ouvriers tchèques et allemands. Le congrès international de Copenhague condamna le séparatisme à *l'unanimité*, mais les Tchèques, malheureusement, sont demeurés séparatistes jusqu'à ce jour.

Se sentant isolés dans l'Internationale prolétarienne, les séparatistes tchèques ont longtemps cherché des alliés, mais en vain. C'est maintenant seulement qu'ils les ont trouvés *en la personne des bundistes et des liquidateurs.* Le journal édité en allemand par les séparatistes, *Le Social-démocrate tchéco-slave*, a publié dans son n° 3 (Prague, 15 avril 1913) un article intitulé « Un tournant vers l'amélioration ». Ce « tournant » vers une prétendue « amélioration » (mais en fait vers le séparatisme), les séparatistes tchèques l'ont aperçu... où croiriez-vous, lecteur ?... dans *Nacha Zaria* [45] des liquidateurs, dans un article du *bundiste* V. Kossovski !

Enfin, les séparatistes tchèques ne sont plus seuls dans l'Internationale prolétarienne ! On comprend qu'ils soient heureux de se raccrocher même aux liquidateurs, même aux bundistes. Mais tous les ouvriers conscients de Russie doivent réfléchir attentivement à un fait : les séparatistes

tchèques, condamnés par l'unanimité de l'Internationale, se retiennent aux basques des liquidateurs et des bundistes.

Seule une unité complète (en tout lieu et de la base jusqu'au sommet) des ouvriers de toutes les nations, comme celle qui a été réalisée si longtemps et avec un tel succès dans le Caucase, correspond vraiment aux intérêts et aux objectifs du mouvement ouvrier.

La « Pravda » n° 104, 8 mai 1913 — *Conforme au texte du journal*

TOUJOURS À PROPOS DES TRANSFERTS DE PAYSANS

Dans le n° 916 (300) de la *Pravda* *, j'ai cité les chiffres principaux concernant les transferts de paysans en Russie. Ces chiffres s'arrêtaient à l'année 1911, incomplète d'ailleurs (11 mois). M. Kaufman nous livre aujourd'hui dans la *Retch* les chiffres pour la totalité de 1911 et pour 1912, qu'il prend dans les comptes officiels récemment publiés.

Il en ressort que le nombre des paysans transférés a augmenté, mais dans des proportions infimes : de 190 000 (1911) à 196 500 (1912). Le nombre des délégués paysans porteurs de requêtes a, lui, fortement augmenté : de 36 000 (1911) à 58 000 (1912).

L'explication de ce phénomène nous révèle encore plus en profondeur la faillite de la nouvelle politique agraire. Jusqu'à présent, une proportion comprise entre les 3/4 et les 4/5 des paysans déplacés provenait des provinces de la Petite-Russie et des provinces centrales à tchernoziom. Il s'agit du centre de la Russie où les vestiges du servage sont les plus vivaces, où les salaires sont les plus bas et où les masses paysannes ont une existence particulièrement pénible.

Les masses ruinées, appauvries et affamées de ces régions centrales — de ce « cœur » — de la Russie se sont lancées dans les transferts (1907-1909) et, pour finir, elles ont

---

* Voir le présent tome, pp. 58-59. (*N.R.*).

fourni une proportion de 60% de retours, c'est-à-dire qu'elles sont davantage encore ruinées et aigries.

A présent, une vague de départs a pris naissance dans une autre région, celle de la Volga, qui jusqu'ici n'a donné que très peu d'émigrés.

Que s'est-il passé ?

La « mauvaise récolte », la famine de 1911 ! !... La disette s'est abattue sur une nouvelle région de Russie. Nouvel exode des affamés vers la Sibérie. Nous savons déjà que la Sibérie, après avoir ruiné et aigri encore davantage les paysans du centre de la Russie, en fera autant pour ceux de la Volga.

En d'autres termes, les transferts vers la Sibérie ont montré par la pratique, d'abord aux paysans du centre et maintenant à ceux de la Volga, que cette voie de salut est impossible pour eux.

En ruinant une zone de la Russie après l'autre et les paysans d'une région après ceux de l'autre, la « nouvelle » politique agraire montre peu à peu à tous les paysans que la voie réelle du salut est ailleurs.

La « Pravda » n° 105, 9 mai 1913.
Signé : V.I

Conforme au texte du journal

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA QUESTION NATIONALE

La Russie est un pays mêlé sous le rapport national. La politique gouvernementale, qui est celle des grands propriétaires fonciers soutenus par la bourgeoisie, est tout entière imprégnée par un nationalisme cent-noir.

Cette politique est pointée contre la *majorité* des peuples de la Russie, qui constituent la *majorité* de sa population. En même temps, le nationalisme bourgeois des autres nations (polonaise, juive, ukrainienne, géorgienne, etc.) relève la tête et s'efforce, au moyen de la lutte nationale ou de la lutte pour une culture nationale, de *détourner* la classe ouvrière de ses grands objectifs mondiaux.

La question nationale exige d'être posée et résolue clairement par tous les ouvriers conscients.

Lorsque la bourgeoisie luttait pour la liberté avec le peuple, avec les travailleurs, elle prenait la défense de la liberté complète et de l'égalité en droits complète des nations. Des pays d'avant-garde comme la Suisse, la Belgique, la Norvège, etc., nous montrent en exemple comment des nations libres, vivant sous un régime démocratique réel, vivent ensemble en bonne intelligence ou se séparent pacifiquement.

Aujourd'hui, la bourgeoisie craint les ouvriers ; elle recherche l'alliance des Pourichkévitch et de la réaction ; elle trahit la démocratie, prend la défense de l'oppression

ou de l'inégalité des nations et cherche à corrompre les ouvriers par des mots d'ordre *nationalistes*.

Seul, de nos jours, le prolétariat défend la liberté véritable des nations et l'unité des ouvriers de toutes les nations.

Pour que des nations différentes puissent, dans la liberté et la paix, vivre unies ou bien se séparer (lorsque cela les arrange davantage) en formant des Etats distincts, il faut la démocratie complète dont la classe ouvrière se fait le champion. Pas le moindre privilège pour aucune nation, pour aucune langue. Pas la moindre vexation, pas la moindre injustice à l'égard d'une minorité nationale. Tels sont les principes de la démocratie ouvrière.

Les capitalistes et les grands propriétaires veulent à tout prix diviser les ouvriers des différentes nations ; mais pour leur part, les grands de ce monde vivent en parfaite intelligence, comme les actionnaires d'« affaires » qui « rapportent » des millions (du genre des mines d'or de la Léna) : qu'ils soient orthodoxes ou juifs, Russes ou Allemands, Polonais ou Ukrainiens, tous ceux qui possèdent un *capital* exploitent à qui mieux mieux les ouvriers de toutes les nations.

Les ouvriers conscients sont pour l'*unité complète* des ouvriers de toutes les nations au sein de toutes les organisations ouvrières, qu'elles soient éducatives, syndicales, politiques, etc. Laissons à messieurs les cadets le déshonneur de nier ou d'amoindrir l'égalité en droits des Ukrainiens. Laissons à la bourgeoisie de toutes les nations le passe-temps des phrases mensongères sur la culture nationale, sur les problèmes nationaux, etc.

Les ouvriers ne permettront pas qu'on les divise à l'aide de quelque discours doucereux que ce soit sur la culture nationale ou l'« autonomie culturelle nationale ». Les ouvriers de toutes les nations s'unissent pour défendre ensemble, au sein de leurs organisations communes, la liberté complète et l'égalité en droits complète, gage de la culture véritable.

Les ouvriers créent dans le monde entier leur culture à eux, une culture internationale, à la préparation de laquelle ont œuvré de longue date les champions de la liberté et les ennemis de l'oppression. Au monde ancien, monde de

l'oppression nationale, des querelles nationales ou du particularisme national, les ouvriers opposent le monde nouveau de l'unité des travailleurs de toutes les nations, dans lequel pas un seul privilège, pas la moindre oppression de l'homme par l'homme ne peuvent avoir place.

La « Pravda » n° 106, 10 mai 1913 *Conforme au texte du journal*

LE CONGRÈS DU « PARTI SOCIALISTE BRITANNIQUE »

Le « Parti socialiste britannique » a été fondé à Manchester en 1911. Il a uni l'ancien « Parti socialiste », qui s'appelait autrefois « Fédération social-démocrate », à plusieurs groupes isolés et à des personnalités, dont Victor Grayson, un socialiste très fougueux mais de peu de principes et légèrement phraseur.

Le Deuxième congrès du Parti socialiste britannique s'est tenu du 10 au 12 mai (nouveau calendrier) dans la petite ville côtière de Blackpool. Cent délégués en tout étaient présents, soit moins du tiers de leur nombre total, et ce fait, joint à la lutte acharnée de la majorité des délégués contre l'ancienne direction du parti, a produit une impression pénible sur les observateurs impartiaux. Quant à la presse bourgeoise d'Angleterre (exactement comme le fait la presse bourgeoise de Russie), elle cherche à saisir au vol les épisodes de la lutte particulièrement aiguë qui oppose le parti et sa direction pour les peindre de couleurs criardes et mener grand tapage à leur propos.

La presse bourgeoise n'a cure du contenu *idéologique* de la lutte interne au sein du socialisme. Il lui faut seulement du sensationnel et un bon petit scandale avec beaucoup de piquant...

Or, le contenu idéologique de la lutte au sein du B.S.P. (Parti socialiste britannique) était très sérieux. A la tête de l'ancienne direction se trouvait Hyndman, l'un des fondateurs du parti. Depuis plusieurs années déjà, il agissait sans tenir compte du parti, et même à l'encontre du par-

ti, à propos de la question capitale des armements et de la guerre. Hyndman s'était mis en tête que l'Angleterre était menacée d'être écrasée et asservie par l'Allemagne et que, pour cette raison, les socialistes devaient soutenir l'exigence d'une flotte « appropriée » (c'est-à-dire puissante) pour la défense de l'Angleterre !

Des socialistes dans le rôle de défenseurs d'une flotte « puissante » : voilà ce qu'on peut voir dans un pays dont la flotte aide à asservir et à piller de la façon la plus éhontée, la plus féodale, *trois cent millions* d'habitants en Inde et des dizaines de millions en Egypte et dans les autres colonies.

On comprend que cette lubie de Hyndman ait plu à la bourgeoisie anglaise (aux conservateurs et aux libéraux). On comprend aussi que les social-démocrates anglais — soit dit à leur honneur — ne se soient pas résignés à ce scandale honteux, mais qu'ils l'aient combattu avec ardeur.

La lutte fut longue et opiniâtre ; il y eut des tentatives de compromis, mais Hyndman se montra incorrigible. Et il faut considérer comme un grand point à l'actif du socialisme anglais le fait que Hyndman a été obligé de quitter la direction au congrès dont nous parlons ; cette direction, d'ailleurs, a été remaniée aux 3/4 (deux membres seulement sur huit ont été réélus : Quelch et Irving).

Le congrès a adopté une résolution qui vise l'ancienne direction. Cette résolution proclame :

« Le congrès félicite les camarades français et allemands pour leur lutte énergique contre l'intensification des armements dans leurs pays, et fait obligation au Parti socialiste britannique, en tant que partie intégrante du parti socialiste international, tenue de se soumettre aux résolutions sur la guerre adoptées à Stuttgart puis à Bâle en 1912 — lui fait obligation d'appliquer exactement la même politique en Grande-Bretagne, en combattant de toutes ses forces l'augmentation des armements et en œuvrant pour la diminution des dépenses pour l'armement, qui sont aujourd'hui monstrueusement élevées. »

Voilà une résolution brutale. Mais il faut savoir dire la vérité, si brutale qu'elle soit. Les social-démocrates anglais auraient perdu le droit de lutter contre les opportunistes du Parti ouvrier dit « indépendant » (indépendant du socialisme, mais dépendant des libéraux), s'ils ne s'étaient élevés brutalement contre les erreurs nationalistes de leur direction.

Qu'importent la colère et les pitreries de la presse bourgeoise à propos de la lutte interne parmi les social-démocrates ? Ceux-ci ne se prennent pas pour des saints ; ils savent que le prolétariat se laisse souvent contaminer par telle ou telle sale maladie de la bourgeoisie environnante : c'est inévitable dans cette sale et répugnante société capitaliste. Mais les social-démocrates savent soigner leur parti par une critique sans détours et sans peur. Et on peut être sûr qu'ils le guériront aussi en Angleterre.

La « Pravda » n° 109, 14 mai 1913.
Signé : V.

Conforme au texte du journal

LA PAYSANNERIE SE RÉTABLIT-ELLE OU S'APPAUVRIT-ELLE ?

Sous ce titre, un certain plumitif officiel, M. I. P-v, a fait paraître un articulet dans l'officielle *Torgovo-Promychlennaïa Gazéta* [46] (n° 100) ; il y démontre, cela va de soi, que la paysannerie se rétablit et que « sans nul doute... elle accomplit des progrès constants d'année en année ».

Il est extrêmement instructif de voir que les chiffres cités par l'auteur attestent *tout juste le contraire* ! Quelle preuve caractéristique du mensonge éhonté des écrivains officiels et des journaux officiels !

Quels sont donc les chiffres de l'auteur ? Notons tout d'abord qu'il n'indique pas ses sources avec précision. C'est pourquoi nous ne devons pas croire un seul instant que l'écrivailleur officiel cite une source inconnue de première main et qu'il la cite correctement.

Cependant, admettons un instant qu'il cite correctement.

« Certains zemstvos », écrit-il, « par exemple celui de Moscou, ont recours à une enquête pour déterminer si la paysannerie s'appauvrit ou se rétablit. Les correspondants locaux du zemstvo fournissent des réponses globales qui sont ensuite totalisées.

Le résultat de ces études, portant sur de longues années (6 ans), écrit M. I. P-v, a été pour la zone centrale un ensemble de chiffres assez intéressants, savoir : sur 100 réponses de toute sorte, on a relevé »

Réponses indiquant que la prospérité économique des paysans :

Années:	Augmente	Diminue	Reste stationnaire	Total des réponses
1907	15	44	41	100
1908	8	53	39	100
1909	8	64	28	100
1910	21	34	45	100
1911	32	16	52	100
1912	38	15	47	100

Et le collaborateur du journal officiel de conclure : « les trois dernières années... ont marqué une élévation continue du niveau économique de la paysannerie, ainsi qu'une réduction correspondante du pourcentage sous les rubriques « diminue » et « reste stationnaire ».

Regardez les chiffres attentivement. Vous verrez pour les trois premières années une *diminution* évidente et colossale ; pour les trois dernières, une *augmentation*, mais beaucoup moins forte que la diminution des trois premières années ! !

M. I. P-v reconnaît lui-même que ces variations « coïncident avec les variations des récoltes ».

Pourquoi donc se limite-t-il, pour sa conclusion *générale*, aux trois années de bonnes récoltes, et pourquoi *oublie-t-il* les trois années de mauvaises récoltes ? Comment appellerions-nous un marchand qui, faisant le bilan de son affaire, indiquerait ses profits mais *dissimulerait ses pertes* ? Nous le qualifierions d'escroc, n'est-il pas vrai, M. le collaborateur officiel du journal officiel ?

Effectuons cette opération toute simple mais obligatoire pour tout le monde, les escrocs exceptés, qui consiste à totaliser non seulement les profits mais aussi les pertes, non seulement les éléments favorables mais aussi les défavorables, non seulement les bonnes récoltes mais aussi les mauvaises. Pour cela, il faut additionner les chiffres des 6 années et diviser la somme par 6 (voilà qui est diantrement savant, M. le publiciste officiel, hein ?). Nous obtiendrons ainsi les chiffres *moyens* pour les six années de la contre-révolution.

Voici ces chiffres. Sur 100 réponses, il y a eu :

Réponses favorables (les paysans « se rétablissent ») : 20 ; réponses défavorables (les paysans « s'appauvrissent ») : 38 ; réponses moyennes (« restent stationnaires ») : 42.

Tel est le bilan. Que signifie-t-il ?

Que *la paysannerie s'appauvrit et se ruine.* Pour les 6 années de la contre-révolution, le nombre des réponses *défavorables* s'élève, en moyenne, *à près du double* du nombre des réponses favorables !

On peut formuler cette conclusion d'une manière concrète, en l'appliquant à l'ensemble de la Russie et en prenant 20 millions de familles paysannes, comme suit :

En six ans, 4 millions de familles paysannes ont vu leur sort s'améliorer, 7 600 000 familles se sont appauvries et 8 400 000 sont restées à leur niveau antérieur (c'est-à-dire misérable) !

Et cela dans une période de prix élevés, alors que les grands propriétaires et la bourgeoisie ramassent l'or à la pelle.

Les paysans, selon toute vraisemblance, couvriront de remerciements et de bénédictions la Douma et le gouvernement des grands propriétaires fonciers.

La « Pravda » n° 111, 16 mai 1913.
Signé : F.

Conforme au texte du journal

L'EUROPE ARRIÉRÉE ET L'ASIE AVANCÉE

Ces mots juxtaposés semblent un paradoxe. Qui ignore que l'Europe est avancée et que l'Asie est arriérée ? Pourtant, les mots qui forment le titre de cet article renferment une amère vérité.

L'Europe civilisée et avancée, avec sa technique brillamment développée, avec sa culture riche et variée et sa Constitution, est arrivée à un moment historique où la bourgeoisie qui commande, soutient, par crainte du prolétariat grandissant en nombre et en force, tout ce qui est arriéré, agonisant, moyenâgeux. La bourgeoisie en voie de disparition s'allie à toutes les forces périmées ou périclitantes pour maintenir l'esclavage salarié ébranlé.

Dans l'Europe avancée commande la bourgeoisie qui soutient tout ce qui est arriéré. De nos jours, l'Europe est avancée, non pas *grâce* à la bourgeoisie, mais *malgré* elle ; car seul le prolétariat voit augmenter les millions de combattants qui forment son armée en lutte pour un avenir meilleur ; lui seul garde et répand une haine implacable pour tout ce qui est arriéré, pour la sauvagerie, les privilèges, l'esclavage et l'humiliation de l'homme par l'homme.

Dans l'Europe « avancée », *seul* le prolétariat est une classe *avancée*. Tandis que la bourgeoisie encore en vie est prête à tous les actes de sauvagerie, de férocité et à tous les crimes pour sauvegarder l'esclavage capitaliste en perdition.

On ne saurait guère fournir d'exemple plus frappant de cette putréfaction de *toute* la bourgeoisie européenne que celui de son soutien de la *réaction* en Asie, pour les buts égoïstes des brasseurs d'affaires de la finance et des escrocs capitalistes.

En Asie croît, s'étend et se fortifie partout un puissant mouvement démocratique. La bourgeoisie y est *encore* avec le peuple contre la réaction. Des *centaines* de millions d'hommes s'éveillent à la vie, à la lumière, à la liberté. Quel enthousiasme ce mouvement universel provoque dans le cœur de tous les ouvriers conscients, qui savent que le chemin du collectivisme passe par la démocratie ! De quelle sympathie pour la jeune Asie sont pénétrés tous les démocrates honnêtes !

Et l'Europe « avancée » ? Elle pille la Chine et aide les ennemis de la démocratie, les ennemis de la liberté en Chine !

Voici un petit calcul simple, mais édifiant. Le nouvel emprunt de Chine a été contracté *contre* la démocratie chinoise : L'« Europe » est *pour* Yuan Chi-kaï qui prépare la dictature militaire. Et pourquoi le soutient-elle ? Parce qu'elle fait une bonne affaire. L'emprunt a été contracté pour une somme d'environ 250 millions de roubles, au cours de 84 pour 100. Cela veut dire que les bourgeois d'« Europe » *payent* aux Chinois 210 millions de roubles, tandis qu'ils font payer au public 225 millions. Voilà d'un seul coup, en quelques semaines, un bénéfice net de *15 millions de roubles* ! N'est-ce pas, en effet, un bénéfice « *net* » ?

Et si le peuple chinois ne reconnaît pas l'emprunt ? La Chine n'est-elle pas une République, et la majorité du parlement n'est-elle pas *contre* l'emprunt ?

Oh, alors, l'Europe « *avancée* » poussera des cris, invoquera la « civilisation », l'« ordre », la « culture », la « patrie » ! Alors elle fera donner du *canon* et écrasera la République de l'Asie « arriérée », en alliance avec Yuan Chi-Kaï, l'aventurier, le traître et l'ami de la réaction !

Toute l'Europe qui commande, toute la bourgeoisie européenne *fait alliance* avec toutes les forces de la réaction et du Moyen Age, en Chine.

En revanche, toute la jeune Asie, c'est-à-dire des cen-

taines de millions de travailleurs d'Asie, ont un allié sûr dans le prolétariat de tous les pays civilisés. Nulle force au monde ne pourra empêcher sa victoire, qui affranchira les peuples d'Europe comme ceux d'Asie.

La « Pravda » n° 113, 18 mai 1913

Conforme au texte du journal

UNE MAUVAISE ACTION!

(DE NOUVEAU À L'ATTENTION
DES LECTEURS DU *LOUTCH* ET DE LA *PRAVDA*)

Dans le n° 102 de la *Pravda* *, j'ai attiré l'attention des camarades lecteurs sur une chronique parue dans les nos 93 et 94 du *Loutch*.

Je comparais cette chronique aux articles « Questions litigieuses », que la *Pravda* publiait *au même moment* **, et je disais : dans ces articles, la *Pravda* livre au lecteur des faits et des documents pour lui permettre de résoudre les questions litigieuses de l'organisation et de la tactique, tandis que la chronique du *Loutch* lui offre des commérages et des attaques personnelles qui, loin d'aider les ouvriers à s'orienter dans le débat, ne feront que leur obstruer le cerveau.

Je disais que cette chronique employait, pour parler des militants de 1905, le même langage que les organes des grands propriétaires apeurés et des libéraux aigris contre les ouvriers.

Le *Loutch* a désigné pour me pourfendre l'ouvrier Guerman. L'ouvrier Guerman est un homme plein d'énergie ; il n'a pas la langue dans sa poche. Aussi m'éreinte-t-il avec la plus grande vigueur. Selon lui, je « veux induire en erreur les camarades lecteurs », je profère « des contre-vérités notoires » et rien de ce que je dis n'a existé dans la réalité. Après m'avoir ainsi imputé toute une série de cri-

* Voir le présent tome, pp. 69-71. (*N.R.*)
** Ibid., pp. 149-158. (*N.R.*)

mes, l'ouvrier Guerman énumère les titres d'un certain nombre d'articles du *Loutch*, et termine le sien là-dessus.

Fort bien ! Mais que devient dans tout cela la chronique du *Loutch* dont j'ai effectivement parlé et que j'ai citée ? L'ouvrier Guerman *n'en dit pas un seul mot* tout au long de son article ; il n'essaie même pas de contester la justesse des citations que j'en ai faites, et n'oppose rien au jugement que j'ai porté sur cette chronique, à savoir qu'elle est inadmissible dans la presse ouvrière. Comment est-ce possible ? Alors que vous m'étreintez de la belle manière, cher ami, non seulement vous ne pouvez pas mais encore vous n'essayez même pas de réfuter le moindre petit mot de ce que j'ai dit de la chronique du *Loutch*.

La chronique dont j'ai parlé a-t-elle paru dans les nos 93 et 94 ? Oui. Alors, de quel droit écrivez-vous que « rien de semblable n'a existé dans la réalité » ?

Cette chronique regorge-t-elle de commérages et de ragots, au lieu d'une analyse sereine des divergences ? Vous n'osez pas dire un seul mot pour le nier ! De quel droit me soupçonnez-vous donc de chercher à « induire en erreur les camarades » ?

Compreniez-vous ce que vous écriviez ? Avez-vous réfléchi au fait que, si vous accusez le collaborateur d'un journal ouvrier d'affirmer des « contre-vérités notoires » et de chercher à « induire les lecteurs en erreur », vous devez être prêt à répondre, non pas devant moi, mais devant tous les partisans de la *Pravda*, c'est-à-dire ses lecteurs ouvriers.

Vous avez entrepris de défendre le *Loutch* contre mon accusation, selon laquelle la chronique publiée dans ses nos 93 et 94 n'élucide pas les questions en litige, mais encombre le cerveau des lecteurs avec des commérages et des « questions de personnes ». Et, pour ce faire, vous avez inséré dans les colonnes du *Loutch* une succession d'accusations non fondées et de calomnies évidentes (« le lecteur » — c'est de moi qu'il s'agit — cherche à induire en erreur les camarades lecteurs) ; autrement dit, vous avez fait exactement ce que j'accusais le *Loutch* de faire dans sa chronique du n° 94. *Par votre article vous avez confirmé mon accusation contre le « Loutch »*, au lieu de la réfuter.

Peut-être direz-vous, à présent : tout cela, c'est mon inexpérience qui en est la cause. Fort bien ! Mais la rédac-

tion a tout de même revu votre papier. Pourquoi ne vous a-t-elle pas mis en garde ? Pourquoi ne vous a-t-elle pas indiqué que, m'accusant, vous deviez en premier lieu réfuter mon appréciation des faits dont il était question dans mon article, et non pas taire à nouveau ces faits ? Pourquoi ? La raison évidente est celle-ci : la rédaction savait que tout ce que j'avais dit de la chronique des nos 93 et 94 était la vérité, elle savait qu'il était impossible de me réfuter. Et c'est pourquoi elle vous a lancé contre moi, à seule fin de m'invectiver, renouvelant ainsi le procédé même que je l'accusais d'employer dans mon premier article.

Est-ce un beau rôle que vous avez joué — vous qui signez « ouvrier » — entre les mains de la rédaction du *Loutch* ?

La « Pravda » n° 114,
19 mai 1913.
Signé : Le Lecteur

Conforme au texte du journal

L'ORGANISATION AGRAIRE DES GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS

Les débats budgétaires de la IVe Douma d'Etat ont étalé comme toujours une masse incroyable de fatras. Qu'il s'agisse des efforts de Markov 2 pour faire un croc-en-jambe à Kokovtsov, ou des efforts de Kokovtsov pour « exorciser » à force de phrases le caractère féodal de « notre » politique et de notre budget, ou des efforts des cadets pour faire croire au public confiant que Kokovtsov aurait « reconnu la nécessité de compter » *précisément avec les cadets* à la IVe Douma, tout cela n'est que fatras ennuyeux, rebattu et hypocrite.

Mais, dans cette montagne de fatras, il y a des grains de vérité, que les Markov, les Kokovtsov et les Chingarev se sont efforcés d'enfouir le plus profondément possible, et qu'il vaut la peine de ramener au grand jour.

« Si je me suis arrêté si longuement sur la question de l'organisation agraire », s'est exclamé Kokovtsov le 13 mai, « c'est parce que c'est en elle que réside toute la solution de l'énigme que pose l'avenir de la Russie»...

Ce n'est pas de « toute » la solution, ni de l'« avenir » en général qu'il convient de parler, mais de l'avenir du système du 3 juin [47] qui consacre la toute-puissance de la « bureaucratie » et des grands propriétaires féodaux. *L'ancienne* structure des campagnes ne *nous* permet pas de conserver le pouvoir : ainsi en ont décidé ces grands propriétaires, instruits par une amère expérience. Pour le conserver, il faut que nous opérions à notre manière la transformation

des campagnes anciennes en campagnes bourgeoises. Voilà le fondement et la substance de la « question de l'organisation agraire ».

...« Le gouvernement réussira-t-il à réaliser cela ? Apportera-t-elle (l'organisation agraire) tout le profit qu'en escomptent à la fois le gouvernement et les organes législatifs ? C'est ce que l'avenir montrera », poursuit le ministre...

L'avenir dévoilera *tout* et montrera *tout*, cela est sûr. Il montrera les *résultats* des efforts des féodaux et des efforts du prolétariat, qui marche à la tête de la démocratie. Mais les chiffres du « sérieux » M. Kokovtsov (sérieux selon les critères cadets) ne montrent strictement rien. Kokovtsov et la droite de la Douma s'extasient : le nombre des requêtes au titre de l'organisation agraire croît rapidement. Ce nombre a été de 221 000 en 1907, 385 000 en 1908, 711 000 en 1909, 651 000 en 1910, 683 000 en 1911 et 1 183 000 en 1912, soit au total 3 834 000.

Quant aux foyers paysans «organisés », il y en a 1 592 000.

Voilà les « preuves » et les faits par lesquels le ministre entend juger de l'avenir.

Or, il se trouve que, *ce même* 13 mai, le journal *gouvernemental* « *Novoïé Vrémia* » cite les chiffres du recensement rural par foyers effectué dans le district de Samara en 1911. Dans ce district, la proportion des paysans « lotis » a atteint presque 40 %, soit davantage que la moyenne russe. Ce district est donc des plus « favorables » pour le gouvernement.

Or, que voyons-nous ? En comparaison du total des « lotis », les possesseurs de véritables fermes sont *moins de trois sur cent* (2,9%) ; 1/16 seulement (6,5%) ont reçu en partage des *parcelles*, et *plus des neuf dixièmes* (90,6%) possèdent la terre par enclaves ! !

Les neuf dixièmes des « lotis » travaillent, comme par le passé, sur des enclaves. Les conditions d'exploitations ont même *empiré*, car *autrefois* la communauté pouvait « remédier » au moins un peu au système des enclaves par des redistributions fréquentes.

Au total, en 4 ans, *un tiers* de la terre lotie a déjà changé de mains. Nous assistons de plus en plus à un processus de dépossession de la terre et, encore plus rapide, un processus de paupérisation des paysans. De plus en plus, la confusion

des enclaves. De plus en plus, une misère incroyable dans les campagnes. De plus en plus, les disettes. De plus en plus nombreux, les paysans qui ont perdu leur terre et sont devenus de simples prolétaires. De plus en plus nombreux, les « propriétaires-eux-aussi » indigents, qui sont *pieds et poings liés* à leur joug d'autrefois et au système des enclaves par suite de la fameuse organisation agraire des grands propriétaires fonciers.

Il est clair que ce joug ne sera pas levé par l'organisation agraire des terres *paysannes* réalisée par les *grands propriétaires*. Il ne pourrait être supprimé que par une organisation agraire établie sur de larges bases démocratiques.

La « Pravda » n° 116, 21 mai 1913

Conforme au texte du journal

LES ARMEMENTS ET LE CAPITALISME

L'Angleterre est l'un des pays les plus riches, les plus libres et les plus avancés du monde. Il y a longtemps déjà que la fièvre des armements s'est emparée de la « société » anglaise et du gouvernement anglais, exactement comme en France, en Allemagne, etc.

Or, voici que la presse anglaise, la presse ouvrière surtout livre aujourd'hui des informations fort intéressantes qui font voir l'astucieux « mécanisme » capitaliste des armements. L'armement naval de l'Angleterre est particulièrement considérable. Les chantiers navals de ce pays (Vickers, Armstrong, Brown, etc.) sont mondialement connus. Des centaines et des milliers de millions de roubles sont consacrés par l'Angleterre et d'autres pays à la préparation de la guerre ; il va de soi que tout cela se fait exclusivement dans l'intérêt de la paix, dans l'intérêt de la sauvegarde de la culture, dans l'intérêt de la patrie, de la civilisation, etc.

Mais qui voyons-nous comme actionnaires et comme directeurs des entreprises de constructions navales, des fabriques de poudre, de dynamite, de canons, etc. ? Des amiraux et de très célèbres hommes d'Etat de l'Angleterre, appartenant aux deux partis, conservateur et libéral. La pluie d'or tombe directement dans les poches des politiciens bourgeois ; ceux-ci forment une bande internationale étroitement unie, qui pousse les peuples à la compétition dans le domaine des armements et *tond* ces peuples confiants, stupides, obtus et soumis, comme on tond les moutons !

Les armements sont considérés comme une affaire nationale et patriotique ; il est admis que le secret est rigou-

reusement gardé par tous. Or, les chantiers navals, les fabriques et les usines de canons, de dynamite et de fusils sont des *entreprises internationales*, dans lesquelles les capitalistes des différents pays sont unis pour filouter et plumer le « bon public » des différents pays, puisqu'ils fabriquent des navires ou des canons indifféremment pour l'Angleterre contre l'Italie, pour l'Italie contre l'Angleterre.

L'ingénieux mécanisme capitaliste ! D'un côté, la civilisation, l'ordre, la culture, la paix ; de l'autre, les affairistes et les aigrefins du capital des constructions navales, de la dynamite, etc., faisant main basse sur des centaines de millions de roubles !

L'Angleterre est membre de la Triple Entente, ennemie de la Triple Alliance. L'Italie est membre de la Triple Alliance. La célèbre firme Vickers (Angleterre) a des *filiales* en Italie. Les actionnaires et les directeurs de cette firme excitent (par l'entremise des journaux à gages et des « personnalités » parlementaires à gages, conservateurs ou libéraux, peu importe) l'Angleterre contre l'Italie, et vice versa. Quant aux profits, ils les prélèvent aussi bien sur les ouvriers anglais que sur les ouvriers italiens, ils dépouillent le peuple ici et là.

Ministres et parlementaires conservateurs et libéraux font presque tous partie de ces firmes. Un barbier rase l'autre. Le fils du « grand » ministre libéral Gladstone est directeur de la firme Armstrong. Le contre-amiral Bacon, spécialiste très réputé des questions navales et haut personnage de l'« administration » en Angleterre, passe au service d'une fabrique de pièces d'artillerie à Coventry, avec un traitement de 7 000 livres sterling (plus de 60 000 roubles), quand le premier ministre anglais gagne 5 000 livres (environ 45 000 roubles).

Bien entendu, il en va de même dans tous les pays capitalistes. Les gouvernements sont les commis de la classe des capitalistes. Les commis sont bien payés. Commis et actionnaires ne font qu'un. Et ils tondent de conserve les braves moutons, au doux son des discours sur le « patriotisme »...

La « Pravda » n° 115,
21 mai 1913.
Signé : Fr.

Conforme au texte du journal

IMPUISSANCE ET DÉSARROI

(NOTE)

La désagrégation et la débâcle observées parmi les social-démocrates et les « presque-social-démocrates » d'aujourd'hui ont des causes non seulement externes (les persécutions, etc.) mais aussi *internes*. Fort nombreux sont les anciens « militants en vue » qui ont complètement perdu la boussole, qui n'ont rien compris du tout au nouvel état de choses (la contre-révolution du système du 3 juin) et qui, en proie à une agitation stérile les portant vers la gauche un jour et vers la droite le lendemain, introduisent une irrémédiable confusion dans tout ce qu'ils touchent.

Exemple de ce désarroi, de cette impuissance et de cette confusion : l'article de A. Vlassov dans le n° 109 (195) du *Loutch*.

L'article de A. Vlassov ne contient pas une seule idée, pas un seul mot qui vaille. Tout n'est que confusion et cheminement impuissant à la remorque des liquidateurs, malgré de vains efforts pour s'en différencier. Il est faux que « jadis », le travail de création de notre Parti se soit parfois effectué « sans les ouvriers eux-mêmes », ou que « l'activité de la clandestinité se soit réduite dans sa plus grande partie (! ! ?) à la propagande abstraite (! ?) des idées du socialisme ». L'histoire de l'ancienne *Iskra* (1900-1903), qui édifia le programme et les fondements de la tactique du Parti, réfute entièrement cette affirmation. Il est faux que la tâche du Parti soit désormais « le *travail* au

grand jour (! !), mais organisé en secret ». A. Vlassov n'a absolument pas compris ce qui fait le contenu liquidateur du mot d'ordre de « lutte pour le parti légal », bien que la *Pravda* l'ait expliqué pour la dixième fois, et de la façon la plus populaire, dans son n° 108 (312).

Il est faux que la *Pravda* conseille de « prendre pour modèle l'activité de l'ancienne organisation du Parti ». « Il est indispensable d'esquisser, au moins brièvement, le caractère de l'activité de cette (nouvelle) clandestinité, c'est-à-dire la tactique », dit A. Vlassov avec une comique présomption (« nous autres, praticiens » !). *Dès* le mois de décembre 1908, le Parti a « esquissé » *sa* tactique (qu'il a confirmée et explicitée en 1912 et en 1913 [48]) et son organisation, en indiquant clairement le « *modèle* » des tâches anciennes et des formes *nouvelles* de la préparation. Si A. Vlassov n'a pas encore compris cela, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même : son sort est de ressasser des bribes de l'idéologie liquidatrice, alors que le débat avec celle-ci, soit dit en passant, porte sur tout autre chose que la « question d'organisation ».

La « Pravda » n° 115,
21 mai 1913.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

PROJET DE PLATE-FORME POUR LE IVe CONGRÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TERRITOIRE DE LETTONIE [49]

L'essor révolutionnaire du mouvement ouvrier en Russie, l'acuité croissante de la crise politique dans le pays, la crise économique qui doit se produire dans un avenir plus ou moins rapproché, les flottements et les désaccords au sein de nombreux groupes et cercles social-démocrates : autant de raisons pour les ouvriers lettons conscients d'appeler leurs camarades à préparer activement le IVe Congrès de la social-démocratie de Lettonie, dont la convocation est annoncée, et à discuter soigneusement les tâches qui incombent à l'heure actuelle à la social-démocratie révolutionnaire.

Un groupe d'adhérents à diverses organisations de la social-démocratie lettonne propose à toutes les organisations social-démocrates, comme texte de base pour la discussion, la *plate-forme* suivante, qui définit son point de vue sur les questions de principe les plus importantes ayant trait à l'existence même et à toute l'orientation de l'activité de notre Parti ouvrier social-démocrate, et notamment sur des questions que le Comité central actuel de la social-démocratie lettonne s'obstine à méconnaître ou résout, nous en sommes convaincus, dans un sens erroné.

APPRÉCIATION DE LA SITUATION POLITIQUE ET DES TÂCHES TACTIQUES GÉNÉRALES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Ce n'est un secret pour personne que l'hégémonie de la contre-révolution a suscité parmi les social-démocrates une grave désagrégation idéologique et de profonds flottements de pensée. On voit partout des social-démocrates qui, selon la juste expression du camarade An [50] (dans le n° 95 du *Loutch*), « tirent les uns à hue et les autres à dia ». On voit s'exprimer dans la presse social-démocrate des points de vue comme ceux-ci : les ouvriers ne doivent pas se préparer à la révolution, ni l'attendre, que la révolution démocratique est achevée, etc. Aucun groupe ni aucune organisation investis d'une responsabilité dans le P.O.S.D.R. n'a exposé ces points de vue d'une façon tant soit peu nette, précise et formelle ; néanmoins, ils constituent le fondement constant de tous les raisonnements tactiques de ceux que l'on nomme les liquidateurs (*Nacha Zaria* et le *Loutch*) et que soutient le Comité central actuel de la social-démocratie de Lettonie.

Voici en effet ce que nous rencontrons à chaque instant dans la presse de cette tendance : tantôt on attire notre attention sur la différence de principe entre le régime politique actuel de la Russie et celui qui a précédé octobre (comme si nous n'avions plus besoin d'une révolution pour la conquête des fondements de la liberté politique) ; tantôt on compare la tactique des social-démocrates russes aujourd'hui et la tactique des social-démocrates européens sous un régime constitutionnel, par exemple celle des Autrichiens et des Allemands dans les années 1870 (comme si une constitution existait déjà en Russie, comme le croit Milioukov) ; tantôt on met en avant le mot d'ordre d'un parti ouvrier légal et de la liberté des coalitions (mot d'ordre compréhensible uniquement lorsque les principes et les fondements généraux de la liberté politique et une constitution bourgeoise existent dans le pays), et ainsi de suite.

Dans ces conditions, renoncer à définir avec précision les tâches tactiques de la social-démocratie et à juger la situation politique, ou bien remettre à plus tard cette défi-

nition et ce jugement, revient non seulement à ne pas lutter contre le vide idéologique, la désagrégation, l'abattement et le doute, mais encore à apporter une aide directe à la désagrégation ; cela revient à participer par la bande au soutien des points de vue qui tendent à liquider les anciennes décisions de la social-démocratie, animées d'un esprit de parti révolutionnaire.

Or, le P.O.S.D.R. dispose d'une réponse précise du Parti à ces questions vitales et fondamentales. Cette réponse est fournie par la résolution de décembre 1908 qui a force de loi pour le Parti et que personne n'a abrogée.

Les années écoulées depuis l'adoption de cette résolution en ont pleinement confirmé la justesse, les indications qu'elle donnait sur le changement de nature de l'autocratie, le caractère contre-révolutionnaire du libéralisme, etc., ainsi que sa conclusion, à savoir que l'autocratie, tout en ayant fait peau neuve, continue d'exister, que les conditions qui ont provoqué la révolution de 1905 agissent toujours, et que le Parti social-démocrate doit affronter *les mêmes tâches qu'autrefois*, qui exigent une solution révolutionnaire et une tactique révolutionnaire. L'utilisation de la tribune de la Douma et de *toutes* les possibilités légales, exigée sans réserve par les décisions de cette même conférence (décembre 1908) du P.O.S.D.R., doit s'effectuer *entièrement* dans l'esprit de cette tactique révolutionnaire et *au nom* des anciennes tâches révolutionnaires du P.O.S.D.R.

C'est pourquoi nous invitons toutes les organisations social-démocrates à discuter à nouveau et avec attention cette résolution, confirmée notamment par la conférence de janvier 1912 du P.O.S.D.R., et *à proposer au Congrès de la social-démocratie de Lettonie de confirmer cette résolution avec netteté.*

Nous attirons sérieusement l'attention de tous les camarades sur le procédé, indigne du Parti, de la conférence (liquidatrice) des « organisations social-démocrates » en août 1912 [51], qui a retiré de son ordre du jour la question de l'appréciation de la situation présente et de la définition des tâches tactiques générales, ouvrant ainsi toute grande la porte à n'importe quelle *renonciation aux tâches révolutionnaires* (sous le prétexte que les « pronostics » relatifs à la révolution ne se seraient pas vérifiés, etc.).

Nous protestons en particulier contre le Bund qui a joué un rôle si important dans la conférence d'août et qui, lors de sa IXe conférence, est allé dans cette renonciation aux tâches révolutionnaires jusqu'à écarter le mot d'ordre de la république démocratique et de la confiscation des domaines des grands propriétaires !

LA QUESTION DE L'UNITÉ DU P.O.S.D.R.

A mesure que grandit l'ampleur de la lutte économique et politique des ouvriers, ceux-ci ressentent d'une façon plus impérieuse la nécessité de l'unité. Sans unité de la classe ouvrière, le succès de sa lutte est impossible.

En quoi consiste l'unité ? De toute évidence, en *l'unité du Parti social-démocrate*. Tous les ouvriers social-démocrates lettons sont membres du Parti social-démocrate, et ils savent parfaitement que ce parti est illégal, clandestin, qu'il n'en existe pas et qu'il ne peut pas en exister d'autre.

C'est pourquoi on ne saurait imaginer d'*autre* réalisation *effective* (et non verbale) de l'unité que sa réalisation à la base, par les ouvriers eux-mêmes, au sein de leurs organisations clandestines du Parti.

Telle est précisément l'unité dont le Congrès de la social-démocratie de Lettonie doit reconnaître nettement la nécessité, formulée en particulier par la conférence de février 1913 près le Comité central du P.O.S.D.R.

Si le *Loutch* a accueilli un *tel* appel à l'unité par des railleries à l'adresse du « parti léniniste », si le Bund (en la personne des « militants juifs du mouvement ouvrier ») a rejeté cet appel, « loutchistes » et bundistes ont fait par là-même la *démonstration* de leur appartenance au courant liquidateur.

Les ouvriers social-démocrates lettons, qui reconnaissent dans les faits et non en paroles le parti clandestin, ne se laisseront pas duper par les déclamations légales en faveur de l'unité. Que ceux qui veulent l'unité rejoignent le parti clandestin !

L'ATTITUDE VIS-À-VIS DU COURANT LIQUIDATEUR

La question du courant liquidateur, posée d'abord par les décisions du Parti et par la presse publiée à l'étranger, va être maintenant soumise au jugement de tous les ouvriers conscients de Russie. Les ouvriers social-démocrates lettons doivent, eux aussi, faire en sorte qu'il n'y ait pas de faux-fuyants ni de réserves sur cette question et qu'elle soit posée clairement, discutée dans tous ses aspects et résolue avec netteté.

Assez des fables selon lesquelles les liquidateurs seraient des militants du mouvement légal. Ces fables sont réfutées par des *faits*, prouvant que les membres du Parti antiliquidateurs, partisans rigoureux de la clandestinité, sont *incomparablement plus forts* que les liquidateurs dans *tous* les domaines du mouvement légal.

Le courant liquidateur nie ou minimise la clandestinité, c'est-à-dire le Parti illégal (le seul qui existe). Seule la clandestinité élabore une tactique *révolutionnaire* et la porte dans les masses par l'intermédiaire de la presse, *aussi bien légale* que clandestine.

Les décisions du P.O.S.D.R. de décembre 1908 et de janvier 1910, décisions que personne n'a abrogées et qui sont obligatoires pour tout membre du Parti, ont reconnu de la manière la plus claire et la plus précise que le courant liquidateur possédait ce contenu-là, qu'elles ont condamné sans restriction.

Néanmoins, *Nacha Zaria* et le *Loutch* continuent à prôner les idées liquidatrices. Dans le n° 15 (101) du *Loutch*, ils ont qualifié d'*affligeante* la sympathie grandissante des ouvriers pour la clandestinité. Dans le n° 3 de *Nacha Zaria* (mars 1913), l'auteur de cet article (L. Sédov) a accentué *encore davantage* sa tendance liquidatrice. *An lui-même* l'a reconnu dans le *Loutch* (n° 95) ! ! Cependant, la rédaction du *Loutch*, dans une réponse à An, *prend la défense du liquidateur Sédov.*

Les ouvriers social-démocrates lettons doivent, coûte que coûte, faire en sorte que le Congrès de la social-démocratie de Lettonie *condamne énergiquement la tendance liquidatrice de « Nacha Zaria »* et du *« Loutch »*. Le comportement de ces organes a pleinement confirmé et confirme cha-

que jour la résolution sur le courant liquidateur adoptée par la conférence de février 1913 près le Comité central du P.O.S.D.R.

LA QUESTION DU SOUTIEN APPORTÉ PAR LE COMITÉ CENTRAL DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DE LETTONIE À LA CONFÉRENCE DES LIQUIDATEURS ET AU COMITÉ D'ORGANISATION LIQUIDATEUR

Le Comité central actuel de la social-démocratie de Lettonie affirme que, s'il soutient la conférence d'août et le Comité d'organisation, *ce n'est pas* parce que ce sont des organisations liquidatrices, mais *au nom de l'unité* du P.O.S.D.R.

Mais une telle réponse ne peut satisfaire que des enfants, et les ouvriers social-démocrates lettons n'en sont pas.

Les organisateurs de la conférence d'août y avaient *eux-mêmes* invité Plékhanov et le groupe « Vpériod »[52]. Ni l'un ni l'autre n'ont participé à la conférence de janvier ; autrement dit, ils ont *démontré* par des actes et non des paroles leur *neutralité* dans la lutte des courants.

Et qu'ont-ils dit, ces social-démocrates neutres ? Plékhanov et Alexinski ont carrément reconnu que la conférence d'août était liquidatrice. Les résolutions de cette conférence démontrent pleinement son caractère liquidateur. Le *Loutch*, qui a déclaré adhérer aux décisions de la conférence d'août, fait de la propagande liquidatrice.

Qui les ouvriers social-démocrates de Russie suivent-ils ?

C'est ce que montrent les élections à la Douma pour la curie ouvrière et les chiffres concernant la presse ouvrière.

A la IIe Douma, les bolcheviks disposaient de 47% de la curie ouvrière (11 sièges sur 23), à la IIIe de 50% (4 sur 8) et à la IVe ils disposent de 67% (6 sur 9). La presse ouvrière des antiliquidateurs (la *Pravda* et le journal de Moscou) est soutenue par 1 199 groupes ouvriers, alors que 256 seulement soutiennent le *Loutch*.

Ainsi donc, le Comité central actuel de la social-démocratie de Lettonie (parlant au nom des ouvriers social-démocrates révolutionnaires lettons) soutient les liquida-

teurs *contre* la majorité avérée des ouvriers social-démocrates de Russie !

Il doit être mis fin à cet état de choses. Nous reconnaissons tous la clandestinité et la tactique révolutionnaire. Nous devons soutenir le Comité central du P.O.S.D.R. qui applique cette tactique et qui groupe derrière lui l'écrasante majorité des ouvriers social-démocrates de Russie, *à la fois* dans la clandestinité et dans le mouvement légal.

LA QUESTION NATIONALE

Cette question, tant pour la façon de la poser sur le plan général des principes, du point de vue du socialisme, que sous le rapport pratique de l'organisation (édification de notre propre Parti) exige impérieusement d'être discutée et résolue par toutes les organisations social-démocrates.

De l'aveu du menchevik neutre Plékhanov lui-même, la conférence des liquidateurs d'août 1912 a *violé* le programme du P.O.S.D.R. dans l'esprit d'une « *adaptation du socialisme au nationalisme* ».

En effet, sur proposition des bundistes, cette conférence a jugé acceptable le mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle », à l'encontre de la décision du IIe Congrès du Parti.

Ce mot d'ordre (soutenu en Russie par *t o u s* les partis *b o u r g e o i s* du nationalisme juif) est contraire à l'*internationalisme* de la social-démocratie. En tant que démocrates, nous sommes hostiles sans restriction à toute oppression, si minime soit-elle, exercée contre une nationalité quelconque, à tout privilège accordé à une nationalité ou à une autre. En tant que démocrates, nous proclamons le droit à la libre disposition des nations, *au sens politique* du terme (cf. le programme du P.O.S.D.R.), c'est-à-dire la liberté de séparation. Nous réclamons une absolue *égalité en droits* pour toutes les nations au sein de l'Etat et une sauvegarde absolue des droits de chaque minorité nationale. Nous réclamons de larges pouvoirs administratifs et l'autonomie pour les régions, dont les limites doivent être fixées en tenant compte notamment du critère national.

Toutes ces revendications sont obligatoires pour tout démocrate conséquent ; à plus forte raison pour un socialiste.

Mais les socialistes ne se limitent pas aux revendications démocratiques générales. Les socialistes *combattent* les manifestations de toute espèce, grossières et subtiles, du *nationalisme bourgeois*. C'est précisément une de ces manifestations que le mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle », qui *unit* le prolétariat et la bourgeoisie d'une *même* nation, et *divise* le prolétariat des *différentes* nations.

Les social-démocrates se sont toujours conformés et se conforment au point de vue de l'*internationalisme*. Lorsque nous voulons sauvegarder contre les féodaux et contre l'Etat policier l'égalité en droits de toutes les nationalités, nous préconisons non pas une « *culture nationale* », mais une culture *internationale*, à laquelle chaque culture nationale ne contribue que pour une partie, à savoir uniquement le contenu démocratique conséquent et socialiste de chacune des cultures nationales.

Le mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle » trompe les ouvriers par un semblant d'unité culturelle des nations, alors qu'en fait prédomine aujourd'hui dans chaque nation la « culture » des féodaux, des bourgeois ou des petits bourgeois.

Nous sommes contre la culture nationale en tant que mot d'ordre du nationalisme bourgeois. *Nous sommes pour la culture internationale du prolétariat socialiste et démocrate jusqu'au bout.*

L'unité des ouvriers de *toutes* les nationalités, allant de pair avec l'égalité la plus complète des nationalités et la démocratie la plus conséquente de l'Etat ; tel est notre mot d'ordre, et c'est aussi le mot d'ordre de toute la social-démocratie révolutionnaire internationale. Ce mot d'ordre, authentiquement prolétarien, n'amène pas le faux semblant et l'illusion d'une unité « nationale » du prolétariat et de la bourgeoisie, alors que le mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle » crée à coup sûr ce faux semblant et sème cette illusion parmi les travailleurs.

Nous, social-démocrates lettons, vivons sur un territoire dont la population est particulièrement mêlée sur le

plan national ; nous sommes entourés par des représentants du nationalisme bourgeois letton, russe, estonien, allemand, etc., et la fausseté bourgeoise du mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle » nous est particulièrement sensible. Nous tenons par-dessus tout au mot d'ordre d'*unité* de *toutes* les organisations, quelles qu'elles soient, des ouvriers de *toutes* les nationalités, mot d'ordre dont notre organisation social-démocrate a déjà fait l'expérience pratique.

On tente fréquemment de justifier le mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle » en se référant à l'Autriche. Pour cette comparaison, plusieurs points doivent rester présents à l'esprit : premièrement, le point de vue d'Otto Bauer, le principal théoricien autrichien de la question nationale (exposé dans son livre *La question nationale et la social-démocratie*), est reconnu, même par un auteur aussi circonspect que K. Kautsky, pour une *exagération* de ce qui est national et une *effroyable sous-estimation* de ce qui est international. (Cf. K. Kautsky : *Nationalität und Internationalität*. Il en existe une traduction russe) ; deuxièmement, chez nous, *seuls* les bundistes, en compagnie de tous les partis bourgeois juifs, ont défendu jusqu'à présent l'« autonomie nationale culturelle », alors que *ni* Bauer *ni* Kautsky *n' a d m e t t e n t* l'autonomie nationale pour les Juifs, et que Kautsky (dans le même ouvrage) déclare carrément que les Juifs de l'Europe orientale (Galicie et Russie) sont une *caste*, et non une nation ; troisièmement, même le programme national de Brünn (1899) des social-démocrates autrichiens *ne* reconnaît *pas* en totalité l'autonomie nationale exterritoriale, et ne va pas au-delà de la revendication d'un regroupement de toutes les régions nationales d'une même nationalité au sein de tout l'Etat (§ 3 du programme de Brünn) ; quatrièmement, ce programme, manifestement bâti sur un compromis (et insatisfaisant du point de vue de l'internationalisme), a subi un *fiasco total* en Autriche même, car le compromis n'a pas amené la paix, mais la dissidence des séparatistes tchèques ; cinquièmement, ces séparatistes tchèques, condamnés par l'Internationale unanime au Congrès de Copenhague, proclament leur affinité avec le séparatisme bundiste (cf. *Der cechoslavische Sozial-demokrat* n° 3, organe des séparatistes,

que l'on peut recevoir gratuitement de *Prague, Prag,* Hybernska 7) ; sixièmement, Bauer lui-même réclame l'unité *à la base* entre les organisations politiques social-démocrates de nationalités différentes. Bauer lui-même juge contradictoire et fragile la « structure nationale » du parti autrichien, qui a maintenant conduit ce parti à une scission *complète.*

En un mot, la comparaison avec l'Autriche, loin d'être *favorable* aux bundistes, se retourne *contre* eux.

L'unité à la base, l'unité complète et la fusion sur le plan local des ouvriers social-démocrates de toutes les nationalités, dans toutes les organisations ouvrières : voilà notre mot d'ordre. A bas le mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle », qui traduit la duperie bourgeoise et le compromis !

Pour ce qui concerne la structure de notre Parti, nous sommes aussi *contre* la fédération et pour l'*unité* des organisations locales (et pas seulement centrales) des social-démocrates de toutes les nations.

Le Congrès doit rejeter à la fois le mot d'ordre d'autonomie nationale culturelle et le principe de la fédération dans l'édification du Parti. Les social-démocrates lettons, de même que les social-démocrates polonais et les social-démocrates du Caucase durant toute la période 1898-1912 (tout au long des *14* années de l'histoire du Parti), doivent rester fidèles à l'internationalisme social-démocrate.

Rédigé avant le 25 mai (7 juin) 1913. Publié en letton dans le journal « Cinas Biedrs » en août 1913.

Publié pour la première fois en russe en 1929 dans les 2e-3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XVII

Conforme au texte du manuscrit

LA CONCEPTION LIBÉRALE ET LA CONCEPTION MARXISTE DE LA LUTTE DE CLASSE

NOTE

Dans *Nacha Zaria*, le liquidateur A. Ermanski s'est déchaîné, avec une extraordinaire profusion de vocables courroucés, contre la critique que j'ai faite du point de vue qui est le sien (et celui de Gouchka) sur le rôle politique de la grande bourgeoisie commerçante et industrielle (*Prosvéchtchénié* nos 5-7) *.

Par ses attaques acariâtres et ses rappels des « affronts » subis précédemment (y compris de l'« affront » subi par M. Dan et Cie qui avaient tenté sans succès de scinder l'organisation social-démocrate de St-Pétersbourg en 1907), M. Ermanski voudrait escamoter ce qui fait véritablement le fond de la question.

Il n'en reste pas moins que nous ne laisserons pas M. Ermanski escamoter le fond du débat actuel par ses rappels des affronts et des défaites immérités des liquidateurs. Car le débat actuel touche à une question de principe très importante, et cette question est continuellement posée et reposée à des milliers d'occasions différentes.

Il s'agit précisément de la contrefaçon libérale du marxisme, de la substitution d'un point de vue libéral au point de vue marxiste et révolutionnaire sur la lutte des classes.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 18, pp. 39-55. (*N.R.*)

Nous ne nous lasserons pas de faire la clarté sur ce fondement idéologique de tous les débats entre marxistes et liquidateurs.

M. A. Ermanski écrit :

« Le « marxiste » Iline refuse catégoriquement de voir dans l'activité des organisations industrielles une lutte de classe « à l'échelle de toute la nation (et même en partie à l'échelle internationale) », telle que je (Ermanski) l'ai caractérisée dans mon article. Pourquoi ? Parce qu'il y « manque l'indice principal qui caractérise ce qui relève de *toute* la nation et de *tout* l'Etat : l'organisation d'un pouvoir d'Etat »... (*Nacha Zaria*, p. 55).

Voilà l'exposé du *fond* de la question, donné par ce même A. Ermanski qui fait tout le possible et tout l'impossible pour l'éluder. Il a beau m'accuser de déformer ses idées et m'incriminer tous les péchés mortels, il a beau tournicoter, cherchant même un « refuge » dans les souvenirs de la scission de 1907, la vérité n'en est pas moins la plus forte.

Ainsi donc, ma thèse est claire : l'indice principal qui caractérise ce qui relève de toute la nation, c'est l'organisation d'un pouvoir d'Etat.

Vous ne partagez pas ce point de vue, mon adversaire courroucé ? Vous ne trouvez pas que c'est le seul point de vue marxiste ?

Dans ce cas, pourquoi ne le dites-vous pas franchement ? Pourquoi n'opposez-vous pas le point de vue juste au point de vue erroné ? Si, selon vous, affirmer que l'indice principal de ce qui relève de toute la nation est l'organisation d'un pouvoir d'Etat, ce n'est que du marxisme entre guillemets, pourquoi donc ne réfutez-vous pas mon erreur et n'exposez-vous pas clairement, nettement, sans faux-fuyants, *votre* façon de concevoir le marxisme ?

La réponse à ces questions sera claire pour le lecteur lorsque nous aurons cité les propos de M. A. Ermanski qui suivent *immédiatement* les précédents :

« Iline veut que la grande bourgeoisie russe conduise différemment sa lutte de classe, qu'elle recherche à tout prix un changement de tout le système de l'Etat. Iline le veut, mais la bourgeoisie ne le veut pas, et c'est bien entendu la faute au « liquidateur » Ermanski, qui « substitue à la notion de lutte de classe comme l'entendait Marx une notion *libérale* de la lutte de classe. »

Vous avez là dans sa totalité la tirade de M. Ermanski, qui vous permet de surprendre *en flagrant délit* un liquidateur qui cherche à se dérober.

La dérobade est manifeste.

Ai-je, oui ou non, correctement désigné l'« indice principal » de ce qui relève de toute la nation ?

M. A. Ermanski lui-même a été contraint de reconnaître que c'était cela le fond de la question.

Et M. Ermanski, se sentant pris au piège, esquive la réponse !

Eludant la question de savoir si l'indice principal désigné par moi est juste ou faux, M. Ermanski, « pris au piège », saute par-dessus cette question et passe à celle de savoir ce que « veulent » Iline et la bourgeoisie. Mais si audacieux, si téméraires que soient les sauts de M. Ermanski, ils ne lui permettront pas de cacher qu'il a été pris au piège.

Que vient donc faire ici le « vouloir », mon aimable contradicteur, quand le débat porte sur la *conception* de la lutte de classe ! ? Vous avez été obligé de reconnaître vous-même que je vous accuse de substituer à la *conception* marxiste une conception libérale, et que j'ai désigné l'« indice principal » de la conception *marxiste*, qui inclut dans la lutte de classe à l'échelle de toute la nation l'organisation du pouvoir d'Etat.

M. A. Ermanski est un polémiste si maladroit, bien que courroucé, qu'il a mis en pleine lumière, *au moyen de son propre exemple*, le lien qui unit le courant liquidateur en général, et ses erreurs à lui, Ermanski, en particulier, à la conception libérale de la lutte de classe !

La question de la lutte de classe est l'une des questions essentielles du marxisme. C'est pourquoi il convient de s'arrêter plus en détail sur la *conception* de la lutte de classe.

Toute lutte de classe est une lutte politique [53]. On sait que les opportunistes, asservis aux idées du libéralisme, ont faussement compris cette pensée profonde de Marx et se sont efforcés de l'interpréter de travers. Parmi les opportunistes figuraient par exemple les « économistes », ces frères aînés des liquidateurs. Les « économistes » pensaient que n'importe quel conflit entre des classes constitue déjà une lutte politique. C'est pourquoi les « éco-

nomistes » reconnaissaient comme « lutte de classe » la lutte pour obtenir une augmentation de salaire de 5%, mais ils refusaient de voir la lutte *de classe* plus élevée, plus développée, à l'échelle de toute la nation, pour des objectifs *politiques*. De la sorte, les « économistes » reconnaissaient la lutte de classe embryonnaire et ne la reconnaissaient pas sous sa forme développée. Autrement dit, les « économistes » reconnaissaient dans la lutte de classe uniquement ce qui était le plus tolérable du point de vue de la bourgeoisie libérale, en refusant d'aller plus loin que les libéraux, en refusant de reconnaître la lutte de classe plus élevée que les libéraux ne pouvaient admettre. Les « économistes » se transformaient ainsi en politiciens ouvriers libéraux et renonçaient à la conception marxiste et révolutionnaire de la lutte de classe.

Poursuivons. Il ne suffit pas de dire que la lutte de classe devient véritable, conséquente et développée uniquement lorsqu'elle s'étend au domaine de la politique. En politique aussi, on peut se limiter aux détails sans importance, ou bien aller plus en profondeur, jusqu'à l'essentiel. Le marxisme reconnaît que la lutte de classe atteint son plein développement, qu'elle est « à l'échelle de toute la nation », *uniquement* lorsque, ne se contentant pas de s'étendre à la politique, elle se saisit dans la politique même de ce qui est le plus essentiel : l'organisation du pouvoir d'Etat.

Au contraire, lorsque le mouvement ouvrier a pris quelques forces, le libéralisme n'ose plus nier la lutte des classes, mais il s'efforce de rétrécir, de tronquer et d'émasculer cette notion. Le libéralisme est prêt à reconnaître la lutte de classe jusque dans le domaine de la politique, mais à une condition : que l'organisation du pouvoir d'Etat *ne* fasse *pas* partie de son champ d'action. Il n'est pas difficile de comprendre quels intérêts de classe de la bourgeoisie engendrent cette déformation libérale de la notion de lutte de classe.

Et c'est ainsi que, lorsque M. Ermanski, paraphrasant l'ouvrage du fonctionnaire modéré et rangé Gouchka, se fut solidarisé avec lui, *sans remarquer* (ou en refusant de voir ?) l'émasculation libérale de la notion de lutte de classe, j'ai signalé à M. Ermanski ce grave péché qu'il avait commis sur le plan de la théorie et des principes gé-

néraux. M. Ermanski s'est mis à tempêter et à jurer, à biaiser et à louvoyer, car il n'était pas en état de réfuter ce que je lui signalais.

Ce faisant, M. A. Ermanski s'est montré un polémiste si maladroit qu'il s'est lui-même démasqué d'une manière particulièrement flagrante ! « Iline veut, mais la bourgeoisie ne veut pas », écrit-il. Nous savons à présent quelles particularités des points de vue prolétarien (marxisme) et bourgeois (libéralisme) suscitent ces différents « vouloirs ».

La bourgeoisie « veut » tronquer la lutte des classes, falsifier et rétrécir cette notion, *émousser* son tranchant. Le prolétariat « veut » que cette duperie soit dévoilée. Le marxiste veut que celui qui entreprend de parler, au nom du marxisme, de la lutte de classe de la bourgeoisie, *dévoile* l'étroitesse, étroitesse *intéressée* d'ailleurs, de la *conception* bourgeoise de la lutte de classe, et qu'il ne se contente pas de citer des chiffres, de s'extasier devant des chiffres « énormes ». Le libéral « veut » juger la bourgeoisie et sa lutte de classe de façon à *passer sous silence* son étroitesse, à *passer sous silence* le fait que l'élément « principal » et le plus essentiel n'est pas inclus dans cette lutte.

M. A. Ermanski a été pris en train de raisonner *en libéral* sur les chiffres intéressants, mais réunis sans idée directrice ou servilement par M. Gouchka. On comprend que, lorsque ceci eut été dévoilé, il ne restait à M. A. Ermanski rien d'autre à faire qu'à jurer et louvoyer.

Poursuivons notre citation de l'article de M. A. Ermanski depuis l'endroit où nous l'avons interrompue :

« Il est clair qu'en réalité seul Iline substitue ici à l'étude du véritable état de choses des façons personnelles de le qualifier et pardessus le marché (! !), des critères stéréotypés d'après des exemples scolaires tirés de l'histoire de la grande Révolution française .»

M. A. Ermanski s'est empêtré au point qu'il s'« enfonce » sans merci ! Il ne remarque pas jusqu'où son libéralisme est mis à nu par cette attaque haineuse contre les « stéréotypes » de la grande Révolution française !

Cher M. Ermanski, comprenez donc (si difficile que cela soit à comprendre pour un liquidateur) qu'il est impossible d'« étudier le véritable état de choses » *sans le qua-*

lifier, sans porter sur lui un jugement, qu'il soit marxiste, libéral, réactionnaire, etc. !

Vous, M. Ermanski, vous avez qualifié et vous qualifiez l'« étude » du brave fonctionnaire Gouchka en tant que libéral, et moi en tant que marxiste. Tout est là. Quand vous arrêtez votre analyse critique au *seuil* de la question de l'*organisation* du pouvoir d'Etat, vous *démontrez* l'étroitesse libérale de *votre* conception de la lutte des classes.

C'est ce qu'il fallait démontrer.

Votre attaque contre le « stéréotype » de la grande Révolution française vous trahit. Car chacun peut comprendre que le stéréotype ni le modèle français n'ont rien à voir ici : *à cette époque*, dans les conditions du « stéréotype » et du « modèle », il n'y avait pas et il ne pouvait pas y avoir par exemple, de grèves de grande envergure, ni surtout de grèves politiques.

La réalité, c'est que, devenu liquidateur, vous avez désappris à appliquer le point de vue *révolutionnaire* à l'appréciation des phénomènes sociaux. Voilà où gît le lièvre ! Marx ne limitait nullement sa pensée aux « stéréotypes » et aux « modèles » de la fin du XVIIIe siècle, mais il appliquait toujours un point de vue révolutionnaire : il *jugeait* (ou « qualifiait », si ce terme plus « savant » vous plaît davantage, cher M. Ermanski !) toujours la lutte de classe de la façon la plus *profonde* ; il montrait toujours si cette lutte concernait l'élément « principal » ; il flétrissait toujours sans pitié toute pensée timorée, tout voile jeté sur une lutte de classe insuffisamment développée, émasculée, déformée dans des buts intéressés.

A la fin du XVIIIe siècle, la lutte de classe nous a montré comment elle devient politique, comment elle atteint des formes qui touchent réellement « toute la nation ». Depuis lors, le développement du capitalisme et du prolétariat a progressé dans des proportions gigantesques. Les « stéréotypes » du passé n'empêcheront personne d'étudier, par exemple, les *formes* nouvelles de la lutte, que j'ai déjà partiellement signalées plus haut.

Mais le point de vue du marxiste exigera *toujours* une « appréciation » approfondie, et non superficielle ; il révélera toujours l'indigence des falsifications, des réticences et des lâches dissimulations *libérales*.

Félicitons M. A. Ermanski d'avoir expliqué si parfaitement et avec tant d'abnégation comment les liquidateurs substituent la conception libérale de la lutte de classe à la conception marxiste et désapprennent à considérer les phénomènes sociaux d'un point de vue révolutionnaire.

Prosvéchtchénié » n° 5, mai 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte de la revue

LES FABRICANTS PARLENT DES GRÈVES OUVRIÈRES

I

L'imprimerie P. Riabouchinski, à Moscou, a fait paraître un livre intéressant, intitulé : *L'association des usiniers et des fabricants de la région industrielle de Moscou en 1912* (Moscou, 1913). Pas de prix marqué. MM. les fabricants ne désirent pas mettre en vente leurs publications.

Ouvrant le 30 mars dernier l'assemblée annuelle de l'association, son président, Iouli Pétrovitch Goujon, a félicité les industriels qui célébraient le « début de la septième année d'exercice » de leur organisation, et s'est exclamé que MM. les industriels « se sont fait, grâce à leur unité, une idée de la puissance de leur corporation, avec laquelle il est impossible de ne pas compter ». « A présent, renforcer le prestige de cette puissance doit constituer l'objectif principal des nouveaux membres de l'association », a dit M. Goujon.

Ce discours, comme on peut le voir, n'est pas d'une langue très correcte et on le croirait rédigé par quelque gratte-papier de l'armée ; en revanche, il déborde de suffisance.

Voyons les parties de l'ouvrage où sont cités les faits. Plus d'un tiers de celui-ci (pp. 19-69) est occupé par la partie consacrée aux *grèves*. MM. les industriels évaluent

de la façon suivante le nombre total des ouvriers qui ont fait grève en 1912 :

Catégories de grèves	Nombre des ouvriers grévistes 1912	1911
Economiques	207 720	96 730
dont:		
industrie des métaux	64 200	17 920
industrie du textile	90 930	51 670
autres branches d'industrie	52 590	27 140
Politiques	855 000	8 380
dont:		
à la suite des événements de la Léna	215 000	
célébration du 1er mai	300 000	
grèves politiques de l'automne	340 000	
Total	1 062 720	105 110

Il est facile de voir que les chiffres de messieurs les industriels sont *sous-évalués*. Mais, pour l'instant, nous ne nous arrêterons pas là-dessus (la grève des 6 000 ouvriers de la Léna a été omise, car les mines de la Léna ne sont pas du ressort de l'inspection des fabriques) ; voyons de plus près la statistique des fabricants.

Le nombre des ouvriers ayant fait grève en 1912 s'élève à *plus de la moitié* du nombre total des ouvriers de Russie, exactement à 51,7%. Sur ce chiffre, les grèves économiques concernent *un dixième* des ouvriers (10,1%), et les grèves politiques, *quatre dixièmes* (41,6%).

« L'année écoulée », écrivent MM. les fabricants, « a été caractérisée par une augmentation extraordinaire du nombre des grèves politiques, qui ont fréquemment interrompu la marche normale du travail et ont maintenu toute l'industrie dans un état de tension. » Suit une énumération des principales grèves du second semestre : août, à Riga, contre la privation des droits électoraux des ouvriers ; septembre, à Varsovie, à la suite des événements au bagne de Koutomary ; octobre, à Pétersbourg, à la suite de l'annulation des élections de délégués, à Revel, en souvenir des événements de 1905, et à Pétersbourg, à la suite du verdict que l'on sait dans l'affaire des marins de la flot-

te de guerre ; novembre, à Pétersbourg, à la suite du procès de Sébastopol et le jour de l'ouverture de la Douma, puis grève à l'occasion du deuxième anniversaire de la mort de Léon Tolstoï ; décembre, à Pétersbourg, à propos de la désignation des ouvriers pour les organismes d'assurances. MM. les fabricants tirent de tous ces faits la conclusion suivante :

« La fréquence des grèves démonstratives qui se succédaient sans cesse, l'extraordinaire variété et l'importance relative diverse des motifs pour lesquels les ouvriers ont jugé bon d'interrompre le travail attestent non seulement que l'atmosphère politique s'est fortement alourdie, mais aussi que la discipline baisse dans les fabriques et les usines. » Suivent les menaces habituelles de « mesures sévères » : amendes, suppression des primes, lock-out. « L'intérêt de la production nationale », déclarent les fabricants, « exige impérieusement que la discipline en usine soit élevée au niveau auquel elle se trouve dans les pays de l'Europe occidentale ».

Messieurs les fabricants souhaitent hausser jusqu'au niveau « occidental » la « discipline », mais une hausse similaire de l'« atmosphère politique » est fort éloignée de leurs vœux...

Nous laissons pour les articles suivants les renseignements relatifs à la répartition des grévistes d'après les régions, les branches d'industrie et la réussite des grèves.

II

Les chiffres de l'association moscovite des fabricants concernant la répartition des ouvriers ayant fait grève en 1912 par régions et par branches d'industrie sont très mal présentés. D'une façon générale, nos millionnaires seraient bien inspirés d'embaucher le premier lycéen venu quand il leur faudra rédiger un ouvrage ou vérifier des tableaux. Les erreurs de calcul et les absurdités sautent aux yeux, rien qu'à comparer, par exemple, les chiffres des pages 23, 26 et 48. On aime bien faire des discours sur la culture et sur le « prestige de la puissance » des marchands, mais on est incapable d'accomplir passablement un travail, si élémentaire soit-il.

Voici la statistique des fabricants répartissant par ré-

gions les grèves (*économiques seulement*) de l'année 1912 entière et de ses 7 derniers mois :

Régions	Total de 1912		7 derniers mois de 1912	
	Nombre d'ouvriers grévistes	Nombre de journées perdues (milliers)	Nombre d'ouvriers grévistes	Nombre de journées perdues (milliers)
Région de Moscou	60 070	799,2	48 140	730,6
Région de St-Pétersbourg . . .	56 890	704,8	35 390	545,7
Région de la Baltique	18 950	193,5	13 210	153,6
Sud	23 350	430,3	22 195	427,6
Royaume de Pologne	21 120	295,7	12 690	249,9
Total . . .	180 380	2 423,5	131 625	2 107,4

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les chiffres relatifs au Sud pour se rendre compte du peu de valeur de la statistique des fabricants, qui est en effet extrêmement incomplète. Il semble que les chiffres pour les 7 derniers mois de 1912 soient plus sûrs, car là (et là seulement) nous trouvons une répartition détaillée des grévistes à la fois par régions, par principales branches d'industrie et par résultats.

Les chiffres par régions nous montrent qu'en ce qui concerne la lutte économique (sans parler de la lutte politique) les ouvriers de Pétersbourg marchent en tête de tous les ouvriers de Russie. Le nombre des grévistes dans la région de St-Pétersbourg (35 000 pour les 7 derniers mois de 1912) s'élève à près de 3/4 du nombre des grévistes de la région de Moscou (48 000), alors que dans cette dernière les ouvriers de fabrique et d'usine sont *presque quatre fois* plus nombreux que dans la région de Pétersbourg. Dans le Royaume de Pologne, on compte à peine plus d'ouvriers que dans la région de St-Pétersbourg, mais les grévistes y sont presque trois fois moins nombreux.

A propos de Moscou, il faut naturellement prendre en considération la détérioration de la conjoncture (c'est-à-dire des conditions du marché) dans l'industrie textile. Par contre, en Pologne, les 2/3 des ouvriers ayant participé à des grèves économiques ont été des travailleurs du

textile, et nous verrons plus loin que ces grèves du textile en Pologne ont été particulièrement réussies.

Ainsi, en 1912, ce sont les ouvriers de Pétersbourg qui ont entraîné dans une certaine mesure les ouvriers du reste de la Russie dans le mouvement économique.

D'autre part, pour ce qui est de l'*opiniâtreté* des grèves, ce sont le Sud et la Pologne qui tiennent la tête : nous y constatons 19 journées perdues par gréviste, contre 15 à Pétersbourg et à Moscou (12 dans la région de la Baltique). La moyenne pour l'ensemble de la Russie s'établit à 16 journées de grève par gréviste. Messieurs les rédacteurs de la statistique des fabricants donnent pour l'année 1912 dans son entier le chiffre de 13,4 journées. Par conséquent, dans la seconde moitié de l'année, l'opiniâtreté des ouvriers et la ténacité de leur lutte se sont encore accrues.

La statistique signale ensuite les *progrès de la ténacité* des ouvriers dans la lutte gréviste. En 1895-1904, la durée moyenne des grèves a été de 4,8 journées par ouvrier ; elle a été de 6,5 journées en 1909 ; 7,5 journées en 1911 (8,2 en exceptant les grèves politiques) et 13,4 journées en 1912.

Ainsi, 1912 a montré que la *ténacité* des ouvriers dans la lutte économique *augmente* et que Pétersbourg tient la première place pour le nombre des grévistes (comparativement au nombre des ouvriers).

Dans le prochain article, nous examinerons les chiffres relatifs à la réussite des grèves.

III

La statistique des fabricants répartit comme suit entre les branches de la production les ouvriers ayant fait grève en 1912 (grèves économiques) :

Branches de la production	Total de 1912		7 derniers mois de 1912	
	Nombre d'ouvriers grévistes	Nombre de journées perdues (milliers)	Nombre d'ouvriers grévistes	Nombre de journées perdues (milliers)
Métallurgie	57 000	807,2	40 475	763,3
Textile	85 550	1 025,8	66 590	930,6
Divers	37 830	590,5	24 560	413,5
Total . . .	180 380	2 423,5	131 625	2 107,4

Ici, on voit encore plus nettement à quel point la statistique des fabricants est incomplète, et avec quelle négligence elle a été établie : le total des grévistes des 5 premiers mois (79 970) et de ceux des 7 derniers fait 211 595, et non pas 180 000 ni 207 000 !

MM. les fabricants ont eux-mêmes démontré qu'ils *sous-évaluent* le nombre des grévistes.

Les métallurgistes tiennent la tête aussi bien pour la proportion des grévistes par rapport au total des ouvriers que pour la durée des grèves : on compte 18 journées de grève par gréviste dans la métallurgie, 14 dans le textile et 16 dans les autres branches. Nous voyons donc que les meilleures conditions du marché dans l'industrie métallurgique n'affranchissent nullement les ouvriers de la nécessité de lutter pour une augmentation minime de leur salaire !

En ce qui concerne les résultats des grèves, la statistique des fabricants affirme que l'année 1912 a été *moins favorable* pour les ouvriers que 1911. En 1911, voyez-vous, 49% des ouvriers grévistes ont subi une défaite, et 52% en 1912. Mais ces chiffres ne sont pas convaincants, car les grandeurs comparées sont l'année 1911 *entière* et *7 mois* de 1912.

Les grèves de 1912 ont un caractère offensif et non pas défensif. Les ouvriers luttent pour une *amélioration* de leurs conditions de travail, et non pas *contre une détérioration*. Donc, 52% des grévistes n'ont pas obtenu d'amélioration, 36% *ont obtenu* un succès total ou partiel, et pour 12% les résultats n'ont pas été mis à jour. Le plus probable est que, sous ces 12% de cas, les fabricants dissimulent leur défaite, car chaque succès du capital contre le travail suscite parmi eux une attention et une jubilation particulières.

Si nous comparons par régions et par branches d'industrie la réussite des grèves durant les 7 derniers mois de 1912, nous obtenons le tableau suivant.

C'est dans la région de Moscou que les grèves ont eu le moins de succès : 75% des grévistes y ont subi une défaite (c'est-à-dire n'ont pas obtenu d'améliorations) ; viennent ensuite la région de Pétersbourg avec 63% d'insuccès, le Sud avec 33%, la région de la Baltique avec 20% et la Pologne avec 11%. Par conséquent, dans ces *trois* dernières

régions, les ouvriers ont remporté des victoires *énormes*. Sur les 48 000 grévistes de ces trois régions, *27 000* ont obtenu des améliorations, *ont gagné* ; 11 000 ont subi une défaite ; pour 10 000 les résultats n'ont pas été mis à jour.

Au contraire, dans les deux premières régions (Moscou et Pétersbourg) 20 000 grévistes seulement sur 83 000 ont gagné ; 59 000 ont subi une défaite (c'est-à-dire n'ont pas obtenu d'améliorations) et pour 4 000 les résultats n'ont pas été mis à jour.

Par branches d'industrie, la proportion des grévistes ayant subi une défaite s'élève à 66% parmi les travailleurs du textile, à 47% parmi les métallurgistes et à 30% parmi les autres.

C'est dans le textile que les conditions du marché sont les plus mauvaises. Dans la région de Moscou, sur 38 000 grévistes du textile, *6 000* seulement ont été victorieux, 32 000 ont été vaincus ; à Pétersbourg, 4 000 vainqueurs et 9 000 vaincus. En Pologne, par contre, nous voyons 400 vaincus et *8 000* vainqueurs dans le textile.

La statistique des fabricants évalue comme suit les résultats financiers des grèves (économiques) pour les deux dernières années :

	Pertes directes des industriels	Pertes en salaires	Pertes du pays en production
	(milliers de roubles)		
Ind. métallurgique	558	1 145	4 959
Ind. textile	479	807	6 010
Autres branches	328	529	3 818
Total de 1912 . . .	1 365	2 481	14 787
» » 1911 . . .	402	716	4 563

Au total, en deux ans, les fabricants ont perdu 1,8 million de roubles ; les ouvriers ont perdu *3 millions de roubles* ; la production a perdu 19 millions de roubles.

C'est ici que MM. les fabricants mettent le point final. Ô esprits éclairés ! Et le *gain* des ouvriers ?

En deux ans, *125 000 ouvriers* ont été victorieux. Leur

salaire annuel se monte à 30 millions de roubles. Ils réclamaient des augmentations de 10% ; 25% et parfois même 40%, comme le reconnaissent les fabricants eux-mêmes. 10% sur 30 millions de roubles, cela fait *3 millions de roubles*. Et la réduction de la journée de travail ?

Et les revendications « nouvelles » (expression des fabricants), comme celle exigeant que « les ouvriers *ne* soient *pas* licenciés sans le consentement de leurs camarades » ?

Non, messieurs les fabricants ! Même sur le plan économique (sans même parler des grèves politiques), les conquêtes des ouvriers sont *terribles*. La bourgeoisie ne comprend ni la solidarité ouvrière ni les conditions de la lutte prolétarienne.

En deux ans, environ 300 000 ouvriers ont donné 3 millions de roubles pour la lutte économique. 125 000 ouvriers en ont tiré *sur-le-champ* un gain direct. Et la classe ouvrière tout entière a fait un pas en avant.

La « Pravda » n°s 123, 126, 127 et 131, 30 mai, 2, 5 et 9 juin 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

UN JUGEMENT ERRONÉ

(LE *LOUTCH* S'EN PREND À MAKLAKOV)

... * des programmes et des résolutions des libéraux.

Nous trouvons dans l'éditorial du *Loutch* (n° 122) un jugement profondément erroné sur cet important discours. « Doctrinarisme de cadet » : voilà ce que le *Loutch* y a discerné. Il compare le député Maklakov à un animal qui efface ses traces avec sa queue. « Par une série de formules insérées dans son discours, il en a complètement annihilé le contenu oppositionnel » ; et le *Loutch* de citer M. V. Maklakov, lorsqu'il dit que « la réaction est une loi historique » et qu'il convient (suivant les leçons de Bismarck) de savoir distinguer entre les moments où il faut gouverner de façon libérale, et ceux où il faut gouverner de façon despotique.

« De tels propos », conclut le *Loutch*, « peuvent être tenus par un professeur, mais non par un homme politique qui veut défendre le droit de la démocratie à l'autodétermination » (?)

Non, M. V. Maklakov n'a rien d'un doctrinaire, et son discours n'a rien de professoral. Quant à attendre de V. Maklakov qu'il défende les droits de la démocratie, c'est tout bonnement risible. C'est un homme d'affaires, bourgeois libéral qui a mis à nu, sans crainte, les « entrailles » mêmes de la politique menée par sa classe. M. V. Maklakov a accusé le gouvernement de ne pas avoir compris, comme il aurait pu le faire (lorsque la révolution se fut

* La première page du manuscrit n'a pas été retrouvée. (*N.R.*)

apaisée), *quelle était la façon d'écraser définitivement la révolution.*

« Lorsque le gouvernement combat la révolution, il a raison, c'est son devoir », s'est exclamé M. V. Maklakov, ajoutant : « il en sera de même pour la révolution ; quand elle vaincra, elle combattra la contre-révolution » (ici l'orateur « expérimenté » a commis un lapsus amusant en employant on ne sait trop pourquoi le futur à la place du conditionnel). M. V. Maklakov a répété à plusieurs reprises qu'il accusait le gouvernement « non pas de lutter contre les troubles et contre la révolution, mais de lutter contre l'ordre lui-même ».

M. V. Maklakov a comparé Stolypine à un pompier qui briserait les vitres d'une maison en flammes.

On voit clairement par là que le ton dominant et le contenu essentiel de ce discours marquant, ce n'est nullement le style professoral, ni le doctrinarisme, mais un esprit contre-révolutionnaire ardent et opiniâtre. Il importe d'autant plus de s'arrêter sur ce point que le battage zélé de la presse autour des détails sans importance du « conflit » dissimule le fond de l'affaire. Il est impossible de *comprendre* la politique du libéralisme et ses racines de classe si l'on n'a pas assimilé la caractéristique fondamentale de cette politique.

Le *Loutch* fait montre d'une incompréhension étonnante et comique quand il s'écrie : « n'est-ce pas la pire espèce de doctrinarisme que de s'incliner devant la sagesse politique de Bismarck, lequel, quoi qu'on en dise, est toujours resté un homme de fer et de sang ? »

Mais que vient faire ici le doctrinarisme, messieurs ? Il est tout à fait hors de propos. V. Maklakov dit le plus clairement du monde qu'il approuve « la lutte contre les troubles et contre la révolution », qu'il approuve le « pompier », et il va de soi que V. Maklakov comprend parfaitement que cela ne signifie rien d'autre que le fer et le sang. V. Maklakov dit le plus clairement du monde qu'il est bel et bien *partisan d'une telle* politique, *à la condition* qu'elle réussisse ! Il faut briser les vitres, enseigne-t-il, n'ayez pas peur de briser les vitres ; nous ne sommes pas des sentimentaux, ni des professeurs, ni des doctrinaires ; mais il faut les briser comme l'a fait Bismarck, c'est-à-

dire avec succès, en *consolidant* l'alliance de la bourgeoisie avec les grands propriétaires.

Mais vous, dit V. Maklakov au gouvernement, vous brisez les vitres *pour rien*, comme des voyous et non comme des pompiers.

Bismarck était le représentant des grands propriétaires contre-révolutionnaires d'Allemagne. Il avait compris que leur salut (pour quelques dizaines d'années) *n'était* possible *que* par une alliance solide avec la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire. Il réussit à réaliser cette alliance, car la résistance du prolétariat se révéla faible, et des guerres heureuses lui permirent d'atteindre l'objectif *du moment* : l'unification nationale de l'Allemagne.

Nous avons nos grands propriétaires contre-révolutionnaires. Et nos bourgeois libéraux contre-révolutionnaires. V. Maklakov est chef de file. Son discours a démontré qu'il est prêt à se conduire comme le dernier des larbins et des goujats vis-à-vis de Pourichkévitch et Cie. Mais cela ne suffit pas pour assurer le succès d'une « union matrimoniale ». Encore faut-il résoudre la tâche historique du moment, laquelle dans notre pays n'est pas du tout l'unification nationale (ce n'est pas ça qui nous manque...), mais la *question agraire*, ... et ce face à une résistance plus vigoureuse du prolétariat.

Sur ce point, le pitoyable libéral V. Maklakov, qui soupire après un Bismarck russe, n'a pas su dire une seule parole claire.

Rédigé le 4 (17) juin 1913.
Publié pour la première fois en 1937 dans le Recueil Lénine XXX.
Signé : W.

Conforme au texte du manuscrit

PROPOS SINCÈRES D'UN LIBÉRAL

V. Sobolevski, rédacteur des *Rousskié Viédomosti* [54] est décédé récemment. Les libéraux ont salué en lui « un ferme militant progressiste ». On a évoqué, par la parole et par la plume, ses qualités personnelles. Mais on a éludé la question de l'orientation politique des *Rousskié Viédomosti*.

Il n'y a rien de plus commode pour nos libéraux que ce voile des vieilles formules générales et incolores : « esprit d'opposition », « progressisme ». Quant à savoir ce que cachent ces formules, de *quelle nature* était l'opposition de telle ou telle personnalité et *quelle* classe elle servait, c'est ce qu'on n'aime pas se demander. Les libéraux trouvent cela déplaisant.

Mais la démocratie doit rechercher la vérité. Honorez en V. Sobolevski le progressiste, c'est votre droit. Mais, si vous voulez sérieusement enseigner la politique au peuple, n'oubliez pas l'*orientation* des *Rousskié Viédomosti* qui allient de façon originale un cadétisme de *droite* à un soupçon de populisme.

M. L. Pantéléïev, qui consacre dans la *Retch* un article à la mémoire de V. Sobolevski, écrit que celui-ci était « très sceptique quant à l'existence des forces dont dispose notre société progressiste ».

Ici, rien n'est clair : de quelle sorte était ce scepticisme ? De quelle société s'agit-il ? Le voile est entrouvert par ces mots de V. Sobolevski que cite M. Pantéléïev : « Que peut donner une société encore imprégnée jusqu'à la moelle, dans sa grande masse, par les traditions et les coutumes du droit féodal ? Quel soutien pour le nouveau

régime peut-on attendre de millions de semi-esclaves, misérables, affamés, ivrognes et ignares ? »

M. Pantéléïev, qui a jugé bon de publier ces propos sincères n'a pas remarqué quelle lumière ils projettent sur l'attitude des libéraux russes à l'égard de la démocratie.

Durant l'été 1905, les *Rousskié Viédomosti* ont fait paraître un article de M. Vinogradov, sommité de la science libérale, qui visait à démontrer qu'il ne convenait pas à ces semi-esclaves d'aller trop loin, qu'ils devaient être un peu plus modestes et plus tranquilles. Avant même, peut-être, les autres journaux libéraux, les *Rousskié Viédomosti* ont marqué d'une façon tout à fait nette leur attitude contre-révolutionnaire face aux événements.

Il y a scepticisme et scepticisme. Quand il s'agit d'un homme public, il faut demander : vis-à-vis de *quelle* classe était-ce un sceptique ? Sobolevski (de même que ses *Rousskié Viédomosti*) était un sceptique et même un pessimiste quant à la paysannerie. C'était un optimiste quant aux grands propriétaires : il les dépeignait comme des gens capables d'effectuer des « réformes », éprouvant « une sympathie sincère pour le régime nouveau », « cultivés », etc. Le mélange de ce libéralisme à l'usage des grands propriétaires (libéralisme non pas de semi-esclave, mais d'esclave intégral) avec le populisme était symptomatique de la décomposition de la société libérale « éclairée », au portefeuille et à l'estomac bien remplis, qui *enseignait* aux « millions de semi-esclaves » en train de s'éveiller une morale d'esclaves et une politique d'esclaves. Quant à elle, cette société libérale, elle était servile « jusqu'à la moelle » devant les grands propriétaires, et le populisme des *Rousskié Viédomosti* reflète surtout la vieille Russie patriarcale du moujik soumis et du seigneur qui pose au libéral.

La « Pravda » n° 125,
1er juin 1913

Conforme au texte du journal

À PROPOS DE LA POLITIQUE DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE[55]

(COMPLÉMENTS À LA QUESTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE)

Notre ministère de l'« Instruction » publique (si l'on peut dire) ne tarit pas de vantardises à propos de l'augmentation particulièrement rapide de ses dépenses. Dans la notice explicative du Premier ministre et du ministre des Finances, jointe à l'état des depenses publiques pour 1913, nous trouvons l'ensemble des chiffres qui caractérisent le budget du ministère de l'Instruction prétendue publique au cours des années qui ont suivi la révolution. De 46 millions de roubles en 1907, ce budget est passé à 137 millions en 1913. L'augmentation est énorme : plus du triple en six ans seulement !

Nos louangeurs officiels de l'« ordre » ou du *désordre* policier en Russie ont seulement tort d'oublier que des chiffres ridiculement bas, lorsqu'on calcule leur pourcentage d'accroissement, augmentent toujours avec une rapidité « *énorme* ». Donnez cinq kopecks à un mendiant qui en possède trois, et sa « fortune » augmentera d'un seul coup dans des proportions « énormes », de 167 %.

Si le ministère n'avait pas eu pour objectif d'*obscurcir* la conscience du peuple et de *dissimuler* la situation misérable de l'instruction publique en Russie, n'aurait-il pas dû citer *d'autres chiffres* ? Plus précisément, n'aurait-il pas dû citer, au lieu de chiffres mettant en comparaison notre pièce de cinq kopecks d'aujourd'hui et notre pièce de

trois kopecks d'hier, des chiffres mettant en comparaison ce que nous avons et ce qui est *indispensable* pour un Etat civilisé ? Quiconque refuse de se duper soi-même et de duper le peuple doit reconnaître que le ministère avait pour *obligation* de citer de tels chiffres, qu'en ne citant pas de *tels* chiffres le ministère a manqué à son devoir. Au lieu d'*expliquer* au peuple et aux représentants du peuple les besoins de notre Etat, le ministère *camoufle* ces besoins et se livre à un jeu d'arithmétique stupide et bureaucratique, à un remâchage bureaucratique de vieux chiffres qui n'éclaircissent rien.

Bien entendu, je n'ai même pas à ma disposition le centième des moyens et des sources d'information relatifs à l'instruction publique dont dispose le ministère. Néanmoins, j'ai fait l'effort de me procurer au moins *quelques* sources. Et j'affirme hardiment que je pourrai vous citer des chiffres officiels et *incontestables*, qui *éclairent* réellement la situation de notre entreprise officielle d'« obscurcissement » public.

Je prend l'officiel et gouvernemental « Annuaire de la Russie » pour 1910, édité par le ministère de l'Intérieur (St-Pétersbourg, 1911).

J'y lis, à la page 211, que le nombre *total* des personnes poursuivant des études dans l'Empire de Russie, obtenu en additionnant les écoles primaires, secondaires et supérieures et les établissements d'enseignement de tout genre, s'élevait en 1904 à 6 200 172, et en 1908, à 7 095 351. L'augmentation est visible. L'année *1905*, année du grand éveil des masses populaires en Russie, année de la grande lutte du peuple pour la liberté sous la direction du prolétariat, cette année a *contraint* notre administration bureaucratique elle-même à bouger du point mort.

Mais voyez à quel degré d'*indigence* nous sommes réduits grâce au maintien de la bureaucratie, grâce à la toute-puissance des grands propriétaires féodaux, *même* dans des conditions de progrès « administratif » particulièrement rapide.

Le même « Annuaire de la Russie » calcule, au même endroit, qu'il y avait en 1908 46,7 élèves et étudiants pour 1 000 habitants de Russie (la proportion était de 44,3 pour 1 000 en 1904).

Que voyons-nous dans ce chiffre, que le ministère de l'Instruction publique ne s'est pas donné la peine de relever dans les publications du ministère de l'Intérieur pour le communiquer à la Douma ? Que voyons-nous dans cette proportion : *moins de 50 élèves et étudiants* pour 1 000 habitants ?

Nous y voyons, messieurs les défenseurs de l'obscurcissement public, le retard et la barbarie *incroyables* de la Russie, grâce à la toute-puissance des grands propriétaires féodaux dans notre Etat. Le nombre des enfants et adolescents d'âge scolaire s'élève en Russie à plus de 20%, c'est-à-dire à plus du *cinquième* de la population totale. Ce chiffre, même messieurs Kasso et Kokovtsov auraient pu l'apprendre sans difficulté par les fonctionnaires de leurs services.

Ainsi, les enfants d'âge scolaire sont 22%, et les élèves 4,7%, c'est-à-dire *presque cinq fois moins* !! Cela veut dire que les *quatre cinquièmes* environ des enfants et adolescents de Russie sont *privés* d'instruction publique !

Il ne reste pas en Europe un seul pays, excepté la Russie, qui soit si barbare et dans lequel les masses du peuple soient à tel point *frustrées* sous le rapport de l'instruction, de la lumière et du savoir. Et cet ensauvagement des masses populaires, des paysans surtout, n'est pas fortuit ; il est *inévitable* sous le joug des grands propriétaires, qui se sont emparés de dizaines et de dizaines de millions de déciatines de terre et se sont emparés aussi du pouvoir d'Etat, à la Douma comme au Conseil d'Etat, et d'ailleurs pas seulement dans ces institutions, comparativement plutôt *subalternes*...

Les quatre cinquièmes de la jeune génération sont condamnés à l'analphabétisme par la structure d'Etat féodale de la Russie. A cet abrutissement du peuple par le pouvoir des grands propriétaires correspond l'analphabétisme en Russie. Le même « Annuaire de la Russie » gouvernemental estime (page 88) que 21% seulement des habitants de Russie savent lire et écrire, et 27% si l'on déduit (de la population) les enfants d'âge *pré*scolaire, c'est-à-dire âgés de moins de 9 ans.

Cependant, dans les pays civilisés, on ne trouve pas

d'illettrés du tout, comme en Suède ou au Danemark, ou bien seulement de 1% à 2% d'illettrés, comme en Suisse et en Allemagne. L'Autriche-Hongrie elle-même, qui est pourtant un pays arriéré, offre à sa population slave des conditions d'existence *infiniment* plus cultivées que la Russie féodale : en Autriche les illettrés sont 39%, en Hongrie 50%. Nos chauvins, nos hommes de droite, nos nationalistes et nos octobristes feraient bien de *réfléchir* à ces chiffres, s'ils ne se fixaient pas pour objectif « d'Etat » de perdre eux-mêmes et de faire perdre au peuple l'habitude de réfléchir. Mais, si eux-mêmes l'ont déjà perdue, le peuple de Russie, lui, *apprend* toujours davantage à réfléchir, y compris pour se demander quelle classe, par sa domination dans l'Etat, condamne les paysans russes à la misère matérielle et à la misère intellectuelle.

L'Amérique *ne* figure *pas* parmi les pays avancés, quant à la proportion des personnes sachant lire et écrire. On y compte près de 11% d'illettrés, et 44% parmi les Noirs. Mais les Noirs américains sont néanmoins *plus de deux fois mieux* lotis que les paysans russes sous le rapport de l'« instruction publique ». Les Noirs américains, pour opprimés qu'ils soient, à la honte de la république américaine, sont quand même plus heureux que les paysans russes, et s'ils sont plus heureux, c'est parce que le peuple, il y a exactement un demi-siècle, a battu à plate couture les esclavagistes américains, écrasé cette vermine et balayé définitivement l'esclavagisme, le système d'Etat esclavagiste et les privilèges politiques esclavagistes en Amérique.

Le peuple russe, lui aussi, sera instruit par messieurs Kasso, Kokovtsov et Maklakov à imiter l'exemple américain.

En Amérique, les élèves et étudiants étaient en 1908 au nombre de *17 millions*, soit une proportion de *192 pour 1 000 habitants* : *plus du quadruple* de la Russie. Il y a quarante-trois ans, en 1870, alors que l'Amérique ne faisait que *commencer* à bâtir son existence de liberté, après avoir *nettoyé* le pays des ultras esclavagistes, il y a quarante-trois ans on comptait en Amérique 6 871 522 élèves et étudiants, soit plus que dans la Russie de 1904 et *presque* autant que dans la Russie de 1908.

Mais même alors, en 1870, il y avait en Amérique 178 (*cent soixante dix-huit*) élèves et étudiants pour 1 000 habitants, c'est-à-dire presque quatre fois plus que dans la Russie *d'aujourd'hui*.

Voilà, messieurs, une nouvelle preuve du fait qu'il reste *encore* pour la Russie à conquérir, par la lutte persévérante et révolutionnaire du peuple, *une liberté* que les Américains ont acquise il y a un demi-siècle.

Le budget du ministère de l'obscurcissement public de la Russie a été fixé pour 1913 à 136,7 millions de roubles. Cela représente à peine 80 kopecks par habitant (170 millions en 1913). Même si nous prenons le chiffre de la « somme globale des dépenses du Trésor pour l'enseignement » que M. le ministre des Finances cite à la page 109 de sa notice explicative, à savoir 204,9 millions de roubles, nous n'obtiendrons toujours que 1 roub. 20 kopecks par habitant. En Belgique, en Angleterre, en Allemagne, la somme des dépenses pour l'instruction publique s'élève à 2-3 roubles et même 3 roub. 50 kop. par habitant. En Amérique, on a dépensé en 1910 pour l'instruction publique 426 millions de dollars, soit 852 millions de roubles, soit 9 roub. 24 kop. par habitant. Il y a quarante-trois ans, en 1870, la république américaine dépensait pour l'instruction publique 126 millions de roubles par an, soit *3 roub. 30 kop.* par habitant.

Bien entendu, les plumitifs et les valets officiels nous objectent que la Russie est pauvre, qu'elle n'a pas d'argent. Que oui, la Russie n'est pas seulement pauvre, elle est indigente quand il s'agit de l'instruction publique ! En revanche, la Russie est très « riche » quand il s'agit des dépenses pour l'Etat féodal, dirigé par les grands propriétaires, de ses dépenses pour la police, pour l'armée, des rentes et traitements exorbitants servis aux grands propriétaires qui ont accédé aux plus « hautes » fonctions publiques ; des dépenses dues à la politique d'aventures et de pillage, hier en Corée ou sur le Yalou, aujourd'hui en Mongolie et dans l'Arménie turque. La Russie restera *toujours* pauvre et indigente quand il s'agit des dépenses pour l'instruction du peuple, *aussi longtemps* que le peuple ne se sera pas instruit au point de se débarrasser du joug des grands propriétaires féodaux.

La Russie est pauvre quand il s'agit des traitements des instituteurs. Ce qu'ils gagnent est dérisoire. Les instituteurs crèvent de faim et de froid dans des isbas non chauffées, presque inhabitables. Ils vivent avec le bétail que les paysans prennent en hiver dans l'isba. Les instituteurs ont leur existence empoisonnée par le dernier des gradés de police, par le dernier des Cent-Noirs ou mouchard bénévole de village, sans même parler des tracasseries et des persécutions des autorités. La Russie est trop pauvre pour payer les honnêtes travailleurs de l'enseignement public, mais elle est bien assez riche pour dilapider les millions et les dizaines de millions qui s'en vont pour satisfaire les besoins des parasites de la noblesse, financer les aventures militaires, ou distribuer des aumônes aux fabricants de sucre et aux rois du pétrole, et ainsi de suite.

Encore un dernier chiffre tiré de la vie américaine, messieurs, afin de montrer aux peuples opprimés par les grands propriétaires russes et par *leur* gouvernement *comment* vit un peuple qui a su conquérir la liberté au moyen d'une guerre révolutionnaire. En 1870, on comptait en Amérique 200 515 instituteurs touchant 37,8 millions de dollars de traitements, soit une moyenne de 189 dollars ou *377 roubles* par an et par instituteur. C'était il y a *quarante ans* ! Aujourd'hui, il y a en Amérique *523 210* instituteurs, qui touchent 253,9 millions de dollars de traitements, soit 483 dollars ou *966 roubles* par an et par instituteur. En Russie aussi, même avec le niveau actuel de ses forces productives, il serait parfaitement possible d'assurer dès à présent un traitement non moins satisfaisant à l'armée des instituteurs qui aident le peuple à sortir de l'ignorance, des ténèbres et de l'abrutissement, si... si toute la structure d'Etat de la Russie était transformée de fond en comble et devenait aussi démocratique que la structure américaine.

Ou bien la misère et la barbarie sous la toute-puissance des grands propriétaires féodaux, sous le régime d'ordre ou de désordre du 3 juin, ou bien la liberté et la civilisation à la condition *de savoir et de vouloir* conquérir la liberté : voilà la *leçon* concrète enseignée aux citoyens russes par le budget du ministère de l'Instruction publique.

Mais j'ai évoqué presque uniquement, jusqu'ici, l'aspect matériel ou même financier de la question. Combien

plus triste encore ou plutôt plus révoltant est le tableau de l'abrutissement spirituel, de l'humiliation, de l'écrasement et de la privation de droits dont souffrent les élèves et les enseignants de Russie. Toute l'activité du ministère de l'Instruction publique dans ce domaine ne fait qu'insulter aux droits des citoyens, au peuple. L'inquisition policière, l'arbitraire policier, les *entraves* policières à l'instruction du peuple en général et des ouvriers en particulier, la *démolition* policière de ce que le peuple réalise lui-même pour s'instruire : voilà à quoi se réduit *toute* l'activité du ministère, dont le budget sera approuvé par messieurs les grands propriétaires, de la droite aux octobristes inclusivement.

Et pour vous *démontrer*, MM. les membres de la IVe Douma, la justesse de ce que j'avance, je vais appeler un témoin que *même* vous, messieurs les grands propriétaires, ne pourrez pas récuser. Ce témoin est M. *Kliouj ev*, octobriste, membre de la IIIe et de la IVe Douma d'Etat, membre du conseil de tutelle de deux lycées de jeunes filles de Samara, membre de la commission des écoles de la douma municipale de Samara, membre de la commission de contrôle du zemstvo provincial de Samara, ancien inspecteur des écoles publiques. J'ai énuméré (d'après l'annuaire officiel de la IIIe Douma) les grades et les titres de cet octobriste pour vous *démontrer* que ce sont le gouvernement *lui-même* et les grands propriétaires *eux-mêmes* qui ont placé M. Klioujev, dans notre zemstvo de grands propriétaires, aux postes les plus en vue dans le domaine du « travail » (« travail » de policier et de bourreau) de notre ministère de l'abêtissement public. S'il est une personne qui ait fait toute une carrière de brave fonctionnaire respectueux de la loi et craignant Dieu, c'est bien M. Klioujev. S'il est une personne qui ait gagné la confiance de messieurs les nobles et les grands propriétaires en les servant fidèlement sur place, en province, c'est bien M. Klioujev.

Voici donc quelques citations de ce témoin parfaitement bien pensant (du point de vue féodal), extraites de son discours à la *troisième* Douma, à propos du budget du ministère de l'Instruction publique.

Le zemstvo de Samara, rapportait M. Klioujev devant la IIIe Douma, avait adopté *à l'unanimité* la proposition

de M. Klioujev d'entreprendre des démarches en vue d'obtenir la transformation de certaines écoles rurales de deux ans en écoles de quatre ans. Le curateur du district, nous apprend M. Klioujev, respectueux de la loi et craignant Dieu, *refuse*. Pourquoi ? Explication officielle : « *en raison du nombre insignifiant des enfants d'âge scolaire* ».

Et voici que M. Klioujev établit la comparaison suivante : chez *nous* (dit-il en parlant de la Russie écrasée par les grands propriétaires), chez nous, pour 6 000 habitants des villages de la région de Samara, il n'y a *pas une seule* école de quatre ans. Dans la ville de Serdobol (Finlande), pour *2 800* habitants, il y a *quatre* écoles secondaires (et plus que secondaires).

Telle est la comparaison faite par M. l'octobriste et très émérite Pérédonov *... pardon, ma langue a fourché... par le très émérite M. Klioujev devant la IIIe Douma. Réfléchissez à cette comparaison, messieurs les représentants, sinon du peuple du moins des grands propriétaires ! Qui a fait des démarches pour que des écoles fussent ouvertes ? Ne serait-ce pas la gauche ? Ne serait-ce pas les moujiks ? Ne serait-ce pas les ouvriers ? Le Ciel nous en préserve ! ! Non, c'est le zemstvo de Samara *unanime*, c'est-à-dire les *grands propriétaires* de Samara, y compris les plus réactionnaires d'entre eux. Et le gouvernement, par la personne du curateur, refuse, sous le prétexte que le nombre des enfants d'âge scolaire est « *insignifiant* » ! ! Eh bien, n'avais-je pas raison, en tous points raison, de dire que le gouvernement *entrave* l'Instruction publique en Russie, que le gouvernement est le pire ennemi de l'Instruction publique en Russie.

Si, en Finlande, nous voyons la culture, la civilisation, la liberté, des gens qui savent lire et écrire, des femmes instruites, etc., c'est *uniquement* parce qu'il *n'y a pas*, en Finlande, cette « calamité publique » qu'est le gouvernement russe. A présent, on veut imposer cette calamité à la Finlande, et en faire aussi un pays d'esclaves. Vous n'y parviendrez pas, messieurs ! ! Par vos efforts pour faire entrer de force l'esclavage politique en Finlande, vous

* Pérédonov : type d'instituteur mouchard et abruti dans le roman de Sologoub *Le diable mesquin*.

ne ferez que hâter le réveil des peuples de Russie qui s'affranchiront de l'esclavage politique.

Je citerai encore une déclaration de M. le témoin octobriste Klioujev. « Comment se recrutent les enseignants ? », demandait M. Klioujev dans son discours, et il donnait lui-même la réponse suivante :

« Un homme en vue de Samara, feu M. Popov, légua un capital pour une école normale de jeunes filles. » Et qui, croyez-vous, a-t-on nommé directrice de l'école ? Voici ce qu'écrit l'exécuteur testamentaire de feu Popov : « Et au poste de directrice on a nommé *la veuve d'un général de la Garde* qui, de son propre aveu, entendait parler pour la première fois de l'existence d'un établissement d'enseignement appelé école normale de jeunes filles » ! !

N'allez pas croire, messieurs, que j'ai pris ce fait dans un recueil de fables de Démian Bedny, dans une de ces fables pour lesquelles le *Prosvéchtchénié* a été mis à l'amende et son rédacteur en chef emprisonné. Non. Ce fait est tiré d'un discours de l'octobriste Klioujev, qui n'ose pas, pourtant (en sa qualité d'homme qui craint Dieu et la police), *réfléchir* à la signification de ce fait. Car ce fait lui aussi apporte la démonstration irréfutable qu'il n'existe pas d'ennemi plus acharné et plus implacable de l'instruction du peuple en Russie que le gouvernement russe. Quant à messieurs les donateurs de capitaux pour l'instruction publique, ils doivent comprendre qu'ils gaspillent leur argent en pure perte, et même pis que cela. Voulant faire un don pour l'instruction du peuple, il se trouve qu'*en fait* ils donnent de l'argent à des *généraux de la Garde* et à leurs *veuves*. Ces donateurs, s'ils ne veulent pas gaspiller leur argent, doivent comprendre qu'il faut en faire don aux social-démocrates, qui *seuls* sauront, grâce à cet argent, apporter au peuple une instruction *véritable*, réellement indépendante des « généraux de la Garde »... et de messieurs les Klioujev, craintifs et respectueux de la loi.

Encore une citation du discours du même M. Klioujev :

« Le vœu émis par notre Douma d'Etat (la troisième), demandant que l'accès des établissements d'enseignement supérieur soit ouvert aux séminaristes, n'a pas été suivi. Le ministère n'a pas jugé possible de répondre à nos souhaits. » « D'ailleurs, le gouvernement barre la route de l'enseignement supérieur non seulement aux séminaristes, mais d'une manière générale aux enfants de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Ceci n'est pas une belle phrase, s'est ex-

clamé le fonctionnaire octobriste du ministère de l'Instruction publique, mais la vérité. Sur 119 000 personnes qui poursuivent leurs études dans les lycées, il y a seulement 18 000 paysans. Et pour l'ensemble des établissements d'enseignement dépendant du ministère de l'Instruction publique, on compte seulement 15% de paysans. Dans les séminaires, il n'y a que 1 300 paysans sur 20 500 élèves. Les paysans ne sont pas du tout admis dans les corps de cadets et les établissements similaires » (ces citations du discours de Klioujev sont reproduites notamment dans un article de K. Dobrosserdov paru dans la *Nevskaïa Zvezda* n° 6 de 1912, daté du 22 mai 1912).

Ainsi parlait M. Klioujev devant la IIIe Douma. Les déclarations de ce témoin ne seront certes pas démenties par messieurs de la IVe Douma. Quant au témoin, *contre* sa volonté et *malgré* son désir, il confirme en totalité l'appréciation *révolutionnaire* sur la situation actuelle de la Russie, en général, et celle de l'instruction publique, en particulier. Car, en vérité, que mérite un gouvernement qui, selon l'expression d'un fonctionnaire gouvernemental en vue et d'un membre du parti gouvernemental des octobristes, *barre la route* d'instruction aux petits bourgeois et aux paysans ?

Comprenez donc, messieurs, ce qu'un tel gouvernement mérite du point de vue de ces petits bourgeois et paysans !

Et n'oubliez pas que les petits bourgeois et les paysans forment en Russie les 88% de la population, c'est-à-dire presque les *neuf dixièmes* du peuple. Les nobles, eux, ne représentent qu' *un et demi pour cent*. Et voilà un gouvernement qui prend l'argent des neuf dixièmes du peuple pour les écoles et les établissements d'enseignement de tout genre et, *avec cet argent*, instruit les nobles, en *barrant la route* aux petits-bourgeois et aux paysans ! ! Ne voit-on pas clairement ce que mérite ce gouvernement de la noblesse, ce gouvernement qui opprime les neuf dixièmes de la population pour sauvegarder les privilèges d'*un centième* de celle-ci ? ?

Enfin, voici une dernière citation du discours de mon témoin, M. Klioujev, fonctionnaire octobriste du ministère de l'Instruction publique, membre de la IIIe Douma (et de la IVe) :

« Au cours des cinq années 1906-1910, dit M. Klioujev, dans le district de Kazan on a suspendu de leurs fonctions 21 directeurs d'établissements d'enseignement primaire et secondaire, 32 inspecteurs de l'enseignement public et *1 054* instituteurs d'écoles municipales ;

on a déplacé *8 7 0* personnes de ces diverses catégories. Pensez-y, s'est exclamé M. Klioujev, comment nos instituteurs peuvent-ils dormir tranquilles ? En s'endormant à Astrakhan, ils ne sont pas sûrs de ne pas se retrouver le lendemain à Viatka. Comprenez cet état d'âme de l'enseignant traqué comme un lièvre ! »

Ce n'est pas un quelconque instituteur « de gauche » qui s'exclame ainsi, mais un octobriste. Ces chiffres sont cités par un fonctionnaire zélé. C'est *v o t r e* témoin, messieurs de la droite, nationalistes et octobristes ! ! Et ce témoin, « votre » témoin, est obligé de reconnaître que le gouvernement use à l'encontre des instituteurs de l'arbitraire le plus désinvolte, le plus éhonté et le plus révoltant !! Ce témoin, *votre* témoin, messeigneurs de la IVe Douma et du Conseil d'Etat, est obligé de reconnaître le fait qu'en Russie les instituteurs sont « *t r a q u é s* » comme des lièvres par le gouvernement russe ! !

Et, nous appuyant sur ce fait, pris parmi des milliers et des milliers de faits similaires de la vie russe, nous demanderons au peuple russe et à tous les peuples qui vivent en Russie : est-ce que nous avons besoin d'un gouvernement pour qu'il protège les privilèges des nobles et « *t r a q u e* » les instituteurs ? Ce gouvernement, ne mérite-t-il pas que le peuple le *c h a s s e* ?

Oui, les instituteurs russes sont traqués comme des lièvres ! Oui, le gouvernement barre la route de l'instruction aux neuf dixièmes de la population de Russie. Oui, notre ministère de l'Instruction publique est un ministère d'inquisition policière qui se moque de la jeunesse et bafoue l'aspiration du peuple à la connaissance. Mais les paysans russes et surtout les ouvriers russes, messieurs les membres de la IVe Douma, ne ressemblent pas tous à des *lièvres*, il s'en faut de beaucoup. La classe ouvrière a su le démontrer en 1905 et elle saura le démontrer à nouveau ; elle saura démontrer d'une façon beaucoup plus convaincante, plus vigoureuse et plus sérieuse son aptitude à la lutte révolutionnaire pour la liberté véritable et pour l'instruction *véritable*, non pas celle des Kasso et des nobles, mais celle du *p e u p l e* !

Rédigé le 27 avril (10 mai) 1913.
Publié pour la première fois en 1930 dans les 2e-3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XVI

Conforme au texte du manuscrit

QUESTIONS LITIGIEUSES

LE PARTI LÉGAL ET LES MARXISTES

La « Pravda » nos 88, 95, 110, 122, 124 et 126 ; 12, 26 avril ; 15, 29 et 31 mai et 2 juin 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur le texte du recueil « Marxisme et courant liquidateur », 2e partie. St.-Pétersbourg 1914

I. LA DÉCISION DE 1908

La lutte qui se poursuit entre la *Pravda* et le *Loutch* apparaît à beaucoup d'ouvriers inutile et peu compréhensible. Il est naturel que les articles de polémique parus dans certains numéros du journal sur certaines questions parfois assez particulières ne donnent pas une idée complète de l'objet et du contenu de la lutte. De là, le mécontentement légitime des ouvriers.

Or, la question du courant liquidateur autour de laquelle se poursuit la lutte est, en ce moment, une des plus importantes et des plus actuelles du mouvement ouvrier. On n'est pas un ouvrier conscient si l'on n'a pas fait ample connaissance avec cette question, si l'on ne s'est pas fait une opinion précise à son sujet. L'ouvrier désireux de décider par lui-même des destinées de *son* parti ne se dérobera pas à la polémique, si même... à première vue elle n'est pas tout à fait intelligible ; il s'attachera sérieusement à rechercher la vérité et la découvrira.

Comment découvrir la vérité ? Comment s'y reconnaître dans des opinions et des affirmations qui se contredisent les unes les autres ?

Tout homme sensé comprend que, si une lutte ardente se poursuit autour d'un sujet quelconque, il est indispensable, pour établir la vérité, de ne pas se borner aux déclarations des parties intéressées, mais de vérifier soi-même *faits* et *documents*, d'établir soi-même s'il y a des dépositions de *témoins* et si ces dépositions sont dignes de foi.

Certes, ce n'est pas toujours facile. Il est beaucoup plus « facile » d'accepter de confiance ce qu'on aura l'occa-

sion, ce qu'il sera *donné* d'entendre, ce que l'on proclame plus « ouvertement » et ainsi de suite. Mais ceux qui se contentent de cela, on les traite d'hommes « légers », de peu de poids, et personne ne les prend au sérieux. Sans se livrer *soi-même* à un certain travail, il est impossible de découvrir la vérité dans aucune question sérieuse ; quiconque redoute l'effort se prive lui-même de la possibilité d'accéder à la vérité.

Aussi nous adressons-nous uniquement aux ouvriers qui ne craignent pas cet effort, qui sont décidés à juger des choses *par eux-mêmes* et à tâcher de *trouver les faits, les documents, les témoignages.*

Tout d'abord la question qui se pose est de savoir ce qu'est le courant liquidateur. D'où vient ce mot, et que signifie-t-il ?

Le *Loutch* dit que la liquidation du Parti, c'est-à-dire la dissolution, la destruction du Parti, le reniement du Parti est simplement une invention maligne. Ce sont, prétendent-ils, les bolcheviks « fractionnistes », qui ont inventé la chose contre les mencheviks !

La *Pravda* dit que l'ensemble du Parti condamne le courant liquidateur et le combat depuis plus de quatre ans.

Qui a raison ? Comment trouver la vérité ?

L'unique moyen, évidemment, est de chercher les faits et les documents dans l'*histoire* du Parti durant les quatre dernières années, de 1908 à 1912, époque à laquelle les liquidateurs *se sont définitivement détachés* du Parti.

Ce sont ces quatre années durant lesquelles les liquidateurs actuels *étaient encore* dans le Parti, qui constituent la période la plus importante, permettant de *vérifier* où et comment est apparue l'idée de liquidation.

De là découle la première et principale conclusion : quiconque parle de liquidation en *éludant* les faits et les documents du *Parti* dans la période 1908-1911, cache la vérité aux ouvriers.

Quels sont donc les faits et les documents du Parti ?

Tout d'abord la *décision du Parti*, prise en décembre 1908. S'ils ne veulent pas qu'on les traite en enfants que l'on gave de fables et de contes bleus, les ouvriers doivent demander à leurs conseillers, dirigeants ou représentants s'il y a eu *une décision du Parti* à propos du courant liqui-

dateur, prise en décembre 1908 [56], et en quoi elle consiste.

Cette décision *condamne* le courant liquidateur et *explique* en quoi il consiste.

Ce courant, c'est la « tentative d'une certaine fraction des intellectuels du Parti pour *liquider* » (c'est-à-dire dissoudre, détruire, abolir, faire cesser) « l'organisation existante du Parti, et pour la remplacer par un groupement informe dans le cadre de la légalité » (c'est-à-dire de la loi, de l'existence « légale »), « coûte que coûte, cette légalité dût-elle s'acheter au prix d'une *renonciation manifeste au programme, à la tactique* et aux traditions » (c'est-à-dire à l'expérience passée) « du Parti ».

Telle fut, il y a plus de quatre ans, la *décision* du Parti sur le courant liquidateur.

Cette décision montre nettement ce qu'est, au fond, le courant liquidateur et pourquoi il est condamné. C'est le *reniement* de la « clandestinité », sa liquidation, son *remplacement* par un groupement informe coûte que coûte dans le cadre de la légalité. Ainsi, le Parti condamne *non point* le travail légal, non point l'affirmation de sa nécessité. Il condamne — et condamne sans réserve — le *remplacement* du vieux parti par quelque chose d'informe, de « légal » et qu'on ne peut appeler un parti.

Le Parti ne peut exister s'il ne défend pas son existence, s'il ne lutte pas résolument contre ceux qui le liquident, qui le suppriment, qui ne le reconnaissent pas, qui le renient. Cela est évident.

Il faut dire à celui qui renie le parti existant, au nom d'on ne sait quel parti nouveau : essayez, bâtissez un nouveau parti, mais vous ne pouvez rester membre du vieux parti, du parti actuel, existant. Tel est le sens de la décision prise par le Parti en décembre 1908 ; et il est évident qu'il ne pouvait y avoir d'autre décision en ce qui concerne l'existence du Parti.

Le courant liquidateur est certes *rattaché* par un lien idéologique *au reniement, à l'abdication du programme et de la tactique, à l'opportunisme.* C'est ce qu'indique la fin de la décision citée plus haut. Mais le courant liquidateur n'est pas *seulement* de l'opportunisme. Les opportunistes mènent le Parti dans une voie fausse, dans la voie bour-

geoise, dans la voie d'une politique ouvrière libérale, mais ils *ne renient pas* le Parti lui-même, ils ne le liquident pas. Le courant liquidateur est un opportunisme qui va jusqu'à *renier* le Parti. On conçoit que le Parti ne puisse exister s'il *englobe* ceux qui n'en admettent pas l'existence. On conçoit aussi bien que renier l'action clandestine dans les conditions actuelles c'est renier le vieux parti.

Une question se pose : quelle est l'attitude des liquidateurs à l'égard de cette décision de 1908 ?

Là est le nœud du problème, là est la vérification de la sincérité et de l'honnêteté politique des liquidateurs.

Il ne s'en trouvera pas un seul, à moins qu'il soit devenu fou, pour nier que cette décision du Parti a été prise et n'a pas été annulée.

Et les liquidateurs de se dérober, soit en éludant la question et en *taisant* aux ouvriers la décision de 1908, soit en proclamant (en y adjoignant souvent des mots injurieux), que ce sont les bolcheviks qui ont fait adopter cette décision.

Mais les mots injurieux ne font que trahir la faiblesse des liquidateurs. Il existe des *décisions du Parti* qu'on fait adopter les *mencheviks*, par exemple celle relative à la municipalisation, adoptée à Stockholm, en 1906 [57]. C'est de notoriété publique. Beaucoup de bolcheviks n'approuvent pas cette décision. Mais il n'en est point parmi eux pour nier qu'il s'agit d'une *décision du Parti*. De même la décision de 1908 sur le courant liquidateur est une *décision du Parti*. Tous les subterfuges en la matière marquent simplement la volonté d'induire les ouvriers en erreur.

Celui qui veut reconnaître le Parti, autrement qu'en paroles, ne tolérera ici aucune dérobade et arrivera à connaître la vérité sur la *décision du Parti* relative au courant liquidateur. A cette décision se sont joints, depuis 1909, *tous les mencheviks*, partisans du maintien du Parti illégal, Plékhanov en tête, qui, dans ses *Cahiers* [58] comme dans tout un ensemble d'autres publications marxistes, avait expliqué maintes fois, et d'une façon parfaitement précise, que quiconque travaille à liquider le Parti ne saurait en être membre.

Plékhanov était et restera un menchevik. Donc, les références habituelles des liquidateurs invoquant le caractère

« bolchevique » de la décision du Parti de 1908, sont doublement fausses.

Plus nous trouvons de mots injurieux contre Plékhanov chez les liquidateurs du *Loutch* et de *Nacha Zaria*, et plus nette est la preuve que les liquidateurs sont de mauvaise foi, qu'ils cherchent par le tapage, les cris et le scandale à obscurcir la vérité. Au début, quelquefois ces procédés arrivent à abasourdir les novices, mais les ouvriers finiront par s'y reconnaître, et tourneront le dos à ces injures.

L'unité des ouvriers est-elle nécessaire ? Oui, elle l'est.

L'unité des ouvriers est-elle possible sans l'unité de l'organisation ouvrière ? Il est évident qu'elle est impossible.

Qu'est-ce qui gêne l'unité du Parti ouvrier ? Les discussions sur le courant liquidateur.

Les ouvriers doivent donc voir clair dans ces discussions pour décider *eux-mêmes* du sort de leur Parti, et *le sauvegarder*.

Le premier pas à faire, c'est de prendre connaissance de la *première* décision du *Parti* sur le courant liquidateur. Cette décision, les ouvriers doivent la connaître à fond et y réfléchir attentivement, en rejetant toutes les tentatives d'éluder la question ou de la faire dévier. En réfléchissant à cette décision, tout ouvrier commencera à comprendre ce qu'est, au fond, le courant liquidateur, pourquoi cette question est si importante et si « critique », pourquoi elle se pose au Parti depuis plus de quatre années de réaction.

Dans notre prochain article nous examinerons une autre décision importante du Parti sur le courant liquidateur, prise il y a trois ans et demi environ ; nous passerons ensuite aux faits et documents qui déterminent l'état actuel de la question.

II. LA DÉCISION DE 1910

Dans notre premier article (la *Pravda* n° 289), nous avons reproduit le premier et principal document que doivent connaître les ouvriers désireux de découvrir la vérité dans les discussions actuelles, à savoir : la décision du Parti sur le courant liquidateur prise en décembre 1908.

Maintenant nous allons examiner une autre décision, non moins importante, sur la même question, qui a été prise il y a trois ans et demi, en janvier 1910 [59]. Cette décision présente une importance particulière, parce qu'elle a été adoptée *à l'unanimité* : tous les bolcheviks sans exception, puis tous ceux que l'on appelle les gens du *Vpériod*, et enfin (c'est là le plus important), *tous* les mencheviks et les liquidateurs actuels sans exception, de même que tous les marxistes « nationaux » (c'est-à-dire juifs, polonais et lettons), ont adopté cette décision.

Nous en reproduisons ici en entier le passage essentiel :

« La situation historique du mouvement social-démocrate à l'époque de la contre-révolution bourgeoise engendre inévitablement, comme manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat d'une part, la négation du Parti social-démocrate illégal, l'abaissement de son rôle et de son importance, des tentatives pour écourter les tâches et mots d'ordre de programme et de tactique de la social-démocratie conséquente, etc. ; d'autre part, la négation du travail de la social-démocratie à la Douma et de l'utilisation des possibilités légales, l'incompréhension de l'importance de l'un et de l'autre, l'inaptitude à adapter la tactique social-démocrate conséquente aux conditions historiques particulières du moment, etc.

Dans ces conditions, un élément inaliénable de la tactique social-démocrate consiste à surmonter les deux déviations en élargissant et approfondissant le travail social-démocrate dans tous les domaines de la lutte de classe du prolétariat, et à expliquer le danger de ces déviations [60]. »

Cette décision montre nettement qu'il y a trois ans et demi tous les marxistes avaient dû reconnaître, *à l'unanimité*, dans tous les courants d'idées sans exception, deux *déviations* de la tactique marxiste. Les deux déviations furent reconnues *dangereuses*. On ne les expliquait pas par un effet du hasard ni par le mauvais vouloir de certains individus, mais par la « *situation historique* » du mouvement ouvrier à l'époque que nous vivons.

Il y a plus. La décision unanime du Parti parle de l'origine *de classe* et de la signification de ces déviations. Car les marxistes ne se contentent pas de signaler de façon abstraite et sans objet la décadence et la désagrégation. Tous voient que dans le cerveau de nombreux partisans de la démocratie et du socialisme règnent la décadence, le scepticisme, le découragement, la perplexité. Il ne suffit pas de le reconnaître. Il est indispensable de comprendre

quelle est l'origine *de classe* du désacoord et de la désagrégation et quels intérêts *de classe*, provenant d'un milieu non prolétarien, alimentent la « discorde » parmi les amis du prolétariat.

A cette question importante le Parti a répondu dans sa décision d'il y a trois ans et demi : les *déviations* du marxisme sont engendrées par la « contre-révolution bourgeoise » ; elles sont engendrées par « *l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat* ».

Quelles sont donc ces déviations qui menacent de livrer le prolétariat à l'influence de la bourgeoisie ? L'une d'elles, rattachée au groupe « Vpériod » et consistant à nier le travail de la social-démocratie à la Douma, ainsi que l'utilisation des possibilités légales, *a presque complètement disparu.* Il n'est plus un seul social-démocrate en Russie pour prêcher ces vues erronées, non marxistes. Les amis de « Vpériod » (y compris Alexinski et d'autres) travaillent maintenant à la *Pravda*, à côté des mencheviks pro-parti.

L'autre *déviation* signalée dans la décision du Parti est précisément le *courant liquidateur*. La preuve, c'est qu'on y parle de « négation » de la clandestinité et d'« abaissement » de son rôle et de son importance. Enfin, nous avons un document éminemment précis, publié il y a *trois ans*, et que personne n'a démenti, document émanant de *tous* les marxistes « nationaux » et de Trotski (les liquidateurs n'auraient pu imaginer meilleurs témoins) ; ce document déclare de façon explicite que « dans le fond, il serait bon de nommer *courant liquidateur* le courant d'idées signalé dans la résolution, et qu'*il est nécessaire de combattre* »...

Voilà donc le fait essentiel, éminemment important, que doivent connaître tous ceux qui désirent voir clair dans les discussions actuelles : il y a trois ans et demi, le Parti reconnaissait *à l'unanimité* que le *courant liquidateur* était une déviation « dangereuse » du marxisme, une déviation qu'il était nécessaire de combattre et qui traduisait « *l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat.* »

Les intérêts de la bourgeoisie hostile à la démocratie et d'esprit contre-révolutionnaire en général, exigent que soit *liquidé*, dissous le vieux parti du prolétariat, la bourgeoisie propage et soutient par tous les moyens toutes les

idées visant à la *liquidation* du parti de la classe ouvrière. La bourgeoisie s'efforce de pousser à l'abandon des tâches anciennes, de les « écourter », les rogner, les écorner, les vider de leur substance, afin de substituer la conciliation ou l'entente avec les Pourichkévitch et Cie à la suppression catégorique des fondements de leur pouvoir.

Le courant liquidateur consiste justement à introduire dans les milieux prolétariens ces idées bourgeoises d'abdication et de reniement.

Telle est la signification *de classe* du courant liquidateur que signale la décision unanime du Parti, prise il y a trois ans et demi. C'est là que le Parti tout entier voit le plus grand mal et le plus grand danger du courant liquidateur, son action néfaste sur le mouvement ouvrier, sur la consolidation d'un parti de la classe ouvrière indépendant (en fait et non en paroles).

Le courant liquidateur, c'est non seulement la liquidation (c'est-à-dire, dissolution, destruction) du vieux parti de la classe ouvrière, mais c'est encore la destruction de l'*indépendance de classe* du prolétariat, la corruption de sa conscience par des idées *bourgeoises*.

Nous donnerons une explication concrète de cette appréciation du courant liquidateur dans notre prochain article où nous reproduirons en entier les principaux arguments du *Loutch* liquidateur. Et maintenant, résumons brièvement ce qui vient d'être dit. Les tentatives des gens du *Loutch* en général, de messieurs F. Dan et Potressov en particulier, pour présenter les choses comme si le « courant liquidateur » était une invention, sont des subterfuges d'une surprenante hypocrisie dont les auteurs comptent sur un manque total d'information des lecteurs du *Loutch*. En réalité, outre la décision de 1908, il y a la décision *unanime* du Parti de 1910, qui donne une complète appréciation du courant liquidateur, qu'elle taxe de déviation bourgeoise par rapport à la voie prolétarienne, de déviation dangereuse et funeste pour la classe ouvrière. Seuls les ennemis de la classe ouvrière peuvent dissimuler ou éluder cette appréciation.

III. L'ATTITUDE DES LIQUIDATEURS VIS-À-VIS DES DÉCISIONS DE 1908 ET 1910

Dans l'article précédent [la *Pravda* n° 95 (299)], nous avons reproduit textuellement la décision unanime du Parti relative au courant liquidateur, défini comme une manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat.

Cette décision, nous l'avons dit, fut adoptée en *janvier 1910*. Voyons maintenant la conduite des liquidateurs qui ont l'audace de prétendre aujourd'hui qu'il n'y a eu et qu'il n'existe pas de courant liquidateur.

En février 1910, dans le n° 2 de la revue *Nacha Zaria* qui commençait à paraître à l'époque, M. Potressov écrivait explicitement que « *le parti*, en tant que hiérarchie (c'est-à-dire échelle ou système « d'institutions ») cohérente et organisée, *n'existe pas* », et qu'il est impossible de liquider « *ce qui n'existe plus en fait* comme un tout organisé » (voir p. 61 de *Nacha Zaria* n° 2, 1910).

Cela était dit un mois, si ce n'est moins, *après* la décision unanime du Parti ? ?

Et en mars 1910, une autre revue des liquidateurs, avec les mêmes collaborateurs : Potressov, Dan, Martynov, Ejov, Martov, Lévitski et consorts, à savoir la revue *Vozrojdénié* [61], soulignait et expliquait fort simplement les paroles de monsieur Potressov :

« Il n'y a rien à liquider et, ajouterons-nous [c'est-à-dire la rédaction du *Vozrojdénié*], pour notre part, rêver de rétablir cette hiérarchie sous sa forme ancienne, clandestine, est simplement une utopie nuisible, réactionnaire ; elle prouve que les représentants du Parti qui fut autrefois le plus réaliste ont perdu leur flair politique (*Vozrojdénié*, 1910, n° 5, p. 51). »

Le Parti n'existe pas, et c'est une utopie nuisible que de vouloir le rétablir. Rien de plus évident, de plus précis. Voilà un reniement clair et net du Parti. Ont renié (et invité les ouvriers à le faire) des hommes qui avaient abandonné l'action clandestine et « rêvaient » d'un parti légal.

Cet abandon de clandestinité a été ensuite soutenu, d'une façon tout à fait précise et ouverte, par P. Axelrod en 1912 à la fois dans le *Nevski Goloss* [62] (1912, n° 6) et dans *Nacha Zaria* (n° 6, 1912) :

« Etant donné la situation, parler de « non-fractionnisme », écrivait P. Axelrod, c'est s'identifier à l'autruche, c'est s'abuser soi-même et abuser les autres. » « Se constituer, se grouper en fraction est le premier et impérieux devoir des partisans de la réforme ou plus exactement de la révolution dans le Parti. »

Ainsi, P. Axelrod est nettement pour la *révolution dans le Parti*, c'est-à-dire pour la suppression du vieux parti et la fondation d'un nouveau.

En 1913, l'éditorial non signé du n° 101 du *Loutch* disait explicitement que « çà et là, on voit même revivre et grandir dans le milieu ouvrier des sympathies pour la clandestinité », et que c'est là un « *fait à déplorer* ». L'auteur de cet article, L. Sédov, a reconnu lui-même que l'article « a provoqué le mécontentement » même parmi les partisans de la tactique du *Loutch* (*Nacha Zaria* n° 3, 1913, p. 49). Ajoutons que les explications fournies par L. Sédov lui-même étaient telles qu'elles provoquèrent un nouveau mécontentement, cette fois encore d'un partisan du *Loutch*, savoir An, qui dans le n° 181 de cet organe s'élève contre Sédov. An proteste contre l'affirmation de Sédov prétendant que « la clandestinité est un obstacle à la cristallisation politique de notre mouvement, à la construction d'un parti ouvrier social-démocrate ». An raille L. Sédov qui fait preuve d'« imprécision », dit-il, dans la question de savoir si l'action clandestine est ou non désirable.

La rédaction du *Loutch* a fait suivre l'article de An d'une ample postface, dans laquelle elle prend parti *pour Sédov*, estimant que An « a tort de critiquer L. Sédov ».

Nous examinerons, en leur lieu et place, les arguments de la rédaction du *Loutch* et les erreurs liquidatrices de An lui-même. La question n'est pas là pour l'instant. Nous avons à juger attentivement la conclusion fondamentale et cardinale, qui ressort des documents que nous citons *.

* Dans le recueil *Marxisme et courant liquidateur*, Lénine a remplacé ce paragraphe jusqu'au mot « fondamental » par le texte suivant (la publication est conforme au manuscrit) :

« Dans le n° 8 de la *Jivaïa Jizn* [63] (19 juillet 1913), V. Zassoulitch a écrit, répétant des dizaines de raisonnements liquidateurs, « il est difficile de dire si la nouvelle organisation (le Parti social-démocrate) a aidé ou entravé... le travail ». Il est clair que ces paroles équivalent à renier le Parti. V. Zassoulitch justifie l'abandon du Parti en ces termes : « Les organisations perdaient leurs membres parce qu'à ce

En 1908 comme en 1910, l'ensemble du Parti condamne et repousse le courant liquidateur, en expliquant dans les détails et avec précision l'origine de classe et le danger de ce courant. *Tous* les journaux et revues des liquidateurs : *Vozrojdénié* (1909-1910), *Nacha Zaria* (1910-1913), le *Nevski Goloss* (1912) et le *Loutch* (1912-1913) *, *tous* répètent *après* les décisions les plus expresses et même unanimes du Parti, des idées et des arguments qui renferment des tendances *manifestement* liquidatrices.

Même les partisans du Loutch sont obligés de se déclarer en désaccord avec ces raisonnements, avec cette propagande. C'est un fait. Par conséquent, c'est simplement manquer de scrupules que de crier aux « excitations » contre les liquidateurs, comme le font Trotski, Semkovski et beaucoup d'autres protecteurs du courant liquidateur ; car c'est là une criante déformation de la vérité.

La vérité démontrée par les documents que j'ai produits pour plus de *cinq années* (1908-1913) est que les liquidateurs continuent, au mépris de toutes les décisions du Parti, à noircir et à traquer le Parti, c'est-à-dire la « clandestinité ».

Cette vérité, tout ouvrier qui veut démêler *lui-même* le plus sérieusement possible, les questions litigieuses et épineuses du Parti et les résoudre *par lui-même*, doit l'assimiler avant tout, en s'attachant à étudier et à vérifier

---

moment-là, il n'y avait rien à faire. » V. Zassoulitch crée une théorie proprement anarchiste de la « couche large » *à la place* du parti. Voir pour l'examen détaillé de cette théorie le n° 9 de *Prosvéchtchénié*, 1913 (voir le présent tome, pp. 424-447. — *N.R.*).

Qu'est-ce qui constitue donc le ... » (*N.R.*).

* Dans le recueil *Marxisme et courant liquidateur* Lénine a ajouté : « et la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* (1913-1914) avec la note suivante : « Voir, par exemple, le n° 1 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* [44], 1914, l'éditorial de Nouvel An: « La voie qui mène vers l'action d'un parti politique légal est en même temps celle qui mène vers l'unité du parti » (vers l'unité de ceux qui construisent un parti légal ?). Ou le n° 5, 1914 « surmonter (tous les obstacles qui se dressent sur la voie qui mène à l'organisation des congrès ouvriers) n'est rien d'autre que la lutte la plus authentique qui soit pour la liberté de coalition, c'est-à-dire pour la légalité d'un mouvement ouvrier étroitement lié à la lutte pour l'existence légale du parti ouvrier social-démocrate ». (*N.R.*)

par ses propres moyens les décisions mentionnées du Parti et les raisonnements des liquidateurs. Seul mérite le titre de membre du Parti et d'artisan du parti ouvrier celui qui étudie attentivement, médite les problèmes et les destinées de son Parti et arrive à fournir par lui-même une solution. On ne saurait rester indifférent devant la question de savoir si c'est le Parti qui est « coupable » d'« excitations » (c'est-à-dire d'attaques trop violentes et injustifiées) contre les liquidateurs, *ou* si ce sont les liquidateurs qui sont coupables de *violer directement* les décisions du Parti, de *prêcher obstinément la liquidation, c'est-à-dire la destruction* du Parti.

Il est clair que le Parti ne saurait subsister sans lutter de toutes ses forces contre ceux qui le détruisent.

Maintenant que nous avons produit les documents relatifs à cette question essentielle, nous passerons dans un prochain article, à l'appréciation du contenu *idéologique* de la propagande d'un « *parti légal* ».

IV. LA SIGNIFICATION DE CLASSE DU COURANT LIQUIDATEUR

Nous avons montré dans les articles précédents (la *Pravda* nos 289, 299 et 314) que tous les marxistes, en 1908 comme en 1910, avaient condamné sans retour le courant liquidateur, comme un reniement du passé. Les marxistes ont expliqué à la classe ouvrière que le courant liquidateur introduit l'influence de la bourgeoisie dans le prolétariat. Or *toutes* les publications des liquidateurs, de 1909 à 1913 inclusivement, ont violé et continuent de violer d'une façon flagrante les décisions des marxistes.

Considérons le mot d'ordre : « parti ouvrier légal » ou « lutte pour un parti légal », que défendent jusqu'ici les liquidateurs du *Loutch* et de *Nacha Zaria*.

Ce mot d'ordre est-t-il marxiste, prolétarien, ou est-il libéral, bourgeois ?

La réponse, il ne faut la chercher ni dans l'état d'esprit, ni dans les plans des liquidateurs ou des autres groupes, mais dans l'analyse du rapport des forces sociales en Russie, à l'époque actuelle. La valeur des mots d'ordre n'est

pas déterminée par les buts de leurs auteurs, mais bien par le rapport des forces de *toutes* les classes du pays.

Les propriétaires féodaux et *leur* « bureaucratie » sont hostiles à tout changement dans l'esprit de la liberté politique. Cela se conçoit. La bourgeoisie, par sa situation économique dans un pays arriéré et semi-féodal, *ne* peut qu'aspirer à la liberté. Mais la bourgeoisie redoute l'activité populaire *plus* que ne la craint la réaction. Cette vérité a été démontrée avec une netteté particulière par l'an 1905, et la classe ouvrière l'a parfaitement comprise ; seuls ne l'ont pas comprise les intellectuels opportunistes et semi-libéraux.

La bourgeoisie est libérale et contre-révolutionnaire. De là son *réformisme* ridiculement impuissant et misérable. Rêves de réformes et crainte d'avoir à régler sérieusement les comptes avec les féodaux, qui non seulement n'accordent pas de réformes, mais même retirent celles déjà accordées. Propagande de réformes et crainte du mouvement populaire. Désir de débusquer les féodaux, et crainte de perdre *leur* aide, crainte de perdre *ses* privilèges. C'est sur ce rapport des classes qu'a été bâti le système du 3 juin, lequel concède l'omnipotence aux féodaux et les privilèges à la bourgeoisie.

La situation de classe du prolétariat exclut totalement pour lui la possibilité de « partager » les privilèges ou de *craindre* de voir qui que ce soit les perdre. C'est pourquoi le réformisme étroitement égoïste, mesquin et obtus, est entièrement étranger au prolétariat. Quant à la masse paysanne — qui d'une part est infiniment opprimée et au lieu de bénéficier de privilèges subit des famines répétées, et d'autre part, est assurément petite-bourgeoise —, elle oscille inévitablement entre les libéraux et les ouvriers.

Telle est la situation objective.

De cette situation, il ressort de manière évidente que le mot d'ordre de parti ouvrier légal est, par son origine de classe, celui des libéraux contre-révolutionnaires. Il ne contient rien d'autre que du réformisme : pas la moindre allusion au fait que le prolétariat, seule classe parfaitement démocratique, a conscience que sa tâche est de lutter pour disputer aux libéraux l'influence sur toute la démocratie ; pas la moindre notion de suppression de la base même

de tous les privilèges des féodaux, de la « bureaucratie », etc. ; pas la moindre idée des fondements communs de la liberté politique et de la constitution démocratique. En revanche, il renferme une abdication tacite du passé et, partant, le reniement et la dissolution (liquidation) du parti ouvrier.

En bref, ce mot d'ordre apporte dans le milieu ouvrier, en période de contre-révolution, la *propagande de ce que* la bourgeoisie libérale *fait* dans son milieu. C'est pourquoi si les liquidateurs n'avaient pas existé, les intelligents bourgeois progressistes *auraient dû* trouver ou embaucher des intellectuels, afin qu'ils aillent porter cette propagande dans la classe ouvrière !

Seuls des êtres sans cervelle peuvent comparer les *paroles* des liquidateurs aux *motifs* de ces derniers. Il faut comparer leurs *paroles* aux *actes* de la bourgeoisie libérale et à sa situation objective.

Considérez ces *actes*. En 1902, la bourgeoisie est *pour* la clandestinité. Strouvé est délégué par la bourgeoisie pour publier le clandestin *Osvobojdénié*. Lorsque le mouvement ouvrier aboutit au 17 octobre, les libéraux et les cadets abandonnent la clandestinité et puis la renient, la proclament inutile, insensée, un péché et une œuvre impie (*Viékhi*)*. *Au lieu* de la clandestinité, c'est pour la bourgeoisie libérale *la lutte pour un parti légal*. C'est là un fait historique que viennent confirmer les tentatives inlassables de légalisation des cadets (1905-1907) et des progressistes (1913).

Chez les cadets, nous voyons une « action légale et son organisation secrète » ; le brave, c'est-à-dire l'inconscient liquidateur A. Vlassov, n'a fait que résumer « en termes personnels » les faits et gestes des cadets.

Pourquoi donc les libéraux ont-ils renié l'action clandestine et adopté le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » ? Serait-ce parce que Strouvé est un traître ? Non. Bien au contraire. Strouvé a tourné casaque, parce que tou-

* Dans le recueil *Marxisme et courant liquidateur* le mot « Viékhi » est supprimé et remplacé par la note suivante: « Il existe un livre admirable, les *Viékhi*, qui a connu une foule de rééditions et qui fournit un beau résumé de ces idées du libéralisme contre-révolutionnaire. » (*N R.*)

te la bourgeoisie a opéré un revirement. Et elle l'a fait 1) parce qu'elle a reçu des privilèges le 11 décembre 1905 [65] et que le 3 juin 1907 elle s'est même vu attribuer le rôle d'opposition *tolérée* ; 2) parce qu'elle-même a été saisie d'une peur mortelle à la vue du mouvement populaire. Le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal », si on le traduit du langage de la « haute politique » en une langue simple et claire, veut dire ceci :

— Messieurs les propriétaires fonciers ! Ne croyez pas que nous voulions vous faire perdre le goût du pain. Non. Serrez-vous un peu, et faites-nous une petite place à nous autres bourgeois (parti légal) ; nous vous défendrons alors cinq fois plus « intelligemment », plus subtilement, plus « scientifiquement » que les Timochkine et les saints-pères de Sabler [66].

Imitant les cadets, les petits-bourgeois, les populistes [67], ont adopté le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal ». En août 1906 M. Péchékhonov et Cie du *Rousskoïé Bogatstvo*, renient la clandestinité, proclament la « lutte pour un parti légal » et amputent leur programme des mots d'ordre démocratiques conséquents, des mots d'ordre « clandestins ».

Le bavardage réformiste de ces petits bourgeois sur un « parti large et légal » a eu pour résultat qu'ils sont restés, manifestement pour tous, *sans aucun* parti, *sans aucune* liaison avec les masses ; quant aux cadets, ils ont même cessé de rêver d'une telle liaison.

C'est ainsi, et seulement ainsi, par l'analyse de la situation des classes, par l'histoire générale de la contre-révolution que l'on peut arriver *à comprendre* le courant liquidateur. Les liquidateurs, ce sont des intellectuels petits-bourgeois que la bourgeoisie a envoyés semer la perversion libérale dans le milieu ouvrier. Les liquidateurs sont traîtres au marxisme et traîtres à la démocratie. Le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » leur sert (aux libéraux comme aux populistes) à masquer leur reniement du passé et leur *rupture avec la classe ouvrière*. Ce fait a été démontré par les élections de la curie ouvrière à la IVe Douma, et par l'histoire de la fondation de la *Pravda* ouvrière. Il est apparu manifestement pour tous que seuls se trouvaient en liaison avec les masses ceux qui n'avaient pas renié le passé, qui avaient su utiliser uniquement dans l'es-

prit de ce passé, et afin de le renforcer, de le consolider et de le développer, le « travail légal » et les « possibilités » de toute sorte.

Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement à l'époque du système du 3 juin.

Nous reviendrons dans notre prochain article sur les « amputations » faites au programme et à la tactique par les liquidateurs (c'est-à-dire les libéraux).

V. LE MOT D'ORDRE DE « LUTTE POUR UN PARTI LÉGAL »

Dans l'article précédent (la *Pravda* n° 122), nous avons examiné la signification objective, c'est-à-dire déterminée par les rapports des classes, du mot d'ordre de « parti légal » ou de « lutte pour un parti légal ». Ce mot d'ordre est la répétition servile de la tactique de la bourgeoisie, pour qui il est la juste expression de son reniement de la révolution ou de son esprit contre-révolutionnaire.

Considérons certaines tentatives, particulièrement répandues chez les liquidateurs, pour défendre le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal ». Maevski, Sédov et Dan, tous ceux qui écrivent pour le *Loutch*, s'appliquent à confondre *parti* légal avec travail légal ou *activité* légale. Cette confusion est simplement de la sophistique, une comédie, une mystification du lecteur.

Primo, l'activité légale des social-démocrates de la période 1904-1913 est un *fait*. Le parti légal est une *phrase* des intellectuels, qui masque leur reniement du Parti. Secundo, le Parti a maintes fois condamné le courant liquidateur, c'est-à-dire le mot d'ordre de parti légal. Mais, loin de condamner l'activité légale, le Parti a, au contraire, condamné ceux qui abandonnaient ou abdiquaient cette activité. Tertio, en 1904-1907, l'activité légale était *particulièrement* développée chez *tous* les social-démocrates. Mais *il n'est pas un seul* courant d'opinion ni *une seule* fraction de la social-démocratie, qui ait formulé alors le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » !

C'est là un fait historique. Quiconque veut *comprendre* le courant liquidateur doit réfléchir à ce fait.

L'absence d'un mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » a-t-elle gêné l'activité légale en 1904-1907 ? Pas du tout.

Pourquoi les social-démocrates n'ont-ils pas formulé ce mot d'ordre *à l'époque* ? Justement parce qu'à l'époque la contre-révolution qui allait entraîner une partie des social-démocrates dans un opportunisme extrême n'était pas encore déchaînée. Il était *trop évident*, à ce moment-là, que le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » était une phrase opportuniste, un reniement de la « clandestinité ».

Réfléchissez donc, Messieurs, à la signification de ce tournant historique : à l'époque de 1905, alors que l'activité légale avait un brillant développement, le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » *n'existait pas* ; à l'époque de la contre-révolution, alors que l'activité légale est faible, on voit apparaître parmi une fraction des social-démocrates (à la suite de la bourgeoisie), le mot d'ordre d'abdication de la « clandestinité » et de « lutte pour un parti légal ».

La signification et la portée de classe d'un tel tournant peuvent-elles être encore obscures ?

Enfin, quatrième et principal point. L'activité légale peut être (et est) de *deux genres*, orientée dans deux directions diamétralement opposées : l'une est faite pour la défense du passé, entièrement *dans l'esprit* et *au nom* des mots d'ordre et de la tactique de ce passé ; l'autre est faite *contre* le passé, afin de le renier, d'amoindrir son rôle, ses mots d'ordre, et ainsi de suite.

L'existence de ces deux aspects, hostiles et inconciliables, quant aux principes, de l'activité légale est le fait historique le plus incontestable de la période allant de 1906 (les cadets et M. Péchékhonov et consorts) à 1913 (*Loutch*, *Nacha Zaria*). Peut-on, par conséquent, écouter sans sourire le naïf (ou l'homme qui pour un temps fait le naïf) lorsqu'il dit : de quoi discuter, si les uns et les autres se livrent à une activité légale ? Ce dont on discute ici, cher ami, c'est justement de savoir s'il faut mener cette activité en vue de défendre la « clandestinité » et dans l'esprit de cette dernière, ou bien en vue de diminuer la portée de cette action, contre elle, et dans un esprit qui n'est pas le sien ! La discussion porte uniquement — ah !

bien vrai, « *uniquement* » ! — sur la question de savoir si tel travail légal se fait dans un esprit libéral ou dans un esprit démocratique conséquent. La discussion porte « uniquement » sur la question de savoir si l'on peut *se contenter* d'un travail légal : rappelez-vous monsieur le libéral Strouvé, qui ne s'en était pas contenté en 1902, mais qui s'en est parfaitement « contenté » en 1906-1913 !

Nos liquidateurs du *Loutch* n'arrivent pas à comprendre que le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » consiste à faire passer dans le milieu ouvrier les idées libérales (strouvistes), affublées de ces oripeaux que sont les vocables « presque-marxistes ».

Prenez encore le raisonnement de la rédaction du *Loutch* elle-même, dans sa réponse à An (n° 181) :

« ... Le Parti social-démocrate ne se limite pas aux camarades peu nombreux que la réalité oblige à mener une action clandestine. Car enfin, si le *Parti* se limitait à son effectif clandestin, combien de membres compterait-il ? Deux ou trois centaines ? Et où donc seraient passés les milliers, sinon les dizaines de milliers d'ouvriers qui portent pratiquement sur leurs épaules tout le poids du travail social-démocrate ? »

A qui sait penser, ce seul raisonnement suffit pour reconnaître que ses auteurs sont des libéraux. Premièrement ils profèrent une contre-vérité manifeste au sujet de l'« effectif clandestin » : il ne compte pas des « centaines » de membres, mais bien plus. Deuxièmement, dans le monde entier, les effectifs du Parti sont « *restreints* » comparativement au nombre des ouvriers faisant un travail social-démocrate. En Allemagne, par exemple, le Parti social-démocrate ne compte qu'un million d'adhérents. Or, aux élections, il réunit près de 5 millions de voix, et les prolétaires sont au nombre de 15 millions environ. La proportion des effectifs du Parti par rapport au nombre des social-démocrates est déterminée dans les différents pays par les différentes conditions historiques. Troisièmement, nous n'avons *rien* qui puisse remplacer la « clandestinité ». Par conséquent, le *Loutch* invoque *contre* le Parti les ouvriers *sans-parti* ou *hors-parti*. C'est là le procédé habituel du libéral qui s'applique à détacher la masse de son avant-garde *consciente*. Le *Loutch* ne comprend pas le rapport entre le *Parti* et la *classe*, comme ne le comprenaient pas

les « économistes » de 1895-1901. Quatrièmement, le « travail social-démocrate » n'est chez nous, pour l'instant, un travail véritablement *social-démocrate* que s'il est mené *dans l'esprit* du passé, au nom de ses mots d'ordre.

Les raisonnements du *Loutch* sont des raisonnements d'intellectuels libéraux qui, ne désirant pas entrer dans l'organisation du Parti existant véritablement, s'emploient à *détruire* cette organisation, en dressant contre elle la foule de sans-parti, éparse et peu consciente. Ainsi agissent les libéraux allemands qui prétendent que les social-démocrates ne sont pas les représentants du prolétariat, parce qu'ils n'en groupent qu'un quinzième « seulement » dans le « Parti » !

Voyez ce raisonnement encore plus courant du *Loutch* : « nous » sommes pour un parti légal, « comme en Europe ». Les libéraux et les liquidateurs veulent une constitution et un parti légal « comme en Europe » *aujourd'hui*, mais ils ne veulent pas du chemin que l'Europe a suivi pour arriver à cet aujourd'hui.

Dans le *Loutch*, le liquidateur et bundiste Kossovski nous recommande l'exemple des Autrichiens. Il oublie seulement que les Autrichiens ont leur constitution *depuis 1867*, et qu'elle n'aurait pu exister 1) sans le mouvement de 1848, 2) sans la profonde crise que l'Etat traversa dans les années 1859-1866, quand *la faiblesse* de la classe ouvrière permit à Bismarck et consorts de *se tirer d'embarras* au moyen de la fameuse « révolution par en haut ». Que résulte-t-il donc des enseignements de Kossovski, Dan, Larine et de tous ceux du *Loutch* ?

Simplement qu'ils aident à résoudre notre crise *nécessairement* dans l'esprit d'une « révolution par en haut » ! Mais ce travail qu'ils font *est* justement le « travail » d'un parti ouvrier stolypinien [68].

Où que l'on regarde, nous assistons partout chez les liquidateurs à un reniement du marxisme et de la démocratie.

Dans un prochain article nous examinerons en détail leur raisonnement prônant la nécessité de tronquer nos mots d'ordre, les mots d'ordre social-démocrates.

VI

Nous avons à examiner la question des mots d'ordre marxistes que veulent tronquer les liquidateurs. Pour cela, le mieux serait de prendre les décisions de leur conférence d'août ; mais pour des raisons que l'on comprend, l'examen de ces décisions n'est possible que dans notre presse de l'étranger. Or ici, force nous est de prendre le *Loutch* qui, dans l'article de L.S. [69] [n° 108 (194)], a fait un exposé remarquablement exact de toute l'essence, de tout l'esprit liquidateur.

Monsieur L.S. écrit :

...« Le député Mouranov ne reconnaît pour l'instant que trois revendications partielles, ces trois piliers sur lesquels, comme on le sait, a été fondée la plate-forme électorale des léninistes : démocratisation complète du régime politique, journée de huit heures et remise de la terre aux paysans. La *Pravda* elle aussi continue de s'en tenir à ce point de vue. Or, nous autres, de même que toute la social-démocratie européenne » (lisez : « nous, et aussi Milioukov qui nous assure que nous avons, Dieu merci, une constitution ») « nous voyons dans la formulation de revendications partielles un moyen d'agitation qui ne peut avoir de succès que lorsqu'il tient compte de la lutte quotidienne des masses ouvrières. Nous ne jugeons possible de formuler, précisément comme une revendication partielle devant attirer actuellement l'attention de la social-démocratie, que ce qui, d'une part, a une importance de principe pour le développement du mouvement ouvrier et, d'autre part, peut devenir actuel pour la masse. Des trois revendications formulées par la *Pravda*, une seule, la journée de huit heures, joue et peut jouer un rôle dans la lutte quotidienne des ouvriers. Les deux autres revendications peuvent, actuellement, être l'objet d'une propagande, mais non l'objet d'une agitation. Sur la différence entre propagande et agitation, voyez les brillantes pages de la brochure *la Lutte contre la famine* de G. Plékhanov » (L.S. tombe vraiment mal : il lui est « douloureux » d'évoquer la polémique de Plékhanov en 1899-1902 avec les « économistes », que lui, L.S., recopie !).

« Outre la journée de huit heures, il y a comme revendication partielle imposée tant par les nécessités du mouvement ouvrier que par tout le cours de la vie russe, la revendication de la liberté de coalition, de la liberté de toute l'organisation, avec la liberté de réunion, de parole orale et écrite, qui s'y rattache. »

Voyez donc la tactique des liquidateurs. Ni ce que L.S. dit être la « démocratisation complète, etc. », ni ce qu'il appelle « remise de la terre aux paysans » *n'est*, voyez-vous, « actuel pour la masse », *n'est* imposé par les « néces-

sités du mouvement ouvrier », non plus que « par tout le cours de la vie russe » ! ! Comme ils sont vieux ces raisonnements et comme ils sont bien connus de ceux qui se rappellent l'*histoire* de la pratique marxiste russe, ses longues années de lutte contre les « économistes » qui reniaient les tâches de la démocratie ! Avec quel talent le *Loutch* recopie les conceptions de Prokopovitch et de Kouskova, qui tentèrent *alors* d'entraîner les ouvriers dans la voie libérale !

Mais examinons de plus près le raisonnement du *Loutch*. Du point de vue du bon sens, il touche simplement à la folie. Peut-on en effet, sans avoir perdu la raison, affirmer que ladite revendication « paysanne » (c'est-à-dire dirigée au profit des paysans) *ne soit pas* « actuelle pour la masse » ? *ne soit pas* « imposée par les nécessités du mouvement ouvrier et par tout le cours de la vie russe » ? Cela n'est pas seulement une contre-vérité, c'est une criante absurdité. Toute l'histoire du XIXe siècle en Russie, tout le « cours de la vie russe » *ont mis en avant* cette question, l'*ont rendue* actuelle, actuelle au plus haut point, et *toute* la législation russe s'en est ressentie. Comment le *Loutch* a-t-il pu arriver à cette monstrueuse contre-vérité ?

Il devait y arriver parce qu'il est subjugué par la politique *libérale* ; les libéraux restent fidèles à eux-mêmes, lorsqu'ils rejettent (ou bien refoulent au second plan, à l'exemple du *Loutch*) la revendication paysanne. La bourgeoisie libérale le fait parce que sa situation *de classe* l'oblige à s'accommoder aux propriétaires fonciers et à s'affirmer contre le mouvement populaire.

Le *Loutch* apporte aux ouvriers les idées des propriétaires fonciers libéraux et se livre à une trahison à l'égard de la paysannerie démocratique.

Poursuivons. Est-ce que vraiment la liberté d'association est seule « actuelle » ? Et l'inviolabilité de la personne ? Et la suppression du bon plaisir et de l'arbitraire ? Et le suffrage universel, etc. ? Et la Chambre unique ? Et tout le reste ? Tout ouvrier un peu instruit et quiconque se rappelle le passé récent, sait parfaitement que tout cela est actuel. Dans des milliers d'articles et de discours, tous les libéraux reconnaissent que tout cela est actuel. Pourquoi donc le *Loutch* déclare-t-il actuelle une seule *liberté*, fût-elle importante *entre toutes*, tandis qu'il a rayé, refoulé,

relégué aux archives de la « propagande », retranché de l'agitation, les conditions fondamentales de la liberté politique, de la démocratie et du régime constitutionnel ?

Pour la raison, mais pour la raison seule, que le *Loutch* n'accepte pas *ce qui est inacceptable pour les libéraux*. Pour ce qui est de l'actualité pour les masses des nécessités du mouvement ouvrier et du cours de la vie russe, il *n'existe pas* de différence entre les trois revendications de Mouranov et de la *Pravda* (disons pour être bref : les revendications des marxistes conséquents). Les revendications ouvrières, paysannes et de politique générale sont *pareillement* actuelles pour les masses ; elles ont été *pareillement* imposées tout à la fois par les nécessités du mouvement ouvrier et par « tout le cours de la vie russe ». Au point de vue du caractère « partiel », cher à notre adorateur de la modération et de la ponctualité, toutes les trois revendications sont identiques : elles sont « partielles » par rapport au but final, mais elles sont très élevées, par exemple, par rapport à l'« Europe » en général.

Comment se fait-il donc que le *Loutch* accepte la journée de huit heures et repousse le reste ? Pourquoi a-t-il décidé, *aux lieu et place* des ouvriers, que la journée de huit heures « joue un rôle » dans leur lutte quotidienne, tandis que les revendications de politique générale et les revendications paysannes *ne* jouent *pas* ce rôle ? Les faits nous disent, d'une part, que les ouvriers, dans leur lutte de tous les jours, formulent des revendications de politique générale aussi bien que des revendications paysannes, et que, d'autre part, ils *luttent* souvent pour des réductions plus modestes de la journée de travail.

Quelle en est donc la raison ?

La raison en est dans le réformisme du *Loutch*, qui *rejette* comme d'habitude sur les « masses », sur le « cours de l'histoire », etc., toute cette étroitesse libérale qui est bien la sienne.

D'une façon générale, voici ce qu'est le réformisme : on se contente de faire de l'agitation pour des changements qui ne réclament pas la suppression des bases essentielles de la vieille classe dominante, pour des changements *compatibles* avec le *maintien* de ces bases. La journée de huit heures est compatible avec le maintien du pouvoir du

capital. Les libéraux russes, pour attirer les ouvriers, sont prêts eux-mêmes à souscrire (« dans la mesure du possible ») à cette revendication. Quant aux revendications pour lesquelles le *Loutch* ne veut pas « faire de l'agitation », elles sont *incompatibles* avec le maintien des bases de la période précapitaliste du servage.

Le *Loutch* bannit de son agitation ce qui est inacceptable pour les libéraux, qui ne veulent pas supprimer le pouvoir des propriétaires fonciers, qui ne veulent que partager le pouvoir et les privilèges. Le *Loutch* bannit ce qui est incompatible du point de vue du réformisme.

Là gît le lièvre.

Ni Mouranov, ni la *Pravda*, ni tous les marxistes ne repoussent les revendications partielles. Sottises que tout cela. Exemple : les assurances. Ce que nous repoussons, c'est la *mystification* du peuple par des bavardages sur les revendications partielles, par le *réformisme*. Dans la Russie d'aujourd'hui, nous repoussons le *réformisme libéral* qui est utopique, égoïste et mensonger, reposant sur des illusions constitutionnelles, tout imprégné de l'esprit de servilité devant les propriétaires fonciers. Voilà le fin fond du problème que le *Loutch* embrouille et dissimule sous des phrases sur les « revendications partielles » en général, bien qu'il reconnaisse lui-même que ni Mouranov ni la *Pravda* ne repoussent certaines « revendications partielles ».

Le *Loutch* tronque les mots d'ordre marxistes, les adapte à l'étroite mesure du réformisme libéral, faisant ainsi passer les idées bourgeoises dans le milieu ouvrier.

La lutte des marxistes contre les liquidateurs n'est autre chose que l'expression de la lutte des ouvriers avancés contre les bourgeois libéraux, pour soustraire à leur influence les masses populaires, pour les instruire et les éduquer politiquement.

LETTRE À M. OLMINSKI (VITIMSKI)

Cher collègue, je dois tout d'abord vous féliciter pour vos deux articles, *très* réussis à mon avis : celui sur les libéraux et la conférence de la *Pravda* et du *Loutch* avec les rédacteurs libéraux, et celui du n° 123 sur la *Pravda* [70].

A propos de la question que vous avez soulevée, concernant An et Vlassov, je ne peux pas être d'accord avec vous. A mon avis, vous avez pris les points *superficiels*, ceux qui sont sur le dessus et que l'on voit tout de suite, et vous êtes prêt à oublier les points plus importants, capitaux. C'est archi-dangereux.

An et Vlassov « attaquent la rédaction du *Loutch* », écrivez-vous, et vous trouvez qu'« on n'en a pas tiré profit ».

Vous vous trompez. An et Vlassov *acceptent ce qu'il y a d'essentiel* dans le *Loutch*, je veux dire le mot d'ordre de « lutte pour le parti légal » ou celui de paix (ou d'unité) avec les liquidateurs. *C'est cela l'essentiel.* C'est cela qu'il faut au *Loutch.* Ce journal veut justement se présenter comme l'organe *non pas* seulement des liquidateurs, mais à la fois des liquidateurs et des militants du Parti. Cette tromperie ne doit pas être tolérée. Elle est plus dangereuse que tout. C'est sur cette tromperie qu'est bâtie toute l'aventure de Trotski et de Semkovski.

Ensuite, il n'est pas tout à fait exact qu'« on n'en a pas tiré profit ». *Comment* en tirer profit ? Est-ce en disant que An et Vlassov « attaquent la rédaction du *Loutch* et justifient la ligne de la *Pravda* » ? ? Ce serait inexact.

Justement, ce qu'il y a de *fondamental* dans la position de la *Pravda*, An et Vlassov ne le justifient pas ; soit ils le rejettent (An) soit ils ne l'ont pas compris (Vlassov).

Ou bien faut-il en tirer profit en disant que le *fait* que Sédov soit un liquidateur a été reconnu *non seulement par des ennemis*, mais aussi par des partisans du *Loutch* ? Ce serait exact. Mais cela a été fait, entre autres, dans mon article (« Questions litigieuses » n° 3 dans la *Pravda* n° 110)*.

« Il faut diviser les adversaires et non les unir », écrivez-vous comme un reproche à V. I. qui ferait bien d'avoir un peu plus de tact et qui, selon vous, les « unit ».

Permettez-moi de dire quelques mots pour ma défense.

Il faut diviser les adversaires et non les unir, c'est incontestable. Bon, mais si les adversaires ont *avantage à faire semblant* d'être « divisés », d'avoir parmi eux non pas seulement des liquidateurs et personne d'autre, mais « aussi » les Lettons, et « aussi » Trotski, et « aussi » le Bund, et « aussi » An ? ? Voilà la *substance* de la tactique des liquidateurs que vous n'avez pas discernée, peut-être parce que vous n'avez lu ni entendu tout ce qui concerne la conférence d'août. C'est en effet cela qui fait le *sel* et la *substance* de toute la tactique de « salut » des liquidateurs, c'est-à-dire du salut de la *liberté* pour le mensonge et le libéralisme des liquidateurs d'exercer une influence *de l'intérieur* du Parti.

C'est la seule façon dont on puisse encore tenter de sauver les liquidateurs. Et l'habile diplomate An (derrière qui rampe le nouveau-né Vlassov) joue un jeu très *fin*. Vous ne connaissez pas An ! Tandis que moi, j'ai étudié sa diplomatie des années durant, et je sais comment il l'utilise pour filouter *tout le Caucase* ! ! An possède un réel talent de diplomate (je le connais depuis 1903), mais celui-ci est malheureusement mal orienté. An veut faire mine d'être contre le *Loutch*, *et ainsi sauver* ce journal ! ! Cela est clair pour ceux qui connaissent bien l'histoire du Parti, surtout les périodes de *janvier* 1910 et d'*août* 1912 ! ! An a chapitré Dan pour des broutilles tout en lui concédant l'essentiel (le *mot d'ordre* de lutte

* Voir le présent tome pp. 159-162. (*N.R.*).

pour le parti légal), comme pour dire aux «siens»: voyez, *n o u s a u s s i*, nous sommes contre les liquidateurs. *Il n'y a pas* d'erreur plus funeste que de se laisser prendre à l'hameçon de An. Vous *ne connaissez pas* (et cela se comprend) les dessous des rapports entre Trotski, An, le Bund, Braun, etc., et le *Loutch*, mais moi je les connais. Rien ne peut *a i d e r* davantage les liquidateurs que de reconnaître en *An* un anti-liquidateur. C'est un fait. Or, An est pour eux le seul *a p p u i* « sérieux ». C'est aussi un fait. Je vous serre vigoureusement la main et vous souhaite santé et courage. Écrivez-moi : je suis toujours très content de bavarder un peu avec vous.

Votre *V. I.*

P.-S. On dit qu'à Pétersbourg circulent beaucoup de bruits sur la façon dont An (avec Tchkhéïdzé) a « essayé de ravir » le *Loutch* à Dan... et n'y est pas parvenu. Je pense qu'il le faisait *pour la frime*, et qu'il a terminé sur un *prétendu compromis*, mais en fait sur une reddition à Dan ! ! Dan, c'est la batterie de l'adversaire, mal camouflée. An, c'est la même batterie du même adversaire, mais habilement camouflée. Je vous assure que je sais cela par expérience.

Rédigé le 3 (16) juin 1913.
Publié pour la première fois en 1930 dans les 2e-3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XVI

Conforme au texte du manuscrit

À PROPOS DE M. BOGDANOV ET DU GROUPE « VPÉRIOD » [71]

(POUR LE COMITÉ DE RÉDACTION DE LA *PRAVDA*)

Le procédé employé par la rédaction à propos de la falsification de l'histoire du Parti qu'a faite M. Bogdanov est tellement révoltant qu'on ne sait vraiment plus si l'on peut après cela continuer à collaborer au journal.

Comment s'est passée l'affaire ?

Mon article ne contenait *pas un mot* contre M. Bogdanov (non membre du groupe « Vpériod ») ; pas un mot de *condamnation* en général.

De la manière la plus prudente, je constatais un *fait* : qu'une orientation condamnée *par tout le Parti unanime* était *« rattaché au groupe Vpériod* * »*.

Pas un mot de plus. M. Bogdanov lui-même *n'a pu* citer rien d'autre !

Une question se pose : peut-on passer ce fait sous silence ? Non, puisque le Parti a condamné *d'un coup* le courant liquidateur et l'otzovisme [72]. Quiconque voudrait passer ce fait sous silence, en parlant de l'histoire du Parti par rapport au courant liquidateur, serait un *escroc*. J'ose penser que la rédaction n'exigeait pas de moi une escroquerie. Je suis d'autant plus tenu de le penser que la rédaction a confirmé son accord avec le n° 95 !

Le fait est-il exact ? La rédaction est d'accord pour dire qu'il l'est. D'ailleurs, il est difficile *de ne pas être*

* Voir le présent tome, p. 157. (*N.R.*)

d'accord alors que le groupe « Vpériod » lui-même qualifiait l'otzovisme de « nuance légitime » ! !

Mais, si le fait est exact, comment donc peut-on (« par souci d'impartialité ») permettre à M. Bogdanov de *mentir* à ce sujet ? ? Je ne puis trouver d'autre explication que l'ignorance de la rédaction quant à l'histoire du groupe « Vpériod » (à moins qu'il n'y ait chez quelqu'un une partialité tout à fait aveuglante envers les platitudes réactionnaires que le philosophe Bogdanov enseigne aux ouvriers).

La rédaction ne sait probablement pas que le groupe « Vpériod » est en pleine désagrégation. M. Bogdanov l'a quitté depuis longtemps : sa « philosophie » a été *condamnée* dans la presse par le *vpériodoviste* Alexinski. Ce même Alexinski a condamné *dans la presse* la « culture prolétarienne » (un point de la plate-forme des *vpériodovistes*). Cela, la rédaction l'ignore-t-elle ?

Ont actuellement *quitté* le groupe « Vpériod » : Bogdanov, Domov, Liadov, Volski, Stépinski [73] (et Lounatcharski est à la veille de le quitter : voir *les nouveaux tracts de Paris*). La rédaction l'ignorait-elle ?

La rédaction soutient les pires (incurables) éléments parmi les menteurs bourgeois de « Vpériod » *contre* les meilleurs, ceux qui (tel Alexinski) ont *r o m p u* avec M. Bogdanov ! !

Mais c'est inqualifiable ! C'est une insulte à la vérité et *au Parti.*

J'exige instamment que mon billet ci-joint soit inséré dans son *intégralité.* J'ai toujours laissé à la rédaction le droit d'apporter des modifications dans un esprit de camaraderie, mais pour cet article, après la lettre de M. Bogdanov, je *refuse* le droit de le modifier, etc. Si vous ne l'insérez pas, remettez-le au *Prosvéchtchénié*, et quant à moi, je me réserve *l'entière liberté* de faire la guerre aux falsifications de l'histoire du Parti. Nous combattons les liquidateurs, et nous *couvrons* l'otzovisme : cette position est si profondément abjecte que, j'en suis sûr, seule l' *i g n o r a n c e* des faits peut expliquer cette bévue.

Il faut que la rédaction dise : nous nous sommes convaincus que M. Bogdanov a faussement exposé la

plateforme de « Vpériod » et faussement rapporté les *faits*.

J'insiste pour obtenir une réponse immédiate. Je ne suis pas en état d'écrire de nouveaux articles si je rencontre l'infâme mensonge de M. Bogdanov.

Votre dévoué *V. Iline*

Rédigé le 3 (16) juin 1913.
Publié pour la première fois en 1930 dans les 2e-3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XVI

Conforme au texte du manuscrit

LA «PRAVDA» A-T-ELLE DÉMONTRÉ LE SÉPARATISME DES BUNDISTES ?

Dans son n° 104 (308), la *Pravda* a publié un article intitulé : « Les séparatistes en Russie et les séparatistes en Autriche * ». A présent, M. Vl. Kossovski lance dans le n° 119 (205) du *Loutch* une réfutation, ou plutôt un torrent d'injures contre la *Pravda* au sujet de cet article. Aux ouvriers qu'intéresse le sort de *leur* organisation nous ne pouvons que signaler ces attaques furieuses de MM. les *loutchistes*, qui *éludent* les questions en litige.

Par quoi la *Pravda* a-t-elle démontré le séparatisme des bundistes ?

1) Par le fait qu'ils *ont quitté le Parti* en 1903. Les expressions injurieuses de M. Kossovski n'ont pas le moins du monde réfuté ce fait. Si les Kossovski invectivent c'est justement parce qu'ils sont *impuissants* à réfuter les faits.

2) Par le fait que *partout* les ouvriers juifs ont adhéré et continuent d'adhérer au Parti en dépit du Bund.

Contre cela non plus le piètre défenseur du Bund ne peut rien dire !

3) Par le fait que la décision du Parti concernant l'unité à la base entre les ouvriers de *toutes les nations*, décision adoptée en 1906 et spécialement confirmée en 1908 [74], a été ouvertement *voilée* par le Bund.

---

* Voir le présent tome, pp. 80-81. (*N.R.*)

M. Kossovski *n'a pas pu* dire le moindre mot contre cela !

4) Par l'aveu du bundiste Médem que les bundistes n'ont jamais pratiqué l'unité à la base, c'est-à-dire ont toujours été des séparatistes.

Pas une seule objection chez M. Kossovski !

Pensez-y, lecteur, comment n'invectiverait-il pas et ne serait-il pas fou de rage, ce monsieur qui *ne peut absolument rien* dire contre les *quatre* affirmations principales de la *Pravda* ?

Ensuite, la *Pravda* a reproduit une citation exacte de l'organe des séparatistes tchèques d'Autriche, que l'Internationale *unanime* a condamnés pour leur séparatisme. Dans cet organe, on *félicite* M. Kossovski (son article dans *Nacha Zaria* liquidatrice) pour son « tournant vers une amélioration » par rapport aux séparatistes.

Eh bien, M. Kossovski ? Est-elle inexacte, notre citation ? M. Kossovski sait qu'elle est exacte, et il est saisi d'une rage impuissante : « On ne sait quelle réaction dans on ne sait quelle feuille tchèque. »

Ne mentez pas, Monsieur le séparatiste et le libéral juif ! Mentir ne vous servira à rien, car vous serez démasqué.

Non pas « on ne sait quelle réaction », ni dans « on ne sait quelle feuille tchèque », mais un article *spécial* dans l'*organe* allemand des séparatistes tchèques [75]. C'est un fait, et vous ne l'avez pas réfuté.

Je ne défends pas les séparatistes, dit M. Kossovski pour se justifier, en exposant le contenu de son article de *Nacha Zaria*.

Voyez-vous cela ! Mais alors, les *séparatistes thèques* vous ont *mal compris* ? ? Pauvres chefs libéraux du Bund ! Non seulement leurs adversaires, mais encore leurs *amis* eux-mêmes ne les ont « *pas compris* » !

Par contre, tout ouvrier comprendra fort bien que ce menteur sans envergure pris sur le fait cherche son salut dans les faux-fuyants et les injures. Vous n'impressionnerez pas les ouvriers de cette façon, messieurs.

La *Pravda* a démontré que les bundistes sont des séparatistes. M. Vl. Kossovski n'a pas pu le réfuter.

MM. V. Kossovski, Médem et Cie sont un groupe d'intellectuels libéraux qui utilisent le nationalisme bourgeois

et le séparatisme pour pervertir les ouvriers juifs. Pour cette raison, la *Pravda* a fait et continuera de faire la guerre aux bundistes.

Les ouvriers social-démocrates juifs vont au Parti ouvrier en dépit du Bund et contre le Bund.

La « Pravda » n° 127, 6 juin 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LES LIBÉRAUX DANS LE RÔLE DE DÉFENSEURS DE LA IVe DOUMA

Tout au début de l'existence de la IIIe Douma, les marxistes signalèrent (non dans des articles isolés, mais dans une résolution formelle) que le système du 3 juin avait consciemment créé *deux* majorités à la Douma : la droite plus les octobristes et les octobristes plus les cadets *. Toutes deux se placent sur un terrain réactionnaire, toutes deux sont *nécessaires* au gouvernement, de même que le soutien de la bourgeoisie est nécessaire au grand propriétaire.

Et maintenant voici où nous en sommes arrivés : les libéraux se sont mis à défendre systématiquement la IVe Douma et à réclamer pour elle « *le soutien du peuple et de l'opinion* ».

Incroyable, mais vrai. On peut lire ces mots dans l'éditorial du n° 139 de la *Retch*. Cet éditorial mérite bien plus le qualificatif d'« historique » que le vote de la IVe Douma sur le budget du ministère de l'Intérieur. Il constitue tout un programme. La question de l'attitude de la Douma envers le pays, et du pays envers la Douma, est posée avec ampleur et magnifiquement expliquée, pour l'instruction de la démocratie.

« Laissons les social-démocrates répéter, écrit l'organe principal des libéraux, que la Douma n'est qu'un décor, que l'activité de la Douma n'est que duperie et hypocrisie, et que les idéologues

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 150. (*N.R.*)

de la Douma ne font qu'induire le peuple en erreur et le nourrir d'illusions constitutionnelles. »

Nous félicitons les nouveaux *idéologues* de la Douma, de la *quatrième* Douma ! Dommage seulement qu'ils soient ignares à ce point. Jamais le Parti social-démocrate n'a déclaré que la IIIe et la IVe Douma n'étaient qu'un décor ; au contraire, il a toujours expliqué l'erreur des populistes de gauche qui le pensent et le disent ; il a toujours démontré que la IIIe et la IVe Douma étaient l'instrument institutionnel de l'alliance sérieuse et réaliste des forces contre-révolutionnaires.

« Dans l'attente (?) des forces sociales, écrit la *Retch*, qui jusqu'à présent ne brillent que par leur absence sur le terrain de la lutte sociale, la Douma *est* une force sociale.»

Il est incontestable, messieurs les libéraux, que la Douma est une force. Mais de quelle nature ? C'est une force contre-révolutionnaire, bourgeoise et féodale. Et, si les cadets ne voient que l'« absence » des forces démocratiques sur le terrain de la lutte, nous ne pouvons que rappeler ce sage aphorisme : il n'est pire aveugle que celui qui *ne veut pas* voir.

Nous allons établir un petit parallèle historique : il y a dix-huit ans, en 1895-1896, un mouvement qui entraînait quelques dizaines de milliers d'ouvriers [76] fut remarqué et même *très* remarqué, par la société libérale. Mais aujourd'hui, cette « société » ne remarque que l'« absence » de grandeurs dix fois plus importantes. Il n'est pire aveugle que celui qui *ne veut pas* voir.

Et ce refus de voir s'explique par les intérêts de classe de la bourgeoisie cadette et octobriste qui s'est détournée de la démocratie.

«Nous appelons l'opinion publique, écrit la *Retch*, à voir dans la Douma *sa* force... la manifestation directe de la volonté publique de susciter dans la société un intérêt pour la Douma », etc., etc.

A quelle chute ignominieuse, à quelle bassesse et à quelle boue les libéraux et les cadets en sont-ils arrivés pour célébrer de la sorte les octobristes et la Douma octobriste ! Voilà bien la preuve, pour la centième et la millième fois, que les cadets sont de purs octobristes, fardés de rose pour tromper les naïfs.

Terminons sur un autre parallèle historique. Il y a un demi-siècle, les octobristes et les cadets prussiens [77] « combattaient » Bismarck non seulement avec des formules réclamant des réformes, mais aussi en refusant de voter les crédits. Et qu'est-il arrivé ? Une loi électorale à la manière de la IIIe Douma règne aujourd'hui encore en Prusse. Aujourd'hui encore, la Prusse est le modèle des pays où la bourgeoisie allie une étonnante puissance économique à une étonnante servilité envers les grands propriétaires fonciers.

Non pas soutenir le bloc des cadets et des octobristes à la Douma, mais expliquer le pourrissement interne de ce bloc et les objectifs autonomes de la démocratie : voilà ce qu'exige l'intérêt de la classe ouvrière et l'intérêt de toute la démocratie.

La « Pravda » n° 128, 6 juin 1913. *Conforme au texte du journal*

À PROPOS DE LA POLITIQUE AGRAIRE (GÉNÉRALE) DU GOUVERNEMENT ACTUEL [78]

La politique agraire du gouvernement a brutalement changé de caractère après la révolution de 1905. Autrefois, l'autocratie suivait la ligne de Katkov et de Pobédonostsev ; elle s'efforçait de se présenter aux yeux des masses populaires comme étant « au-dessus des classes », comme sauvegardant les intérêts de la large masse des paysans et les protégeant contre leur dépossession de la terre et contre la ruine. Bien entendu, cette « sollicitude » hypocrite pour les moujiks recouvrait en réalité une politique purement féodale, celle que lesdites « personnalités » de la vieille Russie prérévolutionnaire avaient appliquée avec une rectitude obtuse dans tous les domaines de la vie publique et politique. A cette époque, l'autocratie s'en remettait complètement au retard intégral, à l'ignorance et au manque de conscience de la masse paysanne. Se présentant comme le champion de l'« inaliénabilité » des lots et comme le partisan de la « communauté » [79], l'autocratie tentait à l'époque prérévolutionnaire de s'appuyer sur l'immobilité économique de la Russie et sur le profond sommeil politique des masses de la population paysanne. Toute la politique agraire était alors, de fond en comble, nobiliaire et féodale.

A présent, la révolution de 1905 a provoqué un tournant dans toute la politique agraire de l'autocratie. Stolypine, exécutant à la lettre les volontés du Conseil de la

noblesse unifiée décida, selon sa propre expression, de « miser sur les forts ». Cela signifie que notre gouvernement ne pouvait plus *se faire passer* pour le défenseur des *faibles* après ce puissant éveil du prolétariat et des larges couches de la paysannerie démocratique que la révolution de l'an *cinq* avait apporté à la Russie. En s'étant montré capable d'ouvrir une première brèche (si insuffisante fût-elle encore) dans le vieux système d'Etat féodal de la Russie, le peuple avait démontré qu'il s'était réveillé de son sommeil politique à un point tel que la fable de la défense par le gouvernement de la « communauté » et de l'« inaliénabilité des lots », de la défense des faibles par un gouvernement au-dessus des classes, que cette fable avait définitivement perdu tout crédit auprès de la paysannerie.

Jusqu'en 1905, le gouvernement pouvait espérer trouver un soutien dans l'abrutissement et l'immobilité de toute la masse des paysans, incapables de se défaire des préjugés politiques séculaires de l'esclavage, de la patience et de la soumission. Aussi longtemps que les paysans restaient soumis et abrutis, le gouvernement *pouvait* faire semblant de « miser sur les faibles », c'est-à-dire de prendre soin des faibles, alors qu'en réalité il prenait exclusivement soin des grands propriétaires féodaux et du maintien de son absolutisme.

Après 1905, les vieux préjugés politiques se trouvèrent si profondément et si largement ébranlés que le gouvernement et le Conseil des féodaux unifiés qui le dirigeait se rendirent compte de l'impossibilité de spéculer comme par le passé sur l'ignorance et la docilité moutonnière du moujik. Le gouvernement se rendit compte que *la paix était impossible* entre lui et la *masse* de la population paysanne qu'il avait ruinée et réduite à une misère, une ruine et une famine complètes. Cette conscience de l'impossibilité d'avoir la « paix » avec la paysannerie fut la cause du changement de politique du « Conseil des féodaux unifiés ». Celui-ci décida de tenter, coûte que coûte, de scinder la paysannerie et de créer à partir d'elle une couche de « nouveaux hobereaux », de paysans propriétaires aisés, qui défendraient *contre la masse*, « *non par peur mais par conscience* », la tranquillité et l'intangibilité des immenses domaines des grands propriétaires, qui avaient malgré tout

quelque peu souffert de l'assaut des masses révolutionnaires en l'an cinq.

Par conséquent, le tournant opéré par le gouvernement dans toute sa politique agraire après la révolution n'est nullement le fait du hasard. Bien au contraire, ce tournant était une *nécessité de classe* pour le gouvernement et pour le « Conseil des féodaux unifiés ». Le gouvernement n'avait pas d'autre issue. Il se rendait compte qu'il ne pouvait pas y avoir de « paix » entre lui et la masse de la paysannerie, que celle-ci s'était éveillée du sommeil séculaire de la féodalité. Il ne restait au gouvernement rien d'autre à faire qu'à *tenter*, par des efforts fébriles, au prix des pires maux pour les campagnes, de *scinder* la paysannerie, de laisser les koulaks et les moujiks aisés « mettre à sac » les campagnes, afin de s'appuyer sur une *alliance* entre les nobles et les « nouveaux hobereaux », c'est-à-dire les gros propriétaires paysans, la bourgeoisie paysanne.

Stolypine, qui servait le « Conseil des féodaux unifiés et exécutait sa politique avec un dévouement à toute épreuve, disait lui-même : « Donnez-moi 20 ans de paix, et je réformerai la Russie. » Par « paix », il entendait la *paix des cimetières*, la paix des paysans endurant en silence, comme des moutons, la ruine et la misère inouïes qui s'étaient abattues sur eux. Par « paix », il entendait la paix des *grands propriétaires*, qui souhaiteraient que les paysans ne bougent pas, qu'ils soient terrorisés, qu'ils ne protestent pas, qu'ils acceptent paisiblement et gentiment de mourir de faim, d'abandonner leur terre, de quitter les campagnes et d'être ruinés, pourvu seulement que messieurs les grands propriétaires y trouvent commodité et agrément. Par réforme de la Russie, Stolypine entendait un changement à la suite duquel il ne resterait dans les campagnes que des grands propriétaires et des koulaks et des écorcheurs satisfaits, ainsi que des ouvriers agricoles éparpillés, terrorisés et impuissants.

Que Stolypine souhaitât de toute son âme à la Russie 20 années d'une paix des cimetières, voilà qui est tout à fait naturel et compréhensible de la part d'un grand propriétaire. Mais nous savons à présent, nous voyons et nous sentons tous, à présent, que ni la « réforme » ni la « paix » ne sont advenues : ce qui est advenu, c'est la famine pour

30 millions de paysans, c'est une aggravation sans précédent (sans précédent même dans la Russie si longtemps martyrisée) de la misère et de la ruine, ainsi qu'une colère et une effervescence très vives dans la paysannerie.

Pour faire comprendre les raisons de cette *faillite* de la politique agraire dite « stolypinienne » du gouvernement, politique qu'une fois de plus on propose à la Douma d'Etat d'approuver en ratifiant le budget (et qui sera, bien entendu, approuvée par les partis des grands propriétaires à la Douma), je m'arrêterai un peu plus en détail sur les *deux* principaux *atouts*, pour ainsi dire, de notre « nouvelle » politique agraire :

premièrement, les transferts

et, deuxièmement, les fameuses *fermes*.

En ce qui concerne les transferts, il faut dire que la révolution de 1905 montra aux grands propriétaires l'éveil politique de la paysannerie et les obligea à « soulever » un tout petit peu la soupape : au lieu de continuer à entraver les transferts, ils s'efforcèrent de « détendre » l'atmosphère en Russie et d'*écouler* vers la Sibérie le plus possible de paysans *agités*.

Le gouvernement a-t-il réussi ? A-t-il réussi à *apaiser* tant soit peu la paysannerie et à améliorer son sort en Russie et en Sibérie ? Tout au contraire. Le gouvernement n'a réussi qu'à rendre encore plus critique et plus déplorable le sort des paysans à la fois *en Russie* et *en Sibérie*.

Je m'en vais vous le démontrer.

Dans la notice explicative du ministre des Finances, jointe au projet du budget de l'Etat pour 1913, nous trouvons comme d'habitude l'optimisme de commande et la glorification des « succès » de la politique gouvernementale.

Les colons, nous dit-on, transforment les régions désertiques en « contrées civilisées » ; les colons s'enrichissent, ils améliorent leur exploitation, et patati et patata. C'est la glorification officielle coutumière ! C'est le vieux, le très vieux « *tout va très bien* », « *tout est calme à la Chipka* » [80].

Dommage seulement que la notice explicative *passe complètement* sous silence les chiffres relatifs aux paysans qui reviennent de Sibérie ! ! Silence étrange et combien significatif !

Oui, messieurs, après l'an *cinq* le nombre des paysans transférés s'est élevé jusqu'à une moyenne d'un demi-million par an. Oui, en 1908 la vague des départs a atteint son point culminant : 665 000 dans l'année. Mais ensuite la vague *tombe rapidement*, atteignant en 1911 le chiffre de 189 000. N'est-il pas clair que l'« installation » des paysans, tant vantée par le gouvernement, s'est révélée être du *bluff* ? N'est-il pas clair que, six ans à peine après la révolution, le gouvernement n'était pas plus avancé ?

Quant aux chiffres relatifs au nombre des paysans qui reviennent, — chiffres si prudemment passés sous silence par M. le ministre des Finances dans sa notice « explicative » (qui est plutôt une notice de camouflage), — ces chiffres nous montrent une augmentation *monstrueuse* du nombre des retours dont la proportion atteint *30 et 40 % en 1910, et 60 % en 1911*. Cette vague gigantesque de retours nous fait voir les malheurs effroyables, la ruine et la misère des paysans qui ont tout vendu chez eux pour aller en Sibérie, et qui maintenant sont obligés d'en revenir, définitivement ruinés, réduits à l'indigence.

Ce reflux énorme des paysans qui reviennent totalement ruinés nous montre avec une clarté irréfutable la *faillite complète* de la politique gouvernementale des transferts. Publier des tableaux montrant l'amélioration de l'exploitation des paysans émigrés qui restent longtemps en Sibérie (comme le fait la notice explicative jointe au budget de la Direction générale des transferts), tout en *taisant* la ruine complète et définitive des paysans qui reviennent par *dizaines de milliers*, c'est tout simplement se livrer à une falsification des chiffres ! C'est offrir aux députés de la Douma des châteaux de cartes et des contes de nourrice sur la prospérité générale, alors que dans les faits nous observons ruine et misère.

Que la notice explicative du ministre des Finances *cache* les chiffres relatifs au nombre des paysans qui reviennent et fasse le silence sur leur sort désespéré et misérable, leur ruine complète, cela signifie, messieurs, que le gouvernement fait des tentatives *désespérées* pour *cacher la vérité*. Vains efforts ! On ne peut cacher la vérité ! La

(1

К вопросу об аграрной политике (общей) современного правительства.

Земельная политика правительства по революции 1905 года вполне сохранила свой прежний характер. Разница самодержавия вообще нашего Николая с Победоносцевым, Дурново и прочими заключается в том, что они предпочитают „над классами", охраняющими их, „широкие массы народа", обращая их в обездоленных и разоренных. Разумеется, эта „широкая" забота о мужике не мешает проводить самую контрреволюционную политику, которую называют „на-

vérité se fera connaître. La misère des paysans ruinés qui ont pris le chemin du *retour* en Russie, la misère des Sibériens de souche ruinés *forcera* à parler d'elle.

Pour expliciter concrètement cette conclusion à laquelle je suis arrivé concernant la faillite de la politique gouvernementale des transferts, je citerai encore le témoignage d'un fonctionnaire qui a servi pendant 27 ans — *vingt-sept ans*, messieurs ! — en Sibérie, dans l'administration forestière, d'un fonctionnaire qui a eu connaissance de toutes les conditions de l'entreprise des transferts, d'un fonctionnaire qui *n'a pas pu supporter* toutes les horreurs qui sont commises dans notre administration chargée des transferts.

Ce fonctionnaire est M. le conseiller d'Etat *A. Komarov* lequel, après 27 ans de service, n'a pu s'empêcher de reconnaître que le fameux voyage effectué en Sibérie, en 1910, par Stolypine et Krivochéine, le premier ministre et le directeur général de l'Agriculture et de l'Organisation agraire, fut un « *voyage de mascarade* » : c'est la propre expression d'un conseiller d'Etat qui a servi pendant 27 ans ! ! Ce fonctionnaire *a quitté le service* parce qu'il ne pouvait plus supporter que l'on trompe la Russie entière au moyen de tels « voyages de mascarade », et il a fait paraître une brochure où il expose d'une manière véridique toutes les déprédations, tout le pillage des biens publics, tout ce qu'il y a d'absurde, de barbare et de ruineux dans notre politique des transferts.

Cette brochure s'appelle : *La vérité sur l'affaire des transferts* ; elle a paru à St-Pétersbourg cette année, en 1913, et coûte 60 kopecks, ce qui n'est pas cher pour un épais dossier d'accusation. Selon l'usage, notre gouvernement, en ce qui concerne l'entreprise des transferts comme toutes les autres « entreprises » ou « branches administratives », fait tout ce qu'il peut pour cacher la vérité et craint de voir son « linge sale » exposé en public. Le fonctionnaire Komarov a été obligé de *se dissimuler* aussi longtemps qu'il fut en fonctions ; il a été obligé d'écrire sous un *pseudonyme* ses lettres accusatrices dans les journaux, et les autorités se sont efforcées de « *mettre la main* » sur ce correspondant. Ce ne sont pas tous les fonctionnaires qui ont la possibilité de quitter le service et de publier des brochu-

res accusatrices qui disent la vérité ! Mais, grâce à une seule de ces brochures, nous pouvons imaginer quelle pourriture et quelle abomination règnent, d'une manière générale, dans ce « royaume des ténèbres ».

Le fonctionnaire A. Komarov n'est nullement un révolutionnaire. Pas le moins du monde ! Il parle lui-même de son hostilité bien-pensante pour les théories des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires. Non, c'est un fonctionnaire russe ordinaire, des plus conformistes, que satisferaient pleinement l'honnêteté et la probité les plus élémentaires. C'est un homme hostile à la révolution de 1905 et tout disposé à servir un gouvernement contre-révolutionnaire.

Il n'en est que plus significatif qu'un homme de ce genre soit parti, qu'il ait quitté le service en secouant la poussière de ses souliers. Il n'a pas pu supporter le fait que notre politique des transferts équivaut à « *la dévastation complète* de ce qu'*on nomme une économie forestière rationnelle* » (p. 138). Il n'a pas pu supporter « l'*expropriation* (c'est-à-dire l'enlèvement) *des bonnes terres appartenant aux habitants de souche* », qui a pour effet « *la paupérisation progressive de la population autochtone* » (pp. 137 et 138). Il n'a pas pu supporter « un *pillage*, ou plus exactement une *destruction* des terres et des forêts sibériennes par l'Etat, en comparaison de laquelle *le pillage des terres bachkires*, autrefois, n'est que *pure bagatelle* » (p. 3).

Voici les conclusions de ce fonctionnaire :

« *Manque total de préparation* de la Direction générale des transferts pour l'organisation de travaux sur une vaste échelle » ; « absence totale de plan dans les travaux et mauvaise qualité des travaux » ; « attribution de secteurs au sol impropre à l'agriculture, manquant d'eau ou avec *de l'eau non potable* » (p. 137).

Lorsque la vague des départs se mit à monter, les fonctionnaires furent pris au dépourvu. Ils « déchiquetaient des exploitations forestières organisées de la veille », ils « prenaient ce qui leur tombait d'abord sous les yeux, cherchant seulement à installer les gens quelque part, à se débarrasser de *ces dizaines de visages éreintés, épuisés*, de ces hommes qui restaient plantés

au bureau des transferts, stationnaient des heures entières dans l'antichambre de la direction des transferts » (p. 11).

Voici quelques exemples. On attribue aux paysans déplacés le secteur de colonisation de *Kourinsk*. On constitue celui-ci avec des terres enlevées aux allogènes près des sauneries de l'Altaï. Les allogènes sont détroussés. Quant aux nouveaux colons, ils se retrouvent avec de l'eau salée, non potable ! L'administration jette l'argent par les fenêtres pour faire creuser des puits. Cela ne donne rien. Les colons doivent aller chercher l'eau à *7-8* verstes (sept et huit !) ! ! (p. 101).

Secteur « Vyiézdnoï », sur le cours supérieur de la Mana. On y a installé 30 familles. Après sept pénibles années, les colons se persuadent définitivement que le travail de la terre est impossible. *C'est une débandade presque générale*. Ceux qui restent, peu nombreux, vivent de la chasse et de la pêche (p. 27).

Secteurs du territoire de Tchoun-Angara : on a prévu des *centaines* de lots, 900, 460, etc. De colons, point. Il est impossible d'y vivre : des montagnes, des marais, une eau inutilisable.

Et voici que le fonctionnaire A. Komarov énonce, à propos de ces paysans déplacés qui reviennent et dont M. le ministre des Finances n'a dit mot, une *vérité désagréable* pour le gouvernement.

« *On les compte par centaines de milliers* », dit-il de ces paysans émigrés qui reviennent, ruinés et misérables. « Ceux qui reviennent, écrit le fonctionnaire Komarov, appartiennent à une espèce à laquelle la révolution future, si elle a lieu, réserve un rôle effrayant... Ceux qui reviennent ne sont pas des hommes qui sont restés toute leur vie des ouvriers agricoles... ceux qui reviennent étaient hier des propriétaires ; ce sont des hommes qui n'ont jamais imaginé que la terre et eux pouvaient exister séparés l'une de l'autre, et ces gens-là, qui se sentent avec raison blessés au plus profond d'eux-mêmes parce qu'on n'a pas su les installer, mais seulement les ruiner, ces gens-là sont redoutables pour tout régime d'Etat » (p. 74).

Voilà comment écrit M. le fonctionnaire Komarov, que l'idée de la révolution remplit de terreur. M. Komarov a tort de croire que les « régimes d'Etat » fondés sur *la grande propriété foncière* sont les seuls possibles. Dans les Etats les meilleurs et les plus civilisés, on arrive même *à se pas-*

ser des grands propriétaires. La Russie pourrait s'en passer, elle aussi, pour le plus grand bien du peuple.

Komarov révèle la *ruine* des Sibériens de souche. Parce qu'on les a dépouillés, la « mauvaise récolte » (c'est-à-dire en clair : *la famine*) a déjà fait son apparition jusque dans « l'Italie sibérienne » : le district de Minoussinsk. M. Komarov révèle comment les entrepreneurs pillent le Trésor public, comment les fonctionnaires rédigent des rapports et des plans totalement fictifs (mensongers), comment leurs travaux, dans le genre du canal de l'Ob-Iénisséï qui a englouti des millions, ne valent rien, comment des *centaines de millions de roubles* sont dilapidés en pure perte.

Toutes nos histoires de transferts, dit notre fonctionnaire pieux et modeste, ne sont qu'« *une anecdote continuelle de mauvais goût* » (p. 134).

La voilà, cette *vérité* sur les paysans *qui reviennent* dont M. le ministre des Finances n'a rien dit ! La voilà, inscrite *dans les faits*, la *faillite* complète de notre politique des transferts ! Ruine et misère *à la fois* en Russie et en Sibérie. Dilapidation des terres, *dévastation* des forêts, rapports mensongers, fausseté et hypocrisie officielles.

Passons à la question des fermes.

Sur ce point également, la notice explicative de M. le ministre des Finances nous fournit des renseignements non moins généraux, dénués de signification et marqués par l'hypocrisie officielle (de *pseudo*-renseignements, à vrai dire), que sur la question des transferts.

On nous apprend que, dès 1912, plus d'un million et demi de foyers paysans ont définitivement quitté les communautés ; que plus d'un million de foyers ont été lotis en fermes.

Mais sur la réalité de la situation matérielle des fermiers, on ne trouve *nulle part*, dans les rapports gouvernementaux, *un seul* mot de vrai !

Or, nous savons dès à présent, par les descriptions que des observateurs honnêtes (tel feu Ivan Andréïévitch Konovalov) ont faites de la nouvelle organisation agraire, et aussi par nos propres observations des campagnes et de la vie des paysans, nous savons qu'il existe des *f e r m i e r s* de deux catégories absolument distinctes. Le gouvernement,

en mêlant ces catégories et en publiant des données qui ne prouvent rien, ne fait que tromper le peuple.

La première catégorie de fermiers, une infime minorité, ce sont les moujiks riches, les koulaks, qui vivaient fort bien même avant la nouvelle organisation agraire. Ces paysans-là, en sortant de la communauté et en rachetant les parts des plus pauvres, s'enrichissent sans aucun doute aux dépens d'autrui ; ils ruinent et asservissent encore davantage la masse de la population. Mais ces fermiers-là, je le répète, sont *fort peu nombreux*.

La majorité, une majorité écrasante, est formée par l'autre catégorie de fermiers : les paysans misérables, ruinés, que le besoin a poussés à devenir fermiers, car il n'y a pas d'autre issue pour eux. « Puisqu'il n'y a rien d'autre, va pour les fermes » : voilà ce que disent ces paysans. Affamés et peinant dans leur misérable exploitation, ils se sont raccrochés au dernier fétu de paille dans l'espoir de toucher l'allocation de départ et le prêt d'installation. Ils se débattent dans leurs fermes comme le poisson se débat sous la glace ; ils vendent tout leur grain pour réunir la somme à verser en banque ; ils sont perpétuellement endettés ; ils vivent comme des mendiants dans une misère atroce ; on les *chasse* des fermes parce qu'ils *n'ont pas versé le prix*, et ils deviennent définitivement des vagabonds sans feu ni lieu.

Si la statistique officielle, au lieu de nous offrir les tableaux dénués de signification d'une prospérité imaginaire, si cette statistique faisait honnêtement connaître le nombre de ces *fermiers indigents*, qui vivent dans des gourbis, qui gardent leur bétail là même où souffrent les hommes, qui ne mangent pas à leur faim, au milieu de leurs enfants déguenillés et malades, c'est alors que nous verrions la « *vérité sur les fermes* ».

Mais le fait est, justement, que le gouvernement fait l'impossible pour cacher cette vérité. Ceux qui veulent être des observateurs impartiaux, sans dépendance aucune de la vie paysanne, sont persécutés et expulsés des villages. Les paysans qui écrivent aux journaux se heurtent à un arbitraire sans précédent même en Russie, ainsi qu'aux vexations et aux persécutions de la police et des autorités.

On présente une poignée de fermiers opulents comme

la masse des paysans qui s'enrichissent ! On présente le mensonge officiel sur les koulaks comme la vérité sur les campagnes ! Mais le gouvernement ne réussira pas à cacher la vérité. Les efforts du gouvernement pour cacher la vérité sur les campagnes ruinées et affamées n'ont pour résultat qu'une *colère* et une *indignation* légitimes parmi la paysannerie. Lorsque la famine frappe, comme l'année dernière et celle qui l'a précédée, des dizaines de millions de paysans, ce fait révèle mieux que de longs raisonnements la fausseté et l'hypocrisie des fables sur les effets bénéfiques des fermes. Ce fait montre avec la plus grande clarté du monde que, *même après* que le gouvernement eut modifié sa politique agraire, *même après* les fameuses réformes de Stolypine [81], les campagnes russes ne restent pas moins écrasées sous l'oppression, l'exploitation, la misère et l'absence de droits qu'au temps du servage. La « *nouvelle* » politique agraire du Conseil de la noblesse unie n'a pas touché aux *anciens* féodaux, ni à l'oppression que font peser leurs immenses domaines de milliers et de dizaines de milliers de déciatines. La « nouvelle » politique agraire a enrichi les *anciens* propriétaires fonciers et une infime minorité parmi la bourgeoisie rurale, en ruinant davantage encore la masse des paysans.

« Nous misons sur les forts », s'exclamait feu Stolypine pour expliquer et justifier sa politique agraire. Cette formule mérite d'être relevée et retenue, comme une formule d'une franchise rare, exceptionnelle, dans la bouche d'un ministre. Les paysans ont bien compris, pour l'avoir durement expérimentée, la vérité de cette formule, qui signifie que les *nouvelles* lois et la *nouvelle* politique agraire, ce sont des lois écrites *pour les riches* et *par les riches*, et une politique mise en œuvre pour les *riches* et par les *riches*. Les paysans ont compris ce mécanisme « *pas* compliqué » : une Douma seigneuriale produit des lois seigneuriales, et le gouvernement est l'organe de la volonté et l'organe de la domination des grands propriétaires féodaux sur la Russie.

Si c'est *cela* que Stolypine voulait apprendre aux paysans par le moyen de sa déclaration « fameuse » (honteusement fameuse) : « nous misons sur les forts », nous sommes sûrs alors que Stolypine a trouvé et trouvera de bons élèves parmi la masse des paysans ruinés et aigris, qui, après

avoir appris *sur qui* mise le gouvernement, comprendront d'autant mieux *sur qui* ils doivent miser, *eux* : sur la classe ouvrière et sa lutte pour la liberté.

Pour ne pas poser des affirmations sans preuve, je citerai quelques exemples pris sur le vif par cet observateur capable et tout dévoué à son œuvre qu'était Ivan Andréïévitch Konovalov (Ivan Konovalov : *Esquisses des campagnes d'aujourd'hui*, St-P. 1913. Prix 1 roub. 50 kop. Les pages sont indiquées à la suite des citations).

Dans le district de Livny, province d'Orel, quatre domaines ont été morcelés en fermes : ceux du grand-duc Andréï Vladimirovitch, soit 5 000 déciatines, de Poliakov, 900 déc., de Nabokov, 400 déc. et de Korf, 600 déc. Au total, 7 000 déciatines environ. La superficie des fermes a été fixée à 9 déciatines et n'atteint qu'exceptionnellement 12 déciatines, ce qui fait en tout un peu plus de *six cents* fermes.

Pour expliquer plus clairement ce que signifient ces chiffres, je citerai les données de la statistique officielle de 1905 concernant la province d'Orel. Dans cette province, *cinq* nobles possédaient *143 446* déciatines de terre, soit en moyenne *28 000 déciatines* chacun. Il est clair que des domaines aussi monstrueux ne sont pas mis en valeur dans leur totalité par les propriétaires, et qu'ils ne servent qu'à opprimer et à asservir les paysans. Parmi les paysans anciens serfs seigneuriaux ayant un lot de terre de moins de 5 déciatines par foyer, il y avait en 1905 dans la province d'Orel 44 500 foyers, avec 173 000 déciatines de terre. *28 000 déciatines* par grand propriétaire et 4 déciatines par paysan pauvre « *ancien serf* ».

Le nombre des nobles possédant en 1905 dans la province d'Orel 500 déciatines et plus chacun, était de *3 7 8* ; au total, ils avaient *5 9 2 0 0 0* déciatines de terre, c'est-à-dire un peu plus de *mille cinq cents déciatines* chacun, en moyenne. Quant aux paysans « *anciens serfs seigneuriaux* » dont la part s'élevait jusqu'à 7 déciatines par foyer, on en comptait 124 000 foyers ayant *647 000* déciatines, soit *5 déciatines* par foyer.

Cela permet de juger à quel point les paysans d'Orel sont écrasés par les domaines des féodaux, et quelle goutte d'eau dans l'océan du besoin et de la misère ont été les

quatre domaines du district de Livny morcelés en fermes. Mais comment vivent les fermiers sur leurs lots de 9 déciatines ?

La terre a été estimée à 220 roubles la déciatine. Il faut payer 118 roubles 80 kopecks par an (soit environ 20 roubles par déciatine d'emblavures). Une telle dépense est trop forte pour le paysan pauvre. Il cède à bas prix une partie de la terre, pour réaliser au moins quelque argent. Il vend tout son grain pour s'acquitter du versement à la banque. Il ne lui reste rien ni pour les semences ni pour se nourrir. Il emprunte, le voilà de nouveau asservi. Il n'a qu'un cheval, la vache est vendue. Les instruments de travail sont vétustes. Inutile même de songer à améliorer l'exploitation. « Ses petits enfants ont oublié le goût du lait et jusqu'à sa couleur » (p. 198). Parce qu'il n'a pas effectué le versement à la date prescrite, voilà ce propriétaire chassé de son lot de terre, et sa ruine est consommée.

Dans sa notice explicative, M. le ministre des Finances s'est efforcé de masquer en toute complaisance cette ruine des paysans par la nouvelle organisation, ou plutôt désorganisation agraire.

A la page 57 de la seconde partie de la notice explicative, M. le ministre cite les données officielles concernant le nombre des paysans ayant vendu leur terre à la fin de 1911. Ce nombre est de *385 407* familles.

Et M. le ministre nous « console » en disant : le nombre des acheteurs (362 740) « *est très proche du nombre des vendeurs* » (385 407). En superficie, cela représente 3,9 déciatines par vendeur, et 4,2 déciatines par acheteur (p. 58 de la notice explicative).

Qu'y a-t-il donc là de consolant ? Tout d'abord, ces chiffres officiels eux-mêmes montrent que le nombre des acheteurs est *inférieur* à celui des vendeurs. Donc, la ruine et la paupérisation des campagnes augmentent. Ensuite, qui donc ignore que les acheteurs de lots tournent la loi, qui interdit le rachat au-delà d'une faible quantité, en achetant au nom de leur femme, de parents, de prête-noms ? Qui donc ignore que, par force majeure, le système qui consiste à vendre la terre sous l'apparence de toutes sortes d'autres marchés, comme la cession à bail

et ainsi de suite, est extrêmement répandu parmi les paysans ? Voyez ne fût-ce que les œuvres du prince Obolenski, mi-cadet mi-octobriste, dans la *Rousskaïa Mysl*, et vous vous apercevrez que ce grand propriétaire, dont les opinions sont intégralement celles d'un grand propriétaire, reconnaît lui-même que les riches rachètent une *énorme* quantité de lots, et que l'on *camoufle* ces rachats par des milliers de façons diverses de tourner la loi ! !

Non, messieurs ! La « nouvelle » politique agraire du gouvernement et des nobles, c'est *tout* ce que messieurs les nobles ont pu faire pour garder intacts leur propriété et leurs revenus (souvent même en *augmentant* leurs revenus grâce à des prix de vente de la terre *surfaits* et aux milliers de faveurs consenties aux nobles par la «Banque paysanne »).

Et ce «*tout*» des nobles s'est révélé n'être *rien du tout*. Les campagnes sont encore plus ruinées, encore plus *aigries*. La colère est terrible dans les campagnes. Ce qu'on appelle le voyoutisme est principalement la conséquence de la colère incroyable des paysans et des formes *primitives de leur protestation*. Aucune répression, aucune aggravation des peines ne viendront à bout de cette colère et de cette protestation des millions de paysans affamés que les «organisateurs agraires» sont en train de ruiner avec une rapidité, une brutalité et une cruauté inouïes.

Non, la politique agraire des nobles ou de Stolypine n'est pas une issue ; elle n'est que la *voie d'approche* la plus douloureuse vers une *solution* nouvelle de la question agraire en Russie. Ce que doit être cette solution, même le sort de l'Irlande le montre indirectement : dans ce pays, après des milliers d'ajournements, d'atermoiements et d'empêchements opposés par les propriétaires terriens, la terre a fini par passer aux mains des fermiers.

Ce sont les chiffres concernant la grande propriété foncière qui montrent le plus clairement ce qui fait le fond de la question agraire en Russie. Ces chiffres existent dans la statistique officielle, gouvernementale, de 1905, et ils doivent obligatoirement retenir l'attention de quiconque se préoccupe sérieusement du sort de la paysannerie russe et de la situation d'ensemble de la politique de notre pays.

Voyons donc la grande propriété foncière dans la Rus-

sie d'Europe. *27 833* grands propriétaires ont des domaines de plus de 500 déciatines ; ils possèdent au total *62 millions de déciatines de terre* ! ! En y ajoutant les terres de la Couronne et les plus grands domaines des usiniers de l'Oural, cela fait *70 millions de déciatines* entre les mains de moins de *30 000* grands propriétaires, soit, en moyenne, plus de *2 000* déciatines pour chacun. Quant aux proportions qu'atteignent les latifundia, c'est-à-dire les plus grands domaines de Russie, les chiffres suivants en donnent une idée : *699* propriétaires ont des domaines de plus de *10 000 déciatines* chacun, et ils possèdent ensemble 20 798 504 déciatines. Cela fait près de *30 000 déciatines* (29 754) pour chacun de ces magnats ou grands seigneurs ! !

On trouve difficilement en Europe, ou même dans le monde entier, un pays où la grande propriété terrienne féodale se soit conservée dans des proportions aussi monstrueuses.

Et ce qu'il y a de plus important, c'est que sur ces terres on ne pratique que partiellement le mode d'exploitation capitaliste, c'est-à-dire le travail de la terre par des ouvriers salariés et avec le matériel du propriétaire. En majeure partie, c'est un mode d'exploitation *féodal* qui est pratiqué, c'est-à-dire que les propriétaires asservissent les paysans, comme cela se faisait il y a cent, trois cents et cinq cents ans, en les obligeant à cultiver la terre du propriétaire avec le cheval du *paysan* et les *outils du paysan.*

Cela n'est pas le capitalisme. Cela n'est pas un mode d'exploitation européen, Messieurs de la droite et Messieurs les octobristes, prenez-en bonne note, vous qui vous targuez de vouloir « européiser » (c'est-à-dire réorganiser à la façon européenne) l'agriculture en Russie ! Non, ce n'est nullement à la façon européenne. C'est à la façon *vieille chinoise.* C'est à la façon *turque.* C'est à la façon *féodale.*

Ce n'est pas un mode d'exploitation perfectionné, c'est de l'usure agraire. C'est le vieux, le très vieux joug de la servitude. Le paysan misérable, qui même les meilleures années reste misérable et à demi affamé, qui possède une pauvre haridelle traîne-la-faim et de vieux instruments, lamentables, délabrés, accepte le joug du grand proprié-

taire, du « *seigneur* », parce qu'il n'y a aucune échappatoire pour le moujik.

Le « seigneur » ne lui donnera ni terre à bail, ni droit de passage, ni abreuvoir, ni prés, ni coupes de bois, sans que le paysan accepte son joug. Qu'on prenne le paysan à couper « illégalement » du bois, que va-t-il se passer ? Il sera roué de coups par les gardes forestiers, les Tcherkesses, etc., après quoi le « *seigneur* », lequel prononce à la Douma des discours enflammés sur les progrès de notre agriculture et l'imitation de l'Europe, ce seigneur proposera au moujik roué de coups le choix suivant : ou bien tu vas en prison, ou bien tu cultives, laboures, sèmes et moissonnes deux ou trois déciatines ! Même traitement pour des dégâts causés aux champs. Même traitement pour un prêt de grain en hiver. Même traitement pour des prés ou des pacages, et ainsi de suite, sans fin.

Ce n'est pas là un système de grandes exploitations foncières. C'est un système d'*oppression* du moujik. C'est l'exploitation *féodale* des masses innombrables de la paysannerie réduite à la misère, au moyen des domaines de milliers de déciatines, des domaines des grands propriétaires, qui pressurent et étouffent le moujik de toutes parts ! !

Les fermes tirent d'embarras une poignée de riches. Quant à la masse, elle crève de faim comme par le passé. Pourquoi en Europe, Messieurs les grands propriétaires, n'y a-t-il plus de famines depuis longtemps ? Pourquoi est-ce seulement au temps du servage qu'il y a eu en Europe des famines aussi effroyables que chez nous en 1910-1911 ?

Parce qu'en Europe il n'y a pas de joug féodal. Il y a en Europe des paysans riches et moyens, il y a des ouvriers agricoles, mais il n'y a pas ces millions de paysans qui ont perdu tous leurs biens, qu'un perpétuel labeur de bagnards a conduits à l'indigence et à la folie, ces paysans privés de droits, terrorisés, à la merci du « seigneur » !

Que faire alors ? Où est l'issue ?

Il n'en est qu'une : délivrer les campagnes du joug de ces latifundia féodaux, enlever ces *soixante-dix millions* de déciatines de terre aux grands propriétaires pour les remettre aux paysans, et ce sans indemnité.

Seule cette issue ferait réellement ressembler la Russie à un pays européen. Seule cette issue permettrait à des mil-

lions de paysans russes de souffler et de se remettre. Seule cette issue offrirait la possibilité de transformer la Russie, en faisant d'un pays de paysans misérables, écrasés par le joug des grands propriétaires et éternellement affamés, un pays de « progrès européen », — d'un pays d'illettrés un pays instruit, — d'un pays arriéré et irrémédiablement stagnant, un pays capable de se développer et d'aller de l'avant, — d'un pays privé de droits et esclave, un pays libre.

Et le parti de la classe ouvrière, conscient qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de voie vers le socialisme qui ne passe par des institutions libres et démocratiques, affirme que pour sortir de l'impasse dans laquelle le gouvernement a de nouveau conduit la Russie avec sa politique agraire, il faut remettre sans indemnité aux paysans toutes les terres des grands propriétaires et conquérir la liberté politique complète par une nouvelle révolution.

Ecrit au plus tard le 7 (20) juin 1913. Publié pour la première fois en 1930 dans les 2e-3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XVI

Conforme au texte du manuscrit

LE CAPITALISME ET LES IMPÔTS

Dans la revue *Novy Economist* (1913, n° 21), que publie M. P. Migouline avec la participation d'octobristes et de cadets réunis, nous trouvons une note intéressante concernant l'impôt sur le revenu aux Etats-Unis.

D'après le projet, sont exonérés de cet impôt tous les revenus qui n'excèdent pas 4 000 dollars (8 000 roubles). On prévoit la perception d'un impôt de 1% sur les tranches de revenus supérieures à 4 000 dollars, de 2% sur les tranches supérieures à 20 000 dollars, et ainsi de suite, le pourcentage augmentant légèrement à mesure qu'augmentent les revenus. Le projet est donc celui d'un impôt progressif sur le revenu, mais avec une progression extrêmement lente, de telle sorte que le bénéficiaire d'un revenu d'un million, par exemple, paiera au total moins de 3%.

Le projet compte que cet impôt, perçu sur 425 000 contribuables dont le revenu est supérieur à 4 000 doll., rapportera 70 millions de dollars (environ 140 mln. de roub.), et la rédaction octobriste-cadette du *Novy Economist* de remarquer à ce sujet :

« En comparaison des 700 mln. de roub. des recettes douanières et des 500 mln. de roub. de l'accise, la rentrée de 140 mln. de roub. escomptée au titre de l'impôt sur le revenu est insignifiante et n'ébranlera pas l'importance de l'imposition indirecte. »

Il est dommage que nos économistes bourgeois libéraux, qui s'affirment disposés à admettre et même à inscrire dans leur programme l'impôt progressif sur le revenu, n'aient pas jugé utile de faire savoir, de façon nette et précise,

quel ordre de grandeur serait, selon *eux*, indispensable pour l'impôt sur le revenu.

Est-ce un ordre de grandeur qui ne ferait qu'ébranler l'importance de l'imposition indirecte (et dans ce cas, dans quelle proportion précise ?), ou bien un ordre de grandeur tel que l'imposition indirecte serait supprimée entièrement ?

La statistique américaine évoquée par le *Novy Economist* illustre cette question d'une manière instructive.

Les chiffres du projet font apparaître que la somme des revenus des 425 000 capitalistes (l'impôt étant de 70 mln. de doll.) est évaluée à 5 413 mln. de doll. Il y a là une sous-estimation manifeste : *100 personnes* sont indiquées comme ayant un revenu dépassant le million, et leur revenu est estimé à 150 mln. de doll. Il est notoire qu'une *dizaine* de milliardaires américains a un chiffre de revenus beaucoup plus élevé. Le ministre des Finances américain désire être « courtois » avec les milliardaires...

Pourtant, même ces chiffres-là, d'une « courtoisie » excessive à l'égard des capitalistes, offrent un tableau remarquable. En Amérique, la statistique dénombre au total 16 millions de familles. Donc, *moins d'un demi-million* d'entre elles se classent parmi les capitalistes. La masse qui reste, ce sont les esclaves salariés, ou les petits cultivateurs écrasés par le capital, etc.

Les chiffres des revenus des masses travailleuses d'Amérique sont donnés par la statistique avec une précision suffisante pour certaines catégories. Par exemple, 6 615 046 ouvriers d'industrie ont gagné (en 1910) 3 427 mln. de doll., soit 518 dollars (1 035 roub.) par ouvrier. D'autre part, 1 699 420 cheminots ont gagné 1 144 mln. de doll. (673 doll. chacun). Enfin, 523 210 maîtres d'école ont gagné 254 mln. de doll. (483 doll. chacun).

En faisant le total de cette masse de travailleurs et en arrondissant les chiffres, nous obtenons : ouvriers : 8 800 000 avec un revenu total de 4 800 mln. de doll. soit 550 doll. chacun ; capitalistes : 500 000 avec un revenu total de 5 500 mln. de doll., soit 11 000 doll. chacun.

Un demi-million de familles de capitalistes ont un chiffre de revenus *supérieur* à celui de près de 9 millions de familles d'ouvriers. Demandons-nous maintenant quel

est le rôle de l'imposition indirecte et de l'impôt sur le revenu en projet ?

L'imposition indirecte fournit 1 200 mln. de roub. ou 600 mln. de doll. Cela fait pour chaque famille américaine 75 roubles ou 37,5 dollars d'impôts indirects. Comparons ces impôts avec les revenus des capitalistes et des ouvriers :

	Millions de familles	Revenu total (en mln. de doll.)	Total des impôts ind.	% de l'impôt par rapport au revenu
Ouvriers	8,8	4 800	330	7
Capitalistes	0,5	5 500	19	0,36

Nous voyons que les ouvriers paient en impôts indirects 7 kopecks par rouble, et les capitalistes *un tiers* de kopeck. Les ouvriers paient proportionnellement *20 fois* plus que les capitalistes. Telle est la « règle » (une règle bien déréglée) que le système des impôts indirects crée inévitablement dans *tous* les pays capitalistes.

Si les capitalistes payaient un pourcentage de leur revenu identique à celui que paient les ouvriers, ce n'est pas 19 mais *385 millions de dollars* d'impôts qui devraient être perçus sur les capitalistes.

La situation est-elle grandement modifiée par un impôt progressif sur le revenu *tel* qu'on l'envisage pour l'Amérique ? Elle l'est fort peu. On prélèverait alors sur les capitalistes 19 mln. de doll. d'impôts indirects +70 mln. de doll. d'impôt sur le revenu, soit un total de 89 mln. de doll., *ou 1,5% seulement de leurs revenus* ! !

Répartissons les capitalistes en capitalistes moyens (revenus compris entre 4 000 et 10 000 doll., c'est-à-dire 8 000 et 20 000 roub.) et riches (revenus supérieurs à 20 000 roub.). Résultat : capitalistes moyens : 304 000 familles, 1 813 mln. de doll. de revenus ; capitalistes riches : 121 000 familles, 3 600 mln. de doll. de revenus.

Si les capitalistes moyens payaient ce que paient actuellement les ouvriers, soit 7% de leur revenu, cela donnerait environ 130 mln. de doll. D'autre part, 15% prélevés sur les revenus des capitalistes riches donneraient 540 mln. de doll. La somme globale *couvrirait et au-delà tous les impôts indirects.* Dans cette hypothèse, les reve-

nus seraient, déduction faite de l'impôt sur le revenu, de 11 000 roubles pour le capitaliste moyen, et de 50 000 pour le capitaliste riche.

Nous voyons donc que la revendication des social-démocrates : suppression *complète* de tous les impôts indirects, remplacés par un impôt progressif sur le revenu qui soit une réalité et non une amusette, est *pleinement* réalisable. Une telle mesure, sans toucher aux fondements du capitalisme, apporterait un soulagement immense et immédiat aux neuf dixièmes de la population ; en outre, elle donnerait une impulsion gigantesque au développement des forces productives de la société, puisque le marché intérieur se trouverait élargi, et l'Etat débarrassé des contraintes absurdes imposées à la vie économique pour la perception des impôts indirects.

Les défenseurs du capitalisme allèguent habituellement la difficulté de calculer les gros revenus. En réalité, étant donné le développement actuel des banques, des caisses d'épargne, etc., ces difficultés sont purement imaginaires. La *seule* difficulté réside dans l'intérêt de classe des capitalistes et dans l'existence d'institutions non démocratiques dans le système politique des Etats bourgeois.

La « Pravda » n° 129, 7 juin 1913.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

LES GRÈVES ÉCONOMIQUES EN 1912 ET EN 1905

La statistique des grèves économiques établie par l'association des usiniers et des fabricants de la région de Moscou permet d'effectuer certaines comparaisons entre les années 1912 et 1905. Ce faisant, nous devons nous limiter à trois groupes de métiers : métallurgistes, travailleurs du textile et « divers », car la statistique de l'association des fabricants n'offre pas de subdivisions plus détaillées.

Voici les données comparées :

Nombre d'ouvriers ayant fait grève (grèves économiques)

	en 1905	en 1911	en 1912
Métallurgistes	230 216	17 920	78 195
Travailleurs du textile	559 699	59 950	89 540
Divers	230 527	18 880	43 860
Total	1 020 442	96 750	211 595

Les chiffres pour 1905 ne concernent que les grèves *purement* économiques ; n'y figurent pas les grèves de caractère mixte, à la fois politique et économique. Les chiffres pour 1911 et 1912 paraissent très incomplets.

En comparant ces chiffres, nous voyons qu'en 1911 l'énergie gréviste des travailleurs du textile a été *plus*

grande que celle des métallurgistes et des « divers », si l'on prend pour point de départ le mouvement de 1905. Les travailleurs du textile ont fourni en 1911 bien plus de la moitié du nombre total des grévistes ; ils représentent plus du triple du nombre des métallurgistes. En 1905, le nombre des grévistes du textile n'a jamais dépassé que de deux fois et demie celui des grévistes de la métallurgie.

Pour ce qui est des « divers », le nombre des grévistes dans cette catégorie, aussi bien en 1905 qu'en 1911, est indiqué comme étant à peu près égal à celui des grévistes de la métallurgie.

En 1912, par contre, les métallurgistes progressent avec une étonnante rapidité : ils laissent les « divers » loin derrière eux et rejoignent presque les travailleurs du textile.

En 1912, le nombre des grévistes de la métallurgie a plus que *quadruplé* par rapport à 1911. Dans le même laps de temps, le nombre des grévistes du textile n'a augmenté que de moitié (89 000 contre 60 000), et celui des divers d'une fois et demie.

Par conséquent, les métallurgistes ont magnifiquement tiré profit des conditions du marché qui leur étaient favorables en 1912. Encouragés par leurs victoires de 1911, ils sont passés à une offensive encore plus large et énergique.

Les ouvriers des branches d'industrie « diverses » ont eux aussi bénéficié d'une situation favorable en 1912. Leur lutte économique a eu encore plus de succès que celle des métallurgistes. Mais ils ont moins bien profité que ces derniers de leur situation avantageuse.

Entre toutes les branches de la production, c'est dans le textile que la situation des travailleurs a été la plus mauvaise en 1912 ; c'est leur lutte économique qui a eu le moins de succès. Aussi est-ce parmi eux que le nombre des grévistes a progressé le plus lentement.

Les fabricants de la région de Moscou espèrent que la vague gréviste sera plus faible en 1913. Nous lisons dans leur compte rendu de 1912: « Dans l'industrie textile, la situation est désormais suffisamment claire ; jusqu'à ce que la nouvelle récolte soit connue, l'activité des fabri-

ques suivra un rythme ralenti, et des grèves ouvrières seraient dans ces conditions tout à fait déraisonnables. »

Nous verrons bien dans quelle mesure cette hypothèse se vérifiera. En tout cas, à la fois 1912 et le début de 1913 ont montré que les grèves *économiques* ne sont qu'une faible partie de l'*ensemble* de la « vague gréviste ».

La « Pravda » n° 130, 8 juin 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

L'AUGMENTATION DE LA RICHESSE CAPITALISTE

Les capitalistes n'aiment pas faire de confidences sur leurs revenus. Le « secret commercial » est sévèrement gardé, et il est très difficile pour les non-initiés de pénétrer les « mystères » de la création des richesses. La propriété privée est sacrée : personne ne peut se mêler des affaires d'un propriétaire. Tel est le principe du capitalisme.

Mais, depuis longtemps déjà, le capital a débordé les limites de la propriété privée et abouti à la formation d'entreprises par actions. Des centaines et des milliers d'actionnaires, qui ne se connaissent pas entre eux, sont unis dans une même entreprise ; et il n'est pas rare que messieurs les propriétaires privés se fassent échauder, lorsque d'habiles brasseurs d'affaires se couvrent du « secret commercial » pour nettoyer les poches de leurs associés.

La sacro-sainte propriété privée a été obligée de sacrifier une parcelle de son mystère : il a fallu obliger légalement les sociétés par actions à tenir une comptabilité régulière et à publier les principaux résultats de leurs comptes. Bien entendu, les escroqueries n'ont pas cessé pour autant ; elles ont simplement pris d'autres formes et sont devenues plus subtiles. Le grand capital, en s'adjoignant par bribes les petits capitaux d'actionnaires disséminés dans le monde entier, est devenu encore plus puissant. Par l'intermédiaire des sociétés par actions, le millionnaire dispose aujourd'hui non seulement de son million à lui, mais encore d'un capital supplémentaire, disons de 800 000

roubles, recueillis peut-être auprès de 8 000 petits possédants.

Mais, en revanche, l'absurdité du capitalisme devient-elle aussi de plus en plus claire et évidente pour la masse de la population.

Voici par exemple ce que montrent les rapports publiés par les compagnies d'assurances de Russie en 10 ans, de 1902 à 1911.

Le capital d'actions était en 1902 de 31 1/3 millions de roubles (pour 21 entreprises par actions), et de 34,8 millions en 1911 (pour les mêmes 21 entreprises). Habituellement, les choses se passent ainsi : la majeure partie du capital appartient à une poignée de millionnaires. 10 ou 20 magnats, peut-être, détiennent pour 18 millions de roubles d'actions et, se trouvant en majorité, disposent sans contrôle des 13 ou 16 autres millions des « petits » actionnaires.

Des professeurs, avocats du capitalisme, vont affirmant que le nombre des propriétaires augmente, puisque les petits actionnaires deviennent plus nombreux. Mais ce qui augmente, en fait, c'est le pouvoir (et le revenu) des magnats millionnaires *sur* le capital du « menu fretin ».

Voyez comme nos rois des assurances ont prospéré en dix ans. La *moyenne*, sur les dix années, des dividendes rapportés par les actions s'est élevée à *plus de* 10% ! ! Un joli bénéfice, n'est-ce pas ? Dans la plus mauvaise année de cette période, on a « gagné » 6 kopecks du rouble, et dans les meilleures années 12 kopecks !

Les réserves du capital ont doublé : de 152 millions de roub. en 1902, elles sont passées à 327 millions en 1911. Les avoirs ont presque doublé : 44 millions en 1902, 76 millions en 1911.

Ainsi, 32 millions d'avoirs *nouveaux*, en dix ans pour vingt et une entreprises !

Par qui ces avoirs ont-ils été « gagnés » ?

Par ceux qui n'ont pas travaillé, c'est-à-dire par les actionnaires, et en premier lieu par les magnats millionnaires qui détiennent la majorité des actions.

Ceux qui ont travaillé, ce sont les centaines d'employés qui ont effectué les tournées, recruté les assurés, inspecté leurs biens, peiné sur les comptes. Ces employés sont restés des employés. Ils ne reçoivent rien d'autre que leur salaire,

et l'on sait que pour la plupart d'entre eux, ce salaire n'est même pas suffisant pour faire vivre correctement leur famille. Ils ne peuvent amasser aucune richesse.

Même si l'un des gros bonnets « met la main à la pâte » — comme *directeur*, — il touche pour sa peine une récompense *particulière*, sous la forme d'un traitement de ministre et de primes.

Quant à messieurs les actionnaires, c'est *parce qu'ils n'ont pas* travaillé qu'ils se sont enrichis. Ils ont reçu en moyenne, pendant ces dix années, trois millions de bénéfice net par an, en « peinant » à détacher les coupons, et de plus ils ont amassé un gentil capital supplémentaire de 32 millions de roubles.

La « Pravda » n° 131, 9 juin 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LES PAYSANS ET LA CLASSE OUVRIERE

Dans les journaux et revues populistes, nous trouvons souvent l'affirmation selon laquelle les ouvriers et les paysans « laborieux » forment une seule classe.

L'inexactitude totale de cette opinion est évidente pour qui comprend que dans tous les pays modernes domine la production capitaliste plus ou moins développée, c'est-à-dire que le capital est maître du marché et qu'il transforme la masse des travailleurs en ouvriers salariés. Le paysan dit « laborieux » est en réalité *un petit patron* ou un petit bourgeois qui presque toujours se loue ou embauche lui-même des ouvriers. Etant petit patron, le paysan « laborieux » balance aussi sur le plan politique entre le patronat et les ouvriers, entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les statistiques sur le *travail salarié* dans l'agriculture confirment de la façon la plus éclatante la nature patronale ou bourgeoise du paysan « laborieux ». Les économistes bourgeois (dont les populistes) exaltent d'ordinaire la « vitalité» de la petite production agricole, entendant par là les petites exploitations qui n'ont pas recours au travail salarié. Mais ils n'aiment pas beaucoup les statistiques exactes sur le salariat chez les paysans !

Voyons les chiffres que fournissent à ce sujet les derniers recensements agricoles : celui de l'Autriche en 1902 et celui de l'Allemagne en 1907.

Plus un pays est développé, et plus le salariat agricole y est représenté. En Allemagne, sur un total de 15 millions d'ouvriers, l'agriculture compte 4,5 millions de salariés, soit 30% ; en Autriche, sur 9 millions d'ouvriers,

1,25 million, soit environ 14%. Mais même en Autriche, si nous considérons les exploitations que l'on range ordinairement parmi les exploitations paysannes (ou « laborieuses »), c'est-à-dire celles qui comptent de 2 à 20 hectares (1 hectare vaut 9/10 de déciatine), nous observerons un développement important du salariat. Les exploitations de 5 à 10 hectares sont au nombre de 383 000, dont 126 000 emploient des salariés. On compte 242 000 exploitations possédant de 10 à 20 hectares ; sur ce nombre 142 000 (ou 3/5 environ) ont recours à la main-d'œuvre salariée.

Ainsi la petite agriculture paysanne (« laborieuse ») exploite des *centaines de milliers* d'ouvriers salariés. Plus l'exploitation rurale est grosse, et plus le nombre des ouvriers salariés est grand, en même temps que la main-d'œuvre familiale est plus importante. Ainsi, en Allemagne, sur 10 exploitations paysannes, on compte :

Exploitations	Main-d'œuvre familiale	Ouvriers salariés	Total
de 2 à 5 hectares	25	4	29
» 5 à 10 »	31	7	38
» 10 à 20 »	34	17	51

Les paysans plus aisés, ceux qui possèdent plus de terre et un plus grand nombre de travailleurs de la famille, emploient *en outre* un plus grand nombre d'ouvriers *salariés*.

Dans la société capitaliste entièrement assujettie au marché, la petite production de masse (paysanne)] est *impossible* sans l'utilisation généralisée du travail salarié. Ce terme suave qu'est le paysan « laborieux » n'est qu'un moyen de duper l'ouvrier, en *dissimulant* l'exploitation du travail salarié.

En Autriche, 1,5 million environ d'exploitations rurales (de 2 à 20 hectares) emploient un *demi-million* d'ouvriers salariés. En Allemagne, 2 millions d'exploitations paysannes en emploient *plus de 1,5 million*.

Et les plus petits exploitants ? Ils se louent eux-mêmes ! Ce sont des salariés pourvus d'un lopin de terre. C'est ainsi qu'en Allemagne on compte près de 3 millions 1/3 (3 378 509) d'exploitations ayant moins de 2 hectares. Sur ce nombre *moins d'un demi-million* d'exploitants *autono-*

mes (474 915), et un peu moins de *2 millions d'ouvriers salariés* (1 822 792) ! !

Ainsi, la situation des petits cultivateurs dans la société moderne les transforme fatalement en petits bourgeois. Ils oscillent constamment entre ouvriers salariés et capitalistes. La plupart des paysans vivent dans la gêne, se ruinent et deviennent des prolétaires ; la minorité suit les capitalistes et renforce la dépendance où ils tiennent les masses rurales. Aussi, dans tous les pays capitalistes, les paysans dans leur masse restent-ils jusqu'ici en dehors du mouvement socialiste des ouvriers ; ils adhèrent à divers partis réactionnaires et bourgeois. Seule une organisation distincte des ouvriers salariés, qui mène une lutte de classe conséquente, est capable d'arracher les paysans à l'influence de la bourgeoisie et de les éclairer sur la situation inextricable des petits producteurs dans la société capitaliste.

En Russie, la position des paysans vis-à-vis du capitalisme est absolument identique à celle que nous voyons en Autriche, en Allemagne, etc. Ce qui nous « distingue » c'est notre retard : le paysan se trouve face non pas encore au gros propriétaire foncier capitaliste, mais au seigneur *féodal* qui est le principal rempart du retard économique et politique de la Russie.

La « Pravda » n° 132, 11 juin 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS L'AGRICULTURE

Pour apprécier correctement les conditions dans lesquelles la petite production agricole se trouve placée en régime capitaliste, il importe avant tout de s'interroger sur la situation du travailleur, ce qu'il gagne, combien il travaille, la façon dont il vit ; ensuite, sur l'entretien du bétail et la qualité des soins qui lui sont donnés ; enfin, sur les procédés de travail de la terre, son amendement, le gaspillage de ses ressources, etc.

Il n'est pas difficile de comprendre qu'en éludant ces questions (comme le fait trop souvent l'économie politique bourgeoise), on obtient une image totalement déformée de l'économie paysanne : en effet, sa « viabilité » *réelle* dépend bel et bien de la situation du travailleur, des conditions de l'entretien du bétail et des soins apportés à la terre. Supposer sans preuve que, sous ces rapports, la petite production est à égalité avec la grande, c'est tenir pour démontré ce qu'il faut justement démontrer, c'est adopter d'emblée un point de vue bourgeois.

La bourgeoisie voudrait démontrer que le paysan est un « propriétaire » authentique et viable, et non pas un esclave du capital, écrasé comme l'est l'ouvrier salarié, mais prisonnier de davantage de liens que ce dernier. Si l'on cherche sérieusement et honnêtement les *données* qui permettront de résoudre cette question litigieuse, il faut essayer de découvrir des indices systématiques et objectifs concernant les *conditions de vie et de travail* dans la petite et la grande production.

Au nombre de ces indices (et parmi les plus importants) figure le degré d'utilisation du travail des *enfants*. Plus

l'exploitation du travail des enfants est forte et plus, sans aucun doute, la situation du travailleur est mauvaise, et son existence pénible.

Les recensements agricoles autrichien et allemand fournissent des renseignements sur la proportion des enfants et adolescents dans la totalité des personnes occupées dans l'agriculture. En Autriche, on a décompté à part tous les travailleurs et travailleuses âgés *de moins* de 16 ans, soit 1,2 million sur 9 millions (13%). En Allemagne, par contre, on n'a fait une catégorie séparée que pour les enfants *jusqu'à 14 ans* ; leur nombre est de six cent mille (601 637) sur quinze millions (15 169 549), soit 3,9%.

Il est clair que les chiffres autrichiens et allemands ne sont pas comparables. Mais ce que l'on peut fort bien comparer, ce sont les *rapports* entre les exploitations prolétariennes, paysannes et capitalistes que ces recensements font apparaître.

Nous rangeons parmi les exploitations prolétariennes les lopins de terre minuscules (jusqu'à deux hectares, soit environ deux déciatines, par exploitation) qui fournissent un gain subsidiaire aux ouvriers salariés. Nous rangeons parmi les exploitations paysannes celles qui ont entre 2 et 20 hectares ; là, le travail familial prédomine sur le travail salarié. Enfin, les exploitations capitalistes sont les plus grandes, celles où le travail salarié prédomine sur le travail familial.

Voici les chiffres concernant le travail des enfants dans ces trois types d'exploitations :

Exploitations	Groupes d'exploitations	Pourcentage des enfants employés dans l'agriculture: moins de 16 ans (Autriche)	moins de 14 ans (Allemagne)
Prolétariennes . .	moins de 0,5 ha	8,8	2,2
	de 0,5 à 2 ha	12,2	3,9
Paysannes	de 2 à 5 ha	15,3	4,6
	de 5 à 10 ha	15,6	4,8
	de 10 à 20 ha	12,8	4,5
Capitalistes . . .	de 20 à 100 ha	11,1	3,4
	de 100 ha et plus	4,2	3,6
	Total	13,0	3,9

Ces chiffres nous montrent que, dans les deux pays, c'est dans les exploitations *paysannes* en général, et tout particulièrement dans les exploitations *paysannes moyennes* (5 à 10 hectares, soit 4,5 à 9 déciatines de terre), que l'exploitation du travail des enfants est *la plus forte*.

Ainsi donc, il ne suffit pas de dire que la petite production est dans une mauvaise situation plus que la grande. Nous voyons encore que les exploitations spécifiquement paysannes sont défavorisées, non seulement par rapport aux exploitations capitalistes, mais même par rapport aux exploitations prolétariennes.

Comment expliquer cela ?

Dans l'exploitation prolétarienne, le travail de la terre est fait sur un lopin tellement insignifiant qu'à proprement parler, il ne saurait être question d'« exploitation ». Ici, l'agriculture est une occupation *subsidiaire* ; l'activité essentielle, c'est le travail salarié dans l'agriculture et dans l'industrie. L'influence de l'industrie relève d'une manière générale le niveau de vie du travailleur et, notamment, réduit l'exploitation du travail des enfants. En Allemagne, par exemple, le recensement a dénombré dans l'industrie 0,3% seulement de travailleurs âgés de moins de 14 ans (soit dix fois moins que dans l'agriculture) et 8% seulement de moins de 16 ans.

C'est par contre dans l'exploitation paysanne que l'influence de l'industrie est la plus faible, et la concurrence avec l'agriculture capitaliste la plus forte. Le paysan ne peut subsister si lui-même il ne s'épuise pas au travail et s'il n'oblige pas ses enfants à travailler deux fois plus dur. La nécessité force le paysan à essayer de combler, à la sueur de son front, ce qui lui manque en capital et en perfectionnements techniques. Et, si c'est chez le paysan que les enfants travaillent le plus dur, cela veut dire aussi que le bétail du paysan travaille plus dur et est plus mal nourri : l'obligation d'utiliser au maximum toutes les forces et d'« économiser » sur tout affecte inévitablement tous les aspects de l'exploitation.

La statistique allemande montre que, parmi les ouvriers salariés, c'est dans les grandes exploitations capitalistes (100 déciatines et davantage) que les enfants sont les plus nombreux (3,7%-4%). D'autre part, parmi les

travailleurs familiaux, les enfants sont les plus nombreux chez les paysans, à savoir 5% environ (4,9%-5,2%). Parmi les ouvriers salariés *saisonniers*, le pourcentage des enfants atteint 9,0% pour les grands capitalistes, tandis que parmi les travailleurs *familiaux* saisonniers ce pourcentage atteint pour les paysans de 16,5% à 24,4% ! !

En période de grande activité, le paysan souffre du manque de main-d'œuvre ; il ne peut embaucher des ouvriers qu'en petit nombre ; d'où la nécessité d'employer le plus possible ses propres enfants. Il en résulte que, dans l'agriculture allemande en général, le pourcentage des enfants parmi les travailleurs familiaux est supérieur *de près de moitié* à leur pourcentage parmi les ouvriers salariés. On compte 4,4% d'enfants parmi les travailleurs familiaux, et 3,0% parmi les salariés.

Le paysan doit peiner plus dur que l'ouvrier salarié. Ce fait, confirmé par des milliers d'observations isolées, est maintenant pleinement démontré par des statistiques portant sur des pays entiers. Le capitalisme écrase impitoyablement les paysans et les voue à leur perte. Il n'est pas d'autre salut pour eux que de se joindre à la lutte de classe des ouvriers salariés. Mais avant d'en arriver à cette conclusion, il faudra que le paysan passe par de longues années de déceptions et de désillusions sur le compte des fallacieux slogans bourgeois.

La « Pravda » n° 133, 12 juin 1918.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LE SUCCÈS DES GRÈVES EN 1912, COMPARÉ AU PASSÉ

L'association des usiniers et fabricants de la région de Moscou a fourni des statistiques sur le succès des grèves au cours des 7 derniers mois de 1912. Ces statistiques portent sur 131 625 ouvriers, le total des ouvriers ayant participé à des grèves économiques durant toute l'année 1912 étant (selon les chiffres de l'association, inférieurs sans aucun doute à la réalité) de 211 595.

Pour les années antérieures, nous disposons de statistiques sur le succès des grèves dans les publications officielles du ministère du Commerce et de l'Industrie, portant sur les dix années précédant la révolution (1895-1904) et sur les trois années de la révolution (1905-1907).

Malheureusement, les données ne sont pas homogènes, et l'élaboration de celles qu'a recueillies l'association des fabricants est moins satisfaisante. Pour évaluer le degré de succès des grèves, la statistique officielle les divise en trois catégories : 1) grèves ayant pris fin à l'avantage des ouvriers, 2) à l'avantage des patrons, et 3) par un compromis. La statistique des fabricants, elle, divise les grèves en : 1) grèves ayant pris fin par une défaite des ouvriers, 2) par une victoire complète ou partielle des ouvriers, et 3) grèves dont le résultat n'a pas été précisé.

Une comparaison (même conventionnelle) entre ces deux groupes de données n'est possible qu'en procédant de la manière suivante. Le nombre des participants aux grèves qui sont achevées par un compromis ou dont le résultat n'a

pas été précisé a été réparti par moitiés entre les grèves *victorieuses* et les grèves *perdues*, de façon à ne conserver finalement que ces deux rubriques (approximatives, bien entendu). Voici le tableau de cette comparaison :

		Nombre des grévistes	Dont, grévistes victorieux	succès en %
		(en milliers)		
Les dix années précédant la révolution	1895-1904	424	159	37,5
Les trois années de la révolution	1905	1 439	705	48,9
	1906	458	233	50,9
	1907	200	59	29,5
Total pour	1911	96	49	51,0
Pour les 7 derniers mois	1912	132	55	41,6

Tous ces chiffres ne concernent que les grèves économiques ; de plus, les chiffres sont incomplets pour 1911 et 1912. Durant toute l'année 1912, le nombre des ouvriers ayant pris part à des grèves économiques (212 000) a été *plus élevé* qu'en 1907.

On constate que l'année 1911 a marqué un record dans la réussite des grèves économiques, dépassant même la meilleure année de la révolution, 1906. A l'époque, 50,9% des grévistes furent victorieux ; la proportion est de 51,0% pour 1911.

Les grèves de 1912 se placent, quant à leur degré de succès, au-dessous de l'an *cinq* (1905 : 48,9% de succès, 1912 : 41,6%), mais nettement au-dessus de la réussite moyenne au cours des *dix années* 1895-1904 (37,5%), sans même parler de l'année 1907 (29,5% de succès).

Il est intéressant de comparer ces chiffres avec ceux concernant l'Europe occidentale. En Allemagne, pour toute la première décennie du XXe siècle (1900-1909), il y a eu 1 897 000 grévistes (autant que de grévistes économiques seulement en Russie, *rien qu'en deux ans* de révolution). Sur ce total, il y a eu 698 000 grévistes victorieux, ou 36,8%, c'est-à-dire un peu moins qu'en Russie au cours des dix années précédant la révolution. En Angleterre, pour les dix années 1900-1909, le nombre des grévistes a été de 1 884 000. Le nombre des grévistes victorieux, pour un total de 1 234 000, s'est élevé à 588 000 ou 47,5%, soit

beaucoup plus que dans notre pays au cours des dix années antérieures à la révolution, mais moins qu'en 1905, 1906 et 1911. (Le nombre des ouvriers victorieux en Angleterre et en Allemagne a été établi par le même procédé que pour la Russie.)

Le nombre des ouvriers victorieux durant la *seule* année 1905 en Russie est *plus élevé* que ce même nombre en Allemagne ou en Angleterre pour la même période de *dix ans*. On peut juger par là combien de forces encore intactes recèle dans ses tréfonds le prolétariat de notre temps.

La « Pravda » n° 133, 12 juin 1913.
Signé : N.

Conforme au texte du journal

EN AUSTRALIE

De nouvelles élections parlementaires ont récemment pris fin en Australie. Le Parti ouvrier, qui avait la suprématie dans la Chambre basse, où il détenait 44 sièges sur 75, a subi une défaite. Il n'a plus désormais que 36 députés sur 75. La majorité est passée entre les mains des libéraux, mais c'est une majorité bien précaire, car à la Chambre haute 30 députés sur 36 sont des ouvriers.

Qu'est-ce donc que ce pays capitaliste original, où les ouvriers sont prédominants à la Chambre *haute* et l'étaient aussi, il y a peu de temps, à la Chambre basse, sans que le régime capitaliste soit le moins du monde mis en danger ?

Un des correspondants anglais de la presse ouvrière allemande a donné récemment l'explication de ce phénomène, qui donne lieu très souvent à de fausses interprétations de la part des auteurs bourgeois.

Le Parti ouvrier australien n'est pas, même en paroles, un parti socialiste. C'est en réalité un parti libéral bourgeois, tandis que les soi-disant libéraux australiens sont des conservateurs.

Un abus de langage aussi étrange dans la dénomination des partis n'est pas un phénomène unique. N'appelle-t-on pas démocrates, en Amérique, les esclavagistes d'hier, ou « radicaux-socialistes », en France, les petits bourgeois ennemis du socialisme ? Pour comprendre la signification réelle des partis, il faut considérer non pas leur étiquette, mais leur caractère de classe, ainsi que les conditions historiques de chaque pays pris individuellement.

L'Australie est une jeune colonie de l'Angleterre.

Le capitalisme, en Australie, est encore au stade de l'adolescence. Ce pays commence à peine à se constituer en Etat ayant une existence propre. Les ouvriers sont pour la plupart des émigrants venus d'Angleterre. Ils ont quitté leur pays à une époque où y régnait presque sans partage la politique ouvrière libérale, où les ouvriers anglais, dans leur masse, étaient des *libéraux*. De nos jours encore, en Angleterre, les ouvriers d'usine qualifiés et instruits dans leur métier sont en majorité des libéraux et des semi-libéraux. C'est là le résultat de la situation exceptionnellement avantageuse, de la situation de monopole qu'a occupée l'Angleterre dans la seconde moitié du siècle dernier. C'est seulement à présent que la masse des ouvriers en Angleterre opère (mais lentement) un tournant vers le socialisme.

Et si, en Angleterre, le soi-disant « Parti ouvrier » est constitué par une *union* entre des syndicats non socialistes et l'archi-opportuniste « Parti travailliste indépendant », en Australie le Parti ouvrier n'est *rien d'autre* que l'émanation de syndicats ouvriers *non* socialistes.

Les chefs du Parti ouvrier australien sont des fonctionnaires des syndicats ; cette catégorie est partout la plus modérée et la plus « docile vis-à-vis du capital », mais en Australie, elle est vraiment on ne peut plus paisible et purement libérale.

Les liens unissant les différents Etats australiens en un seul sont encore très lâches. Il a fallu que le Parti ouvrier se préoccupe de les développer et de les renforcer, de créer un gouvernement central.

Le Parti ouvrier a réalisé en Australie l'œuvre réalisée ailleurs par les libéraux : un tarif douanier unique pour tout l'Etat, une loi scolaire unique, un impôt foncier unique, une législation du travail unique.

Il est clair que lorsque l'Australie se sera définitivement développée et consolidée en tant qu'Etat capitaliste ayant son existence propre, la situation des ouvriers se modifiera, et que le « Parti ouvrier » *libéral* changera lui aussi, en cédant la place à un parti ouvrier *socialiste*. L'exemple de l'Australie est un de ceux qui montrent dans quelles conditions sont possibles des *exceptions* à la règle. La règle, c'est un parti ouvrier socialiste dans un pays capitaliste. L'exception, c'est un parti ouvrier libéral, qui

ne peut apparaître que pour un temps limité, en raison de conditions particulières, sortant de la norme du capitalisme en général.

Les libéraux d'Europe et de Russie qui voudraient « enseigner » au peuple, par l'exemple de l'Australie, l'inutilité de la lutte de classe, ne font que se duper eux-mêmes et duper autrui. Il est ridicule de songer à transporter les conditions de l'Australie (colonie jeune et non développée, peuplée par des ouvriers anglais libéraux) dans des pays possédant un Etat constitué de longue date et un capitalisme évolué.

La « Pravda » n° 134, 13 juin 1913.
Signé : W.

Conforme au texte du journal

LE PREMIER MAI DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE

Une année s'est écoulée depuis les événements de la Léna et la première grande poussée du mouvement ouvrier révolutionnaire après le coup d'Etat du 3 juin. Les Cent-Noirs du tsar et les grands propriétaires, la meute des fonctionnaires et la bourgeoisie ont célébré le 300e anniversaire de la rapine, des incursions tatares et de l'opprobre que les Romanov font peser sur la Russie. La IVe Douma s'est réunie et a entamé ses « travaux », mais sans y croire elle-même et ayant perdu son énergie contre-révolutionnaire d'antan. Le désarroi et le spleen ont envahi les milieux libéraux qui remâchent mollement des appels en faveur des *réformes*, tout en reconnaissant que même un semblant de réformes est impossible.

Mais voici qu'éclatent les manifestations de la classe ouvrière de Russie à l'occasion du 1er mai : d'abord répétition générale à Riga, puis, le jour du 1er mai de l'ancien calendrier, action décisive à Pétersbourg. Ces manifestations ont déchiré comme un éclair l'atmosphère maussade, terne et languissante. Devant les centaines de vieux révolutionnaires que les persécutions des bourreaux et les trahisons des amis n'ont pas encore brisés ni entamés, et devant les millions de démocrates et de socialistes de la nouvelle génération, se dressent à nouveau dans toute leur grandeur les objectifs de la révolution prochaine et se dessinent les forces de la classe d'avant-garde qui en assume la direction.

Déjà plusieurs semaines avant le 1er mai, le gouvernement avait comme perdu la tête ; quant à messieurs les fabricants, ils se conduisaient comme des gens totalement privés de cervelle. Arrestations et perquisitions semblaient avoir mis sens dessus dessous tous les quartiers ouvriers de la capitale. La province suivait le mouvement. Les fabricants se démenaient, tenaient des réunions, lançaient des mots d'ordre contradictoires : tantôt ils agitaient la menace des répressions et des lock-out, tantôt ils cédaient à l'avance et consentaient à fermer les usines ; tantôt ils poussaient le gouvernement à agir avec brutalité, tantôt ils lui adressaient des reproches et lui demandaient de porter le 1er mai sur la liste des jours fériés.

Mais les gendarmes ont eu beau faire preuve de zèle, ils ont eu beau « nettoyer » les faubourgs ouvriers, ils ont eu beau empoigner à droite et à gauche d'après leurs dernières « listes de suspects », rien n'y a fait. Les ouvriers riaient de la fureur impuissante de la clique tsariste et de la classe des capitalistes ; ils ironisaient à propos des « avis » menaçants et pitoyables du gouverneur de la capitale ; ils rédigeaient et faisaient circuler de la main à la main (ou transmettaient de bouche à oreille) des couplets satiriques ; ils faisaient surgir comme de sous terre, par brassées, une multitude de petits « feuillets » mal imprimés, brefs et simples, mais convaincants, invitant à faire grève et à manifester, et rappelant les vieux mots d'ordre révolutionnaires, non tronqués, de la social-démocratie, qui a dirigé en l'an cinq le premier assaut des masses contre l'autocratie et la monarchie.

Cent mille grévistes le 1er mai, disait le lendemain la presse gouvernementale. Cent vingt-cinq mille, annonçaient les journaux bourgeois d'après les premières dépêches (*Kievskaïa Mysl*). Cent cinquante mille, télégraphiait de Pétersbourg le correspondant de l'organe central de la social-démocratie allemande. Mais, dès le jour suivant, toute la presse bourgeoise donnait le chiffre de 200-220 000. En fait, le nombre des grévistes avait atteint les *250 000* !

Mais, outre le nombre des grévistes du 1er mai, ce qui fut encore beaucoup plus imposant — et beaucoup plus marquant —, ce furent les manifestations révolutionnaires des ouvriers dans les rues. C'est en chantant les hymnes révo-

lutionnaires, en faisant retenir les appels en faveur de la révolution dans tous les faubourgs de la capitale et aux quatre coins de la ville que les foules ouvrières, drapeaux rouges en tête, se sont battues durant plusieurs heures contre les forces de la police et de l'Okhrana, mobilisées par le gouvernement avec une énergie décuplée. Et les ouvriers ont su faire sentir aux plus ardents des mercenaires du tsar que ce n'était pas une lutte pour rire, que la police n'avait pas en face d'elle une poignée de partisans de la maigre cause des slavophiles [82], que c'étaient vraiment les *masses* de la classe laborieuse de la capitale qui étaient debout.

La manifestation au grand jour des aspirations révolutionnaires du prolétariat, de ses forces révolutionnaires aguerries et appuyées par les générations nouvelles, des appels révolutionnaires au peuple et aux peuples de Russie, cette manifestation fut réellement éclatante. Si, l'an dernier, le gouvernement et les fabricants pouvaient se consoler en pensant que l'explosion de la Léna était imprévisible, qu'une préparation immédiate à la lutte contre ses conséquences était impossible, cette fois la monarchie avait pu prévoir avec le maximum de précision, elle avait eu pour se préparer le maximum de temps, elle avait pris les « mesures » les plus « énergiques », et l'aboutissement a été la mise à nu totale de l'*impuissance* de la monarchie tsariste devant l'éveil révolutionnaire des masses prolétariennes.

Oui, l'année de lutte gréviste qui s'est écoulée depuis les événements de la Léna a montré (en dépit des hurlements pitoyables des libéraux et de leurs sous-fifres contre la « frénésie gréviste », contre les grèves « syndicalistes », contre la grève économique ajoutée à la grève politique et réciproquement), cette année a montré quelle arme grandiose et irremplaçable le prolétariat social-démocrate s'est forgée à l'époque révolutionnaire, arme qui lui permet de mener l'agitation parmi les masses, de les éveiller et de les amener à la lutte. La grève révolutionnaire de masse n'a laissé aucun répit à l'ennemi. Elle l'a frappé au portefeuille ; elle a traîné dans la boue, aux yeux du monde entier le prestige politique du gouvernement tsariste, soi-disant « fort ». Elle a donné à des couches sans cesse nouvelles

d'ouvriers la possibilité de reprendre ne fût-ce qu'une petite partie des conquêtes de l'an cinq ; elle a entraîné dans la lutte des couches nouvelles de travailleurs, atteignant jusqu'aux plus arriérés d'entre eux. Elle n'a pas épuisé les forces des ouvriers, car elle a constamment pris la forme d'actions de courte durée mais puissantes, tout en préparant des actions de masse nouvelles, au grand jour, encore plus imposantes et plus révolutionnaires : les manifestations de rues.

Dans aucun pays du monde, l'an dernier, on n'a vu autant de grévistes politiques qu'en Russie ; nulle part on n'a vu de grèves d'une telle ténacité, d'une telle diversité, d'une telle énergie. Ce fait, à lui seul, montre toute l'indigence, toute la stupidité méprisable de ces grands esprits libéraux et liquidateurs qui voulaient « rectifier » la tactique des ouvriers russes de 1912-1913 en la conformant au modèle des périodes constitutionnelles « européennes », périodes marquées principalement par un travail préparatoire d'instruction et d'éducation socialistes des masses.

Car, si les grèves russes l'emportent à ce point sur les grèves des pays européens les plus avancés, cela ne démontre nullement que les ouvriers de Russie possèdent des qualités particulières ou des dons particuliers, mais seulement que la Russie d'aujourd'hui présente des conditions *particulières*, c'est-à-dire qu'il existe une situation révolutionnaire, qu'une crise directement révolutionnaire est en train de mûrir. Lorsque viendra en Europe une phase analogue où mûrira la révolution (et ce sera une révolution socialiste et non une révolution démocratique bourgeoise comme dans notre pays), à ce moment le prolétariat des pays capitalistes les plus avancés déploiera une énergie encore bien plus grande dans les grèves et les manifestations révolutionnaires et dans la lutte armée contre les défenseurs de l'esclavage salarié.

Cette année, la grève du 1er mai, tout comme la série des grèves qui se sont succédées au cours des derniers dix-huit mois en Russie, revêt un caractère révolutionnaire qui la distingue non seulement des grèves économiques habituelles, mais encore des grèves de protestation et des grèves politiques comportant la revendication de réformes

constitutionnelles comme, par exemple, la dernière grève belge. Cette originalité des grèves russes, entièrement due à la situation révolutionnaire régnant en Russie, reste incompréhensible pour ceux qui sont emprisonnés dans une conception du monde libérale et qui ont perdu l'habitude de considérer les choses d'un point de vue révolutionnaire. L'époque de la contre-révolution, le déferlement de l'esprit de reniement ont laissé beaucoup trop de ces gens-là, jusque parmi ceux qui se veulent social-démocrates.

La Russie se trouve dans une situation révolutionnaire parce que l'oppression qui pèse sur l'immense majorité de la population (non seulement sur le prolétariat, mais aussi sur les neuf dixièmes des petits producteurs, des paysans surtout) a atteint son paroxysme et que, par ailleurs, cette oppression accrue, les famines, la misère, la privation de droits du peuple bafoué sont absolument incompatibles avec, à la fois, l'état des forces productives de la Russie, le degré de conscience et d'exigence des masses éveillées par l'an cinq, et la conjoncture dans tous les pays voisins, d'Asie comme d'Europe.

Mais ce n'est pas tout. L'oppression, si lourde soit-elle, ne crée pas toujours à elle seule une situation révolutionnaire dans un pays donné. La plupart du temps, pour qu'il y ait révolution, il ne suffit pas que *les classes inférieures ne veuillent plus* vivre comme par le passé. Il faut encore que *les classes supérieures ne soient plus capables* d'administrer et de diriger comme par le passé. C'est précisément ce que nous voyons en ce moment en Russie. La crise politique est en train de mûrir aux yeux de tous. La bourgeoisie a fait *tout* ce qui dépendait d'elle pour soutenir la contre-révolution et assurer, sur ce terrain contre-révolutionnaire, un « développement pacifique ». La bourgeoisie a donné aux bourreaux et aux féodaux autant d'argent qu'ils en voulaient ; la bourgeoisie a injurié la révolution, elle l'a reniée ; la bourgeoisie a léché les bottes de Pourichkévitch et le knout de Markov 2, elle s'est faite leur laquais ; la bourgeoisie a créé des théories fondées sur des arguments « européens », qui traînent dans la boue la révolution de l'an cinq, qu'ils disent être une révolution « d'intellectuels » et la qualifient de criminelle, de sacrilège, d'ennemie de l'Etat, etc., etc.

Et, malgré tous ces sacrifices qu'elle a consentis sur son porte-monnaie, son honneur et sa conscience, la bourgeoisie *elle-même*, depuis les cadets jusqu'aux octobristes, reconnaît que l'autocratie et les grands propriétaires *n'ont pas su* assurer le « *développement* pacifique », qu'ils n'ont pas su assurer les conditions élémentaires d'« ordre » et de « légalité » sans lesquelles ne peut vivre, au XXe siècle, un pays capitaliste qui a pour voisins l'Allemagne et la Chine nouvelle.

Il y a bel et bien, en Russie, une crise politique à l'échelle de toute la nation ; et c'est une crise qui atteint précisément les *bases* de l'organisation de l'Etat, et nullement n'importe lequel de ses points de détail ; elle atteint les *fondations* de l'édifice, et non pas l'une de ses ailes, l'un de ses étages. Nos libéraux et nos liquidateurs ont beau aligner des phrases pour dire que « Dieu merci, nous avons une constitution », et que telle ou telle *réforme* politique est à l'ordre du jour (seuls des gens archi-bornés ne comprennent pas le lien étroit entre la première affirmation et la seconde), ce brouet réformiste a beau couler en abondance, il n'en demeure pas moins qu'aucun liquidateur, qu'aucun libéral ne peut indiquer la moindre issue réformiste à cette situation.

L'état des masses de la population en Russie, l'aggravation de leur situation par suite de la nouvelle politique agraire (à laquelle les grands propriétaires féodaux ont dû se raccrocher comme à leur dernière planche de salut), les conditions internationales, le caractère de la crise politique générale qui a pris forme chez nous : telle est la somme des facteurs objectifs qui rendent révolutionnaire la situation de la Russie, puisqu'il est impossible de mener à bien les tâches de la révolution bourgeoise en suivant la voie actuelle et avec les moyens offerts (au gouvernement et aux classes exploiteuses).

Tel est le terrain social, économique et politique et tel est le rapport des classes en Russie qui ont amené ces grèves originales de notre pays ; de telles grèves sont impossibles dans l'Europe actuelle, à laquelle les renégats de toute sorte veulent emprunter l'exemple non pas des révolutions bourgeoises d'hier (avec leurs signes avant-coureurs de la révolution prolétarienne de demain), mais de la

situation « constitutionnelle » d'aujourd'hui. Ni l'oppression des classes inférieures ni la crise des classes supérieures ne suffisent à engendrer la révolution dans un pays (elles n'y engendrent que le pourrissement), s'il n'y a pas dans ce pays une classe révolutionnaire capable de transformer un état passif d'oppression en un état actif de révolte et d'insurrection.

C'est ce rôle de classe réellement d'avant-garde, soulevant réellement les masses en vue de la révolution et réellement capable de sauver la Russie du pourrissement, que joue le prolétariat industriel. C'est de cette tâche qu'il s'acquitte au moyen de ses grèves révolutionnaires. Ces grèves, abhorrées par les libéraux et incomprises par les liquidateurs, sont (pour reprendre les termes de la résolution de février du P.O.S.D.R.) « l'un des moyens les plus efficaces de vaincre l'apathie, le désespoir et la dispersion du prolétariat agricole et de la paysannerie, et de *les entraîner* dans des *actions révolutionnaires* revêtant le maximum d'ampleur, de simultanéité et d'unanimité * ».

La classe ouvrière entraîne dans des actions révolutionnaires les masses des travailleurs et des exploités privés des droits élémentaires et réduits au désespoir. La classe ouvrière leur enseigne la lutte révolutionnaire, elle les éduque en vue de l'activité révolutionnaire, elle leur explique de quel côté se trouvent et en quoi consistent l'issue et le salut. La classe ouvrière les instruit non par des paroles mais par des actes, par l'exemple, un exemple qui n'est pas celui d'aventures de héros isolés, mais celui d'une action révolutionnaire de *masse*, qui unit les revendications politiques et économiques.

Comme ces idées sont simples, comme elles sont claires et familières pour tout ouvrier honnête qui comprend ne fût-ce que les rudiments de la doctrine du socialisme et de la démocratie ! Et comme elles sont étrangères à ces intellectuels, renégats du socialisme et traîtres à la démocratie, qui, dans les journaux liquidateurs, dénigrent ou raillent la « clandestinité », et font accroire aux benêts naïfs qu'ils sont « social-démocrates-eux-aussi ».

Le 1er mai du prolétariat de Pétersbourg, puis du pro-

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 18, p. 427. (*N.R.*)

létariat de toute la Russie, a montré avec évidence, une fois de plus, à ceux qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, l'immense importance historique de la clandestinité révolutionnaire dans la Russie d'aujourd'hui. Avant le 1er mai comme avant le 9 janvier, comme avant le 300e anniversaire des Romanov et comme le 4 avril [83], le Comité de Pétersbourg, la seule organisation du P.O.S.D.R. de la capitale, a forcé la presse bourgeoise elle-même à signaler que des tracts dudit comité avaient de nouveau fait leur apparition dans les fabriques et usines.

Immenses sont les efforts que ces tracts nécessitent. Parfois ils ne paient pas de mine. Certains d'entre eux, par exemple les appels pour la manifestation du 4 avril, ne comportent que l'heure et le lieu de la manifestation, en six lignes, composées visiblement à la sauvette et avec une hâte extrême dans des imprimeries différentes, avec des caractères différents. Il est des gens (les « social-démocrates-eux-aussi ») qui, pensant aux conditions de travail de la « clandestinité », demandent, avec un ricanement haineux ou en pinçant les lèvres avec mépris : « Si la clandestinité représentait la totalité du Parti, combien de membres celui-ci compterait-il ? Deux ou trois centaines ? » (Cf. le n° 95 (181) du *Loutch*, organe des renégats, dans le plaidoyer de la *rédaction* en faveur de M. Sédov, qui a le triste courage d'être un liquidateur avoué. Ce numéro du *Loutch* est sorti cinq jours avant le 1er mai, c'est-à-dire *justement au moment où* les clandestins fabriquaient les tracts !)

Messieurs les Dan, les Potressov et Cie, qui écrivent ces ignominies, ne peuvent manquer de savoir que le Parti comptait des milliers de prolétaires dès 1903, 150 000 en 1907, et qu'aujourd'hui encore des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers éditent et diffusent les tracts *clandestins*, car ils sont membres des cellules *clandestines* du P.O.S.D.R. Mais messieurs les liquidateurs savent que la « légalité » stolypinienne les protège contre une réfutation légale de leur mensonge infâme et de leurs « grimaceries » encore plus infâmes à propos de la clandestinité.

Voyez à quel point ces pitoyables individus se sont détachés du mouvement ouvrier de masse et de l'activité révolutionnaire en général ! Même si nous acceptons leur base d'évaluation à eux, bien qu'elle soit de toute évidence

falsifiée pour complaire aux libéraux, et si nous admettons un instant que « deux ou trois centaines » d'ouvriers de Pétersbourg ont participé à la fabrication et à la diffusion de ces tracts clandestins, qu'est-ce que cela prouve ?

« Deux ou trois centaines » d'ouvriers, la fleur du prolétariat de St-Pétersbourg, des hommes qui ne se contentent pas de se dire social-démocrates mais qui agissent en social-démocrates, et que, pour cette raison, *toute* la classe ouvrière de Russie respecte et estime, des hommes qui ne bavardent pas à tort et à travers à propos d'un « parti large » mais qui constituent dans la pratique le seul parti social-démocrate qui existe en Russie, le parti clandestin, ces hommes confectionnent et distribuent les tracts clandestins. Les liquidateurs du *Loutch* se moquent avec mépris (sous la protection des censeurs stolypiniens) des « deux ou trois centaines » de militants de la « clandestinité », de son importance « surfaite », etc.

Et soudain, ô miracle ! Après une résolution rédigée par *cinq à sept* membres de la commission exécutive du Comité de Pétersbourg, après un tract confectionné et distribué par les « deux ou trois centaines », *deux cent cinquante mille* travailleurs se dressent comme un seul homme à Pétersbourg.

Ce n'est pas du « parti ouvrier légal », ce n'est pas de la « liberté de coalition » et des autres réformes du même genre, dont le mirage sert aux libéraux à mystifier le peuple, que parlent ces tracts, que parlent les discours révolutionnaires des ouvriers dans les meetings et à la manifestation. Ils parlent de la révolution, comme de la seule issue possible. Ils parlent de la république, comme du seul mot d'ordre qui, en opposition aux mensonges libéraux sur les réformes, désigne le changement qui assurera la liberté et les forces capables de lutter consciemment pour elle.

Les deux millions d'habitants de Pétersbourg voient et entendent ces appels à la révolution, qui vont droit au cœur de toutes les couches laborieuses et opprimées. Tout Pétersbourg voit, par l'exemple des masses en mouvement, ce qu'est l'issue et en quoi consistent les mensonges des bavardages libéraux sur les réformes. La nouvelle de la lutte gréviste menée avec opiniâtreté par le prolétariat de la ca-

pitale se répand à travers toute la Russie, grâce aux milliers de liaisons des ouvriers, et aux centaines de journaux bourgeois contraints de parler, ne fût-ce que fragmentairement, de la manifestation de masse de Pétersbourg. Elle parvient jusqu'à la masse paysanne, jusqu'à l'armée, composée de paysans, cette nouvelle des grèves, des revendications révolutionnaires des ouvriers, de leur lutte pour la république et pour la confiscation des terres des grands propriétaires au profit des paysans. Lentement mais sûrement, la grève révolutionnaire met en mouvement, éveille, éduque et organise les masses populaires *en vue de la révolution.*

Les « deux ou trois centaines » de « clandestins » expriment les intérêts et les besoins *de millions et de dizaines de millions d'hommes* en leur disant la vérité sur leur situation sans issue, en leur ouvrant les yeux sur la nécessité de la lutte révolutionnaire, en leur inculquant la foi en cette lutte, en leur donnant des mots d'ordre justes, en arrachant ces masses à l'influence des mots d'ordre réformistes, ronflants et entièrement mensongers, de la bourgeoisie. Cependant, « deux ou trois » dizaines d'intellectuels liquidateurs, qui mystifient les ouvriers peu évolués grâce à l'argent recueilli à l'étranger et auprès des marchands libéraux, tentent de faire pénétrer les mots d'ordre de cette bourgeoisie dans le milieu ouvrier.

La grève de mai, comme toutes les grèves révolutionnaires de 1912-1913, nous montre avec évidence les trois camps politiques qui se partagent la Russie d'aujourd'hui. Le camp des bourreaux et de féodaux, de la monarchie et de l'Okhrana. Il a fait tout ce qu'il pouvait en matière de brutalité. Il est désormais impuissant en face des masses ouvrières. Le camp de la bourgeoisie, qui tout entière, des cadets aux octobristes, se répand en cris et en gémissements, appelle les réformes et se traite elle-même de « dindon de la farce » pour avoir admis l'idée que des réformes sont possibles en Russie. Le camp de la révolution, le seul qui exprime les intérêts des masses opprimées.

Dans ce dernier, tout le travail idéologique et politique est effectué par la seule social-démocratie clandestine, capable d'utiliser, précisément dans l'esprit qui est le sien, chaque possibilité légale, et unie par des liens in-

dissolubles à la classe d'avant-garde, au prolétariat. Personne ne peut dire à l'avance si cette classe d'avant-garde réussira à conduire les masses jusqu'à la révolution victorieuse. Mais son devoir, qui est de *conduire* les masses vers cette issue, cette classe s'en acquitte en dépit de tous les flottements et de toutes les trahisons des libéraux et des « social-démocrates-eux-aussi ». Tout ce qu'il y a de vivant et de viable dans le socialisme russe et dans la démocratie russe, est exclusivement éduqué grâce à l'exemple de la lutte révolutionnaire du prolétariat et sous sa direction.

Cette année, le 1er mai a montré au monde entier que le prolétariat russe suit fermement sa voie révolutionnaire, en dehors de laquelle il n'est point de salut pour la Russie qui est en train de suffoquer et de pourrir toute vive.

Le « Social-Démocrate » n° 31, 15 (28) juin 1913

Conforme au texte du journal

NOTES D'UN PUBLICISTE

Le manque d'éducation politique du bon peuple russe se manifeste notamment, par une inaptitude à chercher des preuves exactes concernant les points d'histoire controversés et importants, et par la confiance naïve qu'il accorde aux exclamations et aux cris, aux protestations et aux serments des gens intéressés.

Si la question du courant liquidateur est embrouillée, c'est précisément parce que les gens intéressés (à savoir les liquidateurs eux-mêmes) se donnent la peine de jurer leurs grands dieux et de faire des serments, tandis que le « bon peuple » ne se donne pas la peine de chercher des preuves exactes.

Quel est l'objet du débat ? C'est l'attitude envers la révolution et la clandestinité, c'est la volonté d'aboutir à un mouvement ouvrier de masse.

Eh bien ! N'y a-t-il donc pas de preuves exactes pour répondre à ces questions sur le terrain des faits ?

Bien sûr que si. Seulement, il faut perdre l'habitude de croire sur parole les braillards et les libéraux.

« Question » de la clandestinité. Ceux qui s'y intéressent ne devraient-ils pas se demander : *qui* milite dans la clandestinité ? *Qui* appartient à des organisations clandestines ? N'est-il pas évident que des organisations clandestines qui ne se manifestent pas sont néant et duperie ?

Il existe à Pétersbourg deux journaux : l'un est anti-liquidateur, l'autre est le *Loutch*, « social-démocrate-lui-aussi » et liquidateur. Pour l'instant, il n'y a pas de journaux ouvriers dans d'autres villes.

Ne doit-on pas supposer que les liquidateurs sont plus forts à Pétersbourg qu'ailleurs ? Eh bien, qui milite *dans le Parti* à Pétersbourg ?

Prenez les témoignages de la presse bourgeoise. Vous y trouverez des informations selon lesquelles *des tracts du Comité de Pétersbourg ont été diffusés* avant le 9 janvier, et pour le 300e anniversaire des Romanov et la veille du 4 avril et avant le 1er mai.

Avez-vous des motifs pour ne pas accorder crédit à la presse bourgeoise en ce qui concerne une telle question de fait ?

Aucun homme raisonnable n'aura l'idée de lui refuser ce crédit. Et quiconque est tant soi peu proche de la social-démocratie *a vu* les tracts du Comité de Pétersbourg.

Aucun journal n'a parlé de tracts du « groupe d'initiative » liquidateur de Pétersbourg à l'occasion de ces grandes dates, marquées par de grandes actions révolutionnaires des masses prolétariennes de la capitale.

Et les gens du *Loutch* auront beau « jurer » qu'ils sont « social-démocrates-eux-aussi », qu'ils sont « pour la clandestinité eux aussi », que les « léninistes » et Plékhanov les « persécutent » sans raison, etc., nous ne nous lasserons pas de signaler les *faits* qui réfutent les fables et les mensonges du *Loutch*.

Trouvez-nous des journaux de la bourgeoisie faisant état de tracts des liquidateurs à Pétersbourg à la veille du 9 janvier, du 4 avril, du 1er mai. Il n'y en a pas. *Il n'y a pas eu de tracts.* Les liquidateurs ne militent pas dans la clandestinité. Les liquidateurs *ne* constituent *pas* d'organisations clandestines du parti. Les liquidateurs n'adhèrent pas au Comité de Pétersbourg. Les liquidateurs sont *hors du Parti*, car *il n'existe pas* d'autre parti que le parti clandestin, ni d'autre organisation, à Pétersbourg, que celle dirigée par le Comité de Pétersbourg.

C'est sciemment que nous omettons de parler des tracts du Comité central et du Comité d'organisation [84], car démontrer *leur* diffusion sur place est plus difficile ; quant au Comité d'organisation, nous n'avons vu de sa part, en l'espace d'une année entière ou presque, que le tract de *Vienne* à l'occasion du 1er mai, tract n'ayant aucun rapport avec l'activité à Pétersbourg et en Russie.

Si les liquidateurs cherchent à esquiver les réponses directes à propos de la « clandestinité », c'est justement parce qu'*ils ne s'y trouvent pas*. Jurements, serments, cris et imprécations ne peuvent rien changer à ce fait.

Trotski, se faisant le serviteur dévoué des liquidateurs, s'est efforcé de se persuader et de persuader les « Européens » naïfs (de ceux qui apprécient les commérages asiates) que les liquidateurs sont « plus forts » dans le mouvement légal. Ce mensonge est lui aussi réfuté par les *faits*.

Elections à la Douma. A la IIe Douma, les bolcheviks détiennent 47% de la curie ouvrière. A la IIIe Douma, ils ont 50%. A la IVe, 67%. Doit-on croire ces faits, ou bien Trotski et les liquidateurs ?

Presse ouvrière. La parution du journal antiliquidateur en 1912 commence beaucoup plus tôt ; ce journal est suivi par un bien plus grand nombre de groupes ouvriers (d'après les chiffres officiels des collectes). 620 groupes ouvriers pour la *Pravda*, 89 pour le *Loutch*.

1913. Désormais, les militants du Parti effectuent leurs collectes pour deux journaux ; les liquidateurs n'ont qu'*un seul* journal, qui accuse un déficit et vit grâce à un soutien d'origine étrangère et inconnue (bourgeoise). 402 groupes ouvriers pour la *Pravda*, 172 pour le journal ouvrier moscovite de même tendance, 167 pour le *Loutch*.

Doit-on croire ces faits ou bien les serments du *Loutch*, de Trotski, de F.D. et Cie ?

Syndicat des métallurgistes de Pétersbourg. Premières élections *au grand jour* par tendances [85]. 10 élus sur 14 sont des partisans de la *Pravda*. De même que le voleur pris crie « Au voleur ! », de même les liquidateurs crient : gare à la scission !

En mai 1910, il a été dit publiquement et clairement aux liquidateurs (*Feuillet de discussion* n°2 [86]) : vous êtes des légalistes indépendants, vous vous êtes détachés du Parti *. Depuis, *trois ans* ont passé. Et seuls des gens perdus de mensonges, ou bien totalement ignares, peuvent nier les *faits* qui ont pleinement confirmé cette appréciation.

Les liquidateurs sont des parasites vivant sur le corps de la social-démocratie. Devant l'« Europe » (brochure alle-

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 16, pp. 215-226. (*N.R.*)

mande du Comité d'organisation et M. Semkovski dans le *Kampf* [87]), ils tirent vanité des grèves, mais en Russie, dans le *Loutch*, ils écrivent des articles abjects *contre* les grèves en parlant de « frénésie gréviste », de « syndicalisme » des grèves révolutionnaires. Devant l'Europe, ils sont *pour* la clandestinité (devant le naïf An également). Mais *en fait*, ils sont absents de la clandestinité. Impuissants parmi la classe ouvrière, ils sont forts du soutien moral (et *pas seulement* moral, bien entendu) de la bourgeoisie. Il faut la naïveté d'An, dont la rédaction du *Loutch* (cf. le n° 95) se moque ouvertement, comme d'un nouveau-né, pour prôner la clandestinité et en même temps admettre les mots d'ordre de « Parti légal »! Cela revient à céder aux liquidateurs le *contenu*, tout en leur faisant la guerre à propos de la *forme*. Que An se demande un peu si c'est par hasard que la bourgeoisie, hostile à la clandestinité, juge tout à fait acceptable le mot d'ordre de « Parti légal » !

Le mot d'ordre de « Parti légal » est le mot d'ordre du « réformisme » ; il équivaut, le rapport des classes et des forces politiques en Russie étant ce qu'il est, à un *refus* de la révolution. Le mot d'ordre de clandestinité est le mot d'ordre de la révolution.

La bourgeoisie ne peut pas exercer une influence *directe* sur les ouvriers dans la Russie d'aujourd'hui. L'an cinq a eu pour conséquence que les ouvriers se moquent de la bourgeoisie et de son libéralisme. Pour eux, le mot « cadet » est devenu une injure. Et c'est ainsi que le rôle de la bourgeoisie auprès des ouvriers est tenu par les liquidateurs. Telle est leur signification objective : ce sont des agents de l'influence bourgeoise, du réformisme bourgeois et de l'opportunisme bourgeois.

Tous les articles de F.D. dans le *Loutch* et toutes les prémisses tactiques des liquidateurs reposent sur le réformisme, sur la négation de la révolution. Vous n'avez pas prouvé que la révolution était inévitable : telle est la réponse habituelle que nous font les liquidateurs. Votre « pronostic » touchant la révolution est à sens unique, renchérit M. Semkovski, plein d'un zèle obséquieux envers les liquidateurs.

A cela on peut répondre brièvement. La venue d'une révolution, Messieurs les libéraux, se démontre *uniquement*

par le fait que la révolution vient. Et quand elle vient, les libéraux poltrons eux-mêmes, et même des individus auxquels on ne s'attend nullement, des aventuriers aussi, sont capables de devenir des « révolutionnaires ». Octobre et novembre 1905 l'ont bel et bien prouvé.

Le révolutionnaire, ce n'est pas celui qui devient révolutionnaire quand la révolution arrive, mais celui qui, au moment même où la réaction est à son paroxysme, où libéraux et démocrates sont en plein flottement, lutte pour sauvegarder les principes et les mots d'ordre de la révolution. Le révolutionnaire est celui qui *enseigne* aux masses à combattre d'une manière révolutionnaire ; quant à prédire (à « pronostiquer ») les résultats de cet « enseignement », nul ne le peut.

La situation de la Russie est révolutionnaire. Le prolétariat, au pas duquel marchent et en accord avec qui agissent les antiliquidateurs et *eux seuls*, éduque les masses pour la révolution ; *il la prépare*, en utilisant *à cet effet* toutes les possibilités légales qui s'offrent. A la cause de la préparation de la révolution, ou, ce qui revient au même, à la cause de l'éducation démocratique conséquente des masses, à la cause de l'accomplissement de notre devoir *socialiste* (car, sans la démocratie, point de socialisme), la social-démocratie révolutionnaire apporte une contribution *positive*, et les liquidateurs une contribution *négative*.

C'est uniquement contre le réformisme et contre les liquidateurs qu'une action social-démocrate véritable est possible en Russie.

Le « Social-démocrate » n° 31, 15 (28) juin 1913

Conforme au texte du journal

À PROPOS D'UNE CONTRE-VÉRITÉ

(LETTRE À LA RÉDACTION)

La parution des articles de L. Martov dans le *Loutch*, promettant un examen de « l'objet tactique du débat actuel », mériterait d'être saluée à tous les points de vue, si, dès le premier article, on n'y trouvait une contre-vérité criante. L. Martov qualifie d'« inattendue » mon affirmation selon laquelle le débat avec les liquidateurs ne porte nullement sur la question de l'organisation *, et il s'exclame : « Quelle surprise ! », « avec l'aide du ciel, voilà un revirement », etc.

Or, L. Martov sait fort bien qu'il n'y a pas là l'ombre d'un revirement, qu'il n'y a là absolument rien d'inattendu. En mai 1910, voilà plus de trois ans, dans une publication parisienne que Martov connaît parfaitement, j'ai écrit ceci « *à propos du groupe des légalistes indépendants* » (les idées de *Nacha Zaria* et du *Vozrojdénié*) : ce groupe « s'est définitivement soudé et a définitivement rompu avec le parti * * ».

Il est clair que, là non plus, le débat ne se réduit nullement à la question de l'organisation (*comment* édifier le Parti ?), mais qu'il porte sur la question de l'*existence* du Parti, sur le fait que les liquidateurs se sont séparés du Parti et ont définitivement rompu avec lui. Martov ne peut manquer de comprendre qu'il ne s'agit pas là d'un débat à propos d'une question d'organisation.

---

* Voir le présent tome, p. 106. (*N.R.*)

** Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 16, p. 220. (*N.R.*)

En octobre 1911, dans une publication non moins bien connue de Martov, et sous ma signature également, on pouvait lire : « en réalité, ce n'est nullement une question d'organisation qui se trouve aujourd'hui au premier plan », mais la question de l'« *existence* » du Parti *.

Il faut que les affaires des liquidateurs aillent bien mal pour que Martov, esquivant l'examen des décisions précises du Parti, en soit réduit à débiter des fables et à imprimer des contre-vérités criantes.

La « Pravda » n° 136, 15 juin 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du journal

* Voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 17, p. 229. (*N.R.*)

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE NÉO-MALTHUSIANISME

La question de l'avortement a suscité un vif intérêt et de larges débats au congrès Pirogov des médecins [88]. Le rapporteur Litchkous a cité des chiffres montrant l'extension extraordinaire des pratiques de destruction du fœtus dans les Etats dits civilisés d'aujourd'hui.

A New York, on a dénombré 80 000 avortements en un an. En France, on en compte 36 000 chaque mois. A Pétersbourg, le pourcentage des avortements a plus que doublé en 5 ans.

Le congrès Pirogov a adopté une résolution, disant qu'il ne doit jamais y avoir de poursuites pénales contre la mère pour avortement provoqué, et que les médecins ne doivent être poursuivis pour ce motif qu'en cas de « but lucratif ».

Au cours des débats, la majorité, qui se prononçait en faveur de l'impunité pour avortement, a évoqué aussi, naturellement, la question du « néo-malthusianisme » [89] (mesures artificielles destinées à prévenir la conception) ; et l'on a même parlé de l'aspect social de cette question. C'est ainsi que M. Vigdortchik, selon le compte rendu du *Rousskoïé Slovo* [90], a déclaré qu'il fallait « se féliciter de l'existence de mesures contraceptives », et que M. Astrakhan s'est exclamé, soulevant une tempête d'applaudissements :

« Nous devons persuader les mères de mettre au monde des enfants, destinés à être martyrisés dans les établissements d'enseignement, à être soumis à des tirages au sort, à être poussés au suicide ! »

S'il est vrai qu'une telle tirade de M. Astrakhan ait soulevé une tempête d'applaudissements, cela ne m'étonne pas. Les auditeurs étaient des bourgeois, moyens et petits, à la psychologie petite-bourgeoise. Que pouvait-on en attendre sinon le libéralisme le plus vulgaire ?

Mais, du point de vue de la classe ouvrière, on trouverait difficilement une formule traduisant, mieux que la phrase citée de M. Astrakhan, tout ce qu'il y a de réactionnaire et d'indigent dans le « néo-malthusianisme social ».

... « Mettre au monde des enfants destinés à être martyrisés »... A cela seulement ? Pourquoi pas destinés à *lutter*, d'une façon meilleure, plus unie, plus consciente et plus résolue que nous, contre les conditions actuelles de vie, qui estropient et détruisent notre génération ? ?

Voilà bien ce qui constitue la différence radicale entre la psychologie du paysan, de l'artisan, de l'intellectuel, du petit bourgeois en général, et celle du prolétaire. Le petit bourgeois voit et sent qu'il va vers sa perte, que la vie devient de plus en plus difficile, la lutte pour l'existence de plus en plus implacable, sa situation et celle de sa famille de plus en plus désespérée. Le fait est incontestable. Et le petit bourgeois de protester contre ce fait.

Mais *comment* proteste-t-il ?

Il proteste à titre de représentant d'une classe irrémédiablement condamnée, d'une classe qui désespère de son avenir, d'une classe terrorisée et poltronne. Il n'y a rien à faire ; qu'au moins nos enfants, qui subiraient nos tourments et notre bagne, notre misère et nos humiliations, soient aussi peu nombreux que possible : tel est le cri du petit bourgeois.

L'ouvrier conscient est infiniment éloigné de ce point de vue. Il ne permettra pas à de semblables gémissements, aussi sincères et remplis d'émotion qu'ils soient, d'obscurcir son cerveau. Oui, aussi bien nous, les ouvriers, que la masse des petits propriétaires, nous menons une existence d'oppression et de souffrances intolérables. Elle est plus pénible pour notre génération que pour celle de nos pères. Mais, sur un point, nous sommes beaucoup plus heureux qu'eux. *Nous avons appris et nous apprenons rapidement à lutter*, et à lutter non pas isolément, comme les meilleurs

de nos pères, non pas pour les mots d'ordre des beaux parleurs bourgeois, qui nous sont profondément étrangers, mais pour nos mots d'ordre à nous, pour les mots d'ordre de notre classe. Nous luttons mieux que nos pères. Nos enfants lutteront encore mieux, et *ils vaincront*.

La classe ouvrière n'est pas en train de périr ; elle grandit, elle se fortifie, elle mûrit, elle s'unit, elle s'éduque et s'aguerrit dans la lutte. Nous sommes pessimistes en ce qui concerne le servage, le capitalisme et la petite production, mais nous sommes d'ardents optimistes en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses objectifs. Nous posons déjà les fondations du nouvel édifice, et nos enfants achèveront de le construire.

C'est pour cette raison — et pour cette raison seulement — que nous sommes des ennemis absolus du néo-malthusianisme, ce courant à l'usage du couple petit-bourgeois, routinier et égoïste, qui balbutie avec frayeur : Dieu veuille que nous puissions survivre nous-mêmes, tant bien que mal ; quant aux enfants, mieux vaut s'en passer.

Bien entendu, cela ne nous empêche nullement de réclamer l'abrogation absolue de toutes les lois qui répriment l'avortement ou la diffusion des ouvrages de médecine traitant de la contraception, etc. De telles lois ne traduisent que l'hypocrisie des classes dominantes. Elles ne guérissent pas les plaies du capitalisme, mais les rendent particulièrement pernicieuses et pénibles pour les masses opprimées. C'est une chose que la liberté de la propagande médicale et la sauvegarde des droits démocratiques élémentaires du citoyen et de la citoyenne. C'en est une autre que la doctrine sociale du néo-malthusianisme. Les ouvriers conscients mèneront toujours la lutte la plus implacable contre les tentatives faites pour imposer cette doctrine réactionnaire et lâche à la classe de la société contemporaine la plus avancée, la plus vigoureuse et la mieux préparée aux grandes transformations.

La « Pravda » n° 137, 16 juin 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LES APPELS DES LIBÉRAUX À SOUTENIR LA IVe DOUMA

La question des rapports de la Douma d'Etat avec le gouvernement et avec le pays est examinée de plus en plus souvent dans la presse, et suscite un intérêt non négligeable. La loi électorale du 3 juin a créé deux majorités : l'une formée de la droite et des octobristes, l'autre des octobristes et des cadets. Cette dernière majorité, la majorité « libérale », si vous voulez, s'est déjà formée à maintes reprises à la IIIe Douma.

Maintenant, à la IVe Douma, la majorité octobristes-cadets se manifeste encore plus fréquemment. Mais il ne faut pas oublier que cela provient non seulement d'un « glissement à gauche » des octobristes, mais aussi d'un *glissement à droite* des cadets, qui s'est traduit, d'une part, par le passage d'une fraction des cadets dans le groupe progressiste, et, d'autre part, par les transactions constamment passées entre les octobristes et les cadets par l'intermédiaire des progressistes.

Sans aucun doute, la fréquence accrue des décisions à caractère d'opposition net, adoptées à la IVe Douma par la majorité octobristes-cadets, démontre que la crise politique grandit en Russie ; elle démontre que le système du 3 juin est dans l'impasse et qu'il n'a même pas satisfait la bourgeoisie, pourtant prête à tout sacrifier, argent, honneur et conscience, au bien de ce système et au renforcement de la contre-révolution.

Fait caractéristique : même un réactionnaire aussi endurci et intransigeant que l'historien allemand Schiemann,

lequel connaît le russe et écrit dans l'organe des Pourichkévitch [91] allemands, en arrive à la conclusion qu'une crise est en train de mûrir en Russie, et qu'elle prendra la forme soit d'un système qui serait du Plewe [92] tout pur (ne sommes-nous pas, déjà, entrés dans ce « système » ?), soit de ce que l'historien allemand nomme des bouleversements.

Une question se pose : quelles répercussions la fréquence accrue des décisions libérales prises par la Douma a-t-elle sur le plan politique concret ?

Pour leur part, les cadets ont déjà tiré une conclusion de la condamnation qu'ont faite les octobristes de la politique du ministère de l'Intérieur. Cette conclusion consiste à réclamer pour la IVe Douma « le soutien du peuple et de l'opinion », à inviter l'« opinion publique » à « voir dans la Douma *sa* force à *elle*, l'émanation directe de la volonté publique », etc. (cf. la *Pravda*, n° 128).

Nous avons déjà montré que cette conclusion ne valait rien *. Le scrutin sur le budget du ministère de l'Instruction publique a confirmé notre appréciation de la façon la plus nette.

Trois formules ont été adoptées par la Douma : 1) une forme ultra-réactionnaire et nationaliste, votée grâce aux voix de la droite et des octobristes ; 2) une formule octobriste, votée grâce aux voix des cadets (elle contient le souhait, révoltant par son hypocrisie et totalement inacceptable pour des démocrates, et même pour des libéraux honnêtes, que le ministère de l'Instruction publique « ne se laisse pas détourner par des considérations politiques étrangères à la question »); enfin, 3) un vœu du groupe paysan, voté vraisemblablement avec l'aide non seulement des cadets mais aussi des démocrates, y compris les social-démocrates. Le vœu paysan a recueilli 137 voix, contre 134 et 4 abstentions.

Il n'est guère douteux que l'erreur des social-démocrates, s'ils ont voté pour la formule paysanne, a été de ne pas avoir présenté leur propre déclaration. Il fallait voter pour, mais non sans spécifier son désaccord avec, par

---

* Voir le présent tome, pp. 183-185. (*N.R.*)

exemple, le point 5 de la formule paysanne. Il est question dans ce point de la langue maternelle dans les écoles *primaires*. La démocratie ne pourrait pas se limiter aux écoles primaires. Et, d'une manière générale, on ne peut reconnaître que les vœux des paysans soient dans la ligne de la démocratie *conséquente*.

Il fallait voter pour, car la formule des paysans ne contient ni points favorables au gouvernement ni hypocrisie, mais c'était un devoir d'affirmer son désaccord avec l'inconséquence et la timidité de l'esprit démocratique paysan. Par exemple, il est absolument inadmissible pour les social-démocrates que l'on passe sous silence les relations entre l'école et l'Eglise, etc.

Mais c'est là une remarque faite en passant.

L'essentiel est tout de même que la IVe Douma, *après* que les cadets eussent appelé à la soutenir, a adopté la formule des nationalistes !

Seul un aveugle peut ne pas voir que soutenir la IVe Douma, c'est soutenir les *octobristes hésitants*.

Les cadets se targuent de pousser les octobristes dans l'opposition en les soutenant. Admettons un instant que ce soit exact. Mais sur quel terrain se place cette opposition octobriste ? Dans le meilleur des cas, *quand* elle est vraiment une opposition, elle adopte sans nul doute le point de vue du libéralisme contre-révolutionnaire. Qu'elle continue à *dépendre* des ministres et à leur *complaire*, c'est ce qu'a démontré le « progressiste » Lvov lui-même : il a sans aucun doute pratiqué une politique de *complaisance* lorsqu'il a exclu Chtchepkine pour deux séances, pour avoir employé une expression cent fois moins forte que les expressions habituelles de la droite !

En appelant le peuple à soutenir les octobristes hésitants, les cadets prétendent placer les démocrates à la remorque des pires libéraux.

Mais la démocratie a pu voir des centaines de fois, sur des exemples plus sérieux, ce que valent nos libéraux. Si elle les suivait à nouveau, la démocratie perdrait toute force et serait décapitée.

Les heurts entre la bourgeoisie et le gouvernement ne sont pas un hasard, mais l'indice d'une crise profonde qui mûrit de toutes parts. Aussi est-ce une obligation de suivre

ces heurts avec attention. La démocratie ne pourra aboutir à une amélioration du sort de la Russie que si elle n'oublie jamais son devoir qui est de veiller à développer parmi la population la conscience que la démocratie a des objectifs qui lui sont propres, distincts de ceux du libéralisme, le contrebalançant et s'opposant à ses flottements.

La « Pravda » n° 139, 20 juin 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LES AFFAIRISTES DE LA FINANCE ET LES POLITICIENS BOURGEOIS

La presse ouvrière anglaise poursuit ses divulgations révélant le lien existant entre les « opérations » financières et la haute politique. Ces divulgations méritent de retenir l'attention des ouvriers de tous les pays, car elles mettent en lumière le fondement même de la direction de l'Etat en société capitaliste. La formule de K. Marx, suivant laquelle le gouvernement est un comité qui gère les affaires des capitalistes [93], trouve là sa confirmation la plus complète.

Dans le n° 24 (daté du 12 juin, nouveau calendrier) du journal *Labour Leader*, une page entière est consacrée à l'énumération des noms de ministres anglais (7 noms), d'anciens ministres (3 noms), d'évêques et d'archidiacres (12 noms), de pairs (47 noms), de membres du parlement (18 noms), de propriétaires de grands journaux, de financiers et de banquiers qui détiennent des parts — ou sont directeurs — dans des sociétés par actions faisant essentiellement le commerce du matériel militaire.

L'auteur de l'article, Walton Newbold, a recueilli ces renseignements dans des annuaires officiels, bancaires, commerciaux et industriels, financiers, etc., dans des rapports de sociétés patriotiques (comme la *Ligue de la flotte*), etc.

Le tableau ainsi obtenu ressemble tout à fait à celui que Roubakine peignit autrefois à propos de la Russie, en montrant combien de très grands propriétaires fonciers

russes étaient membres du Conseil d'Etat et hauts dignitaires ; on peut ajouter aujourd'hui : membres de la Douma d'Etat, actionnaires et directeurs de sociétés, etc. Il serait fort opportun de compléter les renseignements donnés par Roubakine en utilisant les annuaires les plus récents, notamment en ce qui concerne la participation aux entreprises financières, commerciales et industrielles.

Nos libéraux (les cadets surtout) éprouvent une aversion toute particulière pour la « théorie » de la lutte de classe ; ils mettent une insistance toute particulière à prétendre que le gouvernement, dans les Etats d'aujourd'hui, *peut* se placer *en dehors* ou *au-dessus* des classes. Mais comment faire, messieurs, si la « théorie » qui vous déplaît correspond point par point à la réalité ? Si tous les *fondements* de la législation contemporaine et de la politique contemporaine nous montrent avec évidence le caractère de classe de l'organisation et du gouvernement de tous les Etats contemporains ? Si même les renseignements qui nous permettent de savoir qui sont les personnalités marquantes du monde politique, parlementaire, administratif, etc., dévoilent le lien indissoluble entre la domination économique et la domination politique ?

Nier ou voiler la lutte de classe, c'est se livrer à l'hypocrisie de la pire espèce en matière de politique ; c'est spéculer sur l'ignorance et les préjugés des couches les moins évoluées du peuple, les petits propriétaires (paysans, artisans, etc.), qui sont plus que quiconque éloignés de la lutte de classe la plus aiguë et la plus directe, et s'en tiennent comme par le passé, comme au bon vieux temps, à des conceptions patriarcales. Mais, ce qui est ignorance et manque d'évolution chez le paysan devient pour les intellectuels libéraux un moyen raffiné de dépraver le peuple et de le maintenir en esclavage.

La « Pravda » n° 142, 23 juin 1913.
Signé : M.

Conforme au texte du journal

THÈSES SUR LA QUESTION NATIONALE [94]

1. Le paragraphe de notre programme (sur la libre disposition des nations) ne peut recevoir aucune autre interprétation que celle de la libre disposition *politique*, c'est-à-dire du droit de se séparer pour former un Etat indépendant.

2. Pour les social-démocrates de Russie, ce point du programme social-démocrate est *absolument* indispensable

(a) tant au nom des principes fondamentaux de la démocratie en général,

(b) qu'en raison de l'existence sur le territoire de la Russie (*et qui plus est à sa périphérie*) d'un certain nombre de nations marquées par des conditions d'économie, de mode de vie, etc., fortement distinctes ; de plus ces nations (comme toutes celles de la Russie à l'exception des Grands-Russes) sont incroyablement opprimées par la monarchie tsariste ;

(c) enfin, en raison du fait que, dans toute l'Europe orientale (Autriche et Balkans) et en Asie, c'est-à-dire dans les pays limitrophes de la Russie, la transformation démocratique bourgeoise des Etats, soit n'est pas achevée, soit vient à peine de commencer ; or, cette transformation a conduit partout dans le monde, dans une mesure plus ou moins grande, à la création d'Etats nationaux indépendants, ou d'Etats formés des nationalités les plus proches et les plus apparentées entre elles ;

(d) La Russie est aujourd'hui le pays dont le régime politique est le plus arriéré et le plus réactionnaire, comparé à celui de *tous* les pays qui l'entourent, depuis l'Au-

triche à l'Ouest, où les bases de la liberté politique et du régime constitutionnel se sont consolidées depuis 1867, et où le suffrage universel est maintenant instauré, jusqu'à la Chine républicaine à l'Est. C'est pourquoi les social-démocrates de Russie doivent insister, au cours de toute leur propagande, sur le droit de chaque nationalité à constituer un Etat séparé ou à choisir librement l'Etat au sein duquel elle veut vivre.

3. Comme la social-démocratie reconnaît le droit de toutes les nationalités à la libre disposition, il faut que les social-démocrates :

(a) manifestent une hostilité sans réserve envers tout emploi de la violence, sous quelque forme que ce soit, par une nation dominante (ou formant la majorité de la population) contre une nation désirant se séparer en Etat distinct ;

(b) exigent que la question de cette séparation soit réglée sur la base exclusive d'un vote de la population du territoire par un scrutin universel, direct, égal et secret ;

(c) mènent une lutte sans relâche, aussi bien contre les partis cent-noirs et octobristes que contre les partis bourgeois libéraux (« progressistes », cadets, etc.) à chaque fois que ceux-ci défendent ou admettent l'oppression nationale en général, ou nient le droit des nations à la libre disposition en particulier.

4. Le fait que la social-démocratie reconnaît le droit de toutes les nationalités à la libre disposition, ne signifie nullement qu'elle renonce à porter son propre jugement sur l'opportunité pour telle ou telle nation, dans chaque cas particulier, de se séparer en un Etat distinct. Au contraire, les social-démocrates doivent porter un jugement qui leur appartienne en propre, en tenant compte aussi bien des conditions du développement du capitalisme et de l'oppression des prolétaires des diverses nations par la bourgeoisie de toutes nationalités réunie, que des objectifs d'ensemble de la démocratie, et au tout premier chef, des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme.

De ce point de vue, le fait suivant mérite tout particulièrement d'être pris en considération. Il existe en Russie deux nations que toute une série de conditions, liées à

l'histoire et au genre de vie, ont rendues plus civilisées et plus individualisées que les autres ; elles pourraient mettre en pratique, de la façon la plus aisée et la plus « naturelle » que soit, leur droit à la séparation. Ce sont la Finlande et la Pologne. L'expérience de la révolution de 1905 a montré que, même dans ces deux nations, les classes dominantes, grands propriétaires et bourgeoisie, renient la lutte révolutionnaire pour la liberté et cherchent à se rapprocher des classes dominantes de Russie et de la monarchie tsariste, *par peur* du prolétariat révolutionnaire de Finlande et de Pologne.

C'est pourquoi la social-démocratie doit mettre en garde avec la plus grande énergie le prolétariat et les classes laborieuses de toutes nationalités contre les mots d'ordre nationalistes à l'aide desquels « leur » bourgeoisie ne fait que les tromper : avec ses discours douceâtres ou fougueux sur la « patrie », elle s'efforce de *diviser* le prolétariat et de *détourner son attention* de ses agissements à elle, la bourgeoisie, et de l'alliance à la fois politique et économique qui l'unit à la bourgeoisie des autres nations et à la monarchie tsariste.

Le prolétariat ne peut ni mener la lutte pour le socialisme, ni défendre ses intérêts économiques quotidiens, sans l'union la plus étroite et la plus complète entre les ouvriers de toutes les nations au sein de toutes les organisations ouvrières sans exception.

Le prolétariat ne peut pas conquérir la liberté autrement qu'en menant la lutte révolutionnaire pour le renversement de la monarchie tsariste et son remplacement par une république démocratique. La monarchie tsariste *exclut* la liberté et l'égalité en droits des nationalités ; de plus, elle est le principal rempart de la barbarie, de la brutalité et de la réaction, en Asie comme en Europe. Et la seule force capable de renverser cette monarchie, c'est le prolétariat uni de toutes les nations de Russie qui entraîne, parmi les masses laborieuses de toutes les nations, les éléments démocratiques conséquents et aptes à la lutte révolutionnaire.

C'est pourquoi l'ouvrier qui place l'union politique avec la bourgeoisie de « sa » nation au-dessus de l'unité complète avec les prolétaires de toutes les nations agit

contre son propre intérêt, contre l'intérêt du socialisme et contre l'intérêt de la démocratie.

5. La social-démocratie qui lutte pour un régime d'Etat démocratique conséquent réclame une égalité en droits absolue des nationalités et combat tous privilèges, quels qu'ils soient, favorisant une ou plusieurs nationalités.

En particulier, la social-démocratie rejette la langue « officielle ». Celle-ci est spécialement superflue en Russie, car plus des sept dixièmes de sa population appartiennent à la famille des peuples slaves, qui, s'il existait un enseignement libre dans un Etat libre, parviendraient sans difficulté, en raison des exigences de la circulation économique, à se comprendre sans qu'il existe aucun privilège « officiel » en faveur de l'une des langues.

La social-démocratie exige que les vieilles subdivisions administratives de la Russie, instituées par les grands propriétaires féodaux et les fonctionnaires de l'Etat autocratique et féodal, soient remplacées par des subdivisions fondées sur les exigences de la vie économique contemporaine et mises en accord, dans la mesure du possible, avec l'effectif national de la population.

Toutes les régions de l'Etat qui se distinguent par des particularités dans le mode de vie ou par l'effectif national de leur population doivent bénéficier de larges pouvoirs administratifs propres et de l'autonomie, jouir d'institutions basées sur le suffrage universel et égal, à scrutin secret.

6. La social-démocratie réclame la promulgation d'une loi valable pour l'ensemble de l'Etat et sauvegardant les droits de toute minorité nationale en quelque lieu de l'Etat que ce soit. Aux termes de cette loi, toute mesure à l'aide de laquelle la majorité nationale tenterait de créer un privilège national à son profit ou de réduire les droits de la minorité nationale (dans le domaine de l'enseignement, de l'usage de telle ou telle langue, du budget, etc.) doit être déclarée nulle et non avenue, et l'application de cette mesure doit être interdite sous peine de sanctions.

7. La social-démocratie désapprouve le mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle » (ou simplement « nationale »), ainsi que les projets tendant à la réaliser. En effet, ce mot d'ordre (1) est absolument contraire à l'internationalisme de la lutte de classe du prolétariat, — (2)

aide à entraîner le prolétariat et les masses laborieuses dans la sphère d'influence des idées du nationalisme bourgeois, — (3) peut détourner de la tâche de transformation démocratique conséquente de l'Etat tout entier, transformation qui peut seule assurer (dans la mesure où cela est en général possible en régime capitaliste) la paix nationale.

En raison de l'acuité particulière prise par la question de l'autonomie nationale culturelle parmi les social-démocrates, voici quelques éclaircissements sur cette thèse.

(a) Du point de vue de la social-démocratie, il est inadmissible de lancer, que ce soit directement ou indirectement, le mot d'ordre de culture *nationale*. Ce mot d'ordre est erroné, car toute l'existence économique, politique et intellectuelle de l'humanité s'internationalise sans cesse davantage, même en régime capitaliste. Le socialisme l'internationalisera intégralement. La culture internationale que le prolétariat de tous les pays crée dès aujourd'hui d'une manière systématique ne s'approprie pas la totalité d'une « culture nationale » (de quelque collectivité nationale que ce soit), mais prend *exclusivement* dans *chaque* culture nationale ses éléments démocratiques et socialistes conséquents.

(b) Il n'existe dans les programmes de la social-démocratie sans doute qu'un seul exemple de point se rapprochant, timidement il est vrai, du mot d'ordre de culture nationale : il s'agit du paragraphe 3 du programme de Brünn des social-démocrates autrichiens, qui dit : « Toutes les régions d'une même nation dotées de pouvoirs administratifs propres forment une entité nationale qui règle ses affaires nationales en toute autonomie. »

C'est un mot d'ordre de compromis, car il n'y a pas là l'ombre d'une autonomie nationale exterritoriale (personnelle). Mais ce mot d'ordre est lui aussi erroné et nuisible, car ce n'est nullement l'affaire des social-démocrates de Russie de réunir en une seule nation les Allemands de Lodz, de Riga, de Pétersbourg et de Saratov. Notre affaire est de lutter pour la démocratie complète et l'abolition de *tous* les privilèges nationaux, afin que les ouvriers allemands de Russie s'unissent aux ouvriers de toutes les autres nations pour sauvegarder et développer la culture internationale du socialisme.

A plus forte raison est erroné le mot d'ordre d'autonomie nationale exterritoriale (personnelle), comportant (suivant le plan des partisans conséquents de ce mot d'ordre) l'institution de parlements nationaux et de secrétaires d'Etat nationaux (O. Bauer et K. Renner). Contraires à toutes les conditions économiques des pays capitalistes, n'ayant été expérimentées dans aucun Etat démocratique du monde, de telles institutions sont une rêverie opportuniste de ceux qui ont perdu tout espoir de voir créer des institutions démocratiques conséquentes et qui cherchent une issue aux querelles nationales de la bourgeoisie dans un particularisme artificiel réunissant le prolétariat et la bourgeoisie de chaque nation sur certaines questions (les questions « culturelles »).

Les circonstances obligent parfois les social-démocrates à se soumettre momentanément à telle ou telle solution de compromis ; mais ce ne sont pas des solutions de compromis que nous devons emprunter aux autres pays, ce sont des solutions social-démocrates conséquentes. Quant à emprunter l'infructueuse tentative autrichienne de compromis, cela est d'autant plus stupide aujourd'hui que, même en Autriche, elle a subi une faillite totale, puisqu'elle a abouti au séparatisme et à la scission des social-démocrates tchèques.

(c) L'histoire du mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle » en Russie montre qu'il a été adopté par *tous* les partis bourgeois juifs sans exception, et *seulement* par les partis juifs ; le Bund leur a emboîté le pas sans aucune critique, tout en rejetant avec illogisme l'idée d'un parlement (d'une diète) national juif et de secrétaires d'Etat nationaux juifs. Or, même ceux des social-démocrates européens qui admettent ou qui prônent le mot d'ordre hybride d'autonomie nationale culturelle, reconnaissent qu'il est totalement irréalisable pour les Juifs (O. Bauer et K. Kautsky). « Les Juifs de Galicie et de Russie sont une caste plutôt qu'une nation, et les tentatives faites pour constituer la communauté juive en nation sont des tentatives de perpétuation d'une caste » (K. Kautsky).

(d) Dans les pays civilisés, nous constatons que la paix nationale est obtenue de manière assez complète (relativement) en régime capitaliste *uniquement* lorsque l'esprit démocratique est appliqué *au maximum* dans toute l'orga-

nisation et l'administration de l'Etat (Suisse). Les mots d'ordre d'esprit démocratique conséquent (république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, etc.) unissent le prolétariat, les masses laborieuses et, en général, tous les éléments avancés de chaque nation au nom de la lutte pour des conditions interdisant tout privilège national, si minime soit-il, alors que le mot d'ordre « autonomie nationale culturelle » préconise le particularisme des nations dans le domaine scolaire (ou « culturel » en général), particularisme parfaitement compatible avec le maintien des fondements des privilèges de toute sorte (y compris nationaux).

Les mots d'ordre d'esprit démocratique conséquent réalisent la *fusion* du prolétariat et de la démocratie avancée de toutes les nations (ces couches n'ont pas besoin que les éléments démocratiques des nations se singularisent, mais qu'ils s'unissent sur tous les terrains, y compris le terrain scolaire), tandis que le mot d'ordre d'autonomie nationale culturelle sème la *division* dans le prolétariat des différentes nations, en le rattachant aux éléments réactionnaires et bourgeois de chacune.

Les mots d'ordre d'esprit démocratique conséquent se heurtent à l'opposition implacable des réactionnaires et de la bourgeoisie contre-révolutionnaire de toutes les nations, tandis que le mot d'ordre d'autonomie nationale culturelle est jugé très acceptable par les réactionnaires et les bourgeois contre-révolutionnaires de certaines nations.

8. Ainsi, tout l'ensemble des conditions économiques et politiques de Russie exige de la social-démocratie qu'elle pratique inconditionnellement la *fusion* des ouvriers de toutes nationalités au sein de *toutes* les organisations prolétariennes sans exception (politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc., etc.). Pas de fédération dans la structure du Parti, pas de constitution de groupes social-démocrates nationaux, mais unité des prolétaires de toutes les nations dans une localité donnée, propagande et agitation dans *toutes* les langues du prolétariat du lieu, lutte commune des ouvriers de toutes les nations contre tous les privilèges nationaux, quels qu'ils soient, autonomie des organisations locales et régionales du Parti.

9. L'expérience de l'histoire du P.O.S.D.R., longue de plus de dix ans, confirme les thèses ci-dessus. Le Parti

naît en 1898 en tant que Parti « de Russie », c'est-à-dire parti du prolétariat de toutes les nationalités de Russie. Il reste Parti « de Russie » quand, en 1903, le Bund s'en sépare, après que le congrès du Parti a rejeté la prétention du Bund à être reconnu comme le représentant *unique* du prolétariat juif. En 1906-1907, la vie rend pleinement évident le manque de fondement de cette prétention : en grand nombre, les prolétaires juifs continuent de prendre part dans un esprit unitaire à l'activité social-démocrate commune dans une série d'organisations locales, et le Bund revient au Parti. Le Congrès de Stockholm (1906) rassemble aussi les social-démocrates polonais et lettons, qui se placent sur le terrain de l'autonomie *territoriale* ; par ailleurs, le Congrès *n'*admet *pas* le principe de la fédération, et exige l'union sur le plan local entre social-démocrates de toutes nationalités. Ce principe est mis en pratique durant de longues années dans le Caucase, il est mis en pratique à Varsovie (ouvriers polonais et soldats russes), à Vilno (ouvriers polonais, lettons, juifs et lituaniens), à Riga : dans ces trois derniers centres, il est pratiqué *contre* le Bund, séparatiste, qui s'est détaché. En décembre 1908, le P.O.S.D.R. réuni en conférence adopte une résolution spéciale, confirmant l'exigence de l'*unité* entre ouvriers de toutes nationalités *selon un principe autre* que celui de la fédération. La non-application scissionniste de la décision du Parti par les séparatistes bundistes aboutit à la faillite de toute cette « fédération du pire type » [95], rapproche les bundistes des séparatistes tchèques et réciproquement (cf. Kossovski dans *Nacha Zaria* et l'organe des séparatistes tchèques, *Der čechoslavische Sozialdemokrat*, 1913, n° 3, article sur Kossovski), et, enfin, à la conférence liquidatrice d'août 1912, elle suscite une tentative des séparatistes bundistes et des liquidateurs, ainsi que d'une partie des liquidateurs du Caucase, pour introduire *subrepticement* dans le programme du Parti l'« autonomie nationale culturelle », *sans que celle-ci soit défendue quant au fond* !

Les ouvriers social-démocrates révolutionnaires de Pologne, comme ceux de Lettonie et du Caucase, gardent toujours le point de vue de l'autonomie territoriale et de l'*unité* des ouvriers social-démocrates de *toutes* les nations. La scission bundiste-liquidatrice et l'alliance du Bund avec

des *non*-social-démocrates à Varsovie mettent *à l'ordre du jour*, pour tous les social-démocrates, *l'ensemble* de la question nationale, sous l'angle à la fois de sa portée théorique et de l'œuvre d'édification du Parti.

Les solutions de compromis ont été justement ruinées par ceux qui les ont pratiquées à l'encontre de la volonté du Parti, et, plus fort que jamais, retentit l'exigence de l'unité entre les ouvriers social-démocrates de toutes nationalités.

10. Le nationalisme brutal et ultra-réactionnaire de la monarchie tsariste, auquel s'ajoute le regain d'activité de tous les nationalismes *bourgeois*, grand-russe (M. Strouvé, la *Rousskaïa Molva* [96], les « progressistes », etc.), ukrainien, polonais (l'antisémitisme de la « national-démocratie » [97]), géorgien, arménien, etc. : ces faits exigent impérieusement des organisations social-démocrates, dans tous les coins de la Russie, qu'elles consacrent une attention plus grande qu'auparavant à la question nationale et qu'elles élaborent à cet effet des solutions marxistes conséquentes, dans l'esprit d'un internationalisme rigoureux et de l'unité des prolétaires de toutes les nations.

(α) Le mot d'ordre de culture nationale est erroné ; il ne traduit que l'étroitesse bourgeoise dans la conception de la question nationale. Culture internationale.

(β) Perpétuation de la division nationale et pratique d'un nationalisme raffiné : jonction, rapprochement, brassage des nations et expression des principes d'une culture *a u t r e*, internationale.

(γ) Désespoir du petit bourgeois (lutte vaine contre les querelles nationales) et crainte des transformations démocratiques radicales et du mouvement socialiste : seules les transformations démocratiques radicales peuvent créer la paix nationale dans les Etats capitalistes, et seul le socialisme peut mettre fin aux querelles nationales.

(δ) Les curies nationales dans le domaine scolaire [98].

(ε) Les Juifs.

Rédigé en juin 1913.
Publié pour la première fois en 1925 dans le Recueil Lénine III

Conforme au texte du manuscrit

PROPOS INSTRUCTIFS

M. Izgoïev, le renégat bien connu qui, après avoir été social-démocrate jusqu'en 1905, retrouva rapidement la « raison »... au point de devenir libéral de droite après le 17 octobre, réserve assez souvent sa bienveillante attention à la social-démocratie dans l'organe principal du libéralisme « octobriste » ou contre-révolutionnaire, la *Rousskaïa Mysl.*

Aux ouvriers qui veulent comprendre à fond les questions sérieuses de la politique ouvrière, on ne peut que recommander l'article de M. Izgoïev dans la dernière livraison de la *Rousskaïa Mysl* pour cette année, celle de juin.

Il est bon de méditer longuement sur les éloges enthousiastes dispensés à profusion par M. Izgoïev à l'*idéologie* et à la *tactique* liquidatrices, c'est-à-dire justement aux principes fondamentaux du courant liquidateur. Des libéraux ne peuvent manquer de louer les principes et la tactique des politiciens ouvriers libéraux !

Il est bon de méditer longuement sur les raisonnements tactiques personnels de M. Izgoïev, dont la sympathie est toute acquise aux liquidateurs : il a fait son « école primaire du marxisme », après tout, et il comprend la nécessité de rechercher les racines sérieuses de la lutte sérieuse qui oppose les militants du Parti aux liquidateurs.

Malheureusement, nous devons nous limiter ici à citer de très courts extraits de l'article instructif de M. Izgoïev, et à commenter ces citations de la façon la plus sommaire.

Les succès du bolchevisme, selon M. Izgoïev, dépendent « du degré de l'espoir que l'on peut mettre en une évolution

pacifique de la Russie dans un sens constitutionnel, ne fût-ce que du type allemand. Une constitution monarchique, avec des libertés, sans mesures de sécurité, renforcées, avec un large développement d'un parti ouvrier social-démocrate, ne s'est-elle pas avérée possible en Allemagne ? Est-elle possible en Russie, ou non ? Dans la mesure où le fléau de la balance penche d'un côté ou d'un autre, les chances des liquidateurs et celles des bolcheviks s'élèvent ou s'abaissent »...

... « Si un terme n'est pas mis à la poussée de la réaction, si les forces constitutionnelles de la Russie se révèlent insuffisantes pour réaliser une transformation pacifique de l'Etat, il ne fait pas de doute que le bolchevisme triomphera et acculera les liquidateurs à la dernière extrémité. » Quant à M. Izgoïev lui-même, il tient les bolcheviks pour des anarchistes, et les liquidateurs pour des « social-démocrates authentiques », qui ont bien raison de jeter par-dessus bord les deux premiers points de la plate-forme bolchevique et de les remplacer par la liberté de coalition ! !

« Après la tempête, écrit M. Izgoïev, viendra le temps du travail positif, et les liquidateurs seront de nouveau (!!?) à la tête de la classe ouvrière. » Tels sont les rêves de M. Izgoïev. La tactique liquidatrice sera magnifique, voyez-vous, « après la tempête »... Mais voici ses « réflexions sur la tactique » :

« Si l'on examine en profondeur la tactique bolchevique, on devra reconnaître qu'elle est fondée sur la conviction que la lutte pour une constitution monarchique en Russie... (points de suspension de M. Izgoïev) a pris fin le 3 juin. Il peut y avoir ensuite une lutte pour une démocratie directe ou conséquente, mais une autre constitution que celle du 3 juin est impossible, étant donné la base historique russe cardinale. Les constitutionnalistes russes ne peuvent escompter qu'une constitution sans libertés, mais avec des lois d'exception. Nous pensons que le point de vue bolchevique est apparenté à celui des Cent-Noirs, bien qu'il lui soit diamétralement opposé, et qu'il est erronné et politiquement néfaste. Mais on ne peut nier qu'il soit cohérent. Une impuissance prolongée des constitutionnalistes russes à donner au pays des garanties de structure juridique peut même, dans l'avenir, justifier le pessimisme bolchevique. Mais pour l'instant, comme l'a signalé avec juste raison le *Loutch*... (comment donc !)... il ne mène qu'à une confusion avec des éléments semi-anarchistes... » (et M. Izgoïev, délirant d'enthousiasme devant le *Loutch*, de citer des extraits d'articles liquidateurs).

Ce que M. Izgoïev appelle pessimisme en général, c'est le pessimisme *visant* les grands propriétaires et la bourgeoisie. Un *tel* « pessimisme » n'est-il pas indissolublement lié à l'*optimisme* visant le prolétariat, en premier lieu, et puis aussi les masses laborieuses petites-bourgeoises ? C'est la question que M. Izgoïev craint de se poser. Et comment ne le craindrait-il pas ?

Ce qu'il y a de plus curieux dans ces baisers prodigués par le renégat aux liquidateurs, ce qu'il y a de plus instructif dans ces propos de libéral, c'est que, malgré toute la sympathie qu'il éprouve pour les liquidateurs, il *n'ose pas* nier la *cohérence* de la tactique bolchevique. Lui, un partisan de l'évolution « pacifique » et de l'opportunisme liquidateur, il *ne peut* absolument pas promettre que c'est cette évolution qui l'emportera ! ! Lui, un ennemi enragé du bolchevisme, lui qui nous abreuve de mille injures (anarchistes, blanquistes, qui s'adonnent à l'auto-félicitation, etc., etc.), lui le tendre ami des liquidateurs, il est *obligé* de reconnaître que le bolchevisme triomphera, « si les forces constitutionnelles se révèlent insuffisantes en Russie » (c'est-à-dire si leur importance reste au niveau actuel ...) ! !

M. Izgoïev est fort courroucé ; il connaît bien les affaires des social-démocrates ; mais il n'est pas très intelligent : il n'a pas remarqué qu'avec tous ces raisonnements * .....

. . . . . .

il a arraché leur feuille de vigne à MM. F. D., L. S., Ejov, Larine, Martov, Potressov et Cie.

Merci, merci de tout cœur, M. Izgoïev, vous qui êtes si courroucé contre les bolcheviks ! Il n'y a que la vérité qui blesse. Et, *sans le vouloir*, vous avez blessé à mort vos amis les liquidateurs. Vous les embrassez si « tendrement » que vous les étouffez dans vos embrassements.

Quelques mots encore, à propos d'une question purement historique. Pourquoi s'est « avérée possible », en Allemagne, une constitution dont la caractéristique est précisément de plaire au libéralisme contre-révolutionnaire plus que la constitution française ? L'unique raison, courroucé mais peu intelligent M. Izgoïev, est que cette constitution a été la *résultante* des aspirations de Bismarck et des libéraux,

* La page suivante du manuscrit n'a pas été retrouvée. (*N.R.*)

qui craignaient les libertés pour les ouvriers, et des aspirations des ouvriers, qui luttaient, en 1860, comme en 1850 et en 1840, pour une démocratisation *intégrale* de l'Allemagne. *A l'époque*, les ouvriers allemands se sont révélés faibles. C'est pourquoi Bismarck et les libéraux prussiens ont triomphé *à moitié*. Si les ouvriers d'Allemagne avaient été un peu plus forts, Bismarck n'aurait triomphé que pour un quart. S'ils avaient été encore plus forts, Bismarck n'aurait pas triomphé du tout. L'Allemagne a obtenu des libertés malgré Bismarck, *malgré* les libéraux prussiens, et *uniquement* en raison des aspirations persévérantes et obstinées de la classe ouvrière (en partie aussi de la démocratie petite-bourgeoise, mais dans une très faible mesure) à la démocratisation intégrale.

Vous ne comprenez rien, M. Izgoïev ? Vous ne comprenez pas que pour l'Allemagne elle aussi, l'histoire a justifié la tactique « bolchevique » ? Soyez un peu moins courroucé contre les bolcheviks et un peu moins « tendre » avec les liquidateurs et vous arriverez peut-être à comprendre.

V. I.

(ou bien sans signature)

P.-S. Si ce texte ne vous convenait pas, je vous demande vivement de le remettre au *Prosvéchtchénié*. A mon avis, il vaudrait mieux le passer en chronique dans la *Pravda*.

Rédigé début juillet 1913.
Publié pour la première fois en 1926 dans la revue «Krasnaïa Nov» n°1

Conforme au texte du manuscrit

SCÈNES DE NOTRE VIE

Quand on parle du servage dans la vie russe en général, et dans les campagnes russes en particulier, nous entendons se récrier nos libéraux, surtout ceux qui aiment à se présenter comme des presque-marxistes. Comment, qu'allez-vous chercher là, le servage dans la Russie du XXe siècle ! C'est de l'« agitation » pure et simple...

Pourtant, c'est à chaque pas que l'on rencontre dans les campagnes russes d'aujourd'hui des scènes étonnamment typiques du servage, et seul le maudit esprit routinier du philistin russe « habitué à tout » lui permet de passer avec indifférence devant ces scènes.

En voici une, que nous empruntons au recueil officiel des arrêtés du zemstvo de la province de Tchernigov durant la période 1900—1909.

« C'est une souillure pour notre zemstvo, écrit à ce sujet M. Khijniakov (*Rousskoïé Bogatstvo*), que l'entretien archaïque des chemins vicinaux au moyen de corvée se soit maintenu *jusqu'à nos jours*... Ne parlons même pas de l'injustice profonde qui fait peser cette corvée sur les paysans et personne d'autre... La façon même dont ils doivent s'acquitter de cette corvée est révoltante. Après la fonte des neiges et après les grandes pluies, les starostes de village, d'ordinaire après une injonction menaçante du gradé de police, « rassemblent le peuple », comme on dit chez nous, pour réparer la route. Le travail est fait sans rime ni raison, sans nivellement, sans aucune directive technique. J'ai eu l'occasion d'assister à ce travail : cela se passait d'une manière particulièrement énergique ; les gradés de police hurlaient des menaces, *stimulaient les moins empressés à coups de fouet*. C'était à la fin de l'été, avant le passage attendu du gouverneur... Sur près de trois verstes de long, étaient rassemblés 500 hommes et femmes armés de bêches. Au commandement des poli-

ciers, ils creusaient des fossés dont personne n'avait besoin et qu'il fallut combler ensuite... Quant à notre zemstvo, depuis près de 50 ans qu'il existe, loin de se préoccuper de délivrer la population paysanne de cette charge, *il l'accroît encore...* »

Ce zemstvo, comme tous les zemstvos russes, est un zemstvo de grands propriétaires.

Ainsi, les grands propriétaires accroissent encore l'antique « corvée » due par les paysans. Sur ordre des grands propriétaires, les gradés de police et les starostes « rassemblent le peuple », obligent des centaines de paysans à quitter leur exploitation pour « creuser des fossés dont personne n'a besoin », « sans rime ni raison », « *en stimulant les moins empressés à coups de fouet* ».

Voilà où sont les racines du pouvoir des Pourichkévitch, des Markov et Cie. Et quelle révoltante hypocrisie, si on les compare à ces racines, contiennent nos programmes libéraux léchés, marqués par la respectabilité et le réformisme bien-pensant !

La « Pravda » n° 149, 2 juillet 1913.
Signé : T-ine

Conforme au texte du journal

LA DOUMA CONGÉDIÉE ET LES LIBÉRAUX DÉSORIENTÉS

Voilà plus d'une semaine que la IVe Douma est congédiée [99], mais les journaux n'ont pas encore fini d'en parler et de juger son activité. Que la IVe Douma ait mécontenté tout le monde, chacun le reconnaît. Le mécontentement n'atteint pas seulement les libéraux, l'opposition « responsable » (devant les grands propriétaires). Il atteint aussi les octobristes. Il atteint la droite.

Incontestablement, ce mécontentement des grands propriétaires réactionnaires et de la bourgeoisie réactionnaire vis-à-vis de la Douma ultra est un fait des plus typiques et des plus significatifs. Ces classes ont fait *tout* leur possible pour assurer une évolution dite « constitutionnelle » et « pacifique ».

Elles ont *tout* fait, mais il leur a fallu se rendre à l'évidence : cela n'a *rien* donné ! D'où le mécontentement général qui affecte le camp des grands propriétaires eux-mêmes et de la bourgeoisie elle-même. Ni chez la droite ni chez les octobristes, on n'observe ces transports d'enthousiasme pour le système du 3 juin qui caractérisaient l'époque de la IIIe Douma.

Nos classes dites « supérieures », les « élites » sociales et politiques, *ne peuvent plus* gouverner la Russie comme autrefois, bien que tous les fondements de l'organisation et du gouvernement de la Russie aient été entièrement définis par *elles*, et mis en place dans *leur* intérêt. Quant aux classes

« inférieures », elles sont pleines du désir de changer ce mode de gouvernement.

C'est précisément la coïncidence entre cette impossibilité pour les « élites » de gérer les affaires de l'Etat comme autrefois et cette volonté exacerbée des classes « inférieures » de ne pas accepter cette gestion, qui constitue ce qu'on nomme (d'une façon pas très exacte, admettons-le) la crise politique à l'échelle de toute la nation.

Que cette crise soit en train de croître sous nos yeux, c'est un fait, et un fait qui n'est guère contestable.

Partant de là, les démocrates et même les libéraux sensés devraient voir clairement, semble-t-il, que le centre de gravité des aspirations vers un avenir meilleur ne se trouve pas du tout à la Douma, que la Douma n'est à cet égard qu'un indice impropre.

Mais il y a beau temps que nos libéraux se sont donné congé. « La IIIe Douma comme la IVe, sont des parodies de représentation populaire », écrivait un éditorial de la *Retch*, « *mais ce sont elles qui* existent, et hic Rhodus, hic salta » (maxime latine qui veut dire à la lettre : « ici est Rhodes, ici danse », c'est-à-dire : voici le point essentiel, le fond, c'est là qu'il faut argumenter et combattre).

Vous vous trompez, messieurs ! Ce *n'est pas* ici qu'est « Rhodes » et ce *n'est pas* ici qu'il y aura la « danse », de même que ce *n'est pas* ici qu'elle a commencé.

Seuls des laquais des grands propriétaires et du sac d'écus peuvent prendre la IVe Douma pour un « Rhodes » de la démocratie, et oublier qu'il « *existe* » d'autres forces hormis la Douma, par exemple un mouvement ouvrier d'importance nationale, quoi que fassent les libéraux pour taire cette importance qui est la sienne, et quoi que fassent les politiciens ouvriers libéraux — les liquidateurs — pour dénigrer et minimiser cette importance.

« Avons-nous fait tout ce qui est en notre pouvoir », s'exclame la *Retch*, « pour agir sur la Douma, pour l'obliger à suivre et à exécuter nos revendications ? »

Voilà qui n'est pas très correctement écrit, mais assez clair. « Nous », ce sont les grands propriétaires et la bourgeoisie. C'est *cette* « société » que la *Retch* voit, c'est *cette* opinion « publique » et elle seule qui l'intéresse.

Obliger les grands propriétaires les plus réactionnaires à « exécuter les revendications » des grands propriétaires libéraux et de la bourgeoisie libérale, lesquels ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils doivent « revendiquer » et souhaiter : un changement amenant une amélioration, ou bien l'affaiblissement de la force qui accomplit ce changement, le mouvement ouvrier s'étendant au peuple tout entier ?

Pauvres libéraux !

La « Pravda » n° 151, 5 juillet 1913

Conforme au texte du journal

LE CINQUIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LA LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION

A Londres a pris fin dernièrement le « *cinquième* congrès international pour la lutte contre la traite des blanches ».

Quel déploiement de duchesses, de comtesses, d'évêques, de pasteurs, de rabbins, de fonctionnaires de la police et de philanthropes bourgeois en tout genre ! Que de dîners d'apparat, que de somptueuses réceptions officielles ! Que de discours solennels sur la nocivité et la turpitude de la prostitution !

Quels moyens de lutte ont-ils donc réclamés, les élégants délégués bourgeois du congrès ? Principalement deux : la religion et la police. C'est là, voyez-vous, l'antidote le plus efficace et le plus sûr contre la prostitution. Un délégué anglais, nous dit le correspondant à Londres du *Journal du Peuple* de Leipzig [100], s'est vanté d'avoir défendu au Parlement le *châtiment corporel* comme sanction du proxénétisme. Voyez donc ce héros moderne et « civilisé » de la lutte contre la prostitution !

Une dame du Canada s'est extasiée sur la police et les brigades féminines de police chargées de surveiller les femmes « déchues », mais sur l'augmentation des salaires elle a remarqué que les ouvrières n'ont pas mérité d'être mieux payées.

Un pasteur allemand a lancé ses foudres contre le matérialisme contemporain qui, disait-il, se répand de plus en plus dans le peuple et favorise la propagation de l'amour libre.

Lorsque le délégué autrichien Gertner a tenté de soulever la question des causes sociales de la prostitution, du besoin et de la misère des familles ouvrières, de l'exploitation du travail des enfants, des intolérables conditions de logement, etc., des exclamations hostiles ont fait taire l'orateur.

En revanche, on a raconté (dans les groupes de délégués) des choses instructives et solennelles concernant certains hauts personnages. Quand, par exemple, l'impératrice d'Allemagne visite une maternité à Berlin, *on passe des alliances au doigt* des mères d'enfants « illégitimes », afin de ne pas choquer cette grande dame par la vue de mères célibataires ! !

On peut juger par là de la révoltante hypocrisie bourgeoise qui règne dans ces congrès aristocratiques et bourgeois. Les acrobates de la bienfaisance et les défenseurs policiers des outrages au besoin et à la misère se réunissent pour « combattre la prostitution », que soutiennent précisément l'aristocratie et la bourgeoisie...

La « Rabotchaïa Pravda » n° 1.
13 juillet 1913.
Signé : W.

Conforme au texte du journal

LES PAROLES ET LES ACTES

On commet constamment, chez nous, l'erreur de juger les mots d'ordre et la tactique d'un parti ou d'un groupe, son orientation en général, d'après les intentions ou les motifs que ce groupe lui-même proclame. Un tel jugement n'a aucune valeur. L'enfer est pavé de bonnes intentions : cela a été dit il y a fort longtemps.

Ce qui compte, ce ne sont pas les intentions, les motifs, les discours, mais indépendamment d'eux, la situation objective qui détermine le sort et la portée des mots d'ordre, de la tactique ou en général de l'orientation d'un parti ou d'un groupe donné.

Abordons de ce point de vue l'examen des problèmes majeurs du mouvement ouvrier d'aujourd'hui. La grève des 1er-3 juillet à Pétersbourg a englobé plus de 62 000 ouvriers, de l'aveu même des journaux bourgeois, la *Retch* et le *Rousskoïé Slovo*, qui ont toujours donné en pareil cas des chiffres inférieurs à la réalité.

Par conséquent, nous sommes en présence d'un fait : une masse de plus de soixante mille hommes entrant en action. On sait que la raison immédiate en était la protestation contre les persécutions qui frappent la presse ouvrière, les saisies quotidiennes qui l'accablent, etc., etc. Nous savons également, pour l'avoir lu même dans les journaux comme le *Novoïé Vrémia*, la *Retch*, la *Sovrémenka*[101] et le *Rousskoïé Slovo*, que les ouvriers ont souligné dans leurs discours, etc., la portée nationale de leur protestation.

Eh bien, comment les diverses classes de la société russe ont-elles réagi à l'événement ? Quelle position ont-elles prise ?

Nous savons que la *Rossia*[102], la *Zemchtchina* et les journaux qui leur ressemblent ont publié leurs déclarations coutumières, marquant la réprobation la plus vive, souvent accompagnées des injures les plus grossières, de menaces, etc. Cela n'est pas nouveau. Cela se comprend. Cela est inévitable.

Ce qui est plus « nouveau », c'est l'étonnante indifférence de la bourgeoisie, reflétée par l'indifférence des journaux libéraux. De plus, bien souvent, cette indifférence est remplacée par une attitude réprobatrice alors que les mouvements ouvriers moins sérieux, moins importants par le nombre des participants (il y a 17 ou 18 ans), suscitaient dans les milieux bourgeois libéraux une sympathie non déguisée. Il y a là un incontestable et décisif virage à droite du libéralisme, qui s'éloigne de la démocratie et s'oppose à la démocratie.

A propos des événements des 1er-3 juillet à Pétersbourg, l'un des journaux les plus répandus, sinon le plus répandu de Russie (le *Rousskoïé Slovo* libéral) écrivait :

« Il est intéressant de noter l'attitude prise envers cette grève par les journaux social-démocrates publiés à Pétersbourg. La *Pravda* social-démocrate donne une large place à la grève d'hier (écrit le 3 juillet), tandis que l'organe du groupe dit des liquidateurs, le journal *Loutch* se limite à un petit entrefilet sur la grève, en consacrant aux grèves politiques un éditorial (le *Loutch* du 2 juillet) dans lequel le journal proteste contre de semblables actions des ouvriers (*Rousskoïé Slovo* du 3 juillet 1913).

Tels sont les faits. Hostilité de la réaction. Indifférence et désapprobation des libéraux et des liquidateurs. Unité de fait du libéralisme avec le courant liquidateur. Unité de l'action ouvrière de masse, possible uniquement contre les liquidateurs.

S'acquitter de son devoir de démocrate, remplir son rôle de détachement d'avant-garde, servir, éduquer et rassembler les masses populaires, le prolétariat ne peut le faire autrement qu'en combattant avec énergie les liquidateurs, complètement subordonnés en fait au libéralisme.

РАБОЧАЯ ПРАВДА

ГАЗЕТА выходитъ ежедневно, кромѣ понедѣльниковъ.

СЕГОДНЯ ВЪ НОМЕРѢ:

СТАТЬИ:

СТАЧКИ:

СТРАХОВАНІЕ:

ПО РОССІИ:

ЗА РУБЕЖОМЪ:

ВЪ СПБ.:

№ 3. Вторникъ, 16 іюля 1913 г. ЦѢНА 2 коп.

ОТКРЫТА ПОДПИСКА НА ГАЗЕТУ „РАБОЧАЯ ПРАВДА"

Издательство „ПРИБОЙ".

Рига.

Слова и дѣла.

Къ клеветѣ на Озолѣ.

Première page du journal *Rabotchaïa Pravda* n° 3 du 16 juillet 1913 où furent insérés les articles de V. Lénine « Les paroles et les actes », « Les cadets et la question ukrainienne », « Derniers renseignements sur les partis d'Allemagne », « Les opportunistes anglais démasqués »

Réduction

Il n'est pas rare que les libéraux eux-mêmes tiennent à la tribune de la Douma un langage non moins radical que les divers éléments paramarxistes ou hésitants, mais cela ne les empêche pas de lutter (avec l'aide des liquidateurs) contre l'esprit démocratique des masses qui s'exprime à l'extérieur de la Douma.

La « Rabotchaïa Pravda » n° 3, 16 juillet 1913

Conforme au texte du journal

LES CADETS ET LA QUESTION UKRAINIENNE

On a déjà signalé depuis longtemps, dans la presse et aussi à la tribune de la Douma, par exemple dans un discours du social-démocrate Pétrovski[103], le caractère absolument inconvenant, réactionnaire et impudent des prises de position de certains cadets influents (M. Strouvé le tout premier) sur la question ukrainienne.

Nous avons vu ces jours-ci, dans la *Retch*, organe officiel du parti cadet, un article d'un collaborateur permanent de ce journal, M. Mikh. Moguilianski, qu'il est *impossible* de passer sous silence.

Cet article est une véritable incitation chauvine à la persécution des Ukrainiens, accusés de « séparatisme ». « Aventurisme écervelé », « délire politique », « aventure politique » : voilà les expressions qui émaillent l'article de M. Mikh. Moguilianski, cent-noir de la plus belle eau qui se couvre d'un manteau de « démocratisme » ! ! Et le parti constitutionnel-« démocrate » ne rougit pas de cautionner cet article, il publie avec sympathie et approuve sans mot dire ce chauvinisme ainsi étalé.

M. Mikh. Moguilianski signale lui-même que, lors du congrès des étudiants d'Ukraine[104], à Lvov, certains social-démocrates ukrainiens se sont prononcés contre le mot d'ordre d'indépendance politique de l'Ukraine ; il s'agissait d'Ukrainiens émigrés en Russie, qui prirent position contre le social-démocrate Dontsov ; celui-ci avait proposé au congrès la résolution sur « l'Ukraine indépendante », qui fut adoptée à l'unanimité moins deux voix.

Donc, il n'est pas question de dire que tous les social-démocrates étaient d'accord avec Dontsov. Mais les social-démocrates ont discuté avec Dontsov en présentant leurs arguments à la même tribune que lui, et pour convaincre le même auditoire.

M. Mikh. Moguilianski a perdu à un tel point le sentiment de la décence politique élémentaire qu'il lance contre Dontsov et contre tout le congrès des étudiants ukrainiens des injures grossières, empruntées au vocabulaire des Cent-Noirs, en sachant parfaitement que ses adversaires sont dans l'incapacité de réfuter les positions de la *Retch* et d'intervenir devant l'auditoire russe à la même tribune que lui, et d'une façon aussi énergique, ouverte et libre.

Piètres démocrates que nos cadets ! Et piètres démocrates ceux qui souffrent sans la protestation la plus ardente pareilles attaques des cadets. Les marxistes ne se laisseront jamais prendre au vertige d'un mot d'ordre national, qu'il soit grand-russe, polonais, juif, ukrainien ou autre, peu importe. Mais les marxistes n'oublient pas non plus le devoir élémentaire de tout démocrate, qui est de lutter contre toute persécution d'une nation, quelle qu'elle soit, sous prétexte de « séparatisme », lutter pour la reconnaissance de l'égalité en droits complète et sans restriction des nations et de leur droit à la libre disposition.

On peut avoir des opinions différentes sur ce que cette libre disposition doit être, du point de vue du prolétariat, dans chaque cas particulier. On peut et on doit discuter avec les national-sociaux comme Dontsov, mais s'acharner bassement, en les accusant de « séparatisme », contre des gens qui ne peuvent pas se défendre, voilà le comble de l'indécence de nos cadets.

La « Rabotchaïa Pravda » n° 3, 16 juillet 1913. Signé : M.

Conforme au texte du journal

DERNIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES PARTIS D'ALLEMAGNE

Le bureau de statistique allemand a publié des renseignements intéressants sur les élections au Parlement (Reichstag) de 1912. Il est particulièrement instructif de voir comparer la force des différents partis *dans les campagnes* et *dans les villes*.

La statistique allemande classe parmi les localités rurales toutes celles qui comportent une population inférieure à 2 000 habitants, de même que la statistique de la plupart des Etats européens, et à la différence de la Russie, où subsiste jusqu'à présent la distinction arbitraire, dénuée de sens, bureaucratique et policière des localités qui ont le « titre » de villes, indépendamment du nombre d'habitants.

La statistique allemande classe parmi les petites villes les localités ayant de 2 000 à 10 000 habitants, parmi les grandes celles qui ont 10 000 habitants et plus.

On note une correspondance d'une régularité frappante entre le caractère *progressif* d'un parti donné (le terme « progressif » étant pris dans son acception économique et politique la plus large) et l'*augmentation* de sa force *dans les villes*, et, plus généralement, dans les localités plus importantes.

On voit ainsi apparaître nettement quatre groupes de partis politiques en Allemagne :

1) les social-démocrates : le seul parti entièrement progressif et « populaire » dans le meilleur sens, le parti de masse des ouvriers salariés ;

2) le « parti populaire progressif » : parti démocratique petit-bourgeois, dans le genre de nos troudoviks[105] (mais dans les conditions d'une société entièrement bourgeoise, et non féodale) ;

3) les « national-libéraux » : parti de la grande bourgeoisie, parti octobriste-cadet allemand ;

4) tous les partis conservateurs des grands propriétaires cent-noirs, des cléricaux, des petits-bourgeois et des paysans réactionnaires (les antisémites, le « centre », c'est-à-dire les catholiques, les conservateurs proprement dits, les Polonais, etc.).

Répartition (en %) des voix obtenues par les partis:

	Social-démocrates	Progressistes	National-libéraux	Tous partis conservateurs	Divers et non définis	Total
Dans les campagnes . . .	19,0	8,8	12,8	58,6	0,8	100
Dans les petites villes	35,8	12,1	15,0	36,4	0,7	100
Dans les grandes villes	49,3	15,6	13,8	20,0	1,3	100
Dans toute l'Allemagne	34,8	12,3	13,6	38,3	1,0	100

Le suffrage universel est institué en Allemagne. Le tableau ci-dessus montre clairement que les campagnes allemandes, que la paysannerie allemande (de même que la paysannerie de *tous* les pays européens, constitutionnels et civilisés) sont aujourd'hui encore asservies *dans leur presque totalité*, intellectuellement et politiquement, aux grands propriétaires et aux prêtres.

Dans les campagnes d'Allemagne, près des 3/5 des voix (58,6%) vont aux partis conservateurs, c'est-à-dire aux partis des grands propriétaires et du clergé ! Le paysan *fut*, partout en Europe, un révolutionnaire, quand il combattait les féodaux, les grands propriétaires terriens qui le tenaient en servage. Ayant obtenu la liberté et une parcelle de terre, le paysan, suivant une règle générale, *a fait la paix* avec les

grands propriétaires et les prêtres, et est devenu réactionnaire.

Mais, à son tour, le développement du capitalisme commence à arracher le paysan aux bras de la réaction et l'entraîne à la suite des social-démocrates. En Allemagne, les social-démocrates ont réuni dans les campagnes, dès 1912, *près du cinquième* (19,0%) des voix rurales.

La situation politique des campagnes allemandes d'aujourd'hui est par conséquent la suivante. *Un cinquième* suit les social-démocrates, *un cinquième* la bourgeoisie plus ou moins « libérale », et *trois cinquièmes* les grands propriétaires et les prêtres. Il reste encore bien du travail à faire pour l'éducation politique des campagnes. On peut dire que le capitalisme, en ruinant la petite paysannerie et en l'écrasant sans cesse davantage, chasse de force les préjugés réactionnaires de son esprit.

Dans les petites villes, le tableau est déjà différent : les social-démocrates ont dépassé la bourgeoisie libérale (35,8% des voix contre 27%), mais ils n'ont pas encore tout à fait rejoint les conservateurs, qui ont 36,4% des voix. Les petites villes sont le point d'appui essentiel de la petite bourgeoisie, principalement commerçante et industrielle. La petite bourgeoisie est l'élément le plus hésitant : elle ne donne de majorité stable ni aux conservateurs, ni aux socialistes, ni à la bourgeoisie libérale.

Dans les grandes villes, victoire de la social-démocratie. Elle entraîne la *moitié* de la population (49,3% des voix), autant que conservateurs et libéraux réunis (15,6+13,8+20=49,4%). Ici, les conservateurs n'entraînent qu'*un cinquème* de la population, les bourgeois libéraux *trois dixièmes* et les social-démocrates la *moitié*. Si l'on prenait les villes les plus importantes, on obtiendrait une prédominance de la social-démocratie plus complète encore.

On sait que dans tous les Etats contemporains, et même en Russie, les villes grandissent beaucoup plus vite que les campagnes, que les villes sont les centres de la vie économique, politique et intellectuelle du peuple, et les principaux moteurs du progrès. La prédominance de la social-démocratie dans les villes est un témoignage frappant de

l'importance de ce parti, le parti des masses populaires d'avant-garde.

En Allemagne, en 1912, sur 65 millions d'habitants, 25,9 millions seulement résidaient dans les campagnes, 12,3 millions dans les petites villes et 26,8 millions dans les villes plus importantes. Au cours de ces dernières décennies, depuis que l'Allemagne est devenue un Etat pleinement capitaliste, comparativement libre, doté d'une constitution solide et du suffrage universel, la population urbaine marque une croissance particulièrement rapide en comparaison de la population rurale. En 1882, 18,9 millions d'habitants sur 45 millions résident dans les villes, soit 41,8% ; en 1895, les chiffres sont respectivement 26 et 52 millions, soit 49,8% ; en 1907, 36 et 62 millions, soit 58,1%. Et si l'on prend les plus grandes villes, comptant 100 000 habitants et plus, leur population à ces mêmes dates a été de 3,7 et 12 millions d'habitants, soit 7,4%, 13,6% et 19,1% de la population totale. En 25 ans, la population totale a augmenté de 36,5%, celle des villes de 89,6%, et celle des plus grandes villes de 254,4%.

Enfin, il est intéressant de noter que les partis purement bourgeois sont suivis, dans l'Allemagne bourgeoise d'aujourd'hui, par une *minorité* de la population. Dans l'ensemble de l'Allemagne, en 1912, les social-démocrates ont obtenu *plus du tiers* du total des suffrages (34,8%), les conservateurs (c'est-à-dire surtout les grands propriétaires et les prêtres) un peu moins des *deux cinquièmes* (38,3%), et tous les partis bourgeois libéraux *le quart seulement* des suffrages (25,9%).

Comment expliquer cela ? Pourquoi, dans l'Allemagne bourgeoise, dans un pays où le capitalisme se développe avec une rapidité particulière, et plus de 60 ans après la révolution (la révolution bourgeoise de 1848), y a-t-il une prédominance des partis politiques des grands propriétaires et des cléricaux, et non des partis purement bourgeois ?

L'explication principale de ce phénomène a été fournie par Marx dès 1848 : la bourgeoisie allemande, effrayée par l'esprit d'indépendance du prolétariat et s'étant aperçue que les ouvriers utilisaient les institutions démocratiques *pour eux-mêmes* et contre les capitalistes, s'est détournée de la démocratie, a honteusement trahi la liberté qu'elle

défendait auparavant, et s'est mise au service des grands propriétaires et des cléricaux [106]. On sait que depuis 1905 la bourgeoisie russe développe ces tendances politiques serviles et ces idées politiques serviles avec encore plus de zèle que la bourgeoisie allemande.

La « Rabotchaïa Pravda » n° 3, 16 juillet 1913. Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LES OPPORTUNISTES ANGLAIS DÉMASQUÉS

En Angleterre, des élections complémentaires au Parlement ont eu lieu récemment dans la ville de Leicester.

Ces élections ont une immense portée sur le plan des principes, et tout socialiste qui s'intéresse à la question si importante de l'attitude du prolétariat envers la bourgeoisie libérale en général, et du mouvement socialiste anglais en particulier, doit réfléchir attentivement aux élections de Leicester.

La circonscription électorale de Leicester envoie *deux* députés au Parlement, et chaque électeur dispose de *deux* suffrages. Les circonscriptions de ce genre sont peu nombreuses en Angleterre, mais, justement, elle sont particulièrement favorables à un *bloc* tacite des socialistes avec les libéraux, comme le souligne le correspondant anglais du *Journal du Peuple* de Leipzig. Ce sont de telles circonscriptions qui ont envoyé au Parlement les leaders les plus en vue du parti ouvrier dit « Indépendant » (indépendant à l'égard du socialisme, mais dépendant du libéralisme). Keir-Hardie, Philipp Snowden, Ramsay Macdonald: tous ces leaders du « Parti ouvrier indépendant » ont été élus dans ces circonscriptions.

Or, dans ces circonscriptions, les libéraux, qui prédominent, donnent la directive suivante à leurs électeurs : un suffrage pour le socialiste, un suffrage pour le libéral, à condition bien entendu que le socialiste soit « raisonnable », modéré, « indépendant », et non pas on ne sait quel social-

démocrate intransigeant, que les libéraux et les liquidateurs anglais savent injurier aussi bien que leurs pareils russes en le traitant d'anarcho-syndicaliste, etc. !

Il s'agit donc, en fait, d'un bloc des libéraux avec les socialistes modérés, opportunistes. En fait, les « indépendants » anglais (pour qui nos liquidateurs nourrissent tant d'affection) *dépendent* des libéraux. Le comportement des « indépendants » au Parlement anglais confirme constamment cette sujétion.

Or, il arriva que le député « indépendant » de Leicester, qui était Macdonald, leader du parti en personne, résilia son mandat pour des raisons personnelles.

Que faire ?

Les libéraux, bien entendu, présentèrent un candidat.

Leicester est une ville industrielle à population principalement prolétarienne.

L'organisation locale des « indépendants » réunit une conférence et, par 67 voix contre 8, décide de *présenter un candidat*. Aussitôt dit, aussitôt fait. On présente Banton, membre du conseil municipal, militant en vue du « Parti ouvrier indépendant ».

C'est alors que le Comité central de ce parti, de qui dépend l'octroi des fonds électoraux (et les élections sont très chères en Angleterre !) *refuse* de ratifier la candidature de Banton ! !

Le Comité central des opportunistes est allé contre la volonté des ouvriers locaux.

L'organisation de Leicester d'un autre parti socialiste anglais, celui-ci non opportuniste et *effectivement* indépendant à l'égard des libéraux, envoie un de ses représentants auprès des « indépendants » de Leicester et leur propose de soutenir la candidature de *son* adhérent, d'un adhérent du « Parti socialiste britannique » Hartley, militant ouvrier très populaire, ancien membre du « Parti ouvrier indépendant » qu'il a quitté parce qu'il le trouvait opportuniste.

L'organisation de Leicester du « Parti ouvrier indépendant » se trouve dans une position difficile : de tout cœur elle est pour Hartley, mais... mais la discipline de son parti, la décision du C. C. ! Les militants de Leicester trouvent la solution : ils clôturent leur conférence et, *en tant*

que personnes privées, se prononcent *tous* en faveur de Hartley. Le lendemain, une immense assemblée d'ouvriers approuve la candidature de Hartley. Banton lui-même envoie un télégramme déclarant qu'il votera pour Hartley. Les syndicats de Leicester se prononcent pour Hartley.

Entre en scène le groupe parlementaire des « indépendants », qui publie dans la presse *libérale* (de même que notre *Retch* et la *Sovrémenka* viennent en aide aux opportunistes) une *protestation* contre la candidature de Hartley, contre le « tort » causé à Macdonald ! !

Les élections ont naturellement donné la victoire aux libéraux. Ceux-ci ont obtenu 10 863 voix, les conservateurs 9 279 et Hartley 2 580.

Les ouvriers conscients de divers pays ont souvent une attitude « tolérante » envers les indépendants anglais. C'est une grande erreur. La *trahison* de la cause ouvrière par les indépendants à Leicester n'est pas un fait fortuit, mais le résultat de *toute* la politique opportuniste du « Parti ouvrier indépendant ». La sympathie de tous les social-démocrates *authentiques* doit aller aux social-démocrates anglais qui luttent avec énergie contre la corruption libérale des ouvriers par le parti ouvrier « Indépendant » d'Angleterre.

La « Rabotchaïa Pravda » n° 3, 16 juillet 1913. Signé : K. T.

Conforme au texte du journal

LES IDÉES DU CAPITAL AVANCÉ

Un des négociants les plus en vue et les plus riches d'Amérique, un certain Edward Albert *Filene*, vice-président du congrès international des chambres de commerce, effectue actuellement une tournée à Paris, Berlin et d'autres grandes capitales d'Europe, afin de prendre personnellement contact avec les représentants les plus influents du monde du commerce.

Au cours des banquets, organisés selon l'usage par les hommes les plus riches d'Europe en l'honneur d'un des richards d'Amérique, ce dernier développe ses idées « nouvelles » sur la *puissance mondiale* du négociant. L'organe du capital boursier allemand, le *Journal de Francfort* [107], rapporte dans le détail les pensées de ce millionnaire américain « avancé ».

Nous vivons, pérorait-il, un grand mouvement historique, qui s'achèvera par la remise de tous les leviers de commande du monde d'aujourd'hui aux mains des représentants du capital commercial. Nous sommes investis des plus hautes responsabilités dans ce monde, aussi devons-nous devenir également les plus influents en politique.

La démocratie grandit, la force des masses grandit, raisonnait mister Filene (légèrement enclin, sans doute, à considérer ces « masses » comme simples d'esprit). Le coût de la vie augmente. Le parlementarisme et la presse quotidienne, diffusée à des millions d'exemplaires, informent les

masses populaires d'une manière de plus en plus circonstanciée.

Les masses luttent pour conquérir le droit de participation à la vie politique, pour obtenir l'extension du droit de vote, la mise en vigueur de l'impôt sur le revenu, etc. C'est aux masses, c'est-à-dire à *nos employés*, concluait l'honorable orateur, que doit revenir la domination du monde entier.

Les chefs naturels des masses doivent être *les entrepreneurs et les négociants* qui apprennent de mieux en mieux à comprendre que leurs intérêts et ceux des masses sont communs. (Notons entre parenthèses que l'habile M. Filene, propriétaire d'une gigantesque maison de commerce de 2 500 employés, a « groupé » ses employés au sein d'une organisation « démocratique », avec participation aux bénéfices, etc. Tenant ses employés pour d'irrémédiables simples d'esprit, mister Filene est convaincu qu'ils sont pleinement satisfaits et infiniment reconnaissants à leur « père et bienfaiteur »...)

L'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail : voilà ce qui nous attachera les employés, a dit M. Filene, voilà ce qui nous assurera la domination du monde entier. Tous ceux qui dans le monde ont du talent, viendront se mettre à notre service.

Il nous faut de l'organisation et encore de l'organisation, une organisation forte, démocratique, à la fois nationale et internationale, s'est exclamé l'Américain. Et il a appelé le monde du commerce de Paris, de Berlin, etc., à réorganiser des *chambres de commerce internationales*. Elles doivent rassembler les commerçants et les entrepreneurs de *tous* les pays civilisés en une organisation unique et puissante. Celle-ci devra examiner et régler toutes les questions internationales importantes.

Telles sont les idées du capitaliste « avancé » qu'est M. Filene.

Le lecteur voit que ces idées sont une *approximation* mesquine, étroite, unilatérale, cupide et misérable, des idées du marxisme, exprimées il y a plus de 60 ans. « Nous » sommes de grands experts pour injurier et réfuter Marx ; « nous », négociants civilisés et professeurs d'économie politique, nous l'avons réfuté intégralement !... Mais en même

temps nous lui dérobons quelques menues idées, et nous nous vantons dans le monde entier de notre esprit « progressif »...

Très honorable M. Filene ! Etes-vous définitivement convaincu que les ouvriers du monde entier sont vraiment des simples d'esprit ?

La « Rabotchaïa Pravda » n° 4, 17 juillet 1913. Signé : W.

Conforme au texte du journal

CE QU'ON PEUT FAIRE POUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Les Etats occidentaux sont pourris par bon nombre de préjugés, dont notre sainte mère la Russie est exempte. On y pense, par exemple, que les immenses bibliothèques publiques, riches de centaines de milliers et de millions de volumes, ne doivent nullement rester l'apanage de la poignée de savants ou de pseudo-savants qui les utilisent. On s'y propose un objectif étrange, incompréhensible et insensé : rendre ces bibliothèques énormes et gigantesques accessibles non pas à la corporation des savants, professeurs et autres spécialistes, mais à la masse, à la foule, à la rue.

Quelle profanation des bibliothèques ! Quel manque d'« ordre », de cet ordre dont nous pouvons à juste titre être fiers. Au lieu de s'attacher à des *règlements* discutés et mis au point par une dizaine de commissions de fonctionnaires, qui inventent des centaines de formalités et de limitations réglementant l'usage des livres, on emploie son attention à ce que même des *enfants* puissent profiter de riches collections de livres ; on fait en sorte que les lecteurs puissent lire à domicile les livres appartenant à l'Etat ; la fierté et la gloire d'une bibliothèque publique, ce n'est pas le nombre d'ouvrages rares, d'éditions du XVIe siècle ou de manuscrits du Xe qui s'y trouvent, mais l'*ampleur* de la diffusion des livres *parmi le peuple*, le nombre des lecteurs nouveaux recrutés, la rapidité avec laquelle est satisfaite toute demande de livres, le nombre des livres distribués à domicile, le nombre des enfants acquis à la lecture et à la jouissance de la bibliothèque... Ce sont

d'étranges préjugés qui sont répandus dans les Etats occidentaux, et on ne peut manquer de se réjouir de ce que nos autorités pleines de sollicitude nous protègent avec un soin scrupuleux contre l'influence de ces préjugés, de ce qu'elles protègent de la rue, de la populace, nos riches bibliothèques publiques !

J'ai sous les yeux le rapport de la bibliothèque publique de New York pour l'année 1911.

Cette année-là, la bibliothèque publique de New York, qui logeait dans deux vieux bâtiments, a été transférée dans un édifice nouveau, construit par la ville. Le total des volumes atteint maintenant le chiffre approximatif de deux millions. Le hasard a fait que le premier livre demandé à la salle de lecture a été un livre en langue russe. C'était l'ouvrage de N. Grot : *Les idéaux moraux de notre temps.* Le bulletin de demande du livre fut déposé à 9 heures 8 minutes du matin. L'ouvrage fut remis au lecteur à 9 heures 15.

Au cours de l'année, la bibliothèque a reçu 1 658 376 visiteurs. La salle de lecture a accueilli 246 950 lecteurs, qui ont emprunté 911 891 volumes.

Mais ce n'est là qu'une faible part du *roulement des volumes* appartenant à la bibliothèque. Peu de personnes peuvent y venir. L'organisation rationnelle d'une œuvre éducative se mesure par le nombre de livres prêtés aux lecteurs à domicile, par les commodités offertes à la *majorité de la population.*

La bibliothèque publique de New York possède dans trois districts de la ville, Manhattan, Bronx et Richmond (dont la population totale est de près de *trois* millions d'habitants), *quarante-deux* filiales, et en aura bientôt 43. L'objectif suivant est poursuivi d'une façon systématique ; il faudrait que chaque habitant ait une filiale de la bibliothèque publique, à moins de *trois quarts de verste* de chez lui, c'est-à-dire à moins de dix minutes de marche, cette filiale étant un *centre* d'établissements et d'entreprises de toute sorte destinés à l'éducation du peuple.

En 1911, près de *huit millions* de volumes (7 914 882) ont été prêtés à domicile, soit 400 000 de plus qu'en 1910. Cela représente une moyenne annuelle de 267 livres distribués par cent habitants de tous âges et des deux sexes.

Non seulement chacune des 42 filiales de la bibliothèque donne la possibilité de consulter sur place les ouvrages de référence et d'emporter des livres chez soi, mais encore, c'est un local servant à des conférences du soir, à des réunions publiques, à de bonnes distractions.

La bibliothèque publique de New York possède environ 15 000 livres en langues orientales, environ 20 000 en langue hébraïque et environ 16 000 en langues slaves. Dans la salle de lecture principale, environ 20 000 volumes sont placés dans des rayons *ouverts* et peuvent être librement consultés par tous.

Pour les enfants, la bibliothèque publique de New York a organisé une salle de lecture spéciale à son centre, d'autres s'ouvrent peu à peu dans les filiales. Les bibliothécaires se préoccupent d'offrir le maximum de commodités aux enfants et leur fournissent des renseignements. En tout, les enfants ont emporté chez eux 2 859 888 volumes, un peu moins de trois millions (plus du tiers du total). Le nombre des enfants qui ont fréquenté la maison de lecture a été de 1 120 915.

En ce qui concerne les pertes, la bibliothèque publique de New York évalue le nombre des livres perdus à 70-80-90 par 100 000 livres prêtés à domicile.

Voilà comment les choses se passent à New York. Et chez nous ?

La « Rabotchaïa Pravda » n°5.
18 juillet 1913.
Signé : W.

Conforme au texte du journal

LA PETITE PRODUCTION DANS L'AGRICULTURE

La question paysanne dans les Etats modernes, capitalistes, est celle qui suscite le plus d'incompréhension et de flottement parmi les marxistes, et le plus d'attaques dirigées contre le marxisme par l'économie politique bourgeoise (professorale).

Les marxistes disent : sous le capitalisme, la petite production dans l'agriculture est condamnée à périr ; elle est vouée à un état incroyable d'écrasement et d'oppression. Comme elle est sous la coupe du grand capital, arriérée par rapport à la grosse production agricole, la petite production ne se maintient que grâce à une diminution désespérée des besoins et à un labeur de forçat, exténuant. L'éparpillement et le gaspillage du travail de l'être humain, les pires sortes de sujétions du producteur, l'épuisement de la famille du paysan, du bétail du paysan, de la terre du paysan : voilà ce qu'en tous lieux le capitalisme apporte au paysan.

Point de salut pour le paysan, sinon dans l'adhésion à l'action du prolétariat, et au premier chef des ouvriers salariés.

L'économie politique bourgeoise et ses partisans pas toujours conscients, en la personne des populistes et des opportunistes, s'efforcent au contraire de démontrer que la petite production est viable, qu'elle est plus avantageuse

que la grande. Ce n'est pas vers le prolétariat mais vers la bourgeoisie, ce n'est pas vers la lutte de classe des ouvriers salariés mais vers la consolidation de sa situation de propriétaire et de patron que doit tendre le paysan qui occupe dans le régime capitaliste une position solide et sûre : tel est le fond de la théorie des économistes bourgeois.

Essayons de vérifier à partir de données précises ce que valent les théories prolétarienne et bourgeoise. Prenons les données relatives au travail des *femmes* dans l'agriculture pour l'Autriche et l'Allemagne. A ce jour, il n'existe pas de données complètes pour la Russie, car le gouvernement ne désire pas procéder sur des bases scientifiques à un recensement de toutes les entreprises agricoles.

En Autriche, le recensement de 1902 a montré que sur un total de 9 070 682 personnes employées dans l'agriculture il y avait 4 422 981 femmes, soit 48,7 %. En Allemagne, où le capitalisme a atteint un niveau de développement bien supérieur, on a trouvé que les femmes étaient en *majorité* parmi l'ensemble des travailleurs occupés dans l'agriculture : le chiffre exact est 54,8 %. Plus le capitalisme se développe dans l'agriculture, et plus il intensifie le travail féminin, c'est-à-dire *aggrave* les conditions de vie des masses laborieuses. L'industrie allemande emploie 25 % de femmes, et l'agriculture plus du double. Cela signifie que l'industrie détourne à son profit les *meilleures* forces de travail, en laissant à l'agriculture les plus faibles.

Dans les pays capitalistes évolués, l'agriculture est déjà devenue une occupation essentiellement féminine.

Mais, si nous considérons les données relatives aux exploitations agricoles de différentes dimensions, nous nous apercevons que c'est bel et bien dans la *petite* production que l'exploitation du travail des femmes prend les proportions les plus fortes. Par contre, la grande production, la production capitaliste, utilise de préférence le travail masculin dans l'agriculture, bien qu'à cet égard elle ne rejoigne pas l'industrie.

Voici les chiffres comparés pour l'Autriche et l'Allemagne :

Exploitations	Groupes d'exploitations	Pourcentage des femmes dans le total des travailleurs	
		Autriche	Allemagne
Prolétariennes	moins de 0,5 ha	52,0	74,1
	de 0,5 à 2 ha	50,9	65,7
Paysannes	de 2 à 5 ha	49,6	54,4
	de 5 à 10 ha	48,5	50,2
	de 10 à 20 ha	48,6	48,4
Capitalistes	de 20 à 100 ha	46,6	44,8
	100 ha et plus	27,4	41,0
Total		48,7	54,8

Nous constatons qu'il existe dans les deux pays une même loi de l'agriculture capitaliste. Plus la production est petite et plus la structure de la main-d'œuvre est *défavorable*, plus la prédominance des femmes dans le total des personnes employées dans l'agriculture est forte.

Sous le capitalisme, l'état de choses général est le suivant. Dans les exploitations prolétariennes, c'est-à-dire celles dont les « propriétaires » vivent essentiellement grâce au travail salarié (ouvriers agricoles, journaliers et, généralement, ouvriers salariés possédant un minuscule lopin de terre), *le travail féminin prédomine sur le travail masculin*, parfois dans d'énormes proportions.

Il ne faut pas oublier que le nombre de ces exploitations prolétariennes ou d'ouvriers agricoles est considérable : en Autriche, elles sont 1,3 million sur un total de 2,8 millions, et en Allemagne, la proportion est même de 3,4 millions sur un total de 5,7 millions.

Dans les exploitations paysannes, travail masculin et travail féminin sont à peu près à égalité.

Enfin, dans les exploitations capitalistes, le travail masculin *prédomine sur le travail féminin.*

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que la structure de la main-d'œuvre est plus défavorable dans la petite production que dans la grande production capitaliste.

Cela signifie que dans l'agriculture, la travailleuse (prolétaire ou paysanne) doit fournir un effort beaucoup plus intense, suer sang et eau et s'éreinter au détriment de sa

santé et de celle de ses enfants, pour égaler dans la mesure du possible le travailleur homme dans la grande production capitaliste.

Cela signifie que la petite production ne se maintient en régime capitaliste qu'en *extrayant* du travailleur une somme de travail *plus grande* que celle qu'en extrait la grande production.

Plus que l'ouvrier salarié, le paysan est enchaîné et empêtré dans les rets complexes de la sujétion capitaliste. Il lui semble qu'il est indépendant, qu'il peut « faire le propriétaire », alors qu'en réalité, pour subsister, il est obligé de travailler (au bénéfice du capital) plus durement que l'ouvrier salarié.

Les chiffres relatifs au travail des *enfants* dans l'agriculture le montrent encore plus clairement *.

La « Rabotchaïa Pravda » n° 5, 18 juillet 1913. Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 218-221. (*N.R.*)

UNE BRANCHE D'INDUSTRIE « À LA MODE »

La production capitaliste se développe par élans et par bonds. Tantôt c'est un « brillant » essor de l'industrie, tantôt c'est le krach, la crise, le chômage. Il ne peut en être autrement dans un système d'économie où des patrons isolés, morcelés et indépendants les uns des autres, « travaillent » pour un marché inconnu, tout en disposant à leur guise, forts du droit de la propriété privée, du travail des milliers et des milliers d'ouvriers groupés dans les grosses entreprises.

Un exemple d'industrie « à la mode », qui se développe en ce moment à un rythme particulièrement rapide et marche à toute vapeur vers le krach, c'est l'industrie automobile. En Allemagne, par exemple, le nombre des véhicules automobiles de toute sorte, y compris les motocyclettes, était de 27 000 en 1907 ; il a déjà atteint 70 000 en 1912.

En France et en Angleterre, les automobiles sont beaucoup plus répandues. Voici les chiffres respectifs : Allemagne, 70 000 ; France, 88 000 ; Angleterre, 175 000.

Ainsi, en comparaison du nombre d'habitants, l'Allemagne est *presque quatre fois* plus pauvre en automobiles que l'Angleterre. Quant à la Russie, son retard est bien entendu beaucoup plus important.

Si l'organisation de l'économie nationale est capitaliste, les automobiles ne sont accessibles qu'à un cercle très restreint de personnes riches. L'industrie *pourrait* fournir des centaines de milliers d'automobiles, mais la

misère de la *masse* freine le développement et provoque des krachs, après quelques années de « brillant » essor.

Notons à ce propos que la production automobile, à la condition d'être au service de la majorité de la population, est d'une importance considérable, car la société des ouvriers unis remplacerait un très grand nombre de bêtes de trait, dans l'argiculture et dans les transports, par des automobiles. Cette substitution permettrait de consacrer des *millions de déciatines*, aujourd'hui employés à la production de fourrage pour les chevaux, à obtenir du grain, de la viande et du lait ce qui servirait à améliorer l'alimentation du peuple.

Les économistes bourgeois ne visent rien d'autre qu'à faire peur quand ils affirment que l'agriculture ne peut pas donner de grain en quantité suffisante !

La « Rabotchaïa Pravda » n 8.
21 juillet 1913.
Signé : N.

Conforme au texte du journal

LE COURANT LIQUIDATEUR MORT ET LA « RETCH » VIVANTE

Le premier numéro du journal liquidateur *Jivaïa Jizn* contenait un article de L. M. [108], intitulé « Sur un thème ancien ». Nous laisserons pour une autre occasion les procédés mesquins de l'auteur qui s'emballe et se hâte de « se raccrocher aux basques » de Kautsky, dans la polémique qui oppose ce dernier à R. Luxembourg. L. M. renouvelle le procédé rebattu des libéraux : gonfler et présenter comme ayant une importance de principe une polémique *de ce genre, en taisant complètement* la position des opportunistes (réformistes) allemands !

Il est agréable à M. L. M. de se raccrocher à la redingote de Kautsky, mais, parlant de la « littérature social-démocrate allemande », il préfère passer sous silence (par modestie sans doute) la littérature abondante et réellement importante sur le plan des principes des réformistes apparentés à L. M. et à la *Jivaïa Jizn*.

Je le répète, nous en parlerons une autre fois.

L.M. fourre les Allemands dans les affaires russes en les tirant comme on dit par les cheveux. Et à propos de ces affaires, le premier numéro de la *Jivaïa Jizn* proclame sous la plume de L.M. :

> ... sans la lutte pour la liberté des coalitions « les ouvriers russes ne pourront pas sortir de la situation intolérable qui les condamne à tourner comme l'écureuil dans sa cage, à gaspiller des forces colossales dans des actions de masse périodiques de même nature, sans que cela soit compensé par des progrès de l'organisation et par une consolidation des positions politiques conquises ». Les efforts des pro-

létaires d'avant-garde (écrit L.M., exprimant les *pensées* des *libéraux* d'avant-garde) doivent tendre à « rendre la classe ouvrière capable de livrer des batailles et de remporter des victoires non seulement sur le terrain des grèves d'un jour, mais aussi sur tous les autres terrains possibles ».

Ces mots contiennent en substance toute la « doctrine » des liquidateurs du parti ouvrier. « Tourner comme un écureuil dans sa cage » : cette formule deviendra célèbre. Il faudrait la réimprimer dans chaque numéro de la *Jivaïa Jizn*, en faire la devise de toute sa tendance. Le voilà, le « mot d'ordre » des liquidateurs !

Ce sont sans doute les pétitions que le très sage L.M. considère comme les « autres terrains », comme le non-tournoiement de l'écureuil ? Dites-le franchement, n'ayez point honte, messieurs !

Mais voici un journal réellement *vivant*, c'est-à-dire qui défend non pas la doctrine morte du courant liquidateur, mais des intérêts de classe vivants (seulement il s'agit bien sûr des intérêts de la bourgeoisie, et non du prolétariat) ; ce journal c'est la *Retch*. Comparez aux extraits cités de la *Jivaïa Jizn* du 11 juillet l'éditorial de la *Retch* du 6 juillet.

Proclamant qu'en 1905 le mouvement ouvrier fut « un mouvement national, et en 1913 un mouvement de classe », l'éditorial de la *Retch* répète avec des transports d'enthousiasme les attaques des liquidateurs contre la « frénésie gréviste » ; il répète les leçons des liquidateurs, selon lesquelles « les ouvriers peuvent et doivent lutter pour la liberté de parole, de réunion et d'association non seulement par des grèves, mais aussi par d'autres moyens politiques plus complexes (voyez-vous ça !) ».

Bien entendu, de même que L.M., les libéraux laissent planer un silence pudique sur la nature exacte de ces moyens « complexes ». Mais en revanche, ils disent carrément que l'instauration de la liberté d'association, etc., rendra possible, ils en sont convaincus, « une *lutte sérieuse* contre les grèves accidentelles, chaotiques qui désorganisent l'industrie » (le même éditorial de la *Retch*).

Nous nous permettrons simplement de faire observer que le fait qu'il existe une nouvelle vague de grèves, même purement économiques, est désormais reconnu de tous.

Rien n'est plus ridicule et pitoyable que de parler à ce propos d'« accident ».

Mais la position de classe des libéraux est claire. Chaque ouvrier peut comprendre d'emblée leur position, voir d'emblée les intérêts de la bourgeoisie par-delà les phrases nébuleuses sur les moyens « complexes ». La *Retch* vivante exprime les intérêts de la bourgeoisie. Le courant liquidateur mort, dans la *Jivaïa Jizn*, se traîne péniblement à la remorque des libéraux ; il ne peut rien dire clairement et sans détours quant aux « autres terrains » et se contente de fulminer et d'injurier : « le tournoiement de l'écureuil dans sa cage, voyez-vous »...

C'est à ce mot d'ordre fameux, et en même temps infâme, qu'en sont arrivés les liquidateurs !

La « Rabotchaïa Pravda » n° 10, 24 juillet 1913.
Signé : P. Ossipov

Conforme au texte du journal

LA MOBILISATION DES LOTS PAYSANS

Le journal officiel *Rossia* a publié ces jours-ci les résultats d'une enquête effectuée au cours de l'été 1912 par le ministère de l'Intérieur et portant sur la mobilisation des lots paysans, c'est-à-dire les transactions dont ils font l'objet, leur passage de main en main.

Le ministère de l'Intérieur a choisi pour son enquête quatre provinces : celles de Vitebsk, de Perm, de Stavropol et de Samara (district de Nikolaïev). Il est à remarquer qu'ont été *exclues* de l'enquête les provinces du « centre » agricole grand-russe de la Russie d'Europe, provinces où les vestiges du servage sont les plus vivaces, où la situation des paysans est la plus dure et où l'emprise des grands propriétaires féodaux est la plus forte ! De toute évidence, le ministère avait davantage pour but de *tromper* l'opinion plutôt que de procéder à une *enquête*, de *falsifier* la réalité plutôt que de l'*étudier*.

La statistique réunie par le ministère de l'Intérieur et présentée par la *Rossia* frappe par son manque de soin, son caractère hétéroclite et sa conception primitive : nous avons sous les yeux l'exemple habituel d'un « travail administratif » fait par des fonctionnaires russes, qui ne peuvent s'empêcher de gâter l'ouvrage le plus simple. Pour l'ensemble de la Russie, on a étudié à peine une centaine de milliers de foyers, et on n'a su ni donner un programme circonstancié, ni trouver des statisticiens compétents, ni même appliquer partout de la même façon un programme incomplet unique !

Voici les résultats d'ensemble de l'enquête. Au 1er janvier 1912, dans les quatre provinces citées, 108 095 foyers étaient sortis de la communauté et devenus maîtres d'un lot de terre. Comme le chiffre total des paysans « lotis » atteint sans doute à l'heure actuelle deux millions en Russie (sur un total général de 12 à 13 millions de foyers), c'est donc à peu près un vingtième de ce chiffre qui a fait l'objet de l'enquête. Certes, une enquête de ce genre peut être elle aussi valable, à condition seulement qu'elle soit honnête, c'est-à-dire qu'elle ne soit réalisée ni par des fonctionnaires russes ni dans le climat politique russe.

Sur un peu plus de *cent* mille foyers de paysans « lotis », 27 588, soit *plus du quart* (25,5 %), ont vendu leur terre. Cette énorme proportion de paysans lotis qui vendent leur terre montre d'emblée que, dans notre pays, la fameuse « propriété privée » de la terre est au premier chef un moyen de *libérer* les paysans de la terre. En effet, parmi les paysans ayant vendu leur lot, plus de *dix mille* foyers (10 380) *ne* pratiquaient *pas* du tout l'agriculture. C'était la vieille communauté semi-médiévale qui les tenait artificiellement attachés à la terre. La revendication des social-démocrates (octroyer le droit de quitter librement la communauté) était la seule juste : elle seule pouvait, sans intervention de la police, des zemskié natchalniki [109] et des autres aimables « autorités », donner aux paysans ce que la vie en société capitaliste exige impérieusement. Il est impossible de retenir sur sa terre celui qui n'a pas les moyens de l'exploiter, et l'obliger à y rester est absurde.

Si le chiffre des paysans lotis atteint dans toute la Russie 2 millions de foyers, les chiffres cités incitent à penser qu'*environ 200 000* d'entre eux, qui ne pratiquaient pas l'agriculture, ont immédiatement vendu leur terre. La « propriété privée » a eu pour effet instantané d'expulser des campagnes des centaines de milliers d'agriculteurs fictifs ! Pour ce qui est du prix (sans doute ridiculement bas) auquel ces paysans pauvres ont vendu leur terre, la statistique du ministère de l'Intérieur ne dit mot. Piètre statistique !

Quelles sont les raisons qui ont forcé les paysans lotis à vendre leur terre ? Sur 17 260 d'entre eux, 1 791 seulement, c'est-à-dire une infime minorité, ont vendu leur

lot pour améliorer leur exploitation ou acheter de nouveaux terrains. Toute la masse des autres vend la terre parce qu'elle *ne peut pas* s'y maintenir : 4 117 foyers vendent pour s'en aller en Sibérie ; 768 vendent pour prendre d'autres occupations ; 5 614 vendent en raison de leur misère, de leur « ivrognerie » (de l'avis des statisticiens officiels !) et des mauvaises récoltes ; 2 498 vendent pour cause de maladie, de vieillesse ou par manque de main-d'œuvre familial ; 2 472 pour d'« autres » raisons.

Les statisticiens peu scrupuleux voudraient faire croire que 5 614 foyers seulement « sont réellement dépossédés de leur terre » ! C'est là, bien entendu, le triste procédé de ceux qui applaudissent sur ordre. En fait, comme nous le voyons, la dépossession et la ruine frappent l'immense masse de ceux qui vendent leur terre. Ce n'est pas un hasard si ce sont surtout des paysans faiblement lotis qui vendent : le fait est reconnu par la statistique officielle elle-même, qui fuit naturellement les chiffres précis et complets. Piètre statistique...

Sur les 27 588 paysans lotis qui ont vendu leur terre, plus de la moitié (14 182) en ont vendu la *totalité*, et les autres une partie. Il y a eu 19 472 acheteurs de terre. La comparaison du chiffre des acheteurs avec celui des vendeurs montre clairement qu'il se produit une concentration de la terre entre les mains d'un nombre *plus restreint* de propriétaires. Les pauvres vendent, les riches achètent. Les efforts des plumitifs officiels pour édulcorer ce fait sont impuissants.

Dans la province de Stavropol, 14 282 paysans lotis ont vendu de la terre, et 7 489 personnes en ont acheté. Parmi les acheteurs, 3 290 ont acheté *plus de 15 déciatines*, dont 580 entre 50 et 100 déc., 85 entre 100 et 500, et 7 entre 500 et 1 000 déciatines. Dans le district de Nikolaïev, province de Samara, 142 personnes ont acheté entre 50 et 100 déc., 102 entre 100 et 500, et 2 entre 500 et 1 000.

201 acheteurs de terre ont conclu deux transactions et davantage dans la province de Perm, et 2 957 dans celle de Stavropol ; parmi ces derniers, 562 ont effectué de 5 à 9 transactions et pour 168 il y en a même eu *dix et plus* !

La concentration de la terre progresse dans des proportions considérables. Nous avons vu concrètement à quel

point sont pitoyables, dénuées de sens et réactionnaires toutes les tentatives visant à *limiter* la mobilisation de la terre, tentatives faites par la IIIe Douma et par le gouvernement, et *défendues* par les *fonctionnaires* « libéraux » en la personne du parti cadet. Rien ne révèle mieux le caractère rétrograde et la stupidité bureaucratique des cadets que la défense des « mesures » devant empêcher la mobilisation de la terre paysanne.

Le paysan ne vendra pas sa terre s'il n'y est poussé par un besoin extrême. Tenter de limiter son droit, c'est faire preuve d'une hypocrisie infâme et rendre plus *désavantageuses* pour le paysan les conditions de vente de la terre, car la vie tourne toujours de mille façons pareilles limitations.

Les populistes, qui ne comprennent pas que la mobilisation de la terre est inévitable en régime capitaliste, adoptent un point de vue bien plus démocratique quand ils réclament l'abolition de la propriété privée de la terre. Seuls des ignorants peuvent tenir cette abolition pour une mesure socialiste. Il n'y a là rigoureusement rien de socialiste. En Angleterre, l'un des pays capitalistes les plus évolués, les *farmers* (fermiers-capitalistes) travaillent sur des terres qui ne sont pas à eux, mais appartiennent aux landlords (grands propriétaires fonciers). Si ces terres appartenaient à l'Etat, le capitalisme se développerait encore plus largement et plus librement dans l'agriculture. Il n'y aurait pas d'entraves de la part du grand propriétaire. On ne devrait pas soustraire à la production le capital investi dans l'achat de la terre. La mobilisation de la terre, son entrée dans le circuit commercial, serait *encore plus facile*, car le transfert de la terre de main en main s'effectuerait plus librement, plus simplement et à meilleur compte.

Plus un pays est pauvre, plus il est écrasé et étouffé par le poids de la grande propriété terrienne féodale, et plus impérieuse est la nécessité (du point de vue de *développement* du capitalisme et de l'essor des forces productives) d'abolir la propriété privée de la terre, d'en rendre la mobilisation complètement libre et de détruire le vieil esprit de routine et de stagnation dans l'agriculture.

Mais, dans notre pays, la législation agraire stolypinienne, bien loin de garantir les paysans de la ruine et leur

terre de la mobilisation, aggrave cette ruine au centuple, rend plus pénible (bien au-delà de la mesure capitaliste « commune ») la situation des paysans et les oblige à accepter des conditions plus désavantageuses lorsqu'ils vendent leur terre.

La « Rabotchaïa Pravda » n° 12, 26 juillet 1913. Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

COMMENT ACCROÎTRE LA CONSOMMATION PAR HABITANT EN RUSSIE ?

Tel est le titre sous lequel a paru ces jours-ci un éditorial dans l'organe de nos satrapes du capital industriel : *Promychlennost i Torgovlia.* La question qu'il pose est fondamentale : il s'agit des raisons du retard de la Russie sur le plan économique (et sur tous les autres). Elle mérite l'attention la plus sérieuse.

Les satrapes de notre commerce et de notre industrie qualifient de « paradoxal à première vue » le fait que la Russie se trouve parmi les grandes puissances d'avant-garde quant au volume de la production de la fonte, du pétrole et de plusieurs autres articles, tandis que pour le chiffre de la *consommation par habitant* (c'est-à-dire pour la somme d'articles importants produite par habitant), elle « *devient voisine de l'Espagne* », qui est l'un des pays les plus arriérés.

Voici, par exemple, la consommation de la fonte par habitant en 1911 : 233 kilogrammes aux Etats-Unis d'Amérique, 136 en Allemagne, 173 en Belgique, 105 en Angleterre, et *seulement 25 en Russie* (1,5 poud). Au cours du demi-siècle qui a suivi l'émancipation des paysans, la consommation du fer a quintuplé en Russie, et pourtant la Russie demeure un pays incroyablement, extraordinairement arriéré, un pays misérable et à demi sauvage, quatre fois plus mal équipé en instruments modernes de produc-

tion que l'Angleterre, cinq fois plus mal que l'Allemagne et dix fois plus mal que l'Amérique.

Que se passe-t-il donc ? *Promychlennost i Torgovlia* est obligée de reconnaître que tout le mal vient des conditions de vie des campagnes. Nos campagnes ne consomment qu'environ 1/4 de poud de fer par habitant ; or, « la population paysanne rurale représente les 5/6 de la population de la Russie ».

« Un statisticien a calculé que, si les Chinois allongeaient leur vêtement national ne serait-ce que de la largeur d'un doigt, cela assurerait du travail à toutes les fabriques de cotonnades anglaises pour une année entière. »

Voilà une observation qui frappe juste et qui en dit long !

Que faut-il donc pour que des dizaines de millions de paysans russes « allongent leur vêtement national », c'est-à-dire, pour parler sans métaphores, augmentent leur consommation, cessent d'être des indigents et deviennent enfin tant soit peu des hommes ?

Les satrapes de notre industrie répondent par des formules creuses : « développement culturel général du pays », progrès de l'industrie, des villes, etc., « élévation de la productivité du travail paysan », etc.

Verbiage vide, pitoyables excuses ! Ce développement, cette « élévation » *se produit* en Russie depuis plus d'un demi-siècle, il se produit sans aucun doute. *Toutes* les classes se mettent en quatre en faveur de la « culture ». *Même* les Cent-Noirs et les populistes se placent sur le terrain du capitalisme. Il y a longtemps que la question se pose autrement : *pourquoi* ce développement du capitalisme et de la culture marche-t-il chez nous à pas de tortue ? Pourquoi sommes-nous toujours plus en retard ? Pourquoi ce retard qui ne fait que croître rend-il nécessaires une rapidité exceptionnelle et des « bonds » ?

A cette question, qui est parfaitement claire pour tout ouvrier conscient, les satrapes de notre industrie craignent de répondre, justement parce qu'ils sont des satrapes. Ce ne sont pas les représentants d'un capital libre et vigoureux, comme le capital américain, mais une poignée de monopolistes protégés par l'aide de l'Etat et par des milliers d'actes frauduleux et de marchés passés précisément avec ces

grands propriétaires cent-noirs qui, par leur possession médiévale de la terre (environ 70 millions de déciatines des meilleures terres) et par leur oppression, condamnent les 5/6 de la population à la misère, et le pays tout entier au marasme et au pourrissement.

« Il faut travailler, s'exclame M. I. B-ne dans la revue des satrapes, afin de rapprocher la consommation par habitant non pas de celle de l'Espagne, mais de celle des Etats-Unis d'Amérique. » Le plumitif à gages des satrapes ne veut pas voir que la « complaisance » envers les grands propriétaires cent-noirs « rapproche de l'Espagne » d'une manière *inévitable*, et que pour se rapprocher de l'Amérique, il faut mener contre cette classe un combat impitoyable et sans réserve sur toute la ligne.

La « Sévernaïa Pravda » n° 3, 3 août 1913.
Signé : V. Frei

Conforme au texte du journal

AUGUST BEBEL

En la personne de Bebel, ce n'est pas seulement le chef de la social-démocratie allemande le plus influent parmi les ouvriers et le plus aimé des masses qui vient de disparaître : par son évolution et par son activité politique, Bebel a incarné toute une période historique dans l'existence de la social-démocratie, non seulement allemande, mais aussi internationale.

On peut distinguer deux grandes périodes dans l'histoire de la social-démocratie internationale. Dans la première période, les idées socialistes prennent naissance, la lutte de classe du prolétariat est embryonnaire. Les doctrines et les sectes socialistes, extrêmement nombreuses, se livrent une bataille longue et acharnée. Le socialisme cherche sa voie, il se cherche lui-même. La lutte de classe du prolétariat, qui commence à peine à se dégager de la masse globale du « peuple » petit-bourgeois, revêt un caractère de flambées isolées, comme l'insurrection des canuts lyonnais. Dans cette période, la classe ouvrière elle aussi ne fait que chercher à tâtons sa voie.

Cette période est celle de la préparation et de la naissance du marxisme, l'unique doctrine du socialisme qui ait triomphé des épreuves de l'histoire. Cette période qui embrasse approximativement les deux premiers tiers du siècle dernier s'achève par la victoire complète du marxisme, par la faillite (surtout après la révolution de 1848) de toutes les formes prémarxistes du socialisme et par l'entrée en scène de la classe ouvrière, qui se sépare de la démo-

cratie petite-bourgeoise et s'engage dans sa voie historique propre.

La seconde période est celle de la formation, de la croissance et de la venue à maturité des partis socialistes de masse, ayant une structure de classe prolétarienne. Extension prodigieuse du socialisme, progression inouïe des organisations de toute sorte du prolétariat, préparation multiforme de celui-ci, sur tous les terrains, en vue de l'accomplissement de son grand objectif de portée historique mondiale : voilà ce qui caractérise cette période. Et déjà s'annonce, ces dernières années, la troisième période qui prendra la relève de celle-ci, et où les forces préparées réaliseront leurs objectifs à travers une série de crises.

August Bebel, ouvrier lui-même, s'est forgé au prix d'une lutte opiniâtre une conception du monde socialiste ; il a consacré au service des buts du socialisme toute la richesse de ses forces, entièrement et sans réserve ; durant des dizaines d'années, il a marché la main dans la main avec le prolétariat allemand qui grandissait et se développait ; et il est devenu le parlementaire le plus doué d'Europe, l'organisateur et le tacticien le plus talentueux et le chef le plus influent de la social-démocratie internationale ennemie du réformisme et de l'opportunisme.

Bebel naquit le 22 février 1840 à Cologne, sur le Rhin, dans la famille pauvre d'un sous-officier prussien. Il absorba avec le lait de sa mère bon nombre de préjugés barbares, dont il se débarrassa par la suite, lentement mais sûrement. En 1848-1849, à l'époque de la révolution bourgeoise en Allemagne, la population rhénane penchait pour les idées républicaines. A l'école primaire, deux gamins seulement (Bebel était l'un d'eux) se prononcèrent en faveur de la monarchie, et furent pour ce motif roués de coups par leurs camarades. « Un homme averti en vaut deux » : c'est ainsi que l'on peut traduire librement la « morale » que Bebel tire lui-même en racontant dans ses souvenirs cet épisode de son enfance.

Les années 1860 apportèrent à l'Allemagne un « printemps » libéral, après les longues et dures années de contre-révolution, et un nouveau réveil du mouvement ouvrier de masse. Lassalle faisait ses débuts dans sa carrière brillante mais éphémère de propagandiste. Bebel est alors un

jeune apprenti tourneur ; il lit avec avidité les journaux libéraux publiés par les vieux militants de 48 et devient un membre ardent des associations éducatives ouvrières. Libéré des préjugés militaristes prussiens, Bebel adhère aux idées libérales et combat le socialisme.

Mais la vie est la plus forte, et le jeune ouvrier, en lisant les brochures de Lassalle, parvient progressivement jusqu'à Marx, malgré toutes les difficultés qui entravent alors en Allemagne, victime du joug d'une contre-révolution qui a duré plus de dix ans, la connaissance des œuvres de ce dernier. Les conditions de la vie ouvrière, l'étude sérieuse et honnête des sciences sociales, poussent Bebel vers le socialisme. Il y serait venu de lui-même, mais un homme l'aida à accélérer cette évolution : Liebknecht, de 14 ans son aîné, revenu à ce moment-là de Londres où il était émigré.

Les mauvaises langues, parmi les adversaires de Marx, disaient à cette époque que le parti de Marx était composé de trois personnes : le chef du parti, Marx, son secrétaire, Engels, et son « agent », Liebknecht. Mais si les peu perspicaces fuyaient Liebknecht, en qui ils voyaient un « agent » des émigrés ou des hommes de l'étranger, Bebel sut trouver en lui ce qu'il lui fallait : un lien vivant avec la grande action entreprise par Marx en 1848, avec le parti fondé à ce moment-là, peu nombreux certes, mais authentiquement prolétarien, un représentant vivant des idées marxistes et de la tradition marxiste. « Qu'est-ce qu'il y a comme leçons à prendre auprès de cet homme-là, sapristi ! » : c'est ainsi, dit-on, que le jeune tourneur Bebel exprimait son opinion sur Liebknecht.

Entre 1865 et 1870, Bebel rompt ses liens avec les libéraux ; il détache dans les associations ouvrières les éléments socialistes de leurs éléments démocratiques bourgeois, et se place avec Liebknecht aux premiers rangs du parti d'Eisenach, parti marxiste, qui lutta durant de longues années contre l'autre parti ouvrier, lassallien.

Voici en deux mots, la cause historique de la scission du socialisme allemand : la question de l'unification de l'Allemagne était à l'ordre du jour. Elle pouvait se réaliser, étant donné le rapport des classes existant alors, de deux façons : ou bien par une révolution dirigée par

le prolétariat et créant une république panallemande, ou bien par des guerres dynastiques menées par la Prusse, consolidant l'hégémonie des grands propriétaires prussiens dans l'Allemagne unifiée.

Lassalle et les lassalliens, notant les faibles chances de la voie prolétarienne et démocratique, pratiquaient une tactique indécise et s'adaptaient à l'hégémonie du junker Bismarck. Leurs erreurs étaient de faire dévier le parti ouvrier dans la voie du socialisme d'Etat bonapartiste. Au contraire, Bebel et Liebknecht défendaient d'une manière conséquente la voie démocratique et prolétarienne, en combattant les moindres concessions au prussianisme, au bismarckisme et au nationalisme.

Et l'histoire a donné raison à Bebel et Liebknecht, *bien que* l'Allemagne se soit unifiée à la manière de Bismarck. Seule la tactique démocratique conséquente et révolutionnaire de Bebel et de Liebknecht, seul leur esprit « inconciliant » vis-à-vis du nationalisme, seule leur intransigeance envers l'unification de l'Allemagne et sa rénovation « par le sommet », permirent de jeter les fondations solides d'un parti ouvrier réellement social-démocrate. Or, à l'époque il s'agissait justement des *fondations* du parti.

Si les coquetteries des lassalliens avec le bismarckisme ou leurs « accommodements » avec lui n'ont pas porté préjudice au mouvement ouvrier allemand, c'est *uniquement* grâce à la riposte si énergique, implacable et brutale que Bebel et Liebknecht opposèrent à ces tentatives.

Et, lorsque la question fut historiquement réglée, cinq ans après la fondation de l'Empire allemand, Bebel et Liebknecht surent unifier les deux partis ouvriers et assurer l'hégémonie du marxisme dans le parti unique.

Bebel fut élu au Parlement allemand dès que celui-ci fut institué ; il était alors un tout jeune homme de 27 ans. Et les bases de la tactique parlementaire de la social-démocratie allemande (et internationale), qui ne cède pas un pouce aux ennemis, qui ne laisse pas échapper la moindre possibilité d'obtenir une amélioration, si faible soit-elle, pour les ouvriers, qui se montre en même temps intransigeante sur le plan des principes et s'oriente toujours vers la réalisation de l'objectif final, les bases de cette tactique

furent mises au point par Bebel, ou avec sa participation et sous sa direction immédiate.

Unifiée à la manière de Bismarck, rénovée à la mode prussienne et à la mode des junkers, l'Allemagne répondit aux succès du parti ouvrier par une loi d'exception contre les socialistes. La légalité fut supprimée pour le parti de la classe ouvrière, qui fut déclaré hors la loi. Des temps difficiles commencèrent. Aux persécutions des ennemis vint s'ajouter une crise interne, suscitée par des flottements quant aux problèmes fondamentaux de la tactique. Au début, les opportunistes levèrent la tête : ils s'étaient laissés intimider par la suppression de la légalité et avaient entonné la romance du désespoir, reniant les mots d'ordre non tronqués, s'accusant eux-mêmes d'être allés trop loin, etc. Disons en passant que Hochberg, l'un des représentants de ce courant opportuniste, apportait son soutien financier au parti, qui était encore faible et ne pouvait immédiatement voler de ses propres ailes.

De Londres, Marx et Engels attaquèrent avec fureur les honteux flottements opportunistes. Bebel se montra le véritable chef du parti. Il vit à temps le danger, comprit la justesse de la critique de Marx et d'Engels et sut orienter le parti dans la voie d'une lutte intransigeante. Un journal illégal fut fondé, le *Social-Démocrate*, qui parut d'abord à Zürich, puis à Londres. Chaque semaine il était introduit en Allemagne, et il compta jusqu'à 10 000 abonnés [110]. Il fut mis fin d'une manière décisive aux flottements opportunistes.

Un autre flottement fut alors l'engouement pour Dühring, à la fin des années 1870. Pendant un temps assez bref, Bebel partagea aussi cet engouement. Les partisans de Dühring, dont le plus en vue était Most, jouaient les « gauchistes » et glissaient rapidement vers l'anarchisme. La critique acerbe et foudroyante des théories de Dühring par Engels fut accueillie avec désapprobation dans de nombreux milieux du parti, et lors d'un congrès il fut même proposé d'écarter cette critique des pages de l'organe central.

Mais tous les éléments viables du socialisme (bien entendu, Bebel en tête) comprirent rapidement toute la nocivité des théories « nouvelles » ; ils rompirent avec elles et avec les velléités anarchisantes de toute sorte. Sous la

direction de Bebel et de Liebknecht, le parti apprit à combiner l'activité illégale et légale. Lorsque la fraction parlementaire social-démocrate légale eut adopté dans sa majorité une position opportuniste sur la fameuse question du scrutin *pour* les subventions à la compagnie de navigation, le *Social-Démocrate* clandestin prit position *contre* la fraction et, après une lutte de quatre semaines, remporta la victoire.

En 1890, la loi d'exception contre les socialistes tomba au bout de 12 années d'existence. Il y eut une nouvelle crise du parti, à peu près du même caractère que vers 1875. D'une part, les opportunistes, Vollmar en tête, étaient prêts à profiter de la légalité pour renier les mots d'ordre non tronqués et la tactique intransigeante. D'autre part, ceux qu'on appelait les « jeunes » jouaient les « gauchistes » et glissaient vers l'anarchisme. Si cette crise du parti fut très brève et sans gravité, le grand mérite en revient justement à Bebel et à Liebknecht qui ripostèrent de la façon la plus ferme aux deux flottements.

Alors commença pour le parti une période de croissance rapide, en étendue et en profondeur, une période de développement de l'organisation des forces prolétariennes, non seulement sur le plan politique, mais aussi sur les plans professionnel, coopératif, éducatif, etc. Le gigantesque travail pratique accompli par Bebel dans tous ces domaines, en tant que parlementaire, propagandiste, organisateur, est absolument inestimable. C'est par ce travail que Bebel conquit sa place de chef incontesté et reconnu par tous du parti, le plus proche des masses ouvrières et le plus aimé d'elles.

La dernière crise dans le parti allemand à laquelle Bebel dut prendre une part très active fut ce qu'on a appelé le « bernsteinisme ». Autrefois marxiste orthodoxe, Bernstein arriva à la fin du siècle dernier à des opinions purement opportunistes et réformistes. Certains tentèrent de faire du parti de la classe ouvrière un parti petit-bourgeois de réformes sociales. La nouvelle épidémie opportuniste trouva bon nombre de partisans parmi les fonctionnaires du mouvement ouvrier et parmi les intellectuels.

Bebel exprima l'état d'esprit des masses ouvrières et leur ferme conviction qu'il fallait lutter pour les mots

d'ordre non tronqués, lorsqu'il s'éleva avec la plus grande énergie contre cette épidémie. Ses discours contre les opportunistes aux congrès du parti de Hanovre et de Dresde resteront pour longtemps un modèle de défense des idées marxistes et de lutte pour le caractère authentiquement socialiste du parti ouvrier [111]. La période de préparation et de rassemblement des forces de la classe ouvrière constitue dans tous les pays une étape nécessaire dans le développement de la lutte émancipatrice du prolétariat dans le monde. Personne n'a incarné avec autant de relief qu'August Bebel les traits particuliers et les tâches de cette période. Ouvrier lui-même, il a su se frayer son chemin vers de fermes convictions socialistes, il a su devenir un modèle de chef ouvrier, qui a représenté et participé à la lutte de masse des esclaves salariés du capital pour une meilleure organisation de la société humaine.

La « Sévernaïa Pravda » n° 6, 8 août 1913. Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LE DIVORCE ENTRE LE LIBÉRALISME ET LA DÉMOCRATIE

La question du divorce entre le libéralisme et la démocratie en Russie est une des questions fondamentales de tout le mouvement de libération.

Quelle est la cause de la faiblesse de ce mouvement ? Est-ce le fait que la démocratie, s'étant laissé contaminer par l'impuissance et les flottements du libéralisme, s'est séparée de celui-ci d'une manière *trop peu* consciente et nette ? Ou bien le fait que la démocratie s'est séparée du libéralisme trop tôt (ou trop brutalement, etc.), affaiblissant ainsi la « force de poussée globale » ?

Je doute qu'un seul de ceux qui s'intéressent à la cause de la liberté puisse prétendre qu'il ne s'agit pas là d'une question d'une importance fondamentale. On ne saurait être un partisan conscient de la liberté sans avoir résolu cette question en toute netteté. Or, pour la résoudre, on doit comprendre quelles forces sociales, quelles classes figurent derrière le libéralisme, derrière la démocratie, et quelles aspirations politiques sont dans la nature de ces classes.

Nous voudrions dans le présent article éclairer cette question fondamentale à partir des événements d'actualité de la politique extérieure. L'actualité la plus brûlante c'est évidemment la seconde guerre balkanique, la défaite de la Bulgarie, la paix de Bucarest, humiliante pour ce pays, et la tentative infructueuse de la Russie pour accuser

la France de ne pas « nous » avoir soutenus, et pour obtenir une révision des conditions de paix.

On sait que ces accusations contre la France et cette tentative de faire revivre une politique « active » de la Russie dans les Balkans ont fait l'accord du *Novoïé Vrémia* et de la *Retch*. Or, cela veut dire que sont tombés d'accord, d'une part, les grands propriétaires féodaux et les milieux dirigeants réactionnaires et nationalistes, et d'autre part, les milieux les plus conscients et les mieux organisés de la bourgeoisie libérale, qui aspirent depuis longtemps déjà à une politique impérialiste.

A ce propos, la *Kievskaïa Mysl*, qui est l'un des journaux de province les plus répandus et qui exprime l'opinion de certaines couches de la démocratie petite-bourgeoise, écrit le 1er août, dans un éditorial fort instructif :

« Ce ne sont pas l'opposition et le nationalisme qui ont interverti leurs rôles » (comme l'affirmait M. Milioukov dans son fameux discours de la Douma sur la politique extérieure), « mais c'est le libéralisme qui *s'est séparé* (souligné par la *Kievskaïa Mysl*) de la démocratie et s'est engagé, d'abord avec timidité et circonspection, puis la tête haute, dans la voie où marche devant lui, également sous le drapeau slavophile, le nationalisme : la voie des aventures politiques. »

Et le journal de rappeler avec raison des faits connus de tous : que la *Retch* a fait preuve de « fougue chauvine », qu'elle a appelé à faire mouvement vers l'Arménie, vers le Bosphore, qu'elle est, d'une manière générale, toute imprégnée de « tendances impérialistes ».

« En soutenant à ses propres risques et périls, écrit la *Kievskaïa Mysl*, la politique extérieure russe, laquelle ne peut pas manquer d'être une politique réactionnaire et nationaliste, puisque l'orientation intérieure conserve ce caractère, le libéralisme assume également la responsabilité politique de ce soutien. »

Voilà une vérité incontestable. Il faut seulement *réfléchir* jusqu'au bout à ce qu'elle signifie. S'il est exact que l'orientation de la politique extérieure russe est déterminée par l'orientation de sa politique intérieure (et c'est absolument exact), est-il possible que cela concerne seulement la réaction ? De toute évidence non. De toute évidence, cela concerne aussi le libéralisme.

Le libéralisme n'a pas pu « se séparer de la démocratie » en politique extérieure s'il n'en était déjà séparé en politique intérieure. La *Kievskaïa Mysl* elle-même est obligée de le reconnaître quand elle dit que « le caractère de la faute politique du libéralisme » « témoigne d'un vice organique profond ».

Tout juste ! Nous dirions seulement, sans utiliser cette expression un peu emphatique et qui obscurcit la réalité: les intérêts de classe profonds de la bourgeoisie. Ces intérêts de classe du libéralisme l'ont amené à prendre peur (surtout en 1905) du mouvement démocratique et à opérer un virage *à droite*, en politique intérieure comme en politique extérieure.

Il serait franchement ridicule celui qui s'aviserait de nier le lien entre l'impérialisme et le chauvinisme des cadets aujourd'hui et le mot d'ordre cadet-octobriste de sauvegarde de la Douma au printemps 1907, entre le vote des cadets contre les comités agraires locaux au printemps 1906 et la décision des cadets de siéger à la Douma de Boulyguine [112] à l'automne 1905. C'est *une seule et même* politique d'une seule et même classe, qui craint la révolution plus que la réaction.

L'une des causes principales de la faiblesse du mouvement de libération russe est que cette vérité n'est pas comprise par les larges couches de la petite bourgeoisie en général, et par les hommes politiques, écrivains et chefs idéologiques petits-bourgeois en particulier.

En dépit des fables des libéraux, qui montraient du doigt l'« intransigeance » de la gauche pour dissimuler leur propre tendance à transiger avec la droite, la démocratie ouvrière n'a jamais fourré « dans le même sac réactionnaire » [113] les libéraux et la droite, elle n'a jamais refusé de *mettre à profit* leurs dissensions (nous n'en voulons pour exemple que le second tour des élections à la Douma) dans l'intérêt du mouvement de libération. Mais elle s'est fixé pour objectif, ainsi qu'elle doit toujours le faire, de *neutraliser* la versatilité du libéralisme, capable de « s'engouer » pour l'impérialisme sous Stolypine ou Maklakov.

Si elle ne prend pas conscience des profondes origines de classe qui *séparent* le libéralisme de la démocratie, si elle ne propage pas cette conscience dans les *masses*, si

elle n'apprend pas à neutraliser de la sorte les trahisons et les flottements du libéralisme à l'égard de la cause de la « liberté du peuple », la démocratie russe ne peut avancer sérieusement d'un seul pas. Sans cette condition, il est vain de vouloir parler des succès du mouvement de libération.

La « Sévernaïa Pravda » n° 9, 11 août 1913. Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

UNE REMARQUABLE HISTOIRE

Dans notre sainte mère la Russie, il reste encore bien des recoins où le servage semble à peine aboli d'hier. Prenez par exemple l'Oural. Les grands propriétaires y possèdent des dizaines de milliers de déciatines de terres. Les usines (c'est-à-dire ces mêmes grands propriétaires) interdisent aux artisans de développer la petite industrie. Jusqu'à ce jour, les paysans sont sous la coupe des grands propriétaires ; jusqu'à ce jour, ils n'ont pas reçu de terres en partage.

Or, l'Oural n'est pas un petit « recoin », c'est une immense et richissime région.

Durant de longues années, les ouvriers des usines Stroganov dans l'Oural ont été en procès contre l'administration des usines du très riche propriétaire terrien Stroganov, à propos de l'attribution de terres aux paysans conformément à la loi de 1862 (*soixante-deux* !).

Cette affaire s'est enfin terminée par une décision de l'« instance suprême », le Sénat, au printemps de 1909. Le Sénat a prescrit aux autorités de la province de Perm d'attribuer des terres aux paysans, d'*appliquer* la loi de 1862.

Ainsi, 47 ans après la promulgation de la loi, le Sénat prescrit aux grands propriétaires de l'appliquer.

Que s'est-il passé alors ?

Ceci : les grands propriétaires se sont plaints au propriétaire foncier Stolypine, alors ministre de l'Intérieur. Selon la loi, le Sénat est au-dessus du ministre de l'Intérieur ; mais Stolypine a « pesé sur la loi » et envoyé au

gouverneur de Perm le télégramme suivant : suspendez l'exécution du décret du Sénat !

Le gouverneur a obtempéré. Une nouvelle correspondance s'est engagée. La procédure a repris.

Finalement, le Conseil d'Etat s'est déclaré d'accord avec le Sénat, et sa décision a été « honorée de la sanction impériale », c'est-à-dire ratifiée par le pouvoir suprême.

Que s'est-il passé alors ?

Ceci : les grands propriétaires se sont adressés au propriétaire foncier M. Maklakov, devenu ministre de l'Intérieur à la place de Stolypine. Une députation de propriétaires de l'Oural a « persuadé » le ministre. Celui-ci a déclaré que la décision du Sénat et du Conseil d'Etat était « obscure ».

Une nouvelle correspondance s'est engagée. La procédure a repris.

Le Sénat s'est prononcé une nouvelle fois, en mai 1913, au désavantage du ministre.

Les grands propriétaires de l'Oural ont écrit une nouvelle fois au ministre...

Les choses en sont là. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après la parution de la loi de 1862 portant attribution de terres aux ouvriers de l'Oural, ceux-ci n'ont rien reçu.

Les journaux libéraux [114], qui racontent cette histoire édifiante, en concluent que l'« autorité du droit » se porte mal en Russie. C'est la vérité. Mais ce n'est pas toute la vérité.

Il est risible de parler de « droit », quand les grands propriétaires sont en même temps ceux qui font les lois, et ceux qui les appliquent ou bien les abrogent dans la pratique. Donc, il existe une classe qui crée elle-même le « droit », et l'abolit elle-même. Donc, les discours libéraux sur le « droit » et les « réformes » sont un creux verbiage.

Les grands propriétaires sont eux aussi des partisans du « droit », mais seulement de celui des grands propriétaires, de leur droit à eux, du droit de leur classe.

Si, en face de faits aussi instructifs, les libéraux persistent à écarter dédaigneusement la « doctrine » de la lutte de classe, s'ils la qualifient d'erreur, etc., cela nous

montre clairement la mauvaise conscience libérale. Ce que veulent les libéraux, ne serait-ce pas le *partage* des privilèges avec les grands propriétaires ? On comprend dans ce cas pourquoi la « doctrine » de la lutte de classe leur déplaît !

Mais est-ce la faute des ouvriers si leur « doctrine » est confirmée par la vie ?

La « Sévernaïa Pravda » n° 14, 18 août 1913. Signé : I.

Conforme au texte du journal

LA NATIONALISATION DES ÉCOLES JUIVES

La politique du gouvernement est tout entière imprégnée de l'esprit nationaliste. A la nationalité « dominante », c'est-à-dire grand-russe, on cherche à octroyer toute sorte de privilèges, bien que les Grands-Russes ne soient qu'une *minorité* dans la population de la Russie, 43% pour être précis.

Pour toutes les autres nations qui peuplent la Russie, on cherche à restreindre leurs droits sans cesse davantage, à les isoler les unes des autres et à exciter la haine entre elles.

Voici le comble du nationalisme actuel : le projet de nationalisation des écoles juives. Ce projet a pris naissance dans l'esprit du curateur de l'arrondissement scolaire d'Odessa, et il a été accueilli avec sympathie au ministère de l'« Instruction » publique. En quoi consiste cette nationalisation ?

On voudrait isoler les Juifs à part, dans des établissements d'enseignement (secondaires) juifs *spéciaux*. Quant à l'accès de tous les autres établissements d'enseignement, qu'ils soient privés ou gouvernementaux, on veut l'interdire totalement aux Juifs. Pour couronner ce plan « génial », il est envisagé de limiter le nombre des élèves dans les écoles secondaires juives grâce au fameux « numerus clausus » !

Dans tous les pays européens, de semblables mesures et lois contre les Juifs n'ont existé que durant la sombre

époque du Moyen âge, de l'Inquisition, de la mise au bûcher des hérétiques, et autres merveilles. En Europe, les Juifs ont accédé depuis longtemps à l'égalité juridique absolue, et ils se fondent toujours davantage avec le peuple parmi lequel ils vivent.

Par contre, dans notre politique en général, et dans le projet que nous venons d'exposer en particulier, ce qu'il y a de plus néfaste, outre les vexations et l'oppression contre les Juifs, c'est la tendance à attiser le nationalisme, à isoler les unes des autres les nationalités dans l'Etat, à accroître l'éloignement entre elles, à séparer leurs écoles.

Les intérêts de la classe ouvrière, comme en général les intérêts de la liberté politique, exigent au contraire l'égalité juridique la plus absolue de toutes les nationalités sans exception dans un Etat donné, ainsi que l'élimination des barrières de toute sorte entre les nations, la réunion des enfants de toutes les nations au sein d'écoles uniques, etc. C'est seulement en rejetant tous les préjugés nationaux barbares et stupides, c'est seulement en réalisant la fusion entre les ouvriers de toutes les nations que la classe ouvrière peut devenir une force, résister au capital et obtenir une amélioration notable de ses conditions de vie.

Voyez les capitalistes : ils cherchent à attiser les haines nationales dans le « bas peuple », mais pour leur part ils règlent à la perfection leurs petites affaires : dans une même société par actions, on voit réunis des Russes, des Ukrainiens, des Polonais, des Juifs, des Allemands. Les capitalistes de toutes nations et de toutes religions sont unis contre les ouvriers, mais on cherche à diviser et à affaiblir ceux-ci au moyen de la haine nationale !

Le projet si néfaste de nationalisation des écoles juives montre, entre autres choses, combien est erroné le plan de la prétendue « autonomie nationale culturelle », plan qui consiste à enlever à l'Etat la direction des affaires scolaires, pour la remettre entre les mains de chaque nation prise séparément. Ce n'est pas du tout cela que nous devons rechercher, mais bien l'union des ouvriers de toutes les nations dans la lutte contre *tout* nationalisme, dans la lutte pour un enseignement *commun*, authentiquement démocratique, et pour la liberté politique en général.

L'exemple des pays avancés du monde entier, ne fût-ce que l'exemple de la Suisse en Europe occidentale ou celui de la Finlande en Europe orientale, nous montre que seuls des établissements d'État conséquents dans leur démocratisme assurent la cohabitation la plus pacifique et la plus humaine (et non pas bestiale) des diverses nationalités, *sans* la division artificielle et nuisible de l'enseignement, par nationalités.

La « Sévernaïa Pravda » n° 14, 18 août 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

LE FER DANS L'ÉCONOMIE PAYSANNE

Dernièrement, l'organe des millionnaires de notre industrie, du Conseil des congrès, *Promychlennost i Torgovlia*, soupirait avec une sorte d'hypocrisie niaise, ou de niaiserie hypocrite, à l'idée que la Russie se trouve être la voisine d'un des pays les plus arriérés, l'Espagne, dès qu'il s'agit de la consommation des principaux produits par habitant.

En ce qui concerne le fer, l'un des articles essentiels de l'industrie moderne et l'un des soubassements, peut-on dire, de la civilisation, le retard et la barbarie de la Russie sont particulièrement grands.

« La télègue à train en fer, reconnaissait l'organe des millionnaires, est encore une rareté dans les campagnes russes. »

Mais, qu'il y ait un rapport de cause à effet entre cette « rareté » de la civilisation dans les campagnes russes et la *fréquence* des rapports de servage et de la toute-puissance des grands propriétaires féodaux (devant qui les « gros bonnets » de notre capitalisme font tant de courbettes), c'est ce que les millionnaires taisent modestement.

Bavarder sur la civilisation, le développement des forces productives, le relèvement de l'économie paysanne, etc. : voilà l'occupation où nous excellons et dont nous raffolons. Mais, aussitôt qu'il est question d'éliminer l'obstacle qui empêche le « relèvement » des masses innombrables de la paysannerie réduite à la misère, terrorisée, affamée, nue et sauvage, voilà nos millionnaires muets comme des carpes.

Voici des chiffres tirés de la statistique agricole hongroise : ils montrent concrètement à quel point les paysans sont écrasés par les grands propriétaires au point de vue de la consommation du fer, *c'est-à-dire* de la solidité du soubassement en fer de la civilisation dans ce pays.

On sait que la Hongrie est le pays le plus proche de la Russie, non seulement par la géographie, mais aussi par la toute-puissance des grands propriétaires réactionnaires qui ont conservé depuis le Moyen Age de colossales quantités de terre.

En Allemagne, par exemple, les exploitations de plus de 100 hectares sont au nombre de 23 000 sur un total de 5 millions et demi, et elles groupent moins du quart de toutes les terres, alors qu'en Hongrie ces exploitations sont 24 000 sur 2,8 millions, et leurs terres représentent 45% de la quantité totale de terre du pays ! ! Quatre mille magnats hongrois possèdent plus de 1 000 déciatines chacun, et ensemble, près du *tiers* des terres. Comme vous le voyez, nous ne sommes pas tellement loin de « notre mère la Russie ».

La statistique hongroise (1895) a étudié avec une minutie particulière la question du fer dans l'économie paysanne. Et il apparaît que, sur 2,8 millions d'exploitations, *un million et demi* d'exploitations d'ouvriers agricoles (ou prolétariennes) (moins de 5 yoh, c'est-à-dire 2,85 déciatines), ainsi qu'*un million* d'exploitations de petits paysans (moins de 20 yoh, c'est-à-dire 11 déciatines), sont condamnées à se contenter d'outils en *bois*.

Dans ces 2,5 millions d'exploitations (sur un total de 2,8 millions), les charrues à timon en bois et les herses à cadre en bois prédominent de façon absolue, et près de la moitié des télègues ont un train en bois.

Les données complètes manquent pour la Russie. Celles qui existent, concernant telle ou telle région, permettent de voir que la misère, le primitivisme et l'état d'abandon de l'immense majorité de nos exploitations paysannes sont encore incomparablement plus forts qu'en Hongrie.

Il ne peut en être autrement. Pour que la télègue à train en fer ne soit pas une rareté, il faut un fermier libre, instruit, audacieux, sachant tenir tête aux esclavagistes, capable de rompre avec la routine et disposant en maître de toutes

les terres dans l'Etat. Mais s'attendre à trouver la « civilisation » chez un paysan écrasé jusqu'à ce jour par les Markov, les Pourichkévitch et leur régime de possession foncière, c'est exactement comme s'attendre à trouver des sentiments d'humanité chez la Saltytchikha [115].

Les millionnaires de notre industrie préfèrent partager avec les Pourichkévitch leurs privilèges moyenâgeux, et soupirer après une patrie délivrée de son inculture moyenâgeuse...

La « Sévernaïa Pravda » n° 16, 21 août 1913. Signé : N. N.

Conforme au texte du journal

LES GRÈVES DES MÉTALLURGISTES EN 1912

L'association des usiniers et fabricants de la région industrielle de Moscou a fait paraître cette année (Moscou, 1913, imprimerie P. Riabouchinski) une sorte de compte rendu de son activité en 1912. La partie la plus intéressante de ce compte rendu, ce sont certainement les renseignements relatifs au mouvement gréviste dans les différentes régions de la Russie.

I

L'effectif total des ouvriers grévistes en Russie est estimé par l'association des fabricants de Moscou à 96 750 pour 1911 et à 211 595 pour 1912. Ces chiffres *ne* concernent *que* les grèves économiques. L'association dénombre 850 000 grévistes politiques en 1912, 8 000 en 1911 et 4 000 en 1910.

Notons que les 6 000 grévistes de la Léna ont été omis par l'association des gros bonnets de Moscou, « pour la commodité de la comparaison avec les renseignements officiels », lesquels ne font pas entrer en ligne de compte les entreprises non contrôlées par l'inspection des fabriques. Bien entendu, nous n'avons pas pour autant de garanties quant à la correction de cette comparaison : messieurs les usiniers se sont avisés d'imiter les mauvais côtés de notre statistique gouvernementale en ne se préoccupant ni de fournir des renseignements complets, ni même de faire effectuer des calculs exacts. Par exemple, le tableau général du nombre des grévistes (p. 23 du compte rendu) étonne

vraiment par les erreurs grossières qu'il contient et que nous avons tenté de rectifier en donnant les totaux cités plus haut. Ce tableau estime à 2 390 le nombre des métallurgistes ayant fait grève dans le Royaume de Pologne durant *toute* l'année 1912, alors qu'à la page 56 on nous apprend que 3 790 métallurgistes ont fait grève dans le Royaume de Pologne durant *sept mois* de 1912 !

On ne peut s'empêcher de souhaiter que nos Gros-Requins embauchent pour rédiger leurs comptes rendus des personnes sachant calculer ou bien qu'ils confient leurs statistiques pour vérification et correction aux associations professionnelles ouvrières.

Voyons quel a été, d'après les chiffres des fabricants, le rôle des métallurgistes dans le mouvement gréviste économique de 1912.

Ces chiffres répartissent ainsi le total des 211 595 grévistes : 78 195 métallurgistes, 89 540 travailleurs du textile et 43 860 ouvriers dans toutes les autres branches d'industrie. Comme les métallurgistes sont beaucoup moins nombreux en Russie que les travailleurs du textile, ces chiffres nous montrent immédiatement qu'en 1912, ce sont les *métallurgistes* qui ont mené la lutte gréviste la plus opiniâtre et la plus persévérante, en comparaison des ouvriers des autres branches. Pour exprimer plus précisément cette conclusion, comparons le nombre total des ouvriers en Russie avec le nombre des grévistes en 1912.

	Total des ouvriers en Russie d'après les chiffres de:		Parmi les grévistes de 1912
	1908 (mineurs compris)	1910 (mineurs non compris)	(d'après les renseignements de l'association des usiniers
Métallurgistes	529 274	280 194	78 195
Travailleurs du textile . .	823 401	840 520	89 540
Divers	901 112	831 241	43 860
Total	2 253 787	1 951 955	211 595

Ces chiffres indiquent clairement qu'en ce qui concerne l'énergie de la lutte gréviste, les métallurgistes occupent la première place, que la deuxième appartient aux travail-

leurs du textile, et que la dernière revient aux ouvriers des autres branches d'industrie.

Si les « divers » avaient fait grève avec autant d'énergie que les métallurgistes, le nombre des grévistes s'en trouverait augmenté d'environ 90 000.

Il est incontestable que les conditions du marché en 1912, relativement plus avantageuses pour les métallurgistes, leur ont rendu la lutte gréviste plus facile ; mais, si les métallurgistes sont en tête pour l'opiniâtreté de la lutte, pour le *succès* des grèves économiques, les « divers », comme nous le verrons, se sont trouvés dans les conditions les meilleures.

II

L'opiniâtreté de la lutte gréviste se définit, entre autres, par la durée moyenne des grèves. Cette durée moyenne est obtenue en divisant le total des journées de travail perdues pour cause de grève par le nombre des grévistes.

Voici les chiffres de l'association des usiniers :

	Durée moyenne des grèves	
1895-1904	4,8	jours
1909	6,5	»
1911	8,2	»
1912	13,4	»

« Il apparaît, déclare le compte rendu, que la capacité de résistance des ouvriers en 1912 a presque doublé par rapport à 1911. » Ajoutons que, si nous prenons les chiffres pour les 7 derniers mois de 1912 (à proprement parler, ces chiffres sont les seuls à avoir été élaborés d'une façon tant soit peu acceptable dans le compte rendu que nous examinons ici), nous obtenons une durée moyenne des grèves *de 16 jours.*

Il est donc incontestable que la persévérance des ouvriers dans la lutte gréviste ne cesse d'augmenter avec le temps.

Dans les différentes branches de la production, la durée des grèves a été la suivante :

	En 1911	En 1912	Durant les 7 derniers mois de 1912
Chez les métallurgistes	10,0 jours	14,2 jours	18,8 jours
Chez les travailleurs du textile	9,2 „	11,9 „	14,0 „
Chez les «divers»	5,0 „	15,6 „	16,8 „
Dans l'ensemble des branches . . .	8,2 „	13,4 „	16,0 „

Nous voyons que, pour la durée des grèves, les métallurgistes ont tenu la première place en 1911 et durant le second semestre de 1912. Durant le premier semestre de 1912, seulement, cette première place a été prise par les « autres », tandis que les métallurgistes se retrouvaient à la deuxième. Tout au long de la période considérée, les travailleurs du textile ont conservé la deuxième place quant à la durée des grèves.

III

MM. les usiniers évaluent les résultats globaux des grèves en calculant les « *pertes* de l'industrie » pour fait de grève. Quant au gain que celles-ci procurent à la classe ouvrière, nos capitalistes ne désirent nullement le calculer ! Voici le bilan de la statistique des fabricants :

Branches d'industrie	Pertes directes des industriels à la suite des grèves (économiques)	Pertes des ouvriers en salaires	Pertes du pays par sous-production
	(en milliers de roubles)		
Métallurgie	558	1 145	4 959
Textile	479	807	6 010
Autres	328	529	3 818
Total pour 1912	1 365	2 481	14 787
„ „ 1911	402	716	4 563

On voit par là qu'en 1912 les capitalistes ont subi *trois* fois plus de pertes qu'en 1911 à la suite des grèves.

Mais, nous objecteront les représentants de l'économie

politique bourgeoise, le « pays » a subi lui aussi des pertes trois fois plus grandes, et les ouvriers ont subi des pertes de salaires trois fois plus grandes ; de plus, les pertes des ouvriers sont beaucoup plus considérables que le déficit des fabricants !

Il en résulterait, selon la statistique des fabricants et selon la logique bourgeoise, que ces ouvriers déraisonnables ne font de tort qu'à eux-mêmes avec leurs grèves, et qu'en réprimant celles-ci les autorités pleines de sollicitude et les capitalistes-bienfaiteurs ont précisément pour souci l'intérêt des ouvriers...

Or, voici que ces mêmes usiniers nous apprennent qu'il a été possible d'établir les résultats des grèves pour 96 730 grévistes de 1911.

47 369 ouvriers (soit 49%) ont subi une *défaite* dans la lutte gréviste, et 49 361 (soit 51%) ont obtenu une *satisfaction* totale ou partielle, c'est-à-dire ont remporté la victoire.

Voilà un résultat des grèves que la statistique des fabricants et l'économie bourgeoise n'aiment pas prendre en considération ! D'ailleurs, on ne saurait l'évaluer en roubles : outre le gain direct des ouvriers acquis grâce à l'augmentation des salaires dans les grèves victorieuses, il y a encore un autre « gain ». Toute la classe ouvrière — et par conséquent aussi tout le *pays* (le pays des masses laborieuses, et non de la minorité bourgeoise) — gagne en raison de la résistance que les ouvriers opposent au moyen des grèves à MM. les exploiteurs. Sans cette résistance, les ouvriers se transformeraient totalement en indigents écrasés par la vie chère ; sans cette résistance, ils cesseraient d'être des hommes pour se transformer totalement en esclaves irrémédiables du capital.

Durant le second semestre de 1912, la réussite des grèves a diminué, selon la statistique des fabricants : 52% des ouvriers grévistes ont subi une *défaite*, 36% seulement ont remporté une *victoire*, et 11% sont restés avec des résultats non établis. Mais, ici, nous devons examiner plus en détail le rôle des grévistes de la métallurgie dans l'ensemble de la Russie et dans ses différentes régions.

IV

L'association des usiniers de Moscou ne donne de renseignements tant soit peu élaborés sur les grèves, comme nous l'avons déjà signalé, que pour les 7 derniers mois de 1912. Ces renseignements portent sur 5 régions de Russie : les régions de Moscou, de Pétersbourg, de la Baltique, le Sud et le Royaume de Pologne.

Les métallurgistes qui ont fait grève durant les mois en question se répartissent par régions comme suit :

Régions	Nombre des ouvriers grévistes (durant les 7 derniers mois de 1912)	
	Total	Métallurgistes
Moscou	48 140	3 760
Pétersbourg	35 390	15 160
Baltique	13 210	1 160
Sud	22 195	16 605
Royaume de Pologne	12 690	3 790
Total	131 625	40 475

Ainsi, dans le Sud, les métallurgistes prédominent sur le total des ouvriers grévistes. Dans la région de Pétersbourg, ils forment une partie très importante des grévistes (plus de 40%), ne le cédant qu'aux travailleurs du textile (16 770 grévistes dans la région de Pétersbourg). Dans les régions de Moscou, de la Baltique et de Pologne, les métallurgistes ne sont qu'une faible minorité parmi les grévistes.

Si l'on compare les 5 premiers mois de 1912 et les 7 derniers, on obtient le tableau suivant :

	Nombre des ouvriers grévistes durant	
	les 5 premiers mois de 1912	les 7 derniers mois
Métallurgistes	37 720	40 475
Travailleurs du textile	22 950	66 590
Autres	19 300	24 560
Total	79 970	131 625

Durant le second semestre, l'énergie des métallurgistes grévistes s'est un peu affaiblie ; la lutte gréviste a très

fortement progressé chez les travailleurs du textile ; et le mouvement gréviste des ouvriers dans les autres branches d'industrie est resté approximativement au même niveau.

V

En ce qui concerne le succès des grèves, l'association des usiniers de Moscou partage les ouvriers grévistes en trois groupes : ceux qui ont subi une défaite, ceux qui ont remporté une victoire (ont obtenu une satisfaction totale ou partielle) et ceux qui ont fait grève sans que les résultats de la lutte soient éclaircis.

Cette question est une des plus intéressantes parmi toutes celles qu'étudie la statistique des grèves. Son élaboration par l'association des millionnaires est défectueuse : par exemple, on ne trouve pas de distinction entre grèves offensives (c'est-à-dire celles où les ouvriers réclament une *amélioration* de leurs conditions de vie et de travail) et grèves défensives (où les ouvriers résistent à une *aggravation* des conditions de vie introduite par les capitalistes). On ne trouve pas non plus de renseignements détaillés sur les causes des grèves (ces renseignements existent même dans notre statistique gouvernementale), etc.

En outre, même l'élaboration des renseignements fournis par l'association des usiniers de Moscou est insatisfaisante au possible. Il y a même certains cas évidents de véritables falsifications des chiffres : par exemple, dans la région de Moscou, le nombre des métallurgistes qui ont remporté une victoire est estimé à 40 seulement (en face de 3 420 ayant subi une défaite, et de 300 grévistes pour lesquels les résultats de la lutte n'ont pas été éclaircis).

Cependant, dans le texte du compte rendu, à la page 35, nous lisons qu'au début de juillet 1912 des grèves ont eu lieu dans un certain nombre d'ateliers de serrurerie d'art : au total, *plus de 1 200 grévistes* dans 15 entreprises. La grève était offensive : les ouvriers réclamaient l'application de la journée de travail de 9 heures, et de la journée de 7 heures les veilles de fêtes, une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions d'hygiène. Les patrons des ateliers tentèrent de s'organiser pour la riposte et déci-

dèrent à l'unanimité de ne pas faire de concessions et de ne pas accepter de commandes des usines en grève. Mais les ouvriers avaient apparamment bien choisi leur moment : c'était la pleine saison pour le bâtiment, « il était difficile de trouver des ouvriers libres. *A la fin juillet, dans la plupart des ateliers, les patrons firent des concessions* ».

Voilà ce que dit le compte rendu ! Or, dans le tableau statistique ne figurent que 40 (*quarante* !) métallurgistes dont la grève a été victorieuse. On ne peut s'empêcher de se demander si messieurs les statisticiens des fabricants n'ont pas « oublié » avec une aisance toute particulière les *victoires* des ouvriers, s'ils n'ont pas cherché (sans le faire « exprès », bien sûr) à contenter les Gros-Requins en sous-évaluant le nombre des ouvriers victorieux.

En tout cas, c'est une obligation pour les ouvriers organisés et conscients d'observer une méfiance prudente à l'égard de la statistique des fabricants et de faire des efforts persévérants en vue de tenir *leur propre* statistique des grèves, une statistique ouvrière.

Voici les chiffres globaux de l'association des usiniers concernant la réussite des grèves :

Nombre de grévistes	Métallurgistes	Travailleurs du textile	Autres	Total
ayant subi une défaite	19 990	43 085	7 150	70 225
ayant remporté une victoire . . .	17 860	20 285	9 520	47 665
ayant fait grève avec des résultats non éclaircis	2 625	3 220	7 890	13 735
Total	40 475	66 590	24 560	131 625

Il en ressort que les grèves les plus fructueuses ont été celles des ouvriers des *autres* branches d'industrie : le nombre des vainqueurs *dépasse* celui des vaincus. A la deuxième place, nous voyons les métallurgistes : le nombre des vainqueurs reste très important et constitue plus de 40% du total des grévistes. Les résultats les moins bons sont ceux des travailleurs du textile : le nombre des vaincus dépasse de plus du double celui des vainqueurs.

VI

Sans doute, dans l'ensemble, les résultats de la lutte gréviste en 1912 ne sont pas mauvais, bien qu'ils aient été moins bons que ceux de 1911. Afin de faciliter la comparaison entre les différentes années, nous admettrons que le nombre des grévistes dont les résultats n'ont pas été éclaircis se partage par moitiés égales entre vainqueurs et vaincus. Nous obtiendrons alors les chiffres suivants pour les 7 derniers mois de 1912 : sur 132 000 grévistes, il y a eu 77 000 vaincus (soit 58, 4%) et 55 000 vainqueurs (soit 41,6%).

On ne peut garantir que ces chiffres concordent tout à fait avec ceux que la statistique officielle donne pour les années précédentes. Mais nous les citerons néanmoins afin que les ouvriers puissent se faire une idée du succès que peuvent avoir *en général* les grèves en Russie, dans les meilleures et dans les moins bonnes années du mouvement ouvrier.

Nombre des ouvriers grévistes (en milliers)

	Vainqueurs	%	Vaincus	%	Total
1895-1904 (total des 10 années)	159	37,5	265	62,5	424
1905	705	48,9	734	51,1	1 439
1906	233	50,9	225	49,1	458
1907	59	29,5	141	70,5	200
1908	—	—	—	—	—
1909	—	—	—	—	—
1910	—	—	—	—	—
1911	49	51,0	47	49,0	96
1912 (7 mois)	55	41,6	77	58,4	132

Ainsi, les résultats des grèves pour le second semestre de 1912 sont *plus mauvais* qu'en 1905, 1906 et 1911, mais *meilleurs* qu'en 1895-1904, et *meilleurs* qu'en 1907. Nous le répétons : les chiffres dont nous disposons pour les différentes années ne sont sans doute pas tout à fait comparables entre eux, mais ils peuvent tout de même donner une certaine idée de la réalité.

Notons que la statistique anglaise des grèves donne les pourcentages moyens suivants pour la période 1900-1909 :

26,8% des grévistes ont gagné, 31,7% ont perdu et 41,3% ont terminé la lutte par un compromis. Si nous partageons ces derniers par moitiés égales entre vainqueurs et vaincus, nous trouvons : *vainqueurs*, 47,5%, et *vaincus*, 52,3%. Les grèves de 1905 et 1906 en Russie, ainsi que celles de 1911, ont eu davantage de succès que la moyenne des grèves anglaises, malgré la supériorité considérable des ouvriers anglais sous le rapport de l'organisation et de la liberté politique.

VII

Il n'est pas sans intérêt de comparer le succès des grèves des métallurgistes dans les différentes régions de Russie.

A cet égard, les régions de Moscou et de Pétersbourg se distinguent de toutes les autres. Les grèves des métallurgistes, comme celles de tous les autres ouvriers en général, ont été comparativement infructueuses au cours des sept derniers mois de 1912 dans les régions de Moscou et de Pétersbourg. On a observé le contraire dans les autres régions.

Voici les chiffres pour les régions de Moscou et de Pétersbourg :

	Nombre de métallurgistes grévistes durant les 7 derniers mois de 1912	
	dans la région de Moscou	dans la région de Pétersbourg
Vaincus	3 420	10 840
Vainqueurs	40	4 170
Résultats non éclaircis	300	150
Total	3 760	15 160

Le nombre des ouvriers vaincus dépasse très largement celui des vainqueurs. Il en est de même pour les travailleurs du textile des deux régions, et pour les « autres » dans la région de Pétersbourg. Dans la région de Moscou seulement, les « autres » accusent un nombre de vainqueurs (4 380) supérieur à celui des vaincus (1 230).

De toute évidence, il y a eu dans les régions de Moscou et de Pétersbourg certaines conditions générales défavorables pour les grèves ouvrières dans presque toutes les branches d'industrie.

Par contre, dans le Sud et dans les régions de la Baltique et de Pologne, les grèves de tous les ouvriers en général, et celles des métallurgistes en particulier, ont été couronnées de succès.

	Nombre de métallurgistes grévistes durant les 7 derniers mois de 1912		
	dans le Sud	dans la région de la Baltique	dans le Royaume de Pologne
Vaincus	4 390	440	900
Vainqueurs	10 040	720	2 890
Résultats non éclaircis	2 175	—	—
Total	16 605	1 160	3 790

C'est en Pologne que la victoire des métallurgistes est la plus marquante, et c'est aussi dans cette région que, d'une manière générale, les conditions économiques de la lutte gréviste ont été les plus favorables pour les ouvriers. Ils y ont triomphé dans *toutes* les branches d'industrie (dans le Sud, les « autres » ont subi une défaite, et dans les territoires baltes la lutte des travailleurs du textile a eu un résultat « nul » : 1 485 vainqueurs et autant de vaincus). Même les travailleurs du textile, qui pour l'ensemble de la Russie ont subi la défaite la plus grave durant le second semestre de 1912 (43 000 vaincus contre 20 000 vainqueurs), ont remporté une brillante victoire dans le Royaume de Pologne : 390 vaincus seulement, et 8 060 vainqueurs.

Dans l'Ouest et le Sud de la Russie, les ouvriers ont mené l'offensive contre les capitalistes, et ils ont remporté de grandes victoires ; à Moscou et à Pétersbourg, ils ont également mené l'offensive, mais leurs attaques ont été repoussées dans la plupart des cas. Malheureusement, les chiffres que nous examinons ici sont insuffisants pour permettre une comparaison avec 1911, de sorte qu'il n'est pas possible d'établir une conclusion définie sur les causes de cette différence.

VIII

Nous avons vu que, pour l'opiniâtreté des grèves, les métallurgistes occupent la première place, et les travailleurs du textile la dernière. Il est intéressant de comparer

l'opiniâtreté des grèves des métallurgistes, qu'elles aient été ou non couronnées de succès. Voici les chiffres en la matière :

	Nombre de métallurgistes grévistes	Nombre de journées perdues (en milliers)	Moyenne des journées perdues par gréviste
Vaincus	19 990	230, 7	11, 5
Vainqueurs . . .	17 860	387, 3	21, 7
Résultats non éclaircis	2 625	145, 3	55, 4
Total . .	40 475	763, 3	18, 8

Nous voyons que les grèves victorieuses des métallurgistes ont été caractérisées par une opiniâtreté presque deux fois plus grande que celle des grèves qui n'ont rien donné (21,7 journées contre 11,5). La victoire n'a pas été obtenue facilement. Il n'a été possible de briser les capitalistes qu'au prix d'une énergie et d'une persévérance énormes. Quant aux grèves dont les résultats n'ont pas été éclaircis, ce sont visiblement celles où les forces des « ennemis » s'équilibraient plus ou moins, et où la lutte se caractérisait par une opiniâtreté exceptionnelle : la durée moyenne de ces grèves indéterminées (quant au résultat) est de 55,4 journées.

Notons que chez les « autres » ouvriers nous observons également une opiniâtreté plus grande dans les grèves victorieuses, alors que chez les travailleurs du textile c'est l'inverse : les grèves infructueuses ont été les plus opiniâtres.

La comparaison des chiffres concernant l'opiniâtreté de la lutte gréviste des métallurgistes dans les différentes régions donne les résultats suivants :

	Durée moyenne des grèves par métallurgiste gréviste				
	Dans la région de Moscou	Dans la région de Pétersbourg	Dans les territoires baltes	Dans le Sud	Dans le Royaume de Pologne
Vaincus	11, 5	12, 1	5, 9	12, 0	5, 2
Vainqueurs . .	7, 5	37, 2	23, 7	14, 9	22, 4
Résultats non éclaircis . .	12, 0	261, 3	—	47, 1	—
Total	11, 5	21, 4	17, 0	18, 4	18, 3

C'est la région de Pétersbourg qui détient la première place pour l'opiniâtreté des grèves des métallurgistes ; vient ensuite le Sud, puis les régions de Pologne, de la Baltique et, enfin, de Moscou. Partout, à l'exception de la région de Moscou, les grèves victorieuses sont beaucoup plus opiniâtres que les grèves non réussies.

A en juger par l'opiniâtreté de la lutte (ainsi que par le pourcentage des ouvriers qui y participent), les métallurgistes de Pétersbourg jouent le rôle de l'avant-garde par rapport à ceux de toute la Russie. Et les métallurgistes, en général, jouent ce même rôle par rapport aux ouvriers des autres branches d'industrie.

IX

Les descriptions de différentes grèves dans le compte rendu de l'association des usiniers de Moscou se signalent par extrême brièveté. Nous en citerons quelques extraits, afin que les métallurgistes puissent voir *comment* leur lutte est dépeinte par messieurs les rédacteurs des comptes rendus des fabricants.

Pour la région de Moscou se dégage la grève des 1 200 ouvriers des ateliers de serrurerie d'art. Nous en avons déjà parlé.

Pour la région de Pétersbourg, les usiniers considèrent comme l'une des plus opiniâtres la grève de chez Siemens et Halske, qui a duré 14 semaines et a pris fin le 19 août. La statistique de l'association des usiniers indique une participation de 1 600 ouvriers. L'administration de l'usine n'a pas accepté de supprimer les amendes infligées pour le Ier mai, mais « en échange a exprimé le désir de distribuer 3 roubles par ouvrier à titre de gratification pour Noël. Ensuite, la direction de l'usine a consenti à porter le 1er mai sur la liste des jours fériés, à condition que le gouvernement n'y mette pas d'obstacle » (p. 38 du compte rendu). « Pendant la grève, lisons-nous dans le compte rendu, les ouvriers ont attaqué à maintes reprises les nouveaux embauchés grâce auxquels les usines ont réussi à reprendre partiellement leur activité. »

Parmi les grèves des métallurgistes du Sud, on remarque la grève de 3 886 travailleurs des chantiers navals de Nikolaïev, qui a causé la perte de plus de 155 000 journées de travail. Les ouvriers réclamaient la journée de 8 heures, une augmentation de 50% des salaires, la suppression des amendes et de tous les travaux supplémentaires, l'institution d'un corps de mandataires élus, etc. La grève a duré tout le mois de juin. « Fin juin, un accord fut conclu entre les ouvriers et l'administration de l'usine aux conditions suivantes : retour de tous les ouvriers à leur poste, acceptation du corps des mandataires par l'usine, ouverture d'une cantine et augmentation de 18% des salaires. » Des heurts avaient eu lieu entre grévistes et briseurs de grève.

Une opiniâtreté exceptionnelle a caractérisé la grève des 2 000 ouvriers d'une usine de construction de locomotives, grève qui éclata en novembre à Kharkov. L'usine avait d'urgentes commandes de l'Etat, et elle a subi « de grosses pertes par suite de l'arrêt de travail ».

Parmi les grèves dans l'Oural, que la statistique de l'association des fabricants a *complètement* laissées de côté, notons celle des usines de Syssert. Les ouvriers y ont obtenu une augmentation des salaires. « A la manufacture nationale d'armes de Zlatooust, le motif de la grève fut la mort de trois ouvriers à la suite d'accidents occasionnés par des machines. Les grévistes réclamèrent l'installation de dispositifs de sécurité, ainsi qu'une augmentation des salaires. »

X

En jetant un coup d'œil d'ensemble sur les maigres renseignements que fournit la statistique des fabricants, on ne peut manquer de noter ce qui suit.

Pour les ouvriers, une statistique des grèves complète, soignée, élaborée avec discernement, et paraissant rapidement, présente une énorme importance, à la fois théorique et pratique. Elle fournit une documentation précieuse qui permet d'éclairer aussi bien le grand chemin parcouru par le mouvement ouvrier en direction de ses objectifs mondiaux que les tâches immédiates et actuelles de la lutte.

Dans les Etats tant soit peu démocratiques et libres, une statistique gouvernementale acceptable est possible. Mais, il ne saurait en être question dans notre pays. Notre statistique gouvernementale est mal faite, morcelée d'une façon absurde entre les différentes « administrations », elle est peu digne de foi et paraît trop tardivement. La statistique des fabricants est un peu mieux faite et encore moins complète, bien qu'elle paraisse parfois un peu plus vite que celle de l'indolent fonctionnaire russe.

Les ouvriers doivent penser à établir *leur propre* statistique des grèves, une statistique ouvrière. Les difficultés pour mettre sur pied cette entreprise sont naturellement exceptionnelles, étant donné les persécutions qui pleuvent sur les associations ouvrières et sur la presse ouvrière. Il est impossible de surmonter en une fois ces difficultés. Mais les ouvriers n'ont pas pour habitude de craindre les persécutions et de reculer devant les difficultés.

Même une statistique ouvrière des grèves qui serait partielle, c'est-à-dire porterait sur telle ou telle région, telle ou telle branche d'industrie et des intervalles de temps relativement courts, serait d'un profit considérable. Une telle statistique apprendrait aux ouvriers à s'acquitter de cette tâche d'une façon plus complète et meilleure, et permettrait parfois de comparer le tableau peint par les fabricants ou par les fonctionnaires à celui peint par les ouvriers eux-mêmes.

C'est pourquoi nous nous permettrons de terminer notre examen de la statistique des fabricants par le souhait que les ouvriers, en dépit de tous les obstacles, se livrent sans cesse à de nouveaux essais pour tenir leur propre statistique des grèves. Deux ou trois ouvriers conscients peuvent rédiger un compte rendu exact de chaque grève, indiquant le moment de son début et de sa fin, le nombre des participants (répartis si possible par sexe et par âge), les causes de la grève et ses résultats. Un exemplaire de ce compte rendu devrait être expédié à la direction de l'union ouvrière correspondante (professionnelle ou autre, ou bien à la rédaction de l'organe professionnel) ; un deuxième exemplaire, à l'organe central de la presse ouvrière ; et un troisième exemplaire, enfin, pour information au député ouvrier à la Douma d'Etat.

La statistique des grèves des fabricants et celle du gouvernement contiendront *toujours*, non seulement des lacunes, mais aussi des falsifications. Même dans la presse qui sympathise avec les ouvriers, on rencontre parfois des jugements monstrueusement faux, absurdes et totalement imprégnés d'esprit bourgeois sur les grèves, qualifiées de manifestations de « frénésie », etc.

Seuls les ouvriers eux-mêmes qui se seront mis au travail, pourront (avec le temps, au prix d'un labeur opiniâtre et d'efforts persévérants) acquérir une meilleure connaissance de leur propre mouvement et lui assurer ainsi des succès plus importants.

Le « Métallist » n°s 7, 8 et 10, 24 août, 18 septembre et 25 octobre 1913. Signé : V. I l i n e

Conforme au texte de la revue

LA BOURGEOISIE RUSSE ET LE RÉFORMISME RUSSE

La presse ouvrière a déjà signalé et jugé les propos tenus à Nijni-Novgorod par M. Salazkine : au nom des marchands de toute la Russie, il s'est adressé au premier ministre en affirmant la « nécessité urgente » de réformes politiques fondamentales. Cependant, il convient de s'y arrêter encore, afin de relever deux faits importants.

A quelle vitesse les rôles ont-ils été intervertis entre la noblesse unie et les marchands russes ! Jusqu'en 1905, et pendant plus de quarante ans, la noblesse a donné dans le libéralisme et a respectueusement appelé de ses vœux une constitution, tandis que le corps des marchands paraissait plus satisfait, moins teinté d'esprit oppositionnel.

Après 1905, c'est l'inverse qui se produit. La noblesse est devenue archiréactionnaire. La constitution du 3 juin la satisfait pleinement, et elle ne souhaite la voir modifier que dans un esprit de droite. Le corps des marchands, au contraire, a pris figure d'opposition libérale caractérisée.

La Russie semble s'être « européanisée » d'un seul coup, c'est-à-dire avoir adopté le type de relation habituel en Europe entre féodaux et bourgeois. Bien entendu, cela n'a pu se produire que parce que depuis longtemps déjà des rapports purement capitalistes étaient à la base des groupements politiques de Russie. Ces rapports mûrissaient depuis 1861 et sont rapidement parvenus à leur maturité définitive dans le feu de 1905. Toutes les phrases populis-

tes sur une quelconque originalité de principe de la Russie, toutes les tentatives pour raisonner sur la politique et l'économie russes, en se plaçant au-dessus des classes ou en dehors des classes, ont perdu d'un seul coup tout intérêt et sont devenues une vieillerie ennuyeuse, absurde et démodée.

C'est là un pas en avant. Nous voilà délivrés des illusions néfastes, délivrés de l'espoir puéril d'arriver à quoi que ce soit de valable et de sérieux sans lutte de classe. Place-toi dans le camp d'une classe ou d'une autre, contribue à faire comprendre et avancer telle ou telle politique de classe : voici la leçon rude mais utile, donnée dans sa forme positive par l'an cinq, et confirmée dans sa forme négative par l'expérience du système du 3 juin.

Le bavardage en dehors des classes auquel se livrent intellectuels libéraux et populistes petits-bourgeois a été balayé de la route de l'histoire. Et c'est fort bien ainsi. Il était grand temps !

Considérez d'autre part le réformisme des marchands libéraux russes. Il proclame l'« urgente nécessité des réformes » mentionnées dans le manifeste du 17 octobre. Chacun sait qu'il y est question des « fondements intangibles de la liberté civique », de « l'inviolabilité réelle de la personne », de la « liberté de conscience, de parole, de réunion et d'association », ainsi que du « développement du principe du suffrage universel ».

Il est clair que nous avons là, effectivement, une liste de réformes politiques fondamentales. Il est clair que la réalisation, même d'une seule de ces réformes prise isolément équivaudrait à un grand changement dans le sens du mieux.

Or, voici que *toutes* ces réformes sont réclamées par *tous* les marchands de Russie, la classe économiquement la plus puissante en Russie capitaliste. Pourquoi donc cette exigence est-elle accueillie avec une totale indifférence, pourquoi paraît-elle tout simplement futile à chacun, depuis le premier ministre, qui n'a fait qu'écouter, boire, manger, répondre, remercier et partir, jusqu'à ce marchand moscovite qui a déclaré que les propos de Salazkine étaient excellents, mais qu'il n'en sortirait rien ?

Pourquoi cela ?

Parce que la Russie se trouve dans une situation histo-

rique bien spécifique, qui ne s'est pas présentée depuis fort longtemps dans les grands Etats européens (mais qui s'est présentée dans chacun d'eux à des époques diverses), où le réformisme est particulièrement stupide, ridicule, impuissant et, partant, odieux. Nul doute que la réalisation de n'importe laquelle des réformes réclamées par le corps des marchands — que ce soit la liberté de conscience, la liberté d'association, ou toute autre liberté — équivaudrait à un très grand changement dans le sens du mieux. Toute classe d'avant-garde (la classe ouvrière y compris et au premier chef) sauterait sur la moindre possibilité de réaliser au moyen des réformes une amélioration quelconque.

Cette vérité simple reste absolument incompréhensible pour les opportunistes qui mènent grand bruit autour de leurs très sages « revendications partielles » ; pourtant l'exemple des ouvriers qui se sont très bien accrochés à l'idée de la réforme « partielle » (mais réelle) des assurances, aurait dû instruire tout un chacun.

Mais le fait est, justement, qu'il n'y a rien de « *réel* » dans le réformisme des libéraux en matière de réformes politiques. En d'autres termes, tout le monde, le corps des marchands tout comme les octobristes et les cadets qui forment la majorité de la Douma d'Etat, sait fort bien qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir la moindre voie réformiste menant à une seule des réformes réclamées par Salazkine. Tous le savent, le comprennent et le sentent.

C'est pourquoi le simple fait de montrer qu'il n'y a pas de voie réformiste renferme beaucoup plus de réalisme historique, de réalité et d'efficacité historiques, que le bavardage grandiloquent, guindé et pompeux sur quelque réforme que ce soit. Celui qui sait avec certitude qu'il n'existe pas de voie réformiste et qui communique ce qu'il sait aux autres, celui-là fait *dans la pratique*, pour placer les assurances ou n'importe quelle autre « possibilité » au service du progrès démocratique, mille fois plus que ceux qui bavardent sur les réformes sans croire eux-mêmes à ce qu'ils racontent.

Pour la Russie d'aujourd'hui, il est une vérité *particulièrement* valable et que l'histoire universelle a confirmée des centaines de fois : les réformes ne sont possibles qu'en

qualité de résultat accessoire d'un mouvement absolument affranchi de toute étroitesse réformiste. Voilà pourquoi le réformisme libéral est tellement stérile. Voilà pourquoi le mépris de la démocratie et du mouvement ouvrier pour le réformisme est tellement vivace.

La « Sévernaïa Pravda » n° 21, 27 août 1913.
« Nach Pout » n° 3, 28 août 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte de la « Sévernaïa Pravda »

LE RÔLE DES ORDRES ET DES CLASSES DANS LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION

Une revue juridique [116] a publié des chiffres sur les crimes politiques commis en Russie. Ils sont très instructifs, car ils fournissent une documentation précise sur le rôle des ordres et des classes dans le mouvement de libération aux différentes époques historiques.

Malheureusement, ces chiffres sont incomplets. Seules les époques suivantes sont présentées : 1827-1846 (époque du servage) ; 1884-1890 (époque du mouvement des « roturiers » ; confusion des mouvements bourgeois libéral et libéral populiste). Enfin, les époques immédiatement prérévolutionnaire (1901-1903) et révolutionnaire (1905-1908), c'est-à-dire les époques du mouvement démocratique bourgeois et prolétarien.

Les chiffres relatifs au rôle des ordres ressortent comme suit. Sur 100 personnes poursuivies pour des crimes politiques, il y a eu :

Epoques	Nobles	Petite bourgeoisie urbaine et paysans	Membres du clergé	Marchands
1827-1846 . . .	76	23	?	?
1884-1890 . . .	30,6	46,6	6,4	12,1
1901-1903 . . .	10,7	80,9	1,6	4,1
1905-1908 . . .	9,1	87,7	?	?

Ces chiffres montrent à quelle vitesse s'est démocratisé le mouvement de libération au XIXe siècle, et avec

quelle vigueur s'est modifiée sa structure de classe. L'époque du servage (1827-1846) fait apparaître une suprématie complète de la noblesse. C'est l'époque qui va des décembristes à Herzen. La Russie serve est terrorisée et ne bouge pas. La protestation est celle d'une infime minorité de la noblesse, impuissante sans le soutien du peuple. Mais les meilleurs d'entre les nobles ont contribué à *réveiller* le peuple.

Epoque roturière ou de la bourgeoisie libérale (1884-1890) : les nobles ne sont plus qu'un groupe restreint parmi les adeptes du mouvement de libération. Mais si nous leur ajoutons le clergé et les marchands, nous obtenons 49%, soit *près de la moitié*. Le mouvement reste encore pour moitié un mouvement des classes privilégiées : nobles et couches supérieures de la bourgeoisie. D'où l'impuissance de ce mouvement, malgré l'héroïsme d'individus isolés.

La troisième époque (1901-1903) et la quatrième (1905-1908) sont celles de la démocratie paysanne et prolétarienne. Le rôle de la noblesse est extrêmement réduit. La proportion des bourgeois et des paysans est de 8/10 avant la révolution et de 9/10 pendant la révolution. Les masses se sont réveillées. D'où deux résultats : 1) la possibilité d'aboutir à quelque chose de sérieux, et 2) la haine des libéraux pour le mouvement (apparition du libéralisme contre-révolutionnaire).

Encore plus intéressants sont les renseignements relatifs aux professions ; ils n'existent que pour les trois dernières époques. Pour 100 participants au mouvement de libération (poursuivis pour crimes politiques), la répartition par profession est la suivante :

Epoques	Agriculture	Industrie et commerce	Professions libérales et étudiants	Occupations non définies ou sans occupations
1884-1890 . . .	7,1	15,1	53,3	19,9
1901-1903 . . .	9,0	46,1	28,7	8,0
1905-1908 . . .	24,2	47,4	22,9	5,5

Nous avons là des chiffres on ne peut plus instructifs. D'emblée apparaît le rôle du roturier à l'époque du popu-

lisme et du groupe « Narodnaïa Volia » (1884-1890) : les étudiants et les personnes exerçant des professions libérales sont en *majorité* (53,3%). Confusion des mouvements bourgeois libéral et libéral populiste, et rôle prédominant des étudiants et des intellectuels : telle est la nature de classe des partis d'alors et du mouvement d'alors. Les paysans (« agriculture ») et les ouvriers d'industrie (« industrie et commerce ») sont une faible minorité (7% et 15%). Les gens dits déclassés, c'est-à-dire les gens retranchés de leur propre classe et demeurés sans lien avec une classe bien définie, sont *un cinquième* (19,9%), plus nombreux que les paysans, plus nombreux que les ouvriers !

Voilà d'où proviennent les formes originales du mouvement, la grandeur de l'héroïsme et son impuissance.

Vient l'époque prérévolutionnaire (1901-1903). Le premier rôle appartient à l'ouvrier des villes (« industrie et commerce »). Minoritaire dans le peuple, il donne *près de la moitié* des participants au mouvement (46,1%). Les intellectuels et les étudiants sont *déjà* au second plan (en dépit des fables que les libéraux et les liquidateurs débitent sur le parti ouvrier). Le rôle des paysans est infime (9% viennent de l'« agriculture »), mais il grandit.

Dernière époque, 1905-1908. L'importance des ouvriers des villes s'est accrue, passant de 46,1% à 47,4%. Ils ont maintenant réveillé la masse de la paysannerie, dont la participation au mouvement s'est accrue plus que celle de toutes les autres classes passant de 9% à 24,2%, soit une augmentation de *près du triple*. La paysannerie dépasse désormais les professions libérales et les étudiants (22,9%). Le rôle des déclassés est tout à fait insignifiant (5,5%). Le caractère haineusement calomniateur de la théorie libérale quant à la nature « intellectuelle » de notre révolution apparaît en pleine lumière.

Le prolétariat et la démocratie bourgeoise (la paysannerie) : voilà ceux qui composent la force sociale du mouvement. Mais la paysannerie, bien qu'elle constitue l'immense majorité en comparaison des ouvriers et des citadins, reste loin derrière ceux-ci et ne fournit que le *quart* (24,2%) des participants au mouvement, car elle est encore faiblement réveillée.

Il reste à conclure en chantant les louanges de la politique agraire du 3 juin (stolypinienne), qui réveille aussi les autres avec le maximum de succès, de rapidité et d'énergie...

La « Sévernaïa Pravda » n° 22, 28 août 1913.
« Nach Pout » n° 4, 29 août 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte de la « Sévernaïa Pravda »

GUERRE DE CLASSES A DUBLIN

A Dublin, capitale de l'Irlande, une ville assez peu industrielle d'un demi-million d'habitants, la lutte de classe inhérente à la vie de toute société capitaliste s'est aggravée jusqu'à dégénérer en guerre de classes. La police est littéralement enragée ; les policiers ivres rouent de coups de paisibles ouvriers, font irruption dans les maisons, se livrent à des actes de violence sur les vieillards, les femmes et les enfants. Des centaines de blessés (plus de 400) et *deux* ouvriers *tués* : tel est le bilan de cette guerre. Tous les chefs ouvriers en vue sont arrêtés. Le discours le plus pacifique est puni d'emprisonnement. La ville ressemble à un camp retranché.

De quoi s'agit-il ? Comment une telle guerre a-t-elle pu éclater dans un Etat paisible, cultivé, civilisé et libre ?

L'Irlande est une sorte de Pologne anglaise, mais d'un type plutôt galicien que varsovien-lodzien-dombrowskien. L'oppression nationale et la réaction catholique ont transformé les prolétaires de ce malheureux pays en indigents, les paysans en esclaves encroûtés, ignares et stupides du clergé, la bourgeoisie en une phalange de capitalistes, despotes pour les ouvriers, qui se drapent dans une phraséologie nationaliste ; l'administration, enfin, en une clique coutumière des violences de toute sorte.

Les nationalistes irlandais (c'est-à-dire les bourgeois irlandais) sont maintenant victorieux ; ils rachètent leurs terres aux grands propriétaires anglais (landlords) ; ils obtiennent *leur propre gouvernement* national (le fameux

home rule pour lequel une lutte si longue et si acharnée a opposé l'Irlande à l'Angleterre) ; ils vont gouverner librement « leur » pays de conserve avec « leurs » prêtres irlandais.

Et voici que cette bourgeoisie irlandaise nationaliste célèbre sa victoire « nationale », sa maturité « étatique », en déclarant une guerre sans merci au mouvement ouvrier irlandais.

Un gouverneur anglais réside à Dublin. Mais son pouvoir le cède en fait au pouvoir du chef des capitalistes dublinois, un certain Murphy, éditeur du journal *Independent* (L'Indépendant, sans blague !) [117], actionnaire principal et directeur de la compagnie des tramways de la ville, et partie prenante dans une foule d'entreprises capitalistes de la ville. Murphy a déclaré, au nom de tous les capitalistes irlandais, bien entendu, qu'il était prêt à dépenser 3/4 de million de livres sterling (environ 7 millions de roubles) pour anéantir les syndicats irlandais.

Or, ces syndicats ont commencé à se développer d'une façon magnifique. La canaille bourgeoise irlandaise qui fête sa victoire « nationale » est talonnée par le prolétariat irlandais qui s'éveille à la conscience de classe. Il s'est trouvé un chef de talent en la personne du camarade Larkin, secrétaire du syndicat des ouvriers des transports irlandais. Orateur remarquablement doué et animé par la bouillonnante énergie irlandaise, Larkin a réalisé des prodiges parmi les ouvriers non qualifiés, cette masse du prolétariat britannique si souvent coupée en Angleterre des ouvriers d'avant-garde par la maudite mentalité petite-bourgeoise, libérale et aristocratique de l'ouvrier anglais « qualifié » (skilled).

Un esprit nouveau a été insufflé aux syndicats irlandais. Les masses d'ouvriers non qualifiés ont apporté une animation sans précédent dans les associations professionnelles. Même les femmes ont commencé à s'organiser, phénomène jamais vu jusqu'à ce jour dans l'Irlande catholique. Dublin promettait de prendre la première place dans toute la Grande-Bretagne pour le degré d'organisation des ouvriers. Ce pays dont les silhouettes caractéristiques étaient celle du prêtre catholique gras et bien nourri et celle de l'ouvrier misérable, affamé et loqueteux, vêtu de haillons même

le dimanche car il n'a pas les moyens de s'acheter des vêtements pour les jours de fête, ce pays écrasé par une double et triple oppression, par l'oppression nationale, commençait à devenir le pays de l'armée organisée du prolétariat.

C'est alors que Murphy lance une croisade de la bourgeoisie contre Larkin et le « larkinisme ». Pour commencer, on congédie 200 travailleurs des tramways, afin de provoquer une grève au moment de l'exposition et d'*intoxiquer* toute la lutte. Le syndicat des transports fait grève et réclame la réintégration des licenciés. Murphy organise des lock-out contre les ouvriers. Ceux-ci répondent par des grèves. La guerre fait rage sur toute la ligne. Les passions s'embrasent.

Larkin (notons qu'il est le petit-fils du célèbre Larkin, exécuté en 1867 pour participation au mouvement de libération irlandais) prononce des discours enflammés dans les meetings. Il y signale notamment que le parti des bourgeois anglais ennemis du « home rule » irlandais appelle librement à la résistance au gouvernement, agite la menace d'une révolution, organise la résistance armée au home rule, inonde le pays de proclamations révolutionnaires avec une impunité totale.

Mais ce qui est permis aux réactionnaires, aux chauvins *anglais*, à Carson, Londonderry, Bonar Law (les Pourichkévitch anglais, les nationalistes qui persécutent l'Irlande), n'est pas permis à un prolétaire socialiste. On arrête Larkin. On interdit un meeting ouvrier.

L'Irlande n'est tout de même pas la Russie. Cet attentat à la liberté de réunion soulève une tempête d'indignation. Il *faut* poursuivre Larkin en justice. Mais, devant le tribunal, Larkin se transforme en accusateur et place en fait Murphy lui-même sur le banc des accusés. Dans un interrogatoire croisé des témoins, Larkin démontre que Murphy a longuement négocié avec le gouverneur à la veille de son arrestation à lui, Larkin. Il déclare que la police est à la solde de Murphy, et personne ne peut le réfuter.

Larkin est mis en liberté sous caution (il n'est pas possible de supprimer d'un seul coup la liberté politique). Larkin déclare que, coûte que coûte, il sera présent au meeting. Effectivement, il y vient, sous un déguisement, et commence à haranguer la foule. La police le reconnaît, l'empoigne

et le roue de coups. C'est le début de deux jours de dictature du gourdin policier, de matraquage de la foule, de mise à la torture des femmes et des enfants. La police fait irruption dans les maisons ouvrières. L'ouvrier *Nolan*, membre du syndicat des transports, est battu jusqu'à ce que mort s'ensuive. Un autre succombe à ses blessures.

Le jeudi 4 septembre (22 août ancien calendrier) ont lieu les obsèques de Nolan. Les prolétaires de Dublin forment un cortège de 50 000 personnes qui ira accompagner la dépouille de leur camarade. Les bêtes féroces policières se sont tapies, n'osant pas irriter la foule, et un ordre exemplaire règne. « C'est une manifestation plus grandiose que celle de l'enterrement de Parnell » (célèbre chef nationaliste irlandais), dit un vieil Irlandais à un journaliste allemand.

Les événements de Dublin marqueront un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme en Irlande. Murphy menaçait d'anéantir les syndicats ouvriers irlandais. Il n'a anéanti que les derniers vestiges de l'influence de la bourgeoisie irlandaise nationaliste sur le prolétariat de l'Irlande. Il a contribué à aguerrir en Irlande un mouvement ouvrier indépendant révolutionnaire, exempt de préjugés nationalistes.

Ces faits ont eu un retentissement immédiat au congrès des syndicats (trade-unions) qui s'est ouvert le 1er septembre (19 août ancien calendrier) à Manchester. Les événements de Dublin enflammèrent les délégués, en dépit de la résistance des opportunistes-professionnalistes, empreints de l'esprit petit-bourgeois et d'admiration de l'autorité. La délégation des ouvriers dublinois fut accueillie par des ovations. Le délégué Partridge, président de la section dublinoise du syndicat des métallurgistes, parla des actes de violence révoltants commis par la police à Dublin. Une jeune ouvrière était allée se coucher lorsque la maison fut envahie par la police. Elle se réfugia dans les W.C. On l'en fit sortir en la tirant par les cheveux. Les policiers avaient été enivrés. Ces « hommes » (entre guillemets) ont roué de coups des garçons de dix ans et des enfants de cinq ans !

Partridge fut arrêté à deux reprises, pour des discours que le juge lui-même a reconnus pacifiques. Je suis sûr, a dit Partridge, qu'on m'arrêterait maintenant si je récitais le Pater Noster en public.

Le congrès de Manchester envoya une délégation à Dublin. La bourgeoisie locale empoigna de nouveau l'arme nationaliste (exactement comme le font nos bourgeois nationalistes en Pologne, ou en Ukraine, ou parmi les Juifs !), disant : « les Anglais n'ont rien à faire sur le sol irlandais ! ». Mais les nationalistes ont déjà perdu leur influence sur les ouvriers, *fort heureusement* *.

Des propos comme on n'en avait pas entendu depuis longtemps ont retenti au congrès de Manchester. On a proposé de transporter tout le congrès à Dublin et de lancer une grève générale dans toute l'Angleterre. Smillie, président du syndicat des mineurs, a déclaré qu'avec les méthodes de Dublin on pousserait les ouvriers anglais à s'engager tous dans la révolution, et qu'ils sauraient apprendre à manier les armes.

Lentement mais fermement, la masse ouvrière anglaise passe sur une nouvelle voie, abandonnant la défense des petits privilèges de l'aristocratie ouvrière pour la grande lutte héroïque de la masse elle-même en vue d'une nouvelle organisation de la société. Et dans cette voie, le prolétariat anglais, grâce à son énergie et à son degré d'organisation, réalisera le socialisme plus vite et plus solidement que nulle part ailleurs.

La « Sévernaïa Pravda » n° 23, 29 août 1913.
« Nach Pout » n° 5, 30 août 1913.
Signé : V.

Conforme au texte de la « Sévernaïa Pravda »

* On entend déjà les nationalistes irlandais exprimer leur inquiétude que Larkin forme un parti ouvrier irlandais indépendant dont il faudra tenir compte au premier parlement national irlandais.

NOUVELLES MESURES DE LA « RÉFORME » AGRAIRE

Le gouvernement a mis au point un nouveau projet de loi relatif à la propriété foncière paysanne. On se propose en toute hâte de « limiter le morcellement » des lots de *khoutors* et d'*otroubs*. Les grands propriétaires veulent « protéger la petite propriété terrienne » contre l'éparpillement, le démembrement et l'émiettement.

En substance, la loi stipule qu'il est interdit de morceler les lots paysans *moyens* (*khoutors* et *otroubs*). Qu'ils soient vendus ou cédés par héritage, ces lots doivent rester entre les mains d'un propriétaire unique. Les autres cohéritiers reçoivent des « versements » en espèces suivant l'estimation des commissions de réglementation agraire des grands propriétaires.

L'argent destiné à ces versements provient d'une hypothèque de la terre consentie par la banque paysanne à des conditions particulièrement avantageuses. Les dimensions des lots moyens (ne pouvant être morcelés) sont fixées sur la base des lois féodales de 1861 relatives aux lots d'oukaze [118].

La signification de ce projet de loi est évidente. Les grands propriétaires veulent créer à l'intention de la bourgeoisie paysanne une propriété terrienne privilégiée et protégée contre le capitalisme. Les grands propriétaires qui ont senti vaciller leurs privilèges et leur propriété foncière de type féodal, s'efforcent de gagner à leur cause cette couche de la bourgeoisie paysanne, la plus riche, mais insignifiante par son nombre. Je vous ferai partager une petite fraction

de mes privilèges, dit le grand propriétaire aux koulaks et aux richards, je vous aiderai à vous enrichir aux dépens de la masse des paysans ruinés, et en retour vous me protégerez contre cette masse, vous serez le soutien de l'ordre. Tel est le sens de classe de ce nouveau projet de loi.

La conformité à l'orientation générale de la politique agraire du 3 juin, dite stolypinienne, est ici aussi complète que possible. C'est toujours la politique des grands propriétaires, et les grands propriétaires ne peuvent pas, en tant que classe, pratiquer une autre politique en Russie après 1905. Ils ne peuvent pas sauvegarder autrement leurs privilèges, ni même leur existence.

La démocratie, à la fois ouvrière et bourgeoise (c'est-à-dire la paysannerie dans sa masse), doit prendre conscience de cette vérité incontestable des rapports de classe et en tirer les conclusions qui s'imposent. Il n'y a rien de plus stupide et de plus réactionnaire que le point de vue de fonctionnaire adopté par les libéraux et les populistes, qui craignent la *mobilisation* des terres paysannes, c'est-à-dire leur libre commerce. La *Retch*, par exemple, qui consacre deux éditoriaux au nouveau projet de loi, déclare que « la défense de la petite propriété terrienne est un phénomène nécessaire ». Le malheur, voyez-vous, c'est que la politique agraire du 3 juin a été adoptée « soudainement, comme une arme politique brutale ».

Voilà le sage libéral dans le rôle d'un fonctionnaire « au-dessus des classes », qui reproche à Stolypine, chef des grands terriens, d'employer une arme politique au profit des grands terriens ! Le lâche désir d'échapper à l'inévitable lutte de classe se dissimule derrière des pleurnicheries à propos du lien attachant les intérêts d'une classe à la politique de cette classe. Rien d'étonnant si Stolypine n'a fait que rire de *tels* adversaires.

La « défense de la petite propriété terrienne », cette formule favorite des libéraux (russes) et des populistes, est une phrase réactionnaire. La classe ouvrière soutient la paysannerie (et la dirige) uniquement lorsque et dans la mesure où cette dernière agit dans un sens démocratique, c'est-à-dire dans l'intérêt de l'évolution sociale et du développement du capitalisme, pour délivrer le pays du joug des propriétaires féodaux et de leurs privilèges. Or, toute li-

mitation de la mobilisation des terres paysannes est, en premier lieu, une mesure absurde, incapable d'arrêter le capitalisme et ayant pour seul résultat d'aggraver la situation de la masse, de rendre sa vie plus difficile et de l'obliger à tourner la loi. Par ailleurs, c'est une mesure qui crée pratiquement une couche ténue de petits bourgeois *privilégiés*, ennemis les plus encroûtés et les plus obtus du progrès.

A la politique de classe des grands propriétaires féodaux, la classe ouvrière oppose non des phrases dans l'esprit « au-dessus des classes », mais les intérêts des autres classes, qui forment les neuf dixièmes de la population. La paysannerie, en tant que masse petite-bourgeoise, oscillera longtemps entre le démocratisme conséquent du prolétariat et l'espoir d'obtenir une aumône des grands propriétaires, de partager leurs privilèges.

Mais les conditions des grands propriétaires russes sont si dures pour les paysans, la famine pour des millions d'hommes est dans ces conditions un phénomène si courant, que la question de savoir qui entraînera à sa suite tous les éléments vivants, viables et conscients ne suscite aucun doute.

« Nach Pout » n° 4, 29 août 1913.
La « Sévernaïa Pravda » n° 24, 30 août 1913.
Signé : V. Iline

Conforme au texte de la « Sévernaïa Pravda »

LE MARCHAND SALAZKINE ET L'ÉCRIVAIN F.D.

Le discours du marchand Salazkine a une grande portée sociale, c'est certain. L'époque historique de l'« accumulation primitive », celle où le grand propriétaire noble bougonnait et sollicitait la « confiance », tandis que le marchand se répandait en courbettes et en remerciements, cette époque appartient désormais au passé.

Est également révolue la première période de l'époque contre-révolutionnaire du 3 juin, celle où le marchand, mortellement effrayé par le mouvement des masses, contemplait Stolypine avec un ravissement attendri. Une seconde période a commencé : celle de l'essor ouvrier, de l'animation « sociale » et du libéralisme des marchands.

Une appréciation correcte de ce libéralisme, à mi-chemin entre l'octobrisme et le parti cadet, *s'impose* sans cesse davantage (en raison du cours des événements) même à la démocratie petite-bourgeoise. La *Sévernaïa Pravda* a cité dernièrement le juste raisonnement de la *Kievskaïa Mysl* (cf. la *Sévernaïa Pravda* n° 9 du 11 août *) qui notait le *divorce* entre le libéralisme et la démocratie et le rapprochement entre le libéralisme des cadets (pour ne rien dire des « progressistes ») et le nationalisme réactionnaire.

Mais certains écrivains sont en retrait même par rapport à la démocratie petite-bourgeoise, prisonniers qu'ils sont de leur doctrine opportuniste. En tête de ces écrivains marche, bien entendu, le liquidateur F.D.

---

* Voir le présent tome, pp. 320-323. (*N. R.*)

Jugeant le discours de Salazkine, F.D. a écrit dans la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* du 23 août : les Cent-Noirs qui crient contre Salazkine ont raison, « mais la presse de gauche (lisez : libérale), qui souligne l'incapacité organique de la bureaucratie à satisfaire les besoins du pays venus à maturité, a également raison. Seule la *Rossia* a tort ».

« Ce n'est pas l'amour des programmes radicaux, écrivait F.D., mais l'absence d'ordre et de légalité qui explique le discours de Salazkine. Le marchand est pris de révolte... Et, puisqu'il en est ainsi, quelle que soit l'hostilité du marchand pour les programmes radicaux, il sera contraint, demain sinon aujourd'hui, de joindre ses efforts à ceux des couches plus radicales du pays. »

Telle est l'appréciation de F.D. Il ne va pas au-delà d'une jonction entre le libéralisme et les ouvriers.

Comme c'est curieux ! F.D. ne remarque pas les efforts conjugués du marchand et du grand propriétaire cent-noir. Il ne remarque pas que Salazkine est partisan des « bases » du régime du 3 juin, qu'il voudrait évincer Pourichkévitch dans les limites de ces bases.

Il ne remarque pas, d'autre part, la différence entre la position *réformiste* des libéraux et de Salazkine, et la position de la classe ouvrière, à qui l'indigente étroitesse du réformisme est étrangère. Le point essentiel qui distingue actuellement la démocratie du libéralisme a été négligé par l'écrivain F.D.

Une *seule* chose intéresse F.D. : « joindre » les libéraux aux ouvriers. Intéressante... spécialité !

Considérez l'article de F.D., en tant que document politique, d'un point de vue « général européen » (puisque F.D. et ses amis aiment tant à parler de leur esprit européen...). Vous verrez que F.D. partage entièrement la position de Lloyd George et des opportunistes extrêmes du « parti ouvrier » (à l'échelle anglaise) ; ou encore la position de Combes et de Jaurès (à l'échelle française) ; ou encore la position du *Berliner Tageblatt* [119], organe des libéraux berlinois de gauche, ainsi que celle de Bernstein, Kolb et Vollmar.

Il n'y a rien dans l'article de F.D. qui soit inacceptable pour un cadet de gauche, appliqué à « conjuguer » « les efforts des Salazkine à ceux des couches plus radicales du pays ».

Le marxiste dit aux ouvriers : mettez à profit les désaccords entre les Salazkine et les Pourichkévitch pour neutraliser les flottements des Salazkine, lesquels « se sont joints » aux Pourichkévitch bien plus étroitement qu'à l'opposition. Le libéral dit aux ouvriers : les Salazkine seront obligés de joindre leurs efforts aux vôtres.

Pourquoi donc l'écrivain F.D. a-t-il oublié d'expliquer les origines de classe du réformisme des libéraux en général, et de Salazkine en particulier ? Pourquoi F.D. a-t-il même oublié de signaler toute l'étroitesse absurde, risible et monstrueuse du réformisme des marchands Salazkine dans les conditions russes ?

Ne serait-ce pas parce que cet écrivain, *en dépit* de son « étiquette » marxiste, épouse le même point de vue réformiste que le marchand Salazkine, lequel le fait *conformément* aux intérêts de sa classe et à son étiquette progressiste, c'est-à-dire semi-octobriste.

La « Sévernaïa Pravda » n° 26, 1er septembre 1913.
Signé : Un presque conciliateur

Conforme au texte du journal

LA LUTTE POUR LE MARXISME

Ces derniers temps, la question des collectes des ouvriers pour la presse ouvrière de Pétersbourg a fait l'objet de discussions assidues dans les journaux. Et il faut reconnaître que la discussion la plus complète et la plus sérieuse de cette question est absolument indispensable, car elle est d'une exceptionnelle importance politique et de principe.

Comment se présente la question ? Les liquidateurs (la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*) veulent une répartition des collectes par parties égales. Les marxistes (la *Sévernaïa Pravda*) demandent un partage des collectes suivant la destination fixée par les ouvriers qui apportent leur obole. En discutant de l'orientation d'un journal ou d'un autre, les ouvriers doivent décider eux-mêmes *à qui* ils destinent les collectes.

Dans le premier *document* sur cette question, la résolution de 22 ouvriers du quartier Vyborgski à Petrograd, partisans du courant liquidateur, il était dit simplement (cf. la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* n° 2 du 9 août) : « effectuer les collectes en faveur des journaux ouvriers sur une base paritaire ». Ensuite, dans les résolutions d'une partie des ouvriers des usines Nobel et Poutilov (*ibidem*, nos 6, 8, 9 et 10), on a prôné et on a réalisé pratiquement le partage des collectes *en trois parts égales* : pour les marxistes, les liquidateurs et les populistes. La rédaction de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* a tacitement approuvé cette position, et l'a défendue dans un article de G.R. [120] (n° 9).

Au contraire, la *Sévernaïa Pravda* a démontré que le partage en parties égales est un mauvais procédé, qui ne correspond pas aux tâches et aux buts du marxisme.

Nous le répétons, chaque ouvrier conscient doit étudier attentivement cette question, de façon à y voir clair en toute indépendance d'esprit.

Quels sont les arguments en faveur du partage égal ? On se réfère au « mot d'ordre sacré des ouvriers marxistes : prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

La question se pose de savoir si ce mot d'ordre exige que des ouvriers marxistes (membres par exemple d'un parti marxiste) s'unissent à des ouvriers qui suivent les partis *bourgeois* ? Après un peu de réflexion, n'importe quel ouvrier conviendra que non.

Dans tous les pays, même les plus avancés, il y a des ouvriers qui suivent les partis bourgeois : les libéraux en Angleterre, les « radicaux-socialistes » en France, les catholiques et le parti « populaire » libéral en Allemagne, le parti réformiste (petit-bourgeois) en Italie, etc., jusques et y compris le P.P.S. (« Parti socialiste polonais ») petit-bourgeois dans notre voisine, la Pologne.

Notre grand mot d'ordre appelle les ouvriers à s'unir dans un parti de classe, prolétarien et indépendant, tandis que *tous* les partis énumérés *ne* sont *pas* prolétariens.

Prenez le principe fondamental de nos populistes. Leur opinion selon laquelle l'abolition de la propriété privée de la terre et le partage égal seraient du socialisme, ou une « socialisation », n'est qu'une opinion erronée et *bourgeoise*. Marx a démontré il y a longtemps que des économistes *bourgeois* hardis peuvent réclamer, et ont réclamé effectivement, l'abolition de la propriété privée de la terre[121]. C'est une transformation *bourgeoise*, qui *élargit* le champ d'action du capitalisme. Nous soutenons les paysans, en tant que démocratie *bourgeoise*, dans leur lutte pour la terre et la liberté contre les grands propriétaires féodaux.

Mais l'unité de l'organisation prolétarienne des ouvriers salariés avec la démocratie paysanne petite-bourgeoise constitue la pire violation du grand mot d'ordre du marxisme. Des tentatives de réaliser une telle unité causeraient un grave préjudice au mouvement ouvrier, car elles s'achèvent toujours par une faillite rapide.

L'histoire de la Russie (1905-1906-1907) a démontré que les populistes n'ont et ne peuvent avoir aucun appui de masse et de classe en dehors de la paysannerie de gauche.

Donc, les liquidateurs et les ouvriers qui les ont suivis se sont écartés du marxisme, ont quitté leur chemin de *classe* et se sont engagés dans la voie de l'unité sans-parti entre les ouvriers salariés et un parti petit-bourgeois. Car il s'agit bel et bien d'une union *sans-parti* quand on dit à l'ouvrier : ne cherche pas où est le parti prolétarien, où est le parti petit-bourgeois, mais donne à parts égales * !

Les masses « ne distinguent pas ce qui fait le fond du débat », a écrit G.R. dans le n° 9 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*. Voilà bien pourquoi nous avons besoin d'un vieux journal marxiste éprouvé, afin de *développer la conscience* des masses qui « ne distinguent pas », afin de les *aider* à faire les distinctions *nécessaires*.

Mais quand G. R. et les littérateurs de son espèce prennent comme argument *contre* une union organisée et marxiste (sans soulever aucunement la question de l'union de deux partis !) les masses qui « ne distinguent pas ce qui fait le fond du débat », ils se livrent à une *propagande* des tendances antiparti, à un *reniement* du marxisme, à une façon d'amener en tapinois des opinions petites-bourgeoises et une politique petite-bourgeoise.

---

* On peut voir comment certains ouvriers réagissent à cette propagande dénuée de principes des liquidateurs, en lisant la résolution que voici, publiée dans le n° 21 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*:

« Nous trouvons que cette décision (de partager de façon égale entre les trois journaux...) est nécessaire et qu'elle est la seule juste, premièrement, parce que les trois journaux, qui sont des journaux ouvriers, subissent pareillement les châtiments et les persécutions et, deuxièmement, parce que l'immense majorité des ouvriers, chez nous comme ailleurs, n'a pas encore parfaitement compris les particularités des différents courants de partis et ne peut pas adhérer consciemment à l'un d'entre eux, mais les considère tous ensemble avec une égale sympathie. »

Pas une seule fois, le journal liquidateur n'a essayé d'expliquer à ses lecteurs, de leur donner la possibilité de comprendre s'il est permis de considérer le journal populiste comme ouvrier et s'il convient de le confondre avec le journal marxiste, ou même avec le journal liquidateur. La *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* préfère se frotter à la « spontanéité » et se traîner à la remorque de ceux qui n'ont pas compris, pourvu que cela « embête » les marxistes.

Par cette politique, les liquidateurs justifient ce nom qu'on leur donne : liquidateurs, c'est-à-dire renégats et destructeurs de l'organisation marxiste.

Un autre argument (cf. l'article de G. R. et le raisonnement de la rédaction de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* dans le n° 6) consiste à dire que les collectes par tendances détruisent la « riposte unanime à la réaction » qui persécute les journaux ouvriers.

Après réflexion, chaque ouvrier conscient verra que c'est là le vieil argument libéral selon lequel la démocratie, en se séparant des libéraux, aurait détruit « l'unanimité contre la réaction ». C'est un argument bourgeois, un argument profondément erroné.

La masse sans-parti, qui « ne distingue pas ce qui fait le fond du débat », selon l'affirmation du liquidateur G. R., sait fort bien s'instruire par les exemples. Celui qui est encore très ignorant et inconscient, celui qui ne sait pas ou qui ne se donne pas la peine de réfléchir et de « distinguer », celui-là a un geste d'indifférence et dit : « moi aussi je proteste, donnons également à tous ». Mais celui qui *commence* à réfléchir et à « distinguer », celui-là, *en outre*, ira écouter une *discussion par plates-formes*, c'est-à-dire la défense des opinions de chaque tendance et, en écoutant de *plus* conscients que lui, peu à peu s'instruira lui-même et passera de l'indifférence et d'une large sympathie pour tous à une attitude bien définie et bien réfléchie envers les journaux.

Toutes ces vérités élémentaires, que « chaque ouvrier doit connaître et se rappeler », sont oubliées par les liquidateurs. Avec leur *plan* qui dit « donnons également », les liquidateurs ont démontré qu'on a *raison* de les considérer comme des propagandistes des tendances antiparti, des renégats du marxisme et des défenseurs de « l'influence bourgeoise sur le prolétariat » (voir la décision unanime des marxistes de janvier 1910).

L'organisation marxiste groupe les ouvriers *conscients* grâce à un programme commun, une tactique commune et des décisions communes quant à l'attitude à avoir envers la réaction, les capitalistes, la bourgeoisie démocratique (populistes), etc. Toutes ces décisions *communes* (entre autres, celles de 1908, 1912 et 1913 sur l'absurdité et le caractère

néfaste du *réformisme*) sont défendues et appliquées sans défaillance par les marxistes.

Les discussions (entretiens, délibérations, débats) sur les partis et sur la tactique commune sont nécessaires ; sans elles la masse s'éparpille ; sans elles, une décision commune est *impossible* et, par conséquent, l'unité d'action est, elle aussi, impossible. Sans elles, l'organisation marxiste des *ouvriers* qui « distinguent ce qui fait le fond du débat » *se décompose*, et l'influence de la bourgeoisie sur les moins évolués est facilitée.

En défendant les collectes par tendances, les collectes avec discussion par plates-formes, les meilleurs ouvriers de Pétersbourg luttent pour le marxisme contre ceux qui détruisent le Parti.

Et nous sommes sûrs que les ouvriers défendront de toutes leurs forces, toujours et partout, *uniquement* le système marxiste des collectes et des discussions qui *éclairent* la masse.

La « Sévernaïa Pravda » n° 27, 3 septembre 1913.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

UNE SEMAINE APRÈS LE MASSACRE DE DUBLIN

Le dimanche 7 septembre (25 août ancien calendrier), une semaine exactement après les violences policières, les ouvriers de Dublin ont organisé un meeting de protestation monstre contre le comportement des capitalistes irlandais et de la police irlandaise.

Le meeting a été organisé dans la même rue (la rue O'Connel) et à l'endroit même où avait été fixé, le dimanche précédent, le meeting interdit par la police. C'est un lieu historique ; c'est là qu'il est le plus commode de tenir des meetings à Dublin, et c'est là qu'ils se sont tenus le plus souvent.

La police s'était dissimulée. Les ouvriers remplissaient les rues. Foules humaines et ordre parfait. « Dimanche dernier, s'est écrié un orateur irlandais, régnait ici la matraque policière sans la raison, aujourd'hui règne la raison sans la matraque policière ! »

Une constitution *existe* en Angleterre, et pour la seconde fois les autorités n'ont pas osé lâcher les troupes policières ivres. Trois tribunes avaient été érigées, et six orateurs, dont des représentants du prolétariat anglais, stigmatisèrent le crime perpétré contre le peuple et appelèrent les ouvriers à la cohésion internationale et à la lutte unie.

Une résolution fut adoptée à l'unanimité : elle réclame la liberté de réunion et la liberté des coalitions, ainsi qu'une enquête immédiate (sous la responsabilité de personnalités indépendantes et avec des garanties de publicité pour

toute la procédure) sur le comportement de la police au cours du dimanche précédent.

A Londres, un meeting grandiose a eu lieu à Trafalgar Square. Les groupes de socialistes et d'ouvriers se sont présentés avec leurs drapeaux. Il y avait de nombreuses pancartes avec toute sorte de dessins et d'inscriptions sur le thème du jour. La foule a particulièrement applaudi une pancarte représentant un policier qui agitait un drapeau rouge portant cette inscription : « silence ».

Parmi les orateurs, on a remarqué Ben Tillett, qui a démontré que le gouvernement « libéral » de l'Angleterre ne le cède en rien à un gouvernement réactionnaire, et Partridge, secrétaire des métallurgistes de Dublin, qui a raconté en détail les violences éhontées de la police dans sa ville.

Il est instructif de noter que le mot d'ordre principal des deux meetings, celui de Londres et celui de Dublin, a été la revendication de la liberté d'association. Cela se comprend parfaitement. En Angleterre, il *existe* les fondements de liberté politique, il *existe* un régime constitutionnel, généralement parlant. La revendication de la liberté des coalitions par les ouvriers est une des réformes dont la nécessité s'impose et qui sont pleinement réalisables dans le cadre du régime constitutionnel existant (tout comme est réalisable en Russie, par exemple, une réforme partielle du système d'assurances des ouvriers).

La liberté des coalitions est pareillement vitale pour les ouvriers d'Angleterre et de Russie. Et les ouvriers d'Angleterre ont tout à fait raison de formuler le mot d'ordre d'une réforme politique qui leur est nécessaire, en ayant pleinement conscience des moyens de réaliser cette réforme et de son entière possibilité dans le cadre de la constitution anglaise (tout comme les ouvriers russes auraient raison de formuler la revendication partielle de certaines modifications de la loi sur les assurances).

Ce qui manque en Russie, ce sont précisément ces fondements généraux de la liberté politique *sans lesquels* la revendication de la liberté des coalitions est proprement ridicule et ne constitue qu'une phrase libérale courante, qui trompe le peuple en lui inculquant l'idée qu'une voie réformiste serait possible chez nous. En Russie, il est impossible de mener la lutte pour la liberté des coalitions, nécessaire de la

façon la plus vitale aux ouvriers et à tout le peuple, *sans* opposer le réformisme impuissant et mensonger des libéraux à l'esprit démocratique conséquent des ouvriers, qui ne sont pas responsables des illusions du réformisme.

La « Sévernaïa Pravda » n° 27,
3 septembre 1913
« Nach Pout » n° 3,
3 septembre 1913.
Signé : V.

Conforme au texte de la « Sévernaïa Pravda »

LES QUESTIONS DE PRINCIPE EN POLITIQUE

BOURGEOISIE LIBÉRALE ET RÉFORMISME

A la foire de Nijni-Novgorod, le millionnaire Salazkine, parlant au nom des marchands de toute la Russie, a demandé de larges réformes politiques. Lors d'une assemblée de trois mille métallurgistes à Pétersbourg, les réformistes ont subi une défaite écrasante en recueillant 150 voix à peine pour leur liste de membres de la direction [122].

Ces deux faits, dont la comparaison s'impose d'elle-même, placent même ceux qui sont les plus dénués de principes en face des questions de principe de la politique russe d'aujourd'hui. Nombre de personnes de toutes les classes s'intéressent à la politique en Russie, mais bien peu ont conscience de l'importance qu'il y a à poser les questions politiques sur le plan des principes. Bien peu ont conscience de l'importance des partis, qui donnent toujours à ces questions des réponses réfléchies, précises et nettement formulées. Et, lorsque les partis sont liés à des classes déterminées, ces réponses sont fournies sur la base de l'expérience d'un travail parmi les masses, vérifiées par des années de ce travail.

Telle est précisément la nature des réponses données par les marxistes, qui ont jugé le système du 3 juin et défini leurs tâches par rapport à lui il y a plus de quatre ans et

demi *. Un véritable abîme sépare les ouvriers qui agissent consciencieusement, pendant des années et des années, sur tous les terrains possibles, dans l'esprit dicté par ces réponses, des intellectuels en proie au désarroi, qui craignent toute réponse précise et glissent à chaque pas vers le réformisme et le courant liquidateur.

On ne peut manquer de plaindre ceux qui, observant la lutte opposant les marxistes aux liquidateurs, se contentent de tenir des propos pitoyables sur les méfaits des disputes, des discordes, des luttes intestines et de l'esprit de fraction... Or, de nombreux « marxistes-eux-aussi » et tous les populistes de « gauche » appartiennent à cette catégorie !

Ceux qui sont par principe des partisans de la bourgeoisie et des ennemis du marxisme, les libéraux du journal *Retch*, ne pouvaient rester indifférents devant les faits que nous avons signalés. Dans un article de la rédaction (n° 234), ils reprennent tous les propos pitoyables et rebattus, mais ne s'en tiennent pas là.

Les libéraux sont obligés de reconnaître que « la lutte des bolcheviks contre les liquidateurs est engagée partout », qu'« elle a pénétré dans l'organisme ouvrier par tous ses pores ».

Eh bien ? Est-ce un effet du hasard ?

Non...

« Depuis bien longtemps s'esquissaient de grandes divergences de principe qui en fin de compte concernent le cours que prendra à l'avenir le développement du pays. »

Ils s'en sont enfin avisés ! Les marxistes ont expliqué cela en décembre 1908, et les libéraux ont commencé à le comprendre en août 1913. Mieux vaut tard que jamais.

« La voie des réformes est-elle pensable, poursuit le journal libéral, ou bien « les réformes ne sont-elles possibles que comme résultat accessoire d'un mouvement totalement affranchi de toute étroitesse réformiste » ? (citation de la *Sévernaïa Pravda*). Voilà comment se pose la question. »

C'est bien cela ! La question du courant liquidateur n'est qu'un aspect de celle des réformistes sans-parti qui rompent avec le marxisme.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 343-346. (*N.R.*)

Il est toutefois intéressant de voir comment les libéraux, partisans par principe du réformisme, défendent celui-ci.

« Bien entendu, il y a beaucoup de métaphysique et de fatalisme dans l'opinion que les réformes ne sont possibles que comme « résultat accessoire ». Sans réformateurs et sans réformisme, il ne peut y avoir de réformes, même comme « résultat accessoire »... »

Voilà bien un nouvel exemple de colère verbale et de dérobade ! Que vient faire ici la métaphysique quand l'expérience historique, l'expérience de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de la Russie, l'expérience de toute la récente histoire de l'humanité en Europe et en Asie, montre que les réformes sérieuses n'ont été que le résultat accessoire d'un mouvement totalement affranchi de l'étroitesse du réformisme ?

Que vient faire ici le fatalisme quand cette même expérience montre clairement que ce sont les classes hostiles au réformisme qui ont obtenu les meilleurs résultats ?

Ou bien, peut-être, note-t-on davantage de « fatalisme » dans le comportement de la classe ouvrière russe des premières années du XXe siècle que dans celui des membres de zemstvos et des bourgeois libéraux du dernier tiers du XIXe ? Vous vous rendez ridicules, messieurs les libéraux !

Et se pourrait-il que vous soyez ignorants au point de ne pas voir le lien existant entre les intérêts de la bourgeoisie, en tant que classe, et son désir de se cantonner dans le réformisme ? Entre la situation de la classe ouvrière et son désir opposé ?

Non, messieurs, vous êtes dans l'ensemble de piètres défenseurs du réformisme. Mais peut-être êtes-vous de meilleurs défenseurs du réformisme dans la Russie d'aujourd'hui?

... « Il faut reconnaître, poursuit la *Retch*, que la situation actuelle, qui a démontré à maintes reprises aux réformateurs les plus modestes toute la vanité de leurs efforts, pousse la pensée, et surtout les sentiments des gens vers la négation du réformisme. »

Ça alors ! Ainsi, même vous, partisans par principe du réformisme, vous ne pouvez tirer argument ni de l'expérience de l'histoire, ni de la « situation actuelle » de la Russie. Même vous, vous devez reconnaître que cette situation vous est contraire !

Quels métaphysiciens et quels fatalistes vous êtes donc, messieurs, ou bien quels esclaves aveugles du sac d'écus

borné, cupide et lâche, si, en dépit de l'expérience de l'histoire, en dépit de l'expérience de la « situation actuelle », vous persistez dans la position dénuée de principes du réformisme. Tout en ne croyant pas vous-mêmes aux réformes, ne défendez-vous pas en réalité cette bourgeoisie qui aspire à se faire tirer les marrons du feu par autrui ?

On comprend que les métallurgistes de Pétersbourg, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière de Russie, aient infligé une défaite foudroyante aux réformistes et aux liquidateurs dans leur propre milieu. Selon les chiffres de la *Retch* libérale et réformiste, les réformistes liquidateurs ont rassemblé 150 voix sur 2 000, c'est-à-dire 7,5 % des voix. Cela ne démontre-t-il pas, une nouvelle fois, après le vote des électeurs ouvriers pour la IVe Douma et après l'histoire de la naissance de la presse ouvrière à Pétersbourg et à Moscou, que les liquidateurs ne représentent que les intellectuels désemparés et semi-libéraux, et que la masse des ouvriers conscients les a fermement et définitivement condamnés et rejetés ?

La « Sévernaïa Pravda » n° 28, 4 septembre 1913. « Nach Pout » n° 9, 4 septembre 1913 Signé : V. I.

Conforme au texte de la « Sévernaïa Pravda »

LES LIBÉRAUX ET LES DÉMOCRATES DANS LA QUESTION DES LANGUES

Les journaux ont mentionné à plusieurs reprises le rapport du gouverneur général du Caucase, rapport qui se distingue non par un esprit ultra-réactionnaire, mais par un timide « libéralisme ». Le gouverneur général se prononce entre autres contre la russification artificielle des populations non russes. Dans le Caucase, les représentants des populations non russes s'efforcent *eux-mêmes* d'apprendre le russe aux enfants, par exemple dans les écoles religieuses arméniennes, où l'enseignement de la langue russe n'est pas obligatoire.

Signalant ce fait, l'un des journaux libéraux les plus répandus en Russie, le *Rousskoïé Slovo* (n° 198), en conclut à juste titre que l'attitude d'hostilité envers la langue russe en Russie « se produit exclusivement » à la suite d'une implantation « artificielle » (il aurait fallu dire : par la violence) de cette langue.

« Il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour l'avenir de la langue russe. Elle se fera admettre d'elle-même dans toute la Russie », écrit le journal. Ce qui est juste, car les nécessités de la circulation économique obligeront toujours les nationalités vivant dans un même État (aussi longtemps qu'elles voudront vivre ensemble) à étudier la langue de la majorité. Plus le régime de la Russie sera démocratique, et plus le capitalisme se développera avec force, rapidité et ampleur, plus les nécessités de la circulation économique pousseront impérieusement les différentes nationalités à

étudier la langue la plus commode pour entretenir des rapports commerciaux communs.

Mais le journal libéral s'empresse de se contredire et de démontrer son inconséquence libérale.

« Il est douteux, écrit-il, que quiconque, même parmi les adversaires de la russification, s'avise de nier que, dans un Etat aussi immense que la Russie, il doive y avoir une seule langue commune à tout l'Etat, et que seule la langue russe puisse être cette langue. »

Logique à rebours ! En Suisse, il n'y a pas une *seule* langue commune à tout l'Etat, mais trois : l'allemand, le français et l'italien. Pourtant, ce petit pays n'y perd pas, il y gagne. En Suisse, 70% des habitants sont Allemands (en Russie 43% sont Grand-russes), 22% sont Français (en Russie, 17% sont Ukrainiens), et 7%, Italiens (en Russie 6% sont Polonais et 4,5% Blancs-russes). Si les Italiens de Suisse parlent souvent français au parlement confédéral, ils ne le font pas sous la férule d'une quelconque loi policière barbare (il n'en existe pas en Suisse), mais simplement parce que les citoyens civilisés d'un Etat démocratique préfèrent eux-mêmes la langue que comprend la majorité. La langue française n'inspire pas de haine aux Italiens, car c'est la langue d'une nation libre et civilisée, c'est une langue qui n'est pas imposée par de révoltantes mesures policières.

Pourquoi donc l'« immense » Russie, beaucoup plus diversifiée et effroyablement arriérée, doit-elle *freiner* son développement en maintenant un privilège quelconque pour l'une de ses langues ? N'est-ce pas le contraire qui doit être, messieurs les libéraux ? Si la Russie veut rattraper l'Europe, ne doit-elle pas en finir avec les privilèges de toute sorte le plus rapidement, le plus complètement et le plus énergiquement qu'il se peut ?

Si tous les privilèges disparaissent, si l'une des langues cesse d'être imposée, tous les Slaves apprendront vite et facilement à se comprendre, et l'idée « horrible » que des discours dans des langues différentes se feront entendre au parlement commun ne les effrayera pas. Et ce sont les nécessités de la circulation économique qui *décideront* d'elles-mêmes quelle langue du pays en question la majorité aura *avantage* de connaître pour le grand bien des relations commerciales. Et cette décision sera d'autant plus solide

que la population de nations différentes l'aura librement acceptée, d'autant plus rapide et plus ample que la démocratie sera conséquente et que, de ce fait, le développement du capitalisme sera rapide.

Les libéraux abordent la question des langues, comme toutes les questions politiques, dans un esprit de marchandage hypocrite : ils tendent une main (ouvertement) à la démocratie, et l'autre (par derrière) aux féodaux et aux policiers. Nous sommes contre les privilèges, clame le libéral, mais par derrière il marchande et obtient des féodaux tantôt un privilège, tantôt un autre.

Telle est la nature de *tout* nationalisme libéral bourgeois, non seulement grand-russe (il est le pire de tous, en raison de son caractère de violence et de sa parenté avec messieurs les Pourichkévitch,) mais aussi polonais, juif, ukrainien, géorgien, etc. Que ce soit en Autriche ou en Russie, la bourgeoisie de *toutes* les nations cherche *en réalité*, sous le mot d'ordre de « culture nationale », à diviser les ouvriers, à épuiser les forces de la démocratie et à mener des marchandages avec les féodaux afin de vendre les droits et la liberté du peuple.

Le mot d'ordre de la démocratie ouvrière n'est pas la « culture nationale », mais la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial. La bourgeoisie peut bien essayer de tromper le peuple au moyen de toute sorte de programmes nationaux « positifs ». L'ouvrier conscient lui répondra : il n'existe qu'une seule solution de la question nationale (pour autant qu'il soit en général possible de la résoudre dans le monde capitaliste, monde du lucre, de la hargne et de l'exploitation), et cette solution c'est la démocratie conséquente.

Les preuves : la Suisse en Europe occidentale, pays de vieille culture, et la Finlande en Europe orientale, pays de culture jeune.

Le programme national de la démocratie ouvrière est le suivant : pas le moindre privilège pour aucune nation ni aucune langue ; solution du problème de la libre disposition politique des nations, c'est-à-dire de leur séparation en Etats distincts, par des moyens entièrement libres et démocratiques ; promulgation d'une loi générale de l'Etat, en vertu de laquelle toute mesure (au niveau du zemstvo,

de la ville, de la communauté, etc.) entraînant en quoi que ce soit un privilège pour une des nations, violant l'égalité juridique des nations ou les droits d'une minorité nationale, est déclarée nulle et non avenue et tout citoyen de l'Etat est en droit d'exiger l'abrogation de cette mesure, comme étant anticonstitutionnelle ; enfin, poursuites pénales contre ceux qui tenteraient de l'appliquer.

Aux querelles nationales des différents partis bourgeois à propos des questions de langue, etc., la démocratie ouvrière oppose la revendication suivante : unité absolue et fusion complète des ouvriers de *toutes nationalités* au sein de *toutes* les organisations ouvrières, syndicales, coopératives, de consommation, éducatives et toutes autres, en opposition au nationalisme bourgeois de toute espèce. Seules cette unité et cette fusion peuvent sauvegarder la démocratie, sauvegarder les intérêts des ouvriers contre le capital (qui est déjà devenu international et qui le devient toujours davantage), et sauvegarder les intérêts de la marche de l'humanité vers un nouveau mode de vie, étranger à tous les privilèges et à toute exploitation.

La « Sévernaïa Pravda » n° 29, 6 septembre 1913.
« Nach Pout » n° 12, 7 septembre 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte de la « Sévernaïa Pravda »

LE LANGAGE DES CHIFFRES [123]

I

On sait que, dans toute la Russie, les salaires des ouvriers de fabriques et d'usines ont subi une forte augmentation précisément en l'an cinq et après l'an cinq. D'après les calculs des inspecteurs des fabriques, le salaire moyen d'un ouvrier de fabrique et d'usine en Russie s'est élevé à 206 roubles durant la période de cinq ans 1901-1905, et à 238 roubles durant les cinq années suivantes 1906-1910.

Dans la province de Moscou, les salaires des ouvriers sont un peu inférieurs à la moyenne générale. En 1901-1905, ils étaient de 201 roubles, d'après la statistique de l'inspecteur des fabriques Kozminykh-Lanine, et de 235 roubles durant les 4 années suivantes 1906-1909.

Ainsi, grâce à l'an cinq les salaires des ouvriers de Moscou ont augmenté en moyenne de *34 roubles* par ouvrier, soit de près de 17%. Si l'on compte entre 300 000 et 350 000 ouvriers de fabrique et d'usine dans la province de Moscou, cela donne un total *d'environ 11 millions de roubles* comme gain *annuel* de tous les ouvriers.

Nous voyons que les sacrifices consentis par les ouvriers au cours des grèves de 1905 ont été rachetés par une notable amélioration de leur situation économique.

Et, bien qu'après la victoire du système du 3 juin, c'est-à-dire du système contre-révolutionnaire, toute une série de conquêtes ouvrières ait été reprise, le capital n'a tout de même pas réussi à faire redescendre les salaires à leur bas niveau antérieur. Dans la province de Moscou, entre

1901 et 1905, les salaires des ouvriers ont été de 200 roubles par an environ, variant suivant les années de 197 roubles (1902) à 203 roubles (1905). En 1906, lorsque les résultats de l'an cinq se firent sentir pour la première fois, les salaires montèrent jusqu'à 228 roubles, puis jusqu'à 237 roubles en 1907, pour diminuer légèrement (236,5 roubles) en 1908 et atteindre de nouveau 237 roubles en 1909.

Les chiffres montrent que, sans les conquêtes de 1905-1906, les ouvriers seraient dans une misère absolument insupportable, car le coût de la vie ne cesse d'augmenter au cours des dix dernières années.

II

En règle générale, le salaire des ouvriers dans les grandes fabriques de la province de Moscou est plus élevé que dans les petites. Chez les travailleurs du textile, par exemple, qui forment 68%, soit plus des deux tiers du total des ouvriers de fabrique et d'usine de notre province, le salaire annuel moyen était le suivant en 1909 :

	Roubles	en %
Dans les fabriques de plus de 1 000 ouvriers .	219	100
» » » » 501 à 1 000 » . .	204	93
» » » » 101 à 500 » . .	197	90
» » » » 51 à 100 » . .	188	86
» » » » 21 à 50 » . .	192	88
» » » » 20 ouvriers et moins . .	164	75
Total . . .	211	96

Plus la fabrique est grande et plus le salaire ouvrier est élevé. Chez les métallurgistes nous observons la même chose. Dans une grande fabrique, il est plus facile pour les ouvriers de s'unir afin de résister au capital, de défendre en commun leurs revendications. Pour rattraper leurs camarades plus avancés, les ouvriers des petites fabriques et des ateliers doivent se grouper plus activement au sein de leurs unions (syndicales, éducatives, coopératives et autres) et se rassembler plus étroitement autour de leur journal ouvrier.

En raison de la cohésion plus grande des ouvriers dans les grandes fabriques, les grèves y sont plus facilement organisées et remportent davantage de succès. Les grandes fabriques ont participé plus que les petites au mouvement gréviste de 1905 et 1906.

De ce fait, nous constatons que les ouvriers des plus grandes entreprises *ont tiré un plus grand bénéfice* des grèves de ces années que ceux des petits établissements. Voici les chiffres concernant les ouvriers de toutes les branches de la production dans la province de Moscou :

Salaire annuel moyen d'un ouvrier

Catégories de fabriques d'après le nombre des ouvriers	Durant les 5 années (1901-1905)	Durant les 4 années (1906-1909)	Augmentation en roubles
Plus de 1 000	196	234	+38
De 501 à 1 000	186	231	+45
De 101 à 500	211	238	+27
De 51 à 100	215	240	+25
De 21 à 50	216	241	+25
20 et moins	193	207	+14
Total	201	235	+34

A propos de ces chiffres, il faut commencer par expliquer l'exception (apparente) à la règle mentionnée plus haut, selon laquelle les salaires sont plus élevés dans les grandes fabriques que dans les petites. Le fait est que les métallurgistes, les typographes et certains autres ouvriers gagnent beaucoup plus que les travailleurs du textile (360 roubles, 310 roubles contre 211, etc.). Or, dans les plus grandes fabriques, la *proportion* des travailleurs du textile dans le total des ouvriers est beaucoup plus forte que dans les moyennes et les petites. De là vient l'exception apparente à la règle : il semble que dans les moyennes et petites fabriques les salaires soient plus élevés que dans les grandes.

Quelle conclusion sera la nôtre concernant l'augmentation des salaires après l'an cinq dans les grandes et les petites fabriques ?

Dans les grandes fabriques (500 ouvriers et davantage), cette augmentation est d'environ 40 roubles par an, soit environ 20 kopecks par rouble.

Dans les moyennes et les petites fabriques, de 21 à 500 ouvriers, l'augmentation est d'environ 25 roubles, soit environ 12 kopecks par rouble.

Dans les plus petites fabriques (20 ouvriers et moins), l'augmentation n'est que de 14 roubles, soit 7 à 8 kopecks par rouble.

Ainsi, la lutte gréviste plus énergique et plus unanime des ouvriers dans les grandes fabriques a eu pour résultat une augmentation plus importante des salaires. Nous avons déjà indiqué qu'en se rassemblant dans des unions, les ouvriers des petites fabriques peuvent, à cet égard égaler ceux des grandes.

III

Les conquêtes des ouvriers à la suite de la lutte gréviste de l'an cinq ne se sont pas seulement exprimées dans l'augmentation des salaires. En outre, il y a eu une amélioration générale de toute la situation de l'ouvrier.

Il est impossible d'exprimer par des chiffres précis l'ampleur de cette amélioration, mais chacun d'entre eux l'a bien comprise et sentie en 1905-1906.

Les chiffres de l'inspecteur des fabriques Kozminykh-Lanine permettent seulement de déterminer l'influence de l'an cinq sur les *amendes* infligées aux ouvriers. En mettant les ouvriers à l'amende, le capitaliste s'attribue le rôle de juge. C'est pourquoi les amendes vont toujours de pair avec un arbitraire particulièrement grand vis-à-vis des ouvriers, et sont même, parfois, un moyen de les bafouer ouvertement. Il est naturel que les ouvriers réclament toujours l'*abolition* des amendes, la suppression du droit pour les capitalistes d'être juges dans leur propre entreprise.

Voici, par années, les chiffres relatifs aux amendes infligées à tous les ouvriers de la province de Moscou :

Années	Chiffre moyen des amendes par ouvrier (en kopecks)
1901	30
1902	27
1903	27
1904	29

1905	17
1906	12
1907	15
1908	18
1909	21

Nous voyons avec quel succès les ouvriers ont « réduit » le montant des amendes. Jusqu'en 1905, celles-ci atteignaient entre 27 et 30 kopecks par ouvrier.

Vient l'an cinq. Aussitôt, les amendes diminuent de près de moitié : 17 kopecks. En 1906, les résultats de l'an cinq apparaissent encore plus nettement : les amendes tombent à 12 kopecks.

La révolution passe. Les capitalistes s'enhardissent. Les amendes se relèvent de nouveau, allant jusqu'à 15, 18 et 21 kopecks.

Pourtant, même en 1909, année de l'accalmie la plus complète et la plus prolongée, les capitalistes ne réussissent pas à relever les amendes jusqu'à leur monstrueux niveau antérieur. Le capitaliste a beau se mettre à plat ventre devant le Pourichkévitch, ces deux « aimables compagnons » ne réussissent tout de même pas à revenir au bon vieux temps : *l'ouvrier en Russie n'est plus le même.* L'ouvrier en Russie a déjà appris certaines choses !

Si l'on compare la somme des amendes avec celle des salaires des ouvriers (cette comparaison est indispensable, car ce n'est pas la même chose de payer 20 kopecks sur un salaire d'un rouble ou sur un salaire d'un rouble et demi), la victoire des ouvriers en l'an cinq apparaît encore plus clairement.

Voici les chiffres moyens des amendes annuelles par 100 roubles de salaires ouvriers :

en 1901	15
» 1902	14
» 1903	13
» 1904	14
» 1905	9
» 1906	5
» 1907	6
» 1908	8
» 1909	9

Par conséquent, à la suite de l'an cinq, les ouvriers de la province de Moscou ont obtenu une réduction des *deux tiers* des amendes monstrueuses. Ils obtiendront aussi la suppression totale des amendes.

IV

En conclusion, nous examinerons un peu la part du salaire touchée en espèces par les ouvriers de Moscou.

A cet égard, la situation faite aux ouvriers de Moscou est dure. En 1909, ils ont reçu au total 73 millions de roubles de salaires ; sur cette somme, 61,5 millions de roubles, soit 84,2% ont été versés en espèces. Près du dixième des salaires, 7,2 millions de roubles, a été payé en vivres et en marchandises des magasins de fabriques. Ce mode de paiement instaure pour les ouvriers une sujétion vis-à-vis des patrons et fournit à ces derniers un « surprofit ».

Particulièrement désastreuse est à ce point de vue la situation des ouvriers employés dans l'industrie de transformation du coton : plus du cinquième des salaires (5,9 millions de roubles sur 28,8) a été versé en vivres. Si les ouvriers arrivaient à avoir des coopératives ouvrières libres, non seulement des centaines de milliers de roubles seraient économisés pour les esclaves du capital, mais encore la dépendance semi-servile par rapport aux magasins *des patrons* disparaîtrait.

Ensuite, les ouvriers ont reçu 3 3/4 millions de roubles de salaires (5%) en paiement des produits qu'ils ont pris dans les magasins de sociétés de consommation, etc. Enfin, 680 000 roubles de salaires (0,9 %) représentent l'entretien des ouvriers nourris par les patrons.

Ce mode de paiement, qui condamne l'ouvrier à des milliers de formes de dépendance personnelle qui évoquent le servage, s'est conservé de façon plus apparente dans les industries qui transforment la soie et le lin, puis dans celles des denrées alimentaires et des produits d'origine animale.

En ce qui concerne l'influence de l'an cinq sur les formes de salaires, il n'y a eu à cet égard presque aucune conquête. Voici les chiffres depuis 1901 :

Années	Somme totale des salaires des ouvriers (mln. de roubles)	Se répartissant en paiements (en %%)			
		en espèces	en marchandises des magasins de fabriques	pris dans les sociétés de consommation	entretien des ouvriers nourris par les patrons
1901	53	81,4	8,9	7,3	2,4
1902	54	81,5	9,1	7,0	2,4
1903	57	83.0	8,3	6,6	2,1
1904	55	82,7	9,0	6,5	1,8
1905	57	82,8	9,2	6,5	1,5
1906	64	85,1	7,6	5,8	1,5
1907	71	83,8	9,4	5,3	1,5
1908	73	82,9	10,4	5,2	1,5
1909	73	84,2	9,8	5,1	0,9

Après 1905, le paiement en espèces a augmenté dans des proportions extrêmement faibles. Le système de l'entretien des ouvriers nourris par les patrons n'a guère reculé davantage. Par contre, les paiements par l'intermédiaire des magasins de fabriques ont même augmenté légèrement.

Somme toute, la situation est restée aussi mauvaise que par le passé. Les ouvriers de Moscou devront obtenir d'être payés en espèces et lutter pour le remplacement des magasins de fabriques par des sociétés de consommation ouvrières libres.

« Nach Poul » nos 13 et 14, 8 et 10 septembre 1913. Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

MESSIEURS LES BOURGEOIS PARLENT DE L'AGRICULTURE « LABORIEUSE »

Au congrès agricole de Kiev, devant 1 000 grands propriétaires de toutes les Russies, M. le professeur Kossinski a présenté le premier rapport, dans lequel il a démontré la victoire de l'« exploitation laborieuse » dans l'agriculture.

La question de l'exploitation « laborieuse » est une des questions les plus importantes permettant de mettre en évidence les rapports capitalistes dans l'agriculture. En outre, il existe en Russie le parti bourgeois des populistes (ceux de « gauche » y compris), qui tente de persuader les ouvriers qu'il est de nature socialiste, et consacre le principal de ses efforts en faveur de cette exploitation « laborieuse ». C'est pourquoi il est indispensable pour tout ouvrier conscient de bien comprendre ce qu'est l'exploitation « laborieuse ».

M. le professeur bourgeois Kossinski a affirmé, en ne citant aucun chiffre à l'appui, que l'exploitation paysanne progresse et que les grandes exploitations qui utilisent le travail salarié se désagrègent et disparaissent. Ce faisant, M. le professeur :

« a distingué trois types d'exploitations paysannes : 1) les parcellaires (naines) : le paysan travaille quelque part en fabrique et ne possède chez lui, à la campagne, qu'une maison avec un potager, dont la culture améliore un peu son revenu ; 2) les alimentaires : le paysan possède un fonds de terre plus important, mais dont la culture ne suffit pas à couvrir tous les besoins de la famille ; une partie des membres de la famille travaille alors à l'extérieur ; 3) les laborieuses,

qui représentent une exploitation paysanne complète, dans laquelle toute la famille travaille. L'évolution agraire conduit à l'anéantissement des exploitations alimentaires et à leur élimination par les exploitations laborieuses et parcellaires. L'avenir appartient surtout aux exploitations laborieuses : leurs dimensions moyennes, à l'échelle russe, sont de 50 déciatines environ. Le triomphe de l'exploitation laborieuse ne s'accompagne nullement d'une prolétarisation des campagnes » (la *Kievskaïa Mysl* n° 242).

Vous avez là les fondements de la théorie bourgeoise de l'agriculture « laborieuse », théorie reprise par les populistes. Tout ouvrier un peu familiarisé avec l'économie politique verra immédiatement que M. le bourgeois appelle parcellaires ou naines les exploitations *prolétariennes* ou de journaliers agricoles, les « exploitations » d'ouvriers *salariés*.

Il appelle « alimentaires », de toute évidence, les petites exploitations paysannes qui vivent principalement d'une économie non pas d'échange et de commerce, mais naturelle (qui se procurent leur nourriture). En reconnaissant l'élimination de ces exploitations, notre professeur bourgeois non conscient reconnaît par là même la victoire du capitalisme, les progrès de l'échange et l'évincement de la petite exploitation. Evincement par *quelles* exploitations ? Premièrement, par les prolétariennes. C'est bien ce qu'on appelle la prolétarisation, M. le professeur non conscient ! Deuxièmement, par les exploitations « laborieuses », d'une dimension moyenne de 50 déciatines environ.

Il me reste à démontrer au professeur non conscient et à ses disciples socialistes-révolutionnaires (populistes) que les exploitations « laborieuses » sont bel et bien des exploitations *petites-bourgeoises* et *capitalistes*.

Quel est le principal signe distinctif du capitalisme ? L'emploi du travail salarié. Il serait temps que nos professeurs et nos socialistes-révolutionnaires apprennent cette vérité.

Que nous montre la statistique européenne, scientifique, sur le travail salarié dans l'exploitation paysanne ? Elle montre que non seulement les exploitations de 50 déciatines, mais même celles de *plus de 10 hectares* (un hectare=une déciatine environ), *dans la plupart des cas* ne vont pas sans travail salarié !

Allemagne. Dernier recensement, 1907. Nombre d'exploitations entre 10 et 20 hectares : 412 741. Ouvriers sala-

riés employés par elles : 711 867. Même les exploitations entre 5 et 10 ha, dont le nombre est de 652 798, emploient 487 704 ouvriers salariés. En d'autres termes, même, là le nombre des ouvriers salariés représente plus de la moitié du nombre des exploitations. Or, chacun sait que dans l'immense majorité des cas les petits paysans n'ont pas plus d'un ouvrier salarié.

Autriche. Dernier recensement, 1902. Nombre d'exploitations entre 10 et 20 ha : 242 293. Une *majorité* d'entre elles emploie des ouvriers salariés : 142 272, soit près des 3/5. Ajoutons que l'Autriche est un pays où le développement du capitalisme est beaucoup plus en retard qu'en Allemagne. Dans l'ensemble de l'agriculture autrichienne, le pourcentage des ouvriers salariés est *deux fois* plus faible (14%) que dans l'agriculture allemande (30%).

Suisse. Dernier recensement, 1905. Nombre d'exploitations entre 10 et 15 ha : 19 641. 11 148 d'entre elles, soit une *majorité*, ont des ouvriers salariés. Parmi les exploitations entre 5 et 10 ha, environ 36% en Suisse et 33 % en Autriche emploient des ouvriers salariés.

On peut juger par là de l'ignorance sans bornes ou de la malhonnêteté extrême du professeur bourgeois, à la remorque de qui se traînent les populistes et qui *nie* la prolétarisation des campagnes, tout en *reconnaissant* que les exploitations « alimentaires » sont évincées, d'une part, par les prolétariennes et, d'autre part, par les « laborieuses », ce doux vocable servant à désigner les exploitations qui utilisent des ouvriers salariés !

Tous ceux qui célèbrent les succès de l'agriculture « laborieuse » en régime capitaliste (y compris nos populistes de gauche) sont des bourgeois qui trompent les ouvriers. La tromperie consiste, d'abord, à enjoliver la bourgeoisie. On appelle propriétaire « laborieux » l'exploiteur du travail salarié ! Elle consiste, ensuite, à camoufler l'abîme qui sépare la masse énorme des exploitations prolétariennes de l'infime minorité des exploitations capitalistes.

L'intérêt de la bourgeoisie exige que le capitalisme soit enjolivé, et l'abîme de classe camouflé. L'intérêt du prolétariat exige que le capitalisme et l'exploitation du travail salarié soient dénoncés, que les yeux des masses soient ouverts sur la profondeur de l'abîme de classe.

Voici des données succinctes sur l'abîme de classe dans l'agriculture allemande, d'après le recensement de 1907. Le chiffre total des exploitations est de 5,7 millions. Celui des exploitations prolétariennes (moins de 2 hectares de terre), de 3,4 millions. Ces « propriétaires », dans leur immense majorité, sont des *ouvriers salariés* qui possèdent un lopin de terre.

Vient ensuite la petite exploitation (de 2 à 5 ha, 1,0 million d'exploitations). Ce sont les paysans les plus pauvres. Moins de la moitié d'entre eux (495 000) sont des cultivateurs indépendants, *n'ayant pas* d'occupation secondaire. La majorité a besoin d'avoir un second métier, c'est-à-dire de vendre sa force de travail. Ces paysans sont ceux pour lesquels il est le plus facile de se joindre au prolétariat.

Réunissons-les dans un *1er groupe* : exploitations prolétariennes et petites exploitations paysannes.

2e groupe : exploitations paysannes moyennes (de 5 à 10 ha). Un assez grand nombre d'entre elles, comme nous l'avons vu, exploite des ouvriers salariés. Le paysan moyen est un petit bourgeois, qui oscille entre le prolétariat et la bourgeoisie.

3e groupe : les autres, c'est-à-dire les capitalistes (20 ha et plus) et les gros paysans (de 10 à 20 ha). Nous avons vu que la *plupart* des gros paysans exploitent des ouvriers salariés.

Ainsi, 1er groupe : exploitations prolétariennes et petites exploitations paysannes ; 2e groupe : exploitations paysannes moyennes ; 3e groupe : grosses exploitations paysannes et exploitations purement capitalistes. Voyons donc combien ces groupes possèdent de terre et de bétail :

Groupes	Nombre d'exploitations (millions)	Ouvriers (en millions)	Terre (en millions d'hectares)	Bétail (calculé en millions de têtes de gros bétail)	Machines (en millions d'unités)
1er . . .	4,4	7,3	5,0	7,0	0,2
2e . . .	0,6	2,5	4,6	5,1	0,4
3e . . .	0,7	5,4	22,2	17,3	1,2
Total	5,7	15,2	31,8	29,4	1,8

Voilà un tableau de l'agriculture d'aujourd'hui qui n'est ni professoral, ni populiste, mais en revanche conforme à la réalité. La *majeure* partie de la terre, du bétail et des machines est entre les mains d'une infime minorité (moins de 1/8 ; 0,7 sur 5,7) de capitalistes et de paysans bourgeois. La *masse énorme* des « propriétaires » (4,4 millions sur 5,7) possède par exploitation moins de deux ouvriers, moins de deux déciatines, moins de deux têtes de bétail. Ce sont des indigents. Leur part dans le total de la production agricole est insignifiante. On les mène par le bout du nez en leur promettant la possibilité d'un salut en régime capitaliste.

Comparez la productivité du travail dans les différents groupes (c'est-à-dire le nombre des ouvriers par déciatine de terre et par tête de bétail), et vous verrez l'éparpillement et le gaspillage barbares du travail caractérisant la petite exploitation. Chez les capitalistes, par contre, nous trouvons presque toutes les machines et une productivité du travail élevée.

Comparez la quantité du bétail avec la quantité de la terre (y compris les prés, les superficies cultivées en fourrages, etc.) dans les différents groupes. Vous verrez un bétail affamé dans les petites exploitations et la « prospérité » capitaliste chez le nombre réduit des nantis.

Les marxistes défendent les intérêts de la masse en expliquant aux paysans : il n'y a point de salut pour vous si vous ne vous joignez pas à la lutte du prolétariat. Les professeurs bourgeois et les populistes trompent la masse en lui contant des bourdes sur la petite agriculture « laborieuse » en régime capitaliste.

« Nach Pout » n° 16,
11 septembre 1913.
« Pravda Trouda » n° 4,
14 septembre 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte
de la « Pravda Trouda »

HARRY QUELCH

Le mercredi 17 septembre (4 septembre ancien calendrier), est décédé à Londres le camarade Harry Quelch, leader des social-démocrates anglais. L'organisation des social-démocrates anglais a été fondée en 1884 sous le nom de « Fédération social-démocrate ». En 1909, elle a pris le nom de « Parti social-démocrate », et en 1911, après avoir recueilli l'adhésion de plusieurs groupes socialistes isolés, celui de « Parti socialiste britannique ».

Harry Quelch fut un des militants les plus énergiques et les plus dévoués de la social-démocratie anglaise. Il milita non seulement au parti social-démocrate, mais aussi dans l'organisation syndicale de la classe ouvrière. La section londonienne du syndicat des typographes l'élut à maintes reprises à sa présidence. Il fut également président du bureau londonien des syndicats, le « Conseil des métiers » (« Trades Council »).

Quelch fut rédacteur de l'organe central des social-démocrates anglais, le quotidien *Justice* [124], ainsi que du mensuel du parti, le *Social Democrat* [125].

Il participa de la façon la plus directe à toute l'activité de la social-démocratie anglaise, prenant constamment la parole aux réunions du parti et aux meetings populaires. Quelch a représenté maintes fois la social-démocratie anglaise aux congrès internationaux et au Bureau socialiste international. Entre autres, au Congrès socialiste international de Stuttgart, Quelch fut victime de la répression du gouvernement du Wurtemberg : celui-ci l'*expulsa* de

Stuttgart (sans jugement, sur ordre de la police, comme étranger), parce que lors d'une assemblée populaire Quelch avait qualifié la conférence de La Haye de « Thieves supper » (une réunion de voleurs). Lorsque, le lendemain de l'expulsion de Quelch, s'ouvrit la séance du congrès, les délégués anglais laissèrent vide la chaise sur laquelle il s'était assis, et y accrochèrent une pancarte portant cette inscription : « Ici était assis Harry Quelch, expulsé hier par le gouvernement du Wurtemberg. »

Les Allemands du Sud se targuent souvent de leur haine contre les Prussiens et leur esprit formaliste, bureaucratique et policier, et pourtant ils agissent eux-mêmes comme les pires des Prussiens dès qu'il s'agit d'un prolétaire socialiste.

Les conditions historiques de l'activité de la social-démocratie anglaise, dont Quelch était le leader, sont d'une extrême originalité. Dans le pays le plus avancé du capitalisme et de la liberté politique, la bourgeoisie anglaise (qui s'était débarrassée dès le XVIIe siècle de la monarchie absolue par des moyens assez démocratiques) a réussi au XIXe siècle à *scinder* le mouvement ouvrier anglais. Au milieu du XIXe siècle, l'Angleterre détenait un monopole presque absolu sur le marché mondial. Grâce à ce monopole, les profits du capital anglais étaient incroyablement élevés : il était possible de faire partager quelques miettes de ces profits à l'aristocratie ouvrière constituée par les ouvriers d'usine qualifiés.

Cette aristocratie ouvrière, dont les salaires étaient alors convenables, s'est renfermée dans des unions étroites, égoïstement corporatives, s'est détachée de la masse du prolétariat et a pris en politique le parti de la bourgeoisie libérale. Et aujourd'hui encore, il n'y a sans doute nulle part au monde autant de libéraux parmi les ouvriers d'avant-garde qu'en Angleterre.

Mais, dans le dernier quart du XIXe siècle, la situation a commencé à changer. Le monopole de l'Angleterre a été entamé par l'Amérique, l'Allemagne, etc. La base économique du professionnalisme étroit et petit-bourgeois et du libéralisme parmi les ouvriers anglais a été détruite. Le socialisme relève à nouveau la tête en Angleterre, pénètre dans les masses et progresse irrésistiblement *en dépit*

de l'opportunisme acharné des intellectuels para-socialistes anglais.

Quelch s'est trouvé aux premiers rangs de ceux qui ont lutté avec fermeté et conviction contre l'opportunisme et la politique ouvrière libérale au sein du mouvement ouvrier anglais. Il est vrai que leur détachement des masses a parfois marqué d'un certain sectarisme les social-démocrates anglais. Hyndman, chef et fondateur de la social-démocratie en Angleterre, a même glissé jusqu'au chauvinisme. Mais le parti social-démocrate l'a contré, et dans toute l'Angleterre *seuls* les social-démocrates britanniques ont mené durant des dizaines d'années une propagande et une agitation systématiques dans l'esprit du marxisme. C'est là le très grand mérite historique de Quelch et de ses camarades. Les fruits de l'activité du marxiste Quelch se feront connaître dans toute leur force, au cours des prochaines années, pour le mouvement ouvrier anglais.

On ne peut manquer de signaler en conclusion la sympathie de Quelch pour les social-démocrates russes et l'aide qu'il leur a apportée. Il y a onze ans, un journal social-démocrate russe devait s'imprimer à Londres [126]. Les social-démocrates anglais, Quelch en tête, offrirent leur imprimerie avec le plus grand empressement. Il fallut pour cela que Quelch lui-même « se serre » un peu : en guise de salle de rédaction, il disposait d'un recoin dans l'imprimerie, isolé par une mince cloison de planches. Ce recoin contenait une toute petite table à écrire surmontée d'une étagère à livres et une chaise. Lorsque l'auteur de ces lignes rendait visite à Quelch dans ce « bureau », il n'y avait plus de place pour une deuxième chaise...

« Pravda Trouda » n° 1,
11 septembre 1913.
« Nach Pout » n° 16,
12 septembre 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte
de la « Pravda Trouda »

MARXISME ET RÉFORMISME

Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour telles améliorations dans la situation des travailleurs qui laissent comme par le passé le pouvoir entre les mains de la classe dominante. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. Le réformisme est une duperie bourgeoise à l'intention des ouvriers, qui resteront toujours des esclaves salariés, malgré des améliorations isolées, aussi longtemps que durera la domination du capital.

La bourgeoisie libérale donne les réformes d'une main et les reprend toujours de l'autre ; elle les réduit à néant ou les utilise pour assujettir les ouvriers, pour les scinder en différents groupes afin de perpétuer l'esclavage salarié des travailleurs. C'est pourquoi le réformisme, même lorsqu'il est absolument sincère, devient en fait pour la bourgeoisie un instrument de corruption et d'affaiblissement des ouvriers. L'expérience de tous les pays montre qu'en faisant confiance aux réformistes les ouvriers ont toujours été dupes.

Au contraire, si les ouvriers ont assimilé l'enseignement de Marx, c'est-à-dire s'ils ont pris conscience du fait que l'esclavage salarié est inévitable aussi longtemps que dure la domination du capital, ils ne se laisseront tromper par aucune réforme bourgeoise. Comprenant que, si le capita-

lisme est maintenu, les réformes ne peuvent être ni durables ni sérieuses, les ouvriers luttent pour les améliorations qu'ils utilisent pour poursuivre une lutte plus opiniâtre contre l'esclavage salarié. Les réformistes s'efforcent de diviser et de tromper les ouvriers au moyen d'aumônes, de les détourner de la lutte de classe. Les ouvriers qui ont compris la fausseté du réformisme, utilisent les réformes pour développer et étendre leur lutte de classe.

Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte, et plus les ouvriers sont impuissants, plus ils sont sous la coupe de la bourgeoisie, plus il est facile pour celle-ci de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est indépendant, plus ses objectifs sont profonds et vastes, plus il est affranchi de l'étroitesse du réformisme, et mieux les ouvriers réussissent à consolider et à utiliser des améliorations isolées.

Les réformistes existent dans tous les pays, car partout la bourgeoisie cherche à dépraver les ouvriers d'une manière ou d'une autre, à en faire des esclaves satisfaits qui renoncent à l'idée de supprimer l'esclavage. En Russie, les réformistes sont les liquidateurs, qui renient notre passé afin d'endormir les ouvriers en les faisant rêver à un parti nouveau, déclaré, légal. Récemment, contraints par la *Sévernaïa Pravda* *, les liquidateurs de Pétersbourg ont commencé à se défendre contre les accusations de réformisme. Il faut s'arrêter attentivement sur leurs raisonnements, afin de bien tirer au clair cette question d'une importance extrême.

Nous ne sommes pas des réformistes, ont écrit les liquidateurs de Pétersbourg, car nous n'avons pas dit que les réformes sont tout et le but final, rien ; nous avons dit : mouvement vers le but final ; nous avons dit : par l'intermédiaire de la lutte pour les réformes, vers la plénitude des objectifs fixés.

Voyons si ce plaidoyer correspond à la vérité.

Premier fait. Le liquidateur Sédov, résumant les déclarations de tous ses pareils, a écrit que des « trois piliers » [127] mis en avant par les marxistes, deux ne conviennent pas

---

* Voir le présent tome, pp. 349-352. (*N.R.*)

actuellement pour l'agitation. Il a laissé subsister la journée de travail de 8 heures, théoriquement réalisable comme réforme. Il a écarté ou éloigné précisément ce qui sort des cadres d'une réforme. Par conséquent, il est tombé dans l'opportunisme le plus évident, en pratiquant justement la politique qui s'exprime par la formule que le but final n'est rien. C'est bel et bien du réformisme, quand on repousse le plus loin possible de l'agitation le « but final » (ne serait-ce que par rapport à la démocratie).

Deuxième fait. La fameuse Conférence d'août des liquidateurs (tenue l'an dernier) repousse elle aussi le plus loin possible, pour un cas spécial, les revendications non réformistes, au lieu de les avancer le plus près possible, au cœur même de l'agitation.

Troisième fait. En niant et en minimisant le « passé », en le rejetant avec impatience, les liquidateurs se cantonnent par là même dans le réformisme. Dans les circonstances actuelles, le lien du réformisme avec la négation du « passé » est évident.

Quatrième fait. Le mouvement économique des ouvriers suscite la colère et les attaques des liquidateurs (« frénésie », « agitation stérile », etc., etc.) aussitôt qu'il se rattache à des mots d'ordre qui débordent le cadre du réformisme.

Qu'obtenons-nous en fin de compte ? En paroles, les liquidateurs rejettent le réformisme de principe ; dans les faits, ils l'appliquent sur toute la ligne. D'un côté, ils nous assurent que pour eux les réformes ne sont nullement tout, mais de l'autre, à chaque fois que, dans la pratique, les marxistes dépassent les limites du réformisme, les liquidateurs répondent par des attaques ou par une attitude dédaigneuse.

Par ailleurs, les événements qui se produisent dans tous les domaines du mouvement ouvrier nous montrent que, loin de rester en arrière, les marxistes tiennent manifestement la tête en ce qui concerne l'utilisation pratique des réformes et la lutte pour les réformes. Prenez les élections à la Douma dans la curie ouvrière, les interventions des députés à la Douma et en dehors de la Douma, la mise sur pied des journaux ouvriers, l'utilisation de la réforme des assurances, le syndicat des métallurgistes, le plus im-

portant des groupements professionnels, etc. : partout vous verrez que les ouvriers marxistes l'emportent sur les liquidateurs dans le domaine du travail direct, immédiat et « quotidien », dans la propagande, l'organisation, la lutte pour les réformes et leur utilisation.

Les marxistes travaillent inlassablement : ils ne laissent passer aucune « possibilité » de réformes et d'utilisation des réformes ; ils ne blâment pas, mais soutiennent et s'appliquent à développer tout dépassement des limites du réformisme, qu'il s'agisse de propagande, ou d'agitation, ou d'action économique de masse, etc. Quant aux liquidateurs, qui se sont écartés du marxisme, ils ne font que désorganiser le mouvement ouvrier par leurs attaques contre l'existence même d'un tout marxiste, par leur destruction de la discipline marxiste et par leur propagande en faveur du réformisme et de la politique ouvrière libérale.

Il ne faut pas oublier, en outre, qu'en Russie le réformisme se présente sous une forme particulière, qui consiste à vouloir identifier les conditions fondamentales de la situation politique dans la Russie d'aujourd'hui et dans l'Europe d'aujourd'hui. Du point de vue du libéral, cette identification est légitime, car le libéral croit et professe que « nous avons, Dieu merci, une constitution ». Le libéral exprime les intérêts de la bourgeoisie, quand il défend l'opinion qu'après le 17 octobre tout dépassement des limites du réformisme par la démocratie est une folie, un crime, un péché, etc.

Mais ce sont précisément ces idées bourgeoises que nos liquidateurs prônent en fait lorsque, constamment et systématiquement, ils « transfèrent » en Russie (sur le papier) le « parti au grand jour », la « lutte pour la légalité », etc. Autrement dit, de même que les libéraux, ils prônent le transfert de la constitution européenne en Russie *sans* le cheminement particulier qui a abouti en Occident à l'adoption de constitutions et à leur affermissement durant des générations, et parfois même durant des siècles. Les liquidateurs et les libéraux veulent, comme on dit, laver la peau sans la plonger dans l'eau.

En Europe, le réformisme, c'est en pratique le rejet du marxisme et son remplacement par une « politique sociale »

bourgeoise. Chez nous, le réformisme des liquidateurs signifie non seulement cela, mais encore en plus la destruction de l'organisation marxiste, le refus des objectifs démocratiques de la classe ouvrière et leur remplacement par une politique ouvrière libérale.

Conforme au texte du journal

La « Pravda Trouda » n° 2, 12 septembre 1913.
Signé : V. I.

LA RÉGLEMENTATION AGRAIRE ET LES PAYSANS PAUVRES

Sur ce sujet très important, un rapport a été présenté le 3 septembre à Kiev, devant le congrès agricole de Russie, par Minine, agronome à Tchernigov.

M. Minine est apparemment un populiste (notons qu'il s'est montré d'accord avec le professeur bourgeois Kossinski quant à la viabilité de l'exploitation « laborieuse ») ; il a démontré fort justement que l'agronomie aide les paysans aisés. La réglementation agraire n'aide que les puissants, et fait périr les traîne-misère. La réglementation agraire est un char sur lequel le puissant est assis et écrase les vaincus.

Il ne fait aucun doute que tout cela est une vérité absolue. Seuls des hommes de mauvaise foi peuvent la nier. Mais où M. Minine voit-il le « salut » ?

Il a dit (d'après le compte rendu de la *Kievskaïa Mysl*, n° 244) :

« La seule chose qui sera capable de sauver les plus petites exploitations après le partage, c'est d'en faire des associations libres qui exploiteront en commun (cultiveront collectivement) leur propre terre. »

Il est clair que cette recette populiste est de l'enfantillage pur et simple. Les grands propriétaires et les koulaks chassent de la terre des millions de paysans et en ruinent d'autres millions. Tout le capitalisme mondial, toute la force des échanges internationaux, toute la puissance des milliards de capitaux détenus par la bourgeoisie de tous

les pays remorquent la Russie, alimentent et soutiennent la bourgeoisie russe, dans les villes comme dans les *campagnes*, y compris à l'intérieur de la communauté. Et voici qu'on nous dit que le « salut » viendra de ce que ces paysans ruinés cultiveront en commun « leur propre » lopin de terre ! ! C'est exactement comme si avec une brouette on essayait d'aller plus vite et de transporter une plus grosse charge qu'en train.

Non, messieurs les populistes ! Vous avez raison, bien sûr, quand vous dites que ce train écrase les pauvres. Mais ce n'est pas à une brouette qu'il faut penser ici.

Ce n'est pas en arrière qu'il faut aller, du train à la brouette, mais en avant : du train capitaliste au train des prolétaires unis.

L'innocente rêverie des populistes n'est pas seulement d'une naïveté puérile : elle est franchement nuisible, car elle détourne la pensée des paysans pauvres de la lutte de classe. *En dehors* de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie pour transformer tout le système capitaliste, il n'est point de salut pour les pauvres des campagnes. Et toutes les associations, coopératives, artels, etc., ne peuvent être utiles qu'à la condition de participer en toute conscience à cette lutte de classe.

Mais, s'il est absolument incontestable que le développement du capitalisme et la prolétarisation des campagnes progressent inévitablement, en Russie comme dans le monde entier, l'erreur la plus grave consisterait à se limiter à cette vérité.

Il y a capitalisme et capitalisme : il y a celui des grands propriétaires, semi-féodal, avec nombre de vestiges de privilèges de toute sorte, le plus réactionnaire et le plus accablant pour la masse ; mais il y a aussi le capitalisme des fermiers libres qui est le plus démocratique, le moins accablant pour la masse, et conserve le moins de vestiges des privilèges.

Si, par exemple, toutes les terres de Russie étaient remises aux paysans sans aucun rachat, quel effet cela aurait-il sur le développement du capitalisme ? Ce ne serait pas le socialisme. Ce serait *aussi* un capitalisme, mais démocratique ; ce serait un capitalisme non à la manière de Pourichkévitch et de Goutchkov, mais des populistes et

des paysans. Dans ce cas, le développement du capitalisme serait encore plus rapide, large et libre, et la masse serait moins accablée.

Là est le *fond* de la question agraire telle qu'elle se présente aujourd'hui en Russie. C'est de cela qu'ont débattu à Kiev (sans comprendre le fond du débat), d'une part, les défenseurs de la réglementation agraire voulue par les grands propriétaires et de l'agronomie bourgeoise et, d'autre part, les populistes et les cadets de gauche (tel Chakhovskoï). Ils ont débattu la question de savoir si la démocratie bourgeoise doit laisser les Pourichkévitch achever de construire la Russie nouvelle suivant un type féodalo-capitaliste, ou bien si elle doit prendre cette construction entre ses mains, les mains de la masse, les mains de la paysannerie, et conduire ce travail, sans les Pourichkévitch, dans la voie d'un capitalisme libre et démocratique.

Il n'est pas difficile de comprendre la position de l'ouvrier conscient dans ce débat. Nous avons la certitude que les deux voies, celle de Stolypine et celle des populistes, ont pour effet de développer le capitalisme, qui, de toute façon, conduit au triomphe du prolétariat. Aucun tournant de l'histoire ne nous fera perdre courage. Mais nous ne laisserons aucun tournant de l'histoire se produire sans notre participation, sans une intervention effective de la classe d'avant-garde. L'attitude de la classe ouvrière devant les conflits qui opposent les Pourichkévitch et la démocratie paysanne n'est pas l'indifférence, mais la défense la plus ardente et la plus entière des intérêts de la démocratie paysanne et de la démocratie du peuple tout entier, dans leur expression la plus conséquente.

Pas la moindre concession au pseudo-socialisme populiste pourri jusqu'à la moelle (en fait au penchant petit-bourgeois à la rêverie), la sollicitude la plus grande pour la démocratie paysanne, pour son éducation, son éveil et son union, pour son affranchissement de tous les préjugés rancis : telle est la ligne de l'ouvrier conscient.

Vous voulez rêver à la victoire de la brouette sur le train ? Nos chemins bifurquent, nous sommes ennemis du manilovisme [128] trivial. Vous voulez combattre les Pourichkévitch ? Alors votre chemin est le nôtre, mais sachez que les ouvriers ne pardonneront pas le moindre flottement.

Quant à ceux qui s'empressent, avec une hâte servile, de certifier le succès « définitif » de la réglementation agraire stolypinienne, la classe ouvrière leur réservera le mépris que les classes d'avant-garde, vigoureuses et hostiles au réformisme, réservent toujours aux opportunistes et aux chevaliers du succès de l'instant.

La « Pravda Trouda » n° 3,
13 septembre 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du journal

COMMENT L'ÉVÊQUE NIKON DÉFEND LES UKRAINIENS

La *Kievskaïa Mysl* nous apprend que l'évêque Nikon, député de la droite à la Douma d'Etat, a été le premier à signer le projet de loi sur l'école et les associations ukrainiennes déposé à la Douma.

Contenu de ce projet : autoriser l'enseignement en ukrainien dans les écoles primaires; nommer comme enseignants des Ukrainiens ; introduire l'enseignement de la langue ukrainienne et de l'histoire de l'Ukraine ; ne pas persécuter les associations ukrainiennes et ne pas les interdire « suivant le bon plaisir de l'administration, qui est souvent de l'arbitraire tout pur ».

Ainsi, dans *certains* cas, l'*arbitraire* ne plaît pas à ce camarade de parti de Pourichkévitch qu'est l'évêque Nikon.

Celui-ci estime avec raison qu'il soulève « une question d'une importance extrême, celle de la mutilation infligée aux 37 millions d'individus du peuple ukrainien » ; que « la riche, belle, talentueuse, florissante et poétique Ukraine est vouée à la dégénérescence, à l'abrutissement graduel et à une mort lente ».

Il est tout à fait légitime de protester contre l'oppression des Ukrainiens par les Grands-Russes. Mais voyez avec quels arguments l'évêque Nikon défend les revendications ukrainiennes :

« Le peuple ukrainien ne cherche pas on ne sait quelle trop fameuse autonomie, ni la restauration de la Sietch des Zaporogues ; les Ukrainiens ne sont pas des séparatistes... Les Ukrainiens ne sont

pas des allogènes ; ils sont nôtres, ils sont nos frères, et comme tels ne doivent faire l'objet d'aucune limitation quant à l'usage de leur langue et à leur développement culturel national ; sinon, nous les plaçons nous-mêmes, eux qui sont nos frères, au niveau des Juifs, des Polonais, des Géorgiens, etc., qui sont effectivement des allogènes. »

Voilà donc à quoi se réduit la chose : l'évêque ukrainien Nikon et ses amis politiques quémandent auprès des propriétaires terriens grands-russes des *privilèges* pour les Ukrainiens, pour cette raison que ces derniers sont des frères, tandis que les Juifs sont des allogènes ! En termes plus francs et plus simples : nous sommes d'accord pour que les Juifs, etc., soient opprimés en qualité d'allogènes, pourvu que des concessions nous soient accordées.

Scène connue de défense de la « culture nationale » par *tous* les nationalistes bourgeois, depuis les Cent-Noirs jusqu'aux libéraux, et même jusqu'aux démocrates bourgeois !

Que l'on ne puisse protéger de l'oppression les Ukrainiens si l'on ne cherche à protéger de toute oppression tous les peuples sans exception, — si l'on ne chasse absolument de la vie de l'Etat la notion d'« allogène », — si l'on ne défend l'égalité absolue de toutes les nations, cela, l'évêque Nikon ne veut pas le savoir. On ne peut protéger personne contre l'oppression nationale sans appliquer d'une manière conséquente l'autonomie locale et régionale la plus large et le principe de la solution de *toutes* les questions de l'Etat par la volonté de la majorité de la population (c'est-à-dire le principe de la démocratie conséquente).

Pour l'évêque Nikon, le mot d'ordre de « culture nationale » des Ukrainiens est en fait le mot d'ordre de la propagande de l'esprit cent-noir en ukrainien, le mot d'ordre de la culture cléricale ukrainienne.

Les ouvriers conscients ont compris que le mot d'ordre de « culture nationale » est une duperie cléricale ou bourgeoise, et peu importe qu'il s'agisse de culture grand-russe, ukrainienne, juive, polonaise, géorgienne ou toute autre. Il y a 125 ans, lorsque la nation n'était pas encore scindée en bourgeoisie et prolétariat, le mot d'ordre de culture nationale pouvait constituer un appel unitaire et cohérent à la lutte contre le féodalisme et le cléricalisme. Mais depuis, la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat

s'est déchaînée partout. La division de la nation « unique » en exploiteurs et exploités est devenue un fait accompli.

Seuls des cléricaux ou des bourgeois peuvent parler de culture nationale en général. Les masses laborieuses ne peuvent parler que de la culture internationale du mouvement ouvrier mondial. Seule cette culture signifie l'égalité absolue, réelle et sincère des nations, l'absence de l'oppression nationale, la réalisation de la démocratie. Seules l'unité et la fusion des ouvriers de toutes les nations au sein de *toutes* les organisations ouvrières dans la lutte contre le capital conduisent à la « solution de la question nationale ».

La « Pravda Trouda » n° 3, 13 septembre 1913

Conforme au texte du journal

NOTES D'UN PUBLICISTE

1. LES INTELLECTUELS SANS-PARTI CONTRE LE MARXISME

La rédaction de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* a pris la défense de l'agitation menée dans un esprit contraire au Parti en faveur du partage égal des collectes entre les liquidateurs, les populistes et les marxistes.

Lorsque cette rédaction a été prise sur le fait de prôner un partage qui constitue un procédé totalement dénué de principes, détruisant les fondements de l'attitude marxiste envers les courants petits-bourgeois *, elle a tenté, ne sachant quoi répondre, de s'en tirer par les plaisanteries. Nous ne connaissons pas, dit-elle, de « système marxiste de collectes ».

Les renégats veulent « esquiver gentiment par des plaisanteries » la question de nos anciennes décisions.

Mais les ouvriers ne permettront pas qu'on plaisante avec cela.

Le même n° 23 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* nous apprend que la propagande des liquidateurs a séduit deux groupes ouvriers en Russie : un groupe d'imprimeurs de la ville de Dvinsk et un groupe d'ouvriers de la fabrique Némirov-Kolodkine à Moscou. Ils ont versé leurs collectes *à parts égales* aux journaux liquidateur, populiste et marxiste.

Que les intellectuels renégats esquivent la question en

* Voir le présent tome, pp. 368-372. (*N.R.*)

plaisantant ; quant aux ouvriers ils doivent la résoudre et ils le feront.

Prôner le partage égal des collectes, c'est prôner la négation de l'esprit de parti et la confusion (ou l'égalité) entre le journal qui défend le point de vue de classe du prolétariat et un journal petit-bourgeois, celui des populistes. Contre cette vérité élémentaire, les « aimables plaisantins » qui écrivent dans le journal liquidateur ne peuvent rien objecter, bien qu'il soit certain que leurs petites plaisanteries et leurs ricanements soulèvent d'enthousiasme le public bourgeois. Celui qui a subi une défaite complète parmi les ouvriers, celui-là se dédommage bien souvent grâce à l'enthousiasme dont fait preuve la bourgeoisie lorsqu'elle voit tourner en ridicule l'idée même d'une solution marxiste conséquente des questions pratiques du moment.

Les liquidateurs ont trouvé leur consolation : ils ont été battus à plate couture à l'assemblée des ouvriers métallurgistes. Dans n'importe quelle assemblée de messieurs les bourgeois, on sourit aimablement à leurs aimables plaisanteries contre les positions du journal ouvrier.

A chacun son lot. Que les liquidateurs se consolent avec leurs succès auprès de la bourgeoisie. Les ouvriers, eux, expliqueront à la masse cette vérité incontestable que prôner le partage égal des collectes ouvrières, c'est prôner la négation de l'esprit de parti, prôner la confusion ou l'égalité entre le journal marxiste du prolétariat et un journal d'intellectuels et de petits bourgeois, quelque chose comme un journal populiste.

II. CÉCITÉ LIBÉRALE

Un procédé habituel des opportunistes d'Europe occidentale, à commencer par Edouard Bernstein dont les conceptions ont été si énergiquement rejetées par la social-démocratie allemande, est le suivant :

Voyez ce qui est, disaient Bernstein et les autres opportunistes, ayez le courage d'énoncer ce qui est : nous tous, en Allemagne, nous nous consacrons à la lutte en faveur des réformes, nous sommes tous, au fond, des réformistes,

nous sommes un parti de réformes. Quant à la suppression de l'esclavage salarié par une série de crises, ce ne sont que des mots, c'est une vaine utopie.

Jusqu'à ce jour, ce procédé opportuniste a été repris des centaines de fois, et toute la presse bourgeoise (notre *Retch* cadette la première) utilise constamment *contre* le marxisme ce raisonnement. Quiconque s'intéresse sérieusement aux destinées du mouvement ouvrier doit bien connaître cette manœuvre éculée des ennemis déclarés et des faux amis du prolétariat.

Tout dernièrement (le 4 septembre), dans le journal liquidateur de Pétersbourg, D., liquidateur assez connu, a repris cette manœuvre bourgeoise universellement employée en Europe avec un mauvais goût ou une désinvolture digne d'attention.

Que le lecteur juge :

« Déplions un journal ouvrier, fût-ce même la *Sévernaïa Pravda*, écrivait D., qu'apercevons-nous ? On nous parle de l'activité des organisations ouvrières, syndicats, clubs, coopératives ; de réunions des membres de ces organisations, de leurs directions, des délégués aux assurances, etc. ; de conférences et d'exposés organisés par les ouvriers ; de grèves et de comités de grèves ; de l'organisation de différentes collectes ; de tentatives d'action politique de la part de divers groupes d'ouvriers, soit pour défendre la presse ouvrière, ou pour honorer la mémoire de Bebel, ou pour quelque autre but immédiat. »

Voilà ce que D. et ses pareils « ont aperçu » et « voient » dans la *Sévernaïa Pravda* ! Et, bien entendu, comme Bernstein, il s'exclame : « il n'est pas mauvais de commencer par regarder *ce qui est* » (souligné par D. lui-même). Il en tire la conclusion que tout cela n'est rien d'autre que la lutte pour la liberté des coalitions. « Le mot d'ordre de lutte pour la liberté des coalitions, en tant que revendication la plus brûlante du moment », « généralise *ce qui est* » (souligné par D.).

Bernstein assurait qu'il ne faisait que « généraliser ce qui est », quand il déclarait que la lutte de la classe ouvrière était une lutte en faveur des réformes.

D. assure qu'il « généralise ce qui est », quand il affirme qu'en Russie le mouvement de la classe ouvrière est réformiste.

Bernstein glissait un contenu *libéral* dans la lutte ouvrière en faveur des réformes, lutte imprégnée d'un contenu qui n'est nullement réformiste. C'est exactement ce que fait à son tour D. Il *ne* voit rien, en dehors du réformisme libéral, et cherche à faire passer sa cécité pour la réalité.

Bien sûr, la *Sévernaïa Pravda* a lutté pour les améliorations les plus minimes de la vie ouvrière et des conditions de la lutte ouvrière, mais elle ne l'a pas fait à la façon libérale, comme ces messieurs D. ! *Il y a eu* dans la *Sévernaïa Pravda* bien des choses par eux négligées ; il y a eu la lutte contre le réformisme, la défense de notre « passé », la défense des mots d'ordre non tronqués, etc. De l'avis de M. D., cela ne compte pas. Cela, ils « *ne le voient pas* », ils ne veulent pas le voir, justement parce que ce sont des libéraux. Comme tous les libéraux, ils ne comprennent pas le *lien*, le lien étroit, indissoluble, qui existe pour les marxistes entre la défense de l'amélioration la plus minime et la défense des mots d'ordre de leur organisation, etc. Ils ne comprennent pas que ce lien est précisément ce qui détermine la différence fondamentale entre la conception du monde du libéral (qui est aussi pour la liberté d'association) et celle du démocrate ouvrier.

Détachez la lutte en faveur des réformes de la lutte en faveur du but final : voilà à quoi se résument en fait les sermons de Bernstein. Détachez la lutte en faveur des améliorations, de la liberté d'association, etc., de la lutte contre le réformisme, de la défense du marxisme, de son esprit et de son orientation : voilà à quoi se résument en fait les sermons de D. et des autres liquidateurs.

Ils veulent imposer à la classe ouvrière leur cécité libérale (ne pas voir le lien avec le passé, ne pas voir son orientation, ne pas voir la lutte contre le réformisme). Mais les ouvriers d'avant-garde, comme l'a démontré une nouvelle fois le 25 août l'assemblée des métallurgistes, ont déjà deviné la nature libérale de D. et de son groupuscule.

III. UNE EXPLICATION NÉCESSAIRE

Nous trouvons dans le n° 24 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* une boutade amusante à propos de notre description des

événements de Dublin*. Il ne vaudrait sans doute pas la peine de lui répondre si, tout en discourant, le journal liquidateur n'était arrivé jusqu'à une explication extrêmement importante et instructive pour les ouvriers. Jugez vous-mêmes. Nous établissions la différence entre l'Angleterre où, grâce aux fondements généraux de la liberté politique, la revendication par les ouvriers d'une *réforme* de la législation relative aux coalitions (des lois sur la liberté des coalitions) prend une signification tout à fait sérieuse et réelle, et la Russie, où semblable revendication est une phrase libérale creuse et futile, mais où des réformes dans le genre des assurances sont effectivement réalisables, les fondements étant ce qu'ils sont.

Le journaliste liquidateur ne comprend pas cette différence. Expliquons-la lui en posant deux questions : 1) Pourquoi une révolution démocratique bourgeoise, une révolution ayant pour objet la liberté politique est-elle impossible en Angleterre ? 2) Pourquoi des *réformes* partielles des lois ouvrières étaient-elles pleinement possibles en Russie, à la fin du siècle dernier, en 1897 par exemple, et pourquoi personne ne contestait les revendications partielles des ouvriers dans ce domaine, tandis que tous les marxistes d'alors considéraient comme une duperie libérale la revendication de réformes politiques partielles ?

Après avoir réfléchi à ces questions, le journaliste liquidateur pourra deviner pourquoi existe-t-il en Russie et en Angleterre une attitude différente envers les diverses réformes.

Voyons maintenant l'importante explication du journal liquidateur :

« Mais, écrit-il (n° 24, p. 2, col. 1), si pour une modification partielle de la législation sur les assurances il n'est pas besoin de ces fondements » (c'est-à-dire des fondements généraux de la liberté politique), « pourquoi ceux-ci sont-ils indispensables pour une modification partielle de la loi du 4 mars 1906 et de certains articles du décret du 2 décembre 1905 sur les grèves ? »

Félicitations, et merci de votre franchise ! En plein dans le mille : « une modification partielle des lois du 4 mars 1906 et du 2 décembre 1905 » [129] est tout à fait possible *sans* quoi que ce soit de général ! C'est admirable.

* Voir le présent tome, pp. 373-375. (*N.R.*)

Seulement... faut-il qu'on vous le dise ?... seulement cette « modification partielle des lois du 4 mars 1906 et du 2 décembre 1905 » ne s'appelle pas « *liberté des coalitions* », mais façon octobriste de tromper le peuple.

Les écrivains de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* ont reconnu précisément ce qu'il fallait démontrer.

Par la « liberté des coalitions » dont nous régalent libéraux et liquidateurs, il faut entendre :

« Une modification partielle des lois du 4 mars 1906 et 2 décembre 1905 ».

Merci encore de votre franchise. Nous en prendrons bonne note : le mot d'ordre essentiel, central, principal, primordial, etc., etc., des liquidateurs consiste, de leur propre aveu, à revendiquer une *modification partielle des lois du 4 mars 1906 et du 2 décembre 1905.*

N'est-il pas vrai que la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* a brillamment réfuté son appartenance au libéralisme ?

Ce n'est pas sans raison que les liquidateurs ont été surnommés les octobristes social-démocrates !

La « Pravda Trouda » n° 3, 13 septembre 1913. Signé : N — k

Conforme au texte du journal

LA BARBARIE CIVILISÉE

L'Angleterre et la France sont les Etats les plus civilisés du monde. Londres et Paris sont les capitales du monde avec leur population de 6 et 3 millions d'habitants. La distance qui les sépare représente 8 à 9 heures de trajet.

On peut imaginer toute l'importance du trafic commercial entre ces capitales, la masse de marchandises et de voyageurs qui circulent continuellement de l'une à l'autre.

Or, nous voyons aujourd'hui ces Etats, les plus riches, les plus civilisés et les plus libres du monde, occupés à discuter en tremblant de frayeur (et ce n'est pas la première fois, loin de là !) la question « délicate » suivante : est-il possible de creuser un tunnel sous la Manche (détroit qui sépare l'Angleterre du continent européen) ?

Depuis fort longtemps, les ingénieurs ont calculé que c'était possible. L'argent, les capitalistes d'Angleterre et de France en ont des tas. Le rendement du capital investi dans cette affaire est sans conteste garanti.

Quels sont donc les obstacles ?

L'Angleterre craint... une invasion ! Le tunnel, voyez-vous, faciliterait « en cas de quelque chose » l'accès de l'Angleterre aux troupes ennemies. Et c'est pourquoi les autorités militaires britanniques font échouer à chaque fois le plan de creusement du tunnel.

Quand on lit cela, on s'étonne de la folie et de l'aveuglement des peuples civilisés. Il va sans dire qu'interrompre la circulation dans le tunnel, le mettre totalement hors de

service avec les moyens techniques modernes est l'affaire de quelques secondes.

Mais les peuples civilisés se sont ravalés au rang de barbares. Le capitalisme a eu pour effet que, pour mystifier les ouvriers, la bourgeoisie *doit* effrayer le peuple anglais en lui racontant des histoires stupides d'« invasion ». Le capitalisme a eu pour effet que de nombreux capitalistes, bien que perdant ainsi l'« assiette au beurre » que serait pour eux le percement du tunnel, se mettent en quatre pour faire échouer ce plan et freiner le progrès technique.

Les Anglais ont peur du tunnel parce qu'ils ont peur d'eux-mêmes. La barbarie capitaliste est plus forte que toute civilisation.

De quelque côté qu'on se tourne, on rencontre à chaque pas des problèmes que l'humanité est parfaitement en état de résoudre *sur-le-champ*. L'obstacle, c'est le capitalisme. Il a amassé des monceaux de richesses et a fait des hommes les *esclaves* de ces richesses. Il a résolu les problèmes techniques les plus compliqués et il a stoppé la mise en œuvre des perfectionnements techniques parce que les grandes masses de la population sont plongées dans la misère et l'ignorance, parce qu'une poignée de millionnaires font preuve d'une lésinerie bornée.

En régime capitaliste, la civilisation, la liberté et la richesse font penser à un richard empiffré de nourriture qui pourrit tout vif et ne laisse pas vivre ce qui est jeune.

Mais ce qui est jeune grandit et prendra le dessus quoi qu'il arrive.

La « Pravda Trouda » n° 6, 17 septembre 1913. Signé : W.

Conforme au texte du journal

À PROPOS DE L'ESPRIT CENT-NOIR

Il est chez nos Cent-Noirs un trait extrêmement original et extrêmement important qui ne retient pas suffisamment l'attention. C'est l'esprit démocratique primitif du moujik, le plus grossier mais aussi le plus profond.

Les classes au pouvoir ont beau essayer de dresser des cloisons entre nos partis politiques et le peuple, que ce soit par le moyen de la loi électorale du 3 juin ou par le moyen des mille « particularités » de notre système d'Etat, la vie n'en est pas moins la plus forte. Tous les partis politiques, même l'extrême droite, sont obligés de chercher un lien ou un autre avec le peuple.

L'extrême droite est le parti des grands terriens. Mais elle ne peut pas se borner à entretenir des liens avec les grands propriétaires seuls. Force lui est de camoufler ces liens et de faire semblant de défendre les intérêts de l'ensemble du peuple, de sauvegarder le « bon vieux » système de vie agricole « stable ». Force lui est de faire appel aux préjugés les plus endurcis du moujik le plus arriéré, de spéculer sur son ignorance.

Cette spéculation ne va pas sans danger. De temps à autre, une voix traduisant la vraie vie du moujik et son esprit démocratique éclate soudain, perçant toute la vieillerie apprise des Cent-Noirs. La droite doit alors expulser le démocrate moujik « gênant ». Mais, lorsque l'extrême droite chasse ou écarte ainsi de son propre camp, pour cause d'esprit démocratique, les plus dévoués des Cent-Noirs, il est évident que cela ne manque pas d'instruire la masse.

Par exemple, l'évêque Nikon, député de l'extrême droite, a dû se démettre de son mandat. Pourquoi ?

Une lettre de l'évêque Nikon en personne, parue dans la *Iénisseïskaïa Mysl* [130], fournit une réponse claire. Bien entendu, l'évêque Nikon n'ose pas exposer sans détours les causes de son éloignement. Mais, citant la lettre d'un paysan, il écrit : « La question de la terre, celle du pain et les autres questions essentielles de notre réalité russe et de notre contrée ne parviennent pas, comme qui dirait, jusqu'à la main et au cœur des autorités et de la Douma. Ces questions et leur solution dans la mesure du possible sont jugées « utopiques », « risquées » et inopportunes. Pourquoi donc se taisent-ils et qu'attendent-ils ? Le mécontentement, les révoltes, qui vaudront à ces mêmes paysans « sous-alimentés », affamés et malheureux d'être fusillés ? Dans notre pays, on craint les entreprises et les réformes de « taille », on se contente de bagatelles, de vétilles, si bonnes soient-elles. »

Voilà ce qu'écrit l'évêque Nikon. Voilà comment raisonnent d'innombrables paysans cent-noirs. Et l'on comprend fort bien pourquoi l'évêque Nikon, qui tient de tels propos, a *dû* être éloigné des travaux et de la tribune de la Douma.

Quant au fond, l'évêque Nikon exprime son esprit démocratique cent-noir par un raisonnement on ne peut plus erroné. La question de la terre, celle du pain et toutes les autres questions importantes parviennent *bel et bien* jusqu'à la main et au cœur (et au portefeuille) des « autorités » et de la Douma.

Les « autorités » et la Douma *fournissent* une solution « dans la mesure du possible » à ces questions, mais justement cette solution possible est conforme aux intérêts et aux moyens des grands propriétaires, qui prédominent à la fois parmi les autorités et dans la Douma.

L'évêque Nikon sent que ses conceptions de Cent-Noir sont battues en brèche par la vie même ; elles sont battues en brèche par ce qu'il a l'occasion de voir, que ce soit à la Douma, dans le comportement des « autorités », ou ailleurs. Mais pour ce qui est de *comprendre* le pourquoi de la chose, l'évêque Nikon ne le peut pas, à moins qu'il ne l'ose pas.

Mais la vie gagnera, et il est certain que dans n'importe quel village, sur dix amis politiques de l'évêque Nikon, neuf se montreront en fin de compte moins rebelles aux leçons de la vie que l'évêque Nikon.

La « Pravda Trouda » n° 14, 26 septembre 1913

Conforme au texte du journal

À PROPOS DE L'ADMINISTRATION RUSSE ET DES RÉFORMES RUSSES

Il existe une petite revue, le *Grajdanine* [131], que rédige M. Mechtcherski. Le prince, qui connaît tous les détours du sérail dans les différentes hautes « sphères » bureaucratiques de Pétersbourg, préconise habituellement dans cette petite revue les choses les plus réactionnaires.

La revue est intéressante, tout d'abord, parce que le prince trop loquace y trahit à tout bout de champ des secrets de la haute administration de la Russie. Car la Russie est effectivement administrée par les propriétaires fonciers de haut rang autour desquels gravitait et gravite le prince Mechtcherski. Et ils administrent effectivement la Russie de la façon précise, dans l'esprit précis et par les moyens précis que conseille, suppose et propose le prince Mechtcherski.

Ensuite la revue est intéressante, parce que son rédacteur de haut rang, persuadé que sa publication n'atteindra jamais *le peuple*, démasque bien souvent l'administration russe de la manière la plus implacable.

Voici deux aveux intéressants du très noble prince :

« Il est un phénomène fort caractéristique, écrit-il. De temps à autre arrivent chez nous, de France, de Belgique ou d'Angleterre, des gens charmants, qui nourrissent une vive sympathie pour la Russie et les Russes ; ils s'installent dans un hôtel de grand luxe, présentent des lettres de recommandation à tel ou tel fonctionnaire... une dizaine de jours plus tard, nous voyons ces hôtes étrangers reçus par tel ou tel ministre, on leur donne des espérances quant à telle ou telle concession, avec ces espérances ils s'en retournent chez eux... puis

ils reviennent et, une semaine après, les voilà possédant une concession quelque part en Russie et supputant leurs revenus prévisibles avec une énergie telle qu'ils en arrivent à rêver de millions. »

Voilà ce qu'écrit le prince Mechtcherski. Exceptionnellement, il écrit la vérité. Les traits du primitivisme asiate, de la vénalité des fonctionnaires et des fourberies des financiers, qui partagent leurs revenus de monopole avec les hauts dignitaires, ont encore une prodigieuse puissance dans le capitalisme russe. Quand nos populistes font avec raison la guerre à ces pratiques monstrueuses et éhontées, il leur arrive de croire qu'ils font la guerre au capitalisme. Leur erreur est évidente. En fait, ils font la guerre *pour une démocratisation* du capitalisme.

« Lorsque, étant à l'étranger, écrit ailleurs le prince archi-réactionnaire, j'ai eu des rapports avec des gens de positions diverses,... je ne me souviens pas que la conversation ait jamais eu pour objet de quelconques réformes de la société ou de l'Etat... J'ai lu les journaux... mais je n'ai pas trouvé d'articles consacrés aux réformes... Au contraire, à peine avais-je franchi la frontière et m'étais-je retrouvé chez moi, dès que je prenais le premier journal russe venu, j'y trouvais en première, deuxième ou même troisième page des articles sur je ne sais quelles réformes. »

Juste observation. En Europe, la bourgeoisie n'a pas besoin de réformes. En Russie, elle en a besoin. Le noble prince ne peut pas comprendre les raisons de cette différence, exactement de même que tels grands esprits ne peuvent pas comprendre que la nécessité des réformes pour la bourgeoisie justifie tout spécialement la vigoureuse tactique antiréformiste des ouvriers.

La « Pravda Trouda » n° 14,
26 septembre 1913.
Signé : Un observateur

Conforme au texte du journal

COMMENT V. ZASSOULITCH ANÉANTIT LE COURANT LIQUIDATEUR

Le n° 8 de la *Jivaïa Jizn*, du 19 juillet 1913, contient un article remarquable de V. Zassoulitch en faveur du courant liquidateur (« A propos d'une question »). Nous attirons l'attention soutenue de tous ceux qui s'intéressent aux questions du mouvement ouvrier et de la démocratie sur cet article, précieux tant pour son contenu que pour la franchise sans détours de son auteur, dont la compétence est reconnue.

I

Tout d'abord, V. Zassoulitch, comme tous les liquidateurs, cherche à dénigrer le Parti, mais la franchise de l'auteur le démasque d'une manière étonnamment frappante. « Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lisons-nous, est une organisation clandestine d'intellectuels qui se propose de mener la propagande et l'agitation parmi les ouvriers, organisation qui fut fondée au deuxième congrès et se scinda aussitôt. » En réalité, le Parti a été fondé en 1898 [132], et s'est appuyé sur le mouvement ouvrier de masse qui s'éveillait en 1895-1896. Des dizaines et des centaines d'ouvriers (tel feu Babouchkine à Pétersbourg), non contents d'assister à des conférences dans les cercles, *ont eux-mêmes mené l'agitation* dès 1894-1895, puis ont transporté dans d'autres villes les organisations ouvrières

(fondation des organisations de Iékatérinoslav par Babouchkine, exilé de Pétersbourg, etc.).

La prédominance relative des intellectuels aux débuts du mouvement a été observée partout, et pas seulement en Russie. En se servant de cet argument pour salir le parti ouvrier, V. Zassoulitch discrédite le courant liquidateur auprès de tous les ouvriers conscients qui ont vécu l'agitation et les grèves des années 1894-1896.

...« En 1903, écrit V. Zassoulitch, les cercles clandestins qui effectuaient ce travail se sont unis en une société secrète à statuts hiérarchiques. Il est difficile de dire si la nouvelle organisation, en tant que telle, a aidé ou entravé le travail de tous les jours »...

Quiconque ne veut pas jouer les Jean Sans-Mémoire sait que les groupes d'intellectuels et d'ouvriers, non seulement en 1903, mais dès 1894 (et parfois même encore plus tôt), *ont aidé* à la fois l'agitation économique et politique, les grèves, la propagande. Déclarer publiquement : « il est difficile de dire si l'organisation a aidé ou entravé le travail », ce n'est pas seulement émettre une énorme, une monstrueuse contre-vérité historique. C'est *renier le Parti.*

En effet, quelle raison y a-t-il de tenir au Parti, s'il est difficile de dire s'il a aidé ou entravé le travail ? N'est-il pas évident que le sabbat a été fait pour l'homme, et non pas l'homme pour le sabbat ?

Renier, après coup, le Parti dans le passé, est nécessaire aux liquidateurs afin de justifier leur reniement du Parti dans le présent.

Parlant de ce présent, de l'époque du 3 juin, V. Zassoulitch écrit : « j'ai entendu dire que les sections de district de l'organisation se sont dépeuplées »...

Le fait est incontestable. Les sections de district et toutes les autres sections de l'organisation se sont dépeuplées. Toute la question est de savoir comment expliquer ce phénomène de fuite et comment considérer ce phénomène ?

V. Zassoulitch répond : « elles se sont dépeuplées parce qu'à ce moment-là, on n'y trouvait rien à faire ».

Réponse énergique, qui équivaut à condamner énergiquement la clandestinité et à justifier la désertion de cette clandestinité. Comment V. Zassoulitch démontre-t-elle donc son affirmation ? 1) Les propagandistes n'avaient rien

à faire, car « de nombreux ouvriers s'étaient constitué » avec les publications du temps de la liberté « des bibliothèques entières que la police n'avait pas encore saisies ».

Curieux don qu'a V. Zassoulitch de ne pas remarquer qu'elle se réfute elle-même. Si la police « saisissait » les bibliothèques, *c'est que* la discussion des textes lus, leur assimilation et leur étude poursuivie *suscitaient* précisément le travail clandestin ! V. Zassoulitch veut démontrer qu'« il n'y avait rien à faire », mais il résulte de ce qu'elle reconnaît qu'*il y avait* quelque chose à faire.

2) « La possibilité d'une agitation politique clandestine en ce temps-là ne mérite même pas qu'on en parle. De plus, l'initiative de telles « actions » n'entrait pas dans les droits et devoirs des districts. »

V. Zassoulitch répète les propos des liquidateurs sans connaître la question. Qu'à l'époque décrite les choses étaient difficiles, plus difficiles qu'auparavant, c'est incontestable. Mais le travail des marxistes est *toujours* « difficile », et ils se distinguent des libéraux en ce qu'ils ne qualifient pas le difficile d'impossible. Le libéral appelle impossible un travail difficile pour cacher qu'il a renié ce travail. Quant au marxiste, la difficulté d'un travail fait qu'il recherche une cohésion plus étroite des meilleurs éléments afin de surmonter les difficultés.

Le fait objectif que ce travail, à l'époque décrite, était *possible*, et qu'il se faisait, est démontré ne fût-ce que par les élections à la IIIe et à la IVe Doumas d'Etat. V. Zassoulitch ne pense tout de même pas que des partisans de la clandestinité ont pu être élus à la Douma *sans* la participation des clandestins ?

3) ... « Il n'y avait rien à faire dans les groupes clandestins, tandis qu'à l'extérieur, il y avait une quantité de travail social nécessaire »... Clubs, associations diverses, congrès, conférences, etc.

Tel est, repris par V. Zassoulitch, le raisonnement de tous les liquidateurs. On peut vraiment recommander son article comme texte d'étude dans les cercles ouvriers pour l'analyse des mésaventures du courant liquidateur !

La clandestinité était nécessaire, entre autres, précisément parce qu'elle était liée au travail marxiste dans les clubs, les associations, les congrès, etc.

Comparez mon raisonnement et celui de V. Zassoulitch. Demandez-vous *quels motifs* a V. Zassoulitch de représenter le travail dans les associations légales comme un travail mené « *à l'extérieur* » de celui des groupes clandestins ? ? Pourquoi « à l'extérieur », et non pas « en liaison étroite », non pas « dans une même direction » ? ?

V. Zassoulitch n'a pas l'ombre d'un motif basé sur des faits, car chacun sait qu'il n'a sans doute pas existé une seule association légale à laquelle n'aient pas participé des membres de groupes clandestins. L'unique motif des affirmations de V. Zassoulitch, c'est l'état d'esprit subjectif des liquidateurs. L'état d'esprit des liquidateurs était tel qu'*ils* n'avaient rien à faire dans la clandestinité, qu'*ils* sympathisaient avec un travail mené uniquement *hors* de la clandestinité, uniquement *hors* de son orientation idéologique. En d'autres termes, le « motif » de V. Zassoulitch se réduit à *justifier* la fuite des liquidateurs qui désertaient la clandestinité !

Pitoyable motif.

Mais nous ne pouvons pas nous borner à signaler les motifs subjectifs des écrits de V. Zassoulitch, les erreurs de fait et de logique dont chaque phrase de son article regorge littéralement. Nous devons rechercher les raisons objectives du fait incontestable que « les districts se dépeuplaient », que l'on désertait la clandestinité.

Nous n'avons pas à chercher bien loin. Il est bien connu qu'à l'époque décrite, les milieux bourgeois et petits-bourgeois de la Russie étaient très fortement marqués par un état d'esprit contre-révolutionnaire. Il est bien connu qu'un antagonisme profond s'est creusé entre la bourgeoisie et le prolétariat au temps de la liberté et a engendré cet état d'esprit contre-révolutionnaire, en même temps que la désagrégation, l'abattement et le découragement parmi de nombreux amis peu fidèles du prolétariat.

Ce rapport objectif des classes à l'époque décrite nous explique pleinement pourquoi la bourgeoisie en général, et la bourgeoisie libérale en particulier (car l'hégémonie sur les masses populaires lui avait été arrachée), *devait* prendre en haine la clandestinité, la déclarer bonne à rien et « incapable » (expression de V. Zasoulitch), condamner et rejeter l'agitation politique clandestine, ainsi que le

travail légal mené dans l'esprit de la clandestinité, en conformité avec *ses* mots d'ordre, en liaison indissoluble avec elle sur le plan de l'idéologie et de l'organisation.

Ont déserté la clandestinité, tout d'abord et en premier lieu, les intellectuels bourgeois ayant succombé à l'état d'esprit contre-révolutionnaire, ces « compagnons de route » du mouvement ouvrier social-démocrate qui, dans notre pays comme en Europe, s'étaient engoués pour le rôle libérateur du prolétariat (en Europe : de la plèbe en général) dans la révolution bourgeoise. C'est un fait connu qu'une nuée de marxistes a quitté la clandestinité après 1905 pour aller s'installer dans toute sorte de nids douillets légaux pour intellectuels.

Quelles que soient, subjectivement, les « louables » intentions de V. Zassoulitch, objectivement les raisonnements des liquidateurs qu'elle reprend se ramènent à répéter les petites idées libérales contre-révolutionnaires. Les liquidateurs, qui mènent grand tapage autour de l'« initiative ouvrière », etc., représentent et défendent en fait les intellectuels qui se sont détachés du mouvement ouvrier et sont passés dans le camp de la bourgeoisie.

La désertion de la clandestinité a pu être pour certains le résultat de la fatigue et d'un épuisement moral. Ceux-là, nous ne pouvons que les plaindre ; nous devons leur porter secours pour autant que leur épuisement disparaisse et que de nouveau, ils se sentent entraînés loin de la platitude petite-bourgeoise, des libéraux et de la politique ouvrière libérale, vers la clandestinité ouvrière. Mais, quand les fatigués et les épuisés se hissent à la tribune du journalisme et proclament que leur fuite n'est pas une manifestation de fatigue, de faiblesse, de veulerie intellectuelle, mais un comportement tout à leur honneur, et quand de plus, ils rejettent la faute sur la clandestinité « incapable », ou « bonne à rien », ou « sclérosée », etc., ces fuyards deviennent alors des renégats et des traîtres répugnants. Ces fuyards deviennent alors les pires conseillers, et dans cette mesure, des ennemis dangereux du mouvement ouvrier.

Quand on voit les liquidateurs se livrer à l'apologie et à l'exaltation de pareils éléments, et qu'en même temps ils nous jurent leurs grands dieux qu'eux, les liquidateurs, sont pour l'unité, on ne peut que hausser les épaules et se

demander : qui pense-t-on tromper avec ces niaiseries et cette hypocrisie ? N'est-il pas évident que l'existence du parti ouvrier est impossible sans une lutte résolue contre l'exaltation de la trahison du Parti ?

Les liquidateurs (et V. Zassoulitch avec eux) se consolent en nommant ces renégats et ces fuyards « forces vives de la classe ouvrière ». Mais ces pirouettes des intellectuels libéraux sont réfutées depuis longtemps par des faits incontestables, à l'échelle de toute la Russie. Les bolcheviks ont eu 47% des députés de la curie ouvrière à la IIe Douma, 50% à la IIIe et 67% à la IVe. Voilà une preuve irréfutable que les ouvriers ont abandonné les liquidateurs dans la période 1907-1913. La naissance du premier quotidien ouvrier et les faits que nous observons en ce moment dans les syndicats renforcent encore davantage cette preuve. Les forces vives de la classe ouvrière, si l'on considère les faits objectifs et non les déclarations vantardes et gratuites des intellectuels libéraux, se trouvent parmi les partisans de la clandestinité, parmi les adversaires du courant liquidateur.

Mais tous les raisonnements de V. Zassoulitch sur le passé ne sont que les fleurs. Les fruits viendront après. L'apologie de la trahison et du reniement du Parti ne sont que l'introduction à l'apologie de la destruction du Parti. C'est à ces chapitres essentiels de l'article de V. Zassoulitch que nous passons maintenant.

II

... « L'organisation clandestine, lisons-nous dans l'article, a toujours été le côté le plus faible de la social-démocratie russe »... (« toujours » : ni plus, ni moins !). Ce sont d'audacieux historiens que nos liquidateurs. « Toujours », cela veut dire dans les années 1883-1893, avant le début du mouvement ouvrier de masse sous la direction organisée du Parti ; cela veut dire aussi dans les années 1894-1904. Et les années 1905-1907 ?

...« Mais, même si elle avait été 10 fois meilleure, même alors elle n'aurait pas résisté à l'épreuve de la révolution et de la contre-révolution. Je ne me souviens pas, dans l'histoire de l'Europe, d'une seule organisation révolutionnaire qui, après avoir traversé une révolution, se soit montrée capable d'agir en période de réaction. »

Ce raisonnement est une telle collection de « perles » qu'on ne sait vraiment pas par laquelle commencer.

V. Zassoulitch « ne se souvient pas » que le cas qui l'intéresse se soit produit dans l'histoire de l'Europe. Mais V. Zassoulitch se souvient-elle « dans l'histoire de l'Europe » d'une révolution bourgeoise qui se soit produite en présence de partis ouvriers indépendants, comptant des centaines de milliers et un million de membres, dans les pays voisins, ainsi qu'en présence d'un capitalisme hautement développé, ayant donné naissance dans le pays considéré à un prolétariat industriel uni et à un mouvement ouvrier à l'échelle nationale ?

V. Zassoulitch ne peut pas « se souvenir » d'un cas de ce genre, car il n'y en a pas eu « dans l'histoire de l'Europe ». Que la grève politique de masse joue le rôle décisif dans une révolution bourgeoise, voilà qui ne s'est pas produit et qui ne pouvait pas se produire dans cette histoire avant le XXe siècle.

Où cela nous mène-t-il ? A la conclusion suivante. Notre auteur invoque l'exemple de « l'histoire de l'Europe », dans laquelle *il n'y a pas eu* lors des révolutions bourgeoises de partis prolétariens indépendants ayant mené des grèves de masse, il en appelle à cet exemple *afin de renier* les objectifs, ou bien de *minimiser*, de rogner, de raccourcir, de tronquer les objectifs d'un pays dans lequel les deux conditions fondamentales citées (parti prolétarien indépendant et grèves de masse de caractère politique) *étaient présentes* et sont présentes !

V. Zassoulitch ne comprend pas, — et cette incompréhension est extrêmement caractéristique du courant liquidateur, — qu'avec d'autres mots, à un autre propos et en abordant sous un autre angle la question, *elle a repris l'idée du libéral* Prokopovitch. Ce libéral, au moment précis où, étant un « économiste » ultra (1899), il rompait avec la social-démocratie, exprima cette idée : « aux libéraux la lutte politique, aux ouvriers la lutte économique » !

C'est vers cette idée que penche, c'est vers elle que dévie *tout* l'opportunisme dans le mouvement ouvrier de Russie, au cours des années 1895-1913. Seule la lutte contre cette idée a fait grandir — et *pouvait* faire grandir — la social-démocratie en Russie. La lutte contre cette

idée, la lutte pour arracher les masses à l'influence de cette idée, c'est cela la lutte pour un mouvement ouvrier indépendant en Russie.

Prokopovitch a exprimé cette idée en l'appliquant à des tâches du présent, sous forme d'injonction ou de souhait.

V. Zassoulitch reprend cette idée sous forme d'un raisonnement pseudo-historique, rétrospectif, ou d'un regard jeté sur les événements.

Prokopovitch disait sans détours, franchement, clairement et brutalement : abandonnez l'idée de votre indépendance politique, frères ouvriers ! V. Zassoulitch, sans comprendre jusqu'où le courant liquidateur l'a menée, arrive devant le même abîme par un chemin en zigzags : l'exemple de l'Europe lui-même, dit-elle, montre que vous ne devez pas, frères ouvriers, avoir une organisation « capable » de votre *type* ancien et éprouvé, du type même qu'avait votre organisation en 1905. A partir de 1905, les libéraux ont abandonné le rêve creux de la « clandestinité », ils ont créé une organisation « capable », au grand jour, qui certes n'est pas reconnue légalement par le système du 3 juin, mais est tolérée par lui, qui conserve sa fraction parlementaire, sa presse légal et ses comités locaux, en fait connus de tous. Quant à vous, frères ouvriers, votre ancienne organisation est incapable, et selon les leçons de « l'histoire de l'Europe » elle *doit* être incapable ; nous, liquidateurs, nous vous promettons tous les jours un parti nouveau, un « parti légal ». Que vous faut-il de plus ? Contentez-vous de nos promesses de liquidateurs, injuriez le plus fort possible votre ancienne organisation, couvrez-la de crachats, reniez-la et restez pour le moment (jusqu'à ce que notre promesse d'un « parti légal » soit réalisée) *sans aucune organisation* !

Tel est bel et bien le véritable sens des raisonnements liquidateurs de V. Zassoulitch, et ce sens *n'est pas* déterminé par sa volonté et sa conscience, mais par le rapport des classes en Russie, par les conditions objectives du mouvement ouvrier. Et c'est bel et bien cela que veulent les libéraux. V. Zassoulitch n'est que *l'écho* de Prokopovitch !

A la différence de l'Europe à la fin du XVIIIe siècle et dans la première moitié du XIXe, la Russie a justement donné l'exemple d'un pays dans lequel l'ancienne organi-

sation a démontré qu'elle était viable et capable. Cette organisation s'est conservée, y compris à l'époque de la réaction, malgré la défection des liquidateurs et d'une nuée des philistins. Cette organisation, tout en conservant son caractère fondamental, a su adapter *sa forme* aux conditions nouvelles, elle a su modifier cette *forme* conformément aux nécessités du moment, qui marque « un pas de plus dans la voie de la transformation en monarchie bourgeoise » [133].

Nous trouvons une preuve objective de cette adaptation de l'ancienne organisation (pour prendre une des preuves les plus simples, les plus évidentes et les plus accessibles à la compréhension libérale) dans le résultat des élections à la IVe Douma. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'ancienne organisation a rassemblé les deux tiers des députés de la curie ouvrière dont, en totalité, les six députés des principales provinces industrielles. On compte dans ces provinces environ un million d'ouvriers de fabrique et d'usine. Tous les éléments vivants, conscients et influents de cette *masse* authentique, de cette masse prolétarienne, ont participé aux élections, et ils l'ont fait en changeant la *forme* de leur ancienne organisation, en modifiant les *conditions* de son activité, mais en conservant son orientation, ses bases idéologiques et politiques et le *contenu* de son activité.

Notre position est claire. Et elle a été définie irrévocablement à partir de 1908. Les liquidateurs, eux, — et c'est là leur malheur — n'ont aucune position tant qu'ils n'ont pas d'organisation *nouvelle*. Ils ne savent que se lamenter sur les méfaits du passé et rêver aux bienfaits de l'avenir.

III

... « L'organisation est nécessaire au Parti », écrit V. Zassoulitch. Elle est même mécontente de la décision de Stockholm (1906), où les mencheviks *prédominaient et furent contraints* d'adopter le fameux paragraphe premier des statuts [134].

Si c'est exact (et c'est absolument exact), V. Zassoulitch a tort, et il lui faudra renier la décision *menchevique* de

Stockholm. L'organisation n'est pas seulement « nécessaire au Parti » : tout libéral et tout bourgeois désireux d'« utiliser » le parti ouvrier pour une politique antiouvrière l'admet. Le Parti *est* une somme d'organisations liées en un tout. Le Parti *est* l'organisation de la classe ouvrière, ramifiée en tout un réseau d'organisations de toute sorte, locales et spéciales, centrales et générales.

Ici, une fois de plus, nous voyons que les liquidateurs n'ont aucune position. En 1903, ils prônaient une conception de l'appartenance au Parti suivant laquelle devaient en être membres non seulement ceux qui adhéraient à des organisations, mais aussi ceux qui militaient (en dehors des organisations) sous leur contrôle. V. Zassoulitch rappelle cet épisode, qu'elle juge sans doute important. Elle écrit :

... « dès le deuxième congrès, il y a dix ans, les mencheviks ont senti l'impossibilité d'enfouir tout le Parti dans l'organisation clandestine »...

Si, en 1903, les mencheviks ont senti de la répulsion pour la clandestinité, pourquoi donc *en 1906*, à l'époque où le Parti était incomparablement plus « légal », ont-ils *eux-mêmes*, alors qu'ils détenaient la majorité au congrès, abrogé la décision menchevique adoptée par eux en 1903 et *fait adopter* la décision bolchevique ? V. Zassoulitch écrit l'histoire du Parti d'une façon telle qu'à chaque pas on rencontre une étonnante, une incroyable falsification des faits !

C'est un fait incontestable qu'en 1906, à Stockholm, les mencheviks ont adopté la définition bolchevique du Parti considéré comme une somme d'organisations, et si V. Zassoulitch et ses amis ont varié *une fois de plus* dans leurs conceptions, s'ils jugent de nouveau à présent que *leur* décision de 1906 était une erreur, pourquoi ne pas le dire franchement ? Il faut bien que V. Zassoulitch accorde, généralement parlant, de l'importance à cette question, puisqu'elle l'a elle-même soulevée, puisque c'est elle qui parle de 1903 !

Le lecteur voit qu'il n'y a rien de plus impuissant et de plus embrouillé que les conceptions des liquidateurs sur la question de l'organisation. C'est une absence complète de conceptions. C'est un modèle de veulerie et de désarroi.

V. Zassoulitch se fâche et s'écrie : « l'opportunisme en matière d'organisation, c'est une sotte expression ». Mais la mauvaise humeur ne sert à rien. On sait en effet, par Tchérévanine *en personne*, qu'en 1907, lors des réunions de la fraction menchevique à Londres, on a noté de l'«anarchisme en matière d'organisation » chez les futurs liquidateurs. A l'époque comme maintenant, les liquidateurs les plus en vue se sont trouvés et se trouvent dans une position si originale qu'ils anéantissent les liquidateurs.

... « L'organisation est nécessaire au Parti », écrit V. Zassoulitch. « Mais rassembler en son sein pour une période tant soit peu durable tout le Parti et vivre paisiblement (!) sous une seule et même forme, avec des seuls et mêmes statuts » (écoutez !), « il le pourra seulement lorsque, un régime de droit s'étant instauré et affermi (s'il s'affermit jamais en Russie), la vie sociale russe suivra enfin une route égale, laissant derrière elle le chemin montueux sur lequel elle marche à un rythme accéléré depuis tout un siècle, tantôt grimpant vers les sommets, tantôt se précipitant dans l'abîme de la réaction pour, une fois remise de ses contusions, reprendre son escalade »...

Voilà un des raisonnements des liquidateurs qui mérite d'être primé comme modèle de confusion. Allez donc comprendre ce que veut l'auteur !

Une modification des « statuts » ? Mais alors, pour l'amour du ciel, dites de quelle modification vous parlez ! Et ne vous rendez pas ridicules, ne vous lancez pas dans des démonstrations « philosophiques » pour prouver que les statuts ne sont pas quelque chose d'immuable.

Mais, se mettant à parler des « seuls et mêmes statuts » (notons en passant qu'ils ont été modifiés, justement en 1912 *), V. Zassoulitch ne propose *aucune* modification.

Que veut-elle donc ? Elle veut dire que le Parti deviendra une organisation quand s'achèvera pour la Russie le chemin montueux et commencera la route égale. C'est une pensée fort respectable que professent les libéraux et les gens des *Viékhi* : avant la *route égale*, voyez-vous, le mal règne partout, le parti n'est pas le parti, la politique n'est pas la politique. Avec la « route égale », tout sera « dans l'ordre », tandis qu'avec le « chemin montueux » il n'y a que chaos.

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 17, pp. 432-433. (*N.R.*)

Nous avons lu depuis longtemps ces raisonnements chez les libéraux. Si l'on considère la haine des libéraux contre la clandestinité et le « chemin montueux », ces raisonnements sont compréhensibles, naturels et logiques. Les faits sont ici déformés (car il y a eu en Russie, dans la clandestinité, toute une série de *partis-organisations*), mais nous comprenons comment, chez les libéraux, la haine de la clandestinité obscurcit la vue et empêche de distinguer les faits.

Mais encore une fois, que veut donc V. Zassoulitch? Un parti-organisation serait impossible chez nous... et alors? Obscurité de la pensée, réticences, confusion jetée par de longues périodes d'une pénible lourdeur, faux-fuyants et renvois de Ponce à Pilate. Vous sentez seulement que l'auteur cherche à se faufiler vers la négation de toute organisation. Et, cheminant ainsi, V. Zassoulitch arrive enfin au but... voici le couronnement de ses pensées :

« Il existe dans notre pays une large couche d'ouvriers qui pourrait prendre place de plein droit dans n'importe quel parti socialiste d'Occident. Cette couche qui grandit rapidement et à qui il ne manque pour constituer le Parti que la possibilité pratique d'y entrer, renferme toutes les forces, et quelque nom que nous lui donnions, nous y penserons et nous en parlerons comme du Parti. »

Ainsi, quand on discute de la liquidation du Parti, il faut savoir que, par *Parti*, les liquidateurs entendent *quelque chose de différent*. Qu'entendent-ils donc par Parti?

Voici : « une large couche d'ouvriers, à qui il ne manque (!) pour constituer un Parti (! !) que la possibilité pratique d'y entrer ».

C'est incomparable. Le Parti, ce sont ceux à qui « il manque la possibilité pratique d'entrer au Parti ». Le Parti, ce sont ceux qui se tiennent hors du Parti.

En vérité, ce sont de merveilleuses perles qu'a enfilées pour nous V. Zassoulitch, en disant franchement jusqu'au bout ce *autour de quoi* rôdent tous les liquidateurs.

IV

On compte actuellement en Allemagne environ 1 million de membres du Parti. Les électeurs social-démocrates y sont au nombre approximatif de 4 millions 1/4, et les prolétaires de 15 millions. Vous avez là un exemple simple

et vivant qui permet de débrouiller ce que les liquidateurs ont embrouillé. Le million, c'est le *Parti*. Ce million adhère aux organisations du Parti. Les 4 millions 1/4, c'est la « large couche ». En réalité, elle est encore bien plus large, car le droit de vote n'est pas accordé aux femmes ainsi qu'à de nombreux ouvriers qui ne présentent pas la durée de résidence ou l'âge requis, etc., etc.

Cette « large couche » est composée presque en totalité de social-démocrates, et sans elle le Parti serait impuissant. Dans n'importe quelle action, cette large couche s'élargit encore, devenant 2 à 3 fois plus importante, car alors le Parti est suivi par la masse de ceux qui ne sont pas social-démocrates.

N'est-ce pas l'évidence ? On est vraiment gêné d'avoir à remâcher les rudiments !

Qu'est-ce donc qui distingue l'Allemagne de la Russie ? Ce n'est nullement l'*absence* dans notre pays d'une différence entre « parti » et « couche large ». Pour le comprendre, prenons d'abord la France. Nous y verrons (approximativement : des chiffres plus précis ne feraient que *renforcer* ma conclusion) :

Parti, environ	70 000*
«Couche large» (voix social-démocrates) environ	1 000 000
Prolétaires environ	10 000 000

Et en Russie ? Parti : 150 000 en 1907 (calculé et vérifié au congrès de Londres). A présent : chiffre inconnu. Beaucoup moins sans doute, mais 30 000 ou 50 000, impossible à déterminer.

La « couche large » : 300 000 à 500 000, si l'on compte le nombre de ceux qui votent pour les social-démocrates. Enfin, les prolétaires sont chez nous, vraisemblablement, environ 20 millions. Je le répète, là encore les chiffres sont approximatifs, mais *tous* autres chiffres que quiconque s'aviserait d'établir avec une précision plus grande ne feraient que confirmer avec davantage de force mes conclusions.

---

* Chiffre exact d'après les comptes du dernier congrès (Brest 1913) : 68 903 [135].

Les conclusions sont celles-ci : dans tous les pays, toujours et partout, il existe *outre* le Parti une « large couche » de gens *proches du Parti*, et la masse énorme de la *classe*, qui forme, fait émerger et alimente le Parti. Les liquidateurs, qui ne comprennent pas cette chose simple et claire, répètent l'erreur des « économistes » dans les années 1895-1901, qui n'arrivaient pas à comprendre la différence entre « parti » et « classe ».

Le Parti est la couche consciente et avancée de la classe, il en est l'avant-garde. La force de cette avant-garde est supérieure de 10 fois, de 100 fois et davantage à son importance numérique.

Est-ce possible ? La force d'une centaine peut-elle dépasser la force d'un millier ?

Elle le peut et elle le fait, *quand la centaine est organisée.*

L'organisation décuple les forces. Cette vérité, parole d'honneur, n'est pas neuve. Mais ce n'est pas notre faute si pour V. Zassoulitch et les liquidateurs on doit tout reprendre du début.

La conscience du détachement d'avant-garde se manifeste justement, entre autres, dans sa capacité de s'organiser. En s'organisant, il acquiert une *volonté unique*, et cette volonté unique du millier, de la centaine de milliers ou du million de militants d'avant-garde *devient* la volonté de la classe. L'intermédiaire entre le parti et la classe est la « couche large » (plus large que le parti, plus étroite que la classe), la couche de ceux qui votent pour les social-démocrates, la couche de ceux qui aident, la couche de ceux qui sympathisent, etc.

Dans les différents pays, le *rapport* entre le parti et la classe varie suivant les conditions historiques et autres. En Allemagne, par exemple, c'est 1/15 environ de la classe qui est organisé dans le parti ; en France, c'est environ 1/140. En Allemagne, pour un membre du parti, on compte 4 à 5 social-démocrates de la « couche large » ; en France, 14. En fait, en France le Parti n'a même jamais atteint les 100 000 membres, malgré l'organisation « légale » et la liberté politique.

Tout homme raisonnable comprend qu'il y a des conditions historiques, qu'il y a des causes objectives qui ont

permis en Allemagne d'organiser dans le parti 1/15 de la classe, mais qui l'ont empêché en France, et l'empêchent *encore davantage* en Russie.

Que diriez-vous d'un Français qui s'aviserait de déclarer : notre Parti est un cercle restreint et non un parti. On ne saurait dissimuler le parti dans une organisation. Le Parti, c'est la couche large, c'est en elle que sont *toutes les forces*, etc. Sans doute exprimeriez-vous votre étonnement que ce Français ne se trouve pas dans un hôpital psychiatrique.

Mais chez nous, en Russie, on demande de prendre au sérieux des gens qui, tout en sentant, voyant et sachant que notre chemin reste *encore montueux*, c'est-à-dire que les conditions de l'organisation sont *plus difficiles*, déclarent qu'« ils penseront et parleront de la couche large (des inorganisés !) comme du parti ». Ces gens sont des fuyards égarés du Parti, des social-démocrates égarés *hors du Parti* ou *autour du Parti*, qui n'ont pas résisté à la pression des idées libérales : découragement, abattement et reniement.

V

« Pour être une force utile, cette clandestinité, écrit V. Zassoulitch dans la phrase finale de son remarquable article, même si elle est seule à porter le nom de Parti, doit considérer cette social-démocratie ouvrière » (c'est-à-dire cette couche large en qui V. Zassoulitch voit « toutes les forces » et dont elle a dit : « nous y penserons et nous en parlerons comme du parti ») « tout comme les fonctionnaires du Parti considèrent le Parti ».

Réfléchissez bien à ce raisonnement, qui constitue la perle des perles dans l'article si riche en perles de V. Zassoulitch. Tout d'abord, elle comprend fort bien à quoi s'applique le nom de *Parti* dans la Russie d'aujourd'hui. Or, des dizaines d'écrivains liquidateurs cherchaient et cherchent à persuader le bon public qu'ils ne le comprennent pas, par suite de quoi les débats sur la liquidation du *Parti* sont embrouillés à un point incroyable par ces messieurs. Contre les liquidateurs vulgaires et ordinaires, que les lecteurs qui s'intéressent aux destinées du mouvement ouvrier se tournent donc vers l'article de V. Zassoulitch pour y

puiser la réponse à cette question que l'on s'est appliqué et que l'on s'applique à obscurcir : qu'est-ce que le Parti ?

Ensuite, examinez la conclusion de V. Zassoulitch. La clandestinité doit considérer la couche large tout comme les fonctionnaires considèrent le Parti, nous dit-on. Question : quel est le fond des relations entre les fonctionnaires de toute société et cette société ? De toute évidence c'est que les fonctionnaires appliquent non pas leur volonté personnelle (ou de groupe, ou de cercle), mais la volonté de cette société.

Mais comment déterminer la volonté d'une couche large qui compte plusieurs centaines de milliers ou plusieurs millions d'individus ? *Il est absolument impossible de déterminer la volonté d'une couche large, si celle-ci n'est pas organisée dans une seule et même organisation :* même un enfant peut le comprendre. Le malheur de V. Zassoulitch, comme des autres liquidateurs, c'est justement que, s'étant engagés sur la pente de l'opportunisme en matière d'organisation, ils glissent constamment dans le marais de l'anarchisme le plus virulent.

Car c'est bel et bien de l'anarchisme, au sens le plus complet et le plus exact du terme, quand V. Zassoulitch, après avoir reconnu elle-même qu'à la « couche large » « manque la possibilité pratique d'entrer au parti » et que, pour cette raison, il lui « manque la possibilité » de « *constituer le Parti* », déclare en même temps que les liquidateurs *penseront et parleront* de cette couche large comme du Parti, et que la clandestinité doit la considérer comme l'instance suprême, comme le juge suprême de la question des « fonctionnaires », etc., etc.

Lorsque, *contre* l'organisation, on en appelle aux larges couches ou à la masse, *tout en reconnaissant* l'impossibilité d'organiser ces larges couches ou cette masse, c'est de l'anarchisme le plus pur. Si les anarchistes forment l'un des éléments les plus nuisibles du mouvement ouvrier, c'est précisément parce que, eux qui ne cessent de parler à grands cris de la masse des classes opprimées (ou même de la masse des opprimés en général), eux qui ne cessent d'attenter au bon renom de toute organisation socialiste, ils ne peuvent eux-mêmes opposer et créer *aucune* autre organisation.

Les marxistes jugent d'une manière différente dans son principe les relations entre la masse inorganisée (et rebelle à l'organisation durant une longue période qui peut s'étendre sur des dizaines d'années) et le Parti, l'organisation. Justement pour que la masse d'*une classe déterminée* puisse apprendre à comprendre ses propres intérêts et sa propre situation, apprendre à mener sa propre politique, justement pour cela il faut une organisation des éléments d'avant-garde de cette classe immédiatement et coûte que coûte, même si dans les débuts ces éléments ne constituent qu'une portion infime de la classe. Pour servir la masse et exprimer *ses* intérêts correctement compris, le détachement d'avant-garde, l'organisation, doit mener toute son activité dans la masse, en recrutant en son sein toutes les meilleures forces sans exception, en vérifiant à chaque pas, minutieusement et objectivement, si le lien avec la masse est maintenu, s'il est vivant. C'est ainsi, et ainsi *seulement*, que le détachement d'avant-garde éduque et instruit la masse, en exprimant *ses* intérêts, en lui apprenant l'organisation, en orientant *toute* l'activité de la masse dans la voie d'une politique de classe consciente.

Si, à la suite de l'activité politique de toute la masse, directement ou indirectement amenée à s'intéresser aux élections, ou bien y participant, il se trouve que *tous* les représentants élus des ouvriers sont des partisans de la clandestinité et de sa ligne politique, des partisans du Parti, nous tenons là un fait objectif qui *démontre* la vivacité des liens avec les masses, qui démontre le droit de cette organisation à être et à se dire l'*unique* représentant et porte-parole des intérêts de classe de la masse. *Tout* ouvrier politiquement conscient ou, plutôt, tout groupe d'ouvriers *a pu* participer aux élections, en les orientant dans un sens ou dans l'autre ; et si, en fin de compte, c'est l'organisation couverte de railleries, d'injures et de mépris par les liquidateurs qui *a entraîné derrière elle* la masse, c'est donc que l'attitude de notre Parti envers les masses est juste dans son principe et conforme au marxisme.

La théorie de « la *couche large* à qui ne manque pour constituer le Parti *que* la possibilité pratique d'y entrer », c'est de l'anarchisme. La classe ouvrière de Russie ne pourra consolider et développer son mouvement sans combattre

de la façon la plus impitoyable cette théorie qui corrompt les masses et détruit la notion même d'organisation, le principe même de l'organisation.

La théorie de la « couche large » *à la place* du Parti, c'est la justification du plus grand des arbitraires vis-à-vis du mouvement ouvrier de masse que l'on bafoue (alors que ceux qui s'y emploient mentionnent obligatoirement la « masse » à tout bout de champ et ressassent le qualificatif « de masse »). Chacun sait qu'avec cette théorie les liquidateurs cherchent à se faire passer *eux-mêmes* et leur petit cercle d'intellectuels pour les représentants et les porte-parole de la « couche large ». Que nous importe, disent-ils, le Parti « étroit », puisque nous représentons la « couche large » ! Que nous importe on ne sait quelle clandestinité, qui entraîne dans les élections un million d'ouvriers, quand nous représentons la couche large, c'est-à-dire sans doute des millions et des dizaines de millions.

Les faits objectifs (élections à la IVe Douma, naissance des journaux ouvriers, collectes en leur faveur, syndicat des métallurgistes de Pétersbourg, congrès des employés de commerce [136]), démontrent à l'évidence que les liquidateurs sont un petit cercle d'intellectuels qui se sont détachés de la classe ouvrière. Quant à la « théorie de la couche large », elle permet d'éluder tous les faits objectifs et de remplir le cœur des liquidateurs de la fière conscience de leur grandeur méconnue...

VI

L'article de V. Zassoulitch est un tel ramassis d'aberrations du point de vue de la logique et de l'a b c du marxisme, qu'il est naturel que le lecteur puisse se demander : mais n'est-il donc pas possible qu'il y ait quelque *autre* sens à ce non-sens ? Et notre examen serait incomplet si nous n'indiquions pas qu'*il existe un point de vue* auquel l'article de V. Zassoulitch est parfaitement compréhensible, logique et juste. C'est le point de vue de la scission.

L'histoire du mouvement ouvrier est pleine d'exemples de partis ratés, ne valant rien ou même nuisibles. Admet-

tez un instant que notre Parti soit ainsi. Dans ce cas, il est mauvais et criminel d'accepter son existence, et à plus forte raison ses représentants. Dans ce cas, il est obligatoire de lutter *pour faire disparaître* ce parti et le remplacer par un parti nouveau.

Dans ce cas, on comprend et on trouve naturel — du point de vue de la conviction profonde des méfaits de la clandestinité —, on comprend même des déclarations du genre « on ne sait pas s'il (le Parti) a aidé ou entravé », s'il aide ou entrave. Nous justifierons et nous glorifierons * ceux qui le quittent, nous expliquerons cela par l'« incapacité » du Parti ancien. *Contre* ce Parti ancien nous ferons appel aux *sans-parti* afin qu'ils entrent dans le Parti nouveau.

V. Zassoulitch n'a pas exprimé jusqu'au bout le point de vue de la scission. Il se peut que subjectivement, pour l'auteur, ce fait soit important et significatif. Mais, objectivement, il a peu de signification. Si un écrivain dit *a*, *b*, *c* et énumère *toutes* les lettres de l'alphabet sauf la dernière, on peut gager que 999 lecteurs sur 1 000 ajouteront eux-mêmes (à voix haute ou mentalement) la dernière lettre. Les liquidateurs sont tous placés dans cette position ridicule : ils apportent toute une collection d'arguments en faveur de la scission, après quoi ou bien ils se taisent ou bien ajoutent qu'ils sont « pour l'unité ».

Quant à nous, que ce soit à propos de l'article de V. Zassoulitch ou à propos d'une dizaine d'articles semblables de L.S., Dan, Lévitski, Iéjov, Potressov et Martov, nous répondons une seule chose : la première condition de l'unité est la condamnation catégorique de la « théorie de la couche large à la place du Parti », la condamnation de toutes les attaques contre la clandestinité, la condamnation de l'article de V. Zassoulitch et la renonciation absolue à toutes les interventions de ce genre. Le Parti ne peut pas être

---

* Soit dit en passant, ce *plaidoyer* en faveur de ceux qui se sont détachés se retrouve dans ces mots de V. Zassoulitch : « il ne manque à la couche large pour constituer le Parti que la possibilité pratique d'y entrer ». Des milliers de faits prouvent le contraire. En parlant du « manque de *possibilité* », V. Zassoulitch plaide en réalité pour l'esprit de routine, sinon pour des défauts pires.

« unique » sans combattre ceux qui contestent la nécessité de son existence.

Du point de vue de la scission, l'article de V. Zassoulitch est logique et juste. Si les liquidateurs réussissent à fonder un parti nouveau et si ce parti nouveau se révèle meilleur que l'ancien, dans ce cas, l'article de V. Zassoulitch (de même que toute la littérature des liquidateurs) se trouvera historiquement justifié. Ce serait du sentimentalisme bébête de nier le droit des fondateurs d'un parti meilleur véritable, authentiquement ouvrier, *à détruire* le parti ancien, incapable et sans valeur. Mais si les liquidateurs ne constituent aucun parti nouveau, s'ils ne créent aucune autre organisation des ouvriers, toute leur littérature et l'article de V. Zassoulitch resteront comme un monument du désarroi d'intellectuels ayant quitté le parti, dénués de caractère, entraînés par le courant contre-révolutionnaire de l'abattement, de l'incrédulité et de l'esprit de routine, et marchant à la traîne des libéraux.

C'est l'un ou l'autre. Point de milieu. Impossible ici de rien « concilier » ; impossible d'« enterrer un petit peu » le parti ancien ou de « fonder un petit peu » un parti nouveau.

La spécificité de la phase historique que traverse la Russie se manifeste, entre autres, précisément par le fait que le noyau relativement restreint du Parti, qui a su se maintenir durant les tempêtes et se sauvegarder en dépit de toutes les ruptures des différents liens d'organisation ici ou là, qui a su s'assurer une influence étonnamment puissante sur d'importantes masses d'ouvriers (en comparaison non pas de l'Europe d'aujourd'hui, bien entendu, mais de l'Europe des années 1849-1859) ; que ce noyau est entouré de toute une multitude de social-démocrates « antiparti », « sans-parti », « hors du parti » et « proches-du-parti », et de presque-social-démocrates.

C'est bien ainsi qu'il doit en être dans un pays à côté duquel s'élève le Mont-Blanc de la social-démocratie allemande, tandis qu'à l'intérieur de ce pays... à l'intérieur, même les libéraux ne voient pas de route en dehors du « chemin montueux », et qu'en outre messieurs Strouvé et Cie ont éduqué en un peu plus de dix ans des centaines et des milliers d'intellectuels petits-bourgeois qui travestis-

sent les petites idées libérales d'un langage presque-marxiste.

Prenez M. Prokopovitch. C'est une personnalité marquante dans le journalisme et l'activité publique de notre pays. Au fond, c'est sans aucun doute un libéral. Mais il y a lieu de craindre que lui-même se prenne pour un social-démocrate, adversaire du Parti. Prenez M. Makhnovetz (Akimov). C'est un libéral de tempérament plus mélancolique et ayant un amour des ouvriers plus affirmé. Lui-même se prend, sans conteste, pour un social-démocrate sans-parti. Prenez les écrivains de la *Kievskaïa Mysl* et de *Nacha Zaria*, du *Loutch*, etc. C'est toute une collection de social-démocrates, hors du parti et proches du parti. Les uns sont principalement occupés à rêver de la fondation d'un parti nouveau et légal, mais ils n'ont pas encore résolu jusqu'au bout la question de savoir s'il ne serait pas trop compromettant d'entreprendre « *prématurément* » la réalisation de ce plan génial. D'autres se spécialisent dans les serments par lesquels ils nous assurent qu'ils ne liquident rien du tout, qu'ils sont pour l'unité et qu'ils sont entièrement d'accord... avec la social-démocratie allemande.

Prenez la fraction social-démocrate à la Douma. L'une des figures les plus en vue est celle de Tchkhéidzé, que Nékrassov semble avoir prévue en écrivant :

> ...« Mais se tenir parfois à l'écart
> Dans une question difficile et délicate » [137]...

Les temps les plus difficiles et les plus délicats pour les social-démocrates, à l'époque de la IIIe Douma et des débuts de la IVe, ont été les années 1911-1912. La presse ouvrière, liquidatrice et antiliquidatrice, était en train de s'organiser. Tchkhéidzé « s'est tenu à l'écart ». Il n'était ni avec les uns ni avec les autres. C'était un social-démocrate proche du Parti. Il paraissait attendre et voir venir : d'un côté, pas d'autre parti que l'ancien ; de l'autre, il se pourrait bien qu'« ils » l'enterrent un petit peu... Quand vous lisez ses discours, vous applaudissez bien souvent à une attaque spirituelle et méchante contre la droite, à une formule ardente et vigoureuse, à la défense des vieilles traditions, et en même temps vous vous bouchez le nez en ouvrant un journal liquidateur dans lequel on foudroie la

« frénésie », on rejette dédaigneusement les traditions et on enseigne aux ouvriers le mépris de l'organisation, le tout, semble-t-il, avec la bénédiction de Tchkhéidzé, dont le nom orne la liste des collaborateurs. Vous tombez sur un article de An, qui se fait vertement semoncer par la rédaction du *Loutch*, et vous ne pouvez vous empêcher de penser : c'est une défaite tragi-comique qu'ont subie notre pauvre Tchkhéidzé et notre brave An en tentant de secouer le joug de Dan...

Certains, au nom du grand principe de l'unité prolétarienne, conseillent au Parti l'accord avec tel ou tel groupe de presque-social-démocrates proches du Parti, qui veut « se tenir à l'écart », ou hésite sur le point de savoir s'il faut enterrer ou renforcer ce qui est ancien. Il n'est pas difficile de comprendre que ceux-là hésitent eux-mêmes, ou bien connaissent fort mal le véritable état de choses. Un parti qui veut exister ne peut pas admettre la moindre hésitation sur le point de son existence, ni aucun accord avec ceux qui peuvent l'enterrer. Innombrables sont ceux qui souhaitent jouer le rôle de médiateurs dans un tel accord, mais tous ceux-là, pour reprendre une vieille expression, brûlent leur huile en vain et perdent leur temps inutilement.

P.-S. L'article de conclusion de P. Axelrod dans le n° 13 de la *Jivaïa Jizn* (25 juillet 1913), paru sous le titre « Autrefois et aujourd'hui », apporte une confirmation éclatante à ce que nous disons. La substance concrète de cet article diffus consiste, bien entendu, non pas dans sa réclame amusante en faveur de la conférence d'août des liquidateurs, mais dans la question, soulevée une nouvelle fois, d'un congrès ouvrier. Il va de soi que P. Axelrod préfère oublier l'amère et triste expérience qu'il fit avec l'idée du congrès ouvrier en 1906-1907 : laissons les morts reposer en paix ! P. Axelrod n'évoque pas non plus les conditions particulières du moment *présent*, qui ont rendu possibles des congrès ouvriers de caractère particulier, pour ainsi dire, et sur des sujets particuliers (le congrès des employés de commerce aujourd'hui, et demain, peut-être, un congrès des assurances ou un congrès syndical, etc.).

L'expérience du congrès des employés de commerce, où la majorité (comme les liquidateurs eux-mêmes ont dû le reconnaître dans la *Jivaïa Jizn*) était *contre* les liquidateurs, déplaît sans doute à P. Axelrod.

Axelrod ne parle pas de ce qui a été et de ce qui est. Il préfère laisser voguer son imagination autour du futur « dégel », parce que nous ne pouvons pas en connaître les conditions concrètes ! Il rêve de convoquer un « congrès ouvrier social-démocrate, sinon de toutes les Russies, du moins de Russie ». Plus loin d'ailleurs, ce congrès est carrément qualifié de Congrès de Russie.

Ainsi, deux modifications au génial plan antérieur : d'abord, ce n'est plus simplement un congrès ouvrier, mais un congrès ouvrier social-démocrate. Voilà un progrès. Nous félicitons P. Axelrod du pas en avant accompli en 6 années. Nous le félicitons s'il s'est convaincu de la nocivité des plans utopiques d'« unification » avec les populistes de gauche. Ensuite, remplacement du congrès de toutes les Russies par un congrès de Russie. Cela signifie la renonciation à l'union complète avec les ouvriers des nationalités *non russes* en Russie (Axelrod juge définitif l'échec de l'idée du congrès ouvrier dans leur milieu !). Cela, c'est deux pas en arrière. C'est la consécration du séparatisme dans le mouvement ouvrier.

Mais le plus beau reste à venir. Pourquoi P. Axelrod a-t-il eu besoin de rêver à ce congrès ouvrier ? Voici la raison :

...« Le congrès ouvrier achèvera le processus en cours ces dernières années pour liquider l'ancien régime du Parti, qui s'était constitué sur la base historique arriérée de l'Etat féodal et du régime social et politique hiérarchisé, et en même temps, il marquera le début d'une époque absolument nouvelle dans l'existence historique de la social-démocratie russe, de l'époque de son développement sur des bases absolument identiques à celles des partis social-démocrates occidentaux. »

Chacun sait que ces « bases absolument identiques », ce sont celles du parti *légal*. Donc, pour parler sans équivoque, les liquidateurs ont besoin du congrès ouvrier pour « *achever la liquidation* » du parti ancien et fonder un parti *nouveau, légal*.

Tel est le sens succinct des longs discours de P. Axelrod.

Voilà le dernier mot du social-démocratisme proche-du-Parti ! Que les membres du Parti doivent militer dans le Parti et renforcer celui-ci, cette idée vieille et périmée a été mise aux oubliettes par P. Axelrod. Nous ne liquidons rien, c'est une calomnie, nous nous tenons simplement « à l'écart » et clamons à cor et à cri l'« achèvement du processus de liquidation du Parti ». Ce faisant, nous certifions et nous jurons que nous serons demain d'excellents membres du futur parti légal,

Ces charmants social-démocrates proches du Parti de 1913 ressemblent fort à ces libéraux de 1903 qui assuraient qu'ils étaient tout à fait social-démocrates et qu'ils deviendraient sans faute des membres du Parti social-démocrate... quand, bien sûr, celui-ci deviendrait un parti légal.

Nous ne doutons pas un instant que le temps de la liberté politique viendra en Russie, que nous aurons alors un Parti social-démocrate légal. Y entreront sans doute certains des actuels social-démocrates « proches du Parti ».

Ainsi, à vous revoir dans les rangs du futur Parti légal, nos futurs camarades! Mais pour le moment — excusez-nous—nous ne ferons pas route de compagnie, car pour le moment vous faites un travail qui n'est pas marxiste mais libéral, messieurs les social-démocrates « proches du Parti ».

« Prosvéchtchénié » n° 9, septembre 1913.
Signé: V. Iline

Conforme au texte de la revue

RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. ÉLARGIE AUX MILITANTS DU PARTI (ÉTÉ 1913)[138]

Rédigé en septembre 1913. Publié en décembre 1913 dans la brochure « Avis et résolutions de la conférence du Comité central du P. O. S. D. R. élargie aux militants du Parti (été 1913) ». Edité à Paris par le C. C. du P. O. S. D. R.

Conforme au texte de l'édition polycopiée clandestine des résolutions, collationnée sur le texte de la brochure

SUR LES TÂCHES DE L'AGITATION DANS LE MOMENT PRÉSENT

1. La situation dans le pays s'aggrave de plus en plus. La domination des grands propriétaires fonciers réactionnaires soulève des murmures de plus en plus forts, même parmi les couches les plus modérées de la population. Comme par le passé, la route d'une liberté politique tant soit peu effective en Russie est barrée par la monarchie tsariste, hostile à toute réforme sérieuse, protégeant uniquement le pouvoir et les revenus des féodaux et réprimant avec la plus grande férocité toute manifestation du mouvement ouvrier.

2. Comme par le passé, la classe ouvrière est à la tête de la lutte révolutionnaire pour la libération de toute la nation. La grève révolutionnaire de masse continue de se développer. La lutte effective des détachements d'avant-garde de la classe ouvrière se déroule sous des mots d'ordre révolutionnaires.

Le mouvement économique de masse, qui débute souvent par les revendications les plus élémentaires, se fond de plus en plus, en raison de toutes les circonstances de la lutte, avec le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

La tâche des ouvriers d'avant-garde consiste à accélérer par leur activité d'agitation et d'éducation l'union du prolétariat autour des mots d'ordre révolutionnaires de l'époque. C'est à cette condition seulement que les ouvriers

d'avant-garde accompliront également la tâche qui consiste à éveiller la démocratie paysanne et urbaine.

3. La lutte de la classe ouvrière, qui se déroule sous des mots d'ordre révolutionnaires, a contraint une partie des industriels, ainsi que la bourgeoisie libérale et octobriste, à parler avec vigueur de la nécessité des réformes en général, et d'une liberté restreinte des coalitions en particulier. D'une part, la bourgeoisie s'organise fiévreusement dans des syndicats patronaux, instaure un système d'assurances contre les grèves et exige du gouvernement des répressions systématiques contre le mouvement ouvrier ; d'autre part, elle recommande aux ouvriers de *renoncer* aux revendications révolutionnaires pour se contenter d'une réforme constitutionnelle isolée, d'un semblant de liberté des coalitions. La classe ouvrière doit mettre à profit toutes les hésitations possibles du gouvernement, ainsi que les divergences existant entre la bourgeoisie et le camp réactionnaire, pour accentuer sa pression dans les deux domaines : lutte économique et lutte politique. Mais afin de mettre à profit avec succès la situation, la classe ouvrière doit rester sur le terrain des mots d'ordre révolutionnaires non tronqués.

4. Dans cet état de choses général, la tâche de la social-démocratie consiste à mener comme par le passé une large agitation révolutionnaire dans les masses pour le renversement de la monarchie et pour une république démocratique. Il est nécessaire de démontrer sans relâche, à partir des exemples vivants de la réalité, toute la nocivité du réformisme, c'est-à-dire de la tactique qui met au centre, *à la place* des mots d'ordre révolutionnaires, la revendication d'améliorations partielles.

5. Dans leur agitation en faveur de la liberté des coalitions et des réformes partielles en général, les liquidateurs s'égarent dans la voie libérale. Ils nient en pratique l'agitation révolutionnaire parmi les masses, ils soutiennent ouvertement dans leurs journaux que les mots d'ordre de « république démocratique » et de « confiscation des terres » ne peuvent faire l'objet de l'agitation dans les masses. Ils mettent en avant la liberté des coalitions comme mot d'ordre universel de l'époque, et le substituent en fait aux revendications révolutionnaires de 1905.

6. Mettant en garde contre l'agitation réformiste nuisible des liquidateurs, la conférence rappelle que le P.O.S.D.R. a formulé depuis longtemps dans son programme-minimum la revendication de la liberté des coalitions, de la parole, de la presse, etc., en rattachant étroitement toutes ces revendications à la lutte révolutionnaire pour le renversement de la monarchie tsariste. La conférence confirme la résolution de la conférence de janvier 1912 qui proclame : « La conférence appelle tous les social-démocrates à expliquer aux ouvriers combien la liberté des coalitions est nécessaire au prolétariat, cette revendication devant être constamment unie par un lien indissoluble à nos revendications politiques générales et à l'agitation révolutionnaire parmi les masses *. »

Les principaux mots d'ordre de l'époque restent : 1) république démocratique, 2) confiscation des terres des grands propriétaires, et 3) journée de travail de 8 heures. La liberté des coalitions y entre comme la partie entre dans le tout.

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION D'ORGANISATION ET SUR LE CONGRÈS DU PARTI

1. Les rapports de la base ont montré que la tâche d'organisation actuelle la plus importante consiste non seulement à consolider les organisations dirigeantes du Parti dans chaque ville, mais encore à unir les différentes villes entre elles.

2. La conférence recommande, comme premier pas vers l'unification régionale, l'organisation de conférences (ainsi que d'assemblées générales là où elles sont possibles) de camarades des différents lieux du mouvement ouvrier. De plus, il est nécessaire de faire en sorte que soient représentées à la conférence toutes les branches de l'activité du Parti : politique, syndicats, assurances, coopératives, etc.

3. La conférence reconnaît que le système des hommes de confiance du Comité central, chargés d'unifier l'activité à l'échelle de toute la Russie, est absolument indispensable.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 17, p. 430. (*N.R.*)

La décision de la conférence de février relative aux hommes de confiance commence seulement à entrer en application. Partout à la base, les ouvriers d'avant-garde doivent veiller à ce que des hommes de confiance soient désignés au moins dans chaque centre important du mouvement ouvrier et en aussi grand nombre que possible.

4. La conférence met à l'ordre du jour la question de la convocation du congrès du Parti [139]. Les progrès du mouvement ouvrier, la maturation de la crise politique dans le pays, la nécessité d'actions unies de la classe ouvrière à l'échelle de toute la Russie rendent à la fois nécessaire et possible la convocation de ce congrès, après une préparation suffisante.

5. La conférence invite les camarades de la base, après discussion de ce point, à esquisser un ordre du jour préalable, la date souhaitable du congrès, des projets de résolutions, etc.

6. La conférence indique que, en dehors des autres difficultés, la question des frais entraînés par le congrès ne peut être résolue, elle aussi, que par les ouvriers eux-mêmes.

La conférence appelle les camarades à constituer un fonds financier destiné à la convocation du congrès du Parti.

SUR LE MOUVEMENT GRÉVISTE

1. La conférence confirme les résolutions de la conférence de janvier 1912 et de la conférence de février 1913 *, qui ont donné une appréciation du mouvement gréviste conforme à toute l'expérience de ces derniers mois.

2. La nouvelle phase d'essor de la grève révolutionnaire se caractérise par un mouvement à Moscou et par la montée du mécontentement dans plusieurs localités qui, jusqu'à présent, n'ont pas participé au mouvement.

3. La conférence salue l'initiative du Comité de Pétersbourg et d'un certain nombre de groupes du Parti à Moscou, qui ont soulevé la question de la grève politique

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 17, pp. 417-419 et t. 18, pp. 426-428. (*N.R.*)

générale et ont fait des pas dans cette direction en juillet et septembre de cette année *.

4. La conférence reconnaît que le mouvement rend proche la mise à l'ordre du jour de la grève politique dans toute la Russie. Il est indispensable de commencer immédiatement et partout l'agitation préparatoire systématique en faveur de cette grève.

5. Les grèves politiques, qu'il convient de propager avec une énergie redoublée, doivent avoir pour mots d'ordre les revendications révolutionnaires essentielles du moment : république démocratique, journée de travail de 8 heures, confiscation des terres des grands propriétaires.

6. La conférence appelle tous les militants de la base à intensifier l'agitation par tracts et à établir les relations les plus correctes et les plus étroites qu'il se peut entre les organisations politiques et autres des ouvriers dans des différentes villes. Il est particulièrement nécessaire de veiller à ce qu'un accord intervienne en premier lieu entre les ouvriers de Pétersbourg et ceux de Moscou, afin que les grèves politiques pouvant se produire pour des motifs divers (persécutions contre la presse, grève des assurances, etc.) aient lieu dans la mesure du possible en même temps dans les deux capitales.

SUR LA PRESSE DU PARTI

1. La conférence constate l'énorme importance de la presse légale pour la propagande et l'organisation social-démocrate ; c'est pourquoi elle appelle les organismes du Parti et tous les ouvriers conscients à renforcer leur soutien à la presse légale en aidant à sa diffusion la plus large, en organisant des souscriptions collectives de masse et des collectes permanentes. De plus, la conférence confirme à nouveau que ces collectes constituent des cotisations de membres pour le Parti.

2. Une attention particulièrement vive doit être portée au renforcement de l'organe ouvrier légal de Moscou [140] et

* La rédaction de l'organe central, chargée d'éditer les résolutions de la conférence, a ajouté la mention des événements de septembre qui ont pleinement confirmé ces résolutions.

à la fondation la plus rapide possible d'un journal ouvrier dans le Sud.

3. La conférence exprime le souhait qu'il soit procédé à un rapprochement le plus étroit possible entre les organes ouvriers légaux existants, au moyen d'informations réciproques, de conférences, etc.

4. Reconnaissant l'importance et la nécessité de l'existence d'un organe théorique du marxisme, la conférence exprime le souhait que tous les organes de la presse du Parti et de la presse syndicale fassent connaître aux ouvriers la revue *Prosvéchtchénié* et les appellent à s'abonner régulièrement à la revue et à la soutenir systématiquement.

5. La conférence attire l'attention des éditions du Parti [141] sur l'extrême nécessité d'une large publication de brochures de vulgarisation consacrées à l'agitation et à la propagande social-démocrates.

6. En raison de l'accentuation de la lutte révolutionnaire des masses dans la dernière période et de la nécessité de mettre cette lutte en lumière d'une façon complète et exhaustive, ce que la presse légale ne peut pas faire, la conférence attire particulièrement l'attention sur la nécessité d'un développement accru des éditions illégales du Parti ; dans cette perspective, outre les tracts illégaux, les brochures, etc., une parution plus fréquente et plus régulière de l'organe illégal du Parti (O.C.) [142] est tout à fait indispensable.

SUR LE TRAVAIL DES SOCIAL-DÉMOCRATES À LA DOUMA

Après avoir analysé dans le détail la résolution du P.O.S.D.R. sur la fraction social-démocrate à la Douma, résolution adoptée à la conférence de décembre 1908, et discuté toutes les données relatives au travail des social-démocrates à la IVe Douma, la conférence :

1. reconnaît que ladite résolution a défini d'une façon tout à fait correcte les tâches et l'orientation du travail social-démocrate à la Douma et que, pour cette raison, il est nécessaire de continuer à s'inspirer de cette résolution ;

2. que la dernière partie du point 3 (3h) de la résolution de décembre (sur le vote pour ou l'abstention dans les questions relatives à l'amélioration de la situation des ouvriers [143]) doit être explicitée comme suit. Lorsque dans des projets de loi, des formulations, etc., il est question d'une amélioration immédiate et directe de la situation des ouvriers, des petits employés et des masses laborieuses en général (par exemple, réduction de la journée de travail, augmentation des salaires, élimination d'un mal même restreint dans la vie des ouvriers et en général des larges couches de la population, etc.), il convient de voter pour les points qui contiennent ces améliorations.

Lorsque l'amélioration est douteuse en raison des conditions dont l'entoure la IVe Douma, la fraction s'abstient, en spécifiant *obligatoirement* les motifs de son abstention et après avoir discuté la question au préalable avec les représentants des organisations ouvrières.

La conférence reconnaît que :

A propos de toutes les interpellations, des projets de lois importants, etc., la fraction social-démocrate doit déposer ses propres formulations de passage à l'ordre du jour.

Lorsque, la formulation social-démocrate ayant été rejetée, les votes hostiles au gouvernement de la fraction coïncident avec ceux d'autres partis, il importe que la fraction s'efforce de spécifier les motifs de son vote favorable à une formulation ou à une partie de formulation déposée par d'autres.

SUR LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA

La conférence trouve que l'unité de la fraction social-démocrate dans le cadre du travail de la Douma est possible et nécessaire.

Toutefois, la conférence constate que le comportement de 7 députés menace gravement l'unité de la fraction.

Ces 7 députés, profitant d'une majorité fortuite d'une voix, violent les droits élémentaires des 6 députés ouvriers qui représentent l'immense majorité des ouvriers de Russie.

Ces 7 députés, s'inspirant d'intérêts étroitement fractionnels, privent les 6 députés de la possibilité d'intervenir à la tribune de la Douma sur les problèmes essentiels de la vie ouvrière. Dans toute une série de débats où la fraction social-démocrate présentait deux orateurs et plus, les 6 députés, malgré leurs réclamations, n'ont pas reçu la possibilité de présenter un orateur.

Lors de la répartition des sièges dans les commissions de la Douma (par exemple la commission budgétaire), les 7 députés refusent de même qu'un siège sur deux soit octroyé aux 6 députés.

Lors des élections à des organismes importants pour le mouvement ouvrier, les 7 députés, à la majorité d'une voix, privent les 6 députés de représentation. Le personnel au service de la fraction est toujours choisi de façon unilatérale (par exemple, la réclamation d'un second secrétaire a été repoussée).

La conférence trouve que cette façon d'agir des 7 députés crée immanquablement au sein de la fraction des tiraillements qui empêchent un travail uni et ont pour effet de scinder la fraction.

La conférence proteste avec la plus grande énergie contre une telle façon d'agir des 7 députés.

Les 6 députés représentent l'immense majorité des ouvriers de Russie et agissent en pleine conformité avec la ligne politique de son avant-garde organisée.

C'est pourquoi la conférence trouve que seule une égalité absolue des deux parties de la fraction et seul le renoncement des 7 députés à la politique d'étouffement permettront de conserver l'unité de la fraction social-démocrate dans le cadre du travail à la Douma.

Malgré les divergences inconciliables qui les opposent et qui débordent le cadre du travail à la Douma, la conférence exige l'unité de la fraction sur les bases indiquées ci-dessus de l'égalité de ses deux parties.

La conférence invite les ouvriers conscients à exprimer leur opinion sur cette importante question et à contribuer de toutes leurs forces au maintien de l'unité de la fraction sur la seule base possible de l'égalité des 6 députés ouvriers.

SUR LE TRAVAIL DANS LES ASSOCIATIONS LÉGALES

1. Dans le moment présent, marqué par l'essor de la lutte économique et politique de la classe ouvrière, il est particulièrement nécessaire d'intensifier le travail dans toutes les associations ouvrières légales (syndicats, clubs, caisses d'assurance-maladie, coopératives, etc.).

2. Tout le travail dans les associations ouvrières légales doit être mené non pas dans un esprit de neutralité, mais dans l'esprit des décisions du congrès de Londres du P.O.S.D.R. et du congrès international de Stuttgart [144].

Les social-démocrates doivent recruter pour toutes les associations ouvrières dans les milieux ouvriers les plus larges possibles, en invitant tous les ouvriers, sans distinction d'opinions, à en devenir membres. Mais à l'intérieur de ces associations, les social-démocrates doivent constituer des groupes du Parti et, par un long travail systématique au sein de toutes ces associations, arriver à instaurer les relations les plus étroites entre elles et le Parti social-démocrate.

3. L'expérience du mouvement ouvrier international et de notre mouvement russe nous apprend que, dès la naissance de ces organisations ouvrières (syndicats, coopératives, clubs, etc.), il est nécessaire d'œuvrer pour que chacun de ces organismes devienne une citadelle du Parti social-démocrate. La conférence invite tous les militants à garder présente à l'esprit cette tâche importante, qui est d'autant plus brûlante en Russie que les liquidateurs s'efforcent systématiquent d'utiliser les associations légales *contre* le Parti.

4. La conférence trouve que, lors des élections des délégués aux caisses d'assurances, dans tout le travail des syndicats, etc., il convient, tout en sauvegardant l'unité absolue du mouvement et la soumission de la minorité à la majorité, de mettre en œuvre la ligne du Parti, d'obtenir l'élection d'adeptes du Parti à tous les postes responsables, etc.

5. Afin de tenir compte de l'expérience du travail pratique dans les associations ouvrières légales, il est souhaitable d'organiser des conférences plus fréquentes avec les militants qui prennent une part active au travail dans les organisations ouvrières légales locales, ainsi que de faire participer en nombre aussi grand que possible aux assemblées générales du parti, les représentants des groupes du Parti qui travaillent dans les associations légales.

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION NATIONALE

Le déchaînement du nationalisme cent-noir, les progrès des tendances nationalistes parmi la bourgeoisie libérale, l'accentuation des tendances nationalistes dans les couches supérieurs des nationalités opprimées : tous ces éléments mettent actuellement en relief la question nationale.

La situation au sein de la social-démocratie (tentatives des social-démocrates caucasiens, du Bund et des liquidateurs pour abroger le programme du Parti [145], etc.), force le Parti à porter davantage encore son attention sur cette question.

S'appuyant sur le programme du P.O.S.D.R., la conférence — dans l'intérêt d'une organisation correcte de l'agitation social-démocrate sur la question nationale — formule les thèses suivantes :

1. Pour autant que la paix nationale soit possible dans une société capitaliste fondée sur l'exploitation, le lucre et la hargne, elle n'est réalisable qu'aux conditions suivantes : organisation républicaine conséquente et démocratique jusqu'au bout de l'Etat, assurant l'égalité absolue de toutes les nations et de toutes les langues et l'absence d'une langue officielle obligatoire ; écoles fournissant à la population un enseignement dans toutes les langues locales ; enfin, loi fondamentale, inscrite dans la constitution, déclarant sans effet quelque privilège que ce soit pour l'une des nations et quelque violation que ce soit des droits d'une minorité nationale. En outre, il faut tout particulièrement appliquer une large autonomie régionale et une administration locale dotée de pouvoirs élargis pleinement démocratique, les limites de ces régions étant fixées sur la base des conditions d'économie et de mode de vie, déterminées par la population locale elle-même, de la composition nationale de la population, etc.

2. La division scolaire par nationalités dans les limites d'un seul et même Etat est absolument nuisible du point de vue de la démocratie en général, et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat en particulier. C'est précisément à une telle division que se résume le plan, adopté en Russie par tous les partis bourgeois de la communauté juive et par les éléments petits-bourgeois et opportunistes des différentes nations, plan de la prétendue autonomie

« nationale culturelle » ou de la « création d'établissements garantissant la liberté du développement national ».

3. Les intérêts de la classe ouvrière exigent la fusion des ouvriers de toutes les nationalités d'un Etat donné au sein d'organisations prolétariennes uniques, politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc. Seule cette fusion des ouvriers des différentes nationalités au sein d'organisations uniques permet au prolétariat de mener un combat victorieux contre le capital international et la réaction, de même que contre la propagande et les aspirations des grands propriétaires, des popes et des nationalistes bourgeois de toutes les nations, qui développent habituellement leurs aspirations antiprolétariennes sous le drapeau de la « culture nationale ». Le mouvement ouvrier mondial crée et développe chaque jour davantage la culture internationale du prolétariat.

4. Pour ce qui est du droit des nations opprimées par la monarchie tsariste à la libre disposition, c'est-à-dire à se séparer pour former un Etat distinct, le Parti social-démocrate doit absolument défendre ce droit. C'est ce qu'exigent aussi bien les principes fondamentaux de la démocratie internationale en général, qu'en particulier l'oppression nationale inouïe qu'exerce sur la majorité de la population de Russie la monarchie tsariste, laquelle représente le système d'Etat le plus réactionnaire et le plus barbare comparé à celui des Etats voisins d'Europe et d'Asie. C'est aussi ce qu'exige la cause de la liberté de la population grand-russe elle-même, incapable de créer un Etat démocratique si n'est pas extirpé le nationalisme grand-russe cent-noir, soutenu par la tradition des nombreuses répressions sanglantes qui ont frappé les mouvements nationaux et systématiquement entretenu non seulement par la monarchie tsariste et tous les partis réactionnaires, mais aussi par le libéralisme bourgeois grand-russe qui se traîne à plat ventre devant la monarchie, particulièrement en période de contre-révolution.

5. La question du droit des nations à la libre disposition (c'est-à-dire la garantie offerte par la constitution de l'Etat pour un mode de règlement tout à fait libre et démocratique de la question de la séparation) ne doit pas être confondue avec la question de savoir s'il est opportun

pour telle ou telle nation de se séparer. Cette dernière question doit être résolue par le Parti social-démocrate dans chaque cas particulier d'une manière totalement autonome, du point de vue des intérêts du développement social tout entier et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme.

Ce faisant, la social-démocratie ne doit pas oublier que les grands propriétaires, les popes et la bourgeoisie des nations opprimées couvrent souvent sous des mots d'ordre nationalistes leur désir de diviser les ouvriers et de les mystifier, tout en passant à leur insu des marchés avec les grands propriétaires et la bourgeoisie de la nation dominante au détriment des masses laborieuses de toutes les nations.

* * *

La conférence place la question du programme national à l'ordre du jour du congrès. La conférence invite le Comité central, la presse du Parti et les organisations locales à mettre en lumière la question nationale avec le maximum de détails (dans les brochures, les discussions, etc.).

SUR LES POPULISTES

1. Le congrès de Londres, dressant le bilan de l'activité des partis populistes (et notamment du parti socialiste-révolutionnaire) à l'époque révolutionnaire, a signalé avec juste raison que ces partis ont perpétuellement oscillé entre la soumission à l'hégémonie des libéraux et la lutte énergique contre la grande propriété foncière et l'Etat féodal, ainsi que le caractère pseudo-socialiste de leur propagande qui estompe l'opposition entre le prolétaire et le petit propriétaire.

2. La période de réaction a encore accentué ces traits : d'une part, elle a amené le parti socialiste-révolutionnaire à renoncer à une politique démocratique conséquente ; c'est ainsi que certains éléments en sont venus à critiquer la révolution, suivant de la sorte les traces des libéraux ; d'autre part, elle en a fait un groupe purement intellectuel, détaché des masses.

3. Officiellement, le parti socialiste-révolutionnaire continue de prôner la terreur ; l'histoire de cette méthode de

lutte en Russie a justifié en totalité la critique social-démocrate et s'est achevée par un fiasco complet. A côté de cela, le boycottage des élections et l'incapacité absolue de cette organisation d'intellectuels d'influer méthodiquement sur le cours de l'évolution sociale du pays, ont fait que le nouvel essor du mouvement révolutionnaire s'est effectué partout en dehors de toute influence socialiste-révolutionnaire.

4. Le socialisme petit-bourgeois d'inspiration populiste se réduit à la propagande nuisible, face à la classe ouvrière, d'idées qui estompent l'abîme sans cesse plus profond entre les intérêts du travail et ceux du capital et qui cherchent à présenter en l'édulcorant l'acuité de la lutte des classes ; il aboutit à des utopies petites-bourgeoises dans le domaine des coopératives.

5. Les flottements quant à la défense des mots d'ordre démocratiques, le caractère de coterie du parti et ses préjugés petits-bourgeois empêchent au plus haut point le populisme de mener une vaste propagande républicaine et démocratique dans les larges milieux de la paysannerie. Ainsi, les intérêts mêmes de cette propagande exigent au premier chef de la social-démocratie une critique vigoureuse du populisme.

C'est pourquoi la conférence, sans aucunement exclure les actions communes avec les partis populistes spécialement prévues par le congrès de Londres, estime que la social-démocratie doit avoir pour tâche :

a) de dénoncer les flottements et la renonciation à l'esprit démocratique conséquent qui se font jour dans les partis populistes ;

b) de combattre le socialisme populiste petit-bourgeois qui estompe l'abîme entre le capital et le travail ;

c) de soutenir les courants républicains et démocratiques dans la masse paysanne, en indiquant constamment que seul le prolétariat socialiste, conséquent dans son esprit démocratique, peut être le dirigeant sûr des masses de paysans pauvres dans leur lutte contre la monarchie et la grande propriété terrienne ;

d) de porter une attention accrue à la propagande des idées social-démocrates parmi les rares groupes ouvriers qui ne se sont pas encore affranchis à ce jour des théories rétrogrades du populisme.

UN TROUDOVIK-LUI-AUSSI

La revue *Zavéty* [146] est la plus populiste, la plus populiste *de gauche* des revues, avec M. Tchernov pour lui donner le ton. C'est de plus une revue épaisse et sérieuse. Si l'on peut trouver quelque part des éclaircissements sur le fameux « principe *du travail* » dont parlent tous les troudoviks et tous les populistes (tous les socialistes-révolutionnaires y compris), c'est bien là.

Certaines gens affirment même que le « principe du travail » est un principe socialiste et que les théoriciens du « principe du travail » sont aussi des socialistes.

Voyons comment l'un des « populistes de gauche », M. S. Zak, spécialiste de la question du capitalisme industriel, raisonne sur l'industrie « *fondée sur le travail* ».

M. S. Zak distingue trois sortes d'industries : 1) l'industrie « fondée sur le travail », 2) l'industrie « transitoire » entre la première et l'industrie capitaliste et 3) l'industrie capitaliste. Il range dans l'industrie capitaliste les entreprises comptant plus de 50 ouvriers, dans l'industrie transitoire celles qui en comptent de 11 à 50 et *dans l'industrie fondée sur le travail celles dont le nombre d'ouvriers ne dépasse pas 10*.

Pourquoi donc ces dernières entreprises sont-elles « fondées sur le travail » ? Parce que, voyez-vous, « aussi longtemps que des entreprises ne disposent pas en moyenne d'au moins un employé de bureau et d'un technicien, on ne saurait parler de leur caractère capitaliste ».

Théorie digne d'un employé de bureau à demi illettré et non d'un auteur désireux de se faire passer pour socialiste ! Aussi longtemps que M. Zak et les autres populistes n'auront pas inventé « *leur* » économie politique, nouvelle et authentiquement russe, nous persisterons dans notre ancien point de vue qui veut que soit appelée capitalisme la production *marchande*, qui transforme en marchandise la *force de travail*.

C'est une vérité élémentaire qu'il est honteux de ne pas connaître. Or, MM. les populistes sont en paroles des partisans de la théorie de Marx et des ennemis de l'économie politique bourgeoise. En réalité, ils proposent au public les idées du philistin le plus plat, qui n'a rien étudié et qui répète des lambeaux de phrases bourgeoises : s'il y a un « bureau », c'est un capitaliste. Mais puisque mon exploitation est petite, je n'ai rien d'un capitaliste, je suis un homme qui travaille !

Défendre de telles idées dans la presse, c'est nier la science de l'économie politique, c'est défendre l'ignorance.

Les capitalistes peuvent être petits ou grands, sots ou intelligents, mais ce n'est pas cela qui définit le capitalisme, c'est la production de *marchandises* et l'emploi du travail salarié.

Notre populiste considère comme un autre indice de l'exploitation « fondée sur le travail » le fait que les membres de la famille du patron y travaillent. Or, en réalité, quinconque connaît les rudiments de l'économie politique sait que c'est là l'indice d'une économie *petite-bourgeoise*. Enjoliver la petite bourgeoisie en la qualifiant d'économie « fondée sur le travail », c'est n'avoir aucune idée du socialisme.

Voici les chiffres de M. Zak lui-même. Pour 100 entreprises, le nombre moyen des membres de la famille est le suivant : 1) 28 dans les entreprises ayant jusqu'à 3 ouvriers ; 2) 34 dans les entreprises ayant 4 à 5 ouvriers ; 3) 22 dans les entreprises ayant de 6 à 10 ouvriers.

N'est-ce pas qu'il est bien, notre « nouveau populiste » ? Il cite lui-même des chiffres montrant la *prédominance* du travail salarié, et il appelle cela une économie « fondée sur le travail » ! !

M. Zak voltige parmi les données des différents recensements industriels, en s'extasiant de voir « tant » de patrons qui « travaillent » et en affirmant que cela démontre « l'inconsistance de la théorie orthodoxe » (c'est ainsi que les populistes nomment par raillerie la doctrine de Marx). Citons les chiffres complets du recensement allemand, auquel M. Zak se réfère en premier lieu. Nous considérons l'industrie au sens large, en y incluant le commerce et les transports.

Groupes d'entreprises	Nombre d'entreprises (en milliers)	%	Nombre en millions:					
			ouvriers	%	CV	%	kW	%
Individuelles	1 452	44,4	1,4	10,1	—	—	—	—
Petites (2 à 5 ouvriers) . .	1 524	46,7	3,8	26,2	0,7	7,4	0,1	7,1
Moyennes (6 à 50 ouvriers)	259	8,0	3,5	24,3	1,5	17,3	0,2	15,7
Grandes (51 et plus)	31	0,9	5,7	39,4	6,6	75,3	1,2	77,2
Total	3 266	100	14,4	100	8,8	100	1,5	100

Regardez attentivement ce tableau du capitalisme dans l'industrie. Les petits bourgeois individuels sont très « nombreux » : *un million et demi.* Mais leur *part* dans la production ? Un *dixième* des ouvriers et *zéro* machines, qu'elles soient à vapeur ou électriques ! !

Et les grands capitalistes ? *Un centième* du total des entreprises, mais disposant de près des 2/5 (39 %) des ouvriers et de *plus des trois quarts* (75 à 77 %) du total des machines !

Chaque ouvrier qui réfléchit verra ici d'emblée l'entière confirmation de son expérience quotidienne : une masse de petits bourgeois pitoyables, écrasés par le capital, et la *domination la plus absolue* d'un nombre infime de grandes entreprises capitalistes.

Poursuivons. La statistique, falsifiée avec impudence par notre populiste « de gauche », montre les progrès les plus rapides du capitalisme et l'élimination de la petite pro-

duction. Comparons les chiffres de trois recensements allemands, ceux de 1882, de 1895 et de 1907 (le dernier). Pour ne pas fatiguer le lecteur avec des chiffres, nous prendrons seulement l'essentiel en comparant les entreprises individuelles aux entreprises capitalistes, moyennes et grandes réunies :

	Entreprises individuelles		Moyennes et grandes entreprises capitalistes	
Années	% du total des entreprises	% du total des ouvriers	% du total des entreprises	% du total des ouvriers
1882	62	26	4	41
1895	54	17	7	53
1907	42	10	9	63

Il y a 25 ans, les isolés formaient la majorité (3/5) des patrons. Ils sont aujourd'hui une minorité (2/5). Ils employaient un quart de tous les ouvriers ; ils n'en ont plus qu'un dixième.

La part des entreprises capitalistes, au contraire, grandit rapidement. Il y a 25 ans, ils avaient une minorité des ouvriers (2/5), alors qu'aujourd'hui ils ont la *majorité*, près des 2/3 du nombre total des ouvriers (63%). Or, nous avons déjà vu que la concentration des *machines*, tant des machines à vapeur qu'à plus forte raison des machines électriques, entre les mains d'une poignée de capitalistes est encore *beaucoup plus forte* que la concentration des ouvriers.

Ainsi, les recensements industriels dans les pays libres qui se développent rapidement fournissent la confirmation la plus éclatante de la théorie de Marx. Le capitalisme domine partout. Partout, il élimine la petite production. Partout, la masse des paysans et des petits artisans se ruine. Le grand capital opprime et écrase le petit propriétaire par mille procédés dont la statistique tient encore trop peu compte. Pour le petit propriétaire il n'y a point de salut. Il n'y a point d'issue pour lui en dehors de l'adhésion à la lutte du prolétariat.

La théorie du « principe du travail » et de l'« économie fondée sur le travail » est, du premier au dernier mot, une répétition des vieux préjugés bourgeois. L'expérience de tous les pays anéantit à chaque pas ces préjugés.

En essayant de démontrer aux ouvriers que le capitaliste ou l'embryon de capitaliste qui a 5 ou 10 ouvriers salariés est un propriétaire qui « travaille », les populistes de gauche ne font que démontrer leur propre nature bourgeoise.

La « Pravda Trouda » n° 18,
1er octobre 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du journal

LES « SANS-PARTI » DANS L'EMBARRAS

L'un des phénomènes les plus répandus et les plus pénibles parmi nos milieux d'opinion, c'est l'attitude de dédain (sinon de franche réprobation) à l'égard de l'appartenance au Parti.

C'est un comportement typique des isolés politiques, des aventuriers politiques et des Manilov politiques que de refuser d'appartenir au Parti et de prononcer des discours ampoulés sur l'« étroitesse », la « banalité », l'intolérance, etc., etc. du Parti. En réalité, pareils propos ne reflètent que la fatuité risible et pitoyable ou le désir de se justifier propres à des intellectuels coupés de la masse et qui sentent la nécessité de dissimuler leur faiblesse. La politique, au sens sérieux du terme, ne peut être faite que par *les masses* ; or une masse sans-parti et qui ne suit pas un parti solide est une masse disséminée, dépourvue de conscience, incapable de fermeté et se transformant en jouet de politiciens adroits qui, issus des classes dominantes, se présentent toujours « à propos » pour mettre à profit les occasions « favorables ».

La Russie est un des pays où la petite bourgeoisie est très nombreuse et l'habitude d'une activité politique libre très faible. C'est pour cela, et pour cela seulement, que le dédain envers l'appartenance au Parti est si répandu chez nous. L'une des tâches de l'ouvrier conscient en Russie (et l'un de ses grands mérites historiques) est la lutte systématique et opiniâtre contre cette attitude.

Voici l'un des exemples les plus récents de l'esprit sans-parti plein de suffisance parmi certains intellectuels *« proches du Parti »*.

Les ouvriers ont organisé avec ampleur les collectes en faveur des journaux ouvriers. Il n'est pas difficile de comprendre que la masse, si elle sait discerner en pleine conscience *quel* journal il faut aider, à quelle *tendance* il faut apporter son concours, *s'initie* grâce à ces collectes à une politique d'idées et de principes.

Les liquidateurs, qui glissent si souvent vers la politique de la négation du Parti, ont lancé la campagne que chacun sait en faveur d'un *partage à parts égales des collectes*. Ils étaient guidés simplement par le désir de dissimuler leur faiblesse, et dans leur hâte ils n'ont même pas pris le temps de penser qu'à la base d'une telle campagne on trouve précisément le principe de la *négation du Parti*.

La vie les a aussitôt démasqués. De *leur* mot d'ordre, la vie des milieux d'opinion petits-bourgeois de la Russie *a fait* son mot d'ordre : à parts égales, sans restriction, avec les liquidateurs et avec les populistes !

Leur aventurisme politique démasqué, les « sans-parti », qui ont renié le passé marxiste pour rêver à je ne sais quoi de « large » et de tout aussi dénué de principes, se sont mis à tournicoter et à louvoyer. G.R., dans le n° 24 du journal liquidateur, assure qu'ils ne sont nullement pour l'union avec les populistes, que cette union aurait été « systématiquement prônée » par les marxistes.

Il est difficile d'imaginer falsification plus grossière de la vérité. Si G.R. et Cie n'étaient pas des « sans-parti », s'ils ne considéraient pas à la manière des philistins l'*histoire* du passé marxiste, ils sauraient que c'est *seulement* grâce aux marxistes (aux « pravdistes ») que la question de l'attitude des ouvriers envers les différents partis *a été résolue* de la façon la plus officielle il y a plus de six ans [147]. Seuls les marxistes ont défini avec précision les fondements *de classe* de *tous* les partis les plus importants de Russie, ce que les liquidateurs n'ont jamais pu faire. Seuls, parmi tous les partis de Russie, les marxistes ont mis au point, il y a *six ans*, à la place d'une attitude chaotique et dénuée de principes (« au hasard des circonstances ») envers les différents partis, une réponse précise à la question de la nature des divers « courants » et de l'attitude à leur égard.

La justesse de cette réponse a été depuis lors confirmée par l'histoire avec éclat et de la façon la plus péremptoire.

Il est dit dans cette réponse, nettement et clairement, que les populistes représentent la démocratie petite-bourgeoise, avec qui ne sont possibles que des « actions communes » contre la réaction et contre le libéralisme.

A présent, G.R. et Cie, assurant qu'ils sont contre l'union avec les populistes, cherchent à sortir d'embarras : nous sommes, disent-ils, pour des collectes à parts égales entre les *deux* journaux lorsqu'il s'agit de « décomptes globaux », mais nous sommes contre lorsqu'il s'agit de collectes « parmi des groupes d'une même orientation » ! ! (Cf. le n° 24 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta.*)

Tout d'abord, la vie a déjà démontré qu'un plan de négation du parti découle de votre propagande pour le partage égal. C'est un fait. Dans ce même n° 24, nous lisons la résolution d'un groupe ouvrier : *à parts égales, y compris avec les populistes.* Comme toujours, nos « sans-parti » ou nos indépendants se fourvoient.

Ensuite, peut-on dire qu'un groupe d'individus conscients soit conscient, s'il ne sait pas éclairer les masses ? Non pas, messieurs les « sans-parti » ! Les individus conscients diront à la masse : versez tous, unissez-vous tous, mais *efforcez-vous* en même temps de *discerner* l'orientation des différents journaux.

Verser de l'argent en disant « à parts égales », c'est être sans-parti, dépourvu de conscience et indifférent. Verser en disant : « *pour telle tendance* », c'est être conscient et participer en pleine conscience à l'action *commune.*

Voilà l'a b c que G.R. falsifie !

Conclusion : G.R. et les autres liquidateurs, qui assurent être contre l'union avec les populistes, continuent *en fait* de suivre la ligne de l'union *sans-parti* avec eux, la ligne de la *négation du Parti,* profondément nuisible et inadmissible pour les ouvriers.

La démocratie ouvrière a maintes fois infligé, et doit continuer à infliger, une riposte énergique à la propagande de la négation du Parti, qui émousse l'intelligence politique des ouvriers et permet de les tromper plus facilement de mille manières.

« Za Pravdou » n° 3,
4 octobre 1913.
Signé : K a r - o v

Conforme au texte du journal

LES LIBÉRAUX ET LA QUESTION AGRAIRE EN ANGLETERRE

Le samedi 11 octobre (28 septembre ancien calendrier), le ministre anglais libéral Lloyd George a ouvert la « campagne agraire » en prononçant deux « brillants » discours dans la ville de Bedford. De même que notre Gros-Requin Goutchkov promettait de « régler leur compte » aux grands propriétaires fonciers russes privilégiés et tout-puissants, de même le ministre anglais libéral a promis d'ouvrir une campagne sur la question agraire, de dénoncer les gros propriétaires terriens, les landlords, et de lancer un appel au peuple en faveur d'une réforme agraire « radicale » (Lloyd George est on ne peut plus radical !).

Les journaux libéraux d'Angleterre se sont efforcés d'entourer l'intervention de leur chef du maximum de solennité. De la réclame, de la réclame coûte que coûte ! Le discours est trop long : nous en publierons une « analyse », nous le qualifierons de « charte » agraire, nous l'enjoliverons de façon à masquer les subterfuges diplomatiques d'un parlementaire astucieux derrière une longue liste de réformes, le salaire minimum, les 100 000 cottages (maisonnettes) pour les ouvriers, et l'« aliénation forcée de la terre à sa valeur foncière *nette* (! !) ».

Pour montrer au lecteur *comment* le ministre de la bourgeoisie libérale anglaise mène son agitation dans le peuple, nous citerons quelques passages des discours de Lloyd George à Bedford.

« Il n'est pas de question plus vitale et plus fondamentale que celle de la terre ! s'est exclamé l'orateur. La nourriture que mange le peuple, l'eau qu'il boit, les logements dans lesquels il vit, l'industrie qui lui fournit son gagne-pain, tout dépend de la terre. » Mais à qui appartient la terre en Angleterre ? A une poignée de richards ! Le tiers de toute la terre de l'Angleterre appartient aux membres de la Chambre des Lords. « Le landlordisme (propriété terrienne seigneuriale) est le plus grand des monopoles dans notre pays. » Le pouvoir des landlords est sans limites. Ils peuvent chasser leurs fermiers et dévaster la terre pis qu'un ennemi. Oh, je n'attaque ni des individus ni une classe — assurait le ministre —, mais peut-on laisser subsister une telle situation ?

Le chiffre de la population agricole est tombé de plus de deux millions à un million et demi au cours des dernières dizaines d'années, tandis que le nombre des garde-chasse augmentait de 9 000 à 23 000. Il n'y a pas un seul pays au monde où les terres non cultivées soient aussi étendues, où les fermiers propriétaires soient autant victimes du gibier dont les richards assurent la multiplication pour leurs plaisirs.

Les richesses de l'Angleterre croissent à une allure vertigineuse. Et les ouvriers agricoles ? Les 9/10 d'entre eux gagnent moins de 20 shillings 1/2 (environ 10 roubles), par semaine, somme que, dans les work-houses, l'on estime indispensable pour empêcher un homme de mourir de faim. 60% des ouvriers agricoles gagnent moins de 18 shillings (9 roubles environ) par semaine.

Les conservateurs proposent le rachat de la terre par petits lots. Mais à qui parle de rachat, a tonné le Roditchev [148] anglais, je lui demanderai : *à quel prix* (hilarité générale).

Un prix élevé n'écrasera-t-il pas le petit acheteur ? Les taxes élevées ne l'écraseront-elles pas ? Il y a chez nous une loi portant attribution de terres aux ouvriers. Voici des exemples. Pour un lot de terre, l'ensemble des taxes et charges s'élève à 30 livres sterling (environ 270 roubles). On l'achète et on le revend à tempérament, par petits lots, à des pauvres. Les paiements s'élèvent à 60 livres !

Quant à la dépopulation des campagnes anglaises, elle risque de rendre notre pays désarmé : sans une paysannerie

forte, point d'armée forte. Comment un libéral russe ou anglais se priverait-il de jouer sur le nationalisme grossier et le chauvinisme ?

Ce ne sont pas les grands propriétaires qui ont créé la terre ! s'est exclamé Lloyd George, le pays doit choisir entre le pouvoir des grands propriétaires et le bien-être des ouvriers. Il faut agir avec fermeté et énergie contre les monopoles, et la propriété de la terre est le plus grand des monopoles. Il faut donner au fermier tenancier la garantie qu'on ne le chassera pas, qu'on ne le privera pas des fruits de son énergie et de son art (une voix dans l'assistance : quelles mesures proposez-vous donc ?). Il faut agir. Assez de tentatives timides et de demi-mesures. Il faut agir radicalement, comme on agit dans les affaires. Il ne s'agit pas de faire du ravaudage, mais d'éliminer un monopole.

Assurer un minimum de salaire à l'ouvrier, réduire la journée de travail, lui donner une petite maison décente et confortable, lui donner un bout de terre afin qu'il puisse faire pousser certaines choses pour nourrir sa famille ! Il faut créer un *escalier du progrès*, permettant aux ouvriers « entreprenants » de s'y élever, passer d'un lopin de terre, d'un potager, à une petite exploitation indépendante. Quant aux plus entreprenants, ils doivent continuer et devenir de gros fermiers dans notre pays. On fait miroiter les merveilles de l'émigration en Amérique, en Australie. Mais nous, nous voulons qu'ici, en Angleterre, sur son sol natal, l'ouvrier britannique trouve sa subsistance, trouve une vie libre, trouve les commodités pour lui et pour ses enfants.

Tonnerre d'applaudissements... Et l'on sent que des voix isolées d'auditeurs demeurés lucides (comme celui qui a crié : vous, que proposez-vous ?) semblent dire : il chante bien, où va-t-il se percher ?

Il chante bien, le ministre anglais libéral, le favori de la foule petite-bourgeoise, le plus grand expert pour briser une grève en dupant haut-la-main les ouvriers, le meilleur serviteur du capital anglais qui asservit à la fois les ouvriers britanniques et les 300 millions d'habitants de l'Inde. Mais quelle est donc la force qui a contraint cet affairiste fieffé, ce valet du sac d'écus, à prononcer des discours aussi « radicaux » ?

La force du mouvement ouvrier.

L'Angleterre n'a pas d'armée permanente. Il est impossible de contenir le peuple par la violence, on ne peut le faire que par la ruse. Le mouvement ouvrier grandit irrésistiblement. Il faut détourner l'attention, il faut « occuper » les masses en leur exposant des projets tapageurs de réformes, il faut faire semblant de combattre les conservateurs, il faut promettre des aumônes, à seule fin que les masses ne perdent pas leur confiance dans les libéraux, à seule fin qu'elles suivent, comme les moutons suivent les bergers, les capitalistes de l'industrie et de la finance.

Quant aux promesses de réformes... le proverbe anglais ne dit-il pas que les promesses ressemblent à la croûte du pâté : on la prépare pour la briser ? Lloyd George promet, mais c'est tout le ministère libéral qui appliquera, en réduisant ses promesses des quatre cinquièmes. Et les conservateurs rogneront *encore une fois*, ce qui fera une réduction des neuf dixièmes.

Le réformisme de la bourgeoisie anglaise montre on ne peut plus clairement les progrès du profond mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière anglaise. Et ce ne sont pas les beaux parleurs ni les charlatans libéraux qui pourront arrêter ce mouvement.

« Za Pravdou » n° 8,
12 octobre 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

MAUVAISE DÉFENSE D'UNE MAUVAISE CAUSE

Un certain Gr. Golossov s'est fâché à mort parce que j'ai qualifié Tchkhéidzé, dans le *Prosvéchtchénié*, de «social-démocrate proche du Parti » *.

Gr. Golossov lance feu et flammes, il invective de toutes ses forces, il accumule les points d'exclamation et d'interrogation. Mais plus Gr. Golossov se fâche et plus il devient évident que ces exclamations courroucées lui servent à masquer une absence de preuves.

J'ai dit de Tchkhéidzé qu'il était « proche du Parti ». Golossov aurait pu deviner sans peine qu'il me réfuterait en démontrant que Tchkhéidzé *appartient au Parti.*

J'ai signalé qu'au moment le plus critique de l'histoire de la fraction social-démocrate (ainsi que de l'histoire de la renaissance du parti), Tchkhéidzé s'est « tenu à l'écart ». Lorsque la presse liquidatrice et antiliquidatrice était en train de se constituer (1911 et début de 1912), Tchkhéidzé *ne se trouvait ni d'un côté ni de l'autre.*

Mon adversaire courroucé réfute-t-il ce fait indiqué avec précision ?

Non. Le courroucé Gr. Golossov ne réfute pas et ne peut pas réfuter ce fait. Pas fort, ce pauvre Golossov, bien que courroucé ! Il esquive craintivement un fait qui démontre que le comportement de Tchkhéidzé (malgré son talent d'orateur et son expérience parlementaire) a été celui d'un homme « *proche du Parti* ».

---

* Voir le présent tome, p. 444. (*N.R.*)

Si le courroucé Gr. Golossov savait réfléchir, il comprendrait qu'un homme appartenant à un parti se reconnaît à sa participation, la plus énergique, la plus directe et la plus ouverte aux affaires de son parti (et non pas uniquement de sa fraction à la Douma). La mise sur pied de la presse liquidatrice et antiliquidatrice a été un moment essentiel dans l'histoire récente du tout marxiste. Par conséquent, j'ai démontré d'une manière irréfutable que Tchkhéidzé est « proche du Parti ».

Gr. Golossov s'exclame avec une sorte de rage hystérique : « Le Parti se trouve là où siègent V. Iline et Gr. Zinoviev. »

Le bon Golossov soulève ici pour son malheur une question très intéressante et très importante : *où* se trouve le Parti ? Et, si Golossov lui-même est incapable de réfléchir, tous les ouvriers ont réfléchi et réfléchissent à cette question.

Le Parti se trouve *là* où se trouve la majorité des ouvriers marxistes conscients qui participent à la vie politique.

Gr. Golossov entre dans une rage hystérique précisément parce qu'il sent son impuissance à réfuter cette simple vérité.

Elections à la IVe Douma, histoire de la naissance et de la croissance de la *Pravda*, élections à la direction du syndicat des métallurgistes, campagne pour les assurances, résolutions des ouvriers en faveur des six députés ouvriers : tout cela *a démontré* que le Parti est aux côtés des Six, qu'il approuve leur ligne. *Leurs* mots d'ordre sont adoptés et vérifiés par l'action *de masse* des ouvriers dans tous les domaines du mouvement ouvrier.

Le courroucé Golossov se fâche précisément parce qu'il est impuissant à réfuter les faits exacts, évidents et incontestables qui montrent la victoire des marxistes sur les liquidateurs, que ce soit aux élections, dans les syndicats, dans le travail de création des quotidiens, dans la campagne pour les assurances.

A ceux qui ont *tous* les faits contre eux, il ne reste rien d'autre que le courroux et l'hystérie.

Le Parti se trouve là où la majorité des ouvriers s'est rassemblée autour des décisions du Parti, qui fournissent des réponses cohérentes, systématiques et justes aux questions les plus importantes. Le Parti se trouve là où la majori-

té des ouvriers conscients est unie par l'unité de ces décisions et par une volonté unique de les mettre honnêtement en application.

En défendant le « droit » de Tchkhéidzé (et des Sept) à violer ces décisions, cette volonté de la classe ouvrière, Gr. Golossov, comme tous les liquidateurs, cherche à détruire l'organisation marxiste au profit de la négation du Parti.

Nul doute que les ouvriers continueront à soutenir la position de *leurs* six députés, contre la position « *proche* du Parti » des Sept.

« Za Pravdou » n° 12,
17 octobre 1913.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

DÉCLARATION

Chers camarades,

Une année de travail commun à la Douma d'Etat a mis en évidence toute une série de heurts et de tiraillements entre nous et vous, c'est-à-dire les sept autres députés social-démocrates. Les choses ont dégénéré en polémique ouverte dans la presse, et vos dernières décisions, prises juste avant la clôture de la Douma d'Etat en juin 1913, alors qu'une partie des députés étaient déjà partis, ont montré une fois pour toutes que la situation actuelle est impossible et sans issue. Ces décisions que vous avez adoptées par 7 voix contre 6, sont : le refus d'accorder aux bolcheviks (c'est-à-dire aux 6 députés) un siège sur deux à la commission budgétaire, et l'élection d'un seul (au lieu de deux) à un organisme important.

Après avoir, à maintes reprises, par 7 voix contre 6, privé les 6 députés ouvriers d'un orateur sur les deux présentés à la Douma, ladite décision a été la goutte qui a fait déborder le vase.

Vous savez que nous agissions et que nous agissons entièrement et exclusivement dans l'esprit du marxisme conséquent, et que sur le plan idéologique nous adhérons en tous points à ses décisions générales.

Vous savez, camarades, qu'il existe des faits absolument objectifs démontrant que nous n'exagérons pas quand nous parlons de la conformité entière de notre activité avec la conscience et la volonté de l'immense majorité des ouvriers marxistes d'avant-garde de Russie. C'est ce qu'a

démontré l'histoire du premier journal ouvrier, la *Pravda*, créé par un élan du mouvement ouvrier en avril-mai 1912 et qui a groupé autour de lui la majorité des ouvriers. C'est ce qu'a démontré la diffusion de la *Pravda* atteignant le chiffre de 40 000 exemplaires. C'est ce qu'ont démontré les collectes des groupes ouvriers en faveur de la *Pravda*, collectes dont le journal a toujours fait état publiquement. C'est ce qu'ont démontré les élections à la IVe Douma dans la curie ouvrière, à la suite desquelles tous les députés de la curie furent des bolcheviks, et qui ont montré en comparaison des élections dans la curie ouvrière pour les IIe et IIIe Doumas d'Etat des progrès immenses, que l'on ne peut contester et que personne ne conteste, du marxisme et des convictions antiliquidatrices parmi les ouvriers conscients de Russie. C'est ce qu'ont démontré, enfin, les élections à la direction du syndicat des métallurgistes de St-Pétersbourg, et l'histoire du premier journal ouvrier moscovite cette année. Il va de soi que nous tenons pour notre devoir absolu d'agir en conformité la plus stricte avec la volonté de la majorité des ouvriers de Russie unis sur le terrain du marxisme.

Cependant, vous, les sept députés, vous agissez indépendamment de cette volonté et contre elle. Vous prenez hardiment des décisions qui vont à l'encontre de la volonté de la majorité des ouvriers conscients. Rappelons au moins comment vous avez admis, sur certaines bases bâtardes, le non-social-démocrate Jagiello, qu'à ce jour aucun social-démocrate n'a reconnu en Pologne, ou bien comment vous avez admis, à l'encontre de la volonté de la majorité des ouvriers, des mots d'ordre nationalistes, la prétendue autonomie nationale culturelle, etc. Nous ne connaissons pas exactement vos rapports avec le courant liquidateur, et nous pensons que vous penchez de son côté plus que vous n'en êtes des partisans intégraux. Mais, quoi qu'il en soit, il reste incontestable que vous ne considérez pas comme obligatoires les jugements et les exigences de cette majorité des ouvriers conscients de Russie avec qui nous marchons la main dans la main.

Point n'est besoin de dire que, dans ces conditions, tout social-démocrate dans n'importe quel pays au monde et tout ouvrier conscient jugera monstrueux vos efforts ten-

dant à nous étouffer grâce à une majorité d'une voix, à nous priver d'un siège sur deux dans les commissions de la Douma ou autres organismes, dans la liste des orateurs de la Douma, etc., à nous imposer une tactique et une politique condamnées par la majorité des ouvriers conscients de Russie.

Nous reconnaissons et nous ne pouvons manquer de reconnaître dans le moment présent comme inconciliables les divergences qui nous opposent dans un domaine qui n'est pas seulement celui du travail à la Douma. Nous sommes obligés de reconnaître que vos efforts pour nous étouffer et nous priver d'un siège sur deux sont de nature nettement scissionniste et écartent toute possibilité de travailler ensemble. Mais, considérant le désir persistant des ouvriers de voir conserver au moins face au monde extérieur l'unité des députés social-démocrates, ne fût-ce que dans le travail à la Douma, et considérant notre expérience d'une année, qui a montré la *possibilité* de réaliser grâce à un *accord* une telle unité dans les interventions *à la Douma*, nous vous proposons de décider nettement et sans ambiguité, une fois pour toutes, qu'aucun étouffement des six députés de la curie ouvrière par les 7 voix de votre groupe n'est admissible. Le maintien de l'unité effective de la fraction social-démocrate à la IVe Douma n'est possible que si l'égalité des Sept et des Six est reconnue totalement et irrévocablement, et si le principe d'un accord entre eux sur toutes les questions du travail à la Douma est appliqué.

« Za Pravdou » n° 13, 18 octobre 1913

Conforme au texte du journal

LES SEPT DÉPUTÉS DE LA DOUMA

Les longues déclarations et les longs plaidoyers des sept députés à la Douma d'Etat en faveur du courant liquidateur produisent une impression des plus étranges.

Les Sept raisonnent tout le temps *exclusivement* sur le travail à la Douma, sur l'activité social-démocrate *à la Douma*!

En dehors du palais de Tauride, il n'existe pour les Sept *rien* d'organisé ! « Nous avons décidé à sept, nous avons voté avec Jagiello, nous avons envoyé des orateurs, nous avons adopté une déclaration » : on n'entend que cela dans leur bouche. « Nous sommes des députés », « nous sommes à la Douma » : à part cela, les Sept ne connaissent et ne comprennent rien.

Les Sept sont déjà tellement contaminés par le courant liquidateur qu'ils ont cessé de comprendre l'a b c du marxisme.

Suivant le marxisme, les députés à la Douma doivent appliquer *non leur* volonté, mais la volonté de l'organisation marxiste, *non leurs* décisions, mais les décisions du tout marxiste, *non leur* tactique, mais la sienne. Quelle honte qu'il faille expliquer cet a b c du marxisme à des députés ! Jusqu'où les a conduits leur penchant vers le courant liquidateur s'ils osent agir comme des sans-parti, comme des destructeurs de l'organisation politique prolétarienne !

La question de savoir « où se trouve l'organisation marxiste », les sept sympathisants du courant liquidateur *craignent même de la poser.*

Pourtant, c'est cela qui est au centre de tout.

Tous les cris à propos de l'unité ne sont que pure hypocrisie si l'on esquive la question de la volonté *unique*, des décisions *uniques*, de la tactique *unique* de la *majorité* des ouvriers de Russie conscients, d'avant-garde et organisés de manière marxiste.

Le journal *Za Pravdou* a exposé depuis longtemps les critères selon lesquels on peut (et on doit) juger de la volonté marxiste de la majorité des ouvriers ; refuser de s'y soumettre, c'est se rendre coupable de scissionnisme, de désorganisation et de destruction.

Ces critères sont : 1) les élections à la IVe Douma dans la curie ouvrière ; 2) l'histoire des journaux ouvriers ; 3) les syndicats. En Europe, on ajoute encore ce point, le plus important : le nombre des membres du parti politique inscrits dans des livres ouverts. Chacun comprend que cela ne peut exister en Russie et qu'on le remplace partiellement par les *décisions générales*, obligatoires pour tout ouvrier honnête.

Les liquidateurs et les Sept *ne disent pas* un seul mot là-dessus, pas un seul mot sur les critères de l'organisation marxiste, sur ses décisions, sur sa tactique ! Les liquidateurs et les Sept veulent l'« unité », c'est-à-dire la *soumission* des six députés ouvriers aux *sept « sans-parti », c'est-à-dire la violation de la volonté du tout marxiste.*

Les liquidateurs et les Sept veulent que le groupe des députés social-démocrates à la Douma agisse à ses risques et périls, comme il voudra, *sans et contre* ce tout. Et ils qualifient cette exigence honteuse et désorganisatrice d'exigence de l'unité.

Les cris que les Sept poussent à propos de l'unité rappellent une histoire connue : les Sept veulent « s'unir » aux Six comme l'homme « s'unit » au morceau de pain. En l'*avalant.*

Les sept sans-parti veulent avaler les six marxistes, et ils exigent que cela soit appelé « unité ».

La destruction de l'organisation marxiste par les Sept, *coupés* de la majorité des ouvriers, par les Sept, députés *sympathisants du courant liquidateur*, par les Sept, qui ont oublié qu'à la Douma ils ne sont que les *agents* de la vo-

lonté de la majorité des ouvriers : voilà ce que font les liquidateurs et les sept députés !

Contre ce comportement désorganisateur inouï des ennemis présomptueux de l'organisation de la classe ouvrière, la classe ouvrière s'élève, elle exige avec énergie qu'ils se soumettent, *y compris* dans le travail à la Douma.

« Za Pravdou » n° 19, 26 octobre 1913. Signé : V. F.

Conforme au texte du journal

LA BOURGEOISIE LIBÉRALE ET LES LIQUIDATEURS

Le principal parti de la bourgeoisie libérale russe, le parti cadet, compte dans son état-major bon nombre de gens ayant une instruction européenne. A notre époque, on ne saurait être un homme instruit si l'on n'a pas une connaissance générale du marxisme et du mouvement ouvrier d'Europe occidentale.

Chez les cadets russes, en raison de l'abondance des intellectuels bourgeois parmi eux, on trouve bien entendu cette connaissance, on trouve même un certain nombre de gens qui furent eux-mêmes dans leur jeunesse des marxistes ou presque, puis qui ont retrouvé la « raison » avec l'âge et sont devenus des philistins libéraux.

Tout cela explique la différence d'attitude envers la social-démocratie des anciens libéraux, européens, et des nouveaux libéraux, russes. Les premiers luttaient contre sa formation et lui déniaient le droit à l'existence, tandis que les seconds sont obligés de prendre leur parti d'un *fait* : « Nous ne doutons pas, lit-on dans un éditorial de la *Retch* (n° 287), que la social-démocratie devienne un jour en Russie le parti politique déclaré du prolétariat. » C'est pourquoi, pour nos libéraux, la lutte *contre* la social-démocratie a pris la forme d'une lutte pour *l'opportunisme au sein de* la social-démocratie.

Ne pouvant empêcher la formation et les progrès de la social-démocratie, nos bourgeois libéraux ont appliqué tous leurs soins à ce *qu'elle progresse à la façon libérale.* De

là, les efforts systématiques de nos cadets, depuis de longues années, pour soutenir l'opportunisme (et notamment le courant liquidateur) dans les rangs de la social-démocratie ; les libéraux y voient *avec raison* l'*unique* moyen de sauvegarder l'influence libérale sur le prolétariat, d'assujettir la classe ouvrière à la bourgeoisie libérale.

C'est pourquoi l'appréciation que les libéraux portent sur la lutte entre les six députés ouvriers et les sept sympathisants du courant liquidateur est fort instructive. Les libéraux, qui voient les choses de l'extérieur, sont obligés de reconnaître carrément un fait essentiel : les Sept, ce sont « les éléments parlementaires de la social-démocratie », c'est « le parti du travail parlementaire » ; ils comptent parmi eux « tous les intellectuels de la social-démocratie à la Douma ». C'est la ligne de l'« évolution de la social-démocratie vers un parti parlementaire déclaré », ligne qui implique une « orientation » particulière de la « tactique ». « La *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* est l'organe des parlementaires social-démocrates. »

En revanche, *Za Pravdou* est « l'organe des intransigeants », écrit la *Retch*. Ce n'est pas le parti du travail parlementaire, mais le « parti opposé ».

Parti des « *députés intellectuels* » contre les « *députés ouvriers* » : telle est l'appréciation de la *Retch*. La *Retch* assure, avec affectation, qu'il est impossible de savoir de quel côté est la majorité des ouvriers, mais aussitôt elle se dément elle-même dans la phrase édifiante que voici :

« Plus le passage à cette existence normale » (c'est-à-dire déclarée, légale) « sera retardé », écrit-elle, « et plus il y a lieu de s'attendre à ce que *la majorité parlementaire des intellectuels social-démocrates soit contrainte de céder devant la majorité ouvrière extra-parlementaire*, avec son état d'esprit actuel. Nous avons vu les tristes conséquences d'une telle répartition des tendances à la fin de 1905. Et, de quelque façon que l'on considère l'issue future à l'impasse d'aujourd'hui, il n'y aura guère de défenseurs des fautes commises par les dirigeants inexpérimentés du mécontentement spontané des masses en ces mois d'hiver. » Ainsi s'exprime la *Retch*.

Nous avons souligné ce qui nous intéresse particulièrement en ce moment dans cet aveu.

La majorité ouvrière extra-parlementaire est contre « la majorité parlementaire des intellectuels social-démocra-

tes» : voilà le fond du débat entre les Six et les Sept ; les libéraux, eux-mêmes, s'en rendent compte.

Les Sept et la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*, c'est une majorité d'intellectuels qui se disent social-démocrates, *opposée* à la « majorité ouvrière extra-parlementaire », *opposée au Parti*.

L'ancien parti n'existe pas, l'ancien parti n'est pas nécessaire, passons-nous du Parti, contentons-nous du journal et de l'activité à la Douma, en prônant le futur parti légal : telle est en substance la position des Sept et la position de tous les liquidateurs.

On conçoit pourquoi les libéraux sont si tendres pour les Sept et les liquidateurs, pourquoi ils les louent de comprendre les conditions parlementaires et qualifient leur tactique de « complexe, réfléchie, non simpliste ». Les Sept et les liquidateurs introduisent les *mots d'ordre libéraux* dans le milieu ouvrier : comment les libéraux ne les loueraient-ils pas ? Les libéraux n'ont besoin de rien d'autre que de former un rempart d'intellectuels, de parlementaires et de légalistes *contre* l'ancien parti, *contre* la « majorité ouvrière extra-parlementaire ».

Ce rempart peut bien s'appeler social-démocrate, ce n'est pas le nom qui importe, mais sa politique ouvrière libérale, ainsi raisonne la bourgeoisie éclairée, et de son point de vue, ce raisonnement est très juste.

Les libéraux ont compris (et révélé par inadvertance) ce que tous les ouvriers conscients d'avant-garde ont compris depuis longtemps, à savoir que le groupe de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* et les Sept qui le suivent sont un rempart d'intellectuels libéraux qui se sont séparés du Parti social-démocrate, qui nient le Parti, qui injurient la clandestinité et qui poursuivent une politique systématique de concessions au réformisme bourgeois, au nationalisme bourgeois, etc.

L'unité de la « majorité ouvrière extra-parlementaire », réellement attachée au Parti et réellement indépendante de la bourgeoisie libérale, est *impensable* sans une lutte énergique contre ce rempart intellectuel des liquidateurs du Parti ouvrier.

« Za Pravdou » n° 20, 26 octobre 1913

Conforme au texte du journal

LE CAPITALISME ET L'IMMIGRATION DES OUVRIERS

Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évinçant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au-dessus de la moyenne et attirent les ouvriers salariés des pays arriérés.

Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels.

Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés. Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification *progressive* de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain. Or, c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde *entier*, en brisant la routine rancie de l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant des ouvriers de tous les pays dans

les plus grandes fabriques et mines d'Amérique, d'Allemagne, etc.

L'Amérique tient la tête des pays qui font venir des ouvriers. Voici les chiffres concernant le nombre des émigrants en Amérique :

Durant les dix années	1821-1830	99 000 émigrants
» » » »	1831-1840	496 000 »
» » » »	1841-1850	1 597 000 »
» » » »	1851-1860	2 453 000 »
» » » »	1861-1870	2 064 000 »
» » » »	1871-1880	2 262 000 »
» » » »	1881-1890	4 722 000 »
» » » »	1891-1900	3 703 000 »
» neuf »	1901-1909	7 210 000 »

La progression de l'émigration est considérable et ne cesse de s'accentuer. En cinq ans, de 1905 à 1909, l'Amérique a accueilli en moyenne (il s'agit uniquement des Etats-Unis) *plus d'un million de personnes par an.*

Il est intéressant de noter que la structure de l'immigration en Amérique a changé. Jusqu'en 1880 c'est ce qu'on appelle la *vieille* immigration, venue des vieux pays civilisés, Angleterre, Allemagne, en partie Suède, qui a prédominé. Jusqu'en 1890 même, l'Angleterre et l'Allemagne ont fourni ensemble plus de la moitié du total des immigrants.

En 1880 débute une progression incroyablement rapide de l'immigration dite *nouvelle*, venue d'Europe orientale et méridionale, d'Autriche, d'Italie et de Russie. Voici le nombre des immigrants aux Etats-Unis d'Amérique fournis par ces trois pays :

Durant les dix années	1871-1880	201 000
» » » »	1881-1890	927 000
» » neuf »	1891-1900	1 847 000
	1901-1909	5 127 000

Ainsi, les pays les plus arriérés du vieux monde, ceux qui ont conservé le plus de vestiges du servage dans tout leur système de vie, passent pour ainsi dire par l'école forcée de la civilisation. Le capitalisme américain arrache des millions d'ouvriers de l'Europe orientale arriérée (y compris de la Russie, qui a fourni 594 000 émigrants en

1891-1900 et 1 410 000 en 1901-1909) à leurs conditions semi-moyenâgeuses et les place dans les rangs de l'armée avancée et internationale du prolétariat.

Hourwich, auteur d'un ouvrage anglais extrêmement instructif, intitulé *Immigration et travail* et paru l'an dernier, cite une observation intéressante. Après la révolution de 1905, le nombre des immigrants en Amérique a particulièrement augmenté (1905 : 1 million ; 1906 : 1,2 million ; 1907 : 1,4 million ; 1908 et 1909 : 1,9 million). Les ouvriers qui avaient connu toutes sortes de grèves en Russie ont apporté en Amérique l'esprit de grèves plus audacieuses, plus offensives et plus massives.

La Russie prend de plus en plus de retard, en cédant à l'étranger une partie de ses meilleurs ouvriers ; l'Amérique va de l'avant de plus en plus vite, prenant dans le monde entier la population ouvrière la plus énergique et la plus apte au travail *.

L'Allemagne, qui progresse plus ou moins au même niveau que l'Amérique, se transforme de pays qui laisse partir ses ouvriers en pays qui attire les ouvriers étrangers. Le nombre des immigrants venus en Amérique d'Allemagne, qui s'était élevé à 1 453 000 durant les 10 années 1881-1890, est tombé à 310 000 durant les 9 années 1901-1909. Par contre, le nombre des ouvriers étrangers en Allemagne était de 695 000 en 1910-1911, et de 729 000 en 1911-1912. Si nous considérons la répartition de ces derniers par occupations et par pays d'origine, nous obtenons le tableau suivant :

Ouvriers étrangers travaillant en Allemagne en 1911-1912 (en milliers)

	Dans l'agriculture	Dans l'industrie	Total
venus de Russie	274	34	308
» d'Autriche	101	162	263
» d'autres pays	22	135	157
Total	397	331	728

* Outre les Etats-Unis, les autres Etats d'Amérique vont aussi rapidement de l'avant. L'année dernière, le nombre des immigrants a été d'environ 250 000 en Amérique, d'environ 170 000 au Brésil et de plus de 200 000 au Canada, soit un total de 620 000 dans l'année.

Plus un pays est arriéré, et plus il fournit d'ouvriers non qualifiés, de manœuvres, d'ouvriers agricoles. Les nations avancées s'approprient, pour ainsi dire, les meilleurs sortes de gagne-pain, en laissant les pires aux pays demi-sauvages. L'Europe en général (les « autres pays ») fournit à l'Allemagne 157 000 ouvriers, dont *plus des 8/10* (135 000 sur 157 000) sont des ouvriers d'industrie. L'Autriche arriérée ne fournit que 6/10 (162 000 sur 263 000) d'ouvriers d'industrie. Le pays le plus arriéré, la Russie, ne fournit qu'un dixième d'ouvriers d'industrie (34 000 sur 308 000).

Ainsi, partout et en tout, on fait payer son retard à la Russie. Mais les ouvriers de Russie, comparés au restant de la population, sont l'élément qui cherche le plus à échapper à ce retard et à cette sauvagerie, qui réagit le plus vigoureusement à ces « charmantes » qualités de leur patrie et qui s'unit le plus étroitement aux ouvriers de tous les pays pour former une seule force mondiale de libération.

La bourgeoisie cherche à diviser en excitant les ouvriers d'une nation contre ceux d'une autre. Les ouvriers conscients, comprenant qu'il est inévitable et progressif que le capitalisme brise toutes les cloisons nationales, s'efforcent d'aider à éclairer et à organiser leurs camarades des pays arriérés.

« Za Pravdou » n° 22,
29 octobre 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

MATÉRIAUX RELATIFS À LA LUTTE AU SEIN DE LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA [149]

La lutte s'est déchaînée entre les six députés ouvriers social-démocrates (de la curie) à la Douma d'État, Badaïev, Malinovski, Mouranov, Pétrovski, Samoïlov et Chagov, d'une part, et les sept autres membres de la fraction social-démocrate à la Douma. Les Six comme les Sept ont lancé des appels aux ouvriers, leur demandant de discuter la question et d'exprimer leur opinion.

La discussion a déjà commencé parmi les ouvriers de Pétersbourg et, afin qu'elle se déroule avec succès, nous donnons ici un ensemble de matériaux et de considérations qui intéresseront tout ouvrier soucieux des destinées de son organisation marxiste.

LA VOLONTÉ DE QUI ?

La question essentielle qui se pose aux ouvriers à propos de la scission de la fraction social-démocrate à la Douma, c'est la question des rapports entre cette fraction et le tout marxiste. Quelle volonté doit déterminer les décisions, la tactique, le comportement de la fraction social-démocrate à la Douma ?

L'expérience de toutes les fractions social-démocrates du monde fournit une réponse claire et absolument incontes-

table. Les députés de la social-démocratie sont les promoteurs de la volonté du prolétariat conscient et uni du pays considéré. Les décisions que le prolétariat d'avant-garde prend et applique dans toute sa lutte économique et politique sont *obligatoires* pour les parlementaires social-démocrates. Les députés en désaccord avec la volonté du prolétariat d'avant-garde conscient et uni se démettent de leur mandat, c'est-à-dire renoncent à leur titre de député.

Telles sont les règles générales et fondamentales, appliquées par tous les marxistes dans le monde entier, qu'il faut commencer par comprendre clairement et assimiler avec précision, afin de ne pas permettre à différentes personnes dénuées de scrupules d'embrouiller et d'obscurcir la question en litige.

Si quelqu'un se met à défendre l'indépendance des social-démocrates de la Douma par rapport à la volonté de la majorité des ouvriers conscients et unis, celui-là se révélera aussitôt comme un ennemi de l'organisation marxiste, qui porte atteinte à toute unité et à toute action unanime des ouvriers social-démocrates.

Une question se pose à présent : comment nous, ouvriers russes, pouvons-nous déterminer la volonté et les décisions de la majorité des ouvriers social-démocrates de Russie conscients et unis ?

QUELLE EST LA VOLONTÉ DE LA MAJORITÉ DES OUVRIERS CONSCIENTS DE RUSSIE ?

Dans tous les pays du monde, les indices suivants servent à déterminer la volonté du prolétariat rassemblé dans un tout politique unique.

Premièrement, les journaux ouvriers. En soutenant tels ou tels journaux ouvriers, le prolétariat détermine par là même sa volonté politique, il fixe l'orientation qu'il défend.

Deuxièmement, les élections au parlement. La loi électorale varie suivant les pays, mais souvent on peut déterminer sans erreur *quels députés* la classe ouvrière élit. *L'orientation* des députés élus par les ouvriers *indique la volonté* du prolétariat.

Troisièmement, les unions et associations ouvrières de toute sorte, et particulièrement les syndicats qui mènent la lutte contre le capital, permettent de juger de la volonté du prolétariat.

Quatrièmement, en Europe occidentale, ce sont les décisions des partis socialistes, qui agissent au grand jour et dont les effectifs sont connus de tous, qui déterminent de la façon la plus précise la volonté du prolétariat.

En Russie, comme on le sait, il n'y a pas de parti social-démocrate légal ; même le parti cadet est censé d'être interdit. Pour cette raison, ceux qui attaquent la « clandestinité », ou qui la renient, ou qui justifient leur reniement, sont appelés en Russie liquidateurs, c'est-à-dire renégats et destructeurs de l'organisation ouvrière.

Voyons donc quelles sont les *données* relatives à la volonté des ouvriers d'avant-garde de Russie.

QUE MONTRENT, RELATIVEMENT À LA VOLONTÉ DU PROLÉTARIAT, LES ÉLECTIONS À LA IIe, À LA IIIe ET À LA IVe DOUMA D'ÉTAT ?

La loi électorale instaure en Russie, dans le but réactionnaire de séparer les ouvriers de la paysannerie, des curies ouvrières, c'est-à-dire un vote à part pour les ouvriers. Mais cela permet de déterminer de manière encore plus rapide la volonté des ouvriers qui envoient à la Douma des hommes partageant leurs opinions et leur orientation.

C'est pourquoi *tous* les députés *de la curie ouvrière*, que ce soit à la IIe, à la IIIe ou à la IVe Douma, ont été des *social-démocrates*. Tous les gens instruits (à l'exception des personnes politiquement malhonnêtes) ont été obligés d'en conclure que la volonté des ouvriers de Russie est de marcher dans une union loyale avec les social-démocrates.

Mais *quelle* tendance *au sein* de la social-démocratie les ouvriers ont-ils soutenue ?

A cela, une réponse claire est fournie par le décompte par *tendance* des députés venus de la curie ouvrière. A la

IIe Douma, ces députés étaient 23, dont 11 bolcheviks (soit 47%). On sait qu'à la même époque, au printemps de 1907, on a calculé et vérifié avec précision que la majorité dans le parti ouvrier appartenait aux bolcheviks.

A la IIIe Douma, après modification de la loi électorale, il y eut 8 députés pour la curie ouvrière, dont 4 bolcheviks (soit 50%). A la IVe Douma, il y eut 9 députés pour la curie ouvrière, dont 6 bolcheviks (soit 67%).

Ainsi, durant six ans, de 1907 à 1912, alors que les intellectuels *fuyaient* la social-démocratie, les ouvriers sont passés de *plus en plus* du côté des bolcheviks.

Plus des deux tiers des ouvriers de Russie partagent les opinions et la tendance des *six* députés ouvriers (de la curie) à la IVe Douma : Badaïev, Malinovski, Mouranov, Pétrovski, Samoïlov et Chagov. A leurs côtés se trouve *l'écrasante majorité* des ouvriers conscients qui participent à la vie politique.

Les intellectuels ont fui l'organisation marxiste, ils ont entrepris de la liquider. Les ouvriers ont fui les liquidateurs. Seuls des malhonnêtes peuvent nier cette vérité.

QUI SONT LES REPRÉSENTANTS ?

Le jour même où paraissaient dans les journaux les déclarations des 6 députés *, d'une part, et de leurs adversaires, d'autre part, le journal liquidateur (dans son n°60) s'est empressé d'alléguer, comme un argument en faveur des 7 députés, que ces derniers ne représentent *pas moins* de voix ouvrières que les six.

Notre journal (n°13) a alors publié des chiffres qui ont complètement délogé les liquidateurs de leur position et ont anéanti à la racine la valeur de leur « argument ».

Ces chiffres citent le nombre des ouvriers de provinces qui ont envoyé des députés social-démocrates à la Douma, et indiquent clairement quelle partie de la fraction social-démocrate représente plus, et même combien plus, de voix ouvrières.

---

* Voir le présent tome, pp. 479-481. (*N.R.*)

Voici ces chiffres :

Provinces	Noms des députés	Nombre d'ouvriers d'après les rapports des inspecteurs des fabriques	En milliers	
			Industrie minière	Total
Moscou	Malinovski . . .	348	3	351
Vladimir	Samoïlov	202	3	205
Pétersbourg . . .	Badaïev.	170	27	197
Iékatérinoslav	Pétrovski	33	85	118
Kostroma	Chagov	91	—	91
Kharkov	Mouranov	45	1	46
	Total	889	119	1 008
Varsovie	Jagiello	78	—	78
Région du Don	Touliakov. . . .	18	41	59
Oufa	Khaoustov . . .	6	31	37
Tauride.	Bourianov . . .	10	10	20
Irkoutsk	Mankov	2	11	13
Tiflis	Tchkhéidzé . .	5	—	5
Régions de Karsk et de Batoum	Tchkhenkéli. . .	1	1	2
	Total	120	94	214

Comme le député Jagiello ne fait pas partie des 7 députés, car il n'appartient pas à la social-démocratie et n'a pas de voix délibérative dans la question des relations entre les 6 et les 7 députés, et comme par ailleurs il a été élu à la Douma contre le désir de la majorité des électeurs ouvriers de Varsovie, le nombre des ouvriers de la province de Varsovie ne peut pas être compté dans le total des voix ouvrières qui soutiennent les 7 députés.

Il résulte donc que, sur 1 144 000 voix, la part des 7 députés n'en représente que 136 000, ou 11,8%, ou *un dixième* environ, tandis que la part des 6 députés est de 1 008 000, ou 88,2%, ou près des *neuf dixièmes*.

L'affirmation péremptoire des liquidateurs concernant l'égalité des voix ouvrières se trouve donc entièrement réfutée.

Qu'objectent-ils à cela ?

Leur réponse mérite d'être reproduite in extenso, et seule l'impasse dans laquelle ils se trouvent permet de l'expliquer.

« En laissant de côté la question de la justesse et de la signification de ces chiffres, nous constatons... » écrit M. F. dans le n°61 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta.*

C'est vous, messieurs, qui avez parlé du nombre des voix ouvrières. On vous a cité les chiffres, et vous les laissez de côté.

A peine avait-il dit cela, que paraît dans le numéro suivant (n°62) une affirmation devant laquelle on ne peut que rester pantois:

« Notre journal s'est prononcé hier sur l'aspect arithmétique de cette affirmation. »

Laisser de côté, cela veut dire « se prononcer ». Sur quels nigauds MM. les liquidateurs comptent-ils donc ?

En produisant les chiffres cités, que les liquidateurs n'ont pas réfutés, nous n'avons pas dit mot de la signification particulière qu'ont dans notre système électoral les provinces dans lesquelles ont été élus les 6 députés ouvriers. Découragés par les *faits*, les liquidateurs tentent de parler des privilèges spéciaux accordés par la loi du 3 juin aux 6 députés, de notre dévotion pour les curies stolypiniennes, du fait que, pour nous, seuls les six sont des députés social-démocrates, etc.

De telles affirmations ont un nom très précis, encore que peu flatteur... Ne nous salissons pas !...

Le nombre des ouvriers dans les provinces reste ce qu'il est. Il est possible et il faut les comparer.

La social-démocratie allemande calcule ses succès aux élections, bien que les femmes soient privées du droit de vote.

Tout cela est tellement simple et clair que l'on peut se demander qui les liquidateurs espèrent dérouter en produisant pareils « arguments ».

QUELLE EST LA VOLONTÉ DES OUVRIERS D'APRÈS LE TÉMOIGNAGE DES JOURNAUX OUVRIERS DE RUSSIE ?

Chacun sait que des journaux ouvriers ont commencé à paraître en Russie en 1911, après la période d'abattement et de désagrégation des années 1908-1910, et qu'ils se sont affermis en 1912.

Prenez l'année 1912. Tout d'abord est né et s'est consolidé l'hebdomadaire *Zvezda*[150], qui ensuite a paru deux fois par semaine et préparé la *Pravda* quotidienne. Celle-ci est née en avril 1912, grâce à un soutien ouvrier d'une *extraordinaire puissance*. Ce journal a rassemblé la majorité des ouvriers conscients. Sa tendance était celle de la *majorité* des prolétaires unis et conscients.

En 1913, paraissent déjà *deux* journaux diffusés dans toute la Russie, représentant une même tendance. Un immense élan du soutien ouvrier a créé à Moscou *Nach Pout*, journal de *la même* tendance.

L'autre tendance, celle des liquidateurs, n'a fait paraître qu'à l'*automne* 1912, après de très faibles hebdomadaires, le quotidien *Loutch*.

Par conséquent, les faits démontrent irréfutablement que la *majorité* des ouvriers s'est groupée beaucoup plus tôt autour de la *Pravda*. La création du journal liquidateur a été une entreprise plus tardive, une entreprise de *lutte contre la volonté* de la majorité, une entreprise *de scission*, c'est-à-dire de refus de la minorité de se soumettre à la majorité.

Chaque ouvrier comprendra que *l'unité* d'action du prolétariat est *violée* par la création, dans la même ville, d'un *second* journal qui s'efforce de saper le premier. Nulle part en Europe, *aucun* parti social-démocrate ne tolère cela.

QUELLE EST LA VOLONTÉ DES OUVRIERS D'APRÈS LES COLLECTES POUR LES JOURNAUX OUVRIERS ?

Les journaux bourgeois tiennent grâce à de gros capitaux. Les journaux ouvriers tiennent grâce aux collectes des ouvriers eux-mêmes.

En effectuant des versements pour soutenir telle ou telle publication, tel ou tel journal, les ouvriers définissent ainsi clairement leur volonté.

L'histoire des versements ouvriers pour les journaux ouvriers en Russie est donc l'un des indices capitaux de la volonté des ouvriers. Seuls peuvent tourner le dos à cette histoire des gens tout à fait ignorants ou malhonnêtes (comme les cadets et les liquidateurs).

Voici les chiffres relatifs aux *collectes des groupes ouvriers*, maintes fois publiés, et qui peuvent être vérifiés par toute personne sachant lire :

Nombre des collectes de groupes ouvriers

	Pour la *Pravda*	Pour le journal de Moscou	Ensemble	Pour le *Louch*
1912	620	5	625	89
1913, jusqu'au 1er avril	309	129	438	139
1913, du 1er avril à octobre	1 252	261	1 513	328
Total pour les deux ans	2 181	395	2 576	556

Ces chiffres ont été pris sur un *grand* laps de temps. Ils embrassent *toute* l'année 1912 et 9 mois de 1913. Ils concernent *toute la Russie**.

Que montrent-ils ? Sans aucun doute, que *les partisans de « Za Pravdou »*, que les partisans des *six députés ouvriers*, que les adversaires du courant liquidateur *prédominent absolument* parmi les ouvriers conscients.

Viole la volonté des ouvriers, et un scissionniste et un désorganisateur quiconque ne reconnaît pas les décisions de cette écrasante majorité.

---

* Le recueil *Marxisme et courant liquidateur* ajoute ici la note suivante en bas de page :

« En mai 1914, en chiffres ronds : 6 000 groupes ouvriers pour les pravdistes, et 1 500 environ pour les liquidateurs. » (*N.R.*)

QUELLE EST LA VOLONTÉ DES OUVRIERS QUI SE MANIFESTE DANS LES SYNDICATS DE PÉTERSBOURG ?

On sait que les métallurgistes sont les ouvriers les plus évolués et les plus avancés, non seulement à Pétersbourg mais dans toute la Russie, non seulement en Russie, mais dans le monde entier.

Personne ne peut nier (et les liquidateurs l'ont reconnu *eux-mêmes* le jour de l'assemblée des métallurgistes) que les métallurgistes soient l'*avant-garde* de tout le prolétariat de Russie.

Qu'a donc montré l'assemblée des métallurgistes de Pétersbourg ?

Il y a eu des élections à la direction. Deux listes étaient en présence.

Une liste, publiée dans le journal des liquidateurs et soutenue par ce journal, comportait une *série de noms* de liquidateurs connus.

L'autre liste, publiée dans la *Pravda*, était *antiliquidatrice*.

Par fraude, les liquidateurs ont essayé de faire passer leur liste pour celle désignée par le syndicat, mais ils n'ont rien tiré de cette manœuvre.

3 000 personnes assistaient à l'assemblée des métallurgistes. *150* à peine ont apporté leurs suffrages à la liste des liquidateurs.

Il est évident que la volonté des ouvriers conscients et avancés est entièrement fixée. Les ouvriers ne veulent même pas entendre parler du courant liquidateur.

Parmi tous les syndicats de Pétersbourg, celui des imprimeurs est le seul qui suive encore les liquidateurs * ; il s'est isolé de tout le prolétariat de la capitale. Encore faut-il noter que, même là, tout ne va pas « pour le mieux » pour les liquidateurs. Y a-t-il beaucoup d'admirateurs des liquidateurs parmi les employés de commerce, les ouvriers du bois, les doreurs-argenteurs, les tailleurs, les boulangers, les travailleurs de l'architecture et du bâtiment, les em-

* Le recueil *Marxisme et courant liquidateur* ajoute ici la note suivante en bas de page :

« Il semble actuellement que ce syndicat commence lui aussi à se détourner des liquidateurs.» (*N.R.*)

ployés des débits de boissons, etc. ? Combien sont-ils, où sont-ils ? Y a-t-il beaucoup de ces mêmes admirateurs dans les établissements culturels et éducatifs ? On n'en voit pas ! Pourtant les liquidateurs, en se prononçant contre la clandestinité et la « frénésie gréviste », en combattant pour la légalité sous les auspices des réformes stolypiniennes, affirmaient avoir à leurs côtés tout ce qui est légal ! Mais qui les intellectuels ouvriers ont-ils suivi ? Dans notre précédent numéro, *106 ouvriers — étudiants* approuvent les Six et flétrissent les liquidateurs !

En suivant les liquidateurs, les députés du groupe des Sept *violent la volonté* de la majorité des ouvriers. C'est ce qu'ont démontré aussi bien les élections à la Douma, les collectes pour les journaux, les assemblées des métallurgistes, que toute l'activité dans le mouvement légal et la campagne des assurances en cours (soutien de l'hebdomadaire des assurances à l'appel des six députés ouvriers).

Les sept députés qui *violent* la volonté de la majorité des ouvriers doivent avoir présentés à l'esprit les conséquences inévitables de leur persistance à suivre *leur* volonté *contre* la majorité ouvrière.

L'UNITÉ IDÉOLOGIQUE

Le journal liquidateur écrit :

« La social-démocratie, c'est une certaine unité idéologique, et ceux qui ne reconnaissent pas ses idées ne lui appartiennent pas. »

C'est la vérité, mais non pas toute la vérité. Car la social-démocratie n'est pas seulement une unité *idéologique* ; c'est *aussi* une unité d'*organisation*. Seuls peuvent l'oublier les liquidateurs, c'est-à-dire ceux qui, précisément, ne veulent pas reconnaître le tout qu'est l'organisation, qui ne tiennent pas compte de sa volonté, qui violent ses décisions, etc.

Nos liquidateurs, ceux-là mêmes qui écrivaient dans le *Loutch* et qui écrivent à présent dans la *Novaïa Rabotchaïa*

Gazéta, se sont dévoilés de la façon la plus flagrante devant les masses ouvrières en s'opposant à l'organisation des marxistes russes et en engageant contre elle une lutte décidée.

De nombreuses décisions adoptées par cette organisation politique des ouvriers de Russie, la seule qui existe, ont condamné de manière catégorique les liquidateurs, en raison de leur attitude inadmissible, désorganisatrice et scissionniste, à l'égard de cette organisation. Ces décisions ont été prises en 1908, en 1910, en 1912. Elles sont connues des ouvriers russes qui s'intéressent aux affaires de leur classe. Mais les liquidateurs, bien loin d'estimer nécessaire de s'y soumettre, les bafouent sans cérémonie dans toute leur activité et dans toute leur propagande.

Voilà bien pourquoi le journal liquidateur, parlant de l'*organisation*, a caché à ses lecteurs que la social-démocratie est un rassemblement non seulement sur le plan des idées, mais aussi sur celui de l'organisation. Puisqu'ils agissent en rupture complète avec l'organisation, qu'ils bafouent ses décisions et qu'ils se moquent du fait même de son existence, il est naturel que les liquidateurs préfèrent ne pas le rappeler aux ouvriers.

Mais l'auteur liquidateur qui cache ce fait à ses lecteurs a tout de même dû avouer qu'on ne peut en aucune manière ranger dans la social-démocratie ceux qui ne partagent pas ses idées. Or, MM. les liquidateurs appartiennent justement à cette catégorie. Leurs idées ne sont pas des idées social-démocrates, mais les idées de la politique ouvrière libérale. Des idées d'opportunistes et de légalistes, des idées de gens qui tronquent les mots d'ordre marxistes conséquents, qui prônent la destruction de l'ancienne organisation et la création d'un parti légal sous le régime du 3 juin, pareilles idées ne peuvent nulle part, jamais et par personne être considérées comme celles de la social-démocratie.

A la fois par leur activité sur le plan de l'organisation, et par leur propagande d'idées non marxistes, les liquidateurs *se sont placés en dehors* de la social-démocratie.

La social-démocratie est une certaine unité d'organisation, et ceux qui ne se soumettent pas à la discipline de

cette organisation, qui la dédaignent et bafouent ses décisions, ne lui appartiennent pas. Voilà la règle fondamentale.

Mais le liquidateur qui en a trop dit a raison lui aussi. Il a raison d'écrire que *ceux qui ne reconnaissent pas les idées social-démocrates n'appartiennent pas à la social-démocratie.* Tout juste, M. le liquidateur. Simplement, vous n'avez pas compris que ces mots s'appliquent avant tout et surtout à vous-même et à vos idées liquidatrices.

LES LIQUIDATEURS ET LA BOURGEOISIE

Si quelqu'un en doutait, il devrait commencer par porter son attention sur l'attitude des hommes politiques bourgeois et de la presse bourgeoise envers le courant liquidateur, ses idées et sa lutte contre l'organisation ouvrière marxiste. Quiconque prendra connaissance de cette presse se convaincra très vite que *toute intervention des liquidateurs contre les marxistes est accueillie par des dithyrambes enthousiastes de la bourgeoisie.* C'est avec joie qu'elle a accueilli les interventions des liquidateurs contre l'ancienne organisation, c'est avec joie qu'elle a repris leur campagne contre les ouvriers en grève, contre la « frénésie gréviste ».

Mais la presse bourgeoise, qui loue et comble d'éloges les liquidateurs, n'a pas pu se dissimuler un fait attristant. Elle a été obligée de reconnaître que le courant liquidateur, qui plaît tant aux libéraux bourgeois (qui se ressemble s'assemble!), n'est qu'un courant d'intellectuels, qui n'a aucun succès parmi les masses ouvrières. Voilà qui attriste fort les libéraux mais doit réjouir tout ouvrier conscient !

Voyez comment la *Retch*, l'organe principal des libéraux bourgeois, a jugé les événements au sein de la fraction social-démocrate à la Douma.

Elle a carrément déclaré que les Sept sont « les éléments parlementaires de la social-démocratie », qu'ils appartiennent au « parti du travail parlementaire », que « la position des députés intellectuels est plus réfléchie ». Bref, la position des liquidateurs et de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* plaît beaucoup plus à MM. les libéraux que la position des six députés ouvriers.

« Ils ont tous été élus directement par les ouvriers », disent les libéraux des députés ouvriers, ils représentent le groupe des « intransigeants » et leurs mots d'ordre sont beaucoup plus « accessibles » à la masse ouvrière.

C'est cette « intransigeance » des députés ouvriers et leur lien direct avec la masse qui déplaisaient à MM. les libéraux. Et ils se lamentent : « il y a lieu de s'attendre à ce que la majorité parlementaire des intellectuels social-démocrates soit obligée de céder devant la majorité ouvrière extra-parlementaire ».

MM. les libéraux voudraient de toute leur âme que, dans le débat actuel, la victoire aille aux « modérés », aux partisans de la tactique « parlementaire », aux liquidateurs, et que ceux-ci lient les pieds et les mains aux députés-ouvriers intransigeants, ceux dont les mots d'ordre sont « rigides ».

Mais les libéraux eux-mêmes sentent que la classe ouvrière et son attachement aux mots d'ordre non tronqués empêcheront la réalisation du rêve liquidateur et libéral d'une victoire des opportunistes au sein de la social-démocratie.

LA DÉCISION DES MARXISTES UNIS

Les sept députés qui violent la volonté de la majorité du prolétariat esquivent craintivement le fait que les Six agissent en conformité avec cette volonté.

Voici la décision déjà publiée des marxistes :

« La conférence trouve que l'*unité* de la fraction social-démocrate dans le cadre du travail de la Douma est *possible et nécessaire*.

Toutefois, la conférence constate que le *comportement des 7 députés menace* gravement l'*unité* de la fraction.

Ces 7 députés, profitant d'une majorité fortuite d'une voix, violent les droits élémentaires des 6 députés ouvriers qui représentent l'immense majorité des ouvriers de Russie.

Ces 7 députés, s'inspirant d'intérêts étroitement fractionnels, privent les 6 députés de la possibilité d'intervenir à la tribune de la Douma sur les problèmes essentiels

de la vie ouvrière. Dans toute une série de débats où la fraction social-démocrate présentait 2 orateurs et plus, les 6 députés, malgré leurs réclamations, n'ont pas eu la possibilité de présenter un orateur.

Lors de la répartition des sièges dans les commissions de la Douma (par exemple la commission budgétaire), les 7 députés refusent de même qu'un siège sur deux soit octroyé aux 6 députés.

Lors des élections à des organismes importants pour le mouvement ouvrier, les 7 députés, à la majorité d'une voix, privent les 6 députés de représentation. Le personnel au service de la fraction est toujours choisi de façon unilatérale (par exemple, la réclamation de la désignation d'un second secrétaire a été repoussée).

La conférence trouve que cette façon d'agir des 7 députés crée immanquablement au sein de la fraction des tiraillements qui empêchent un travail uni et ont pour effet de scinder la fraction.

La conférence proteste avec la plus grande énergie contre une telle façon d'agir des 7 députés.

Les 6 députés représentent l'immense majorité des ouvriers de Russie et agissent en pleine conformité avec la ligne politique de son avant-garde organisée. C'est pourquoi la conférence trouve que *seule une égalité absolue* des deux parties de la fraction et seul le renoncement des 7 députés à la politique d'étouffement permettront de conserver l'unité de la fraction social-démocrate dans le cadre du travail à la Douma.

Malgré les divergences inconciliables qui les opposent et qui débordent le cadre du travail à la Douma, la *conférence exige l'unité de la fraction* sur les bases indiquées ci-dessus de l'égalité de ses deux parties.

La conférence invite les ouvriers conscients à *exprimer leur opinion* sur cette importante question *et à contribuer de toutes leurs forces au maintien de l'unité* de la fraction sur la seule base possible de l'égalité des 6 députés ouvriers *. »

* Voir le présent tome, pp. 457-458. (*N.R.*)

Cette décision, par l'intermédiaire des représentants des ouvriers, a défini avec clarté et précision la volonté de la majorité ; nous avons déjà parlé en détail plus haut.

Seuls des social-démocrates *sans-parti* peuvent violer cette volonté. *Seuls des liquidateurs* peuvent conseiller aux Sept d'agir *à leurs risques et périls*, comme le font certains scissionnistes et désorganisateurs de l'organisation ouvrière.

NOTRE TRAVAIL AU SEIN DE LA FRACTION

Les 6 députés ont remis au jugement des ouvriers la question de leur position dans la fraction parlementaire où ils sont étouffés par une majorité fortuite.

Ils ont révélé des faits stupéfiants sur ce qui se passe à l'intérieur de cette fraction. Que leur ont donc répondu les 7 députés ?

Au lieu d'une déclaration franche et claire et d'une réfutation des faits cités par les 6 députés faisant état de limitations dans leur activité à la Douma, les 7 députés se sont lancés dans l'énumération d'une série de cas où il n'y a pas eu de limitation ni d'étouffement.

Bien sûr, il y a eu certains cas où l'on a tenu compte des 6 députés ; si cela n'avait pas été, ce serait se moquer purement et simplement du prolétariat, et une telle situation n'aurait pas pu durer un seul jour au sein de la fraction.

L'unité de la fraction est possible, et l'accord est nécessaire : c'est ce que montre l'expérience d'une année d'existence de la fraction.

Mais cette expérience montre aussi que les 6 députés ont été tenus pieds et poings liés au sein de la fraction par les 7 qui penchent en faveur du courant liquidateur et ne tiennent pas compte de la majorité des députés ouvriers.

Les faits cités par les 6 députés et qui brossent un tableau net de la vie interne de la fraction n'ont pas été réfutés.

Les 7 députés : 1) ont fait des tentatives pour modifier le programme de la social-démocratie. Par exemple, ils ont défendu à la tribune de la Douma l'autonomie nationale culturelle, rejetée par tous les marxistes en 1903.

2) Ont admis dans la fraction avec voix délibérative pour les affaires de la Douma, et ont voulu admettre avec voix délibérative pour les affaires du Parti, le député Jagiello, membre d'une autre organisation et n'appartenant pas à la social-démocratie.

3) Malgré de multiples réclamations, ont refusé aux 6 députés le droit d'avoir leur secrétaire.

4) Ont limité de toutes les manières les 6 députés dans les interventions à la tribune de la Douma.

5) N'ont pas voulu accorder de représentation aux 6 députés dans un organisme important.

6) Ont limité la participation des 6 députés aux commissions de la Douma, dont la commission budgétaire.

Pour tout cela, les 7 députés ont une seule réponse : *l'intérêt de la cause.*

Il est clair que ce n'est pas l'intérêt de la *cause ouvrière et de la cause de la social-démocratie* qui peut expliquer l'étouffement et la limitation des 6 députés, qui représentent l'immense majorité des ouvriers de Russie.

Comment les 6 députés ont-ils été étouffés au sein de la fraction de la Douma, c'est ce que montrent de façon convaincante les données sur le nombre des députés social-démocrates membres des commissions de la Douma.

Sur les 26 commissions dans lesquelles siègent des représentants social-démocrates :

Les 6 députés participent à 7 *commissions* ; les 7 autres à *13 commissions*, près du *d o u b l e.*

Sur 20 commissions dans chacune desquelles siège un représentant social-démocrate :

Les 6 députés se trouvent dans *7 commissions* ; les 7 autres, dans *13 commissions*, près du *d o u b l e.*

Dans les commissions où siègent deux représentants social-démocrates :

Les 6 députés figurent dans *3 commissions* ; les 7 autres dans *6 commissions*, soit le *d o u b l e.*

Dans trois d'entre elles siègent deux représentants des autres députés.

Parmi les 6 députés, aucun ne figure dans plus de 2 commissions ; parmi les autres :

Tchkhenkéli figure dans 6 commissions ; Skobélev dans 6 commissions ; Mankov dans 4 commissions.

QUE DEMANDENT LES SIX ?

Les Six ont réclamé : un secrétaire ; un siège *sur deux* à la commission budgétaire ; l'élection de deux représentants au lieu d'un seul à un organisme important.

Les Sept ont *reconnu* que, *jusqu'à présent, ils n'ont pas donné suite et ont refusé de donner suite* à ces revendications.

Chaque ouvrier constate que ces revendications sont absolument équitables.

Les Sept cesseront d'inspirer confiance, s'ils ne veulent pas donner suite à ces revendications équitables!

Les Sept doivent accorder *l'égalité, une égalité absolue*, au groupe des six députés ouvriers qui agissent en conformité avec la *volonté de la majorité.*

C'est seulement ainsi que les Sept, qui agissent *contre la volonté* de la majorité, peuvent faire un pas en avant vers l'unité, au moins dans le travail à la Douma.

Les ouvriers doivent contraindre les Sept à tenir compte de la volonté de la majorité!

UNITÉ À LA DOUMA ET UNITÉ EN DEHORS DE LA DOUMA

L'unité en dehors de la Douma ne peut être réalisée que d'une seule façon : par l'unité des cellules ouvrières, par l'entrée dans ces cellules ouvrières de tous ceux qui veulent travailler sincèrement et dignement pour le bien de la classe ouvrière sous la direction de son organisation politique. L'accès de ces cellules est ouvert à tous. Quiconque veut travailler en accord avec l'organisation peut et doit entrer dans une de ces cellules. C'est seulement ainsi que l'on peut réaliser l'*unité dans le mouvement ouvrier, l'unité à la base, l'unité dans l'activité pratique dans la lutte, sous un contrôle mutuel.*

Il y a longtemps déjà que notre journal a mis en avant ce mot d'ordre, et il le soutient sans arrêt. Mais on n'entend

pas dire que les liquidateurs s'engagent dans cette voie qui leur est toujours ouverte, si tant est qu'ils veulent une activité et une unité social-démocrates.

Mais comment faire pour réaliser l'unité dans le travail à la Douma ?

Partout et toujours, il n'y a qu'un moyen d'obtenir l'unité du travail à la Douma : la représentation parlementaire doit être soumise à la majorité des ouvriers organisés. Mais les 7 députés qui penchent vers le courant liquidateur ne veulent pas tenir compte de cette volonté. Ils ne veulent pas tenir compte des décisions précises des ouvriers organisés. Ils préfèrent profiter de leur majorité fortuite d'une voix pour étouffer les 6 députés qui expriment la volonté de l'immense majorité des ouvriers et qui travaillent en accord idéologique total avec l'organisation marxiste.

La seule solution juste consisterait pour ces hommes qui ne tiennent pas compte du tout marxiste à le déclarer franchement.

Mais ils préfèrent profiter de leur position qu'ils prétendent irresponsable. Non seulement ils ne tiennent pas compte des décisions des ouvriers organisés, mais encore ils veulent profiter de leur *majorité à la Douma* pour violer les décisions qui reflètent la volonté du prolétariat hors de la Douma.

L'unité à la Douma n'est possible que si les 7 députés renoncent à une telle façon d'agir.

Les 6 députés n'en demandent pas davantage.

L'unité est possible dans le travail à la Douma, disent nos camarades, si les 7 députés qui ne se sentent pas liés par les décisions des marxistes renoncent à nous étouffer, nous qui voulons marcher en accord avec leurs décisions idéologiques.

Sur ce terrain l'unité est possible.

Mais sur ce terrain seulement. Si les 7 députés n'exécutent pas ces revendications, cela veut dire qu'ils recherchent consciemment et ouvertement la scission. L'immense majorité des ouvriers organisés, qui suivent les Six comme nous l'avons démontré plus haut par des chiffres, *offre* aux 7 députés de travailler sur la base d'un accord. Le refus de cet accord par les 7 députés équivaut à *se couper* égale-

ment, d'une façon complète et décisive, de l'organisation ouvrière marxiste. Il signifie que les 7 députés hésitants se sont totalement rangés sur le terrain du courant liquidateur scissionniste.

« Za Pravdou » n° 22,
29 octobre 1913

Conforme au texte de
« Za Pravdou »,
collationné sur le texte
du recueil « Marxisme
et courant liquidateur »,
IIe partie, St-Pétersbourg,
1914

UN PROPRIÉTAIRE D'IMMEUBLES CADET QUI RAISONNE « SELON MARX »

M. le propriétaire d'immeubles Vélikhov, rédacteur-éditeur du *Gorodskoïé Diélo* [151], membre de la Douma d'Etat et du parti cadet, a pris dans sa revue la défense du congrès de Kiev des représentants municipaux contre la « bureaucratie intellectuelle ».

Ce vocable courroucé, emprunté à la presse réactionnaire, recouvre les intellectuels démocrates qui, voyez-vous, offensent les pauvres propriétaires d'immeubles en parlant de l'« institution de la propriété des immeubles » et en réclamant la netteté politique. « La bureaucratie intellectuelle », se plaint M. Vélikhov, s'est efforcée « d'imposer au congrès, au premier chef, un rôle politique général ».

M. Vélikhov qualifie de « politique » ce courant du congrès, et il lui en oppose un autre, le courant « *municipal* ».

Il expose comme suit les idées de ce courant :

« La révolution est passée, ont dit les représentants municipaux, et il y a peu de chances qu'elle se reproduise dans un proche avenir. Elle n'a pas réussi jusqu'au bout, probablement parce que les classes aux sentiments révolutionnaires » (quelles classes au juste ? Parlez franchement, M. Vélikhov !) « intervenaient alors avec un insuffisant bagage d'expérience et de connaissances et n'étaient pas préparées à s'emparer du pouvoir d'Etat. La voie royale des meetings, des mots d'ordre, des discours de choc et des résolutions de protestation ne satisferait plus personne maintenant, et son temps est sans doute révolu. Un travail culturel colossal de caractère pratique nous attend. »

Voilà ce qu'écrit M. le propriétaire d'immeubles. Il adopte intégralement le point de vue des féodaux, à la fois

par sa morale et par son désir d'oublier qu'au moment décisif, la bourgeoisie est passée du côté des féodaux. Et c'est le même qui, bizarrement, répète des expressions de « marxistes-eux-aussi » qu'il a dû entendre quelque part, sans doute chez les liquidateurs :

« En Russie, écrit-il, où le prolétariat ouvrier est encore peu nombreux et impuissant, où même selon le *Capital* de Marx, la domination doit passer au prochain stade du développement historique de la noblesse terrienne à la bourgeoisie des villes, attaquer la bourgeoisie, la dédaigner, entraver ses tentatives de lutte contre le système et le régime d'État actuel, c'est freiner le progrès naturel » (*Gorodskoïe Diélo*, 1913, n° 20, pp. 1341-1342).

C'est tout à fait, tout à fait « selon Marx » !

Très cher propriétaire d'immeubles progressiste, et même constitutionnel-démocrate ! Les marxistes n'ont *jamais* entravé et ils n'entravent pas « les tentatives de lutte de la bourgeoisie contre le système d'Etat actuel ». Vous ne signalerez jamais un seul cas de « lutte » à laquelle le « prolétariat impuissant » n'ait pas participé avec *encore* plus d'énergie. Les marxistes et les ouvriers *n'ont pas dédaigné un seul* cas de « lutte » de la bourgeoisie contre les féodaux.

Mais ne vous souvient-il pas, monsieur-qui-citez-Marx, de ces exemples de l'histoire, devenus de plus en plus fréquents, à partir de 1848, où la bourgeoisie *a trahi* la lutte contre les féodaux pour passer *aux côtés* de *ceux-ci* ?

L'histoire russe regorge elle aussi de cas de ce genre, particulièrement en 1904, encore plus à l'automne 1905, encore plus en hiver de la même année, puis au printemps 1906, et ainsi de suite.

Ne comprenez-vous pas, M. le propriétaire d'immeubles-qui-citez-Marx, que les intérêts de la *lutte* contre les féodaux exigent que l'on dénonce, que l'on attaque et que l'on discrédite *ceux* des bourgeois qui parlent de la lutte, pour la trahir dans les faits ?

« Za Pravdou » n° 23,
30 octobre 1913.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du journal

LA MASSE OUVRIÈRE ET LES INTELLECTUELS OUVRIERS

Nous trouvons sous ce titre, dans le n°9 de *Nacha Zaria* des liquidateurs, un article de G. Rakitine lequel est obligé d'avouer ce à quoi le journal liquidateur tourne le dos avec une rage impuissante. La supériorité de G. Rakitine sur les divers F.D., c'est qu'il tente, au moins, *d'étudier et de démêler la question*, et non pas d'offrir au lecteur les injures dont on a plus qu'assez.

« La victoire, ainsi commence G. Rakitine, la victoire remportée par les partisans de la *Pravda* à l'assemblée générale du syndicat des métallurgistes de St-Pétersbourg, ainsi que certains autres faits qui attestent une influence grandissante du bolchevisme dans le milieu ouvrier (surtout à Pétersbourg), nous forcent à nous demander comment il a pu se faire que des points d'appui de la tendance menchevique, et spécialement de celle dite « liquidatrice », commencent à échapper à l'influence du courant qui a jeté les bases des organisations ouvrières légales en Russie et qui a été seul à y travailler activement durant les quelques dernières années. »

On ne peut manquer de relever cette phrase, afin de montrer au lecteur un des rares cas d'« éclaircie » chez les liquidateurs obligés de reconnaître la vérité. Dans les articles de F.D. et Cie, la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* ne fait que se mettre en colère et invectiver, quand on lui *démontre*, en citant les chiffres précis relatifs aux élections pour la IIe, la IIIe et la IVe Doumas ou aux collectes des groupes ouvriers, la prédominance du courant « pravdiste » parmi les ouvriers conscients (c'est-à-dire ceux qui participent à la vie politique).

G. Rakitine reconnaît le fait. Il reconnaît la victoire à l'assemblée des métallurgistes et « *d'autres faits* » (encore qu'il taise pudiquement ce que sont ces faits : pur procédé d'intellectuel et de littérateur, visant à *dissimuler* aux ouvriers des chiffres *précis* qu'ils pourraient vérifier *eux-mêmes*). G. Rakitine reconnaît en général « l'influence grandissante du bolchevisme dans le milieu ouvrier, surtout à Pétersbourg », il avoue que les « points d'appui » du courant liquidateur « commencent à échapper à son influence ».

G. Rakitine cherche à *expliquer* ce fait attristant pour les liquidateurs de la manière la plus *consolante* pour eux.

Quelle est donc cette explication ?

« Les masses ouvrières » passent par « une étape bolchevique de leur mouvement » (p. 59), reconnaît G. Rakitine. Mais « les intellectuels ouvriers, déclare-t-il (p. 57), s'en tiennent dans leur écrasante majorité au point de vue du courant dit « liquidateur ». Bien entendu, on tire de là cette conclusion, « consolante » pour les liquidateurs, que « l'étape bolchevique du mouvement » représente « un engouement temporaire des masses et de la jeunesse ouvrière pour les mots d'ordre bolcheviques », une influence « de l'instinct et du sentiment plutôt que de la conscience et de la raison », une emprise persistante du « primitivisme de la conception du monde paysanne » sur les masses ouvrières, une « surestimation de la valeur des élans spontanés », une incompréhension de la « tactique de classe souple » (des liquidateurs), remplacée par la « tactique simpliste du bolchevisme », etc., etc.

Bref, le collaborateur de *Nacha Zaria* a trouvé une explication magnifique : les pravdistes ont une majorité manquant de maturité, peu évoluée, spontanée, piteuse, tandis que les liquidateurs ont une minorité intellectuelle, souple, consciente, etc. C'est exactement dans le même esprit que tous les écrivains réactionnaires expliquent toujours les convictions démocratiques des masses, en disant que les masses sont stupides, peu évoluées, etc., tandis que les nobles et les bourgeois sont évolués et intelligents !

Mais permettez, cher Rakitine, où sont donc vos preuves ? Vous avez reconnu vous-même que les victoires des pravdistes et « le passage des masses par une étape bolche-

vique du mouvement » sont attestés par des *faits* ! Où sont donc vos *faits*, confirmant que les liquidateurs sont suivis par l'écrasante majorité des intellectuels ouvriers ? Où sont donc vos faits, tels que les élections à la Douma d'Etat, ou le nombre des collectes de groupes ouvriers, ou la victoire de telle ou telle liste dans les syndicats ?

Rakitine ne livre pas un seul fait, littéralement *pas un* seul, ni même un seul argument !

Aussi nous permettrons-nous de ne pas être d'accord avec Rakitine. Il lui est bien entendu *agréable* de juger la *masse ouvrière* bolchevique peu évoluée et un peu sotte (« l'instinct et non la conscience »), et la minorité liquidatrice évoluée et intelligente. Mais écrire l'histoire, fournir des *explications aux étapes du mouvement ouvrier*, en se fondant non pas sur les faits, mais sur ce qui est agréable à la personnalité de l'historien, c'est (pardonnez-moi, Rakitine) c'est tout simplement d'un infantilisme comique. Certes, je ne puis reconnaître que « l'instinct et le sentiment » du liquidateur Rakitine le forcent à croire la minorité liquidatrice particulièrement intellectuelle, intelligente et évoluée, mais est-ce bien pour un *écrivain* d'être guidé par « l'instinct et le sentiment », au lieu de l'être par « *la conscience et la raison* » ?

Rédigé au début de novembre 1913.
Publié pour la première fois en 1938 dans la revue « Proletarskaïa Révolutsia » n° 9

Conforme au texte du manuscrit

SUR LA SCISSION AU SEIN DE LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE À LA DOUMA [152]

Chers camarades, le numéro 266 de votre journal a publié un article de votre « correspondant russe » sur la scission au sein de la fraction social-démocrate russe à la Douma. Cet article est malheureusement fort éloigné de l'objectivité, et peut à certains égards induire en erreur le lecteur allemand. Nous espérons, chers camarades, que vous ne refuserez pas que soit insérée, à notre demande, la brève réfutation que voici, afin que les ouvriers allemands et le parti frère allemand soient correctement informés de ces faits élémentaires.

1) Le correspondant russe commence par indiquer que la social-démocratie russe « souffre d'être morcelée en de *multiples* organisations, groupes et courants ». Cela seul est déjà absolument inexact. Chaque social-démocrate russe, et d'une manière générale quiconque s'intéresse à la lutte historique en Russie, sait qu'il n'existe actuellement dans le mouvement ouvrier russe que *deux* courants, *deux* journaux dirigeants à Pétersbourg et deux lignes politiques : les marxistes et les liquidateurs. Les premiers, c'est-à-dire les marxistes, éditent à St-Pétersbourg le quotidien *Za Pravdou* (ce n'est que tout dernièrement que le gouvernement a supprimé à Moscou leur second quotidien, *Nach Pout*). Les autres publient à Pétersbourg la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*. *Il n'y a pas* d'autres « courants », quels qu'ils

soient, dans le mouvement ouvrier russe, et même parmi les étudiants russes à l'étranger et les émigrés, tous les autres prétendus « courants » intermédiaires sont en train de disparaître. Chaque social-démocrate russe doit aujourd'hui choisir entre les marxistes ou les liquidateurs.

2) La différence entre les marxistes et les liquidateurs russes est comparée par votre « correspondant russe » à la différence existant entre les radicaux et les révisionnistes en Allemagne, comme la différence « entre un Bebel ou un Ledebour, d'une part, et un Frank ou un David, d'autre part ». Mais ce n'est pas tout à fait exact. Le liquidateur russe se tient, cela va de soi, sur la plate-forme du révisionnisme. Il a repris ce qu'il y a de pire dans l'opportunisme d'Europe occidentale. Toutefois, une différence substantielle sépare les liquidateurs des révisionnistes. Frank ou David n'iront jamais affirmer que l'existence du Parti social-démocrate allemand actuel et son organisation sont « nuisibles ». Nos liquidateurs luttent précisément contre l'existence même du Parti, ils détruisent en fait (« liquident ») son organisation illégale, ils luttent même contre ses décisions au moment des grèves (politiques) et, en récompense de cette activité, ils bénéficient de l'approbation et du soutien chaleureux de toute la bourgeoisie russe.

3) Votre correspondant écrit qu'il ne s'est produit qu'une seule fois « dans la fraction de la Douma une divergence politique » entre les six députés marxistes et les Sept qui penchent vers le courant liquidateur. Mais ce n'est pas vrai. Les divergences se sont produites à chaque pas, comme la presse ouvrière de St-Pétersbourg l'a montré irréfutablement. Les choses en sont arrivées au point que les Sept ont décidé, à la majorité d'une voix, d'abroger le programme de notre Parti. Déjà dans la première déclaration politique lue à la tribune par la fraction de la Douma, ces 7 députés ont renié devant toute la Russie le programme du IIe Congrès du Parti tenu en 1903. A la joie des éléments nationalistes alliés aux liquidateurs (Bund), ils ont déclaré que la social-démocratie russe soutient la prétendue « autonomie culturelle nationale ». Or, le Parti rejette cette revendication, prônée en Russie par presque tous les nationalistes bourgeois. Lors de la rédaction du programme

du Parti, cette revendication a été repoussée par *tous* les social-démocrates russes. Récemment encore, Plékhanov l'a caractérisée comme « une adaptation du socialisme au *nationalisme* ». Les six députés marxistes ont protesté vigoureusement contre cette trahison du programme. Mais les sept députés ont persisté dans leur décision dirigée contre le Parti.

4) Votre correspondant déclare que seul un « procédé indirect » permet de démontrer que les six députés marxistes représentent la majorité de la classe ouvrière. C'est absolument faux. Nous ne citerons que quelques chiffres précis pour montrer combien d'ouvriers sont représentés par les six députés, et combien par les sept.

Provinces	Noms des députés marxistes	Nombre d'ouvriers d'après les données de l'inspection des fabriques
Pétersbourg	Badaev	197 000
Moscou	Malinovski	351 000
Vladimir	Samoïlov	205 000
Iékatérinoslav	Pétrovski	118 000
Kostroma	Chagov	91 000
Kharkov	Mouranov	46 000
	Total:	1 008 000

Provinces	Noms des autres députés	Nombre d'ouvriers d'après les données de l'inspection des fabriques
Varsovie	Jagiello	78 000
Région du Don	Touliakov	59 000
Oufa	Khaoustov	37 000
Tauride	Bourianov	20 000
Irkoutsk	Mankov	13 000
Tiflis	Tchkhéidzé	5 000
Région de Karsk	Tchkhenkéli	2 000
	Total:	214 000

Toute la curie ouvrière est représentée par les députés marxistes. Les six députés marxistes représentent, en calculant avec modération, *cinq fois plus* d'ouvriers que les sept députés qui penchent vers le courant liquidateur.

Sont-ce là des preuves « indirectes » ?

Quelques chiffres encore sur le nombre des *groupes ouvriers* qui soutiennent la presse légale des marxistes et celle des liquidateurs par des collectes de fonds :

	Pravda	Journal de Moscou	Toute la presse marxiste	Journal des liquidateurs
En 1912	620	5	625	89
En 1913 jusqu'au 1er avril	309	129	438	139
En 1913, du 1er avril à octobre	1 252	261	1 513	328
Total pour les deux ans . .	2 181	395	2 576	556

Ces chiffres ont été publiés dans le n° 22 du journal de Pétersbourg *Za Pravdou* *, et personne *ne les a contestés.* Votre correspondant devait les connaître. Les versements des groupes sont toujours publiés dans les deux journaux, et ces données sont considérées par nos ennemis du camp bourgeois comme un indice du rapport des forces entre les deux tendances.

Là encore, les chiffres démontrent que les marxistes sont soutenus par des groupes ouvriers cinq fois plus nombreux que les liquidateurs.

Peut-on appeler cela des preuves « indirectes » ?

A la différence des partis social-démocrates légaux d'Europe occidentale, nous ne pouvons pas donner à l'heure actuelle le nombre exact des membres de notre Parti. Cependant, nous disposons également de preuves directes pour dire qui les ouvriers suivent.

A la deuxième Douma, sur 23 députés de la curie ouvrière (tous social-démocrates), il y avait 11 bolcheviks, soit 47%. A la troisième Douma, ils étaient 4 sur 8, soit 50%. A la quatrième Douma, ils sont 6 sur 9, soit 67%. Peut-être ces données relatives aux élections pour *trois Doumas* sur une période de *cinq* ans (1907-1912) sont-elles aussi des « preuves indirectes » ?

Actuellement, après l'intervention publique dans la presse des Six contre les Sept, tous les syndicats qui ont expri-

* Voir le présent tome, pp. 496 et 499. (*N.R.*)

mé leur opinion ont pris position pour les six députés contre les sept. Chaque jour, le journal marxiste de Pétersbourg publie les résolutions de nombreux ouvriers, délégués, syndicats, organisations culturelles et éducatives ouvrières, qui soutiennent les six députés.

Les six députés ouvriers, qui représentent toute la classe ouvrière de Russie, ont constitué leur propre fraction ouvrière social-démocrate à la Douma, qui se soumet à tous égards à la volonté des ouvriers social-démocrates. Les sept députés se présentent en qualité de groupe « indépendant ». Les six députés ouvriers ont proposé aux Sept un accord pour le travail à la Douma. Jusqu'à présent, les Sept ont rejeté brutalement cette proposition. Mais l'accord est inévitable.

Tel est le véritable état des choses.

La Rédaction du « Social-Démocrate », Organe central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

Rédigé au début de novembre 1913.
Publié le 24 décembre 1913 dans le journal « Leipziger Volkszeitung » n° 298.
Publié pour la première fois en russe le 21 janvier 1934 dans la « Pravda » n° 21

Conforme au texte de la « Pravda », collationné sur le texte du « Leipziger Volkszeitung »

LES POPULISTES DE GAUCHE ET LA LUTTE PARMI LES MARXISTES

Le journal *Volnaïa Mysl* [153] a publié dans son n° 3 un article portant ce titre alambiqué : « Mono-unité, bi-unité ou tri-unité ».

« Nous déclarons ouvertement, dit cet article, que la prétention de la seule fraction bolchevique à rassembler en elle tout le mouvement ouvrier n'est pas moins déraisonnable et absurde que l'ambition des deux fractions social-démocrates à incarner tout le mouvement socialiste de Russie. Seule l'unification de tous les courants socialistes en un parti unique a l'avenir pour elle.

Et nous qui avons formulé ce mot d'ordre dès le début de 1900, nous lui restons fidèles jusqu'au bout. »

Voilà un échantillon de phrases comiquement courroucées sur l'« unité » ! ! Sur le contenu de principe de la lutte historique entre marxistes et populistes, lutte qui dure depuis des dizaines d'années, *pas un mot.* Sur l'histoire du mouvement de 1905-1907, lorsque l'action au grand jour des *masses* de la population appartenant à toutes les classes a montré dans les faits la différence *fondamentale* entre le prolétariat social-démocrate et la paysannerie « laborieuse » (c'est-à-dire petite-bourgeoise), pas un mot non plus.

S'il existe en Russie un journal radical et sérieux pour poser *ainsi* la question, nous tenons là un des indices qui montrent avec évidence à quel point il est encore nécessaire de mener une longue et opiniâtre lutte pour l'*a b c* de la netteté dans les principes.

Que la majorité des ouvriers conscients soit pour les bolcheviks, c'est ce que leurs ennemis, messieurs les liquida-

teurs, sont obligés de reconnaître en rageant et en grinçant des dents.

Impossible de réfuter cela par l'appel aux sentiments. Les ouvriers ne se laisseront pas intimider par le cri de « déraisonnable et absurde », ils ne feront que sourire.

Sur le plan des idées, toute l'histoire du marxisme en Russie est celle de la lutte contre les théories petites-bourgeoises, à commencer par le « marxisme légal » et l'« économisme ». Cette lutte n'était pas un effet du hasard. Son prolongement direct aujourd'hui ne l'est pas non plus. Le parti ouvrier, en tant qu'authentique parti prolétarien de classe, se constitue et se fortifie en Russie, dans la période difficile des hommes du 3 juin, précisément dans cette lutte contre le courant liquidateur et le populisme de gauche petits-bourgeois.

« Nous, populistes de gauche, nous n'avons jamais cherché à profiter du malheur d'autrui », écrit la *Volnaïa Mysl.* Mais, à côté de cela, l'affirmation que la scission engendre « une impuissance interne totale de notre social-démocratie » !

Ecrire pareille chose, c'est bel et bien, messieurs, « chercher à profiter », seulement nous ne dirons pas : du « malheur d'autrui », mais « de la *lutte idéologique* d'autrui ». Car à la base de la lutte parmi les marxistes, il y a précisément le conflit entre les idées de la politique libérale et celles de la politique prolétarienne. Les ouvriers, sans se laisser intimider ni par les phrases courroucées ni par les appels aux sentiments, ont déjà appris à découvrir les fondements de principe de cette lutte.

« Au sein des partis uniques du mouvement ouvrier européen, il y a *moins* de divergences que chez nous », écrit la *Volnaïa Mysl.* Ce raisonnement est très courant, toutefois il est profondément erroné. Nulle part en Europe il n'est question de remplacer l'organisation prolétarienne marxiste... par des propos sur un parti « large », avec la bénédiction de Pourichkévitch, etc...

D'un *tel* débat, les ouvriers retireront l'aptitude à *bâtir dans les faits*, et non pas en paroles, le parti ouvrier.

« Za Pravdou » n° 34, 13 novembre 1913

Conforme au texte du journal

LA QUESTION AGRAIRE ET LA SITUATION ACTUELLE EN RUSSIE

(NOTES D'UN PUBLICISTE)

Deux articles intéressants ont dernièrement paru sur ce sujet dans des revues. L'un, dans *Nacha Zaria* des liquidateurs (1913, n° 6, par N. Rojkov), l'autre, dans la *Rousskaïa Mysl* des cadets de droite (1913, n° 8 par I. Polférov). Nul doute que les deux auteurs ont écrit sans rien savoir l'un de l'autre et qu'ils partent de prémisses totalement différentes.

Pourtant, la ressemblance entre les deux articles est frappante. On peut y constater de ses propres yeux (et c'est ce qui donne leur valeur particulière aux deux articles) la parenté de principe entre les idées des politiciens ouvriers libéraux et les idées des bourgeois libéraux contre-révolutionnaires.

N. Rojkov utilise exactement les mêmes matériaux que M. Polférov, bien qu'ils soient moins abondants que chez ce dernier. Le capitalisme progresse dans l'agriculture de la Russie après la révolution de 1905. Augmentation des prix du grain et de la terre ; augmentation de l'importation des machines agricoles et des engrais minéraux, ainsi que de la production intérieure des unes et des autres. Augmentation des établissements qui consentent des petits crédits ; augmentation du nombre des paysans qui quittent la communauté pour des « otroubs »*. Augmentation

. * Terres situées en un même endroit que certains paysans, en vertu de la loi de Stolypine du 9 XI 1906 recevaient lors de leur départ de la communauté, tout en continuant à habiter dans l'agglomération. (*N.R.*)

des salaires (44,2% entre 1890 et 1910, nous apprend N. Rojkov, oubliant la hausse du coût de la vie durant la même période !). Progrès de l'élevage commercial, de la fabrication du beurre, des cultures herbagères, de l'enseignement agricole.

Tout cela est fort intéressant, sans conteste. Du point de vue du marxisme, le fait qu'il soit impossible d'arrêter le développement du capitalisme ne pouvait faire aucun doute. Si les auteurs avaient seulement fourni des données nouvelles à l'appui de cette idée, on n'aurait pu manquer de les en remercier.

Mais l'essentiel, c'est le jugement qu'on porte sur ces données, ce sont les conclusions qu'on en tire. N. Rojkov fait preuve d'une vivacité... attendrissante. « Il s'est produit une métamorphose de l'économie féodale des grands propriétaires terriens en économie bourgeoise et capitaliste... le passage aux formes bourgeoises dans l'agriculture est un fait accompli, absolument incontestable... La question agraire dans sa forme antérieure n'est plus à l'ordre du jour en Russie... Il ne faut pas essayer de galvaniser le cadavre qu'est la question agraire dans sa forme ancienne. »

Ces conclusions, comme le voit le lecteur, sont tout à fait claires et tout à fait... liquidatrices. La rédaction de la revue liquidatrice a accompagné l'article (comme il est d'usage depuis longtemps dans les rédactions vénales et dénuées de principes) d'une *petite réserve* : « sur bien des points nous ne sommes pas d'accord... nous n'estimons pas possible d'affirmer *aussi catégoriquement* que le fait N. Rojkov, que la Russie suivra à coup sûr la voie tracée par la loi du 9/XI-14/VI »...

Les liquidateurs ne sont pas « aussi » catégoriques que N. Rojkov ! Quel sérieux, quel attachement aux principes dans cette attitude !

N. Rojkov a démontré une fois de plus dans son article qu'il *a appris par cœur* certaines idées du marxisme, mais *sans les comprendre*. C'est pour cela qu'elles lui ont si facilement « échappé ».

En 1861-1904 également, le capitalisme s'est développé dans l'agriculture de la Russie. Tous les indices signalés aujourd'hui par Rojkov et Polférov existaient déjà à l'époque. Le développement du capitalisme n'a pas empêché la

crise *démocratique bourgeoise* en 1905 : il l'a préparée et l'a rendue plus aiguë. Pourquoi ? Parce que l'économie ancienne, naturelle et semi-féodale, était sapée dans ses fondements, tandis que les *conditions* de l'économie *nouvelle*, bourgeoise, n'étaient pas créées. D'où l'acuité extraordinaire de la crise de 1905.

Le terrain propice à de *telles* crises a disparu, dit Rojkov. C'est possible, bien sûr, si l'on parle dans l'abstrait, c'est-à-dire si l'on parle du capitalisme en général, et *non pas* de la Russie, *non pas* de l'année 1913. Bien sûr, les marxistes reconnaissent dans des conditions particulières seulement (*pas* toujours, *pas* partout) l'existence d'une question agraire démocratique bourgeoise.

Mais Rojkov ne se représente même pas quelles sont les thèses qu'il lui faut démontrer s'il veut appuyer sa conclusion *concrète*.

Les paysans ne sont pas satisfaits de leur situation ? « Mais c'est que les paysans n'en sont satisfaits nulle part », écrit Rojkov.

Comparer et identifier le mécontentement des paysans d'Europe occidentale, qui ont dans leurs campagnes et dans leurs mœurs juridiques un système totalement bourgeois, qui ont constitué un « parti de l'ordre », avec les *famines* en Russie, avec l'abaissement social *total* des campagnes, avec le régime féodal *total* dans le domaine juridique, etc.., c'est tout simplement puéril et ridicule. Les arbres empêchent Rojkov de voir la forêt.

Le capitalisme grandit, les corvées disparaissent, écrit-il. « L'immense majorité des grands propriétaires, écrit le libéral Polférov... développe de plus en plus le système des avances et du métayage, dû exclusivement à ce que le paysan manque d'argent et de terre. »

Le libéral de la *Rousskaïa Mysl* est un optimiste moins naïf que l'ancien marxiste de *Nacha Zaria* liquidatrice !

N. Rojkov n'a même pas effleuré les données relatives au *degré* d'extension du métayage, des redevances en travail, des corvées et de l'asservissement dans les campagnes d'*aujourd'hui*. Avec une légèreté d'esprit étonnante, Rojkov a éludé le fait que leur extension reste *encore* grande. Or, il s'ensuit que la crise *démocratique bourgeoise* est devenue encore plus aiguë.

Ne galvanisez pas le cadavre, écrit le liquidateur, écho fidèle du libéral, qui, avec d'*autres* mots, qualifie de « cadavre » les revendications de l'an cinq.

A cela nous avons répondu : Markov et Pourichkévitch ne sont pas des cadavres. L'économie qui les a engendrés et qui continue de les engendrer n'est pas un cadavre. La lutte contre cette classe est la tâche vivante des ouvriers vivants, qui ont une compréhension vivante de leurs objectifs de classe.

Le reniement de cette tâche est l'indice de la décomposition *cadavérique* des liquidateurs, qui ne parlent pas tous « aussi catégoriquement » que Rojkov, mais qui *tous* oublient ou effacent la lutte contre la pourichkévitchaillerie agraire (surtout en ce qui concerne le système de la propriété foncière) et la pourichkévitchaillerie politique.

La domination des Pourichkévitch dans notre vie est le revers de cette même médaille qui, dans les campagnes, s'appelle redevances en travail, asservissement, corvées, servage, absence des conditions générales les plus élémentaires d'une économie bourgeoise. Si l'on entend murmurer en haut les patrons millionnaires (les Goutchkov et Cie), c'est donc qu'en bas, pour les millions de petits patrons (les paysans), les conditions sont totalement impossibles.

En se fixant pour tâche de lutter contre les racines de la pourichkévitchaillerie, les ouvriers ne s'écartent nullement de « leurs propres » tâches dans le but de « galvaniser » quelque chose qui leur serait étranger. Non. Par *là-même*, ils rendent plus claires *pour eux-mêmes* les tâches démocratiques de *leur* lutte, de leur classe, par là-même ils enseignent l'esprit démocratique et l'a b c du socialisme aux larges masses. Car seul le « socialisme royal prussien » (comme l'a dit Marx contre Schweitzer) [154] est capable de laisser dans l'ombre la toute-puissance féodale de la pourichkévitchaillerie en général, et de la pourichkévitchaillerie dans le domaine de la propriété foncière en particulier.

Sans s'en rendre compte, Rojkov a dégringolé jusqu'à Polférov, qui dit : «la simple adjonction de terre» ne serait pas le « salut » sans l'intensification ! Comme si l'intensification n'irait pas cent fois plus vite *si était éliminée* la pourichkévitchaillerie ! Comme s'il s'agissait

des seuls paysans (faut-il leur « ajouter » ou non ?), et non pas de *tout* le peuple, de *tout* le développement du capitalisme, défiguré et freiné par la pourichkévitchaillerie !

Rojkov a trahi la *substance* du courant liquidateur, en montrant le *lien* entre le mot d'ordre universel de « liberté des coalitions » (comparez les formulations de ce mot d'ordre dans le discours *libéral* de Touliakov et dans le discours *marxiste* de Badaev à la Douma d'Etat, le 23/X 1913) [155] en montrant le lien entre ce mot d'ordre et la tendance à envisager avec *satisfaction* un règlement de la question agraire dans son état actuel.

Ce lien est un fait objectif ; *Nacha Zaria* ne l'écartera pas avec des « petites réserves ».

Cessez de penser à tout le peuple, à la pourichkévitchaillerie dans tous les domaines de la vie, aux famines des paysans, aux redevances, aux corvées, au servage ; luttez « pour la légalité », pour la « liberté des coalitions », considérée comme une réforme : voilà les *idées* que la *bourgeoisie* cultive chez les ouvriers. Rojkov et les liquidateurs, sans en avoir conscience, ne font que se traîner à sa remorque.

Quant à nous, nous pensons que le prolétaire, le représentant d'avant-garde de toutes les masses laborieuses, ne peut progresser, y compris vers sa propre libération, qu'en luttant de toutes les manières contre la pourichkévitchaillerie, au nom et dans l'intérêt de la lutte contre la bourgeoisie : voilà les idées qui distinguent le marxiste du politicien ouvrier libéral.

« Za Pravdou » n° 36.
16 novembre 1913.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

DEUX PROCÉDÉS DE DISCUSSION ET DE LUTTE

Il y a des discussions et une lutte d'opinions dans la presse qui aident le lecteur à comprendre plus clairement les questions politiques, à se rendre plus profondément compte de leur signification et à les résoudre avec davantage d'assurance.

Il y a des discussions qui dégénèrent en échanges d'injures, en commérages et en querelles.

Les ouvriers d'avant-garde, qui savent quelle responsabilité est *la leur* en ce qui concerne le travail d'éducation et d'organisation du prolétariat, doivent veiller de la façon la plus attentive à ce que les discussions *inévitables* et la lutte d'opinions *inévitable ne dégénèrent pas* en échanges d'injures, en commérages, en querelles et en calomnies.

Il s'agit de la cause ouvrière, de l'organisation ouvrière. Il s'agit de la lutte très sérieuse et très importante contre les moindres tentatives de désorganisation. Le dédain n'est pas de mise ici : qui n'a pas appris à couper à sa racine une activité désorganisatrice, celui-là ne mérite pas d'être un organisateur. Or, sans organisation la classe ouvrière est *zéro*. Sans débats, discussions et lutte d'opinions, aucun mouvement, le mouvement ouvrier y compris, n'est possible. Sans une lutte implacable contre les discussions qui dégénèrent en échanges d'injures et en querelles, *aucune* organisation *n'est possible*.

Nous invitons les ouvriers conscients à considérer de ce point de vue la lutte entre les Six et les Sept au sein de la fraction social-démocrate.

Les Six ont jugé de leur devoir de tenir compte de la volonté et de la décision de la conférence des marxistes. Les représentants du prolétariat à la Douma ont pour obligation de se soumettre à la volonté de la majorité extra-parlementaire des ouvriers marxistes conscients et organisés.

C'est un principe général. C'est la base générale de toutes nos opinions concernant les tâches du mouvement ouvrier.

Si cette opinion est erronée, il faut la réfuter et la rejeter. Si elle est juste et constitue l'*a b c* sans lequel on ne saurait aborder la politique, si, sans cet a b c, *aucune* organisation n'est pensable, il faut adopter cette opinion et s'y tenir fermement, en dépit de tous les cris, de tous les hurlements, de toutes les attaques et de toutes les calomnies.

Camarades ouvriers ! Discutez de cela. Par des discussions, des conversations et des débats, faites en sorte que cette question soit complètement tirée au clair, mais rejetez loin de vous ceux qui remplacent les discussions par des échanges d'injures.

Voyez un peu : qu'ont répondu les liquidateurs au premier et principal argument des Six ?

Leur réponse ne contient rien d'autre que des injures ! Ils ont invectivé la conférence, ils ont invectivé pour la centième fois la clandestinité, et c'est tout.

Est-ce là une réponse ? N'est-ce pas là, simplement, une tentative pour désorganiser, pour détruire l'organisation ?

Les choses en sont arrivées au point que F.D., dans le n° 70, a écrit littéralement cette phrase : « Où sont les groupes responsables qui ont proposé leur candidature et leur ont donné des instructions ? »

Réfléchissez, camarades ouvriers, à ce que signifie cette question, et vous verrez que c'est une question digne... de ceux qui... mènent les interrogatoires !... Comprenez donc, messieurs F.D. et autres liquidateurs, que nous *ne pouvons pas* discuter avec vous, puisque vous posez de *telles* questions.

Considérez l'affaire quant au fond : la décision de la conférence est-elle juste, a-t-elle correctement exprimé les

intérêts et les idées de la majorité des ouvriers ? Les « pravdistes » répondent à cela par toute une série de chiffres précis (voir le numéro de *Za Pravdou* du mardi 29 octobre 1913) *. Ces chiffres montrent que les « pravdistes » ont pour eux la *majorité* absolue et indiscutable des ouvriers conscients, c'est-à-dire de ceux qui participent à la vie politique.

Ces chiffres concernaient à la fois la comparaison des élections dans la curie ouvrière pour les IIe, IIIe et IVe Doumas, le nombre des ouvriers représentés par les Six et par les Sept, le nombre de groupes ouvriers qui aidaient ouvertement par leurs collectes tel ou tel journal, etc.

Où est donc la réponse des liquidateurs à cet argument sur le fond de la question de la majorité ?

En guise de réponse, des injures. Les liquidateurs ne réfutent aucun chiffre, littéralement pas un seul ; ils ne tentent même pas de les rectifier, de les remplacer par d'autres ! ! !

Les choses ne peuvent pas être plus claires ; quiconque élude les données exactes concernant la majorité, celui-là cherche à *briser* la volonté de la majorité, celui-là est un désorganisateur.

Les Sept de la Douma penchent du côté du courant liquidateur, car ils permettent qu'on injurie la clandestinité, car ils participent à la mise en échec de la volonté de la majorité. L'indice d'un esprit « sans-parti » chez les Sept, c'est justement cela. Et personne au monde, à moins d'avoir perdu la raison, ne permettrait aux Sept « sans-parti » d'étouffer, grâce à une voix, les décisions du Parti et leurs partisans.

Aucune invective des liquidateurs ne réfutera ce fait simple et clair.

Les Six ont rempli leur devoir. Et, plus les liquidateurs crient et injurient, plus vite tous les ouvriers et tous les marxistes comprendront que les Six ont bien agi et que l'égalité et l'accord avec les députés social-démocrates sans-parti à la Douma d'Etat sont inévitables.

« Za Pravdou » n° 36, 16 novembre 1913

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 492-510. (*N.R.*)

ENCORE DES « UNIFICATEURS »

Le cercle berlinois des social-démocrates polonais (Rosa Luxembourg, Tyszka et Cie), rejeté énergiquement par les ouvriers social-démocrates polonais, continue à s'agiter. Il continue à se donner le nom de « Direction générale » de la social-démocratie polonaise, bien que personne au monde ne puisse dire ce que « dirige » à proprement parler cette triste « Direction » *sans* parti [156].

Les ouvriers social-démocrates de Varsovie et de Lodz ont fait savoir il y a déjà longtemps qu'ils n'avaient rien de commun avec ce cercle berlinois. Les élections pour la Douma d'Etat à Varsovie et le déroulement de la campagne des assurances dans cette ville ont montré à tous et à chacun qu'il n'existe en Pologne qu'une seule organisation social-démocrate : celle qui a déclaré catégoriquement ne pas reconnaître les désorganisateurs et les calomniateurs de la « Direction générale ». Il suffit de mentionner un seul des exploits de cette « Direction » : ces messieurs ont affirmé *sans preuves* que la principale citadelle des ouvriers social-démocrates polonais, celle de Varsovie, se trouvait « dans les filets de l'Okhrana ». Une année passe. La « Direction » n'a rien produit pour démontrer sa révoltante accusation. Ce fait à lui seul suffisait, bien entendu, pour qu'aucun militant honnête du mouvement ouvrier ne voulût avoir quelque rapport que ce soit avec les gentlemen du cercle de Tyszka. Le lecteur peut voir que pour leurs procédés de lutte, ces messieurs se distinguaient peu de nos Martov, Dan et Cie...

Or, voici que ce cercle d'individus stigmatisés par *tous* les partis qui travaillent en Pologne, a maintenant décidé de sauver le mouvement ouvrier de Russie. Rosa Luxembourg a soumis au Bureau socialiste international [157] la proposition d'examiner le rétablissement de l'unité en Russie. L'un des motifs invoqués est que le « groupe léniniste », voyez-vous, introduit la scission dans la social-démocratie *polonaise*.

Par cette déclaration, le cercle berlinois s'est trahi d'emblée. Les bolcheviks, on le sait, marchent la main dans la main avec les ouvriers social-démocrates polonais, lesquels ont rejeté le cercle des intrigants. Voilà qui ne laisse pas dormir en paix la fameuse « Direction », et de là toute la campagne d'« unification », qui a débuté par des attaques contre les marxistes russes et vise à soutenir les liquidateurs russes.

Si elle n'avait pas « la vie dure », Rosa Luxembourg n'aurait pas agi ainsi. Il fut un temps où même son cercle refusa d'aller trouver les liquidateurs lors de la réconciliation d'« août ».

Mais, ayant perdu par suite de son manque de principes et de son esprit d'intrigue toute importance dans le mouvement ouvrier russe et polonais, ce groupuscule de banqueroutiers politiques s'accroche maintenant aux basques des liquidateurs. Le responsable de tous les péchés mortels est, bien entendu, le « groupe léniniste », et c'est pourquoi... c'est pourquoi il faut coûte que coûte s'unir avec ce groupe. On connaît la chanson !...

Comment les marxistes russes jugeront-ils donc, sur le fond, la question de l'examen des différends russes au Bureau socialiste international ?

Autant que nous le sachions, ils seront très heureux si l'on réussit à faire en sorte que les camarades d'Europe occidentale entrent dans le fond de nos débats. Nous avons entendu dire que les marxistes russes soumettent de leur côté une proposition au B.S.I., pour que soit également examinée la question de la scission dans la social-démocratie polonaise et des agissements honteux que le groupe de Tyszka s'est permis vis-à-vis des véritables organisations ouvrières de Pologne. Les marxistes seront très heureux si le Bureau international accepte d'examiner aussi les diffé-

rends entre les 6 et les 7 députés. Ainsi se posera devant les camarades étrangers la question de savoir si une fraction parlementaire doit se soumettre au parti ouvrier ou si, au contraire, le parti ouvrier doit se soumettre à sa fraction à la Douma.

Les marxistes seraient encore plus satisfaits si la proposition de Rosa Luxembourg était acceptée : mettre la question de l'unification russe à l'ordre du jour du Congrès international qui doit avoir lieu en 1914 à Vienne [158].

La nouvelle Internationale a posé à deux reprises de telles questions à ses congrès internationaux. La première fois, en 1904 à Amsterdam, fut posée celle de l'unité en France [159]. Le Congrès examina *sur le fond* les bases du différend entre les guesdistes (marxistes) et les jauressistes (révisionnistes). Il *condamna* la ligne des jauressistes, leur participation à des ministères bourgeois, leurs transactions avec la bourgeoisie, etc. Et, sur la base de cette décision *sur le fond*, il proposa l'unification aux parties en lutte.

La seconde fois, en 1910 à Copenhague, fut posée la question de la scission tchéco-autrichienne [160]. De nouveau, le Congrès entra *dans le fond* du débat. Il se prononça contre les principes « bundistes nationalistes » des séparatistes tchèques et jugea que les syndicats ouvriers à l'intérieur d'un même pays *ne* devaient *pas* s'organiser suivant le principe des nationalités. Sur la base de cette solution du débat *sur le fond*, le Congrès proposa aux deux parties de s'unir. (D'ailleurs, les bundistes tchèques n'ont pas obéi à l'Internationale.)

Si la question russe est posée, le Congrès de Vienne se prononcera sans aucun doute sur la signification de la « clandestinité » dans un pays comme la Russie d'aujourd'hui, sur le point de savoir si les marxistes doivent, dans les conditions données, partir d'une perspective d'« évolution » *ou bien* de la voie « non tronquée », etc. En tout cas, il ne sera pas sans intérêt d'entendre l'opinion de l'Internationale sur tous ces sujets...

Mais d'ici là, malheureusement, il y a encore loin. Pour l'instant, nous ne possédons que la prise de position courroucée mais impuissante du cercle berlinois de Rosa Luxembourg et Tyszka. Nous recommandons à M. F. D. d'utiliser soigneusement cette prise de position contre les

marxistes et en faveur du courant liquidateur. Bien que les journaux des liquidateurs aient relaté les tribulations honteuses de ce cercle berlinois dans sa lutte contre les ouvriers polonais, par la force des choses, M. F. D. ne manquera pas, bien sûr, de s'abreuver à cette... source fraîche.

Quant aux ouvriers russes, ils diront : l'unité, *nous* la créerons nous-mêmes dans nos organisations ouvrières russes. Et des intrigues impuissantes nous ne ferons que rire.

« Za Pravdou » n° 36, 16 novembre 1913

Conforme au texte du journal

LETTRE À S. CHAOUMIAN

6. XII. 1913

Cher ami, j'ai été très heureux de recevoir votre lettre du 15. XI. Vous devez savoir que dans ma situation on apprécie terriblement les avis des camarades de Russie, surtout de ceux qui réfléchissent et qui s'occupent de la question considérée. C'est pourquoi votre réponse rapide m'a été particulièrement agréable. On se sent moins isolé quand on reçoit de telles lettres. Mais assez de lyrisme. Venons-en au fait.

1. Vous êtes *pour* une langue officielle en Russie. Elle est « indispensable ; elle a eu et aura une grande portée progressive ». Absolument pas d'accord. J'ai écrit à ce sujet il y a longtemps dans la *Pravda* *, et je n'ai pas encore trouvé de réfutation. Votre argument ne me convainc pas du tout, au contraire. La langue *russe* a eu une portée progressive pour une foule de nations petites et arriérées, c'est indiscutable. Mais ne voyez-vous pas qu'elle *aurait eu* une portée progressive encore bien plus grande, s'il n'y avait pas eu de contrainte ? Comment ! Est-ce que la « langue officielle » n'est pas comme un bâton dont les coups *éloignent* de la langue russe ? ? Comment ne voulez-vous pas comprendre cette *psychologie* qui est si importante dans la question nationale et qui, s'il y a la moindre contrainte, salit, gâte et réduit à néant l'indiscutable portée progressive de la centralisation, des grands Etats, de la

* Voir le présent tome, pp. 380-383. (*N.R.*)

langue unique ? ? Mais encore plus importante *que* la psychologie, il y a l'économie : en Russie il existe *déjà* une économie *capitaliste*, qui rend la langue *russe* indispensable. Et vous ne croyez pas à la puissance de l'économie, vous voulez la « soutenir » avec les matraques de la canaille policière ? ? Ne voyez-vous donc pas qu'ainsi vous *défigurez* l'économie, que vous la freinez ? ? Est-ce que la disparition du sale régime policier ne multipliera pas par dix (par mille) les associations libres pour la sauvegarde et la propagation de la langue russe ? ? Non, je ne suis absolument pas d'accord avec vous, et je vous accuse de *königlich preussischer Sozialismus* * ! !

2. Vous êtes *contre* l'autonomie. Vous êtes *seulement* pour l'auto-administration régionale. Pas du tout d'accord. Rappelez-vous les explications d'Engels, disant que la centralisation n'exclut nullement les « libertés » locales [161]. Pourquoi l'autonomie pour la Pologne et pas pour le Caucase, le Sud, l'Oural ? ? C'est le parlement central qui fixera les *limites* de l'autonomie ! Nous sommes pour le centralisme démocratique, absolument. Nous sommes contre la *fédération*. Nous sommes pour les Jacobins contre les Girondins. Mais craindre l'autonomie, en Russie... voyons, c'est ridicule ! C'est réactionnaire. Citez-moi un exemple, imaginez un exemple où l'autonomie *puisse* devenir nuisible ! Vous n'en citerez pas. Et le raisonnement étroit : rien que l'auto-administration profite en Russie (et en Prusse) au sale régime policier.

3. « Le droit à la libre disposition ne signifie pas seulement le droit à la séparation. Il signifie aussi le droit à un lien fédéral, le droit à l'autonomie », écrivez-vous. Absolument pas d'accord. Il *ne* signifie *pas* le droit à la *fédération*. La fédération est une union entre égaux, une union qui exige l'accord *général*. Comment peut-il donc y avoir le *droit d' u n e* partie à l'*accord* avec elle d'une autre partie ? ? C'est une absurdité. Nous sommes dans le principe opposés à la fédération : elle affaiblit les liens économiques, elle représente un type sans valeur pour un seul Etat. Tu veux te séparer ? Va-t-en à tous les diables, si tu peux rompre les liens économiques, ou plutôt si l'op-

* Socialisme royal prussien. (*N.R.*)

pression et les tiraillements de la « cohabitation » sont tels qu'ils *gâtent* et détruisent l'œuvre des liens économiques. Tu ne veux pas te séparer ? Alors, excuse-moi, ne décide pas à *ma* place, ne pense pas que tu as un « *droit* » à la fédération.

« Droit à l'autonomie » ? ? C'est encore faux. Nous sommes *pour l'autonomie* pour toutes les parties, nous sommes pour le *droit* à la séparation (et non pas *pour la séparation* de tous !). L'autonomie, c'est *notre* plan d'organisation d'un Etat démocratique. La séparation n'est pas du tout notre plan. Nous ne prônons nullement la séparation. Dans l'ensemble, nous sommes contre la séparation. Mais nous sommes pour le *droit* à la séparation, à cause du nationalisme grand-russe réactionnaire, qui a tellement souillé la cause de la cohabitation nationale que, parfois, il y aura *davantage* de liens *après* une libre séparation ! !

Le droit à la libre disposition est une *exception* à notre prémisse générale, le centralisme. Cette exception est absolument nécessaire, face au nationalisme grand-russe réactionnaire, et la moindre renonciation à cette exception est de l'opportunisme (comme chez Rosa Luxembourg), c'est un jeu niais qui profite au nationalisme réactionnaire grand-russe. Mais *il ne faut pas* interpréter l'exception dans un sens élargi. Il n'y a là, et il ne doit y avoir *rien*, absolument rien d'autre, que le *droit* à la *séparation*.

J'écris à ce sujet dans le *Prosvéchtchénié* *. Ecrivez-moi sans faute avec plus de détails lorsque j'aurai terminé ces articles (ils paraîtront en 3 livraisons). Je vous enverrai encore certaines choses. Je me suis passablement employé à faire passer la résolution. Cet été, j'ai fait des exposés sur la question nationale [162], et je l'ai quelque peu bûchée. Aussi ai-je l'intention de « tenir ferme », bien que, naturellement, *ich lasse mich belehren* ** par les camarades qui l'ont étudiée davantage et plus longuement.

4. Contre le « changement » de programme, contre le « programme national » ? ? Ici non plus, pas d'accord.

---

* Voir « Notes critiques sur la question nationale », Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 9-45. (*N.R.*)

** Je suis attentif à l'opinion exprimée... (*N.R.*)

Vous avez peur des *mots*. Il n'y a pas de raison d'en avoir peur. De toute façon, il (le programme) est changé par *tout le monde*, mais *en cachette*, bassement et dans un sens mauvais. Nous autres, nous le déterminons, nous le précisons, nous le développons et nous l'affermissons dans son propre esprit, dans un esprit démocratique *conséquent*, dans un esprit marxiste (antiautrichien) C'est ce qu'il *fallait* faire. Qu'ils y viennent maintenant, les salauds d'opportunistes (bundistes, liquidateurs, populistes), qu'ils donnent *leurs* réponses, aussi *précises* et aussi *complètes*, à *toutes* les questions que nous avons abordées et réglées dans notre résolution. Qu'ils essayent. Non, nous n'avons pas « flanché » devant les opportunistes, mais nous les avons *écrasés* sur *tous* les points !

Nous avons grand besoin d'une brochure populaire sur la question nationale. Ecrivez. J'attends votre réponse, et je vous serre bien fort la main.

Votre *V.I.* Bonjour à tous les amis.

Rédigé le 23 novembre (6 décembre) 1913. Publié pour la première fois le 2 (15) mars 1918 dans le journal « Bakinski Rabotchi » n° 48

Conforme au texte du manuscrit

DE L'AUTONOMIE « NATIONALE CULTURELLE »

Le plan ou programme de l'autonomie dite « nationale culturelle » (autrement nommée : « création d'institutions garantissant la liberté du développement national ») consiste en substance à *diviser les écoles par nationalités.*

Il faut d'autant plus insister sur ce point que les nationalistes déclarés ou masqués de toute sorte (parmi lesquels les bundistes) tentent plus souvent de l'obscurcir.

Chaque nation, indépendamment du lieu où vit n'importe lequel de ses ressortissants (indépendamment du territoire : d'où l'expression d'autonomie « exterritoriale »), forme une association unique, reconnue sur le plan de l'Etat, qui administre les affaires nationales et culturelles. L'enseignement en est la principale. La détermination de l'effectif des nations par l'enregistrement libre de chaque citoyen, indépendamment de sa résidence, dans l'association nationale de son choix, assure une précision et une continuité logique absolues dans l'organisation de l'enseignement par nationalités.

La question qui se pose est de savoir si une telle division est admissible du point de vue de la démocratie en général, et de celui des intérêts de la lutte de classe prolétarienne en particulier.

Il suffit de se figurer clairement le fond du programme d'« autonomie nationale culturelle » pour répondre sans hésiter à cette question : elle est absolument inadmissible.

Aussi longtemps que des nations différentes vivent dans un même Etat, elles sont unies par des millions et des milliards de liens de caractère économique, juridique et usuel. Comment peut-on donc arracher le domaine scolaire à ces liens ? Peut-on le « soustraire à la compétence » de l'Etat, comme le proclame la formulation bundiste, classique par sa façon de mettre en relief un non-sens ? Si l'économie rassemble des nations qui vivent dans un même Etat, il est absurde et réactionnaire de tenter de les diviser une fois pour toutes dans le domaine des questions « culturelles », et surtout scolaires. Il faut, au contraire, chercher à *réunir* les nations dans le domaine scolaire, afin que se prépare dans les écoles ce qui se réalise dans la vie. Nous observons dans le moment présent des nations juridiquement inégales, et à des niveaux d'évolution différents ; dans ces conditions, diviser le domaine scolaire par nationalités ne fera immanquablement, *dans les faits*, qu'*aggraver* la situation des nations les plus arriérées. En Amérique, dans les Etats du Sud, autrefois esclavagistes, aujourd'hui encore les enfants des Noirs sont isolés dans des écoles spéciales, alors que dans le Nord, Blancs et Noirs vont à la même école. En Russie, on a vu naître récemment un projet de « nationalisation des écoles juives », c'est-à-dire de séparation des enfants juifs de ceux des autres nationalités dans des écoles spéciales. Inutile d'ajouter que ce projet est né dans les milieux les plus réactionnaires, pourichkévitchiens.

On ne peut pas être un démocrate si l'on prône la division du domaine scolaire par nationalités. Notez bien que jusqu'à présent nous raisonnons d'un point de vue démocratique général, c'est-à-dire démocratique bourgeois.

On est obligé de prendre position contre la division du domaine scolaire par nationalités avec une énergie bien plus grande si l'on se place au point de vue de la lutte de classe prolétarienne. Qui donc ignore que les capitalistes de toutes les nations d'un Etat donné s'unissent de la façon la plus étroite, indissoluble, dans des sociétés par actions, cartels, trusts, syndicats d'industriels, etc., *contre* les ouvriers de quelque nationalité que ce soit ? Qui donc ignore que, dans *n'importe quelle* entreprise capitaliste, à commencer par les usines, les mines et les fabriques gigantes-

ques, en continuant pas les maisons de commerce pour finir par les exploitations agricoles capitalistes, nous voyons *toujours*, sans la moindre exception, un mélange national des ouvriers plus grand que dans les campagnes routinières, paisibles et endormies ?

Prenez l'ouvrier des villes : c'est lui qui connaît le mieux le capitalisme évolué et qui a assimilé le plus profondément, par toute son existence, la psychologie de la lutte des classes (peut-être même l'a-t-il absorbée avec le lait de sa mère). Cet ouvrier ne pourra s'empêcher de penser que la division du domaine scolaire par nationalités est une entreprise non seulement *nuisible*, mais encore carrément frauduleuse et charlatanesque *de la part des capitalistes*. Les ouvriers *risquent* d'être morcelés, divisés et affaiblis par la propagande de cette idée, et plus encore par la division des écoles publiques par nationalités, tandis que les capitalistes, dont les enfants sont magnifiquement pourvus de riches écoles privées et de maîtres spécialement engagés pour eux, ne risquent *en aucun cas* un morcellement ou un affaiblissement quelconques, par suite de quelque « autonomie nationale culturelle » que ce soit.

En réalité, l'« autonomie nationale culturelle », c'est-à-dire la division absolument nette et conséquente du domaine scolaire par nationalités, a été inventée non pas par les capitalistes (ils utilisent *pour le moment* des procédés plus grossiers pour diviser les ouvriers), mais par les intellectuels petits-bourgeois et opportunistes d'Autriche. Dans aucun des pays démocratiques multinationaux d'Europe occidentale, *on n'entend parler* de cette idée génialement petite-bourgeoise et génialement nationaliste. C'est seulement à l'Est de l'Europe, dans l'Autriche arriérée, féodale, cléricale et bureaucratique, où *toute* la vie sociale et politique est entravée par des batailles d'une pitoyable mesquinerie (pis même : par des bagarres, des peignées) à propos des langues, qu'est née cette idée du petit bourgeois pris de désespoir. Si l'on pouvait du moins cloisonner toutes les nations une fois pour toutes, avec une netteté et une continuité absolues, en « curies nationales » dans le domaine scolaire, puisqu'il est impossible de réconcilier le chien et le chat ! : telle est la psychologie qui a donné naissance à la niaise « autonomie nationale culturelle ». Le proléta-

riat, qui a conscience de son internationalisme et qui le tient en haute estime, n'acceptera jamais cette stupidité du nationalisme raffiné.

Ce n'est pas par hasard qu'en Russie l'« autonomie nationale culturelle » a été adoptée *uniquement* par *t o u s* les partis bourgeois de la communauté juive, puis (en 1907) par la conférence des partis populistes de gauche, *petits-bourgeois*, de différentes nations [163] et, enfin, par les éléments philistins et opportunistes des groupes *para-marxistes*, c'est-à-dire les bundistes et les liquidateurs (ces derniers ont même craint de le faire d'une façon tout à fait franche et nette). Ce n'est pas par hasard qu'à la tribune de la Douma d'Etat *seuls* Tchkhenkéli, le semi-liquidateur contaminé par le nationalisme, et Kérenski, le petit bourgeois, ont parlé de l'« autonomie nationale culturelle ».

On a tout simplement envie de rire en lisant les références liquidatrices et bundistes à l'Autriche sur cette question. Premièrement, pourquoi faut-il choisir comme *modèle* le plus arriéré des pays multinationaux ? Pourquoi pas le plus avancé ? C'est un procédé qui ressemble à celui des mauvais libéraux russes, je veux dire des cadets, qui cherchent des modèles de constitution avant tout dans les pays arriérés, la Prusse ou l'Autriche et non dans les pays avancés, la France, la Suisse ou l'Amérique !

Deuxièmement, en prenant l'exemple autrichien, les philistins nationalistes de Russie, c'est-à-dire les bundistes, les liquidateurs, les populistes de gauche, etc., y introduisent encore pour leur part une aggravation *de plus*. Chez nous, ceux qui emploient surtout et au premier chef dans leur propagande et leur agitation le plan de l'« autonomie nationale culturelle », ce sont précisément les bundistes (plus *tous* les partis bourgeois de la communauté juive, derrière lesquels se traînent, sans en avoir toujours conscience, les bundistes). Or, justement dans la patrie de l'« autonomie nationale culturelle », en Autriche, le promoteur de cette idée, Otto Bauer, a consacré un chapitre spécial de son livre à prouver qu'il est *impossible* de l'appliquer aux Juifs !

Ce qui démontre mieux que de longs discours combien O. Bauer est peu conséquent et combien il croit peu à son idée, lui qui exclut du plan d'autonomie exterritoriale des

nations la *seule* nation exterritoriale (qui ne possède pas de région à elle).

Ce qui démontre que les bundistes reprennent à l'Europe des plans *surannés*, en décuplant les erreurs de l'Europe, en poussant jusqu'à l'absurde le « développement » de ces erreurs.

Car — et ce sera le troisièmement — lors de leur congrès de Brünn (1899), les social-démocrates autrichiens ont *repoussé* le programme d'« autonomie nationale culturelle » qui leur était proposé. Ils n'ont adopté qu'un compromis, sous la forme d'une union de toutes les *régions* nationalement délimitées de l'Etat. Dans ce compromis, *il n'y a* ni exterritorialité ni division de l'enseignement par nationalités. Selon ce projet de compromis, les agglomérations les plus avancées (sur le plan capitaliste), villes, fabriques, mines, grands domaines agricoles, etc., *ne* divisent *pas* les écoles par nationalités !

La classe ouvrière de Russie a combattu et continuera de combattre l'idée réactionnaire, nuisible, petite-bourgeoise et nationaliste de l'« autonomie nationale culturelle ».

« Za Pravdou » n° 46, 28 novembre 1913

Conforme au texte du journal

LES GROUPUSCULES DE L'ÉTRANGER ET LES LIQUIDATEURS RUSSES

Le n° 86 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* contient un articulet injurieux contre la social-démocratie, qui mérite l'attention *malgré* son caractère injurieux, *malgré* les procédés calomniateurs dont tout le monde est las.

Il s'intitule : « La presse social-démocrate allemande et la scission ». Cet article mérite l'attention, parce qu'il met en lumière avec une évidence extrême pour les ouvriers russes une chose qu'ils ne savent pas jusqu'à présent, et qu'ils *doivent savoir*.

Ils *doivent savoir* quelles intrigues ont cours chez les groupes de social-démocrates russes à l'étranger *contre* l'organisation social-démocrate de Russie, car l'ignorance de ces faits condamne constamment et inévitablement de nombreux social-démocrates russes à des erreurs comiques et tragi-comiques.

L'articulet des liquidateurs débute en italique : « *pas une seule* voix ne s'est fait entendre jusqu'à présent dans les rangs de la social-démocratie allemande » en faveur de la scission (MM. les liquidateurs appellent « scission » l'*orientation* de l'organisation marxiste *contre* les liquidateurs).

Notez cet italique dans la première phrase de l'article : « *pas une seule* voix » !

Procédé rebattu des plumitifs bourgeois : tout le monde ne lit pas le journal jusqu'au bout, mais un mot à effet, placé *en tête*, sera vu de chacun...

Poursuivez la lecture de l'article des liquidateurs : voici l'opinion d'un journal de Francfort. *Favorable* aux liquidateurs, cela est clair. Mais on passe sous silence le fait que c'est un journal opportuniste ! !

Braves liquidateurs ! Prenez-vous vraiment les ouvriers russes pour des imbéciles qui ne connaissent pas l'existence de l'opportunisme parmi les social-démocrates allemands et le soutien *constant* apporté à *Nacha Zaria* par le *Mensuel* (pseudo)-*Socialiste* [164], le principal organe des opportunistes allemands ?

Poursuivons la lecture. Opinion d'un journal de Dresde. La scission en général est condamnée. On ne connaît ni les sympathies du journal dans les affaires russes ni sa tendance dans les affaires allemandes. Ce qu'il faut aux liquidateurs, ce n'est pas éclairer les ouvriers russes, mais les duper en taisant un certain nombre de choses.

Poursuivons la lecture. L'organe social-démocrate de Leipzig

« a inséré il y a une quinzaine de jours une correspondance de Russie qui présente l'affaire dans un esprit assez favorable aux scissionnistes ».

Voilà ce qu'imprime littéralement le journal liquidateur. Et, bien entendu, pas le moindre italique.

Et, bien entendu, pas un mot, pas un traître mot *sur le fond* de cet article « désagréable » ! ! Oh, nous sommes de grands experts en petits subterfuges et en intrigues pitoyables !

D'une part, « *pas une seule* voix » en italique, mais d'autre part, l' *u n i q u e* correspondance en provenance de Russie se trouve être « dans un esprit assez favorable » aux adversaires du courant liquidateur.

Poursuivons la lecture :

« Dans le n° du 15 novembre (du journal social-démocrate de Leipzig) a paru un grand article *de la rédaction* (souligné par les liquidateurs ! ! !) »...

dont on cite *uniquement* les passages favorables aux liquidateurs.

Ouvriers russes ! Il est temps que vous appreniez à démasquer le mensonge des liquidateurs.

Article « de la rédaction » : italique chez les liquida-

teurs. *Mensonge.* L'article a été publié sous les initiales I.K., c'est-à-dire bel et bien *non pas* comme un article de la rédaction mais comme celui d'un collaborateur du journal ! ! !

Les liquidateurs trompent les ouvriers russes de la façon la plus éhontée, la plus impudente.

Ce n'est pas tout. Les liquidateurs *ont tu* le fait que, dans ce même article, les *S e p t* sont traités de « *scissionnistes effrontés* » pour avoir admis Jagiello contre la volonté des social-démocrates polonais ! !

Ce n'est pas tout. Les liquidateurs *ont tu* un fait évident pour tout homme politiquement instruit. L'article de I.K. a été écrit par un *tyszkiste.* Tout le montre. Les « tyszkistes », c'est le cercle berlinois de Rosa Luxembourg, Tyszka et Cie, qui a mis en circulation l'incroyable infamie concernant une provocation dans les rangs de l'organisation social-démocrate de Varsovie. Le *Loutch* lui-même (il est vrai, après l'admission frauduleuse de Jagiello !) a reconnu que c'était une infamie. La *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* elle-même a reconnu plus d'une fois que les « tyszkistes » ne représentent pas les ouvriers social-démocrates à Varsovie, puisqu'ils combattent le *centre ouvrier des assurances*, dont font partie le Bund, l'aile gauche [165] et les social-démocrates polonais (varsoviens, bien sûr, et non pas tyszkistes).

Or, voici que maintenant, pour duper les ouvriers russes, les liquidateurs s'accrochent aux basques des tyszkistes. Celui qui se noie se raccroche à un fétu de paille (même s'il est sale et pourri).

Dans l'article du tyszkiste I.K., comme dans toutes les interventions des tyszkistes, un seul désir éclate : bâtir une intrigue à l'occasion de la scission, se constituer un « petit capital politique » à ce propos. La comédie de toute-puissance jouée par les groupuscules « coupés » du mouvement ouvrier de Russie, leurs intrigues sur ce terrain, les phrases doucereuses *au lieu* d'une étude de ce qui se passe en Russie : voilà la substance du « tyszkisme », voilà l'occupation des neuf dixièmes des groupes autonomes et « indépendants » à l'étranger.

A présent, ils semblent revivre, dans l'espoir de « jouer » sur la scission des Six et des Sept...

Vain espoir ! Les ouvriers social-démocrates russes ont déjà acquis une maturité telle qu'ils décideront *eux-mêmes*, à la majorité, du sort de leur organisation, en balayant avec mépris les intrigues des groupuscules de l'étranger. Des membres de ces groupuscules écrivent très souvent dans la presse social-démocrate allemande en exprimant le point de vue de ces groupes, mais reconnaître ces gens-là « à leurs oreilles » n'a rien de difficile.

« Za Pravdou » n° 46, 28 novembre 1913

Conforme au texte du journal

LE CADET MAKLAKOV ET LE SOCIAL-DÉMOCRATE PÉTROVSKI

Un certain temps s'est déjà écoulé depuis que le social-démocrate Pétrovski est intervenu à la Douma d'Etat sur la question du mandat et s'est vu retirer la parole par le président pour avoir employé des « expressions trop vives » à l'égard du ministre, etc. Du point de vue de l'« actualité » au sens étroit, le fait est sans doute dépassé. Mais, sur le fond, les interventions de Pétrovski et du cadet Maklakov méritent davantage d'attention qu'un « fait du jour » ordinaire.

Le cadet Maklakov a pris la parole à la Douma d'Etat sur la question du nouveau mandat. Ce monsieur est l'auteur du mandat et le rapporteur de la commission du mandat. Or, voici que sur toute une série de questions, le cadet Maklakov prend position *contre* la fraction cadette et fait passer un mandat *des plus réactionnaires* avec l'aide des octobristes et de la droite *contre* l'opposition.

Cela n'est pas nouveau. On sait depuis longtemps que V. Maklakov est un favori des octobristes, qu'il est en fait octobriste. Mais ce fait *capital* de notre vie publique, mis en évidence par cette circonstance connue depuis longtemps, mérite l'attention la plus soutenue.

Nous voyons un cadet des plus en vue, à propos d'une question pour laquelle la Douma est relativement *moins impuissante* que pour d'autres, *étouffer* lui-même la *liberté de la Douma* avec l'aide de la droite et des octobristes ! !

Le social-démocrate Pétrovski avait mille fois raison de critiquer avec violence ce maître en politicaillerie.

Mais en quoi consiste ici le point crucial ? La duplicité du comportement de V. Maklakov vient-elle de la *duplicité personnelle* de M. V. Maklakov ? Bien sûr que non ! C'est-à-dire que là n'est pas la question.

De même que l'affaire Beïlis [166] est intéressante et importante parce qu'elle a mis à nu avec un relief particulier les dessous de notre politique intérieure, la « machinerie » des coulisses, etc., de même l'incident (relativement) mince des interventions de V. Maklakov *contre* les cadets et contre la liberté de la Douma met à nu, pour la centième et la cent-unième fois, les dessous véritables du parti de notre bourgeoisie libérale russe.

La lutte des cadets et des octobristes est une lutte entre *concurrents* : c'est pourquoi elle est si acharnée et si dénuée de principes. Favori des octobristes et étrangleur de la liberté de la Douma, V. Maklakov *a pu* devenir une « sommité » chez les cadets *justement* parce que, et *seulement* parce que les cadets *et* les octobristes se tiennent *sur un même terrain de classe*. Ce sont des ailes différentes, ou des représentants de nuances différentes, de la bourgeoisie libérale qui craint la démocratie plus que les Pourichkévitch.

C'est cela qui est essentiel. C'est cela qui est important. C'est cela qui fait le fond de la politique. C'est en cela qu'est la racine de l'étonnante impuissance politique de notre bourgeoisie, malgré toute sa puissance économique.

Le social-démocrate Pétrovski a rempli son devoir de démocrate en combattant l'étrangleur de la liberté de la Douma qu'est M. V. Maklakov. Il ne pourra pas y avoir de liberté en Russie tant que les larges masses de la démocratie n'auront pas appris à mépriser messieurs les Maklakov, de même que les partis qui engendrent de tels héros.

« Za Pravdou » n° 47.
29 novembre 1913.
Signé : M.

Conforme au texte du journal

SAVERNE

Il arrive en politique que la nature d'un certain état de choses se découvre avec une force et une évidence extraordinaires tout d'un coup, à l'occasion d'un motif relativement mince.

Saverne est une petite ville d'Alsace. Il y a plus de 40 ans, l'Alsace fut arrachée à la France par les Prussiens victorieux (malgré les protestations ardentes d'un seul parti en Allemagne : les social-démocrates). Pendant plus de 40 ans, la population française de l'Alsace a été « germanisée » de force et « enfoncée » par des pressions de toute sorte dans la discipline royale-prussienne, adjudantesque et bureaucratique, appelée « culture allemande ». Et les Alsaciens répondaient par leur chanson de révolte : « Vous avez pris l'Alsace et la Lorraine... Vous avez beau germaniser nos plaines... Mais notre cœur vous ne l'aurez jamais. »

Et voici qu'un noble Prussien, le tout jeune officier Forstner, a provoqué l'explosion. Il a grossièrement injurié la population alsacienne (« *wackes* » est un terme injurieux et grossier). Des millions de fois, les Pourichkévitch allemands s'étaient permis ce langage dans les casernes, et rien ne s'était produit. A la million et unième fois... l'huile était dans le feu !

Ce qui s'était accumulé pendant des dizaines d'années d'oppression, de vexations et d'humiliations, pendant des dizaines d'années de prussification forcée, a éclaté au grand jour. Ce n'est pas la culture française qui s'est dressée

contre la culture allemande : l'affaire Dreyfus [167] a montré en son temps que la clique militaire brutale, capable de toute sauvagerie et de toute barbarie, de toute violence et tout crime n'est pas moindre en France que dans un autre pays. Non, ce n'est pas la culture française contre la culture allemande, mais la démocratie, éduquée par la série des révolutions françaises, qui s'est dressée contre l'absolutisme.

Tempête dans la population, colère contre les officiers prussiens, raillés par la foule française éprise de liberté et fière, rage folle des soudards prussiens, arrestations arbitraires et passages à tabac : tout cela a engendré à Saverne (puis dans presque toute l'Alsace) l'« anarchie », comme disent les journaux bourgeois. Le Reichstag allemand des hobereaux, des « octobristes » et des cléricaux a adopté à une énorme majorité une résolution *hostile* au gouvernement impérial allemand.

C'est un sot vocable qu'« anarchie ». Il suppose qu'il existait et qu'il existe en Allemagne un ordre civique et juridique « établi » dont on se serait écarté à la suite de ne je sais quelle instigation diabolique ! Le vocable d'« anarchie » est imprégné tout entier de l'esprit de la « science » allemande (passez-moi le mot de science) universitaire et bureaucratique, à plat ventre devant les hobereaux et la clique militaire, qui célébrait l'extraordinaire « *légalité* » régnant en Allemagne.

Les événements de Saverne ont montré que Marx avait raison quand, il y a un peu moins de 40 ans, il qualifiait l'ordre étatique allemand de « despotisme militaire revêtu de formes parlementaires » [168]. Marx a porté sur la nature véritable de la « constitution » allemande un jugement cent mille fois *plus profond* que les centaines de professeurs, de prêtres et de publicistes de la bourgeoisie qui ont célébré « l'Etat fondé sur le droit ». Eux rampaient à plat ventre devant le succès et le triomphe des favoris allemands. Lui jugeait la nature de classe de la politique en se guidant non pas sur le « zigzag » des événements, mais sur *toute* l'expérience de la démocratie *internationale* et du mouvement ouvrier international.

Ce n'est pas l'« anarchie » qui a « surgi » à Saverne ; c'est l'ordre *véritable* de l'Allemagne, c'est le règne du

sabre du hobereau semi-féodal prussien qui s'est aggravé et est apparu au grand jour. Si la bourgeoisie allemande avait le sens de l'honneur, si elle avait un cerveau et une conscience, si elle croyait à ce qu'elle disait, si ses actes étaient accordés à ses paroles, si — en un mot — elle *n'était pas* la bourgeoisie, avec en face d'elle les millions de prolétaires socialistes, elle deviendrait républicaine «à l'occasion» de l'« incident » de Saverne. Mais, dans la situation actuelle, les choses en resteront à des protestations platoniques des politiciens bourgeois au parlement.

Cependant, hors du parlement, les choses n'en resteront pas là. L'état d'esprit des masses de la petite bourgeoisie a changé et change en Allemagne. Les conditions ont changé, la conjoncture économique a changé, *tous les fondements* du règne « tranquille » du sabre nobiliaire prussien *sont sapés*. Contre la volonté de la bourgeoisie, celle-ci se trouve entraînée par la *marche des choses* vers une crise politique profonde.

Elle est révolue, l'époque du sommeil tranquille du « Michel allemand », sous la tutelle des Pourichkévitch prussiens et avec le cours exceptionnellement heureux du développement capitaliste de l'Allemagne. C'est un krach général et radical qui mûrit et se rapproche irrésistiblement...

« Za Pravdou » n° 47,
29 novembre 1913.
Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

À PROPOS DES DÉCISIONS DU BUREAU[169]

Aujourd'hui, lundi 2 (15) décembre, a été connue — pour l'instant seulement par un bref télégramme — la décision adoptée hier par le Bureau et concernant les affaires russes. Plékhanov a fait connaître par écrit sa démission, c'est-à-dire qu'il a *lui-même* démissionné.

Le Comité d'organisation (organisme dirigeant liquidateur) a été affilié, c'est-à-dire a reçu le droit d'être représenté au Bureau.

(Il faut noter à ce propos que non seulement les partis les plus opportunistes, mais même les organisations ouvrières qui ne sont qu'à moitié des partis peuvent, selon les statuts, s'affilier. Les groupes les plus opportunistes anglais sont affiliés ; il était donc impossible d'empêcher l'affiliation du Comité d'organisation.)

Quel a été le résultat ? C'est que Plékhanov a été évincé par les liquidateurs ! Si les liquidateurs essayent de triompher à cette occasion, il faut leur répondre : *Partisans hypocrites de l'unité.* MM. les liquidateurs ont réussi à se retrouver *à la place* de Plékhanov. Tel est le résultat pratique. Que tous les ouvriers en général, et les ouvriers mencheviks en particulier, jugent si les liquidateurs cherchent sincèrement l'unité ; si des partisans sincères de l'unité ne se seraient pas fait remplacer par Plékhanov ? Se trouvera-t-il vraiment quelqu'un d'assez naïf pour croire que le remplacement de Plékhanov par un liquidateur représente un pas *vers* l'unité, et non pas *loin de* l'unité ?

A tout hasard, je peux recommander à la rédaction une note en ce sens pour le cas où les liquidateurs manifesteraient quelque stupide jubilation. On pourra ajouter encore (par la suite), qu'en s'affiliant, les gens du Comité d'organisation (=les liquidateurs) ont pris l'engagement de devenir un *t o u t*, c'est-à-dire un parti. Un *parti légal*, sans doute, messieurs ? Qui vivra verra !

Enfin, « l'unification a été confiée à l'exécutif » : c'est ce que dit le télégramme. Cela veut dire que le comité exécutif du Bureau (=Vandervelde+Bertrand+Anseelle+le secrétaire Huysmans) a été chargé de prendre des mesures ou de faire des démarches en vue de reconstituer l'unité.

Apparemment (ou probablement), cela a été fait sans reproches à notre endroit. Dans ce cas, c'est tout à fait acceptable pour nous. Il faut dire que le comité exécutif du Bureau doit se préoccuper *toujours* et obligatoirement de l'unité et que, il y a deux ans déjà, Huysmans, secrétaire du Bureau, a demandé par écrit l'avis de Lénine sur les démarches à entreprendre en vue de l'unité. Par conséquent, le mandat confié à l'exécutif est tout à fait acceptable, je le répète, pour nous, et les éventuelles insinuations des liquidateurs seraient tout simplement un mensonge.

A propos des Sept et des Six, il n'y a rien dans le télégramme. Mais on sait par une lettre qu'au début de la séance du Bureau, au moment de l'appel, un liquidateur a été nommé. Notre représentant a déclaré alors que les Six ne l'avaient pas choisi, à quoi Huysmans a répondu en invoquant les statuts, en vertu desquels les fractions parlementaires socialistes sont représentées exclusivement par leur majorité, *indépendamment* de son appartenance à tel ou tel parti. C'est probablement pour cette raison qu'on en est resté là : un liquidateur représente sept ou huit députés. Si les statuts sont ainsi (ce que nous vérifierons ; *sur le moment* il n'a pas été possible de ne pas se satisfaire de l'explication officielle des statuts du Bureau donnée en séance officielle par le secrétaire du Bureau), nous avons bien fait de ne pas gaspiller nos forces et de ne nous « donner une exhibition » en n'y allant pas pour réclamer. Cela n'a aucune valeur pratique. Il est embarrassant d'en parler dans la presse. Si les liquidateurs se mettent à jubiler, nous leur répondrons encore : partisans hypocrites de l'unité, vous

transgressez la volonté de la majorité des ouvriers conscients.

Somme toute, les choses se sont passées comme nous l'avions écrit précédemment.

On voit encore par la lettre de notre représentant que les liquidateurs ont fait de l'agitation auprès de Kautsky (qui représentait les Allemands), pour que soit nommée une *commission* chargée de la question de l'unité. Kautsky, lui, a critiqué Rosa Luxembourg pour ses attaques contre Lénine et a trouvé qu'on ne peut rien faire de l'étranger ; il faut que les ouvriers russes réclament l'unité.

Nous attendrons la confirmation de ces propos. Nous sommes précisément pour l'*unité* selon la volonté de la *majorité* des ouvriers conscients de Russie.

Telle est la situation d'après les renseignements que nous possédons en ce moment.

Conforme au texte du manuscrit

Écrit le 2 (15) décembre 1913.
Inédit

DE L'UNITÉ OUVRIÈRE

La polémique de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* contre les six députés ouvriers prend ces derniers temps un caractère qui est de moins en moins celui d'une lutte d'idées sérieuse, et de plus en plus celui d'une « bagarre ». Il est *d'autant plus* nécessaire de *faire revenir* cette polémique à un examen sérieux des questions en litige : à coup sûr, chaque ouvrier conscient sera d'accord avec nous sur ce point.

Nous voyons devant nous les « noms illustres » invoqués par les liquidateurs. Tsérétéli et Guéguétchkori condamnent les Six, l'« organisme dirigeant » de la Conférence d'août (1912) en fait autant. Pour la mille et unième fois, on injurie les Six en les traitant de scissionnistes et on proclame l'« unité ».

Pour la mille et unième fois, sans nous laisser intimider par les injures et le vacarme, nous inviterons tranquillement les ouvriers à réfléchir et à étudier la question.

L'unité est indispensable à la classe ouvrière. L'unité ne peut être réalisée que par une organisation unique, dont les décisions sont appliquées scrupuleusement par tous les ouvriers conscients. Discuter une question, exprimer et entendre des avis différents, apprendre l'opinion de la *majorité* des marxistes organisés, exposer cette opinion dans une décision adoptée par des délégués et exécuter honnêtement cette décision : voilà ce que partout dans le monde, parmi tous les gens raisonnables, on nomme *unité*. Et cette unité est infiniment chère à la classe ouvrière, elle

lui est infiniment importante. Les ouvriers désunis ne sont rien. Les ouvriers unis sont tout.

Une question se pose : y a-t-il des données d'après lesquelles tout ouvrier conscient, désireux d'étudier par lui-même la question en litige, puisse porter un jugement sur la *réalisation* de l'unité parmi les ouvriers social-démocrates au cours des dernières années ?

Il faut s'efforcer de rassembler pareilles données, de les vérifier et de les publier à titre de matériel pour l'éducation, l'union et l'organisation des ouvriers.

Depuis avril 1912 il existe un journal, la *Pravda*, dont l'orientation a toujours été (aucun de ses adversaires ne l'a nié) rigoureusement conforme aux décisions prises par *trois fois* depuis lors (une fois en 1912 et deux fois en 1913) par l'organisme dirigeant des marxistes. Par quel nombre d'ouvriers ces décisions (portant sur toutes les questions de la vie ouvrière : il y en a eu au total une quarantaine) ont-elles été reconnues et mises en application ?

A cette question, de toute évidence très importante et intéressante, on ne peut donner qu'une réponse approximative, mais fondée sur des faits absolument exacts, objectifs, réunis d'une façon *non* unilatérale. En 1912 et 1913, il y a eu principalement *deux* journaux ouvriers, qui ont exposé des opinions *différentes* devant la masse ouvrière. Les deux journaux ont publié des comptes rendus relatifs aux groupes ouvriers qui ont fait des collectes pour soutenir chacun d'entre eux. Il n'est point besoin de dire que les groupes ouvriers qui ont adressé leurs collectes en faveur de *tel* journal, ont démontré par là-même au moyen d'actes (et non de paroles) leur sympathie pour la tendance de ce journal, leur détermination de défendre les décisions par lui partagées.

La publication de ces données par les deux journaux engagés dans la discussion constitue la meilleure garantie contre les erreurs que les ouvriers intéressés corrigent eux-mêmes. Voici ces données, qui ont déjà paru *maintes* fois et que personne n'a *jamais* réfutées ni remplacées par d'autres : en près de deux ans, de janvier 1912 à octobre 1913, il y a eu 556 collectes de groupes ouvriers pour le *Loutch*, 2 181 pour la *Pravda* et 395 pour le journal ouvrier de Moscou.

On peut affirmer hardiment que personne, à moins d'ê-

tre victime d'un aveuglement particulier, n'hésitera à reconnaître aux « pravdistes » la majorité (et une majorité énorme). Lentement mais sans défaillance, les pravdistes bâtissent l'*unité véritable* des ouvriers eux-mêmes, rassemblés autour de décisions uniques et les appliquant honnêtement. *Pour la première fois* en Russie, pendant une période aussi longue, un quotidien marxiste qui consacre tous ses soins à défendre des décisions précises uniques *rassemble* d'une façon toujours plus systématique et solide les *groupes ouvriers* disséminés à travers tout le pays.

La voilà, l'unité des ouvriers dans les faits et non en paroles ! Bien sûr, ce n'est pas encore tout, loin de là, mais c'est déjà une réalité et non des mots, non une publicité creuse.

Cependant, Tsérétéli, Guéguétchkori et l'« organisme dirigeant d'août », de même que tous les autres liquidateurs, *s'obstinent* à tourner le dos aux faits ! !

Ils crient à propos de l'« unité », en taisant que ce sont les liquidateurs, minorité notoire parmi les ouvriers conscients, qui *rompent bel et bien l'unité*, en faisant échec à la volonté de cette majorité ! !

Aucune exclamation, aucun hurlement ni aucune invective ne réfuteront ce fait simple et clair. Nous ne pouvons que sourire lorsque l'« organisme dirigeant d'août » en réfère à divers « organismes » et groupes. Pensez donc, messieurs : que valent « des organismes et des groupes » s'ils n'ont derrière eux pas d'ouvriers *du tout*, ou bien une minorité *notoire* d'ouvriers ? Ce sont ces « organismes et groupes » qui sont des organismes *scissionnistes*, s'ils n'appellent pas tous les ouvriers à exécuter la volonté de la majorité.

L'expérience des deux années de reprise du mouvement ouvrier confirme de plus en plus les *idées* des pravdistes. L'expérience de l'union des *ouvriers* de Russie autour des décisions précises des marxistes montre de plus en plus clairement les succès, la croissance et la force de notre organisation. Bien entendu, nous continuerons dans la même voie, encore plus hardiment et plus vite, sans nous laisser intimider ni par les injures, ni par les cris, ni par quoi que ce soit d'autre.

« Za Pravdou » n° 50, 3 décembre 1913

Conforme au texte du journal

ON S'OBSTINE À DÉFENDRE UNE MAUVAISE CAUSE

Messieurs les liquidateurs s'obstinent à défendre le paragraphe octobriste « venu par hasard » dans leur projet de loi sur les libertés. C'est le paragraphe 5, qui limite de façon procédurière la liberté des coalitions en stipulant que les actes des ouvriers ne sont pas punissables « *dans la mesure où, d'une manière générale, ils ne constituent pas un fait pénalement punissable* ».

Le caractère réactionnaire de ce paragraphe est évident. Il est clair que de *vrais* social-démocrates, s'il leur fallait parler de ces artifices de procédure, diraient le contraire, c'est-à-dire qu'ils diraient que les actes commis à l'occasion d'une grève et qui ont pour motif d'aider des camarades opprimés ne sont pas punissables, ou bien, du moins, que le délit doit être considéré comme léger.

Il est clair que les liquidateurs devront rayer de leur projet ce paragraphe réactionnaire, les ouvriers les y obligeront.

Or, voici qu'au lieu de reconnaître franchement leur erreur, les liquidateurs (conduits par Bourénine-Gamma [170]), tergiversent, louvoient et mentent mesquinement. M. Gorski, dans la *Novaïa Likvidatorskaïa Gazéta* [171], assure que, lors des conférences à l'étranger (il y a 3-4 ans) [172], des articles semblables auraient été adoptés dans le projet de loi sur les grèves « avec la participation directe de N. Lénine ».

Tout cela n'est que mensonge.

Dans les conférences à l'étranger, le travail était divisé de telle sorte que les sous-commissions élaboraient les projets, et que la commission générale discutait certaines questions fondamentales. Lénine n'a pas du tout participé aux travaux de la sous-commission des grèves (il était membre de la sous-commission pour la journée de travail de 8 heures). Et, en commission générale, Lénine a parlé *contre* tout point admettant ou reconnaissant la responsabilité pénale ! !

M. Gorski veut rejeter sur Lénine le projet d'un quelconque M.F.D. (ancien membre de la sous-commission des grèves !). Vous n'y réussirez pas, messieurs.

M. Bourénine-Gamma a employé un autre mauvais argument pour la défense d'une mauvaise cause.

« Ils (les social-démocrates), écrit-il, doivent mener leur lutte de classe dans un certain cadre par respect non pas de la « légalité bourgeoise », mais de la conscience morale et juridique des larges masses populaires. »

Voilà un argument digne d'un philistin !

Nous menons notre lutte de classe dans un certain cadre, monsieur le liquidateur, pour des considérations d'*opportunité*, en ne tolérant pas ce qui peut (dans certaines conditions) désorganiser nos rangs, ou bien faciliter la pression exercée sur nous par l'adversaire à un moment où cela ne profiterait qu'à la partie adverse, etc. Parce qu'il ne comprend pas ces motifs réels, le liquidateur se fourre dans le marais opportuniste. Qu'est-ce que les larges masses populaires ? Ce sont les prolétaires non évolués et les petits bourgeois, pleins de préjugés conformistes, nationalistes, réactionnaires, cléricaux, etc., etc.

Comment pourrions-nous « *respecter* » la « conscience morale et juridique » de l'antisémitisme, par exemple, lequel, comme on ne l'ignore pas, s'est trouvé bien souvent être le trait dominant de la conscience des « larges masses populaires », ne serait-ce qu'à Vienne (une ville pourtant plus civilisée que de nombreuses villes russes) ?

La « conscience morale et juridique » des larges masses de *philistins* condamnera, mettons, un coup porté à un briseur de grève dans le feu de la bataille au cours d'une grève pour l'augmentation d'un salaire de famine. Nous ne *préconiserons* pas la violence dans des cas semblables, car cela

est *inopportun* du point de vue de *notre* lutte. Mais nous n'irons pas « respecter » cette conscience des philistins : nous combattrons sans relâche cette « conscience » par tous les moyens de la persuasion, de la propagande et de l'agitation.

L'appel de M. Bourénine-Gamma pour le « respect » de la conscience morale et juridique des larges masses populaires est l'appel d'un philistin pour le respect des préjugés philistins.

Une preuve de plus (venant s'ajouter à mille autres) du philistinisme de MM. les liquidateurs

La « Prolétarskaïa Pravda » n° 1, 7 décembre 1913

Conforme au texte du journal

LES CADETS ET LE « DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES »

L'été dernier, le journal *Retch*, le principal organe libéral de Russie, a publié un article de M. Mikh. Moguilianski sur le congrès des étudiants d'Ukraine à Lvov. Le journal *Rabotchaïa Pravda* a indiqué que M. Moguilianski avait, d'une façon tout à fait inadmissible (pour un démocrate ou un homme désireux de passer pour tel), couvert d'*injures* le séparatisme ukrainien, prôné entre autres par M. Dontsov *. Il fut noté immédiatement qu'il ne s'agissait pas du tout d'être d'accord ou non avec M. Dontsov, contre qui prennent position de nombreux marxistes ukrainiens. Il s'agissait du fait qu'il est *inadmissible* d'invectiver le « séparatisme », en le qualifiant de « délire » et d'aventurisme, que c'est un procédé chauvin, qu'un démocrate grand-russe, s'il critique tel ou tel plan de séparation, doit obligatoirement faire de l'agitation en faveur de la *liberté* de séparation, du *droit* à la séparation.

Comme le voit le lecteur, c'est une question de principe et de programme, qui touche aux devoirs de la démocratie en général.

Or, voici que maintenant, six mois plus tard, M. Mikh. Moguilianski se manifeste à nouveau dans la *Retch* (n°331) sur ce point, en répondant non pas à nous mais à M. Dontsov. Celui-ci avait violemment attaqué la *Retch* dans le journal *Chliakhi* de Lvov [173], tout en notant : « seule la presse so-

* Voir le présent tome, pp. 280-281. (*N.R.*)

cial-démocrate russe a stigmatisé comme il convenait la sortie chauvine de la *Retch* ».

Rétorquant à M. Dontsov, M. Moguilianski déclare *à trois reprises* que « la critique des recettes de M. Dontsov *n'a rien de commun avec la négation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* ».

Cette déclaration du collaborateur de la *Retch* libérale est d'une importance extrême, et nous invitons les lecteurs à lui accorder une attention particulière. Plus il est rare de voir MM. les libéraux consentir à abandonner les commérages courants, teintés d'opposition politique, pour l'établissement et l'analyse des vérités fondamentales et essentielles de la démocratie, et plus il faut inviter avec insistance à considérer de manière sérieuse la chose à chaque fois qu'elle se produit.

Notre parti constitutionnel-« démocrate » reconnaît-il le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou non ? Telle est l'intéressante question que M. Moguilianski a effleurée par mégarde.

A trois reprises, il fait une restriction, mais il ne donne pas de réponse directe à cette question ! Il sait bien qu'on ne peut trouver, ni dans le programme du parti cadet, ni dans la propagande et l'agitation politiques quotidiennes de ce parti, de réponse directe, précise et claire à cette question.

« Il convient de dire, écrit M. Moguilianski, que le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » n'est pas non plus une sorte de fétiche dont la critique ne serait pas permise : les conditions de vie malsaines d'une nation peuvent engendrer des tendances malsaines dans la libre disposition nationale, et les mettre en évidence ne veut pas encore dire qu'on nie le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. »

Voilà un échantillon de ces faux-fuyants libéraux dont vous pouvez trouver l'écho chez MM. Semkovski, dans les colonnes du journal liquidateur ! Oh oui, M. Moguilianski, *aucun* droit démocratique n'est un « fétiche », dans aucun d'entre eux il ne faut oublier, par exemple, le contenu *de classe*. Toutes les revendications démocratiques générales sont des revendications démocratiques *bourgeoises*, mais seuls les anarchistes et les opportunistes peuvent en tirer argument contre la défense la plus conséquente de ces revendications par le prolétariat.

Il va de soi que le *droit* à la libre disposition est une chose, et que l'*opportunité* de la libre disposition, de la séparation de telle ou telle nation dans tel ou tel cas, en est une autre. C'est l'a b c. Mais M. Moguilianski reconnaît-il, les libéraux de Russie reconnaissent-ils, le parti cadet reconnaît-il, le *devoir* du démocrate de persuader les masses, et surtout les masses grand-russes, de la grande importance de ce droit ? De son caractère vital ?

Non, non et non. Voilà ce qu'élude, voilà ce que cache M. Moguilianski. Voilà où se trouve une des racines du *nationalisme et du chauvinisme* des cadets, non seulement de Strouvé, d'Izgoïev et des autres cadets sincères, mais aussi des diplomates du parti cadet comme Milioukov et des philistins de ce parti comme... Mais les noms importent peu !

L'ouvrier conscient de Russie n'oubliera pas qu'il y a dans notre pays, outre les national-réactionnaires, des national-libéraux, et qu'apparaissent aussi des germes de national-démocratisme (rappelez-vous M. Péchékhonov, appelant, dans le n°8 du *Rousskoïé Bogatstvo* pour 1906, à la « prudence » vis-à-vis des préjugés nationalistes du moujik grand-russe).

Pour lutter contre le fléau du nationalisme sous toutes ses formes, la propagande du droit à la libre disposition revêt la plus grande importance.

La « Prolétarskaïa Pravda » n° 4, 11 décembre 1913. Signé : I.

Conforme au texte du journal

UNE BONNE RÉSOLUTION ET UN MAUVAIS DISCOURS

Nul doute que tous les ouvriers conscients de Russie ont accueilli avec intérêt et attention la résolution du Bureau international concernant les affaires russes. Le point essentiel de cette résolution, on le sait, consiste dans la décision d'organiser ou de mettre sur pied un « *échange général de vues* » entre « toutes les fractions du mouvement ouvrier » de Russie, tant celles qui reconnaissent le programme social-démocrate que celles dont le programme « se trouve en accord » (ou « en conformité » : *im Einklange*) avec lui.

Cette dernière définition est extrêmement large : elle inclut non seulement les partisans de Jagiello, mais aussi tout groupe qui voudra bien déclarer que son programme « est conforme » ou bien « se trouve en accord » avec le programme social-démocrate. Cependant, cette définition large n'est en rien nuisible, car pour un « *échange de vues* » il est bien entendu souhaitable de définir plus largement le cercle des participants, sans exclure ceux avec qui *désireraient* s'unir même certains groupes social-démocrates. Il ne faut pas oublier que deux plans étaient proposés à la réunion du Bureau socialiste international : 1) celui de Kautsky : « organiser un échange général de vues », et *rien de plus*. Un échange de vues devant un collège impartial, à savoir devant le Comité exécutif du B.S.I., *tirera au clair* la situation et la profondeur des divergences. 2) Le second plan était proposé par Rosa Luxembourg, mais elle

le retira à la suite des objections de Kautsky : ce plan prévoyait une « conférence d'unification » (*Einigungskonferenz*) « en vue de restaurer un parti unique ».

Il va de soi que ce dernier plan était moins bon, car il est d'abord nécessaire de rassembler des données précises, sans même parler du fait que Rosa Luxembourg tentait en l'occurrence uniquement de faire passer en sous-main la « restauration » du tristement célèbre « cercle de Tyszka ».

C'est le plan de Kautsky qui fut adopté, plan plus prudent et abordant plus systématiquement la question de l'unité par l'*intermédiaire* d'un « échange de vues » préalable et d'une étude des données précises. Il est donc tout à fait naturel que la résolution de Kautsky ait été adoptée à l'unanimité.

Mais il faut distinguer de la résolution de Kautsky, devenue celle du Bureau, le *discours* de Kautsky qui, sur un point, est allé jusqu'à dire des *choses monstrueuses*. Ce fait a déjà été brièvement signalé ici, mais à présent le compte rendu de ce discours dans *Vorwärts* (principal organe allemand) [174] nous oblige à nous arrêter plus en détail sur cette importante question.

Répliquant à Rosa Luxembourg, Kautsky a dit : « le parti ancien a disparu, bien que se soient conservés les noms anciens, lesquels toutefois avec le temps (*im Laufe der Jahre* : au cours des dernières années) ont acquis un contenu nouveau. On ne doit pas exclure purement et simplement les anciens camarades uniquement parce que leur parti (*ihre Partei*) ne porte pas son ancien nom ».

Lorsque Rosa Luxembourg eut objecté à cela que « l'expression de Kautsky, que le parti russe serait mort (*sei tot*), est irréfléchie », Kautsky s'est borné à « protester contre le fait qu'il aurait dit que la social-démocratie russe serait morte. Il avait seulement dit que les vieilles formes étaient brisées et qu'il était nécessaire de créer une forme nouvelle ».

Voilà la traduction des passages du compte rendu officiel qui concernent notre question.

Que Kautsky n'ait pas dit, et n'ait pas pu dire, que la *social-démocratie* était morte, c'est évident. Mais que le *parti* est disparu, cela il l'a dit et *il n'est pas revenu sur ses paroles* malgré l'objection qui lui était faite !

C'est incroyable, mais c'est un fait.

La confusion manifestée par Kautsky est incroyable. De l'exclusion de *quels* « anciens camarades » a-t-il parlé ? De messieurs Potressov et Cie ? A-t-il appelé « *leur* parti » l'absence de forme liquidatrice ?

Ou bien Kautsky faisait-il allusion à « l'aile gauche du P.S.P. », que la formule de Rosa Luxembourg excluait ? Mais alors le terme d'« anciens camarades » est incompréhensible, car *jamais*, depuis qu'existe le Parti social-démocrate, c'est-à-dire depuis 1898, les membres du P.S.P. *n'ont été, en général*, les camarades de parti des social-démocrates !

Pour nous, les deux interprétations sont identiques, car il serait vraiment ridicule d'exclure les liquidateurs (puisque c'est essentiellement eux qui sont en cause) de l'« échange de vues » sur la question de l'unité ; de même qu'il serait ridicule d'exclure l'aile gauche du P.S.P. (il est possible, abstraitement parlant, que les liquidateurs — on peut tout attendre d'eux ! — soient capables de présenter sous forme d'ultimatum leur défense de leur bloc scissionniste avec le Parti *non* social-démocrate P.S.P.). Il faut bien, en tout cas, apprendre exactement ce que veulent du Parti non seulement MM. les liquidateurs, mais aussi leurs alliés.

Un fait reste incontestable : Kautsky est allé jusqu'à dire au Bureau que le Parti russe aurait disparu.

Comment a-t-il pu en arriver à dire une chose aussi monstrueuse ? Pour le comprendre, les ouvriers russes doivent savoir *qui renseigne* la presse social-démocrate allemande sur les affaires russes. Quand les Allemands écrivent, ils éludent habituellement la question des différends. Quand ce sont des Russes qui écrivent dans les publications social-démocrates allemandes, nous observons soit une alliance de tous les groupuscules de l'étranger avec les liquidateurs pour injurier de la façon la plus indécente les « léninistes » (comme ce fut le cas dans *Vorwärts* au printemps 1912), soit les écrits d'un tyszkiste, d'un trotskiste ou d'un autre membre d'un cercle de l'étranger, qui obscurcit délibérément la question. *Des années durant*, pas un seul document, pas un seul recueil de résolutions, pas une seule analyse d'idées, pas une seule tentative pour rassembler des données de fait!

Plaignons les chefs allemands s'ils n'ont point honte (eux qui savent réunir et étudier les données quand ils s'occupent de théorie) d'écouter et de répéter les fables de leurs informateurs liquidateurs.

Dans la vie, c'est la *résolution* du Bureau qui sera appliquée, tandis que le discours de Kautsky restera une triste curiosité.

La « Prolétarskaïa Pravda » n° 6, 13 décembre 1913

Conforme au texte du journal

LA COMPOSITION NATIONALE DES ÉLÈVES DANS LES ÉCOLES RUSSES

Pour se faire une idée plus précise du plan d'« autonomie nationale culturelle », qui se ramène à diviser l'enseignement par nationalités, il est utile de prendre des données concrètes sur la composition nationale des élèves dans les écoles russes. Pour l'arrondissement scolaire de Pétersbourg, ces données ont été recueillies par le recensement des écoles effectué le 18 janvier 1911.

Voici les chiffres relatifs à la répartition des élèves dans les écoles primaires dépendant du ministère de l'Instruction publique d'après leur *langue maternelle*. Ces chiffres concernent tout l'arrondissement scolaire de St-Pétersbourg, et nous indiquons *entre parenthèses ceux qui concernent* St-Pétersbourg. Sous le nom de « langue russe », les fonctionnaires confondent toujours le grand-russe, le blanc-russe et l'ukrainien (« petit-russe » selon l'appellation officielle). Le total des élèves est de 265 660 (48 076).

Russe : 232 618 (44 223) ; polonais : 1 737 (780) ; tchèque : 3 (2) ; lituanien : 84 (35) ; letton : 1 371 (113) ; jmoude : 1 (0) ; français : 14 (13) ; italien : 4 (4) ; roumain : 2 (2); allemand : 2 408 (845) ; suédois : 228 (217) ; norvégien : 31 (0) ; danois : 1 (1) ; hollandais : 1 (0) ; anglais : 8 (7) ; arménien : 3 (3) ; tzigane : 4 (0) ; yiddish : 1 196 (396) ; géorgien : 2 (1) ; ossète : 1 (0) ; finnois : 10 750 (874) ; carélien : 3 998 (2) ; tchoude : 247 (0) ; estonien : 4 723 (536) ; lopare : 9 (0) ; zyriane : 6 008 (0) ; samoïède : 5 (0) ;

tatare : 63 (13) ; persan : 1 (1) ; chinois : 1 (1) ; langues non précisées : 138 (7).

Tels sont ces chiffres d'une relative précision. Ils montrent l'incroyable bigarrure nationale de la population, bien qu'ils concernent l'une des régions les plus grand-russes de la Russie. On voit immédiatement le maximum de bigarrure nationale dans une grande ville, St-Pétersbourg. Ce n'est pas là un phénomène fortuit, mais une *loi* du capitalisme dans tous les pays et d'un bout du monde à l'autre. Les grandes villes, les agglomérations usinières, minières, ferroviaires, d'une façon générale centres commerciaux et industriels sont caractérisées par un maximum de bigarrure nationale de la population. Or, ce sont justement les agglomérations de cette sorte qui grandissent le plus vite, enlevant une part sans cesse plus élevée d'habitants aux campagnes retirées.

Essayez maintenant d'appliquer à ces données de la réalité vivante cette morte utopie des petits bourgeois nationalistes qui s'appelle « autonomie nationale culturelle » ou (dans la traduction des bundistes) « soustraction à la compétence de l'Etat » des questions de la culture nationale, c'est-à-dire en premier lieu des questions scolaires.

L'enseignement « est soustrait à la compétence de l'Etat » et remis entre les mains de 23 (pour Pétersbourg) « unions nationales » qui développent chacune « leur » « culture nationale » !

Il est même ridicule de gaspiller des mots pour démontrer ce qu'a d'absurde et de réactionnaire un tel « programme national ».

Il est clair comme le jour que se livrer à la propagande d'un pareil projet équivaut *dans les faits* à mettre en œuvre ou à soutenir les idées du nationalisme bourgeois, du chauvinisme et du cléricalisme. Les intérêts de la démocratie en général, et ceux de la classe ouvrière en particulier, réclament exactement le contraire : il faut rechercher la *fusion* des enfants de *toutes* les nationalités au sein d'écoles *uniques* dans une localité donnée ; il faut que les ouvriers de toutes les nationalités appliquent *en commun* dans le domaine scolaire la politique prolétarienne qu'a si bien exprimée Samoïlov, député des ouvriers de Vladimir, parlant au nom de la fraction social-démocrate ouvrière de Russie

à la Douma d'Etat [175]. Nous devons nous opposer avec la plus grande énergie à quelque division que ce soit de l'enseignement par nationalités.

Ce n'est pas à cloisonner d'une façon ou d'une autre les nations dans le domaine scolaire que nous devons nous attacher, mais, bien au contraire, à créer les conditions démocratiques fondamentales de la cohabitation pacifique des nations sur la base de l'égalité en droits. Nous ne devons pas hisser sur le pavois la « culture nationale », mais dénoncer le caractère clérical et bourgeois de ce mot d'ordre au nom de la culture internationale du mouvement ouvrier mondial.

Mais est-il possible, nous demandera-t-on, d'assurer sur la base de l'égalité en droits les intérêts d'*un* enfant géorgien parmi les 48 076 écoliers de Pétersbourg ? A cela nous répondrons : créer une école géorgienne spéciale à Pétersbourg, sur la base de la « culture nationale » géorgienne, est impossible, et prôner un tel projet c'est introduire des idées *nuisibles* dans la masse populaire.

Mais nous ne soutiendrons rien de nuisible et ne rechercherons rien d'impossible si nous réclamons pour cet enfant un local gratuit de l'Etat pour des cours de langue géorgienne, d'histoire de la Géorgie, etc., la traduction pour lui de livres géorgiens de la bibliothèque centrale, le paiement par le Trésor d'une partie des dépenses afférentes à la rémunération d'un maître géorgien, etc. Dans le cadre d'une démocratie réelle, si la bureaucratie et le « pérédonovisme » [176] sont complètement éliminés des écoles, la population peut parfaitement l'obtenir. Mais il est *impossible* d'obtenir cette démocratie réelle autrement qu'en opérant la fusion des ouvriers de *toutes* les nationalités.

Préconiser des écoles nationales spéciales pour chaque « culture nationale » est une chose réactionnaire. Mais, à condition qu'existe une démocratie réelle, il est parfaitement possible d'assurer les intérêts de l'enseignement dans la langue maternelle, de l'histoire du pays de l'enfant, etc., *sans* que les écoles soient divisées par nationalités. D'autre part, une auto-administration locale intégrale, c'est l'impossibilité d'imposer quoi que ce soit par la contrainte, par exemple, aux 713 enfants caréliens du district de Kem (où les enfants russes ne sont que 514), ou aux

681 enfants zyrianes du district de la Pétchora (153 Russes), ou aux 267 Lettons du district de Novgorod (plus de 7 000 Russes), etc., etc.

La propagande de l'irréalisable autonomie culturelle nationale est une absurdité, qui ne fait dès à présent que diviser idéologiquement les ouvriers. La propagande de la fusion des ouvriers de toutes les nationalités facilite le succès de la solidarité de classe prolétarienne, capable de garantir l'égalité en droits et la cohabitation la plus pacifique de toutes les nationalités.

La « Prolétarskaïa Pravda » n° 7, 14 décembre 1913

Conforme au texte du journal

LES GRÈVES EN RUSSIE[177]

La statistique des grèves a été mise au point correctement dans la plupart des Etats d'Europe occidentale à une époque relativement récente, datant de 10 ou 20 ans. En Russie, ces données n'existent que depuis 1895. Le défaut principal de notre statistique officielle, outre la minimisation des renseignements relatifs au nombre des grévistes, est le fait qu'elle porte uniquement sur les ouvriers des établissements relevant de l'inspection des fabriques. Les cheminots, les mineurs, les traminots, les ouvriers des entreprises sous accise, etc., les ouvriers du bâtiment et les ouvriers agricoles ne figurent pas dans la statistique.

Voici les données générales depuis le début de la statistique des grèves en Russie :

Années	Nombre des grèves		Nombre des grévistes	
	Total	en % des établissements	Total	en % des ouvriers
1895	68	0,4	31 195	2,0
1896	118	0,6	29 527	1,9
1897	145	0,7	59 870	4,0
1898	215	1,1	43 150	2,9
1899	189	1,0	57 498	3,8
1900	125	0,7	29 389	1,7
1901	164	1,0	32 218	1,9
1902	123	0,7	36 671	2,2
1903	550	3,2	86 832	5,1
1904	68	0,4	24 904	1,5
1905	13 995	93,2	2 863 173	163,8
1906	6 114	42,2	1 108 406	65,8
1907	3 573	23,8	740 074	41,9
1908	892	5,9	176 101	9,7
1909	340	2,3	64 166	3,5
1910	222	1,4	46 623	2,4
1911	466	2,8	105 110	5,1
1912	1 918	?	683 361	?

A quel point les chiffres sont minimisés, on le voit par exemple par le fait que M. Prokopovitch, écrivain très prudent, cite pour 1912 un chiffre différent : *683 000* grévistes, mais, « suivant un autre calcul, 1 248 000 dans les fabriques et les usines et, en plus, 215 000 dans les entreprises ne relevant pas de l'inspection des fabriques », soit au total *1 463 000*, près d'un million et demi.

Le nombre des grèves économiques (depuis 1905) s'établit comme suit :

Années	Nombre de grèves	Nombre d'ouvriers	Années	Nombre de grèves	Nombre d'ouvriers
1905	4 388	1 051 209	1909	290	55 803
1906	2 545	457 721	1910	214	42 846
1907	973	200 004	1911	442	96 730
1908	428	83 407	1912	702	172 052

Ainsi, l'histoire des grèves en Russie se divise manifestement en 4 périodes (sans parler des années 1880, lorsque éclatèrent les célèbres grèves chez Morozov, marquées par le publiciste réactionnaire Katkov lui-même comme étant celles de l'apparition de la « question ouvrière » en Russie [178]) :

	Moyenne annuelle des grévistes
1re période (1895-1904), prérévolutionnaire . .	43 000
2e période (1905-1907), révolutionnaire . . .	1 570 000
3e période (1908-1910), contre-révolutionnaire	96 000
4e période (1911-1912), actuelle, début d'une reprise	394 000

Au total, pour les 18 années, le nombre moyen des grévistes par an s'établit dans notre pays à 345 400. En Allemagne, la moyenne sur 14 années (1899-1912) est de 229 500, en Angleterre, la moyenne sur 20 années (1893-1912) de 344 200. Pour montrer concrètement le lien des grèves en Russie avec l'histoire politique, nous donnons les chiffres pour 1905-1907 *par trimestres* :

Années / Trimestres	1905 I	1905 II	1905 III	1905 IV	1906 I	1906 II	1906 III	1906 IV	1907 I	1907 II	1907 III	1907 IV
Nombre de grévistes (milliers) par trimestre	Début de la révolution			Révolution		Ire Douma				IIe Douma		
Total . . .	810	481	294	1 277	269	479	296	63	146	323	77	193
Econom. . .	411	190	143	275	73	222	125	37	52	52	66	30
Polit. . . .	399	291	151	1 002	196	257	171	26	94	271	11	163

La participation aux grèves des ouvriers des différentes régions de la Russie ressort des chiffres suivants :

Nombre des grévistes (en milliers)

Centres industriels	Nombre des ouvriers de fabriques et d'usine en 1905 (milliers)	Total pour 10 ans (1895-1904)	Pour la seule année 1905
St-Pétersbourg . . .	299	137	1 033
Moscou	567	123	540
Varsovie	252	69	887
3 centres du Sud . .	543	102	403
Total	1 661	431	2 863

Ce qui montre le retard relatif de Moscou, et encore plus du Sud, à côté de la primauté marquante de Pétersbourg et de sa région (y compris Riga), ainsi que de la Pologne.

Par principaux secteurs d'industrie, la répartition des grévistes est la suivante :

Nombre des grévistes (en milliers)

Groupes professionnels:	Nombre total des ouvriers en 1904 (milliers)	Total pour 10 ans (1895-1904)	Pour la seule année 1905
Métallurgie	252	117	811
Textile	708	237	1 296
Imprimerie, bois, cuir et ind. chimique	277	38	471
Ind. céram. et prod. des denrées aliment.	454	39	285
Total . . .	1 691	431	2 863

Ce qui montre le rôle d'avant-garde des métallurgistes et le retard des travailleurs du textile, et encore plus des autres ouvriers.

Par motifs, les grèves se classent ainsi (pour les 14 années 1895-1908) : grèves politiques, 59,9% des grévistes ; grèves pour les salaires, 24,3% ; pour la journée de travail, 10,9% ; pour les conditions de travail, 4,8%.

Pour le succès des grèves, nous obtenons la répartition suivante (si l'on partage par moitiés égales entre vainqueurs et vaincus les grévistes ayant terminé leur grève sur un compromis) :

Nombre des grévistes (en milliers) dans les grèves économ.

	Total pour 10 ans (1895-1904)	%	1905	%	1906	%	1907	%	1911	%	1912	%
Vainqueurs	159	37,5	705	48,9	233	50,9	59	29,5	49	51	55	42
Vaincus	265	62,5	734	51,1	225	49,1	141	70,5	47	49	77	58
Total.	424	100,0	1 439	100,0	458	100,0	200	100,0	96	100	132	100

Les chiffres pour 1911-1912 sont incomplets et ne sont pas entièrement comparables aux précédents.

En conclusion, citons brièvement les données sur la répartition des grèves par établissements de diverse importance et par point d'implantation des établissements :

Sur cent ouvriers de chaque catégorie, ont fait grève

Catégories d'établissements	1895-1904 total des 10 ans	Pour la seule année 1905
Jusqu'à 20 ouvriers . . .	2,7	47,0
De 21 à 50 » . . .	7,5	89,4
» 51 » 100 » . . .	9,4	108,9
» 101 » 500 » . . .	21,5	160,2
» 501 » 1 000 » . . .	49,9	163,8
Plus de 1 000 » . . .	89,7	231,9

Pourcentage des grèves ayant eu lieu

	dans les villes	hors des villes
1895-1904	75,1	24,9
1905	85,0	15,0

La prédominance des grands établissements dans le mouvement gréviste et le retard relatif des fabriques situées dans les campagnes ressortent clairement de ces chiffres.

Rédigé en 1913.
Publié le 14 (27) décembre 1913 dans l'almanach « Le compagnon de l'ouvrier pour 1914 », Editions « Priboï », St-Pétersbourg.
Signé : V. I.

Conforme au texte de l'almanach

LE PROGRAMME NATIONAL DU P.O.S.D.R.

La conférence du Comité central a adopté la résolution sur la question nationale publiée dans l'« Avis » * et a mis la question du programme national à l'ordre du jour du congrès.

Pourquoi et de quelle façon la question nationale en est actuellement venue à occuper une place éminente — à la fois dans toute la politique de la contre-révolution, dans la conscience de classe de la bourgeoisie, et dans le parti social-démocrate prolétarien de Russie — c'est ce que la résolution elle-même indique dans le détail. Il n'est sans doute pas besoin de s'y arrêter, car la situation est parfaitement claire. Dans la littérature théorique marxiste, cette situation et les fondements du programme national des social-démocrates ont déjà été mis en lumière dans la dernière période (il faut citer ici au premier chef l'article de Staline [179]). C'est pourquoi nous jugeons opportun de nous limiter dans le présent article à poser la question sur le strict plan du Parti, et à élucider les points dont la presse légale étouffée sous l'oppression stolypinienne-maklakovienne ne peut parler.

La social-démocratie se constitue en Russie en s'appuyant entièrement sur l'expérience des pays plus vieux, c'est-à-dire de l'Europe, et sur l'expression théorique de cette expérience : le marxisme. La particularité de notre pays, et la particularité du moment historique de création

* Voir le présent tome, pp. 460-462. (*N.R.*)

de la social-démocratie dans ce pays, consiste en ce que, premièrement, ici — à la différence de l'Europe — la social-démocratie a commencé à se constituer *avant* la révolution bourgeoise et continue à se constituer *pendant* celle-ci. Deuxièmement, dans notre pays la lutte inévitable pour dégager la démocratie prolétarienne de la démocratie bourgeoise en général et petite-bourgeoise — lutte identique au fond à celle que tous les pays ont connu —, se déroule dans les conditions d'une victoire théorique complète du marxisme, en Occident et dans notre pays. C'est pourquoi la forme de cette lutte n'est pas tant une lutte pour le marxisme qu'une lutte pour ou contre les théories petites-bourgeoises qui se couvrent de phrases « presque marxistes ».

Ainsi vont les choses, depuis l'« économisme » (1895-1901) et le « marxisme légal » (1895-1901, 1902). Seuls ceux qui craignent la vérité historique peuvent oublier le lien très étroit, le lien direct et la parenté de ces courants avec le menchevisme (1903-1907) et le courant liquidateur (1908-1913).

Dans la question nationale, la vieille *Iskra*, qui prépara durant les années 1901-1903 le programme du P.O.S.D.R., en même temps qu'elle fondait le marxisme, pour la première fois et de manière fondamentale, dans la théorie et la pratique du mouvement ouvrier de Russie, luttait, comme dans les autres questions, contre l'opportunisme petit-bourgeois. Celui-ci s'exprimait au premier chef dans les engouements ou flottements nationalistes du Bund. Contre le nationalisme du Bund l'ancienne *Iskra* a mené une lutte opiniâtre, et oublier cette lutte c'est, encore une fois, devenir un Jean-Sans-Mémoire, c'est se couper de la base historique et idéologique de tout le mouvement ouvrier social-démocrate de Russie.

D'autre part, lors de la ratification définitive du programme du P.O.S.D.R. en août 1903, au IIe Congrès, une lutte (non consignée dans les procès-verbaux du congrès, car l'affaire se passait à la *commission du programme*, que fréquentait presque tout le congrès) s'est engagée contre la tentative maladroite de quelques social-démocrates polonais pour mettre en doute le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », c'est-à-dire pour glisser dans l'opportunisme et le nationalisme d'un tout autre côté.

Maintenant encore, dix ans plus tard, la lutte se déroule suivant les mêmes deux *lignes* fondamentales, ce qui démontre également à son tour le lien profond de cette lutte avec toutes les conditions objectives de la question nationale en Russie.

En Autriche, le programme d'« autonomie nationale culturelle » (défendu par Kristan, Ellenbogen, etc., et exprimé dans le projet des Slaves du Sud) a été *rejeté* au congrès de Brünn (1899). L'autonomie nationale *territoriale* a été admise, et seule la propagande social-démocrate de l'union obligatoire de toutes les régions nationales constitue un *compromis* avec l'idée de l'« autonomie nationale culturelle ». Les principaux théoriciens de cette malheureuse idée ont tout spécialement souligné que celle-ci *ne peut pas s'appliquer* aux Juifs.

En Russie, *comme toujours*, il s'est trouvé des gens pour se fixer comme objectif de développer une petite erreur opportuniste en système de politique opportuniste. De même que Bernstein en Allemagne a engendré en Russie les cadets de droite, les Strouvé, Boulgakov, Tougan et Cie, de même l'« oubli de l'internationalisme » par Otto Bauer (selon le jugement de l'archiprudent Kautsky !) a *engendré* en Russie l'adoption *intégrale* de l'« autonomie nationale culturelle » par *tous* les partis bourgeois juifs et par toute une série de courants petits-bourgeois (le Bund et la *conférence* des partis nationaux socialistes-révolutionnaires en 1907). La Russie arriérée donne en quelque sorte l'exemple de la façon dont les microbes de l'opportunisme ouest-européen produisent sur notre sol barbare de véritables *épidémies*.

On aime à remarquer chez nous que Bernstein est « toléré » en Europe, mais on oublie d'ajouter que nulle part au monde, hormis notre « sainte » mère la Russie, le bernsteinisme n'a engendré le strouvisme[180], et le « bauerisme » n'a conduit à faire justifier par des social-démocrates le nationalisme raffiné de la bourgeoisie juive.

« L'autonomie nationale culturelle » représente précisément le nationalisme le plus raffiné, et pour cette raison le plus pernicieux ; c'est la corruption des ouvriers avec le mot d'ordre de culture nationale et la propagande de la division de l'enseignement par nationalités, profondément

nuisible et même antidémocratique. Bref, ce programme est en contradiction absolue avec l'internationalisme du prolétariat ; il ne répond qu'aux idéaux des petits bourgeois nationalistes.

Mais il existe *un cas* où les marxistes doivent, s'ils ne veulent pas trahir la démocratie et le prolétariat, défendre une revendication spéciale dans la question nationale, à savoir : le *droit* des nations à la libre disposition (§ 9 du programme du P.O.S.D.R.), c'est-à-dire à la séparation politique. La résolution de la conférence explique et justifie cette revendication avec tant de détails qu'il ne reste place pour aucun malentendu.

C'est pourquoi nous nous arrêterons seulement pour caractériser brièvement les objections, d'une ignorance et d'un opportunisme incroyables, qui sont faites contre ce point du programme. Notons à ce propos que *depuis 10 ans* qu'existe le programme, *aucune partie* du P.O.S.D.R., aucune organisation nationale, aucune conférence régionale, aucun comité local, aucun délégué à un congrès ou à une conférence n'a tenté de soulever la question de la modification ou de la suppression du § 9 !

Cela, il ne faut absolument pas l'oublier. Cela nous montre d'emblée s'il y a une once de sérieux et d'esprit de parti dans les objections contre ce point.

Voici donc M. Semkovski, du journal des liquidateurs. Avec la légèreté d'un homme qui a liquidé le Parti, il déclare : « pour certaines considérations, nous ne partageons pas la proposition de Rosa Luxembourg pour l'exclusion totale du § 9 du programme » (n°71 de la *N. R. Gaz.*).

Des considérations secrètes ! Mais comment ne ferait-on pas « cachotteries » quand on ignore à tel point l'histoire de notre programme ? Comment ne pas faire de « cachotteries », quand le même M. Semkovski, incomparable pour sa légèreté (le parti, le programme et alors ?), fait une exception pour la Finlande ?

« Comment faire... si le prolétariat polonais voulait, dans le cadre d'un même Etat, mener la lutte commune avec tout le prolétariat de Russie, tandis que les classes réactionnaires de la société polonaise voulaient au contraire séparer la Pologne de la Russie, et si elles réunissaient dans un référendum la majorité des voix en faveur de ce projet : devrions-nous, nous social-démocrates russes, voter

au parlement central avec nos camarades polonais *contre* la séparation ou bien, pour ne pas violer le « droit à la libre disposition », *pour* la séparation ? »

Comment faire, effectivement, quand on pose des questions témoignant d'une telle naïveté, d'une aussi irrémédiable confusion ?

Le *droit* à la libre disposition signifie précisément, monsieur le liquidateur, que la question est résolue non par le parlement central, mais par le parlement, la diète ou le référendum de la *minorité qui se sépare*. Lorsque la Norvège s'est séparée (en 1905) de la Suède, c'est la Norvège *seule* (deux fois plus petite que la Suède) qui en a décidé ainsi.

Même un enfant peut voir que M. Semkovski embrouille tout d'une façon incroyable.

Le « droit à la libre disposition » implique un régime démocratique *tel* que non seulement, en général, il y ait la démocratie, mais encore, en particulier, qu'il *ne puisse y avoir* de solution *non démocratique* du problème de la séparation. La démocratie, généralement parlant, est compatible avec un nationalisme combatif et oppresseur. Le prolétariat exige une démocratie *excluant* le maintien par la contrainte d'une nation dans le cadre de l'Etat. C'est pourquoi, « pour ne pas violer le droit à la libre disposition », nous devons *non* « voter pour la séparation », comme le suppose l'intelligent M. Semkovski, mais voter pour qu'il soit permis à la région qui se sépare de résoudre *elle-même* cette question.

Il semblerait que, même avec les capacités intellectuelles de M. Semkovski, il ne soit pas difficile de deviner que le « *droit* au divorce » n'appelle pas un *vote* pour le divorce ! Mais tel est le destin des critiques du § 9 qu'ils oublient les rudiments de la logique.

Lorsque la Norvège s'est séparée de la Suède, le prolétariat suédois *devait*, s'il ne voulait pas suivre la petite bourgeoisie nationaliste, *voter* et faire de l'agitation contre le rattachement par la contrainte de la Norvège, ce que cherchaient les prêtres et les hobereaux de Suède. Voilà qui est clair et point trop difficile à comprendre. La démocratie nationaliste suédoise pouvait ne pas mener cette agitation que le principe du *droit* à la libre disposition exige du prolétariat des nations *souveraines* pratiquant l'*oppression*.

« Comment faire, si les réactionnaires sont en majorité ? » demande M. Semkovski. Question digne d'un écolier de dix ans. Et comment faire avec la constitution *russe* si un scrutin démocratique donne la majorité aux réactionnaires ? M. Semkovski pose une question vaine, creuse et sans utilité pratique, une de ces questions dont on dit que sept imbéciles peuvent en poser davantage que soixante-dix personnes sensées ne peuvent y répondre.

Lorsque les réactionnaires remportent la majorité dans un vote démocratique, en général il se passe et il peut se passer de deux choses l'une : ou bien la décision des réactionnaires est mise en application, et ses conséquences néfastes repoussent plus ou moins vite les masses du côté de la démocratie, contre les réactionnaires ; ou bien le conflit entre la démocratie et les réactionnaires se règle par une guerre civile ou autre, laquelle est possible (les Semkovski eux-mêmes en ont sans doute entendu parler) même en régime démocratique.

La reconnaissance du droit à la libre disposition « joue le jeu » du nationalisme bourgeois le plus avéré », assure M. Semkovski. C'est là une baliverne puérile, car la reconnaissance de ce *droit* n'exclut aucunement ni la propagande et l'agitation *contre* la séparation, ni la dénonciation du nationalisme bourgeois. Par contre, il est absolument incontestable que la négation du *droit* à la séparation « joue le jeu » du nationalisme *grand-russe réactionnaire le plus avéré* !

Tel est bien le nœud de l'erreur risible de Rosa Luxembourg qui lui valut, il y a déjà longtemps, d'être tournée en dérision, dans la social-démocratie allemande et russe (août 1903) : par peur de jouer le jeu du nationalisme bourgeois des nations opprimées, on joue le jeu du nationalisme non seulement bourgeois, mais cent-noir, de la nation qui *opprime*.

Si M. Semkovski n'était pas d'une pureté aussi virginale en ce qui concerne l'histoire du Parti et le programme du Parti, il aurait compris que son devoir était de réfuter Plékhanov, lequel *il y a 11 ans*, dans la *Zaria* [181], défendant le projet de programme du P.O.S.D.R. (devenu son programme en 1903) détachait *spécialement* (p. 38) la reconnaissance du droit à la libre disposition et écrivait à ce sujet :

« Cette revendication, qui n'est pas obligatoire pour les démocrates bourgeois, même en théorie, est obligatoire pour nous, en tant que social-démocrates. Si nous l'oublions ou si nous n'osions pas la formuler, dans la crainte de blesser les préjugés nationaux de nos compatriotes grand-russes, le cri de ralliement de la social-démocratie internationale : « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » deviendrait dans notre bouche un mensonge éhonté. »

Plékhanov met déjà en avant dans la *Zaria* l'argument principal, développé en détail dans la résolution de la conférence, argument sur lequel 11 ans durant, MM. Semkovski n'ont pu se décider à porter leur attention. Il y a en Russie 43% de Grands-Russes, mais le nationalisme grand-russe domine 57% de la population et écrase toutes les nations. Chez nous se sont déjà associés aux national-réactionnaires les national-libéraux (Strouvé et Cie, les progressistes, etc.), et sont apparues les « premières hirondelles » du *national*-démocratisme (rappelez-vous l'appel de M. Péchékhonov, en août 1906, à ménager les préjugés nationalistes du moujik [182]).

En Russie, la révolution démocratique bourgeoise n'est considérée comme achevée que par les liquidateurs ; or, partout dans le monde, une *telle* révolution fut et est accompagnée de mouvements nationaux. En Russie, nous voyons justement sur de nombreux confins des nations opprimées qui jouissent d'une liberté plus grande dans les Etats voisins. Le tsarisme est plus réactionnaire que les Etats voisins ; il constitue *le plus* grand obstacle au libre développement économique et attise de toutes ses forces le nationalisme grand-russe. Certes, pour un marxiste, *toutes les autres conditions étant égales*, les grands Etats sont toujours préférables aux petits. Mais il est ridicule et réactionnaire d'admettre seulement l'idée d'une égalité des conditions sous la monarchie tsariste et des conditions de tous les Etats européens et de la plupart des Etats asiatiques.

C'est pourquoi la négation du droit des nations à la libre disposition dans la Russie d'aujourd'hui est un opportunisme flagrant, et un refus de lutter contre le nationalisme grand-russe réactionnaire encore tout-puissant.

Le « Social-Démocrate » n° 32, 15 (28) décembre 1913

Conforme au texte du journal

UNE ERREUR INADMISSIBLE DE KAUTSKY

Dans le n° 6 de la *Prolétarskaïa Pravda*, nous avons signalé le discours prononcé par le camarade Kautsky * lors de la discussion des affaires russes au Bureau socialiste international, discours qui étonne tout lecteur russe par son ignorance complète et affligeante des affaires russes.

Kautsky avait dit dans son discours que « l'ancien parti était mort » en Russie. En réponse aux objections qui s'étaient élevées, Kautsky déclara dans un second discours : « je n'ai pas dit que la social-démocratie russe était morte, j'affirme seulement que les formes anciennes sont détruites et qu'il faut en créer de nouvelles ». C'est ainsi que l'affaire est exposée par *Vorwärts* (En Avant), l'organe central du parti allemand dont Kautsky était le délégué. Ce journal est publié dans la ville où habite Kautsky et, bien entendu, si Kautsky avait trouvé que ses discours y étaient reproduits inexactement, il serait empressé d'apporter ses rectifications au compte rendu, comme il l'a fait plus d'une fois et sur des questions beaucoup moins importantes que celle « de l'existence » d'un parti entier, de surcroît représenté à l'Internationale.

Mais voici que le n° 101 de la *Novaïa Likvidatorskaïa Gazéta* a fait paraître *son* compte rendu de la séance du Bureau international. Le second discours de Kautsky y est présenté comme si Kautsky avait carrément *nié* avoir déclaré que « le parti était mort ».

* Voir le présent tome, pp. 565-568. (*N.R.*)

Nous serions les premiers à nous réjouir si Kautsky avait effectivement repris la parole pour se dédire de son opinion antérieure fondée sur une ignorance très regrettable de la vie du parti russe. Mais, hélas ! nous n'avons aucune raison de nous fier davantage au compte rendu de la *Novaïa Likvidatorskaïa Gazéta* qu'à celui de l'organe central du parti allemand.

Le journal liquidateur tente de camoufler l'affaire. Mais celle-ci est claire. En parlant de la « mort » de l'ancien parti, Kautsky n'a pas seulement montré qu'il ne connaissait pas les faits du mouvement ouvrier russe ; il a révélé quelle sorte d'influence les chuchoteurs liquidateurs de l'étranger ont sur nos camarades étrangers.

Ayant prononcé sa phrase monstrueuse et ayant rencontré des objections, Kautsky a tenté de se corriger : selon l'organe central de la social-démocratie allemand, il apparaît qu'il s'est mal corrigé ; selon l'article liquidateur, il se serait corrigé mieux, mais pas de beaucoup : car qu'est-ce que la « forme » de la social-démocratie, sinon le parti ?

Mais le fond du problème, ce n'est pas comment Kautsky s'est *corrigé*, c'est l'erreur inadmissible qu'il a *commise*, du fait des efforts des liquidateurs à l'étranger. Bien sûr, les ouvriers conscients de Russie pourraient facilement dénoncer les chuchoteurs de l'étranger. Il suffit de le vouloir. Et il faut enfin qu'ils le veuillent ! Il faut qu'ils organisent l'information des camarades étrangers sur leur mouvement, de manière à l'arracher aux mains des groupuscules irresponsables de l'étranger. Il faut qu'ils *paralysent* les efforts des chuchoteurs pour utiliser à leurs fins liquidatrices l'ignorance (naturelle) des partis étrangers. C'est pour cela que nous avons appelé les camarades ouvriers à répondre avec le maximum d'énergie à l'invitation du Bureau international demandant que soient tirées au clair les divergences entre marxistes et liquidateurs. Que les camarades étrangers entendent enfin non pas les chuchoteurs liquidateurs, mais la voix des ouvriers eux-mêmes. Cela est important, cela est indispensable, si nous chérissons l'idée de l'unité internationale.

Cette invitation à élucider effectivement les divergences, à mettre au courant les camarades étrangers par l'inter-

médiaire de résolutions, de décisions et de votes des ouvriers eux-mêmes, nous l'opposons aux tentatives liquidatrices pour estomper et falsifier les faits qui ont eu lieu à la séance du Bureau.

La « Prolétarskaïa Pravda » n° 8, 15 décembre 1913

Conforme au texte du journal

TOUJOURS À PROPOS DE LA DIVISION DES ÉCOLES PAR NATIONALITÉS

Les marxistes mènent une lutte énergique contre le nationalisme sous toutes ses formes, depuis le nationalisme brutal et réactionnaire de nos milieux dirigeants et des partis octobristes de la droite, jusqu'au nationalisme plus ou moins raffiné et voilé des partis bourgeois et petits-bourgeois.

Le nationalisme réactionnaire, ou cent-noir, s'efforce d'assurer des privilèges à une nation, en condamnant toutes les autres à un assujettissement marqué par l'inégalité des droits, et même par une totale absence de droits. Aucun marxiste, ni même aucun démocrate, ne peut considérer pareil nationalisme autrement qu'avec une hostilité complète.

Le nationalisme bourgeois et démocratique bourgeois, qui reconnaît en paroles l'égalité en droits des nations, défend dans les faits (souvent en cachette, dans le dos du peuple) certains privilèges d'une des nations, et cherche toujours à obtenir de plus grands avantages pour « sa » nation (c'est-à dire pour la bourgeoisie de sa nation), il cherche à diviser et à isoler les nations, à développer l'exclusivisme national, etc. En parlant surtout de « culture nationale », en soulignant ce qui distingue une nation d'une autre, le nationalisme bourgeois *divise les ouvriers* des différentes nations et les mystifie au moyen de « mots d'ordre nationaux ».

Les ouvriers conscients combattent *toute* oppression nationale et *tous* privilèges nationaux, mais ils ne s'en tien-

nent pas là. Ils combattent tout nationalisme, même le plus raffiné, en réaffirmant non seulement l'unité, mais aussi la *fusion* des ouvriers de *toutes* les nationalités dans la lutte contre la réaction et le nationalisme bourgeois de toute sorte. Notre affaire n'est pas de différencier les nations, mais d'unir les ouvriers de toutes les nations. Ce n'est pas la « culture nationale » qui est inscrite sur notre drapeau, mais la culture *internationale*, qui fond toutes les nations en une unité socialiste supérieure et que prépare dès à présent l'unification internationale du capital.

L'influence du nationalisme petit-bourgeois a contaminé jusqu'à certains « socialistes-eux-aussi », qui défendent la prétendue « autonomie en matière de culture et d'éducation », c'est-à-dire, le transfert de l'enseignement (et en général de toutes questions concernant la culture nationale) des mains de l'État à celles des différentes nations. On comprend que les marxistes luttent contre cette propagande de *différenciation des nations*, contre ce nationalisme raffiné, contre la *division des écoles par nationalités*. Lorsque nos bundistes, et après eux, les liquidateurs, ont voulu, *en dépit* du programme, défendre l'« autonomie nationale culturelle », ils ont été condamnés non seulement par les bolcheviks, mais aussi par les mencheviks pro-parti (Plékhanov).

A présent, M. An tente dans la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* (n° 103) de défendre cette mauvaise cause en détournant la question et en nous abreuvant d'injures. Pour les injures, nous les écartons tranquillement : elles ne sont que le signe de l'impuissance des liquidateurs.

« Les écoles dans la langue maternelle, assure M. An, représentent précisément une division de l'enseignement par nationalités ; les pravdistes veulent ôter aux allogènes leurs écoles nationales ! »

Ce procédé de M. An n'appelle que le rire, car chacun sait que les pravdistes sont partisans de l'égalité la plus absolue des langues, et même de l'inutilité d'une langue officielle ! Dans sa rage impuissante, M. An a commencé à perdre la tête : c'est dangereux, cher M. An !

Les droits de la langue maternelle sont reconnus de la façon la plus nette et la plus précise par le § 8 du programme des marxistes [183].

Si M. An avait raison de dire que les écoles dans la langue maternelle représentent une division de l'enseignement par nationalités, alors quelle raison les bundistes en 1906 et les liquidateurs en 1912 avaient-ils de « compléter » (ou plutôt d'*altérer*) un programme qui en 1903 avait *entièrement* reconnu la *langue maternelle* au cours du congrès même qui avait *rejeté* l'« autonomie nationale culturelle » ?

Non, M. An, vous ne réussirez pas à détourner la question et à couvrir par votre tapage, vos cris et vos injures la *violation* de ce programme par les liquidateurs, leur « adaptation du socialisme au nationalisme », selon l'expression du camarade Plékhanov.

Nous ne voulons pas de violation du programme. Nous ne voulons pas adapter le socialisme au nationalisme. Nous défendons la démocratie intégrale, la liberté intégrale et l'égalité des langues, mais cela ne nous fait nullement prôner le « transfert de l'enseignement aux nations », la « division de l'enseignement par nationalités ».

« Toute la question est dans la division des écoles par nations, écrit M. An. Il faut donc que soient sur place ces nations qui s'empêchent les unes les autres de se développer et, par conséquent, *il faut les délimiter* dans le domaine de l'instruction publique. »

Les mots que nous avons soulignés révèlent comment le courant liquidateur entraîne M. An du socialisme vers le nationalisme. La *délimitation* des nations dans le cadre d'un même Etat est nuisible, et nous, marxistes, nous nous efforçons *de les rapprocher et de les fondre*. Ce n'est pas la « délimitation » des nations qui est notre but, mais la garantie, au moyen d'une démocratie intégrale, de leur égalité en droits et de leur cohabitation aussi pacifique (relativement) qu'en Suisse *.

« Prolétarskaïa Pravda » n° 9.
17 décembre 1913

Conforme au texte du journal

* M. An affirme hardiment qu'« il n'y a pas de mélange des nations dans les cantons de la Suisse ». Ne rougira-t-il pas si nous lui citons *quatre* cantons : Berne, Fribourg, Graubünden, Valais ?

À PROPOS DE M. GORSKI ET D'UN PROVERBE LATIN

M. Gorski continue de défendre dans le journal liquidateur l'erreur manifeste des Sept, qui ont adopté le point regrettable des « actes passibles de sanctions pénales ». Tous les faux-fuyants sont vains, M. Gorski ! C'est en vain que vous dites ne pas connaître le projet de F.D., il vous est facile de le retrouver par l'intermédiaire de la rédaction de votre journal. Que F.D. ne joue pas le rôle du témoin « impossible à retrouver ». Ce serait ridicule.

C'est en vain que M. Gorski assure que Lénine, Zinoviev et Kaménev auraient assumé « par leur silence » la responsabilité du projet de F.D. et de ses amis. Ces trois auteurs auraient besoin de 10 secrétaires chacun et d'un journal spécial pour réfuter toutes les balivernes qui se manifestent au grand jour.

C'est en vain que M. Gorski se cache dans le dos des *pires* socialistes (possibles), qui *diminueraient* le châtiment frappant les « actes passibles de sanctions pénales », s'ils ne les avaient expulsés. Il y a un bon proverbe latin qui dit : « tout homme peut se tromper, mais seul un sot peut persister dans son erreur ».

Rappelez-vous ce proverbe, M. Gorski et M. F.D., et conseillez aux Sept de retirer du projet de loi le point octobriste concernant les « actes passibles de sanctions pénales » !

La « Prolétarskaïa Pravda » n° 10, 18 décembre 1913

Conforme au texte du journal

LA CORRESPONDANCE ENTRE MARX ET ENGELS [184]

L'édition promise depuis longtemps de la correspondance des célèbres fondateurs du socialisme scientifique a enfin vu le jour. Engels a confié par testament l'édition à Bebel et à Bernstein, et Bebel a réussi peu de temps avant sa mort à terminer sa part de travail de rédaction.

La correspondance entre Marx et Engels, publiée il y a quelques semaines à Stuttgart chez Dietz, représente quatre gros volumes. Ils contiennent en tout 1 386 lettres échangées par Marx et Engels durant l'immense période s'étendant entre 1844 et 1883.

Le travail de rédaction, c'est-à-dire la rédaction de préfaces pour les diverses périodes, est l'œuvre de Ed. Bernstein. Comme il fallait s'y attendre, ce travail est insuffisant tant sous l'aspect technique que sous l'aspect idéologique. Un homme comme Bernstein ne pouvait — après son « évolution » tristement célèbre vers des vues de l'extrême opportunisme — se charger de la rédaction de lettres, pénétrées de bout en bout d'un esprit révolutionnaire. Les préfaces de Bernstein sont en partie dénuées de contenu, en partie absolument fausses ; par exemple quand au lieu de la caractéristique précise, claire, directe des erreurs opportunistes de Lassalle et Schweitzer dévoilées par Marx et Engels, on rencontre des phrases éclectiques et des attaques dans le genre de : « Marx et Engels n'avaient pas toujours raison contre Lassalle » (t. III, p. XVIII) ou bien : ils « étaient plus proches » dans la tactique de Schweitzer,

Première page
du manuscrit de V. Lénine
«La correspondance
entre Marx et Engels»—1913
Réduction

Переписка Маркса съ Энгельсомъ.

—Энгельс как один из основателей коммунизма.[1]

Давно обѣщанное изданіе переписки знаменитыхъ основателей научнаго соціализма наконецъ увидѣло свѣтъ. Энгельсъ завѣщалъ изданіе Бебелю и Бернштейну, и Бебель успѣлъ незадолго до своей смерти покончить свою часть редакціонной работы.

Переписка Маркса и Энгельса, вышедшая нѣсколько недѣль тому назадъ въ Штутгартѣ у Дица, представляетъ изъ себя четыре большихъ тома. Въ нихъ вошло всего 1386 писемъ Маркса и Энгельса за громадный промежутокъ времени отъ 1844 по 1883 годъ.

Редакторская работа, т. е. составленіе предисловій къ перепискѣ за отдѣльные періоды, выполнена Эд. Бернштейномъ. Какъ и слѣдовало ожидать, эта работа неудовлетворительна ни со технической ни

1) Начало неоконченной статьи, написанной в 1913 или в начале 1914 года.

que de Liebknecht (t. IV, p. X). Il n'y a dans ces attaques aucun contenu si ce n'est le désir de cacher, de maquiller l'opportunisme. Hélas, un comportement éclectique par rapport à la lutte idéologique de Marx contre beaucoup de ses adversaires se répand de plus en plus parmi la social-démocratie allemande contemporaine.

Du côté technique, on a constitué d'une manière peu satisfaisante un index, un seul pour les quatre volumes (par exemple, les noms de Kautsky, Stirling sont oubliés); les notes aux certaines lettres sont trop maigres et perdues dans les avant-propos du rédacteur au lieu d'être situées à côté des lettres correspondantes, comme le fit Sorge, etc.

La correspondance est éditée à un prix excessivement élevé, environ 20 roubles pour les quatre volumes. Il est certain que l'on doit et l'on peut éditer une correspondance complète moins luxueuse à un prix beaucoup plus accessible, et en outre, sortir — pour une large diffusion parmi les ouvriers — des extraits des passages les plus importants sur le plan des principes.

Tous ces défauts de l'édition compliquent la prise de connaissance de la correspondance. C'est dommage, car sa valeur scientifique et politique est considérable. Ce n'est pas seulement Marx et Engels qui se dessinent devant le lecteur avec un relief particulier dans toute leur grandeur. Le très riche contenu théorique du marxisme s'y développe avec une clarté extraordinaire, car Marx et Engels reviennent à maintes reprises dans leurs lettres aux aspects les plus divers de leur doctrine, en soulignant et en éclaircissant — parfois discutant et se persuadant l'un l'autre — les points les plus nouveaux (par rapport aux vues antérieures), les plus importants, les plus difficiles.

Le lecteur voit se dérouler devant ses yeux avec une étonnante vie l'histoire du mouvement ouvrier du monde entier, aux moments les plus importants et dans les points les plus essentiels. Plus précieuse encore est l'histoire de la *politique* de la classe ouvrière. Sous les prétextes les plus divers, dans divers pays du vieux monde et dans le nouveau monde, à des moments historiques différents, Marx et Engels débattent les principes essentiels touchant à la *manière de présenter* les tâches *politiques* de la classe ouvrière. Et l'époque recouverte par la correspondance est justement

l'époque où la classe ouvrière se dégage de la démocratie bourgeoise, l'époque de la naissance d'un mouvement ouvrier indépendant, l'époque de la définition des bases de la tactique et de la politique prolétarienne. Plus nous avons l'occasion d'observer de nos jours comment le mouvement ouvrier de différents pays souffre de l'opportunisme par suite de la stagnation et du pourrissement de la bourgeoisie, par suite de l'absorption de l'attention des chefs ouvriers par les vétilles quotidiennes, etc., et plus précieux sont les très riches documents qu'offre cette correspondance et qui révèlent la compréhension la plus profonde des buts transformateurs *cardinaux* du prolétariat et la définition singulièrement souple des tâches de tactique qui en découlent, du point de vue de ces buts révolutionnaires et sans la moindre concession à l'opportunisme ou à la phrase révolutionnaire.

Si l'on essaie de définir en un mot le foyer de toute la correspondance, pour ainsi dire, ce point central vers lequel converge tout le réseau d'idées exprimées et débattues, ce mot sera la *dialectique*. L'application de la dialectique matérialiste au remaniement de toute l'économie politique, depuis son fondement, son application à l'histoire, aux sciences naturelles, à la philosophie, à la politique et à la tactique de la classe ouvrière, voici ce qui, plus que tout, intéresse Marx et Engels, voici où est leur apport le plus essentiel et le plus nouveau, voici ce en quoi leur pas en avant est génial dans l'histoire de la pensée révolutionnaire.

Dans l'exposé ci-dessous, nous avons l'intention de donner, après un tour d'horizon général de la correspondance, un aperçu des remarques et jugements les plus intéressants de Marx et Engels, sans prétendre à partir de là épuiser le contenu des lettres.

I. APERÇU GÉNÉRAL

Les lettres qu'Engels, alors âgé de 24 ans, écrivit à Marx en 1844, ouvrent la correspondance. Le climat régnant alors en Allemagne ressort avec un remarquable relief. La

première lettre se situe à la fin de septembre 1844 et est envoyée de Barmen, où vivait la famille d'Engels et où il était né. Engels n'avait pas encore tout à fait 24 ans. Il s'ennuyait dans le milieu familial et n'avait d'autre désir que de le quitter. Son père était un despote, un fabricant bigot, indigné des va-et-vient de son fils à des réunions politiques et de ses convictions communistes. « S'il n'y avait pas ma mère que j'aime beaucoup, écrit Engels, je n'aurais même pas supporté les quelques jours qui restent avant mon départ. Tu ne peux t'imaginer, se plaint-il à Marx, les considérations mesquines, les craintes superstitieuses qu'invoque ma famille contre mon départ. »

Pendant qu'Engels est à Barmen où le retenait quelques temps encore une histoire d'amour, il cède à son père et, pendant deux semaines environ, va travailler au bureau de la fabrique (son père était fabricant). « Le commerce est une infamie, écrit-il à Marx, Barmen est une ville infâme, la façon de passer le temps ici est infâme, et il est en particulier infâme de rester non seulement bourgeois mais encore fabricant, c'est-à-dire un bourgeois agissant activement contre le prolétariat. » « Je me console, poursuit Engels, en travaillant à mon livre sur la situation de la classe ouvrière (ce livre est sorti, on le sait, en 1845 et constitue un des meilleurs ouvrages de la littérature socialiste mondiale). Encore peut-on, étant communiste, demeurer extérieurement un bourgeois et être une bête de somme du commerce, si l'on ne se livre pas à une activité littéraire ; mais il est impossible de mener simultanément une large propagande communiste et des activités commerciales et industrielles. Je vais partir. Quant à cette vie abrutissante dans une famille tout entière prusso-chrétienne, je ne peux la supporter plus longtemps, je finirai par devenir un philistin allemand et par introduire le philistinisme dans le communisme [185]. » Ainsi écrivait le jeune Engels. Après la révolution de 1848, la vie le força à revenir au bureau de son père et à devenir pour de longues années « bête de somme du commerce », mais il sut pendant ce temps résister, se faire des amis dans une ambiance tout autre que prusso-chrétienne, il sut devenir, pour le restant de sa vie, un ennemi impitoyable de « l'introduction du philistinisme dans le communisme ».

La vie sociale dans une province allemande en 1844 est semblable à la vie russe au début du 20e siècle, à la veille de la révolution de 1905. Tout le monde aspire à la politique, tout le monde brûle d'opposition ardente au gouvernement, les pasteurs réprimandent la jeunesse pour son athéisme, les enfants des familles bourgeoises font des scènes à leurs parents, leur reprochant « leur attitude aristocratique envers leurs serviteurs ou les ouvriers ».

L'opposition générale s'exprime dans ce que tous se déclarent communistes. « A Barmen, le commissaire de police est communiste, écrit Engels à Marx. Je suis allé à Cologne, Düsseldorf, Elberfeld, partout, à chaque pas, on rencontre des communistes ! Un communiste fougueux, un peintre du nom de Seel, auteur de caricatures, part dans deux mois à Paris. Je vous l'adresserai. Il vous plaira en tout, enthousiaste, aimant la musique, et il sera utile comme caricaturiste. »

« Ici à Elberfeld il se produit des miracles. Hier (la lettre est datée du 22 février 1845) nous avons tenu notre troisième réunion communiste dans la plus grande salle du meilleur restaurant de la ville. A la première, nous étions 40, à la seconde 130, à la troisième 200 au moins. Tout Elberfeld et Barmen, de l'aristocratie riche jusqu'aux petits boutiquiers, était représenté, à l'exception seulement du prolétariat. »

C'est ce qu'écrit littéralement Engels. En Allemagne, tous alors étaient communistes, sauf le prolétariat. Le communisme était une forme d'expression de l'esprit oppositionnel chez tous et surtout, parmi la bourgeoisie. « Le public le plus obtus, le plus paresseux, le plus philistin, que rien au monde n'intéresse, commence à s'enthousiasmer ouvertement pour le communisme. » Les principaux prophètes du communisme étaient alors des gens de l'espèce de nos populistes, des « socialistes-révolutionnaires », des « socialistes-populistes [186] », etc., c'est-à-dire, en réalité, des bourgeois bien-pensants, plus ou moins emportés contre le gouvernement.

Et dans un tel climat, parmi une quantité immense de directions et de fractions soi-disant socialistes, Engels a su se percer un chemin vers le socialisme *prolétarien*, sans craindre la rupture avec une masse de braves gens, révolutionnaires ardents, mais mauvais communistes.

1846. Engels est à Paris. Paris est alors en pleine effervescence politique et débat les différentes théories socialistes. Engels étudie avec avidité le socialisme, fait personnellement connaissance avec Cabet, Louis Blanc et d'autres socialistes en renom, fait le tour des rédactions et des cercles.

Il s'intéresse essentiellement à une doctrine socialiste d'alors, très répandue et très sérieuse, le proudhonisme. Et même *avant* la parution de la *Philosophie de la misère* proudhonienne (en octobre 1846 ; la réponse de Marx — la célèbre *Misère de la philosophie* — sortit en 1847), Engels critique avec un sarcasme impitoyable et une remarquable profondeur les idées de base de Proudhon, qu'affectionnait particulièrement alors le socialiste allemand Grün. Une bonne connaissance de la langue anglaise (que Marx aura beaucoup plus tard) et de la littérature anglaise permet à Engels (lettre du 16 septembre 1846) de signaler la faillite des fameux « marchés du travail » proudhoniens en Angleterre. « Proudhon *fait honte* au socialisme, s'indigne Engels, d'après Proudhon, les ouvriers doivent *racheter* le capital ! »

Engels, alors âgé de 26 ans, anéantit carrément « le véritable socialisme » ; cette expressi n, nous la trouvons dans sa lettre du 23 octobre 1846, bien avant le *Manifeste communiste* ; il y désigne Grün comme son principal représentant. Doctrine « antiprolétarienne, petite-bourgeoise, philistine », « phrases creuses », tendances diverses « propres à tous les hommes », « crainte superstitieuse du communisme « grossier » (*Löffel-Kommunismus*, littéralement « communisme de cuillère » ou communisme de la bouffe), « plans pacifiques pour donner le bonheur » à l'humanité, telles sont les opinions d'Engels concernant *toutes* les espèces de socialismes antérieurs à Marx.

« Trois soirées, écrit Engels, nous avons discuté du proudhonisme ; presque tous, Grün en tête, étaient contre moi. L'essentiel qu'il m'a fallu prouver, c'est la nécessité d'une révolution violente (23 octobre 1846). A la fin je devins enragé, et harcelai mes adversaires jusqu'à ce qu'ils s'expriment ouvertement contre le communisme. J'exigeai un vote répondant à la question : sommes-nous communistes ou non ? Très grande fut l'irritation des grüniens qui se mirent à affirmer qu'ils s'étaient réunis pour décider du

« bien de l'humanité » et qu'il faut savoir ce qu'est *au fond* le communisme. Je leur donnai alors la définition la plus simple, pour éviter d'être détourné du fond de la question. Je définis, écrit Engels, les intentions des communistes de la façon suivante : 1) soutenir les intérêts des prolétaires face aux intérêts des bourgeois ; 2) réaliser cela par l'anéantissement de la propriété privée et son remplacement par la possession collective ; 3) ne reconnaître aucun autre moyen de réalisation de ces buts en dehors d'une révolution démocratique violente » (écrit un an et demi avant la révolution de 1848).

La discussion se termina ainsi : la réunion, par 13 voix contre 2 grüniens, accepta la définition d'Engels. Vingt artisans menuisiers environ fréquentaient ces réunions. Ainsi à Paris, il y a 67 ans, on posait les fondements du parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne.

Un an après, dans une lettre du 23 novembre 1847, Engels apprend à Marx qu'il a rédigé le brouillon du *Manifeste communiste*, se déclarant, entre autres, contre la forme de catéchisme envisagée auparavant. « Je commence par la question : qu'est-ce que le communisme ? écrit Engels, et ensuite je passe directement au prolétariat : histoire de son origine, comment il se distingue des ouvriers d'avant, développement de l'opposition du prolétariat et de la bourgeoisie, crises, conclusions. A la fin, politique du parti des communistes. »

Cette lettre historique d'Engels sur la première ébauche d'une œuvre qui a fait le tour du monde et qui jusqu'à maintenant demeure vraie dans toutes ses bases, vivante et actuelle, comme si elle avait été écrite hier, montre avec évidence que les noms de Marx et Engels figurent en toute justice l'un à côté de l'autre, comme les noms des fondateurs du socialisme contemporain.

Rédigé fin 1913.
Publié pour la première fois le 28 novembre 1920 dans la « Pravda » n° 268.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du manuscrit

NOTES

1. *Le Bund*, « Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie ». Fondé en 1897, il groupait principalement les artisans juifs semi-prolétaires des régions occidentales de la Russie. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R. en mars 1898, le Bund adhéra au P.O.S.D.R. en tant qu'organisation jouissant d'autonomie pour régler les questions touchant le prolétariat juif.

Au IIe Congrès du P.O.S.D.R. les bundistes voulurent faire reconnaître le Bund comme l'unique représentant du prolétariat juif. Après que le congrès eut rejeté cette prétention, le Bund quitta le Parti. En 1906, après le IVe Congrès (Congrès d'Unification), le Bund adhéra de nouveau au P.O.S.D.R. Les bundistes soutenaient constamment l'aile opportuniste du Parti (« économistes », mencheviks, liquidateurs) et combattaient les bolcheviks et le bolchevisme. A la revendication du programme des bolcheviks du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le Bund opposait celle d'autonomie nationale culturelle. La Conférence de Prague du P.O.S.D.R. (janvier 1912) exclut les bundistes en même temps que les autres opportunistes.

Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), les bundistes adoptèrent des positions social-chauvines ; en 1917, le Bund soutint le Gouvernement provisoire bourgeois et combattit aux côtés des eunemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Au cours de la guerre civile et durant l'intervention étrangère, les leaders du Bund se joignirent aux forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les militants de base, s'amorçait un revirement en faveur d'une collaboration avec le pouvoir des Soviets. En mars 1921, le Bund prit le parti de se dissoudre. — P. 7.

2. *Socialistes-révolutionnaires*, parti petit-bourgeois né en Russie fin 1901-début 1902 de l'union des divers groupes et cercles populistes. Les socialistes-révolutionnaires ne voyaient pas de

différences de classe entre le prolétaire et le petit propriétaire, et estompaient la stratification sociale et les contradictions de classe au sein de la paysannerie ; ils déniaient au prolétariat le rôle dirigeant dans la révolution. Leurs conceptions étaient un mélange éclectique d'idées populistes et révisionnistes.

Le programme agraire des socialistes-révolutionnaires prévoyait la suppression de la propriété privée de la terre avec sa remise à la disposition des communautés, l'application du « principe du travail », la jouissance « égalitaire » et le développement de la coopération. Ce programme dit de « socialisation de la terre » n'avait en fait rien de socialiste. Dans l'analyse qu'il en a faite Lénine a démontré que la conservation de la production marchande et de l'économie privée sur une terre commune n'empêche pas le capital de régner en maître, ne débarrasse pas les paysans laborieux de l'exploitation et de la ruine ; la coopération en régime capitaliste ne peut sauver non plus les petits paysans, étant donné qu'elle favorise l'enrichissement de la bourgeoisie des campagnes. Lénine notait en même temps que la revendication d'une jouissance égalitaire du sol, sans être une revendication socialiste, revêtait sur le plan historique un caractère révolutionnaire démocratique et progressiste, dans la mesure où elle était dirigée contre la propriété foncière réactionnaire.

Le Parti bolchevique démasquait les tentatives des socialistes-révolutionnaires de se faire passer pour des socialistes. Il luttait avec acharnement pour soustraire la paysannerie à leur influence, montrait le grave préjudice causé au mouvement ouvrier par leur tactique de terrorisme individuel. Les bolcheviks, cependant, s'alliaient temporairement et sous certaines conditions avec eux pour combattre le tsarisme.

La disparité de classe de la paysannerie conditionnait l'instabilité politique et idéologique et le relâchement de l'organisation des socialistes-révolutionnaires, leurs oscillations perpétuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès la première révolution russe, l'aile droite du parti s'était détachée pour former parti (légal) socialiste-populiste du Travail proche des cadets, et quant à l'aile gauche, elle était devenue l'union semi-anarchiste de « maximalistes ». Durant la période de la réaction stolypinienne, le parti socialiste-révolutionnaire connut un marasme total sur le plan des idées et de l'organisation. Pendant la première guerre mondiale, la majorité des socialistes-révolutionnaires adopta les positions du social-chauvinisme.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les socialistes-révolutionnaires furent, avec les mencheviks et les cadets, le principal appui du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire des bourgeois et propriétaires fonciers. Quant aux leaders du parti (Kérenski, Avksentiev, Tchernov), ils firent partie dudit gouvernement. Le parti socialiste-révolutionnaire refusa de soutenir les paysans qui réclamaient la liquidation de la propriété foncière et s'affirma

en faveur du maintien de la propriété seigneuriale. Les ministres socialistes-révolutionnaires du Gouvernement provisoire envoyèrent des expéditions punitives contre les paysans qui s'étaient emparés des terres des propriétaires fonciers.

Fin 1917, l'aile gauche créa le parti indépendant des socialistes-révolutionnaires de gauche. Désireux de conserver leur influence sur les masses paysannes, les socialistes-révolutionnaires de gauche reconnurent officiellement le pouvoir soviétique et s'entendirent avec les bolcheviks, mais engagèrent peu après la lutte contre le pouvoir des Soviets.

Durant les années de l'intervention étrangère et de la guerre civile, les socialistes-révolutionnaires se livrèrent à une activité subversive, soutinrent activement les interventionnistes et les gardes blancs, trempèrent dans des complots contre-révolutionnaires, organisèrent des actions terroristes contre les dirigeants de l'État soviétique et du Parti communiste. La guerre civile terminée, ils poursuivirent leur activité hostile à l'État soviétique à l'intérieur du pays et dans le camp de l'émigration blanche. — P. 7.

3. L'article de Lénine *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, écrit à l'occasion du 30e anniversaire de la mort de Karl Marx, fut publié dans le n° 3 de la revue *Prosvéchtchénié* pour 1913.

« *Prosvéchtchénié* » [l'Education], revue mensuelle bolchevique traitant de questions théoriques ; parut à Pétersbourg de décembre 1911 à juin 1914. Le tirage put atteindre le chiffre de 5 000 exemplaires. Lénine dirigea *Prosvéchtchénié* de l'étranger, d'abord de Paris, puis de Cracovie et de Poronin. Il rédigeait les articles à paraître, entretenait une correspondance suivie avec le comité de rédaction. La revue publia certains de ses écrits, notamment : « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », « Notes critiques sur la question nationale », « Sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

La revue fut interdite par le gouvernement tsariste à la veille de la première guerre mondiale. Sa publication fut reprise à l'automne de 1917 ; il n'y eut qu'un seul numéro (double) avec deux articles de Lénine « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir d'Etat ? » et « Pour une révision du programme du Parti ». — P. 13.

4. Voir F. Engels *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* (K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, t. II, pp. 389-438) ; F. Engels *Anti-Dühring* ; K. Marx et F. Engels *Manifeste du Parti communiste*. — P. 14.

5. *Cadets* (parti constitutionnel-démocrate). Parti leader de la bourgeoisie libérale monarchiste, fondé en octobre 1905. Les cadets s'intitulaient « parti de la liberté du peuple » ; en fait,

ils voulaient s'entendre avec la monarchie afin de conserver le tsarisme sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Après la révolution de Février, ils s'assurèrent, à la suite de leur collusion avec les leaders socialistes-révolutionnaires et mencheviques du Soviet de Petrograd, un rôle de direction dans le Gouvernement provisoire où ils menèrent une politique antipopulaire et contre-révolutionnaire. Après la Révolution socialiste d'Octobre, ils jouèrent le rôle d'agents à gages de l'impérialisme étranger et se chargèrent d'organiser les forces contre-révolutionnaires de l'intérieur. — P. 21.

6. *Les octobristes*, membres du parti de l'« Union du 17 octobre », créé en Russie après la publication du manifeste impérial du 17 octobre 1905. C'était un parti contre-révolutionnaire qui représentait et défendait les intérêts de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers qui appliquaient des méthodes de gestion capitalistes. Il avait à sa tête A. Goutchkov, industriel connu possédant de nombreux immeubles à Moscou, et un riche propriétaire foncier, M. Rodzianko. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. — P. 21.

7. La « *Retch* » [La Parole], quotidien, organe central du parti cadet ; parut à Pétersbourg à partir du 23 février (8 mars) 1906. Interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Petrograd ; il reparut jusqu'en août 1918 sous d'autres titres : *Nacha Retch* [Notre Parole], *Svobodnaïa Retch* [La Libre Parole], *Vek* [Le Siècle], *Novaïa Retch* [La Nouvelle Parole] et *Nach Vek* [Notre Siècle]. — P. 21.

8. *Progressistes*, groupement politique de la bourgeoisie libérale monarchiste de Russie qui, lors des élections à la Douma et au sein de la Douma tenta de rassembler des éléments de divers partis et groupes de bourgeoisie et de propriétaires fonciers sous la bannière « sans-parti ».

En novembre 1912, les progressistes se constituèrent en parti politique autonome. Leur programme comportait notamment les points suivants : constitution modérée votée sur des bases étroitement censitaires ; menues réformes ; ministère responsable, c'est-à-dire gouvernement responsable devant la Douma ; écrasement du mouvement révolutionnaire. Lénine a souligné que par leur composition et leur idéologie les progressistes étaient un « mélange d'octobristes et de cadets » ; il qualifia leur programme de national-libéral.

Durant la première guerre mondiale, les progressistes devinrent plus actifs. Ils exigèrent le remplacement des chefs militaires, la mobilisation de l'industrie au service du front et un « ministère responsable » avec la participation de représentants de la bourgeoisie russe. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février, certains leaders du parti entrèrent au Gouver-

nement provisoire. Lorsque la Révolution socialiste d'Octobre eut triomphé, le parti des progressistes combattit activement le pouvoir des Soviets.

Au nombre des leaders du parti figuraient les fabricants moscovites P. Riabouchinski et A. Konovalov, un propriétaire foncier, Y. Efrémov. A différentes époques les progressistes firent paraître leurs propres organes politiques : la revue *Moskovski Ejénédelnik* [l'Hebdomadaire de Moscou], les journaux *Slovo* [La Parole], *Rousskaïa Molva* [la Rumeur Russe] et *Outro Rossii* [le Matin de la Russie]. — P. 21.

9. Lénine fait allusion à un passage de Marx dans son introduction à la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* : « Il existe une école qui légitime l'abjection d'aujourd'hui par l'abjection d'hier, une école qui qualifie de rébellion tous les cris du serf contre le knout dès que le knout est un knout chargé d'années, héréditaire, historique,... elle aurait donc inventé l'histoire allemande si elle n'était pas elle-même une invention de l'histoire allemande. » — P. 22.

10. L'industrie pétrolière de Russie était contrôlée par d'importantes sociétés à actions étrangères. En 1912-1913, l'extraction du pétrole était presque totalement aux mains de puissantes compagnies à capitaux étrangers (anglo-français, allemands, anglo-hollandais), groupées pour la plupart en consortiums. Deux firmes, l'« Association des frères Nobel » et la société « Mazout », monopolisaient à 70% le commerce du pétrole et de ses sous-produits. — P. 23.

11. Les *aurochs*, c'est ainsi qu'on nommait dans la littérature politique russe les représentants des propriétaires fonciers ultra-réactionnaires. — P. 23.

12. *Sénat*, un des organes suprêmes de gouvernement dans la Russie tsariste. Institué par oukase de Pierre Ier en 1711 en lieu et place de la Douma des boyards, il devait être l'organe suprême administratif pour le règlement des affaires courantes. Les membres en étaient désignés par le tsar parmi les hauts fonctionnaires.

Conseil d'Etat, un des organes suprêmes de gouvernement dans la Russie tsariste. Créé en 1810 en qualité d'institution législative consultative ; la désignation de ses membres appartenait au tsar. Le Conseil d'État était une institution réactionnaire qui rejetait les projets, même modérés, acceptés par la Douma d'Etat. — P. 24.

13. Voir dans le présent tome l'article « Matériaux relatifs à la lutte au sein de la fraction social-démocrate à la Douma ». — P. 33.

14. Il s'agit des journaux : la *Pravda* bolchevique et le *Loutch*, organe des menchevikes-liquidateurs. — P. 33.

15. Lénine cite la fin d'une fable de I. Krylov *les Musiciens* qui est passée en proverbe. Dans cette fable, un propriétaire se vantait à son voisin de son chœur de serfs. Les chanteurs n'avaient ni oreille ni voix, mais leur maître n'en faisait nul cas, car ce qu'il estimait avant tout en eux, c'étaient leur sobriété et leur conduite exemplaire. — P. 34.

16. *La Russie d'aujourd'hui et le mouvement ouvrier*, rapport présenté par Lénine à Cracovie le 18 avril 1913 (nouveau calendrier). Le compte rendu de presse de ce rapport fut publié dans l'organe central du parti social-démocrate polonais de Galicie et de Silésie, le journal *Naprzôd* [En avant], édité à Cracovie de 1892 à 1943. — P. 37.

17. Le 3 (16) juin 1907 était publié un manifeste du tsar portant dissolution de la IIe Douma et modifications de la loi électorale. La nouvelle loi accroissait dans de fortes proportions le nombre des représentants des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante et industrielle à la Douma et réduisait de plusieurs fois le nombre déjà peu élevé des ouvriers et des paysans. C'était là une grossière violation du manifeste du 17 octobre 1905 et de la Loi fondamentale de 1906, d'après lesquels le gouvernement n'avait pas le droit de promulguer une loi sans l'accord de la Douma d'Etat. La IIIe Douma, élue d'après la nouvelle loi, siégea pour la première fois le 1er (14) novembre 1907. Elle était essentiellement composée de Cent-Noirs et d'octobristes.

Le coup d'Etat du 3 juin marqua le début de la réaction stolypinienne. — P. 38.

18. Il s'agit de la grève politique générale qui déferla sur toute la Russie en octobre 1905. Ce fut l'un des moments cruciaux de la révolution de 1905-1907. Fonctionnaires, étudiants, avocats, médecins, etc., vinrent se joindre aux grévistes. La grève se déroula sous les mots d'ordre appelant à renverser l'autocratie, à boycotter la Douma de Boulyguine, à faire convoquer une Assemblée constituante et à instaurer la république démocratique. De puissants meetings et manifestations avaient lieu ; ils se terminaient souvent par des heurts violents avec la police et les troupes. Des soviets de députés ouvriers furent créés dans de nombreuses villes au cours de cette grève générale d'octobre. — P. 38.

19. Voir le présent tome, p. 186. — P. 39.

20. *Le Conseil de la noblesse unifiée* était une organisation contre-révolutionnaire des grands propriétaires fonciers fondée en mai 1906 et qui subsista jusqu'en octobre 1917. L'organisation avait pour objectif essentiel la défense du régime autocratique, de la grosse propriété foncière et des privilèges de la noblesse. Le Conseil de la noblesse unifiée devint un organe semi-gou-

vernemental qui dictait au gouvernement les mesures législatives destinées à défendre les intérêts des féodaux. Un nombre considérable de membres du Conseil de la noblesse unifiée fit partie du Conseil d'Etat et des organes directeurs des organisations cent-noires. — P. 39.

21. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [la Richesse russe], revue mensuelle, publiée à Pétershourg de 1876 à 1918. Après 1890, la revue fut l'organe des populistes libéraux. A partir de 1906, le *Rousskoïé Bogatstvo* devint pratiquement l'organe du parti socialiste-populaire du Travail semi-cadet. — P. 40.

22. Lénine fait allusion aux lois du 23 juin (6 juillet) 1912 sur les assurances-maladie et accident, adoptées par la IIIe Douma d'Etat sous la pression du mouvement ouvrier. Ces lois ne s'étendaient qu'à 20% des ouvriers d'industrie et ne prévoyaient pas d'assurances-invalidité, vieillesse et chômage. — P. 40.

23. Il s'agit de la lutte nationale au sein du parti social-démocrate autrichien qui eut pour résultat la désagrégation du parti unique. Au congrès de Wimberg (de Vienne) tenu en 1897, le parti unique fut liquidé et remplacé par une union fédérative des six « groupes social-démocrates » nationaux : allemand, tchèque, polonais, ruthène, italien et des Slaves du Sud. Les seuls liens qui les unissaient c'étaient un congrès commun et une Direction centrale commune. Au congrès de Brünn, en 1899, la Direction centrale du parti fut transformée en organe fédéral composé des conseils exécutifs des partis social-démocrates nationaux. — P. 41.

24. Il s'agit de la fusillade dont furent victimes les ouvriers désarmés des mines d'or de la Léna en Sibérie, le 4 (17) avril 1912.
La nouvelle de ce drame sanglant bouleversa la classe ouvrière de Russie. Manifestations de rue, meetings et grèves de protestation déferlèrent dans tout le pays. La fraction parlementaire social-démocrate interpella le gouvernement tsariste à ce propos. L'impudente réponse du ministre Makarov : « Il en a été et il en sera ainsi », accrut l'indignation des travailleurs, qui participèrent par centaines de milliers aux grèves de protestation. — P. 42.

25. *Le Parti travailliste anglais* (le Labour Party) fut fondé en 1900 par la fusion de syndicats (trade-unions), d'organisations et de groupes socialistes afin d'assurer une représentation ouvrière au parlement (« Comité de la représentation du travail »). En 1906, ce comité prit le nom de Labour Party (Parti travailliste). Les membres des trade-unions deviennent automatiquement membres du parti à condition de verser les cotisations. A la tête du Labour Party se trouve un Comité exécutif qui constitue, avec le Conseil général des trade-unions et le Comité exécutif du parti coopératif, le Conseil national du travail. Très proches du Labour Party sont le Cooperative Party, qui

en est membre collectif, et l'Independent Labour Party. Le Labour Party qui fut au début essentiellement un parti ouvrier quant à sa composition (grossi ensuite par l'afflux d'éléments petits-bourgeois), est une organisation opportuniste par son idéologie et sa tactique. Depuis sa fondation, les leaders du parti appliquent une politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie. « Le Labour Party est un parti foncièrement bourgeois, car, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie... » (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 31, p. 267).

Durant la première guerre mondiale (1914-1918), les dirigeants travaillistes adoptèrent une position social-chauvine. Les travaillistes ont à maintes reprises formé des gouvernements qui appliquèrent fidèlement la politique de l'impérialisme anglais. Le mécontentement des ouvriers anglais par suite de la politique réactionnaire des dirigeants travaillistes donna lieu à la formation au sein du parti d'un courant de gauche dirigé contre cette politique. — P. 45.

26. Le *Parti socialiste britannique* (British Socialist Party— B.S.P.) est né en 1911 à Manchester de la fusion du Parti social-démocrate avec d'autres groupes socialistes. Le B.S.P. faisait sa propagande dans un esprit marxiste ; c'était un parti « non opportuniste, et effectivement indépendant à l'égard des libéraux » (voir le présent tome p. 288). Cependant, le parti comptait trop peu de membres et ses liens avec les masses étaient insuffisants, ce qui teinta son activité de sectarisme.

Pendant la première guerre mondiale, une lutte aiguë opposa les deux courants qui se manifestèrent dans le parti : l'un internationaliste (W. Gallacher, A. Inkpin, D. MacLean, F. Rothstein) et l'autre social-chauvin, avec Hyndman à sa tête. Il y eut au sein du courant internationaliste des éléments inconséquents qui sur bien des questions occupèrent une position centriste.

En février 1916, un groupe de militants du B.S.P. fonda le journal *The Call* [l'Appel] qui contribua à rassembler les internationalistes. La conférence annuelle du parti qui se tint en avril 1916 à Soford condamna la position social-chauvine de Hyndman et de ses partisans qui quittèrent le parti.

Le B.S.P. salua la Révolution socialiste d'Octobre. Ses membres jouèrent un rôle considérable au sein du mouvement des ouvriers anglais en faveur de la défense de la Russie soviétique contre l'intervention étrangère. En 1919, la majorité des organisations de base du B.S.P. (98 contre 4) s'affirmèrent pour l'adhésion à l'Internationale communiste.

Le B.S.P. avec le groupe communiste de l'unité joua un rôle essentiel dans la formation du Parti communiste britannique. Au premier congrès d'unification qui eut lieu en 1920, la majorité écrasante des organisations de base du B.S.P. adhérèrent au Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 45.

27. Le *Parti travailliste indépendant* (Independent Labour Party) était une organisation réformiste fondée en 1893 par les dirigeants des « nouvelles trade-unions », au moment d'une reprise de la lutte gréviste et du mouvement en faveur de l'indépendance de la classe ouvrière anglaise vis-à-vis des partis bourgeois. L'I.L.P. reçut les adhésions de membres des « nouvelles trade-unions » et de plusieurs syndicats anciens, d'intellectuels et de petits bourgeois influencés par les idées des Fabiens. Le parti avait à sa tête James Keir Hardie. Au programme figuraient, entre autres, les points suivants : lutte pour la possession collective de tous les moyens de production, de distribution et d'échange ; introduction de la journée de travail de huit heures ; interdiction du travail des enfants ; institution des assurances sociales et des allocations de chômage.

L'I.L.P. occupa dès sa fondation des positions bourgeoises réformatrices. Il consacra essentiellement son attention à la lutte parlementaire et aux transactions parlementaires avec le parti libéral. Lénine qualifia l'I.L.P. de « parti opportuniste qui a toujours dépendu de la bourgeoisie ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 29, p. 499.) — P. 45.

28. « *Labour Leader* », hebdomadaire qui commença à paraître en 1891 ; il est depuis 1893 l'organe du Parti travailliste indépendant. De 1922 à 1946, le journal a eu pour titre *New Leader* ; il paraît depuis sous le titre de *Socialist Leader* — P. 45.

29. « *Promychlennost i Torgovlia* » [Industrie et Commerce], revue, organe du Conseil des congrès des représentants de l'industrie et du commerce ; parut à Pétersbourg de 1908 à 1917. — P. 49.

30. *Gros Requin*, en russe *Kit Kitytch*, surnom de Tit Titytch, riche marchand de la comédie du dramaturge russe A. Ostrovski : *Tel pâtit qui n'en peut mais...* Lénine appelle ainsi les grands manitous capitalistes. — P. 49.

31. *Zemstvo*, Autonomie administrative locale fondée en 1864 et dirigée par la noblesse dans les provinces centrales de la Russie tsariste. La compétence des zemstvos se bornait aux questions économiques locales (organisation d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). Leur activité était contrôlée par les gouverneurs de province et le ministère de l'Intérieur, qui pouvaient suspendre les décisions jugées indésirables par le gouvernement. — P. 49.

32. « *Loutch* » [le Rayon], quotidien légal des mencheviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913.

F.D., F. Dan, l'un des leaders des mencheviks-liquidateurs, dirigeant du « *Loutch* ». — P. 54.

33. *Khlestakov*, héros de la comédie de Gogol *le Révizor*, type de l'incorrigible vantard et menteur.

Nozdrev, personnage du roman de Gogol *les Ames mortes*; type du propriétaire filou et amateur de scandales. — P. 55.

34. « *Novaïa Rouss* » [la Nouvelle Russie] est un journal qui fit suite au quotidien bourgeois libéral *Rouss* [la Russie], lequel parut à Pétersbourg à partir de décembre 1903. Son rédacteur-éditeur fut A. Souvorine. Durant la révolution de 1905, *Rouss* fut proche des cadets. Le journal fut interdit le 2 (15) décembre 1905. Il reparut par la suite avec des interruptions, sous différents titres : *Rouss*, *Molva* [la Rumeur], *XX Vek* [XXe siècle], *Oko* [l'Œil], *Novaïa Rouss*. — P. 60.

35. *Maréchal de la noblesse*, de province, de district : dans la Russie tsariste, représentant de la noblesse pour la province ou le district, élu par l'assemblée de la noblesse. Il s'occupait des affaires des nobles, tenait une place importante dans l'administration et présidait les assemblées des zemstvos. — P. 63.

36. « *Rousskaïa Mysl* » [la Pensée russe], revue politique et littéraire ; parut à Moscou de 1880 à 1918. Après la révolution de 1905, organe de l'aile droite du parti cadet. Prôna les idées nationalistes et s'affirma en faveur de la propriété seigneuriale. — P. 65.

37. « *Viékhi* » [les Jalons], recueil publié à Moscou au printemps 1909 par des publicistes cadets. Dans leurs articles, ils s'efforçaient de discréditer les traditions démocratiques révolutionnaires du mouvement de libération en Russie. Ils insultaient le mouvement révolutionnaire de 1905 et rendaient grâce au gouvernement tsariste d'avoir, « par ses baïonnettes et ses prisons », sauvé la bourgeoisie « de la fureur du peuple ». Lénine a fourni une analyse critique et politique du recueil dans son article « A propos des *Viékhi* » (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 16, pp. 106-114). — P. 65.

38. *Le IIe congrès de l'industrie du sous-sol, de la métallurgie et des constructions mécaniques* se tint du 17 au 24 avril 1913 à Pétersbourg. En tout 156 rapports y furent présentés dont « Mesures pour la protection de la vie et de la santé des ouvriers », « Conditions de vie et de travail chez les ouvriers des industries minières », « Bases scientifiques de la direction des usines », etc. — P. 67.

39. « *Kievskaïa Mysl* » [la Pensée de Kiev], quotidien bourgeois démocratique ; parut de 1906 à 1918. — P. 67.

40. « *Zemchtchina* », quotidien cent-noir ; parut à Pétersbourg de juin 1909 à février 1917. — P. 71.

41. « *Novoïé Vrémia* » [Temps nouveaux], quotidien ; parut à Pétersbourg de 1868 à 1917. Il changea souvent d'orientation

avant de devenir, à partir de 1905, un organe des Cent-Noirs. — P. 71.

42. *Derjimorda*, nom d'un policier dans la comédie de Gogol *le Révizor*. Est devenu un nom commun qui désigne la brute, le tyran cynique et grossier. — P. 79.

43. Il s'agit des décisions suivantes du Parti : « Projet de conditions pour le rattachement du Bund au P.O.S.D.R. » adopté par le IVe Congrès du P.O.S.D.R. (Congrès d'Unification) en 1906, et la résolution « Sur l'unification des organisations nationales à la base », adoptée par la cinquième Conférence de Russie du P.O.S.D.R. en 1908 (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.* », 1re partie, 1954, pp. 134-135, 203). — P. 80.

44. *Le Congrès socialiste international de Copenhague* (VIIIe Congrès de la IIe Internationale) tint ses assises du 28 août au 3 septembre 1910 ; il adopta une résolution qui confirmait celle du Congrès de Stuttgart tenu en 1907 qui soulignait la nécessité de l'unité du mouvement syndical dans chaque Etat et condamnait la tendance séparatiste. La résolution fut adoptée par 222 voix contre 5 (séparatistes) et 7 abstentions. — P. 81.

45. « *Nacha Zaria* » [Notre Aurore], revue mensuelle légale des mencheviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg de janvier 1910 à septembre 1914. — P. 81.

46. « *Torgovo-Promychlennaïa Gazéta* » [Journal industriel et commercial], supplément quotidien au *Messager des finances, de l'industrie et du commerce* ; parut à Pétersbourg de 1893 à 1918. Publication séparée après 1894. — P. 91.

47. Voir note n° 17. — P. 100.

48. Lénine fait allusion à la Conférence du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du Parti, qui se tint à Cracovie du 26 décembre 1912 au 1er janvier 1913 (8-14 janvier 1913). Y étaient représentées les organisations illégales de Pétersbourg, de la région de Moscou, du Sud de la Russie, de l'Oural et du Caucase. Ce fut Lénine qui en assura la présidence. Il présenta les rapports suivants : « L'essor révolutionnaire, les grèves et les tâches du Parti », « De l'attitude envers le courant liquidateur et de l'unité » (ces textes n'ont pas été conservés) ; il rédigea et révisa toutes les résolutions et écrivit la « Déclaration » du Comité central du P.O.S.D.R. à propos de la Conférence.

Celle-ci adopta des décisions relatives aux questions capitales du mouvement ouvrier : les tâches du Parti à la suite du nouvel essor révolutionnaire et de la progression du mouvement gréviste ; la mise sur pied de l'organisation clandestine ;

le travail de la fraction parlementaire social-démocrate, la campagne des assurances, la presse du Parti, les organisations nationales social-démocrates, la lutte contre les liquidateurs et l'unité du parti prolétarien.

Ces décisions contribuèrent grandement à renforcer le Parti, à affermir son unité, à élargir et souder sa liaison avec les larges masses ouvrières, à mettre au point de nouvelles formes d'activité dans les conditions d'essor croissant du mouvement ouvrier. Les résolutions de la Conférence de Cracovie furent sanctionnées par le Comité central du P.O.S.D.R. — P. 106.

49. Le *Projet de plate-forme pour le IVe Congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie* fut rédigé par Lénine en mai 1913 à l'intention des bolcheviks lettons, à l'occasion de la préparation du IVe Congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie.

Durant les années de la réaction qui suivirent la révolution de 1905-1907, la plupart des bolcheviks, les militants les plus actifs du parti, furent dispersés, soit que le gouvernement tsariste les jetât en prison, soit qu'il les condamnât à la déportation, soit encore qu'ils fussent contraints d'émigrer. Les mencheviks-liquidateurs et les conciliateurs s'emparèrent de tous les organismes centraux de la social-démocratie du territoire de Lettonie (C.C., organe central, Comité de l'étranger). A la reprise du mouvement révolutionnaire, les bolcheviks lettons renforcèrent leurs positions dans plusieurs organisations locales et prirent la tête du mouvement révolutionnaire des ouvriers lettons ; ils menèrent une lutte active contre la direction menchevique du parti. Au sein de la social-démocratie lettonne, les bolcheviks lettons, s'appuyant sur les ouvriers à options bolcheviques, créèrent leur propre fraction organisée. Les bolcheviks lettons émigrés avaient créé à l'étranger leur centre, le « Bureau des groupes de l'étranger ». Celui-ci fit paraître à partir de l'automne 1912 son organe intitulé *Bulletin, publication du Bureau des groupes de l'étranger.*

Lénine suivait attentivement la lutte qui se développait au sein de la social-démocratie lettonne et aidait les bolcheviks lettons dans leur lutte contre la direction liquidatrice. Son projet de plate-forme pour le IVe Congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie fut publié en août 1913 dans le n° 4 du journal *Cinas Bierds* ; en novembre 1913 il parut en tirage à part d'après le texte du n° 8 du *Bulletin* (Biletens), sous le titre « Notre plate-forme pour le IVe Congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie » et le 20 novembre dans le n° 9-10 du *Bulletin*, en éditorial. La rédaction de celui-ci, sous l'influence de ses éléments conciliateurs, omit en publiant le texte de Lénine la partie consacrée à la question nationale et procéda à des coupures et à des modifications dans les autres parties.

La *social-démocratie du territoire de Lettonie* fut créée en juin 1904 lors du Ier Congrès du parti. Son nom était alors Parti

ouvrier social-démocrate de Lettonie. Le IIe congrès qui se tint en juin 1905 adopta le programme du parti. Les Ier et IIe congrès adoptèrent une décision portant sur la nécessité de s'unir avec le P.O.S.D.R. Au IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. (1906), le parti adhéra au P.O.S.D.R. en tant qu'organisation territoriale. Il s'appela désormais Social-démocratie du territoire de Lettonie. — P. 107.

50. *An*, pseudonyme de N. Jordania, leader des mencheviks du Caucase. — P. 108.

51. Il s'agit de la *conférence des liquidateurs dite conférence d'août* qui se tint à Vienne en août 1912 ; c'est là que se constitua le bloc antiparti d'Août organisé par Trotski. Assistèrent à la conférence des représentants du Bund, du Comité régional de Transcaucasie, de la Social-démocratie du territoire de Lettonie et aussi des groupuscules de l'étranger : liquidateurs, trotskistes, otzovistes (délégués de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*, de la *Pravda* de Vienne publiée par Trotski, et du groupe « Vpériod »). Les délégués venus de Russie avaient été envoyés par les « groupes d'initiative » des liquidateurs de Pétersbourg et de Moscou, l'organisation de Krasnoïarsk, l'« Organisation social-démocrate militaire de Sébastopol », et par les rédactions des publications liquidatrices *Nacha Zaria* et *Nevski Goloss*; un représentant du comité de l'étranger de « *Spilka* » a été présent. Les délégués étaient pour la plupart des personnes résidant à l'étranger qui avaient perdu le contact avec la classe ouvrière de Russie et le travail du parti qui se faisait sur place. La conférence adopta des décisions antiparti et liquidatrices sur toutes les questions touchant à la tactique de la social-démocratie et s'affirma contre l'existence d'un parti clandestin.

La tentative de créer un parti centriste en Russie ne reçut pas l'appui des ouvriers. Les liquidateurs ne réussirent pas à élire un Comité central et se bornèrent à constituer un comité d'organisation. La conférence s'était posée pour tâche essentielle la constitution d'un bloc antibolchevique, or, formé d'éléments disparates, ce bloc ne dura même pas le temps de la conférence. Le représentant du groupe « Vpériod » quitta la conférence sans attendre la fin de ses travaux, suivi bientôt des social-démocrates lettons, puis des autres. Un an à dix-huit mois plus tard, le bloc antiparti s'était désagrégé sous les coups des bolcheviks. Voir à ce sujet les articles de Lénine intitulés : « La désagrégation du bloc « d'Août », « La fiction « d'Août » démasquée », « La violation de l'unité aux cris de « vive l'unité » ! » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 162-165, 189-192, 204—341). — P. 109.

52. *Le groupe « Vpériod »*, groupe antiparti organisé en décembre 1909 sur l'initiative de A. Bogdanov et G. Alexinski ; avait un organe de presse du même nom publié à Genève en 1910-1911.

Après la Conférence de Prague, les vpériodovistes s'unirent aux liquidateurs et aux trotskistes pour combattre ses décisions. Les agissements dénués de principes de ce groupe, à la fois antiparti et antimarxistes, rebutaient les ouvriers. « L'influence de ce groupe, écrivait Lénine, a toujours été très réduite, il a pu subsister exclusivement grâce à des ententes passées avec des groupes de l'étranger impuissants, qui avaient perdu le contact avec la Russie » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 17, p. 485). Ne jouissant d'aucun appui parmi les ouvriers, le groupe *Vpériod* se désagrégea pratiquement en 1913-1914. Il cessa d'exister comme tel après la Révolution démocratique bourgeoise de Février 1917. — P. 112.

53. Cf. Marx et Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*. — P. 119.

54. «*Rousskié Vtédomosti*» [les Nouvelles Russes], journal publié à Moscou à partir de 1863 ; exprimait les conceptions des intellectuels libéraux modérés. A partir de 1905, organe des cadets de droite ; interdit en 1918 en même temps que d'autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 135.

55. Le projet de discours *A propos de la politique du ministère de l'Instruction publique* fut préparé par Lénine en vue de l'intervention d'un député bolchevique à la Douma. Ce discours fut prononcé par A. Badaev le 4 (17) juin 1913 lors de la discussion du rapport de la commission budgétaire sur le budget du ministère de l'Instruction publique pour 1913. Badaev lut presque mot pour mot la plus grande partie du projet de Lénine, mais il ne termina pas son discours. La parole lui fut retirée après la phrase : « Ce gouvernement ne mérite-t-il pas que le peuple le chasse ? » — P. 137.

56. Il s'agit de la *Ve Conférence de Russie du P.O.S.D.R.* qui se tint du 21 au 27 décembre 1908 (3-9 janvier 1909) à Paris.
Les travaux de la conférence furent polarisés sur le rapport fait par Lénine et intitulé « Le moment présent et les tâches du parti ». La conférence adopta, avec des modifications de détail, la résolution proposée par Lénine (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 343-346). Elle condamna sans réserve le courant liquidateur qualifié d'opportuniste et appela à une lutte résolue, tant sur le plan des idées que de l'organisation, contre les tentatives de liquider le Parti. — P. 153.

57. Il s'agit du programme agraire menchevique de municipalisation de la terre, adopté par le IVe Congrès (Congrès d'Unification) du P.O.S.D.R. qui se tint à Stockholm du 10 au 25 avril (23 avril-8 mai) 1906. On trouve une critique de ce programme dans les ouvrages de Lénine : « Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. » et « Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, pp. 329-401 et t. 13. pp. 232-452). — P. 154.

58. Il s'agit des *Cahiers du Social-Démocrate*, publication non périodique dirigée par G. Plékhanov ; parut à Genève entre mars 1905 et avril 1912 (avec de grandes interruptions). Il y eut en tout 16 numéros. La publication fut reprise en 1916 à Petrograd, mais il ne parut qu'un seul numéro.

En 1909-1912, Plékhanov prit position contre les mencheviks-liquidateurs dans les nos 9-16 et défendit les organisations clandestines du parti. Mais il maintint ses positions mencheviques pour les questions cardinales de stratégie et de tactique. — P. 154.

59. Il s'agit des décisions adoptées à *la session plénière du Comité central du P.O.S.D.R.* dite d'unification qui se tint du 2 au 23 janvier (15 janvier-5 février) 1910 à Paris.

Y prirent part des représentants de tous les groupes et fractions ainsi que des organisations social-démocrates nationales. Les conciliateurs avaient la majorité. Au cours de cette session, Lénine mena une lutte opiniâtre contre les liquidateurs, les vpériodovistes, les trotskistes et les conciliateurs ; il se fit le promoteur de la ligne visant au rapprochement des bolcheviks et des mencheviks pro-parti. Une résolution « Sur la situation dans le parti » fut adoptée sur instances de Lénine ; elle portait condamnation du courant liquidateur et de l'otzovisme, reconnaissait le danger que ces deux courants représentaient et la nécessité de les combattre. Appréciant la portée de la session de janvier, Lénine notait qu'elle avait définitivement déterminé la ligne tactique du parti en période de contre-révolution lorsque, développant la résolution de la Ve Conférence (de Russie) du P.O.S.D.R. tenue en 1908, elle avait déclaré que le courant liquidateur et l'otzovisme étaient des manifestations de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. La question de la nécessité d'arriver à une véritable unité du parti fut également rattachée aux tâches idéologiques et politiques qui lui incombaient dans le contexte historique donné. En même temps Lénine condamna vivement les décisions conciliatrices adoptées au plénum. On trouve une analyse détaillée des travaux de la session plénière et de la lutte qui s'y déroula dans l'article de Lénine « Notes d'un publiciste » (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 16. pp. 175-234). — P. 156.

60. Lénine cite ici la décision portant condamnation du courant liquidateur et de l'otzovisme, adoptée par la session du Comité central du P.O.S.D.R. de janvier 1910 (cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.*, 1re partie, 1954, p. 236). — P. 156.

61. « *Vozrojdénié* » [Renaissance], revue légale des mencheviks-liquidateurs ; parut de décembre 1908 à juillet 1910 à Moscou. — P. 159.

62. « *Nevski Goloss* » [La Voix de la Néva], hébdomadaire légal

des mencheviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg du 20 mai (2 juin) au 31 août (13 septembre) 1912. Il y eut au total 9 numéros. Le journal était publié par D. Kostrov en remplacement du *Jivoïé Diélo*. Y collaboraient P. Axelrod, L. Martov, A. Martynov, Y. Tchatski, etc. — P. 159.

63. « *Jivaïa Jizn* » [La Vie vivante], quotidien des mencheviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg en juillet 1913. — P. 160.

64. « *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* » [Le Nouveau journal ouvrier], quotidien publié par les mencheviks-liquidateurs à Pétersbourg en remplacement de la *Jivaïa Jizn* ; parut du 8 (21) août 1913 au 23 janvier (5 février) 1914. — P. 161.

65. Lénine fait allusion à la *loi du 11 (24) décembre 1905*, convoquant la Douma d'Etat « législative » ; cette loi fut promulguée par le gouvernement tsariste au plus fort de l'insurrection armée de Moscou. Elle garantissait la prédominance des propriétaires fonciers et des capitalistes à la Douma. La première Douma, élue conformément à la loi du 11 décembre 1905, fut dominée par les cadets. — P. 165.

66. Lénine appelle « *saints-pères de Sabler* » les prêtres qui, sur les directives du procureur général du Synode, le réactionnaire Sabler, furent amenés à participer activement aux élections pour la IVe Douma d'Etat, afin d'assurer l'élection de députés bien vus du gouvernement tsariste. Voir à ce sujet l'article de Lénine intitulé « Le clergé va aux urnes et les élections avec le clergé. » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 18, pp. 313-315). — P. 165.

67. *Les populistes*, représentants de la tendance petite-bourgeoise dans le mouvement révolutionnaire russe, apparue dans les années 60-70 du XIXe siècle. Les populistes voulaient abolir l'autocratie et remettre la terre des grands propriétaires fonciers à la paysannerie. Ils contestaient la nécessité de développement des rapports capitalistes en Russie et de la classe du prolétariat et, en conséquence, la force révolutionnaire principale résidait, pour eux, dans la paysannerie ; c'est dans la communauté rurale (voir note n° 79) qu'ils voyaient le socialisme en germe. C'est pourquoi les populistes allaient à la campagne, « au peuple », afin de soulever les paysans en vue de la lutte contre l'autocratie ; ils partaient d'une conception erronée du rôle de la lutte de classes dans le développement historique, considérant que c'est les héros qui font l'histoire et que les masses populaires suivent ensuite passivement. Les populistes employaient la tactique de la terreur individuelle pour combattre le tsarisme. Dans les années 80-90, les populistes s'engagèrent dans la voie de la réconciliation avec le tsarisme, traduisant les intérêts des koulaks ; ils menèrent une lutte acharnée contre le marxisme. — P. 165.

68. *Stolypine*, ministre de l'Intérieur et président du Conseil des ministres de la Russie tsariste (1906-1911). Son nom est lié à l'écrasement de la première révolution russe (1905-1907), et à la période de réaction politique sauvage qui le suivit.

Parti ouvrier stolypinien, c'est ainsi que les ouvriers appelaient les mencheviks-liquidateurs qui s'adaptaient au régime stolypinien, s'en accommodaient et cherchaient à obtenir du gouvernement tsariste, moyennant leur reniement du programme et de la tactique du P.O.S.D.R., l'autorisation de former un parti légal prétendument « ouvrier ». — P. 169.

69. *L.S.* (L. Sédov), pseudonyme du menchevik-liquidateur B. Guinsbourg. — P. 170.

70. Lénine fait allusion à deux articles de M. Olminski (Vitimski), publiés sous les titres « Qui est avec qui ? » et « La vérité », dans les numéros 105 et 123 de la *Pravda*, les 10 et 30 mai 1913. — P. 174.

71. La lettre *A propos de M. Bogdanov et du groupe « Vpériod »* a été écrite par Lénine à la suite de la publication par la *Pravda* le 26 mai 1913, d'une déclaration de A. Bogdanov à la rédaction. Bogdanov tentait de réfuter le fait, signalé par Lénine, dans l'article « Questions litigieuses » que la négation du travail à la Douma et de l'utilisation des autres possibilités légales était liées au « vpériodovisme » (cf. dans ce tome, p. 157). La rédaction de la *Pravda* avait publié la déclaration de Bogdanov avec la note suivante : « La rédaction partage entièrement le point de vue développé dans l'article « Questions litigieuses » paru dans le n° 95 et estime possible d'insérer à des fins d'impartialité, la déclaration suivante de notre collaborateur permanent le camarade Bogdanov. »

Cette note suscita une vive protestation de Lénine, qui répondit en envoyant à la *Pravda*, en même temps que la lettre « A propos de M. Bogdanov et du groupe « Vpériod », une note (qui ne fut pas publiée à l'époque et n'a toujours pas été retrouvée) qui s'élevait contre la falsification de l'histoire du Parti par Bogdanov. Lénine mit en garde à plusieurs reprises la rédaction de la *Pravda* contre la collaboration inadmissible de Bogdanov à un journal bolchevique. Bogdanov fut exclu du nombre des collaborateurs de la *Pravda* après qu'il eut écrit l'article « L'idéologie », contenant une propagande ouverte des conceptions machistes. — P. 177.

72. *Otzovisme* (du verbe russe *otozvat'*, rappeler), courant opportuniste apparu parmi les bolcheviks après la défaite de la révolution de 1905-1907. Considérant que dans les conditions de la réaction, le Parti doit se borner au seul travail clandestin, les otzovistes réclamaient que soient rappelés les députés social-démocrates de la Douma ; ils refusaient aussi d'entrer dans les syndicats ouvriers et autres organisations légales et semi-

légales. Cette politique aboutissait à couper le Parti des masses, à le transformer en une sorte de secte. — P. 177.

73. *Domov*, pseudonyme de M. Pokrovski.
Volski, pseudonyme de A. Sokolov.
Stépinski, pseudonyme de V. Menjinski. — P. 178.

74. Il s'agit des décisions du IVe Congrès (Congrès d'Unification) du P.O.S.D.R. tenu en 1906, et de la Ve Conférence (de Russie) du P.O.S.D.R. tenue en 1908 (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.* Ire partie, 1954, pp. 135, 203). — P. 180.

75. Il s'agit de la revue *Der Čechoslavische Sozialdemokrat* [Le Social-démocrate tchécoslovaque]. — P. 181.

76. Lénine fait allusion aux grèves qui éclatèrent en 1895, et surtout en 1896, à Pétersbourg, principalement parmi les ouvriers du textile. La grève de 1896 frappa toutes les grandes filatures de coton et les tissages de la capitale pour gagner ensuite les principales usines de constructions mécaniques, la manufacture de caoutchouc, l'usine de papier et la sucrerie. C'était la première fois que le prolétariat de Pétersbourg se dressait en masse contre les exploiteurs. Les grévistes étaient plus de 30 000. La grève était dirigée par l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de la ville, laquelle imprima des tracts et des proclamations appelant les ouvriers à défendre leurs droits d'un commun effort et sans rémission. L'« Union » avait publié et diffusé les revendications essentielles des grévistes : réduction de la journée de travail, qui ne devait pas dépasser 10 heures et demie ; augmentation des tarifs, paiement des salaires aux jours fixés, etc.

Les grèves de Pétersbourg eurent d'importantes répercussions. Le mouvement ouvrier prit de l'ampleur à Moscou et dans les autres villes de Russie. Le gouvernement fut contraint d'accélérer la révision de la législation du travail et de promulguer la loi du 2 (14) juin 1897 portant réduction de la journée de travail à 11 h 1/2 dans les usines et fabriques. — P. 184.

77. Lénine appelait *octobristes et cadets prussiens* les progressistes, parti de la bourgeoisie libérale fondé en 1861. — P. 185.

78. Le projet de discours *A propos de la politique agraire (générale) du gouvernement actuel* fut préparé par Lénine pour un député bolchevique à la Douma. Ce discours fut prononcé par N. Chagov le 9 (22) juin 1913 lors de la discussion du rapport de la commission budgétaire sur le budget du département des terres de l'Etat. La lecture du discours fut accompagnée par des exclamations des députés de la droite et de nombreux avertissements du président de la Douma, menaçant de retirer la parole à l'orateur, qui violait le règlement interdisant la lecture des discours.

Chagov fut obligé d'omettre un certain nombre de passages du projet de Lénine ; il ne lut que la moitié du texte environ. — P. 186.

79. *La communauté rurale en Russie* était la forme d'exploitation communautaire de la terre en vigueur chez les paysans, caractérisée par la rotation obligatiore des cultures, et des forêts et pâturages indivis. Les traits principaux de la communauté étaient les suivants : les paysans étaient collectivement responsables des paiements en espèces — dans les délais et en totalité — et de l'exécution de corvées de toutes sortes au profit de l'Etat et des gros propriétaires fonciers ; la terre était régulièrement redistribuée, les paysans n'avaient pas le droit de la refuser, il leur était interdit d'en acheter et d'en vendre.

En Russie, la communauté rurale était connue depuis les temps les plus reculés. Dans le cours de l'évolution historique, elle devint progressivement un des piliers du féodalisme. Les gros propriétaires fonciers et le gouvernement utilisaient la communauté pour renforcer le joug féodal et extorquer au peuple paiement et redevances.

La question de la communauté fut l'objet d'ardentes discussions et donna naissance à une énorme littérature économique. Les populistes (voir note n° 67) lui accordaient une attention toute particulière, la considérant comme le gage d'une voie proprement russe d'accession au socialisme. En recueillant et falsifiant les faits de manière tendancieuse, en utilisant les « chiffres moyens », les populistes essayaient de démontrer que la paysannerie russe attachée à la communauté était dotée d'une « stabilité » particulière, que la communauté préservait les paysans de la pénétration des rapports capitalistes, les sauvait de la ruine et de la stratification sociale. Dès 1880, Plékhanov démontra l'inconsistance des illusions populistes sur le socialisme communautaire ; Lénine, après 1890, paracheva la défaite de leur théorie. Sur la base d'une énorme quantité de faits et de chiffres, Lénine montra comment se développaient les rapports capitalistes dans la campagne russe et comment le capital, en pénétrant dans la communauté rurale patriarcale, y décomposait la paysannerie en deux classes antagonistes : koulaks et paysans pauvres.

En 1906, le ministre Stolypine promulguait une loi qui autorisait les paysans à quitter la communauté, ainsi que la vente des lots, favorisant ainsi les koulaks. Neuf ans après la publication de cette loi qui donnait le signal de la liquidation officielle de la communauté et qui accélérait la division en classes de la paysannerie, plus de deux millions d'exploitants agricoles avaient quitté la communauté. — P. 186.

80. Durant la guerre russo-turque de 1877-1878, des combats acharnés eurent lieu au défilé de la Chipka ; néanmoins, l'état-major des troupes tsaristes proclamait dans ses communiqués : « Tout est calme à la Chipka ». Cette expression ironique est appliquée

à ceux qui cherchent à dissimuler ou à enjoliver la vérité. — P. 189.

81. Lénine fait allusion aux lois agraires promulguées par Stolypine en 1906-1907. Le 9 (22) novembre 1906, fut publiée une loi permettant aux paysans de quitter la communauté rurale et sanctionnant la propriété de lots de terre. Avant celle-ci, d'autres lois avaient été édictées : sur la vente d'une partie des apanages (12(25) août) ; sur la vente des terres de l'Etat par l'intermédiaire de la Banque paysanne (27 août (9 septembre)), puis, le 15 (28) novembre une loi, « autorisant à consentir aux paysans des emprunts payés par la Banque agraire paysanne sur hypothèque des apanages ». — P. 198.

82. Il s'agit des manifestations slavophiles organisées par les éléments nationalistes réactionnaires à Pétersbourg les 17, 18 et 24 mars (30, 31 mars et 6 avril) 1913 à l'occasion des victoires serbo-bulgares sur les Turcs dans la première guerre balkanique. Les éléments réactionnaires cherchaient à tirer profit de la lutte de libération nationale des peuples balkaniques au bénéfice de la politique impérialiste menée par le tsarisme russe dans le Proche-Orient. — P. 230.

83. Lénine fait allusion au premier anniversaire des fusillades de la Léna du 4 avril 1912, marqué par une grève de vingt-quatre heures des ouvriers de Pétersbourg, à laquelle participèrent plus de 85 000 ouvriers. — P. 235.

84. *C.O.* (Comité d'organisation), centre directeur des mencheviks, constitué en 1912 lors de la conférence liquidatrice d'août ; fonctionna jusqu'à l'élection du Comité central du parti menchevique en août 1917. — P. 240.

85. Les élections à la direction du syndicat des métallurgistes de Pétersbourg eurent lieu le 21 avril (4 mai) 1913. Près de 800 ouvriers assistaient à l'assemblée des métallurgistes : plus de 400 ne purent trouver place dans la salle. Les bolcheviks proposaient une liste de candidats à la direction parue dans le n° 91 de la *Pravda* et distribuée au préalable à l'assistance. Malgré l'insistance des liquidateurs pour que l'élection se fît « sans distinction de tendance », l'écrasante majorité des assistants vota pour la liste de la *Pravda*. Sur 14 membres de la direction, 10 furent élus d'après cette liste. — P. 241.

86. « *Feuillet de discussion* », supplément au journal *Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R. ; parut du 6 (19) mars 1910 au 29 avril (12 mai) 1911 à Paris, à la suite d'une décision de la session de janvier 1910 du Comité central du P.O.S.D.R. Trois numéros furent publiés. Diverses tendances étaient représentées à la rédaction : bolcheviks, mencheviks, ultimatistes, Bund, plékhanoviens, social-démocratie de Pologne, social-démocratie du territoire de Lettonie. — P. 241.

87. « *Der Kampf* » [La Lutte], revue mensuelle, organe de la social-démocratie autrichienne ; adoptait une position opportuniste et centriste, en couvrant son activité sous des phrases de gauche ; parut à Vienne de 1907 à 1934. — P. 242.

88. Il s'agit du *XIIe congrès des médecins dit congrès Pirogov*, qui se tint à Pétersbourg du 29 mai (11 juin) au 5 (18) juin 1913. Environ 1 500 personnes y assistaient. — P. 246.

89. *Néo-malthusianisme*, une des théories auxquelles a donné lieu la doctrine réactionnaire et misanthropique développée par le pasteur et l'économiste bourgeois anglais P. Malthus (1766-1834). Cette doctrine tend à expliquer tous les fléaux sociaux engendrés par le capitalisme par des causes naturelles, de façon à détourner les masses laborieuses de la lutte contre le régime capitaliste. Malthus affirmait que le capitalisme et l'exploitation n'y étaient pour rien dans la paupérisation des masses populaires et qu'il fallait en rechercher la cause en ceci que la population s'accroissait plus vite que les subsistances. Il préconisait comme moyen pour écarter les fléaux sociaux la réduction de la population par l'abstention du mariage et la limitation des naissances.

Les idées de Malthus étaient prônées en Russie notamment par P. Strouvé, M. Tougan-Baranovski, S. Boulgakov, etc. Ils cherchaient à expliquer la paupérisation et la ruine des masses paysannes du pays par la surpopulation.

Le malthusianisme, qui justifie les épidémies, les guerres comme obstacles à la surpopulation, est largement utilisé par les idéologues actuels de l'impérialisme dans leurs efforts tendant à justifier la politique du colonialisme et de la préparation des guerres. — P. 246.

90. « *Rousskoïé Slovo* » [La Parole russe], quotidien édité par I. Sytine, qui parut à Moscou de 1895 à 1917. Officiellement sans-parti, le journal exprimait les intérêts de la bourgeoisie de tendances libérales modérées. Conçu essentiellement comme un organe d'information, c'était le premier journal de Russie qui eût des correspondants particuliers dans toutes les grandes villes du pays et diverses capitales étrangères.

En novembre 1917, le journal fut fermé pour avoir publié des calomnies antisoviétiques. En janvier 1918 parut de nouveau sous les titres *Naché Slovo* [Notre Parole] et *Novoïé Slovo* [La Nouvelle Parole]. Définitivement interdit en juillet 1918. — — P. 246.

91. Lénine appelait ainsi le *Neue Preussische Zeitung*, quotidien réactionnaire qui commença à paraître à Berlin en juin 1848 ; organe de la camarilla contre-révolutionnaire de la cour et aussi des junkers prussiens. Ce journal était connu également sous le titre de *Kreuszeitung* (Journal de la Croix), à cause de la croix qui figurait à son titre. Parut jusqu'en 1939. — P. 250.

92. Il s'agit de la politique appliquée par V. Plewe, homme d'Etat réactionnaire de la Russie tsariste. Alors qu'il était ministre de l'Intérieur et chef de la police politique, Plewe réprima impitoyablement les mouvements paysans, démantela plusieurs zemstvos, organisa des pogroms et fit une politique de russification aux confins de la Russie. — P. 250.

93. Voir K. Marx et F. Engels *Le Manifeste du Parti communiste.* — P. 253.

94. Les *Thèses sur la question nationale* furent rédigées par Lénine à l'occasion des exposés qu'il fit sur ce point les 9, 10, 11 et 13 juillet 1913 (nouveau calendrier) dans plusieurs villes de Suisse : Zürich, Genève, Lausanne et Berne. Ces exposés étaient entendus par des bolcheviks et aussi par des représentants des groupes d'autres partis socialistes à l'étranger. Le Recueil Lénine XVIII comporte un compte rendu détaillé des débats sur ces exposés. — P. 255.

95. *Fédération du pire type*, c'est ainsi que les décisions de la conférence de Prague, en 1912, caractérisent les relations qui ont existé entre le P.O.S.D.R. et les organisations social-démocrates nationales après le IVe Congrès (d'Unification). Bien que les organisations social-démocrates de Pologne et de Lituanie, du territoire de Lettonie et le Bund fussent adhérentes du P.O.S.D.R elles se tenaient en fait à l'écart des organisations russes ce qui gênait considérablement le travail du Parti. Leurs représentants ne participaient pas à la direction de l'activité du Parti à l'échelle de toute la Russie ; directement ou indirectement, ils favorisaient l'activité antiparti des liquidateurs. — P. 262.

96. « *Rousskaïa Molva* » [La Rumeur russe], quotidien, organe du parti des progressistes. Le journal parut à Pétersbourg du 9 (22) décembre 1912 au 20 août (2 septembre) 1913. — P. 263.

97. *Parti des Narodowcy* (national-démocratie), principal parti réactionnaire et nationaliste des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie de Pologne, étroitement lié à l'église catholique ; formé en 1897. Ses mots d'ordre étaient « harmonie des classes » et « intérêts nationaux » ; ils tentaient ainsi de soumettre les masses populaires à leur influence et de les entraîner à leur suite dans leur politique réactionnaire. Les narodowcy prônaient un nationalisme ardent et combatif et le chauvinisme comme moyen de lutte contre le mouvement socialiste et démocratique du peuple polonais et tentaient de l'isoler du mouvement révolutionnaire russe.

Durant la révolution de 1905-1907, cherchant à arriver a une entente avec le tsarisme sur le terrain de l'indépendance du Royaume de Pologne, les narodowcy s'engagèrent ouvertement dans la voie du soutien du tsarisme et de la lutte contre la révolution. Le Ve Congrès du P.O.S.D.R. (Congrès de Lon-

dres) adopta une résolution spéciale « Sur la démocratie nationale » soulignant la nécessité « de démasquer sans relâche et sans pitié le vrai visage contre-révolutionnaire et cent-noir des narodowcy et de dénoncer leur activité en tant qu'alliés du tsarisme dans sa lutte contre la révolution » (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.*, 1re partie, 1954, p. 168). — P. 263.

98. Il s'agit de la division de l'enseignement par nationalités, qui était la principale revendication du programme nationaliste bourgeois d'« autonomie nationale culturelle ». — P. 263.

99. Lénine fait allusion à la mise en congé pour l'été des députés de la IVe Douma d'Etat, après la fin de la première session. Cette interruption dura de 25 juin au 15 octobre (du 8 juillet au 28 octobre) 1913. — P. 270.

100. Lénine fait allusion au *Journal du peuple de Leipzig* (*Leipziger Volkszeitung*), organe de la social-démocratie allemande. Il parut quotidiennement de 1894 à 1933. — P. 273.

101. Il s'agit du *Sovrémennoïé Slovo* [La Parole d'aujourd'hui], quotidien cadet qui parut à Pétersbourg de septembre 1907 au 3 (16) août 1918. — P. 275.

102. « *Rossia* » [La Russie], quotidien cent-noir ; parut à Pétersbourg de novembre 1905 à avril 1914. A partir de 1906, organe officiel du ministère de l'Intérieur. Le journal était subventionné grâce à des fonds secrets du gouvernement. Lénine qualifiait la *Rossia* de « feuille policière à gages ». — P. 276.

103. Lénine fait allusion au discours prononcé par le député bolchevik G. Pétrovski à la séance du 20 mai (2 juin) 1913 de la Douma d'Etat, lors de la discussion du budget du ministère de l'Intérieur. Le projet en avait été rédigé par Lénine. Dans une lettre du 18 avril (1er mai) 1913, envoyée de Cracovie à Pétersbourg, N. Kroupskaïa écrivait qu'il fallait faire le maximum d'efforts pour prononcer ce discours jusqu'au bout, en raison de son extrême importance. Le manuscrit du discours n'a pas été retrouvé. — P. 280.

104. Le *IIe congrès des étudiants de l'Ukraine* se tint à Lvov du 19 au 22 juin (2-5 juillet) 1913 ; on l'avait fait coïncider avec la commémoration d'Ivan Franco, le grand écrivain, savant et démocrate ukrainien. Des étudiants ukrainiens résidant en Russie prirent part aux travaux du congrès. Le social-démocrate ukrainien Dontzov prononça un discours intitulé « La jeunesse ukrainienne et la position actuelle de la nation ». L'orateur défendit le mot d'ordre de l'Ukraine indépendante. Il fut appuyé par les national-démocrates, mais les groupes de social-démocrates ukrainiens émigrés de Russie protestèrent. — P. 280.

105. Le Groupe du Travail (troudoviks) était un groupe de démocrates petits-bourgeois, fondé en avril 1906 et composé de députés paysans à la première Douma d'Etat.

Les troudoviks réclamaient l'abolition de toutes les restrictions de caste et de nationalité, la démocratisation de l'administration autonome des villes et des zemstvos, le suffrage universel pour les élections à la Douma d'Etat. Le programme agraire des troudoviks s'inspirait des principes populistes d'une jouissance égalitaire de la terre. — P. 283.

106. Lénine fait allusion à un article d'Engels publié dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* (*Neue Rheinische Zeitung*) : « Les débats de Berlin sur la révolution ». — P. 286.

107. « *Journal de Francfort* » (*Frankfurter Zeitung*), quotidien, organe des gros boursiers allemands ; parut à Francfort-sur-le-Main de 1856 à 1943. — P. 290.

108. *L.M.* : l'un des leaders mencheviks, L. Martov. — P. 302.

109. *Zemskié natchalniki* (fonctionnaires des zemstvos), le gouvernement tsariste créa cette fonction administrative en 1889, afin d'affermir le pouvoir des propriétaires fonciers sur les paysans. Les zemskié natchalniki, désignés parmi les hobereaux locaux, reçurent de très vastes droits non seulement administratifs, mais aussi judiciaires, jusqu'à celui d'arrêter les paysans et de leur faire subir des châtiments corporels. — P. 306.

110. « *Le Social-démocrate* » (*Der Sozialdemokrat*), journal, organe central de la social-démocratie allemande publié à l'époque de la loi d'exception contre les socialistes ; parut à Zürich entre septembre 1879 et septembre 1888, puis à Londres du 1er octobre 1888 au 27 septembre 1890. La direction idéologique assurée par Engels garantissait au journal une orientation marxiste. Malgré quelques erreurs, le *Sozialdemokrat* défendit fermement la tactique révolutionnaire et joua un rôle éminent pour le rassemblement et l'organisation des forces de la social-démocratie allemande. Lorsque la loi d'exception contre les socialistes fut abolie, le journal cessa de paraître. *Vorwärts* (En avant) redevint l'organe central du parti. — P. 317.

111. Lénine fait allusion aux discours de A. Bebel, « Attaques contre les conceptions fondamentales et la tactique du parti », au Congrès de Hanovre de la social-démocratie allemande (9-14 octobre 1899), « La tactique du parti » et « La collaboration à la presse bourgeoise », au Congrès de Dresde (13-20 septembre 1903). — P. 319.

112. *La Douma de Boulyguine*, Douma d'Etat consultative ; le projet de loi établissant les modalités de sa convocation fut établi par A. Boulyguine, ministre de l'Intérieur comme l'en avait chargé le tsar. Le 6 (19) août 1905 étaient publiés un manifeste du tsar, une loi sur l'institution de la Douma d'Etat et un rè-

glement des élections. Le droit de vote pour les élections à cette Douma fut seulement accordé aux propriétaires fonciers, aux gros capitalistes et à un petit nombre de paysans-propriétaires. La Douma n'avait pas le droit de promulguer de lois, mais seulement de discuter certaines questions en qualité d'organe consultatif auprès du tsar. Les bolcheviks appelèrent les ouvriers et les paysans à boycotter la Douma de Boulyguine et concentrèrent toute leur campagne d'agitation autour des mots d'ordre suivants : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire. La campagne de boycottage fut utilisée par les bolcheviks pour la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires, la tenue de grèves politiques de masse et la préparation de l'insurrection armée. Les élections n'eurent pas lieu et le gouvernement ne put convoquer l'assemblée. La Douma fut balayée par la montée de la révolution et la grève politique générale en octobre 1905. — P. 322.

113. Lénine fait allusion à la célèbre thèse de Lassalle suivant laquelle, par rapport à la classe ouvrière, toutes les autres classes ne forment qu'une seule masse réactionnaire. Cette thèse fut insérée dans le programme du Parti social-démocrate d'Allemagne, adopté en 1875 au Congrès de Gotha.
La critique de cette thèse a été faite par Marx dans son ouvrage *Critique du programme de Gotha*. — P. 322

114. Lénine vise plus particulièrement l'organe des cadets la *Retch*, qui avait consacré l'éditorial du 7 août 1913 à la question de l'attribution de terres aux ouvriers des usines Stroganov ; diverses correspondances avaient été publiées aussi dans le numéro du 4 août. Le *Rousskoïé Slovo* avait fait état de cette affaire dans son numéro de 4 août. Des articles analogues avaient paru dans d'autres journaux. — P. 325.

115. *Saltytchikha*, Daria Saltykova (1730-1801), propriétaire célèbre pour les effroyables tortures qu'elle faisait subir à ses serfs. — P. 332.

116. Lénine fait allusion à la revue libérale *Pravo* (Le Droit) qui publia le 18 (31) août 1913 un article de J. Berman intitulé « Influence des facteurs social, juridique et économique sur les crimes contre la sûreté de l'Etat ». — P. 353.

117. Il s'agit du journal *Irish Independent*, quotidien paraissant depuis 1891 ; principal organe des nationalistes irlandais. — P. 358.

118. On appelait *lot d'oukaze* le lot de terre fixé par le règlement du 19 février 1861 pour la zone des steppes de la Russie. Alors que pour les zones de terres noires et de terres non noires étaient instituées deux normes de lots par habitant : une norme supérieure et une norme inférieure (celle-ci trois fois moindre que la pre-

mière), pour la zone des steppes, en raison de l'abondance des terres, était instituée une seule dimension de lot, fixée par la loi (oukaze). — P. 362.

119. Il s'agit du *Berliner Tageblatt und Handelszeitung*, journal bourgeois allemand qui parut de 1872 à 1939. — P. 366.

120. *G.R.* (G. Rakitine) : pseudonyme du menchevik-liquidateur V. Zederbaum. — P. 368.

121. Cf. K. Marx, *Théorie de la plus-value*, 2e partie. — P. 369.

122. La réélection de la direction du syndicat des métallurgistes de Pétersbourg eut lieu le 25 août (7 septembre) 1913. Environ 3 000 ouvriers assistaient à l'assemblée. Malgré les tentatives des liquidateurs pour monter les assistants contre la direction bolchevique du syndicat, une résolution exprimant des remerciements à cette direction pour son bon travail fut adoptée à une immense majorité, dans des applaudissements nourris. La liste des liquidateurs réunit environ 150 suffrages. La liste bolchevique, publiée dans la *Sévernaïa Pravda*, fut votée à une écrasante majorité. — P. 376.

123. L'article *Le langage des chiffres* fut publié dans les nos 13 et 14 du journal *Nach Pout*, les 8 et 10 septembre 1913, avec la note suivante de la rédaction : « La rédaction présente ses excuses à l'auteur pour les coupures et modifications *indispensables* apportées à l'article. » Il a été impossible d'établir quelles modifications au juste ont été apportées, car le manuscrit de Lénine n'a pas été retrouvé. — P. 384.

124. « *Justice* », bebdomadaire ; organe central de la Fédération social-démocrate anglaise ; à partir de 1911, organe du Parti socialiste britannique ; parut à Londres de 1884 à 1925. Parut sous le titre de *Social-Démocrate* entre février 1925 et décembre 1933. — P. 396.

125. Il s'agit de la revue des social-démocrates anglais *The Social-Democrat* qui parut à Londres de 1897 à 1911. — P. 396.

126. Il s'agit de l'*Iskra*, premier journal marxiste illégal pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900. Joua un rôle décisif pour la création d'un parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière en Russie. De juin 1902 au printemps 1903 le journal fut édité à Londres. — P. 398.

127. *Les trois piliers*, expression couramment employée dans la presse bolchevique légale et aux réunions légales pour désigner les trois mots d'ordre fondamentaux (non tronqués), à savoir : république démocratique, journée de travail de 8 heures, confiscation de toutes les terres seigneuriales. Voir p. 51 du présent tome. — P. 400.

128. *Manilov* : propriétaire foncier, personnage des *Ames Mortes* de Gogol. Personnification de la placidité, de la mièvrerie et des rêves creux. — P. 406.

129. *La loi du 4 (17) mars 1906* (règlement provisoire des sociétés, associations et assemblées) autorisait l'organisation de sociétés, d'associations, etc., mais en même temps instituait une série d'obstacles qui en fait réduisaient la loi à néant. La loi donnait au ministre de l'Intérieur le droit, non seulement d'interdire à son gré les sociétés et associations, mais encore de refuser d'enregistrer des associations nouvelles et d'interdire les réunions publiques.

On appelait *loi du 2 (15) décembre 1905* le règlement provisoire suivant lequel la participation à des grèves était considérée comme un délit passible de sanctions pénales. — P. 415.

130. « *Iénisséiskaïa Mysl* » [la Pensée de l'Iénisséi], quotidien provincial de tendance bourgeoise libérale ; parut à Krasnoïarsk de 1912 à 1915. — P. 420.

131. « *Grajdanine* » [le Citoyen], revue réactionnaire ; parut à Pétersbourg de 1872 à 1914. A partir des années 1880, organe des monarchistes ultras, avec pour rédacteur en chef le prince Méchtcherski ; cette revue financée par le gouvernement avait une diffusion insignifiante, mais elle avait de l'influence parmi les milieux des fonctionnaires. — P. 422.

132. Lénine fait allusion au *premier congrès du P.O.S.D.R.* qui se tint à Minsk du 1er au 3 (13-15) mars 1898. Neuf délégués représentant six organisations y assistaient. Ces organisations étaient quatre sections de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » pour Pétersbourg, Moscou, Iékatérinoslav et Kiev, le groupe de la *Rabotchaïa Gazéta* [Journal Ouvrier] de Kiev et le Bund. Le congrès élit le Comité central du Parti, reconnut comme organe officiel la *Rabotchaïa Gazéta*, publia un « Manifeste » et déclara l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » représentant du parti à l'étranger (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.*, Ire partie, 1954, pp. 11-15). — P. 424.

133. Lénine cite une formule caractérisant l'évolution du tsarisme dans la période de la réaction stolypinienne, extraite de la résolution de la cinquième Conférence (de Russie) du P.O.S.D.R. de 1908 « Le moment actuel et les tâches du Parti » (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.*, Ire partie, 1954, p. 195). — P. 432.

134. *Le IVe Congrès (Congrès d'Unification) du P.O.S.D.R.* (qui se tint à Stockholm du 10 au 25 avril 1906) rejeta la formula-

tion de l'article Ier des Statuts proposée par Martov et adoptée au IIe Congrès ; il adopta la formule de Lénine selon laquelle pouvaient être « membres du parti tous ceux qui reconnaissent son programme, soutiennent matériellement le parti et adhèrent à l'une de ses organisations » (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.*, Ire partie, 1954, p. 135). — P. 432.

135. *Le Xe Congrès (Congrès de Brest) du Parti socialiste français* se tint du 10 au 16 (23 au 29 mars) 1913 à Brest. — P. 436.

136. Lénine fait allusion au IVe congrès des employés de commerce et d'industrie, qui se tint à Moscou du 29 juin au 3 juillet (12-16 juillet) 1913, en présence de 378 délégués. Les bolcheviks, suivis par près de la moitié des délégués, entraînaient également les éléments populistes de gauche du congrès, formant avec eux la majorité. Les liquidateurs étaient représentés par un groupe insignifiant. Les travaux du congrès firent l'objet de comptes rendus circonstanciés dans la *Pravda*. Sur ordre du ministre de l'Intérieur, le congrès fut interdit. — P. 441.

137. Lénine cite en le modifiant un peu le poème de Nékrassov, *L'Homme des années quarante* :

« Mais rester parfois à l'écart
« Dans une question difficile et délicate... » — P. 444.

138. *La Conférence du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti* (dite conférence « d'été » pour des raisons de sécurité) eut lieu du 23 septembre au 1er octobre (6-14 octobre) 1913 au village de Poronine (non loin de Cracovie), où résidait alors Lénine. C'était la seconde conférence élargie du C.C. depuis celle de Prague. Elle dressa le bilan de l'activité du parti depuis la conférence de Cracovie et définit les tâches nouvelles du parti.

La conférence examina les questions suivantes : 1) Rapports de la base, rapport sur le travail des social-démocrates polonais et lituaniens et compte rendu d'activité du Comité central élu à la conférence de Prague ; 2) l'agitation et ses tâches au moment présent ; 3) question de l'organisation et congrès du Parti ; 4) mouvement gréviste ; 5) la presse du Parti ; 6) travail de la social-démocratie à la Douma ; 7) la fraction social-démocrate à la Douma ; 8) travail au sein des associations légales ; 9) question nationale ; 10) les populistes ; 11) le prochain congrès socialiste international de Vienne. Lénine dirigea la conférence. Il en prononça le discours d'ouverture, présenta le compte rendu d'activité du Comité central, les rapports sur la question nationale et sur le congrès socialiste international de Vienne ; en outre, Lénine intervint presque sur toutes les questions figurant à l'ordre du jour, formula des propositions, établit et révisa les projets de résolutions.

Les rapports de la base donnèrent lieu à un échange d'expérience sur les méthodes de travail dans les conditions de la clandestinité.

Le texte du rapport d'activité du Comité central présenté par Lénine n'a pas été retrouvé. Dans ses souvenirs, A. Badaev donne un bref aperçu de quelques points de ce rapport. Lénine indiqua notamment que le développement du mouvement révolutionnaire et le progrès du travail effectué par le parti en Russie avaient confirmé la justesse de la ligne choisie par le Parti bolchevique, telle qu'elle avait été tracée à la Conférence de Prague en 1912 et à la Conférence de Cracovie élargie aux militants du parti tenue en 1913. Les succès éclatants remportés lors des élections à la IVe Douma, la création du journal légal la *Pravda*, les succès acquis lors des élections à la direction du syndicat des métallurgistes de Pétersbourg, l'ampleur du mouvement gréviste dans le pays, tout cela est le fruit de l'activité du parti sous la direction du Comité central. « Et nous pouvons dire, la conscience tranquille, dit l'orateur, que nous avons accompli jusqu'au bout les tâches que nous avons assumées. Les rapports de la base traduisent le désir des ouvriers de renforcer leurs organisations et d'en créer. Eh bien, les ouvriers doivent savoir qu'eux seuls peuvent créer leur organisation, personne d'autre ne le fera pour eux » (A. Badaev *Les bolcheviks à la Douma d'Etat*, 1939, p. 186). N. Kroupskaïa, secrétaire du C.C., prit la parole pour rendre compte du travail d'organisation technique effectué par le C.C. : correspondance, liaison, moyens de transport, personnes de confiance et agents du C.C. qui opéraient dans la plupart des grandes villes.

A l'issue des débats sur le rapport d'activité et les rapports de la base, la conférence adopta deux résolutions rédigées par Lénine : « L'agitation et ses tâches au moment présent » et « La question d'organisation et le congrès du Parti » ; elles définissaient les tâches du Parti et les principales formes d'activité dans les conditions historiques nouvelles.

L'une des questions cruciales de la conférence était la question nationale ; elle occupait alors une place de premier plan parmi celles que soulevait la vie publique en Russie.

Dans le rapport qu'il fit sur la question nationale, Lénine souligna que la lutte contre l'oppression nationale était indissolublement liée à la lutte contre le tsarisme, pour la liberté et la démocratie. Cette lutte pouvait être couronnée de succès, dit-il, à condition que les ouvriers de toutes nationalités vivant en Russie s'unissent en des organisations prolétariennes uniques.

Vu l'importance des questions mises en discussion et des décisions prises, la rencontre de Poronine eut la portée d'une conférence du parti. Les procès-verbaux de la conférence de Poronine n'ont pas été retrouvés. Les résolutions furent publiées en brochure séparée : « Avis et résolutions de la Conférence du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du Parti, été 1913 », parue à l'étranger aux éditions du Comité central.

Pour des raisons de sécurité, certaines résolutions ne furent pas publiées intégralement.

Le texte intégral des résolutions fut publié en une édition polycopiée illégale.

On possède des matériaux relatifs à la conférence de Poronine qui furent trouvés au département de la police. Il avait été informé dans le détail par les provocateurs Malinovski et Lobov. — P. 449.

139. Il était prévu de faire coïncider *le congrès du parti* avec le congrès socialiste international de Vienne qui devait se tenir en août 1914. En juillet, les préparatifs du congrès et les élections des délégués au congrès socialiste international tiraient à leur fin. Mais la déclaration de la guerre et la réaction forcenée qui suivit modifièrent brusquement la situation dans le pays. La fermeture des frontières et le déclenchement des hostilités coupèrent court à toutes les liaisons avec les autres pays. La tenue du congrès fut remise jusqu'à une époque plus favorable. Le congrès international ne pouvait pas non plus avoir lieu dans ces conditions. Même s'il ne fut pas possible de réunir le congrès du Parti, le travail de préparation joua un rôle considérable pour la consolidation des organisations de base. — P. 454.

140. Il s'agit du journal ouvrier de Moscou *Nach Pout*. Le premier numéro en parut le 25 août (7 septembre) 1913. Lénine y collabora activement ; il envoyait ses articles en même temps à la *Pravda* et à *Nach Pout*. Le journal était très populaire parmi les ouvriers ; 395 groupes ouvriers l'aidèrent par des collectes de fonds. *Nach Pout* fut en butte aux persécutions continuelles de la police et fut finalement interdit le 12 (25) septembre 1913 ; 16 numéros parurent en tout. A l'interdiction de *Nach Pout*, les ouvriers de Moscou ripostèrent par une grève, mais la publication du journal ne put être reprise. — P. 455.

141. Il est question en premier lieu des éditions bolcheviques légales « Priboi » fondées à Pétersbourg au début de 1913 et qui travaillèrent sous la direction du C.C. du Parti.

Lorsque la première guerre mondiale éclata, les persécutions du gouvernement tsariste contre la presse ouvrière reprirent de plus belle et « Priboi » dut cesser son activité ; elle ne devait reprendre qu'en mars 1917.

En 1918, « Priboi » fut incorporé par la maison d'édition « Kommunist » née de la fusion de plusieurs autres éditions (« Volna », « Jizn i Znanié », etc.). — P. 456.

142. *L'organe central du P.O.S.D.R.*, le journal clandestin *Social-Démocrate*, parut de février 1908 à janvier 1917. Le premier numéro, préparé par les bolcheviks, avait déjà été en partie imprimé dans une imprimerie privée de Wilno, lorsqu'il fut saisi par l'Okhrana (la police secrète) tsariste. Une seconde

tentative fut faite peu après à Pétersbourg pour faire paraître le journal. Les gendarmes, une fois encore, réussirent à mettre la main sur la plupart des exemplaires déjà prêts. Par la suite, l'édition du journal fut transférée à l'étranger : les numéros 2-32 (février 1909-décembre 1913) parurent à Paris, les nos 33-58 (novembre 1914-janvier 1917) à Genève. Il y eut au total 58 numéros dont 5 avec des suppléments.

La rédaction de l'organe central comprenait, conformément à une décision du Comité central du P.O.S.D.R., élu au Ve Congrès de Londres, des représentants des bolcheviks, des mencheviks et des social-démocrates polonais. En fait, le journal était dirigé par Lénine. Ces articles en constituaient l'essentiel. Le *Social-Démocrate* publia plus de 80 articles et notes rédigés par Lénine.

Au sein de la rédaction, Lénine luttait contre les mencheviks-liquidateurs pour une ligne bolchevique conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) faisait preuve de conciliation envers les liquidateurs et essayait de mettre en échec l'application de la ligne de Lénine. Les mencheviks Martov et Dan, membres de la rédaction, sabotaient le travail de l'Organe central et, en même temps, défendaient ouvertement le courant liquidateur dans le *Goloss Sotsial-Démokrata* [la Voix du Social-Démocrate] ; ils gênaient la collaboration des mencheviks pro-parti au journal. La lutte implacable de Lénine contre les liquidateurs aboutit en juin 1911 au départ de Martov et de Dan de la rédaction du *Social-Démocrate*. À partir de décembre 1911, Lénine dirigea le journal.

Durant les sombres années de la réaction et dans la période d'un nouvel essor du mouvement révolutionnaire, le *Social-Démocrate* joua un rôle immense dans la lutte que les bolcheviks menèrent contre les liquidateurs, trotskistes, otzovistes et pour le maintien du parti marxiste illégal, le renforcement de son unité et le raffermissement des liens avec les masses.

Pendant la première guerre mondiale, le *Social-Démocrate*, en tant qu'Organe central du Parti bolchevique, joua un rôle excessivement important en ce qui concerne la propagande des mots d'ordre bolcheviques touchant la guerre, la paix et la révolution. — P. 456.

143. Il s'agit du point 3 (h) de la résolution « Sur la fraction social-démocrate à la Douma », adoptée par la cinquième conférence (de Russie) du P.O.S.D.R. en 1908 (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.*, 1re partie, 1954, p. 200). Lénine y soumit deux projets de la partie de la résolution relative au vote du budget par la fraction social-démocrate (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 15, pp. 298-299). La résolution qui fut adoptée définissait les conditions du vote pour les articles relatifs aux dépenses d'ordre culturel avec moins de précision que les projets de Lénine. Dans la résolution « Sur le travail social-démocrate à la Douma » de la conférence de Poronine, cette partie fut approuvée dans une rédaction nouvelle et améliorée. — P. 457.

144. Il s'agit des décisions du Ve Congrès du P.O.S.D.R., tenu à Londres en 1907 et du congrès socialiste international de Stuttgart, tenu la même année, décisions dirigées contre le principe opportuniste de la « neutralité » des syndicats. — P. 459.

145. Lénine fait allusion à la décision de la conférence des liquidateurs tenue en août 1912 à Vienne, qui reconnaissait le mot d'ordre opportuniste d'« autonomie nationale culturelle » compatible avec le programme du P.O.S.D.R. — P. 460.

146. « *Zavéty* » [les Préceptes], revue mensuelle légale, littéraire et politique, de tendance socialiste-révolutionnaire ; parut à Pétersbourg d'avril 1912 à juillet 1914. — P. 464.

147. Il s'agit de la résolution du Ve Congrès du P.O.S.D.R. (Congrès de Londres en 1907) concernant l'attitude vis-à-vis des partis non prolétariens (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.*, 1re partie, 1954, pp. 164-165). — P. 470.

148. *Rodtchev, F.*, propriétaire foncier de Tver, un des organisateurs et membres les plus actifs du parti cadet — P. 473.

149. En envoyant à la rédaction de *Za Pravdou* l'article *Matériaux relatifs à la lutte au sein de la fraction social-démocrate à la Douma*, Lénine proposait d'insérer dans le numéro du dimanche 27 octobre (9 novembre) 1913 un encart spécial, entièrement consacré à la campagne pour le soutien des « Six » députés bolcheviques.

Or, le n° 22 de ce journal avec l'article de V. Lénine, ne parut que le 29 octobre (11 novembre) 1913. Ayant appris que ce numéro avait été confisqué, Lénine, dans une lettre à la rédaction, demanda la réimpression des « Matériaux » dans les numéros suivants. Mais l'article ne fut pas réinséré. Il fut republié en 1914, dans le recueil *Le marxisme et le courant liquidateur*, sous le titre « Documents pour l'histoire de la formation de la fraction ouvrière social-démocrate à la Douma » avec en complément un chapitre intitulé « La réponse des ouvriers à la formation de la fraction ouvrière social-démocrate à la Douma d'Etat ». — P. 492.

150. La « *Zvezda* » [l'Etoile], journal bolchevique légal ; parut à Pétersbourg du 16 (29) décembre 1910 au 22 avril (5 mai) 1912 ; d'abord hebdomadaire, il parut deux fois par semaine à partir du 21 janvier (3 février) 1912 et trois fois à partir du 8 (21) mars. Le continuateur direct de la *Zvezda* fut le journal la *Nevskaïa Zvezda* [l'Etoile de la Néva] dont la publication avait été décidée vu les fréquentes saisies de la *Zvezda*.

Lénine assurait la direction idéologique du journal ; il était en correspondance avec les membres de la rédaction, diri-

geait leur travail, critiquait leurs erreurs surtout durant les premiers temps de l'existence de la *Zvezda* ; Lénine luttait pour une orientation marxiste conséquente du journal. Une cinquantaine de ses articles furent publiés dans la *Zvezda* et la *Nevskaïa Zvezda*.

La *Zvezda* établit des liens permanents et solides avec les ouvriers. La rubrique consacrée au mouvement ouvrier se faisait l'écho des besoins les plus préssants des ouvriers. Le journal jouissait d'une vaste autorité parmi les travailleurs de Russie. La *Zvezda* prépara l'édition du quotidien bolchevique la *Pravda*. — P. 498.

151. « *Gorodskoïé Diélo* » [l'Œuvre municipale], revue bimensuelle cadette consacrée aux questions de l'économie et de l'administration municipales ; parut à Pétersbourg de 1909 à 1918. — P. 511.

152. L'article *Sur la scission au sein de la fraction social-démocrate russe à la Douma* fut écrit en réponse à un article calomniateur sur la scission de la fraction social-démocrate russe à la Douma, paru sans signature dans le journal social-démocrate allemand *Leipziger Volkszettung* [Journal du peuple de Leipzig] le 15 novembre 1913.

Lénine voulait tenir au courant la social-démocratie internationale et notamment allemande, de la situation véritable du mouvement ouvrier de Russie, mais la direction opportuniste du parti social-démocrate allemand refusait d'insérer les articles des bolcheviks dans son organe central *Vorwärts*. Seule la rédaction du *Leipziger Volkszettung* publia cet article de Lénine, mais avec un grand retard, qu'elle expliqua par le manque de place et « d'autres raisons ». — P. 516.

153. « *Volnaïa Mysl* » [la Pensée libre], un des titres du journal légal populiste de gauche (socialiste-révolutionnaire) *Jivaïa Mysl* [la Pensée vivante], qui parut à Pétersbourg d'août 1913 à juillet 1914 ; le journal changea de titre à plusieurs reprises : *Vernaïa Mysl* [la Pensée juste], *Mysl Trouda* [la Pensée du travail], *Sévernaïa Mysl* [la Pensée du Nord], *Stoïkaïa Mysl* [la Pensée ferme], etc. — P. 521.

154. Marx et Engels appelaient « *socialisme royal prussien* » la politique d'accommodement avec le gouvernement de Bismarck, pratiquée à la suite de Lassalle par son disciple Schweitzer, rédacteur en chef de l'organe lassallien le *Social-Démocrate*. — P. 526.

155. Le 23 octobre (5 novembre) 1913 les débats à la Douma portèrent entre autres sur la question de la violation de la loi du 4 (17) mars 1906 relative à la liberté de réunion. Le député Touliakov, intervenant au nom des « Sept » mencheviks, ramena son allocution à la question de la « liberté de coalition » ; le bolchevik Badaev dit notamment que le régime existant, en

privant les travailleurs de la liberté de parole, les obligeait à prendre la clandestinité et que, de même que « la clandestinité de 1904 avait abouti à la révolution de 1905 », de même leur mouvement aurait cette fois encore son effet : le régime tsariste gangréné s'effondrerait en même temps que la Douma noire des terriens, — « alors seulement la classe ouvrière pourra exercer les libertés qu'elle brigue ». L'intervention de Badaev fut interrompue à trois reprises par le président de la Douma Rodzianko.

Les discours de Badaev et Touliakov furent publiés dans le n° 19 du journal *Za Pravdou*, paru le 25 octobre 1913. — P. 527.

156. Les divergences entre la Direction générale du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie et l'organisation de Varsovie, la plus forte et la plus ferme du point de vue révolutionnaire dans la social-démocratie polonaise, commencèrent en 1908, au VIe congrès de ce parti, où fut vivement critiquée la ligne de conduite de la Direction générale, avec à sa tête R. Luxembourg, L. Tyszka, etc., pour sa position dénuée de principes au sein du P.O.S.D.R., son intolérance vis-à-vis de la critique des organisations locales, etc. Le congrès exprima son manque de confiance envers la Direction générale.

En 1912, la Direction générale déclara dissous le Comité de Varsovie en l'accusant de « scissionnisme » et le soupçonnant sans aucun fondement d'être en rapport avec l'Okhrana, et désigna un nouveau Comité de Varsovie formé avec ses partisans. A ce moment, le Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie se scinda.

Lénine suivait sans cesse le déroulement de la lutte au sein de la social-démocratie polonaise. Il publia un certain nombre d'articles consacrés à la scission du parti social-démocrate polonais, non seulement dans la presse russe du Parti, mais aussi dans la presse polonaise ; de plus, il intervint publiquement au Bureau socialiste international s'opposant aux attaques de la Direction générale contre l'organisation de Varsovie.

Partageant sur une série de points fondamentaux la ligne tactique des bolcheviks, les « scissionnistes » s'efforçaient de se rapprocher d'eux sur le plan de l'organisation, malgré les divergences sur la question nationale (les « scissionnistes » adoptaient les positions semi-menchéviques de R. Luxembourg). Ils participèrent à la conférence (« d'été ») de Poronine du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti en septembre 1913. Durant la guerre mondiale impérialiste (1914-1918), les deux fractions de la social-démocratie polonaise se réunifièrent en un parti unique, qui se tint sur une plate-forme internationaliste. En décembre 1918, le Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie et la « lewica » (aile gauche) du P.S.P. fondèrent le Parti communiste ouvrier de Pologne. — P. 531.

157. *Bureau socialiste international* (B.S.I.), organe exécutif et d'information permanent de la IIe Internationale ; la décision de

créer le B.S.I. composé de représentants des partis socialistes de tous les pays fut prise au Congrès de Paris de la IIe Internationale tenu en septembre 1900. Les représentants des social-démocrates russes furent G. Plékhanov et B. Kritchevski. A partir de 1905, Lénine participa aux travaux du B.S.I. comme représentant du P.O.S.D.R. En 1912, la VIe Conférence du Parti (conférence de Prague) réélit Lénine représentant du P.O.S.D.R. auprès du B.S.I. Lénine mena une lutte opiniâtre au sein du Bureau contre l'opportunisme des dirigeants de la IIe Internationale. Le B.S.I. cessa son activité en 1914. — P. 532.

158. La question du congrès de Vienne fut débattue lors d'une réunion du Bureau socialiste international tenue en décembre 1913. La convocation du congrès fut décidée pour août 1914, de façon à le faire coïncider avec la commémoration du cinquantenaire de la Ire Internationale.

La question du congrès socialiste international de Vienne fut discutée à la conférence du C.C. à Poronine élargie aux militants du Parti. Lénine présenta un rapport dans lequel il proposa de prendre toutes mesures utiles afin que la majorité des délégués à ce congrès fussent des ouvriers social-démocrates.

Fin juillet 1914, le choix des délégués était pratiquement terminé, mais le début des hostilités ne permit pas la tenue du congrès. — P. 533.

159. *Le Congrès socialiste d'Amsterdam de la IIe Internationale* eut lieu du 14 au 20 août 1904. Il examina entre autres les questions suivantes : 1) règles internationales de la tactique socialiste ; 2) unité des partis ; 3) grève générale ; 4) politique coloniale. Dans sa résolution relative à l'unité du mouvement socialiste, le congrès recommanda aux diverses tendances du mouvement socialiste français, jauressistes, guesdistes, et aux différents courants socialistes existant dans les autres pays de s'unir en des partis socialistes uniques afin de combattre plus efficacement le capitalisme. La résolution déclarait en substance qu'il était « nécessaire d'opposer dans chaque pays aux partis bourgeois un parti socialiste uni, à l'instar du prolétariat uni ». Toutefois, elle ne précisait pas que cette union devait avoir pour base la reconnaissance des principes du marxisme révolutionnaire, faute de quoi cette unité risquerait d'entraîner une soumission du courant révolutionnaire au courant opportuniste. Un pas en avant avait été fait, mais dans l'ensemble les décisions adoptées au congrès étaient hybrides, car une nouvelle concession avait été accordée à l'opportunisme. La question de la transformation de la grève de masse en insurrection armée n'avait pas été abordée, et l'on n'avait pas infligé de riposte aux opportunistes de droite cherchant à justifier la politique coloniale des puissances impérialistes. S'il avait condamné le révisionnisme en paroles, le congrès ne déclara pas rompre avec ce courant et passa sous silence la question de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. — P. 533.

160. *Le Congrès de Copenhague de la IIe Internationale* se tint du 28 août au 3 septembre 1910.

A l'issue des débats suscités par la scission de la social-démocratie tchèque d'avec le Parti social-démocrate autrichien, une résolution sur l'unité du mouvement socialiste fut adoptée. Proche de la décision prise au congrès d'Amsterdam, elle citait comme exemple, en faveur du principe de l'unité, l'union à laquelle étaient arrivés les partis socialistes français. Le congrès adopta aussi une résolution foncièrement juste sur l'unité du mouvement syndical, préconisant le groupement des syndicats en une organisation unique dans chaque pays ; elle était dirigée principalement contre la délégation tchèque qui s'affirmait pour une organisation des syndicats suivant le principe national. Les Autrichiens et avec eux les représentants des autres nationalités, résidant en Autriche, se déclarèrent en faveur du principe énoncé dans la résolution et contre le morcellement des syndicats suivant les nationalités. La question fut soumise pour examen à la deuxième commission du congrès chargée de la mise au point des questions concernant l'unité du mouvement syndical et la solidarité internationale. La commission, puis l'assemblée plénière, se déclarèrent contre le séparatisme national tchèque dans le mouvement professionnel.

La résolution du Congrès de Copenhague ne fut cependant pas appliquée en Autriche. La responsabilité en incombait non seulement aux séparatistes tchèques déclarés, mais encore aux nationalistes autrichiens « raffinés », tels que Bauer et Renner, avec leurs théories d'« autonomie nationale ». Lénine a montré dans ses ouvrages consacrés à la question nationale que cette théorie conduit au morcellement du prolétariat en organisations « nationales » opposées les unes aux autres, ce qui ne fait que l'affaiblir. — P. 533.

161. Lénine fait allusion aux déclarations de F. Engels dans son article « Contribution à la critique du projet de programme social-démocrate de 1891 ». — P. 536.

162. Il s'agit des *exposés sur la question nationale* faits par Lénine dans les villes suisses de Zürich, Genève, Lausanne et Berne, les 9, 10, 11 et 13 juillet 1913. — P. 537.

163. Il s'agit de la conférence des partis petits-bourgeois et populistes de gauche de diverses nations, ou *Conférence des partis socialistes nationaux de Russie* qui eut lieu en Finlande du 16 au 20 avril 1907. Y assistèrent les représentants de divers groupes et partis : socialistes-révolutionnaires, parti socialiste de Pologne (P.S.P.), fraction révolutionnaire du P.S.P., parti ouvrier socialiste juif, parti des socialistes-fédéralistes de Géorgie, Gromada de Biélorussie, parti arménien Dachnaktsoutioun. Le représentant de l'Union social-démocrate de Lettonie arriva tout à la fin des travaux ; il se joignit aux décisions prises.

Elles portèrent sur les points suivants : convocation an-

nuelle de congrès des partis socialistes nationaux ; institution d'un secrétariat spécialement chargé de veiller à l'application des résolutions des conférences ; relations mutuelles entre les partis socialistes nationaux et création d'un organe périodique édité par le secrétariat. Les procès verbaux de la conférence de 1907 des partis socialistes nationaux de Russie furent publiés en 1908. (St-Pétersbourg, Editions « Seim ».) — P. 542.

164. « *Mensuel Socialiste* » [Sozialistische Monatshefte], revue, principal organe des opportunistes allemands et un des organes du révisionnisme international. Parut de 1897 à 1933 à Berlin. Adopta des positions social-chauvines durant la première guerre mondiale. — P. 545.

165. « *Lewica* », Parti ouvrier de Pologne fondé en 1906 à la suite de la scission intervenue au sein du Parti socialiste de Pologne. — P. 546.

166. *Affaire Beilis*, procès provocateur organisé en 1913 à Kiev par le gouvernement tsariste contre le Juif Beilis, faussement accusé d'avoir assassiné à des fins rituelles un jeune garçon chrétien du nom de Iouchtchinski (en réalité, le meurtre avait été organisé par les Cent-Noirs). En montant le procès, le gouvernement tsariste visait à attiser l'antisémitisme et à provoquer des pogroms afin de détourner les masses du mouvement révolutionnaire qui prenait de l'ampleur dans le pays. Ce procès suscita la vive indignation de l'opinion publique ; des manifestations ouvrières de protestation eurent lieu dans diverses villes. Beilis fut acquitté. — P. 549.

167. *Affaire Dreyfus* : En 1894, à l'issue d'un procès monté par la clique militaire réactionnaire, un conseil de guerre condamna au bagne à vie un officier de l'Etat-Major français, le capitaine Dreyfus, d'origine juive, faussement accusé d'espionnage et de haute trahison. Cette affaire servit à attiser l'antisémitisme et permit aux milieux réactionnaires d'entreprendre une attaque généralisée contre le régime républicain et les libertés démocratiques. Lorsqu'en 1898 socialistes et représentants de la démocratie bourgeoise d'avant-garde (Emile Zola, Jean Jaurès, Anatole France, parmi tant d'autres) eurent déclenché une campagne pour la révision du procès, de juridique, l'Affaire Dreyfus devint carrément politique. Le pays se divisa en deux camps : républicains et démocrates, d'une part, bloc des monarchistes, cléricaux, antisémites et nationalistes, de l'autre. En 1899, Dreyfus fut enfin gracié et libéré à la suite du vaste mouvement d'opinion qui s'était développé. Ce n'est qu'en 1906 qu'un tribunal de cassation reconnut son innocence et le réhabilita. Dreyfus fut réintégré dans l'armée. — P. 551.

168. Cf. K. Marx et F. Engels, *Critique du programme de Gotha* (Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, 1965, t. II, p. 27). — P. 551.

169. *A propos des décisions du Bureau*, lettre écrite par Lénine à la rédaction de *Za Pravdou* après avoir reçu les premières informations relatives aux décisions de la session de décembre du Bureau socialiste international de la IIe Internationale sur la question de l'unification du P.O.S.D.R.

Cette question avait été posée sur l'initiative de Rosa Luxembourg (qui représentait au B.S.I. la social-démocratie de Pologne et de Lituanie) dans le but de soutenir les liquidateurs russes qui avaient été battus dans leur lutte contre les bolcheviks.

Dans sa déclaration, une lettre soumise au B.S.I. le Ier (14) novembre 1913, Rosa Luxembourg éclaira sous un jour tendancieux et faussé la situation au sein du P.O.S.D.R. et imputa la responsabilité de la scission à Lénine et aux bolcheviks. Elle accusa également Lénine de semer la discorde dans la social-démocratie de Pologne et de Lituanie. Elle proposa d'inclure la question de l'unité du P.O.S.D.R. à l'ordre du jour du Congrès international qui devait se tenir à Vienne.

La session de décembre du B.S.I. eut lieu à Londres les 13 et 14 décembre 1913. Y furent examinées les questions suivantes: union des partis socialistes et ouvriers anglais, le Congrès de Vienne, les affaires russes, etc. La question de l'unification du parti social-démocrate de Russie fut mise en discussion tout à fait à la fin des travaux. Le temps pressant, les débats n'entrèrent pas dans les détails, et le Bureau se borna à adopter une résolution présentée par Kautsky au nom de la délégation allemande. En vertu de cette résolution, le Comité exécutif du B.S.I. était chargé de convoquer une conférence groupant les représentants « de toutes les fractions du mouvement ouvrier de Russie, y compris de la Pologne russe, tant celles qui reconnaissaient le programme du Parti que celles dont le programme se trouvait en accord avec le programme social-démocrate, de façon à procéder à un échange de vues (aussprache) sur les questions qui les opposaient ». Cherchant à argumenter cette résolution, Kautsky déclara dans le discours qu'il prononça le 1er (14) décembre, que le vieux parti social-démocrate de Russie était mort et qu'il fallait le restaurer en s'appuyant sur l'aspiration des ouvriers russes à l'unité. Lénine a expliqué le contenu de la résolution et donné son appréciation du discours de Kautsky dans son article « Une bonne résolution et un mauvais discours » (voir le présent tome, pp. 565-568).

Faisant savoir à Inessa Armand quel était le numéro du journal allemand *Vorwärts* qui avait publié la déclaration de Kautsky, Lénine écrivit notamment : « Il faut te le procurer... et organiser une campagne de protestation. Nous sommes *p o u r* les échanges d'opinions, *p o u r* la résolution du B.S.I. — c'est N.B. — mais absolument contre la phrase infâme de Kautsky. Il faut le fustiger pour cela sans pitié... » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 35, p. 124).

Au cours de cette même séance on donna lecture d'une lettre de Plékhanov dans laquelle il indiquait que la scission intervenue au sein de la fraction social-démocrate à la Douma par

la faute des liquidateurs était un coup porté à l'unité du mouvement ouvrier et qu'il se voyait obligé de remettre sa démission comme représentant de tout le parti auprès du B.S.I. Ce fut P. Axelrod, représentant du Comité d'organisation liquidateur qui lui succéda. A la réunion qui se tint en juillet 1914 à Bruxelles conformément à la décision du B.S.I., les dirigeants de la IIe Internationale, sous prétexte de « réconcilier » bolcheviks et liquidateurs, exigèrent des premiers qu'ils cessassent de critiquer les liquidateurs. Les bolcheviks refusèrent de se soumettre et poursuivirent leur lutte intransigeante contre les liquidateurs, ennemis du mouvement ouvrier. — P. 553.

170. *Bourénine* (1841-1926), homme de lettres et publiciste réactionnaire. Lénine utilise son nom comme un nom commun pour désigner ceux qui usent dans la polémique de procédés malhonnêtes. La « Bourénine-Gamma » se rapporte au menchevik L.Martov (Gamma était son pseudonyme). — P. 559.

171. Lénine appelait ironiquement « *Novaïa Likvidatorskaïa Gazéta* [Nouveau journal liquidateur] la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* [Nouveau journal ouvrier] menchevique. — P. 559.

172. Il s'agit de la commission d'aide à la fraction social-démocrate à la IIIe Douma d'Etat pour la préparation des projets de lois, désignée à Paris en 1909 avec la participation de bolcheviks et de mencheviks. Des sous-commissions lui furent adjointes : pour l'élaboration de projets de lois sur la journée de travail de 8 heures, sur la liberté des grèves, sur les syndicats. Les bolcheviks mirent au point plusieurs projets de lois notamment sur la journée de travail de 8 heures (Lénine rédigea une « Notice explicative » pour ce projet, voir Œuvres 4e éd. russe, t. 16, pp. 93-99), mais ils restèrent lettre morte du fait du sabotage des mencheviks. Le projet de loi sur les grèves fut élaboré par le menchevik Dan, qui y inclut un point admettant des sanctions pénales pour participation aux grèves. Lors de la discussion du projet de loi à la commission, Lénine s'opposa énergiquement à ce point. — P. 559.

173. « *Chliakhi* » (Chemins) : organe de l'Union des étudiants d'Ukraine de tendance nationaliste ; parut à Lvov d'avril 1913 à mars 1914. — P. 562.

174. « *Vorwärts* » [En Avant], quotidien, organe central du Parti social-démocrate d'Allemagne ; parut à Berlin à partir de 1891 sous le titre exact de *Vorwärts-Berliner Volksblatt*, par décision du Congrès de Halle ; prenait la succession du *Berliner Volksblatt* [Journal populaire de Berlin] qui paraissait depuis 1884. Dans les pages du *Vorwärts*, F. Engels combattit toutes les formes de l'opportunisme. Après 1895, c'est-à-dire après la mort d'Engels, la rédaction tomba aux mains de l'aile droite du Parti et se mit à publier systématiquement des articles opportunistes.

Par des analyses tendancieuses de la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme au sein du P.O.S.D.R., *Vorwärts* apporta son soutien aux « économistes », puis, après la scission du parti, aux mencheviks. Durant les années de la réaction, il publia des articles calomniateurs de Trotski, sans offrir à Lénine ni aux autres bolcheviks la possibilité de riposter et de donner une appréciation objective de la situation au sein du Parti. Durant la première guerre mondiale *Vorwärts* adopta des positions social-chauvines ; après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, il mena une propagande antisoviétique. Le journal continua à paraître à Berlin jusqu'en 1933. — P. 566.

175. Lénine fait allusion à la déclaration faite par le député bolchevique F. Samoïlov au nom de la fraction social-démocrate ouvrière de Russie à la séance de la Douma d'Etat du 26 novembre (9 décembre) 1913, à l'occasion de la discussion du projet de loi sur l'augmentation du traitement des maîtres de catéchisme des écoles primaires rurales.

Il y a lieu de croire que le projet en fut rédigé ou tout au moins revu par Lénine.

Samoïlov déclara :

« Considérant que :

1) La social-démocratie a toujours défendu le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat et celui de la séparation des écoles et de l'Eglise, d'où l'exigence que soit totalement supprimé dans les écoles l'enseignement du catéchisme et que l'Etat n'admette aucun octroi de fonds pour l'entretien du clergé ;

2) qu'en Russie les prêtres et les catéchistes des écoles primaires sont justement les plus sûrs soutiens de la politique réactionnaire du gouvernement et du saint Synode qui cherchent à jouer sur la foi naïve des enfants et de la population afin de justifier cette politique aux yeux de ces derniers ;

3) que, tout en continuant à lutter, comme elle l'a toujours fait, pour une augmentation des traitements de misère payés aux maîtres des écoles primaires, la social-démocratie ne peut manquer d'envisager l'amendement à la loi en vigueur qui a été déposé comme une tentative de rattacher encore plus étroitement les maîtres de catéchisme à la hiérarchie religieuse et bureaucratique existante, aux mêmes fins d'abrutissement des enfants et au profit de cette même politique réactionnaire dont ils sont les promoteurs.

Considérant ce qui vient d'être dit, la fraction social-démocrate votera contre l'amendement portant augmentation des traitements pour ancienneté de service aux maîtres de catéchisme des écoles primaires rurales ». (*Za Pravdou*, n° 45 du 27 novembre (10 décembre) 1913.) — P. 571.

176. « *Pérédonovisme* », mot forgé sur le nom Pérédonov qui est celui du personnage principal du roman de Sologoub le *Démon mesquin*, type du professeur de gymnase de la Russie d'avant la révolu-

tion, de ce maître borné et despotique comme il y en avait dans les établissements d'enseignement où régnaient la routine encroûtée, le marasme et la bureaucratie et où les élèves s'abrutissaient dans une atmosphère étouffante. Lénine caractérise Pérédonov dans son ouvrage « A propos de la politique du ministère de l'Instruction publique » (voir le présent tome, pp. 137-147). — P. 571.

177. L'article *Les grèves en Russie* fut écrit par Lénine pour l'almanach de poche *Le compagnon de l'ouvrier 1914*, publié par les Editions du parti « Priboi » en décembre 1913. Cet almanach de poche contenait les renseignements indispensables sur la législation ouvrière en Russie, le mouvement ouvrier russe et international, les partis politiques, les sociétés et associations, la presse, etc. Il comportait aussi des biographies de Marx, Bebel, Lassalle, Tchernychevski, et des portraits de ces personnages. Un ordre de saisie fut lancé contre le *Compagnon de l'ouvrier*, mais l'édition fut épuisée en un jour, avant que la police n'ait eu le temps de la confisquer. Après avoir reçu un exemplaire du *Compagnon de l'ouvrier*, Lénine fait savoir par lettre à Inessa Armand que 5 000 exemplaires sont déjà vendus. En février 1914, parut une seconde édition de l'almanach, comportant certaines coupures et modifications nécessitées par la censure, ainsi qu'en annexe une liste d'ouvrages pour l'étude personnelle. 20 000 exemplaires du *Compagnon de l'ouvrier* furent diffusés au total. — P. 573.

178. Il s'agit de commentaires du publiciste réactionnaire Katkov parus dans la presse à propos du procès intenté aux ouvriers grévistes des manufactures Morozov en 1885 et au cours duquel put être brossé un tableau saisissant des vexations et de l'exploitation dont les ouvriers faisaient l'objet. Aux 101 questions qui leur furent proposées concernant la culpabilité des prévenus, les jurés répondirent 101 fois par la négative. Le 29 mai 1886, Katkov écrivit dans le n° 146 des *Moskovskié Védomosti* : « Hier dans la bonne vieille ville de Vladimir 101 coups de canon sont venus saluer l'apparition en Russie de la question ouvrière ». Pour plus de détail sur les grèves de chez Morozov, voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 23-69. — P. 574.

179. Il s'agit de l'article de J. Staline « Le marxisme et la question nationale » rédigé à Vienne fin 1912-début 1913 et publié dans la revue *Prosvéchtchénié*, nos 3, 4, 5 de 1913 sous le titre « La question nationale et la social-démocratie ». — P. 578.

180. *Strouvisme*, variété de déformation bourgeoise du marxisme. P. Strouvé : libéral bourgeois, marxiste légal après 1890 ; ensuite, un des leaders du parti cadet et, après la Révolution d'Octobre, émigré blanc, ennemi acharné du pouvoir soviétique. — P. 580.

181. La « *Zaria* » [l'Aube], revue scientifique et politique marxiste, éditée légalement en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction du journal *Iskra*. Il y eut au total quatre numéros en trois livraisons. La revue se consacra à la critique du révisionnisme russe et international et à la défense des fondements théoriques du marxisme. — P. 583.

182. Il s'agit d'un article de A. Péchékhonov intitulé « Sujets courants. Notre plate-forme (linéaments et dimensions) », paru en août 1906 dans le n° 8 de la revue *Rousskoïé Bogatstvo*. Lénine soumit cet article à une critique acerbe dans son article « Les menchéviks socialistes-révolutionnaires » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 197-208). — P. 584.

183. Il s'agit du § 8 du programme du P.O.S.D.R., adopté par le IIe Congrès du Parti et proclamant le droit de la population à recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle, le droit de tout citoyen de s'exprimer dans sa langue maternelle aux réunions ; le droit d'user de la langue maternelle au même titre que de la langue officielle dans les établissements publics et administrations de l'Etat (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du C.C.*, 1re partie, 1954, p. 40). — P. 589.

184. L'article *La correspondance entre Marx et Engels* est le début d'un grand ouvrage projeté par Lénine à l'occasion de la parution en septembre 1913 d'une édition en quatre tomes, en allemand, de la correspondance entre Marx et Engels dont le titre était « Der Briefwechsel zwischen Friedrich Engels und Karl Marx 1844 bis 1883, herausgegeben von A. Bebel und Ed. Bernstein ». Vier Bände, Stuttgart, 1913.

Cette édition représentait le bilan de la première tentative faite pour rassembler et publier toutes les lettres échangées par Marx et Engels. Cependant, il y avait de graves lacunes dans la présentation, l'appareil critique ; de plus la correspondance était incomplète (1 386 lettres sur plus de 1 500) et les textes étaient souvent donnés avec d'importantes coupures. Lénine étudia minutieusement cette correspondance, en fit des annotations et des résumés. Dans une lettre adressée à sa sœur M. Oulianova et datée du 13 ou du 14 novembre 1913, Lénine écrivait : « Je viens de terminer la lecture des quatre volumes de la correspondance de Marx et d'Engels. J'ai l'intention d'écrire à ce sujet dans *Prosvêchtchéniê*. Beaucoup de choses intéressantes » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 37, p. 519).

L'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. possède dans ses archives un grand cahier de Lénine (76 pages) contenant des résumés de près de 300 lettres prises dans la correspondance, des extraits relevés dans 15 lettres jugées importantes sur le plan théorique, etc. On a conservé les quatre volumes dont s'était servi Lénine avec ses annotations, ses remarques dans la marge et dans le texte même, faits de quatre crayons

différents. Tous ces matériaux ont été édités en ouvrage séparé. Il était prévu de publier l'ouvrage de Lénine « La correspondance entre Marx et Engels » dans la revue *Prosvêchtchénié* en 1914, comme l'annonça la *Prolétarskaïa Pravda* n° 7, 14 décembre 1913, mais l'article resta inachevé et ne parut que le 28 novembre 1920, jour du centième anniversaire de la naissance d'Engels, dans la *Pravda*. A cette occasion, en préparant l'article pour l'impression, Lénine lui ajouta le sous-titre « Engels, un des fondateurs du communisme », et l'accompagna de cette note : « Début d'un article inachevé écrit en 1913 ou au commencement de 1914 ». — P. 592.

185. Voir lettre d'Engels à Marx du 20 janvier 1845. — P. 595.

186. *Socialistes populistes*, parti légal petit-bourgeois. Fondé en 1906 avec des membres de la droite socialiste-révolutionnaire. Les revendications ne sortaient pas du cadre de la monarchie constitutionnelle. — P. 596.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE
CHRONOLOGIE
(Mars-décembre 1913)

Mars-avril	V. Lénine vit à Cracovie.
22 mars (4 avril)	L'article de Lénine « Un grand succès de la république chinoise » est publié dans le n° 68 de la *Pravda*.
23 mars (5 avril)	Dans une lettre à la rédaction de la *Pravda*, Lénine donne des directives relatives au soutien des Six (députés bolcheviks à la IVe Douma d'Etat), dans leur lutte contre les Sept mencheviks, ainsi qu'à l'intensification de la campagne d'abonnements à la *Pravda* et à un effort plus vaste d'édition d'ouvrages clandestins.
26 mars (8 avril)	L'article de Lénine « Les vieilles tâches et l'impuissance sénile du libéralisme » paraît dans le n° 71 de la *Pravda*.
Au plus tôt le 26 mars (8 avril)	Lénine écrit l'article « A propos de la « faim du pétrole », à l'occasion de la discussion de la question du syndicat des producteurs de pétrole devant la Douma.
27 mars (9 avril)	L'article de Lénine « Le projet de loi des cadets sur le droit de réunion » paraît en éditorial dans le n° 72 de la *Pravda*.
29 mars (11 avril)	L'article de Lénine « La guerre balkanique et le chauvinisme bourgeois » paraît dans le n° 74 de la *Pravda*.
Mars-avril	Lénine écrit l'article « Dialogue ».
5 (18) avril	Lénine présente à Cracovie un rapport sur le thème : « La Russie d'aujourd'hui et le mouvement ouvrier » ; un compte rendu de ce rapport paraît dans le journal polonais *Naprzód* [En avant] n° 92.

6 (19) avril	Parution du n° 3 de la revue *Prosvéchtchénié*, consacré au 30e anniversaire de la mort de Karl Marx et contenant l'article de Lénine « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme ».
11 (24) avril	L'article de Lénine « A qui cela profite-t-il ? » paraît dans le n° 84 de la *Pravda*.
12 (25) avril	L'article de Lénine « En Angleterre » paraît dans le n°85 de la *Pravda*.
12 (25) avril-2 (15) juin	La série d'articles de Lénine portant le titre général « Questions litigieuses » paraît dans les nos 85, 95, 110, 122, 124 et 126 de la *Pravda*.
13 (26) avril	Lénine fait à Leipzig un exposé sur le thème : « L'essor social en Russie et les tâches des social-démocrates ».
Après le 13 (26) avril	Lénine écrit un article dans lequel il critique Potressov pour ses attaques contre la position antiliquidatrice de Plékhanov.
14 (27) avril	L'article de Lénine « Les Européens civilisés et les Asiates sauvages » paraît dans le n° 87 de la *Pravda*.
Avant le 18 avril (1er mai)	Lénine envoie son projet de discours sur la question nationale au député G. Pétrovski qui devra en donner lecture à la Douma. Lénine envoie à la rédaction de la *Pravda* des tracts pour le 1er Mai.
18 avril (1er mai)	Lénine assiste à l'assemblée du 1er Mai des ouvriers de Cracovie.
20 avril (3 mai)	L'article de Lénine « Calcul de marchands » paraît dans le n°90 de la *Pravda*.
21 avril (4 mai)	Lénine écrit aux députés bolcheviques à la IVe Douma d'Etat une lettre dans laquelle il leur demande de lui envoyer les nouveaux projets de loi et les documents d'information de la Douma. L'article de Lénine « Une grande victoire de la technique » paraît dans le n° 91 de la *Pravda*.
23 avril (6 mai)	Dans le numéro commémoratif de la *Pravda* (n° 92) consacré au premier anniversaire de la parution du journal, paraît l'article de Lénine « Quelques mots à propos de bilans et de faits ».

23-24 avril (6-7 mai)	Lénine et Kroupskaïa s'en vont passer l'été au village de Poronine (non loin de Cracovie).
Au plus tôt le 26 avril (9 mai)	Dans une lettre à Gorki, Lénine lui demande d'écrire un article ou un récit pour le numéro de mai de la revue *Prosvéchtchénié*.
27 avril et 1er mai (10 et 14 mai)	L'article de Lénine « La signification des transferts des paysans » paraît dans les nos 96 et 99 de la *Pravda*.
29 avril (12 mai)	A la suite de la victoire des bolcheviks aux élections à la direction du syndicat des métallurgistes, Lénine écrit à la rédaction de la *Pravda* une lettre dans laquelle il donne ses instructions pour le renforcement de l'unité dans la lutte contre les liquidateurs et pour le soutien au journal *Métallist*.
4 (17) mai	Parution du n°4 de la revue *Prosvéchtchénié*, qui contient la note bibliographique de Lénine « Les « viékhistes » et le nationalisme ». L'article de Lénine « Les libéraux et la liberté des syndicats » paraît en éditorial dans le n° 101 de la *Pravda*.
5 (18) mai	Le n° 102 de la *Pravda* publie les articles de Lénine « A l'attention des lecteurs du *Loutch* et de la *Pravda* » et « Pour le 25e anniversaire de la mort de Joseph Dietzgen ».
7 (20) mai	Le n° 103 de la *Pravda* publie les articles de Lénine « La bourgeoisie et la paix » (éditorial) et « L'éveil de l'Asie ».
8 (21) mai	L'article de Lénine « Les séparatistes en Russie et les séparatistes en Autriche » paraît dans le n° 104 de la *Pravda*.
9 (22) mai	L'article de Lénine « Toujours à propos des transferts de paysans » paraît dans le n° 105 de la *Pravda*.
Au plus tard le 10 (23) mai	Lénine envoie à Pétersbourg un projet de discours qui devra être lu par un député bolchevique à la Douma lors de la discussion du budget d'Etat pour 1913.
10 (23) mai	L'article de Lénine « La classe ouvrière et la question nationale » paraît en éditorial dans le n° 106 de la *Pravda*.

Au plus tôt le 13 (26) mai et le 3 (16) juin — Dans des lettres à la rédaction de la *Pravda*, Lénine félicite les pravdistes d'avoir amélioré le journal et leur donne des conseils pratiques sur les moyens de « conquérir 100 000 lecteurs » ; il exige que les erreurs commises soient corrigées.

14 (27) mai — Le n° 109 de la *Pravda* publie l'article de Lénine « Le congrès du « Parti socialiste britannique ».

16 (29) mai — L'article de Lénine « La paysannerie se rétablit-elle ou s'appauvrit-elle ? » paraît dans le n° 111 de la *Pravda*.

18 (31) mai — L'article de Lénine « L'Europe arriérée et l'Asie avancée » paraît dans le n° 113 de la *Pravda*.

19 mai (1er juin) — L'article de Lénine « Une mauvaise action ! » paraît dans le n° 114 de la *Pravda*.

21 mai (3 juin) — Le n° 115 de la *Pravda* publie les articles de Lénine « L'organisation agraire des grands propriétaires fonciers » (éditorial), « Les armements et le capitalisme » et la note «.Impuissance et désarroi ».

Avant le 25 mai (7 juin) — Lénine rédige un projet de plate-forme pour les bolcheviks lettons en vue du IVe Congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie. Le projet de plate-forme est publié en langue lettonne, en novembre 1913, dans un tirage spécial du n° 8 du *Biletens* [Bulletin], publication du Bureau des groupes à l'étranger de la social-démocratie de Lettonie, ainsi que dans le n°9-10 du *Biletens*.

Mai-juin — Lénine dirige l'organisation et le recrutement d'une école du Parti à Poronine ; il met au point le programme des études ; il écrit des lettres à G. Plékhanov et à Gorki pour les inviter à venir faire des conférences et des causeries.

L'article de Lénine « Les fabricants parlent des grèves ouvrières » paraît dans les nos 123, 126, 127 et 131 de la *Pravda* (30 mai, 2,5 et 9 juin).

Début juin — Lénine écrit l'article « Un jugement erroné. (Le *Loutch* s'en prend à Maklakov) ».

1er (14) juin — L'article de Lénine « Propos sincères d'un libéral » paraît dans le n°125 de la *Pravda*.

Au plus tard 2 (15) juin — Lénine écrit un projet de discours qui sera lu par le député. A. Badaev à la Douma : « A propos de la politique du ministère de l'Instruction publique ».

3 (16) juin — Lénine écrit une lettre à M. Olminski (Vitimski) et une seconde lettre pour le comité de rédaction de la *Pravda*, intitulée « A propos de M. Bogdanov et du groupe « Vpériod » ; il envoie à la *Pravda* un entrefilet contre Bogdanov.

5 (18) juin — L'article de Lénine « La *Pravda* a-t-elle démontré le séparatisme des bundistes ? » paraît dans le n° 127 de la *Pravda*.

6 (19) juin — L'article de Lénine « Les libéraux dans le rôle de défenseurs de la IVe Douma » paraît en éditorial dans le n° 128 de la *Pravda*.

Au plus tard le 7 (20) juin — Lénine écrit un projet de discours qui sera lu par le député N. Chagov à la Douma : « A propos de la politique agraire (générale) du gouvernement actuel ».

7 (20) juin — L'article de Lénine « Le capitalisme et les impôts » paraît dans le n° 129 de la *Pravda*.

8 (21) juin — Parution du n° 5 de la revue *Prosvéchtchénié*, contenant l'article de Lénine « La conception libérale et la conception marxiste de la lutte de classe ».

L'article de Lénine « Les grèves économiques en 1912 et en 1905 » paraît dans le n° 130 de la *Pravda*.

9 (22) juin — L'article de Lénine « L'augmentation de la richesse capitaliste » paraît dans le n° 131 de la *Pravda*.

9-11 (22-24) juin — En raison d'une maladie de N. Kroupskaïa, Lénine quitte avec elle Poronine pour Berne, où elle doit suivre un traitement. En chemin, ils s'arrêtent à Vienne.

11 (24) juin — L'article de Lénine « Les paysans et la classe ouvrière » paraît dans le n° 132 de la *Pravda*.

12 (25) juin — Les articles de Lénine « Le travail des enfants dans l'agriculture » et « Le succès des grèves en 1912, comparé au passé » sont publiés dans le n° 133 de la *Pravda*.

13 (26) juin — L'article de Lénine « En Australie » paraît dans le n° 134 de la *Pravda*.

15 (28) juin — Le n° 31 du journal *Social-Démocrate* publie les articles de Lénine « Le Premier mai du prolétariat révolutionnaire » (éditorial) et « Notes d'un publiciste ».

Le n° 136 de la *Pravda* publie une lettre de Lénine à la rédaction, intitulée « A propos d'une contre-vérité ».

16 (29) juin — L'article de Lénine « La classe ouvrière et le néo-malthusianisme » paraît dans le n° 137 de la *Pravda*.

17 (30) juin — Dans une lettre adressée à N. Podvoïski à Pétersbourg, Lénine donne ses instructions aux députés bolcheviks quant à la tactique à suivre vis-à-vis des députés mencheviques pour la préparation du compte rendu d'activité de la fraction social-démocrate à la Douma.

20 juin (3 juillet) — L'article de Lénine « Les appels des libéraux à soutenir la IVe Douma » paraît dans le n° 139 de la *Pravda*.

23 juin (6 juillet) — L'article de Lénine « Les affairistes de la finance et les politiciens bourgeois » paraît dans le n° 142 de la *Pravda*.

Avant le 26 juin (9 juillet) — Lénine travaille à la rédaction des « Thèses sur la question nationale » et prépare un plan d'exposé sur ce thème.

26 juin (9 juillet) — La Cour de justice de Pétersbourg ordonne la destruction de la brochure de Lénine « Tu entendras le jugement d'un sot »... (Extrait des notes d'un publiciste social-démocrate). St-P. 1907.

A Zürich, Lénine fait un exposé sur la question nationale ; il tient le procès-verbal des débats.

27 juin (10 juillet) — Lénine fait à Genève un exposé sur « La social-démocratie et la question nationale » ; il tient le procès-verbal des débats.

28 juin (11 juillet) — Lénine fait un exposé sur la question nationale à Lausanne.

30 juin (13 juillet) — Lénine fait un exposé sur la question nationale à Berne ; il tient le procès-verbal des débats.

Début juillet — Lénine écrit l'article « Propos instructifs ».

2 (15) juillet — L'article de Lénine « Scènes de notre vie » paraît dans le n° 149 de la *Pravda*.

5 (18) juillet — L'article de Lénine « La Douma congédiée et les

libéraux désorientés » paraît en éditorial dans le n° 151 de la *Pravda*. A partir de ce numéro, la *Pravda* est interdite par le gouvernement tsariste.

12 (25) juillet — A la suite de l'interdiction de la *Pravda*, Lénine écrit une lettre à Gorki pour lui proposer de le rencontrer quelque part sur son trajet de retour de Berne à Poronine, afin de discuter la question d'une aide éventuelle de Gorki en vue de l'édition d'un nouveau journal bolchevique.

13 (26) juillet — L'article de Lénine « Le cinquième Congrès international pour la lutte contre la prostitution » paraît dans le n°1 du journal *Rabotchaïa Pravda*.

16 (29) juillet — Les articles de Lénine « Les paroles et les actes » (éditorial), « Les cadets et la question ukrainienne », « Derniers renseignements sur les partis d'Allemagne » et « Les opportunistes anglais démasqués » paraissent dans le n° 3 de la *Rabotchaïa Pravda*.

17 (30) juillet — L'article de Lénine « Les idées du capital avancé » paraît dans le n° 4 de la *Rabotchaïa Pravda*.

18 (31) juillet — Les articles de Lénine « Ce qu'on peut faire pour l'instruction publique » et « La petite production dans l'agriculture » paraissent dans le n°5 de la *Rabotchaïa Pravda*.

21 juillet (3 août) — L'article de Lénine « Une branche d'industrie « à la mode », paraît dans le n° 8 de la *Rabotchaïa Pravda*.

Lénine présente un rapport « Sur la situation dans le Parti » devant la deuxième conférence de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger, à Berne.

22-24 juillet (4-6 août) — Lénine et Kroupskaïa quittent Berne pour Poronine.

24 juillet (6 août) — L'article de Lénine « Le courant liquidateur mort et la *Retch* vivante » paraît dans le n° 10 de la *Rabotchaïa Pravda*.

26 juillet (8 août) — L'article de Lénine « La mobilisation des lots paysans » paraît dans le n° 12 de la *Rabotchaïa Pravda*.

27 juillet (9 août) — Lénine dirige à Poronine une conférence des membres du Comité central du P.O.S.D.R., au cours

de laquelle sont discutées les questions de la situation dans le Parti et de ses tâches immédiates, de la fraction social-démocrate à la Douma, de l'école du parti, de la presse et, notamment, de la création d'un journal bolchevique à Moscou.

Lénine participe à une réunion restreinte des membres du Comité central du P.O.S.D.R., consacrée à la cooptation de nouveaux membres du Comité central et au choix d'« hommes de confiance », agents du Comité central.

3 (16) août — L'article de Lénine « Comment accroître la consommation par habitant en Russie ? » paraît dans le n° 3 de la *Sévernaïa Pravda*.

4 (17) août — Le message de condoléances adressé par Lénine au nom du Comité central du P.O.S.D.R. à l'occasion de la mort d'August Bebel est publié dans le n° 211 du journal *Vorwärts* [En avant].

8 (21) août — L'article de Lénine « August Bebel » paraît dans le n° 6 de la *Sévernaïa Pravda*.

11 (24) août — L'article de Lénine « Le divorce entre le libéralisme et la démocratie » est publié en éditorial dans le n° 9 de la *Sévernaïa Pravda*.

Dans une lettre à S. Chaoumian, Lénine demande l'envoi de documents sur la question nationale et d'une statistique des nationalités dans le Caucase.

18 (31) août — Les articles de Lénine « Une remarquable histoire » et « La nationalisation des écoles juives » paraissent dans le n° 14 de la *Sévernaïa Pravda*.

21 août (3 septembre) — La Cour de justice de Pétersbourg ordonne la destruction de la brochure de Lénine *Une intervention de Martov et de Tchérévanine dans la presse bourgeoise*. St-P., 1906.

L'article de Lénine « Le fer dans l'économie paysanne » paraît dans le n° 16 de la *Sévernaïa Pravda*.

24 août-25 octobre (6 septembre -7 novembre) — L'article de Lénine « Les grèves des métallurgistes en 1912 » est publié dans les nos 7, 8 et 10 de la revue *Métallist*.

27 et 28 août (9 et 10 septembre) — L'article de Lénine « La bourgeoisie russe et le réformisme russe » est publié dans les journaux *Sévernaïa Pravda* (n° 21) et *Nach Pout* (n° 3).

28 et 29 août (10 et 11 septembre) — L'article de Lénine « Le rôle des ordres et des classes dans le mouvement de libération » est publié dans les journaux *Sévernaïa Pravda* (n° 22) et *Nach Pout* (n° 4).

29 et 30 août (11 et 12 septembre) — Les articles de Lénine « La guerre des classes à Dublin » et « Nouvelles mesures de la « réforme » agraire » sont publiés dans les journaux *Sévernaïa Pravda* (nos 23 et 24) et *Nach Pout* (nos 4 et 5).

1er (14) septembre — Lénine donne ses instructions au représentant des Editions « Priboï » pour l'organisation de la publication d'ouvrages légaux du Parti et d'une revue sur les questions d'assurances, ainsi qu'au représentant de *Prosvéchtchénié* sur la façon de diriger la revue.

L'article de Lénine « Le marchand Salazkine et l'écrivain F.D. » paraît dans le n° 26 de la *Sévernaïa Pravda.*

3 (16) septembre — Les articles de Lénine « La lutte pour le marxisme » et « Une semaine après le massacre de Dublin » paraissent dans le n° 27 de la *Sévernaïa Pravda.* Le second article est reproduit dans le n° 8 du journal *Nach Pout.*

4 (17) septembre — L'article de Lénine « Les questions de principe en politique » paraît dans les journaux *Sévernaïa Pravda* (n° 28) et *Nach Pout* (n° 9).

5 et 7 (18 et 20) septembre — L'article de Lénine « Les libéraux et les démocrates dans la question des langues » paraît dans les journaux *Sévernaïa Pravda* (n° 29) et *Nach Pout* (n° 12).

6 (19) septembre — La Cour de justice de Pétersbourg ordonne la destruction de la brochure de Lénine « La social-démocratie et les élections à la Douma ». St-P., 1907.

8 et 10 (21 et 23) septembre — L'article de Lénine « Le langage des chiffres » paraît dans *Nach Pout*, nos 13 et 14.

11, 12 et 14 (24, 25 et 27) septembre — Les articles de Lénine « Messieurs les bourgeois parlent de l'agriculture « laborieuse » et « Harry Quelch » paraissent dans les journaux *Nach Pout* (nos 15 et 16) et *Pravda Trouda* (nos 1 et 4).

12 (25) septembre — L'article de Lénine « Marxisme et réformisme » est publié dans le n°2 de la *Pravda Trouda.*

13 (26) septembre	Les articles de Lénine « La réglementation agraire et les paysans pauvres », « Comment l'évêque Nikon défend les Ukrainiens » et « Notes d'un publiciste » paraissent dans le n° 3 de la *Pravda Trouda*.
17 (30) septembre	L'article de Lénine « La barbarie civilisée » paraît dans le n° 6 de la *Pravda Trouda*.
23 septembre-1er octobre (6-14 octobre)	Lénine dirige à Poronine la conférence d'« été » ou d'« août » du Comité central du P.O.S.D.R., élargie aux militants du Parti ; il rédige et révise les projets de résolutions qui sont adoptés par la conférence.
23-24 septembre (6-7 octobre)	Lénine tient une réunion privée avec les députés bolcheviks à la Douma, consacrée aux problèmes du travail parlementaire.
25 septembre-1er octobre (8-14 octobre)	Lénine préside la conférence de Poronine ; il présente le rapport d'activité du Comité central du P.O.S.D.R., des rapports sur la question nationale et sur le Congrès socialiste international ; il intervient dans les débats sur une série d'autres questions.
1er (14) octobre	Lénine dirige une réunion du Comité central du Parti, au cours de laquelle sont discutées les démarches pratiques des députés bolcheviques à la Douma vis-à-vis des députés mencheviques.
26 septembre (9 octobre)	Les articles de Lénine « A propos de l'esprit centnoir » (éditorial) et « A propos de l'administration russe et des réformes russes » paraissent dans le n° 14 de la *Pravda Trouda*.
29 septembre (12 octobre)	Parution du n° 9 de la revue *Prosvèchtchénié*, contenant l'article de Lénine « Comment V. Zassoulitch anéantit le courant liquidateur ».
1er (14) octobre	L'article de Lénine « Un troudovik-lui-aussi ? » paraît dans le n° 18 de la *Pravda Trouda*.
4 (17) octobre	L'article de Lénine « Les sans-parti dans l'embarras » paraît dans le n° 3 de *Za Pravdou*.
7 (20) octobre	Lénine et Kroupskaïa reviennent de Poronine à Cracovie.
12 (25) octobre	L'article de Lénine « Les libéraux et la question agraire en Angleterre » paraît dans le n° 8 de *Za Pravdou*.

17 (30) octobre — L'article de Lénine « Mauvaise défense d'une mauvaise cause » paraît dans le n° 12 de *Za Pravdou*.

18 (31) octobre — Le n° 13 de *Za Pravdou* publie une déclaration, rédigée par Lénine, adressée par les députés bolcheviques aux députés mencheviques.

Au plus tôt le 20 octobre (2 novembre) — Dans une lettre à la rédaction de *Za Pravdou*, Lénine donne ses instructions aux députés bolcheviques sur la façon d'agir pour le cas où les sept mencheviks se proclameraient fraction social-démocrate de la Douma d'Etat.

25 octobre (7 novembre) — L'article de Lénine « Les sept députés de la Douma » paraît dans le n° 19 de *Za Pravdou*.

26 octobre (8 novembre) — L'article de Lénine « La bourgeoisie libérale et les liquidateurs » paraît dans le n° 20 de *Za Pravdou*.

Avant le 27 octobre (9 novembre) — Lénine donne pour instruction à la rédaction de *Za Pravdou* d'organiser une campagne de soutien des six bolcheviks.

29 octobre (11 novembre) — Les articles de Lénine « Le capitalisme et l'immigration des ouvriers » et « Matériaux relatifs à la lutte au sein de la fraction social-démocrate à la Douma », sont publiés dans le n°22 de *Za Pravdou*.

30 octobre (12 novembre) — L'article de Lénine « Un propriétaire d'immeubles cadet qui raisonne « selon Marx », paraît dans le n° 23 de *Za Pravdou*.

Fin octobre — Lénine envoie une lettre de félicitations à la rédaction de *Za Pravdou* à l'occasion de la victoire sur les désorganisateurs du Parti, les sept mencheviks, et de la constitution d'une fraction ouvrière social-démocrate à la Douma.

Octobre-décembre — Lénine écrit l'article « Notes critiques sur la question nationale ». L'article est publié dans les nos 10, 11 et 12 de la revue *Prosvéchtchénié*.

Début novembre — Lénine écrit à Gorki une lettre, dans laquelle il le critique pour avoir voulu justifier la « construction de Dieu ».

Lénine écrit les articles « La masse ouvrière et les intellectuels ouvriers » et « Sur la scission au sein de la fraction social-démocrate russe à la Douma ». Ce dernier paraît dans le journal alle-

mand *Leipziger Volkszeitung* [Journal du Peuple de Leipzig] n° 298.

13 (26) novembre — L'article de Lénine « Les populistes de gauche et la lutte parmi les marxistes » paraît dans le n° 34 de *Za Pravdou*.

15 (28) novembre — Les articles de Lénine « La question agraire et la situation actuelle de la Russie », « Deux procédés de discussion et de lutte » et « Encore des « unificateurs » sont publiés dans le n° 36 de *Za Pravdou*.

Mi-novembre — Dans une lettre à Gorki, Lénine met en évidence la nature réactionnaire de la « construction de Dieu » et critique les vues de Gorki sur cette question.

23 novembre (6 décembre) — Lénine écrit une lettre sur la question nationale à S. Chaoumian.

28 novembre (11 décembre) — Les articles de Lénine « De l'autonomie nationale culturelle » et « Les groupuscules de l'étranger et les liquidateurs russes » paraissent dans le n°46 de *Za Pravdou*.

29 novembre (12 décembre) — Lénine envoie à Pétersbourg un « Rapport abrégé aux organisations de base » à propos de la conférence d'« été » de Poronine du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du Parti.

Les articles de Lénine « Le cadet Maklakov et le social-démocrate Pétrovski » et « Saverne » paraissent dans le n° 47 de *Za Pravdou*.

2 (15) décembre — Lénine écrit à la rédaction de *Za Pravdou* la lettre « A propos des décisions du Bureau ».

3 (16) décembre — L'article de Lénine « De l'unité ouvrière » paraît dans le n° 50 de *Za Pravdou*.

7 (20) décembre — L'article de Lénine « On s'obstine à défendre une mauvaise cause » paraît dans le n°1 du journal *Prolétarskaïa Pravda*.

11 (24) décembre — L'article de Lénine « Les cadets et le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » paraît dans le n° 4 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

13 (26) décembre — L'article de Lénine « Une bonne résolution et un mauvais discours » paraît dans le n° 6 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

14 (27) décembre — L'article de Lénine « La composition nationale des élèves dans les écoles russes » paraît dans le n° 7 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

Parution de l'almanach de poche « Le compagnon de l'ouvrier pour 1914 », contenant l'article de Lénine « Les grèves en Russie ».

15 (28) décembre — L'article de Lénine « Le programme national du P.O.S.D.R. » paraît dans le n° 32 du *Social-Démocrate*.

L'article de Lénine « Une erreur inadmissible de Kautsky » paraît dans le n° 8 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

17 (30) décembre — L'article de Lénine « Toujours à propos de la division des écoles par nationalités » paraît dans le n° 9 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

18 (31) décembre — La note de Lénine « A propos de M. Gorski et d'un proverbe latin » paraît dans le n° 10 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

Fin de l'année — Lénine étudie l'édition allemande, en quatre volumes, de la correspondance entre Marx et Engels ; il résume les lettres et en note des extraits.

Lénine écrit l'article « La correspondance entre Marx et Engels ».

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

LES TROIS SOURCES ET LES TROIS PARTIES CONSTITUTIVES DU MARXISME 13

I 14
II 15
III 17

UN GRAND SUCCÈS DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE 19

LES VIEILLES TÂCHES ET L'IMPUISSANCE SÉNILE DU LIBÉRALISME 21

A PROPOS DE LA « FAIM DU PÉTROLE » 23

LE PROJET DE LOI DES CADETS SUR LE DROIT DE RÉUNION . 27

LA GUERRE BALKANIQUE ET LE CHAUVINISME BOURGEOIS . 29

DIALOGUE 33

LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI ET LE MOUVEMENT OUVRIER. *Compte rendu de presse* 37

DES DÉPUTÉS QUI ONT FAIT LEURS HUMANITÉS . . . 42

« A QUI CELA PROFITE-T-IL ? » 43

EN ANGLETERRE *(Les tristes fruits de l'opportunisme)* . . . 45

LES EUROPÉENS CIVILISÉS ET LES SAUVAGES ASIATES . . . 47

CALCULS DE MARCHANDS 49

UNE GRANDE VICTOIRE DE LA TECHNIQUE 51

QUELQUES MOTS À PROPOS DE BILANS ET DE FAITS . . . 54

LA SIGNIFICATION DES TRANSFERTS DES PAYSANS 58

LES « VIÉKHISTES » ET LE NATIONALISME *(Note bibliographique)* 65

LES LIBÉRAUX ET LA LIBERTÉ DES SYNDICATS 67
A L'ATTENTION DES LECTEURS DU *Loutch* ET DE LA *Pravda* . 69
POUR LE 25e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE JOSEPH DIETZGEN 72
LA BOURGEOISIE ET LA PAIX 76
L'ÉVEIL DE L'ASIE 78
LES SÉPARATISTES EN RUSSIE ET LES SÉPARATISTES EN AUTRICHE 80
TOUJOURS À PROPOS DES TRANSFERTS DE PAYSANS . . . 83
LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA QUESTION NATIONALE 85
LE CONGRÈS DU « PARTI SOCIALISTE BRITANNIQUE » . . . 88
LA PAYSANNERIE SE RÉTABLIT-ELLE OU S'APPAUVRIT-ELLE? 91
L'EUROPE ARRIÉRÉE ET L'ASIE AVANCÉE 94
UNE MAUVAISE ACTION ! 97
L'ORGANISATION AGRAIRE DES GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS 100
LES ARMEMENTS ET LE CAPITALISME 103
IMPUISSANCE ET DÉSARROI (*Note*) 105
PROJET DE PLATE-FORME POUR LE IVe CONGRÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TERRITOIRE DE LETTONIE . . . 107
Appréciation de la situation politique et des tâches tactiques générales de la social-démocratie 108
La question de l'unité du P.O.S.D.R. 110
L'attitude vis-à-vis du courant liquidateur 111
La question du soutien apporté par le Comité central de la social-démocratie de Lettonie à la conférence des liquidateurs et au comité d'organisation liquidateur 112
La question nationale 113
LA CONCEPTION LIBÉRALE ET LA CONCEPTION MARXISTE DE LA LUTTE DE CLASSE (*Note*) 117
LES FABRICANTS PARLENT DES GRÈVES OUVRIÈRES . . . 124
I 124
II 126
III 128
UN JUGEMENT ERRONÉ (LE *LOUTCH* S'EN PREND À MAKLAKOV) 132
PROPOS SINCÈRES D'UN LIBÉRAL 135
A PROPOS DE LA POLITIQUE DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION

PUBLIQUE *(Compléments à la question de l'instruction publique)* 137
QUESTIONS LITIGIEUSES. *Le parti légal et les marxistes* . . . 149
I. La décision de 1908 151
II. La décision de 1910 155
III. L'attitude des liquidateurs vis-à-vis des décisions de 1908 et 1910 159
IV. La signification de classe du courant liquidateur . . 162
V. Le mot d'ordre de «lutte pour un parti légal» . . . 166
VI. 170
LETTRE À M. OLMINSKI (VITIMSKI) 174
A PROPOS DE M. BOGDANOV ET DU GROUPE « VPÉRIOD » . . 177
LA *PRAVDA* A-T-ELLE DÉMONTRÉ LE SÉPARATISME DES BUNDISTES ? 180
LES LIBÉRAUX DANS LE RÔLE DE DÉFENSEURS DE LA IVe. DOUMA 183
A PROPOS DE LA POLITIQUE AGRAIRE (GÉNÉRALE) DU GOUVERNEMENT ACTUEL 186
LE CAPITALISME ET LES IMPÔTS 205
LES GRÈVES ÉCONOMIQUES EN 1912 ET EN 1905 209
L'AUGMENTATION DE LA RICHESSE CAPITALISTE 212
LES PAYSANS ET LA CLASSE OUVRIÈRE 215
LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS L'AGRICULTURE 218
LE SUCCÈS DES GRÈVES EN 1912, COMPARÉ AU PASSÉ . . . 222
EN AUSTRALIE 225
LE PREMIER MAI DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE . . 228
NOTES D'UN PUBLICISTE 239
A PROPOS D'UNE CONTRE-VÉRITÉ *(Lettre à la rédaction)* . . . 244
LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE NÉO-MALTHUSIANISME . . . 246
LES APPELS DES LIBÉRAUX À SOUTENIR LA IVe DOUMA . . 249
LES AFFAIRISTES DE LA FINANCE ET LES POLITICIENS BOURGEOIS 253
THÈSES SUR LA QUESTION NATIONALE 255
PROPOS INSTRUCTIFS 264
SCÈNES DE NOTRE VIE 268
LA DOUMA CONGÉDIÉE ET LES LIBÉRAUX DÉSORIENTÉS 270
LE CINQUIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LA LUTTE

CONTRE LA PROSTITUTION 273
LES PAROLES ET LES ACTES 275
LES CADETS ET LA QUESTION UKRAINIENNE 280
DERNIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES PARTIS D'ALLEMAGNE 282
LES OPPORTUNISTES ANGLAIS DÉMASQUÉS 287
LES IDÉES DU CAPITAL AVANCÉ 290
CE QU'ON PEUT FAIRE POUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE . . 293
LA PETITE PRODUCTION DANS L'AGRICULTURE 296
UNE BRANCHE D'INDUSTRIE « À LA MODE » 300
LE COURANT LIQUIDATEUR MORT ET LA *RETCH* VIVANTE 302
LA MOBILISATION DES LOTS PAYSANS 305
COMMENT ACCROÎTRE LA CONSOMMATION PAR HABITANT EN RUSSIE ? 310
AUGUST BEBEL 313
LE DIVORCE ENTRE LE LIBÉRALISME ET LA DÉMOCRATIE. 320
UNE REMARQUABLE HISTOIRE 324
LA NATIONALISATION DES ÉCOLES JUIVES 327
LE FER DANS L'ÉCONOMIE PAYSANNE 330
LES GRÈVES DES MÉTALLURGISTES EN 1912 333
I 333
II 335
III 336
IV 338
V 339
VI 341
VII 342
VIII 343
IX 345
X 346
LA BOURGEOISIE RUSSE ET LE RÉFORMISME RUSSE 349
LE RÔLE DES ORDRES ET DES CLASSES DANS LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION 353
GUERRE DE CLASSES À DUBLIN 357
NOUVELLES MESURES DE LA « RÉFORME » AGRAIRE . . . 362
LE MARCHAND SALAZKINE ET L'ÉCRIVAIN F.D 365
LA LUTTE POUR LE MARXISME 368
UNE SEMAINE APRÈS LE MASSACRE DE DUBLIN 373

LES QUESTIONS DE PRINCIPE EN POLITIQUE. *Bourgeoisie libérale et réformisme* 376

LES LIBÉRAUX ET LES DÉMOCRATES DANS LA QUESTION DES LANGUES 380

LE LANGAGE DES CHIFFRES 384

I 384
II 385
III 387
IV 389

MESSIEURS LES BOURGEOIS PARLENT DE L'AGRICULTURE « LABORIEUSE » 391

HARRY QUELCH 396

MARXISME ET RÉFORMISME 399

LA RÉGLEMENTATION AGRAIRE ET LES PAYSANS PAUVRES . 404

COMMENT L'ÉVÊQUE NIKON DÉFEND LES UKRAINIENS . . 408

NOTES D'UN PUBLICISTE 411

I. Les intellectuels sans-parti contre le marxisme . . . 411
II. Cécité libérale 412
III. Une explication nécessaire 414

LA BARBARIE CIVILISÉE 417

A PROPOS DE L'ESPRIT CENT-NOIR 419

A PROPOS DE L'ADMINISTRATION RUSSE ET DES RÉFORMES RUSSES 422

COMMENT V. ZASSOULITCH ANÉANTIT LE COURANT LIQUIDATEUR 424

I 424
II 429
III 432
IV 435
V 438
VI 441

RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. ÉLARGIE AUX MILITANTS DU PARTI (ÉTÉ 1913) 449

SUR LES TÂCHES DE L'AGITATION DANS LE MOMENT PRÉSENT 451

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION D'ORGANISATION ET SUR LE CONGRÈS DU PARTI 453

SUR LE MOUVEMENT GRÉVISTE 454

SUR LA PRESSE DU PARTI 455

SUR LE TRAVAIL DES SOCIAL-DÉMOCRATES À LA DOUMA 456
SUR LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA . . . 457
SUR LE TRAVAIL DANS LES ASSOCIATIONS LÉGALES . . . 459
RÉSOLUTION SUR LA QUESTION NATIONALE 460
SUR LES POPULISTES 462
UN TROUDOVIK-LUI-AUSSI 464
LES « SANS-PARTI » DANS L'EMBARRAS 469
LES LIBÉRAUX ET LA QUESTION AGRAIRE EN ANGLETERRE 472
MAUVAISE DÉFENSE D'UNE MAUVAISE CAUSE 476
DÉCLARATION 479
LES SEPT DÉPUTÉS DE LA DOUMA 482
LA BOURGEOISIE LIBÉRALE ET LES LIQUIDATEURS 485
LE CAPITALISME ET L'IMMIGRATION DES OUVRIERS . . . 488
MATÉRIAUX RELATIFS À LA LUTTE AU SEIN DE LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA 492
LA VOLONTÉ DE QUI ? 492
QUELLE EST LA VOLONTÉ DE LA MAJORITÉ DES OUVRIERS CONSCIENTS DE RUSSIE ? 493
QUE MONTRENT, RELATIVEMENT À LA VOLONTÉ DU PROLÉTARIAT, LES ÉLECTIONS À LA IIe, À LA IIIe ET À LA IVe DOUMA D'ETAT ? 494
QUI SONT LES REPRÉSENTANTS ? 495
QUELLE EST LA VOLONTÉ DES OUVRIERS D'APRÈS LE TÉMOIGNAGE DES JOURNAUX OUVRIERS DE RUSSIE ? 498
QUELLE EST LA VOLONTÉ DES OUVRIERS D'APRÈS LES COLLECTES POUR LES JOURNAUX OUVRIERS ? 498
QUELLE EST LA VOLONTÉ DES OUVRIERS QUI SE MANIFESTE DANS LES SYNDICATS DE PÉTERSBOURG ? . . . 500
L'UNITÉ IDÉOLOGIQUE. 501
LES LIQUIDATEURS ET LA BOURGEOISIE 503
LA DÉCISION DES MARXISTES UNIS 504
NOTRE TRAVAIL AU SEIN DE LA FRACTION 506
QUE DEMANDENT LES SIX ? 508
UNITÉ À LA DOUMA ET UNITÉ EN DEHORS DE LA DOUMA 508
UN PROPRIÉTAIRE D'IMMEUBLES CADET QUI RAISONNE « SELON MARX » 511

LA MASSE OUVRIÈRE ET LES INTELLECTUELS OUVRIERS . . 513

SUR LA SCISSION AU SEIN DE LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE À LA DOUMA 516

LES POPULISTES DE GAUCHE ET LA LUTTE PARMI LES MARXISTES 521

LA QUESTION AGRAIRE ET LA SITUATION ACTUELLE EN RUSSIE (*Notes d'un publiciste*) 523

DEUX PROCÉDÉS DE DISCUSSION ET DE LUTTE 528

ENCORE DES « UNIFICATEURS » 531

LETTRE À S. CHAOUMIAN 535

DE L'AUTONOMIE « NATIONALE CULTURELLE » 539

LES GROUPUSCULES DE L'ÉTRANGER ET LES LIQUIDATEURS RUSSES 544

LE CADET MAKLAKOV ET LE SOCIAL-DÉMOCRATE PÉTROVSKI 548

SAVERNE 550

A PROPOS DES DÉCISIONS DU BUREAU 553

DE L'UNITÉ OUVRIÈRE 556

ON S'OBSTINE À DÉFENDRE UNE MAUVAISE CAUSE 559

LES CADETS ET LE « DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES » 562

UNE BONNE RÉSOLUTION ET UN MAUVAIS DISCOURS . . . 565

LA COMPOSITION NATIONALE DES ÉLÈVES DANS LES ÉCOLES RUSSES 569

LES GRÈVES EN RUSSIE 573

LE PROGRAMME NATIONAL DU P.O.S.D.R. 578

UNE ERREUR INADMISSIBLE DE KAUTSKY 585

TOUJOURS À PROPOS DE LA DIVISION DES ÉCOLES PAR NATIONALITÉS 588

A PROPOS DE M. GORSKI ET D'UN PROVERBE LATIN 591

LA CORRESPONDANCE ENTRE MARX ET ENGELS 592

I. APERÇU GÉNÉRAL 594

Notes 599

La vie et l'œuvre de V. Lénine 645

ILLUSTRATIONS

Page de titre de la revue *Prosvéchtchénié* n°3, mars 1913, contenant l'article de V. Lénine «Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme» 11

Première page du manuscrit de V. Lénine «Dialogue». Mars-avril 1913 31

Première page du manuscrit de V. Lénine «A propos de la politique agraire (générale) du gouvernement actuel».—1913. 191

Première page du journal *Rabotchaïa Pravda* n°3 du 16 juillet 1913 où furent insérés les articles de V. Lénine «Les paroles et les actes», «Les cadets et la question ukrainienne», « Derniers renseignements sur les partis d'Allemagne», «Les opportunistes anglais démasqués» 277

Première page du manuscrit de V. Lenine «La correspondance entre Marx et Engels». — 1913 592-593

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR WLADIMIR SOLOMON, ANDRÉE ROBEL, OLGA TATARINOVA.

Achevé d'imprimer en décembre 1967
par les Éditions du Progrès, Moscou

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Том 19

На французском языке

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT